



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

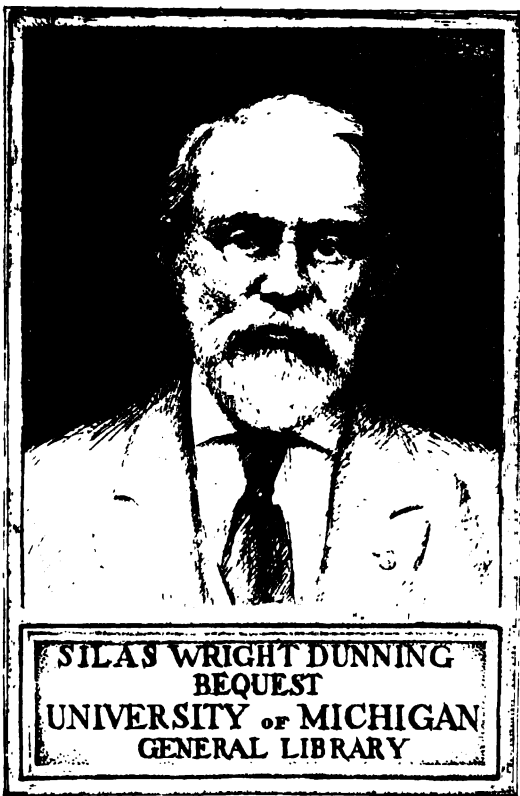
Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



DC
611
.D241
A3

BULLETIN
DE
L'ACADÉMIE DELPHINALE

1843

BULLETIN
DE
L'ACADÉMIE DELPHINALE

4^e Série. — Tome 7^e

1893



GRENOBLE

IMPRIMERIE F. ALLIER PÈRE ET FILS
26, cours Saint-André

1894



Dunming
Nijhoff
2-4-28
14847

BULLETIN

DE

L'ACADÉMIE DELPHINALE

4^{me} SÉRIE

ÉTAT DE L'ACADÉMIE AU 15 AVRIL 1894

BUREAU POUR L'ANNÉE 1894

Président. — M. Marcel REYMOND, avocat.

Vice-président. — M. CHARAUX, professeur à la Faculté des Lettres.

Secrétaire perpétuel. — M. A. PRUDHOMME, archiviste de l'Isère.

Secrétaire adjoint. — M. ...

Trésorier perpétuel. — M. l'abbé GINON, curé de Saint-Joseph.

Bibliothécaire-archiviste. — M. Ed. MAIGNIEN, conservateur de la Bibliothèque municipale.

CONSEIL D'ADMINISTRATION ET COMITÉ DE RÉDACTION

MM. PÉRIER, MASSE, le Comte DE GALBERT, FOURNIER, REY et ALLOTTE DE LA FUYE.

MEMBRES TITULAIRES

MM.

1. MAUREL DE ROCHEBELLE (Albert).....	1851
2. DE BOISSIEU (Paulin).....	1867
3. MONAVON (Gabriel), ancien juge de paix.....	1869
4. DUGIT, doyen de la Faculté des lettres	1872
5. DE GALBERT (le comte Alphonse), ancien conseiller de Préfecture.....	1872
6. CHARAUX, professeur à la Faculté des lettres...	1873
7. THIBAUD (Paul), avocat à la Cour d'appel.....	1874
8. GINON (l'abbé), curé de Saint-Joseph.....	1874
9. CHABRAND, docteur en médecine.....	1876
10. PÉRIER (Ennemond), avoué à la Cour d'appel...	1876
11. FERRAND (Henri), avocat à la Cour d'appel....	1878
12. ACCARIAS, conseiller à la Cour d'appel en retraite	1878
13. NICOLET (Victor), négociant.....	1879
14. DE BEYLIÉ (Jules).....	1879
15. MAIGNIEN (Edmond), conservateur de la Bibliothèque.....	1879
16. CHARVET (Baptiste), docteur en médecine	1880
17. PRUDHOMME (Auguste), archiviste de l'Isère....	1880
18. ROYER (Casimir), avocat à la Cour d'appel....	1881
19. DUHAMEL (Henri), conseiller à la Cour d'appel..	1882
20. R. REY, inspecteur d'Académie.....	1882
21. FOURNIER (Paul), professeur à la Faculté de droit	1882
22. DE CROZALS, professeur à la Faculté des lettres	1884
23. REYMOND (Marcel), avocat.....	1884
24. GIRAUD, ancien négociant	1884
25. MORIN, avocat à la Cour d'Appel.....	1885
26. MAISONVILLE (Fritz), ancien publiciste	1886
27. VELLOTT (Alfred), avocat	1886

MM.

28. MASSE, avocat à la Cour d'appel.....	1886
29. MERCERON-VICAT, ingénieur	1886
30. MASIMBERT (Adolphe), avocat.....	1887
31. ALLOTTE DE LA FUYE, chef de bataillon au 4 ^e ré- giment du génie.....	1889
32. MORILLOT, professeur à la Faculté des lettres..	1889
33. MARTIN (l'abbé), directeur de l'Externat N.-D ..	1889
34. PONS, conseiller à la Cour d'appel.....	1889
35. PAGÈS (Saint-Sever), avocat	1889
36. BALLEYDIER (Louis), professeur à la Faculté de droit	1889
37. MOURRAL, juge au Tribunal civil	1889
38. MICHOD, professeur à la Faculté de droit	1889
39. BERRUYER, architecte	1889
40. JAY (Raoul), professeur à la Faculté de droit...	1889
41. FÉVRIER (le général), grand chancelier de la Légion d'honneur	1889
42. DUBARLE (Léon), ancien magistrat.....	1889
43. BERTRAND, professeur à la Faculté des lettres..	1890
44. SILVY (Gabriel), greffier du Tribunal de com- merce.....	1890
45. PENNIN (l'abbé), curé de la Cathédrale.....	1891
46. BEAUDOUIN (Édouard), professeur à la Faculté de droit.....	1892
47. BERTHOLLET (le docteur), médecin en chef des hospices	1892
48. CHABRAND (Armand), avocat à la Cour d'appel.	1892
49. PILLET, professeur à la Faculté de droit.....	1892
50. LESTELLEY (de), avocat à la Cour d'appel.....	1892
51. FARGE, avocat à la Cour d'appel.....	1892
52. HARDOUIN, professeur à l'École du génie.....	1892

VIII ÉTAT DE L'ACADÉMIE AU 15 AVRIL 1894.

MM.

53. PÉRREAU (Joseph), capitaine au 12^e bataillon de
chasseurs (bataillon alpin)..... 1892
54. FALCOZ (l'abbé), curé de Saint-André..... 1893
55. LAVAUDEN, avocat à la Cour d'appel..... 1893
56. KILIAN, professeur à la Faculté des Sciences.. 1893
57. THOMAS (le général baron), commandant la
53^e brigade d'infanterie à Grenoble..... 1893
58. CHAPUIS (le docteur), ancien médecin principal
de l'armée..... 1893
59. LEFRANÇOIS, docteur en droit, avocat à la Cour
d'appel..... 1893
60. PORTE (Armand), avocat à la Cour d'appel..... 1893
-

MEMBRES ASSOCIÉS

MM.

1. REVILLOUT, professeur à la Faculté des lettres de
Montpellier.
2. MORIN-PONS (Henri), banquier, à Lyon.
3. PALLIAS (Honoré), à Lyon.
4. AUVERGNE (le chanoine), ancien secrétaire général de
l'Évêché de Grenoble.
5. HÉBERT (Ernest), peintre, membre de l'Institut, ancien
directeur de l'Ecole française de Rome.
6. MARSILLIAT-LABORDE (l'abbé), curé de Brignac (Cor-
rèze).
7. VALLENTIN (Ludovic), juge, à Montélimar (Drôme).
8. ROMAN (Joseph), correspondant du Ministère de l'Ins-
truction publique, au château de Picomtal, près
Embrun (Hautes-Alpes).

MM.

9. CHEVALIER (l'abbé Ulysse), correspondant de l'Institut, à Romans (Drôme).
10. DE LESSEPS (Charles), ingénieur, à Paris.
11. CROZAT (l'abbé), curé au Touvet.
12. CAILLEMER, doyen de la Faculté de droit, correspondant de l'Institut, à Lyon.
13. FOLLIOLEY (l'abbé), proviseur du Lycée, à Nantes.
14. VALSON, doyen de la Faculté libre des sciences, à Lyon.
15. DE ROCHAS D'AIGLUN, lieutenant-colonel, à l'École polytechnique, Paris.
16. MORIN (Henri), à Dieu-le-Fit (Drôme).
17. GUILLAUME (l'abbé Paul), archiviste des Hautes-Alpes, à Gap.
18. FERNEL, à Claix.
19. PONTE, docteur-médecin, à Voiron.
20. MESSIÉ (Alfred), avocat, à Montélimar (Drôme).
21. SESTIER (Jules), avocat, à Paris.
22. DEVAUX (l'abbé), docteur ès-lettres, professeur à la Faculté libre de Lyon.
23. FIALON, professeur honoraire à la Faculté des lettres de Grenoble.
24. BERNARD (Charles), avocat général, à Dijon.
25. M^{lle} M.-A. DE FRANCLIEU, au château de Longpra, à Saint-Geoire (Isère).
26. BELLET (M^{re} Charles), protonotaire apostolique, à Tain (Drôme).
27. DELACHENAL (Roland), archiviste-paléographe, à Paris.
28. BARGE (Henri), architecte, à Janneyrias (Isère).
29. LAGIER (l'abbé), curé de Blandin (Isère).

MM.

30. INGOLD (l'abbé), à Colmar.
31. GUICHARD, à Marseille.
32. DELORME (Emmanuel), secrétaire archiviste de la
Chambre de commerce de Toulouse.
33. ARNAUD (Victor), notaire à La Mure.
34. PERROSSIER (l'abbé), curé de Parnans (Drôme).
35. RODILLON (l'abbé), à Lyon.
36. MARGOT (Victor), notaire, à Voiron.
37. BOURRON (Jules), conseiller d'arrondissement, à Saint-
Pierre-de-Méarotz.
38. DUMAREST, docteur en médecine, à Voiron.
39. DE VIRIEU (le marquis), au château de Virieu (Isère).
40. NIZET, architecte diocésain, à Paris.
41. GIRAUD (Charles), avocat à la Cour d'appel, à Gre-
noble.
42. DE SALVERTE, maître des requêtes au Conseil d'État,
à Paris.
43. BONNARD (Eugène), propriétaire au Grand-Lemps
(Isère).
44. PERRIN (l'abbé), curé à Sainte-Marie-d'Alloix (Isère).
45. CERISE (le baron), ancien inspecteur des finances,
sous-directeur de la C^{ie} d'assurances l'*Union*, à
Paris.
46. DE LANZAC DE LABORIE, avocat, à Paris.
47. DU PONT DE GAULT-SAUSSINE (le comte), à Paris.
48. CHEVALIER (l'abbé Jules), professeur d'histoire au
grand Séminaire de Romans.
49. DE BEYLIÉ (Léon), lieutenant-colonel, aide de camp du
Ministre de la marine.
50. DE MONTAL (Arthur), à Grenoble.
51. GUILLERMIN (l'abbé), aumônier des Ursulines à Saint-
Tropez (Var).

MM.

52. JACQUIER (l'abbé), curé de Serezin-du-Rhône.
53. TIVOLLET (l'abbé), curé de la Tronche.
54. LE MONASTÈRE DE LA GRANDE-CHARTREUSE.
55. VIDIL (Paul), à Grenoble.
56. JOUVIN (Paul), à Grenoble.
57. BLANCHET (Victor), ingénieur, à Rives.
58. DE LINAGE (le vicomte de), à la Thivollière, par Voreppe.
59. GOLLÉTY (Yves), avocat à la Cour d'appel, à Grenoble.
60. DE BARRAL MONTFERRAT (le marquis), ancien secrétaire d'ambassade, directeur de la *Revue du Monde latin et slave*, au château de Voiron.
61. DE GALBERT (le vicomte), à Puy-Ricard (Bouches-du-Rhône).
62. REYNIER (Auguste), à Grenoble.
63. SALESSE, ancien magistrat, avocat, à Grenoble.
64. PENET (Félix), à Grenoble.
65. ARNAUD (Victor), avocat, à Grenoble.
66. GIRARDIN (l'abbé), curé de Saint-Bruno, à Grenoble.
67. DUHAMEL (André), avocat à la Cour d'appel, à Grenoble.
68. BRETON (Henri), professeur honoraire à l'École de médecine, à Grenoble.
69. MARGOT, chef d'escadron d'artillerie, à Grenoble.
70. RICHARD-BÉRENGER, conseiller général de l'Isère.
71. TEYSSIER DE SAVY (Gabriel), à Jarrie.
72. BENOÎT, avocat à la Cour d'appel, à Grenoble.
73. BÉTHOUX (Xavier), avocat à Grenoble.
74. EYMARD-DUVERNAY (Joseph), avocat à Grenoble.
75. BADIN, maire de Champier.

MM.

76. DUGON (le vicomte), château de Moidières, par la Verpillière (Isère).
77. SISTERON (Louis), avocat à la Cour d'appel, à Grenoble.
78. DE BOUFFIER (Amédée), à Valence.
79. JULLIEN-FÉVRIER (Joseph), ancien magistrat, à Grenoble.
80. TERREBASSE (Humbert de), château de Terrebasse, à Ville-sous-Anjou.
81. GASPARD, notaire à Saint-Jean-de-Bournay.
82. JOUFFRAY (le commandant), sous directeur de la manufacture d'armes, à Saint-Étienne (Loire).
83. GUIRIMAND (Edmond), à Grenoble.
84. LEMAÎTRE (Jules), homme de lettres, à Paris.
85. BRUN-DURAND, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, à Crest (Drôme).
86. SENEQUIER-CROZET (Jules), avocat à la Cour d'appel, à Grenoble.
87. DODO (Henri), ingénieur, à Domène.
88. BLANCHET (Augustin), à Rives.
89. BLANCHET (Paul), à Rives.
90. KLÉBER (Émile), à Rives.
91. A. DE PRUNIÈRES (le comte), ancien député des Hautes-Alpes, à Grenoble.
92. D'ANGLÈS-DAURIAC (le général), à Montpellier.
93. CHAPER (Alphonse), à Grenoble.
94. ALLIER (Joseph), imprimeur, à Grenoble.
95. SENEQUIER-CROZET (l'abbé Paul), à Grenoble.
96. MOYRAND (Alfred), banquier à Grenoble.
97. GUILLEMIN (Paul), inspecteur général de la navigation, Paris.

MM.

98. CHATAIN (l'abbé), à Grenoble.
99. D'ALBON (le marquis), au château d'Avauges, par Pontcharra (Rhône).
100. CHARRUT (Hippolyte), avocat à Grenoble.
101. DE MONTEYNARD (le comte Louis), au château de Montelier, par Chabeuil (Drôme).
102. PAUCHON, notaire à Grenoble.
103. PIRAUD (Étienne-Philippe), ancien magistrat.
104. PAULZE D'IVOY, comte de LA POYPE, secrétaire d'ambassade, château de la Motte-Croutelle, par Poitiers (Vienne).
105. LOMBARD DE BUFFIÈRES (le baron), au château de Champgrenon, près Mâcon.
106. PATURLE, négociant à Grenoble.
107. CORNILLON, bibliothécaire à Vienne.
108. LE R. P. APOLLINAIRE, capucin, de Valence.
109. VIAL (Paulin), capitaine de frégate en retraite, ancien résident général au Tonkin, à Voiron.
110. MOLLARD (Joseph), docteur en médecine à Lyon.
111. GINON (l'abbé), curé-archiprêtre de Moirans (Isère).
112. VERNA (le baron de), conseiller général de Crémieu.
113. BALME (l'abbé Paul), curé-archiprêtre d'Allevard.
114. LAROCHE (l'abbé), curé-archiprêtre de la Tour-du-Pin.
115. ROUSSET (l'abbé), curé-archiprêtre de Domène.
116. PROMPT (le docteur), au Bourg-d'Oisans.
117. DUHAMEL (Henry), à Gières.
118. DE FRANCLIEU (le baron Émilien), château du Colombier (Isère).
119. BIZOT, architecte, à Vienne.
120. CHAUVET (Joseph), avocat à la Cour d'appel, à Grenoble.

MM.

- 121. COLLET (l'abbé), curé de Saint-Martin-de-Vienne.
- 122. FOULU (le chanoine), archiprêtre de Meyzieu.
- 123. GRÉA (dom Adrien), ancien élève de l'École des Chartes, supérieur des Chanoines réguliers à Saint-Antoine.
- 124. DE LEUSSE (le baron), aux Côtes-d'Arey.
- 125. DE KERDRÉAN (le comte), à Moirans.
- 126. NOVO, lieutenant de cavalerie, à Valence.
- 127. COMBARIEU (de), ancien député de l'Isère, à Voiron.
- 128. RENÉVILLE (Henry de), directeur des mines de la Mure, à Grenoble.
- 129. CANTEL, ancien premier président de la Cour de Dijon, à Grenoble.
- 130. LA BROUSSE (de), ingénieur des ponts et chaussées, à Grenoble.
- 131. FAVRE-GILLY, avocat à la Cour d'appel, à Grenoble.
- 132. MONTEYNARD (le marquis de), château de Tencin.
- 133. TROUILLET (le D'), aide-major au 14^e bataillon de Chasseurs, à Grenoble.
- 134. GUIRIMAND (Casimir), avocat à la Cour d'appel.
- 135. TROUILLER (Maurice), avocat à la Cour d'appel.
- 136. VELLEIN, ancien avoué, à Grenoble.
- 137. TAULIER (Albert), avocat à Grenoble.
- 138. RUFFIER (l'abbé), à Grenoble.
- 139. LORY, préparateur à la Faculté des Sciences.
- 140. JACQUART (le R. P.), du T. O. de Saint-Dominique, à Coublevie.
- 141. BONNET-EYMARD (Gustave).
- 142. BUISSON, ancien magistrat, à Bourgoin.
- 143. GAILLARD (Eugène), banquier à Grenoble.
- 144. ROË (Eugène), conseiller général de l'Isère.
- 145. GUÉRIN, banquier à Lyon.

MM.

- 146. ABEL (Ferdinand).
 - 147. REVOL-TISSOT (l'abbé), curé de Goncelin.
 - 148. REY (le chanoine), supérieur du Petit-Séminaire du Rondeau.
 - 149. PRA (le chanoine), curé de St-Maurice-de-Vienne.
 - 150. BRUNET (l'abbé), supérieur de l'École St-Maurice-de-Vienne.
 - 151. JAIL (l'abbé), directeur à l'École St-Maurice-de-Vienne.
 - 152. VIALLET (Constant), ancien président du Tribunal de Commerce.
 - 153. DIDAY (Charles), à Grenoble.
 - 154. RIVIER (Vincent), avocat à la Cour d'appel.
 - 155. VERDON (l'abbé), curé de Noyarey.
 - 156. LEFEBVRE-PONTALIS (Germain), archiviste-paléographe, à Paris.
 - 157. DUCROISSET, major au 1^{er} régiment de Zouaves, à Alger.
 - 158. DE MIRIBEL (le comte Ludovic), au château de Vors, à Villard-Bonnot.
 - 159. DAVILIER (Maurice), banquier, à Paris.
-

LISTE DES SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES

SOCIÉTÉS DE FRANCE.

Ministère de l'Instruction publique : Revues des travaux historiques, scientifiques, économiques.
Journal des Savants.

1. AISNE. — Société historique et archéologique de Château-Thierry.
2. ALGÉRIE. — Société historique algérienne, Revue africaine (Alger).
3. BASSES-ALPES. — Société des lettres et des sciences (Digne).
4. HAUTES-ALPES. — Société d'études (Gap).
5. ALPES-MARITIMES. — Société des lettres, sciences et arts (Nice).
6. AUBE. — Société académique d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres (Troyes).
7. AVEYRON. — Société des lettres, sciences et arts (Rodez).
8. BELFORT. — Société Belfortaine d'émulation.
9. BOUCHES-DU-RHÔNE. — Académie des sciences, agriculture, arts et belles-lettres d'Aix.
10. CALVADOS. — Académie nationale des sciences, arts et belles-lettres de Caen.

11. CALVADOS. — Société Linnéenne de Normandie (Caen).

12. — — Société des beaux-arts de Caen.

13. CHARENTE. — Société archéologique et historique de la Charente (Angoulême).

14. CHARENTE-INFÉRIEURE. — Académie des belles-lettres, sciences et arts (La Rochelle).

15. — — Société Linnéenne de la Charente-Inférieure (Saint-Jean-d'Angély).

16. — — Société historique et archéologique de la Saintonge.

17. CÔTE-D'OR. — Académie des sciences, arts et belles-lettres de Dijon.

18. — — Société d'histoire, d'archéologie et de littérature de l'arrondissement de Beaune.

19. DOUBS. — Académie des sciences, belles-lettres et arts de Besançon.

20. — — Société de médecine de Besançon.

21. DRÔME. — Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme (Valence).

22. — — Société d'histoire ecclésiastique et d'archéologie religieuse des diocèses de Valence, Gap, Grenoble et Viviers (Romans).

23. EURE. — Société libre d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres du département de l'Eure (Évreux).

24. EURE-ET-LOIR. — Société Dunoise d'archéologie (Châteaudun).

25. FINISTÈRE. — Société académique de Brest.

26. — — Société archéologique du Finistère (Quimper).

27. GARD. — Académie du Gard, à Nîmes.

28. GIRONDE. — Académie nationale des sciences, belles-lettres et arts de Bordeaux.

29. GIRONDE. — Société des sciences physiques et naturelles de Bordeaux.

♦♦

XVIII ÉTAT DE L'ACADÉMIE AU 15 AVRIL 1894.

30. GARONNE (HAUTE-). — Société d'histoire naturelle de Toulouse.

31. — — Académie de législation de Toulouse.

32. — — Annales du Midi (Toulouse).

33. — — Société archéologique du Midi de la France (Toulouse).

34. — — Société académique Franco-Hispano-Portugaise (Toulouse).

35. HÉRAULT. — Académie des sciences et belles-lettres de Montpellier.

36. — — Société archéologique, scientifique et littéraire de Béziers.

37. — — Société pour l'étude des langues romanes (Montpellier).

38. ILLE-ET-VILAINE. — Société archéologique d'Ille-et-Vilaine (Rennes).

39. INDRE-ET-LOIRE. — Société d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres (Tours).

40. — — Société archéologique de Touraine (Tours).

41. ISÈRE. — Société de statistique, des sciences et des arts industriels de l'Isère (Grenoble).

42. — — Revue catholique des institutions et du droit, à Grenoble.

43. LOIRE. — Société d'agriculture, industrie, sciences, arts et belles-lettres du département de la Loire (Saint-Étienne).

44. — — La Diana, à Montbrison.

45. LOIRE (HAUTE-). — Société d'agriculture, sciences, arts et commerce du Puy.

46. HAUTE-LOIRE. — Société agricole et scientifique de la Haute-Loire (le Puy).

47. LOIRE-INFÉRIEURE. — Société académique de Nantes et de la Loire-Inférieure (Nantes).

48. LOIRE-INFÉRIEURE. — Société archéologique de Nantes et de la Loire-Inférieure (Nantes).

49. — — Société des sciences naturelles de l'Ouest (Nantes).

50. LOIRET. — Société archéologique de l'Orléanais (Orléans).

51. MAINE-ET-LOIRE. — Société nationale d'agriculture, sciences et arts d'Angers.

52. — — Société industrielle et agricole d'Angers et de Maine-et-Loire.

53. MANCHE. — Société académique de Cherbourg.

54. MARNE. — Société d'agriculture, commerce, sciences et arts de Châlons.

55. — — Académie nationale de Reims.

56. — — Société des sciences et arts de Vitry-le-Français.

57. MEURTHE-ET-MOSELLE. — Académie Stanislas (Nancy).

58. — — Société d'archéologie lorraine, à Nancy.

59. MEUSE. — Société des lettres, sciences et arts de Bar-le-Duc.

60. NORD. — Société Dunkerquoise (Dunkerque).

61. OISE. — Société académique d'archéologie, sciences et arts du département de l'Oise (Beauvais).

62. — — Société historique de Compiègne.

63. — — Comité archéologique de Senlis.

64. ORNE. — Société historique et archéologique de l'Orne (Alençon).

65. PAS-DE-CALAIS. — Société des Antiquaires de la Morinie (Saint-Omer).

66. — — Académie d'Arras.

67. PYRÉNÉES (BASSES-). — Société des sciences, lettres et arts de Pau.

68. PYRÉNÉES-ORIENTALES. — Société agricole, scientifique et littéraire des Pyrénées-Orientales (Perpignan).

XX ÉTAT DE L'ACADÉMIE AU 15 AVRIL 1894.

69. RHÔNE. — Académie des sciences, belles-lettres et arts de Lyon.

70. — — Société d'agriculture, d'histoire naturelle et des arts utiles de Lyon.

71. — — Société littéraire, historique et archéologique de Lyon.

72. — — Société académique d'architecture de Lyon.

73. SAÔNE-ET-LOIRE. — Académie de Mâcon.

74. — — Société d'histoire et d'archéologie de Chalon-sur-Saône.

75. — — Société Éduenne (Autun).

76. SARTHE. — Société d'agriculture, sciences et arts — (Le Mans).

77. — — Revue historique du Maine (Le Mans).

78. SAVOIE. — Académie nationale des sciences, belles-lettres et arts (Chambéry).

79. — — Société savoisiennne d'histoire et d'archéologie (Chambéry).

80. — — Académie de la Val-d'Isère (Moûtiers).

81. — — Société d'histoire et d'archéologie de la Maurienne (Saint-Jean-de-Maurienne).

82. SAVOIE (HAUTE-). — Société Florimontane (Annecy).

83. — — Académie Chablaisienne (Thonon).

84. SEINE. — Bulletin de la société d'histoire de Paris.

85. — — Société philotechnique.

86. — — Société philomathique.

87. — — Société d'anthropologie.

88. — — Société nationale des antiquaires de France.

89. — — Annales du musée Guimet.

90. — — Société française de numismatique et d'archéologie.

91. SEINE-INFÉRIEURE. — Société nationale Havraise d'études diverses.

92. SEINE-ET-MARNE. — Société d'archéologie, sciences, lettres et arts de Seine-et-Marne (Melun).

93. SEINE-ET-OISE. — Société des sciences morales, des lettres et des arts de Seine-et-Oise (Versailles).

94. SOMME. — Société des antiquaires de Picardie (Amiens).

95. TARN-ET-GARONNE. — Académie des sciences, belles-lettres et arts (Montauban).

96. VAR. — Société académique du Var (Draguignan).

97. VAUCLUSE. — Académie de Vaucluse (Avignon).

98. VIENNE. — Société des antiquaires de l'Ouest (Poitiers).

99. VIENNE (HAUTE-). — Société archéologique du Limousin (Limoges).

100. VOSGES. — Société philomatique (Saint-Dié).

101. YONNE. — Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne (Auxerre).

SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

1. — Société des sciences, agriculture et arts de la Basse-Alsace, à Strasbourg.
 2. — Société d'histoire naturelle de Colmar.
 3. — Académie de Metz.
 4. — Académie d'archéologie de Belgique, à Anvers.
 5. — Société Smithsonian de Washington.
 6. — Académie de Davenport, Iowa (États-Unis).
 7. — Société royale des sciences et des lettres de Drontheim (Norwège).
 8. — Université royale Frédéricienne, à Christiania.
 9. — Société d'histoire et d'archéologie de Genève.
 10. — Reale societa romana di Storia patria, à Rome.
 11. — Reale deputazione di Storia patria, à Turin.
 12. — Academia dei Lincei, à Rome.
 13. — Archivio storico Lombardo, à Milan.
 14. — Société des naturalistes de Moscou.
 15. — Vering für Thüringische Geschichte (Iéna).
-

EXTRAITS DES PROCÈS-VERBAUX DE L'ACADÉMIE

PENDANT L'ANNÉE 1893.

Séance du 3 février 1893.

Présidence de M. Paul Fournier.

MM. Fournier, le comte de Galbert et Masse présentent, en qualité de membre titulaire, M. Lavauden, avocat à la Cour d'appel, en remplacement de M. Trouiller, décédé.

MM. Fournier, Charaux et Rey présentent en la même qualité M. Kilian, professeur de géologie à la Faculté des sciences, en remplacement de M. Lory, décédé.

Sont présentés comme membres associés : M. Henry de Renéville, par MM. Charaux, Fournier et de Galbert, et M. Cantel, ancien premier président de la Cour de Dijon, par MM. Fournier, Masse et de Galbert.

Allocution de M. Paul Fournier, président.

M. Marcel Reymond donne lecture de quelques extraits d'une étude sur la sculpture florentine au ^{xiv}^e siècle.

Au nom de M. Delachenal, M. Prudhomme communique quelques lettres de Chépy.

Il est ensuite procédé à l'élection d'un trésorier perpétuel en remplacement de M. Marcel Reymond, élu vice-président. M. l'abbé Ginon est élu.

Séance du 17 février 1893.

Présidence de M. Paul Fournier.

M. l'abbé Falcoz est élu membre titulaire en remplacement de M. l'abbé Guétal, décédé.

MM. Cantel et de Renéville sont élus membres associés.

Sont présentés comme membres associés : MM. de La Brosse, ingénieur des ponts et chaussées, et Favre-Gilly, avocat, par MM. Charaux, Fournier et le comte de Galbert ;

M. le marquis de Monteynard, par MM. Henri Ferrand, Charaux et le comte de Galbert.

M. le docteur Trouillet, aide-major au 14^e bataillon de chasseurs, par MM. Fournier, Rey et Prudhomme.

M. Maurice Trouiller, avocat, par MM. Charaux, Fournier et Prudhomme.

M. le commandant Allotte de La Fuye présente quelques observations sur un recueil de planches de monnaies gauloises, préparé par la Commission de topographie des Gaules et achevé par M. Henri de La Tour, sous-bibliothécaire au cabinet des médailles de la Bibliothèque nationale.

M. Henri Ferrand donne lecture d'un récit d'une excursion à la Louie-Blanche, dans une région peu visitée des environs de Bourg-Saint-Maurice. Il s'agit de la chaîne de montagnes qui s'étend entre le col du Petit Saint-Bernard et le massif de Rutor. Au cours de son excursion, M. Ferrand relève quelques observations sur le figuré de terrain de la carte d'État-major.

M. Rey communique un extrait d'un mémoire sur la défense militaire et le régime douanier des Alpes Cottiennes sous les Romains, d'après les textes et les inscriptions.

Séance du 3 mars 1893.

Présidence de M. Paul Fournier.

Sont élus membres titulaires : M. Kilian, professeur à la Faculté des Sciences, en remplacement de M. Lory, décédé ; M. Lavauden, avocat à la Cour d'appel, en remplacement de M. Trouiller, décédé.

Sont élus membres associés :

MM. Paul Favre-Gilly, avocat ;
de La Brosse, ingénieur des ponts et chaussées ;
le marquis de Monteynard ;
le docteur Trouillet, aide-major au 14^e chasseurs ;
Maurice Trouiller, avocat.

M. Prudhomme donne lecture de trois chapitres de ses *Études historiques sur l'assistance publique à Grenoble, avant la Révolution*.

M. le docteur Prompt communique de nouvelles observations sur le traité *De Vulgari Eloquentia* du Dante. Il répond aux critiques qui ont été formulées par un savant Italien contre la publication qu'il a faite du manuscrit du *De Vulgari Eloquentia*, qui se trouve à la bibliothèque de Grenoble.

Séance du 24 mars 1893.

Présidence de M. Paul Fournier.

M. Charaux donne lecture de quelques pensées sur divers sujets.

M. le Président communique une note brève de M. R. Delachenal sur une citation donnée par Guy-Allard comme s'appliquant à la petite ville de Bourgoin : « Villeta est que dicitur Burgunnaria eo quod ibi Burgundiones habitaverunt ». M. Delachenal démontre que cette citation est empruntée à une vie de Bouchard, comte de Corbeil, mort en 1012, écrite par le moine Eudes vers 1058, et que « Burgunnaria » est une localité située sur le territoire de la commune actuelle de Lices (Seine-et-Oise).

Séance du 21 avril 1893.

Présidence de M. Paul Fournier.

MM. Fournier, le comte de Galbert et Accarias présentent en qualité de membre titulaire M. le général baron Thomas, en remplacement de M. Maxime Villars, décédé.

Sont présentés comme membres associés :

MM. Vellein, ancien avoué, et Guirimand, avocat, par MM. Fournier, Périer et Prudhomme.

M. Albert Taulier, avocat, par MM. Fournier, le comte de Galbert et Périet.

M. l'abbé Martin, supérieur de l'Externat N.-D., prononce son discours de réception.

M. le Président lui répond.

M. Prudhomme communique un mémoire sur l'origine et le sens des mots Dauphin et Dauphiné, et leurs rapports avec l'emblème du Dauphin en Dauphiné, en Auvergne et en Forez. Il démontre, à l'aide d'une étude minutieuse des documents originaux, qu'on a eu tort de rechercher pour ces mots une origine celtique ou germanique. En Auvergne, comme en Dauphiné, *Delphinus* est d'abord un prénom, puis un nom patronymique, puis un titre de dignité. Il prend définitivement ce dernier sens dans les deux pays, à la fin du XIII^e siècle, vers l'année 1282, qui correspond à l'avènement de Robert III, en Auvergne, et d'Humbert I^{er}, en Dauphiné; à la même époque apparaît, pour la première fois, le mot *Delphinatus*.

Quant à l'emblème du Dauphin, il n'apparaît dans les sceaux qu'environ un siècle après l'époque où Guigue IV est mentionné, pour la première fois, avec le nom de Dauphin. C'est Dauphin, comte de Clermont, qui l'adopte le premier, à la fin du XII^e siècle. Guigue V, comte de Forez, et André-Dauphin, comte de Vienne et d'Albon, le lui empruntent au commencement du XIII^e siècle.

Séance du 5 mai 1893.

Présidence de M. Paul Fournier.

MM. l'abbé Martin, Fournier et Marcel Reymond présentent, en qualité de membre associé, M. l'abbé Ruffier, professeur d'histoire et de géographie à l'Externat N.-D.

Sont élus membres associés : MM. Guirimand, avocat ; Albert Taulier, avocat ; Gustave Vellein, ancien avoué.

M. de Beylié prononce son discours de réception.

M. Fournier, président, répond.

Séance du 26 mai 1893.

Présidence de M. Paul Fournier.

M. le général baron Thomas est élu membre titulaire, en remplacement de M. Maxime Villars, décédé.

MM. Charaux, Fournier et Périer présentent, en qualité de membre associé, M. Lory, préparateur à la Faculté des Sciences.

M. le capitaine Perreau, des chasseurs alpins, prononce son discours de réception.

M. Fournier, président, lui répond.

Séance du 21 juillet 1893.

Présidence de M. Paul Fournier.

MM. Lory et le R. P. Jacquart, du T. O. de Saint-Dominique, sont élus membres associés.

M. le Président donne lecture d'une étude de M. Arnaud, notaire à La Mure, sur les seigneurs de Ratier et du Monétier, de la famille de Combourcier.

Séance du 1^{er} décembre 1893.

Présidence de M. Paul Fournier.

M. le commandant Allotte de la Fuye rend compte d'une importante découverte archéologique faite, au mois de juillet 1890, au village de Tourdan (Isère).

Le R. P. Jacquart lit une étude sur les Académies dans l'antiquité et au moyen âge.

Séance du 29 décembre 1893.

Présidence de M. Paul Fournier.

M. le Président fait l'éloge de M. Pion, conseiller à la Cour d'appel, membre titulaire de l'Académie depuis 1880, récemment décédé. M. Pion fut, tant que sa santé

le lui permet, très assidu à nos séances. L'Académie s'associe respectueusement au deuil de sa famille.

M. le général baron Thomas prononce son discours de réception.

M. Paul Fournier, président, lui répond.

Il est ensuite procédé aux élections du Bureau, pour l'année 1894. M. Marcel Reymond est élu président; M. Charaux, vice-président. Sont élus pour deux ans membres du Conseil d'administration et du Comité de rédaction : MM. Fournier, Rey et Allotte de la Fuye.

M. Maignien est confirmé dans ses fonctions de bibliothécaire-archiviste.



OUVRAGES REÇUS PAR L'ACADÉMIE

pendant l'année 1893.

1. *Catalogues des manuscrits des bibliothèques publiques de France. Paris, Arsenal. T. VI et t. IX (Archives de la Bastille). — Paris (Bibliothèque Mazarine), t. IV. — Paris, 1892, in-8°. — Départements, t. XV et XX.*
2. *Catalogue des manuscrits conservés aux Archives nationales. — Paris, 1892, in-8°.*
3. HENRI DE LA TOUR. — *Atlas de monnaies gauloises préparé par la Commission de topographie des Gaules. — Paris, 1892, in-4°.*
4. CH. DUFAYARD. — *Le Connétable de Lesdiguières. — Paris, 1892, in-8°.*
5. *Translation solennelle des reliques du bienheureux Ayrald. Compte rendu par l'abbé TRUCHET. — Curière, 1891, in-8°.*
6. *Le Bienheureux Ayrald, chartreux, évêque de Maurienne, sa vie, ses reliques et son culte, par M. l'abbé TRUCHET. — Montreuil, 1891, in-8°.*
7. *Chroniques d'Amadi et de Strambaldi, publiées par M. le comte DE MAS-LATRIE (Coll. des documents inédits sur l'histoire de France, publiés par le Ministère de l'Instruction publique). — Paris, 1892, in-4°.*

8. L. MORAND. — *Documents. — Anciennes corporations des arts et métiers de Chambéry et de quelques autres localités de la Savoie. — Personnel ecclésiastique du diocèse de Chambéry de 1802 à 1893.* — Chambéry, 1893, in-8°.
9. *Fêtes du Centenaire de Casimir Delavigne, les 2, 3 et 4 août 1893.* — Le Havre, 1893, in-8°.
10. BOUINAIS et A. PAULUS. — *Le Culte des morts dans le Céleste Empire et l'Annam.* — 1893, in-12 (Ann. du Musée Guimet).
11. LE R. P. APOLLINAIRE. — *Études franciscaines sur la Révolution dans le département de la Haute-Garonne.* — Toulouse, 1892, in-8°.
12. LE R. P. JACQUART. — *Un Coin du Dauphiné. Voiron, Moirans, Voreppe, Saint-Laurent-du-Pont, Montagne du Ratz.* — *Notes et Observations.* — Voiron, 1892, in-12.
13. — *Département des Landes.* — In-8°, s. d.
14. — *Étude sur l'Amphioxus lanceolatus.* — Lyon, 1888, in-8°.
15. — *Le Sel chez les anciens.* — Dax, 1892, in-8°.
16. — *L'Ancienneté de l'homme.* — Voiron, 1893, in-8°.
17. — *Ce qu'il faut penser de l'intelligence des animaux.* — Lyon, 1892, in-8°.
18. — *Hydrographie du département des Landes.* — Dax, 1891, in-8°.
19. — *Études sur les éruptions volcaniques du Velay et du Vivarais au V^e siècle de l'ère chrétienne.* — Lyon, 1887, in-8°.
20. A. PILLET. — *Le Droit de la guerre, 2^e partie.* — Paris, 1894, in-8°.

21. LE COMTE DE GALBERT. — *M. Paul de Mortillet, notice biographique.* — Grenoble, 1893, in-8°.
22. LE R. P. APOLLINAIRE. — *Bibliotheca Fratrum minorum capuccinorum provinciarum Occitanix et Aquitanix.* — 1894, in-4°.
23. — *Bibliotheca Fratrum minorum capuccinorum provincix Neapolitanæ.* — Romæ et Neapoli, 1886, in-4°.



...

MÉMOIRES ET RAPPORTS



ALLOCUTION DE M. PAUL FOURNIER

En prenant le fauteuil de la Présidence



Séance du 3 février 1893



MESSIEURS ET CHERS COLLÈGUES,

ous m'avez pour cette année appelé à la présidence de notre Compagnie. Le choix dont vous m'avez honoré est une marque nouvelle d'une sympathie dont j'ai déjà recueilli les gages précieux : laissez-moi vous en témoigner ma très vive gratitude. Je ne me dissimule pas, d'ailleurs, que par votre vote vous ne m'avez pas seulement conféré un honneur dont je sais apprécier le prix : vous m'avez imposé une tâche dont j'ai appris à connaître le poids.

Cette tâche me paraît plus lourde encore quand je songe

aux vides que la mort a faits dans nos rangs au cours de l'année qui vient de s'écouler. Quelles ressources d'expérience et de dévouement elle nous a ravies ! Elle nous a frappés à la tête en nous enlevant trois de nos anciens présidents. En M. Villars, vous étiez heureux de retrouver un représentant de cette lignée de magistrats qui n'ont jamais séparé le culte des lettres de leurs occupations professionnelles ; lui-même homme de travail et de conscience, gardien jaloux de nos traditions, administrateur zélé de notre patrimoine, rigide défenseur de notre caisse, il était pour nous comme un lien entre le passé et le présent. Vous n'avez pas oublié, Messieurs, l'esprit clair, le sens juste et la bonhomie fine de M. Trouillier ; vous saviez quel cas il convenait de faire de ce savant modeste et dévoué, qui ne pécha que par excès de défiance de ses propres forces, ce qui n'est pas proprement le défaut de notre temps. Vous n'avez jamais écouté la parole si vivante de M. Carlet sans admirer les trésors de cette science à la fois précise dans les détails et élevée dans les conceptions, que notre regretté collègue distribuait sans compter, heureux de révéler les secrets de cette nature qu'il ne se lassait jamais d'interroger. Il fut aussi le disciple docile et l'interprète fidèle de la nature, ce vaillant artiste dont un ami d'enfance vous a l'autre jour raconté les débuts avec une si touchante et pourtant si discrète émotion. M. l'abbé Guétal n'a pas eu le temps de parvenir chez nous aux honneurs ; il nous a été montré, mais c'en a été assez pour que l'Académie s'associe de tout cœur au deuil de ceux qui l'ont connu.

Messieurs et chers collègues, il ne suffit pas de pleurer nos morts ; le meilleur moyen de les honorer est de nous remettre à l'œuvre à laquelle ils ont travaillé. Or que

pouvons-nous, que devons-nous faire pour le plus grand bien de notre Société? C'est à ce petit examen de conscience que je vous convie.

Celui que vous avez mis à votre tête pour la présente année sait très bien, Messieurs, ce qu'il doit faire pour accomplir la tâche qui lui incombe. Il n'a qu'à suivre la voie tracée par son prédécesseur. De hautes qualités justement appréciées à Grenoble avaient signalé M. l'abbé Ginon à votre vote unanime : la direction à la fois prudente et sûre, courtoise et libérale qu'il a su imprimer à nos travaux a surabondamment justifié le choix de l'Académie.

Quant aux membres de notre Compagnie, ils ne m'en voudront point si je leur dis en toute sincérité sur quels points une réforme légère paraît indispensable.

A certains jours, il faut bien le dire, nos séances ont été trop désertées. Ainsi il est des élections que nous avons été obligés d'ajourner à plusieurs reprises, parce que nous ne pouvions réunir le nombre d'électeurs minimum exigé par le règlement. On sait que ce nombre est de douze : à dire vrai, il serait bien difficile d'abandonner cette prescription sans affaiblir outre mesure la portée de l'élection. Le véritable remède à ces inconvénients doit être cherché dans une plus grande assiduité aux séances.

Je sais bien que le plus souvent nous nous serions trouvés en nombre, si nous n'avions scrupuleusement observé l'article du règlement qui refuse le droit d'élire aux membres titulaires n'ayant pas pris séance, c'est-à-dire n'ayant pas prononcé ce qu'on appelle, non sans une certaine pompe, le discours de réception. A l'heure présente, je sais vingt et un membres titulaires qui se trouvent dans ce cas. Parmi ces vingt et un membres, il

en est quelques-uns dont le retard s'explique par la date récente de leur élection ; mais beaucoup ne peuvent alléguer cette excuse.

Est-ce donc que le « discours », pour employer l'expression reçue, constitue une épreuve terrifiante ? Je ne puis le croire ; je le pense d'autant moins que parmi les retardataires je rencontre une foule d'hommes habitués par profession à manier la parole et la plume. En regardant de près cette liste on y trouve des avocats, des professeurs, des magistrats, un publiciste qui a vécu dans les luttes de la presse. Peut-on raisonnablement supposer que ces hommes, rompus aux travaux de l'esprit, reculent devant les vingt ou trente pages que nous leur demandons pour payer leur bienvenue à l'Académie delphinale ?

Mais, me répondront quelques-uns, nous ne songeons nullement à détourner le calice de nos lèvres ; seulement nous ne savons quel sujet traiter. C'est là encore une raison qui ne me semble nullement décisive : les sujets ne manquent pas, non seulement pour les études d'une portée générale, mais encore pour les études d'intérêt local. Si, à titre d'exemple seulement, je considère le domaine de l'histoire provinciale, quel vaste champ reste à défricher ! Veuillez vous rappeler, Messieurs, que nous savons fort peu de chose des anciennes institutions administratives du Dauphiné, encore moins de ses institutions judiciaires ; l'histoire du Parlement n'a pas été faite, non plus que celle de la Chambre des Comptes. L'histoire de la charité publique n'a guère été traitée que pour Grenoble ; celle de l'enseignement primaire ou secondaire est encore à faire. A-t-on demandé aux nombreux cartulaires dauphinois, publiés avec un zèle éclairé par plusieurs de nos confrères, notamment par M. l'abbé Ulysse Chevalier,

les nombreux renseignements qu'ils contiennent sur l'état des personnes et des terres, sur les contrats d'exploitation, sur les modes de culture? Qu'a-t-on fait aussi pour éclaircir tant d'obscurités de l'histoire ecclésiastique de la province, l'origine de nos églises, la chronologie des évêques, l'origine des pouvoirs temporels des Églises? S'il faut envisager une période plus récente, on n'a jamais abordé, je crois, l'histoire du jansénisme à Grenoble, et les luttes très vives qu'il y provoqua sont demeurées dans l'oubli. Enfin, sauf sur un petit nombre de points heureusement traités par plusieurs de nos confrères, il ne faut pas se dissimuler que l'histoire de la Révolution en Dauphiné est encore inexplorée. Quant à la géographie historique du Dauphiné, elle n'a attiré l'attention d'aucun érudit; et cependant quel service rendrait à l'histoire celui qui, par quelques bonnes cartes, ferait connaître la frontière du Dauphiné à telle ou telle époque, montrerait par exemple la portée exacte du traité de 1355 fixant la limite entre le Dauphiné et la Savoie?

Voilà bien des matières qui prêteraient à des dissertations nombreuses: notez que je ne parle pas des sciences naturelles ou économiques qui en fourniraient tout autant, et que dans le domaine de l'histoire je néglige (non par mépris, soyez en sûr, mais il faut être bref) l'épigraphie, l'archéologie du moyen âge, l'histoire de l'art et la biographie. Après cela, je crois qu'on peut répondre à ceux qui demandent des sujets par le mot évangélique: Cherchez et vous trouverez. A dire vrai, ceux qui ont cherché avec la volonté arrêtée de trouver, ont toujours trouvé.

Donc, que les retardataires viennent à nous; plusieurs nous en ont annoncé l'intention, ils peuvent compter que

nous saluerons avec bonheur leur entrée au bercail. Mais il ne suffit pas aux membres déjà élus de contribuer efficacement à nos travaux : tous, anciens et nouveaux, nous ferons bien encore de penser au recrutement de l'Académie. Le nombre des membres titulaires est limité ; il sera, suivant toute apparence, bientôt complet ; c'est donc du côté du recrutement des membres associés qu'il faut porter nos efforts. Inscrivons le plus grand nombre possible de nos compatriotes à l'œuvre de l'Académie, gagnons lui des adhérents, non seulement à Grenoble et dans les environs, mais dans les autres arrondissements ; efforçons-nous, par exemple, de marquer notre sympathie aux travailleurs qui scrutent le passé de Vienne, la ville sainte, la vieille métropole sacrée et profane de ces régions. N'oublions pas non plus que le Dauphiné comprenait la Drôme et les Hautes-Alpes, et tâchons de faire des prosélytes dans ces régions. Ainsi nous vaincrons définitivement des préjugés qui n'ont aucune raison d'être ; ainsi nous nous enracinerons de plus en plus dans le sol de la province dont nous prétendons à juste titre servir les intérêts. Enfin, je le dis tout bas, en multipliant les adhésions des membres associés, nous ferons la joie de notre Trésorier.

Il a bien besoin d'être consolé, ou plutôt il a bien besoin d'être encouragé, l'inconnu à qui va être confiée la fonction dans laquelle M. Marcel Raymond nous a rendu des services signalés. En effet, non seulement la caisse est vide, mais nous sommes à la tête d'un déficit de mille francs environ. Nos ressources ont été épuisées par la publication, d'ailleurs si importante, des *Lettres du Cardinal Le Camus*. Il faut pour cette année nous mettre à un régime sobre et fortifiant, c'est-à-dire

renoncer aux longs espoirs et aux vastes pensées pour nous en tenir à notre volume ordinaire. Faut-il l'avouer, nous avons rêvé depuis longtemps de publier un nouveau volume de Documents inédits empruntés à la période révolutionnaire ; bien entendu nous carguons les voiles et nous attendons une saison plus propice.

Au moins il est un projet, celui-ci déjà adopté par l'Académie, dont nous poursuivrons la réalisation. Les diverses bibliothèques de Grenoble reçoivent un nombre très considérable de publications périodiques, françaises et étrangères, sur toutes les branches des connaissances humaines. Je ne sais s'il est une ville de province qui, à ce point de vue, soit mieux outillée que Grenoble. Malheureusement ces ressources sont peu exploitées, parce qu'elles sont peu connues. Ce que nous nous sommes proposé, c'est de provoquer la confection d'un inventaire général où seront sommairement indiquées les collections périodiques contenues, soit dans la bibliothèque de l'Académie, soit dans celle de la ville, soit dans la bibliothèque universitaire. Nous irons plus loin, nous comprendrons dans cet état les collections de la Société de Statistique, toute disposée à nous faire part de ses richesses ; en outre, nous en sommes convaincu, les autres Sociétés de la ville, Société de Médecine ou Sociétés Alpines, ne verront que des avantages à communiquer au public, par le moyen de notre liste, l'indication des revues spéciales qu'elles reçoivent régulièrement. Un tel inventaire rendra sûrement de très sérieux services aux travailleurs. Nous pouvons espérer qu'il verra bientôt le jour, grâce à l'intelligent dévouement d'un de nos confrères récemment élu.

Il ne suffit pas de faire connaître des collections scien-

tifiques, encore faut-il qu'elles soient facilement accessibles à tous : chacun sait que tel n'est pas le cas de la bibliothèque de l'Académie delphinale. Déposée dans une des pièces annexes de l'étage supérieur de la bibliothèque publique, elle n'a pu, malgré la bonne volonté de notre bibliothécaire, être organisée de telle façon que le service des communications s'y fasse régulièrement et sans peine.

Cependant notre bibliothèque, par la voie des échanges, s'augmente sans cesse, et souvent d'importantes collections. Nous avons entrepris notamment d'y réunir les revues historiques nombreuses et importantes qui se publient en Italie. L'un des buts que nous poursuivons (on peut bien l'avouer) est de développer à Grenoble un centre d'études italiennes, qui donnerait à notre vie intellectuelle un caractère spécial. Jusqu'à présent, nos efforts ont réussi : nous nous réservons de les continuer. Mais, pour atteindre ce but, il faut nécessairement que nous arrivions à assurer aux lecteurs l'usage aisé de notre bibliothèque. Il y a quatre ans, l'Académie avait entamé à ce sujet des pourparlers avec l'administration municipale. Le moment paraît venu de reprendre ces négociations. Si elles ne devaient pas aboutir, peut-être conviendrait-il de proposer à l'Académie un autre parti. Il nous semble, en effet, impossible de laisser plus longtemps hors de la portée des travailleurs les livres qu'à nos dépens nous amassons pour eux.

Puissions-nous ainsi contribuer aux progrès de la vie intellectuelle et des études désintéressées ! C'est notre vœu le plus cher ; en en poursuivant la réalisation, nous sommes convaincus de servir l'intérêt supérieur du pays en même temps que l'intérêt particulier du Dauphiné !



CORRESPONDANCE DE P. CHÉPY

Avec le Ministre des Affaires Étrangères

(Mai 1793 — Janvier 1794)

PUBLIÉE PAR

R. DELACHENAL

AVANT-PROPOS

Les lettres écrites par Chépy au ministre des Affaires Étrangères, pendant la durée de sa mission à l'armée des Alpes, et les minutes des réponses qui y furent faites, sont conservées aux archives du ministère des Affaires Étrangères. Elles sont classées, d'après leurs dates, dans les volumes 323-332 du fonds *France*¹, qui contiennent également la correspondance des autres agents secrets, envoyés en mission par le même département. L'ordre dans lequel doivent être consultés ces volumes factices, où l'on constate d'inexplicables interversions, est le sui-

¹ Un très petit nombre de lettres avaient été omises ou plutôt classées dans d'autres fonds; je les publie également à leurs dates.

vant : 324, 323, 327, 329, 326, 332, 325, 331, 328, 330. Parfois, c'est une erreur de lecture qui a fait attribuer à une lettre une place que sa date ne lui assignait pas ; mais c'est là, évidemment, un cas isolé¹. Quoi qu'il en soit, on comprend d'autant moins les irrégularités de ce classement, que chaque dépêche a reçu, de la main de Chépy, un numéro d'ordre bien apparent².

La présente publication comprend :

1° Cent sept lettres adressées au ministre des Affaires étrangères. La première est du 15 mai 1793, la dernière, du 5 janvier 1794. Une seule est datée de Lyon, 3 sont datées de Chambéry, 11 de Genève ; toutes les autres, soit 92, de Grenoble. Ces lettres sont particulièrement nombreuses pendant les mois de juillet, août, septembre, octobre, novembre, où elles sont presque quotidiennes.

2° Les minutes de dix-huit dépêches ministérielles, parmi lesquelles je compte une circulaire adressée à tous les agents du département (14 octobre). Ces dépêches, courtes, assez insignifiantes, se succèdent à des intervalles irréguliers. La dernière est du 21 octobre 1793.

3° Divers documents, qui ont un lien étroit avec la correspondance publiée et la complètent. Ce sont : cinq lettres adressées par Chépy, les deux premières au Comité de

¹ La lettre qui porte ci-après le n° CIV est du 20 brumaire an II (10 nov. 1793). Elle aurait dû figurer, par conséquent, au t. 325. On a lu : deuxième jour de brumaire, ce qui l'a fait mettre au t. 332. Il en résulte un double emploi, car il y a une autre lettre datée du 2 brumaire.

² Ainsi, dans le cas visé ci-dessus, on aurait pu remarquer qu'une dépêche portant le n° 81 est placée entre deux autres cotées 73 et 74.

Chépy, qui ne gardait pas copie de ses lettres, a employé deux fois le n° 15 et deux fois le n° 17.

Salut public (11 et 28 juin) ; la troisième à Ysabeau, premier commis du ministère (13 mai) ; la quatrième à Barthélemy, ambassadeur de la République française en Suisse ; la dernière au ministre : elle est écrite de la prison des Carmes et datée du 12 mars 1794 ; — une lettre du représentant du peuple, Petit-Jean, au ministre des affaires étrangères et la réponse de celui-ci ; — enfin des notes, certificats, arrêtés, etc., manuscrits ou imprimés, que Chépy joignait à ses dépêches. Généralement, je me suis contenté de mentionner ces pièces, d'un intérêt très inégal, ou de les analyser brièvement.

Le texte de la correspondance et de tous les documents qui s'y rapportent a été ramené à l'orthographe moderne.

I

Paris, 8 mai 1793.

*Instructions particulières pour le citoyen Chépy,
se rendant à l'armée des Alpes.*

Le citoyen Chépy, avant de se rendre au quartier général de l'armée des Alpes, s'arrêtera à Genève, où il est nécessaire qu'il voie le citoyen Delhorme, chargé par intérim des affaires de la République française¹. Il aura à conférer avec cet agent sur la disposition actuelle des esprits et des choses dans Genève, soit relativement à l'organisation du nouveau gouvernement de cette république², soit en ce qui concerne les rapports à établir avec la République française. Une partie des habitants paraissait, il y a quelque temps, disposée à demander la réunion de ce petit État à la France. Loin de chercher à fortifier

¹ Barthélemy-Fleury Delhorme, premier secrétaire de la légation de France à Genève, qu'il dirigeait par intérim. Le résident de France, Châteauneuf, était en congé régulier depuis le 23 décembre 1792 et ne devait pas retourner à son poste, car, dans les derniers jours du mois de mai 1793, le Conseil exécutif le remplaçait par Soulavie, qui, sur sa demande, fut également chargé des affaires de la République française dans le Valais. (Aff. Étrang., *Correspondance de Genève*, t. 99. Lettre du ministre des Aff. Étrang. à Delorme, 1^{er} juin 1793.)

² Ce nouveau gouvernement était issu de la Révolution du 4 décembre 1792, qui avait fait tomber le pouvoir aux mains du parti révolutionnaire.

cette disposition, il faut s'attacher par des voies indirectes à l'affaiblir. On paraît ici généralement convaincu que cette réunion ne convient à nos intérêts sous aucun rapport. Elle aurait surtout l'inconvénient de présenter aux Suisses un sujet continuel d'inquiétudes et d'alarmes, et l'on est déterminé à éviter désormais tout ce qui pourrait leur porter ombrage. Il invitera le citoyen Delhorme à n'écouter qu'avec une extrême défiance les insinuations qui pourraient lui être faites contre les cantons, et à s'assurer secrètement des faits avant de donner aucun éclat et aucune suite aux soupçons qu'il pourrait concevoir contre eux. Il ne doit pas perdre de vue qu'il nous convient, qu'il nous importe, de vivre en bonne intelligence avec les Suisses, et que pour la maintenir, ce sont moins des mesures qu'il faut prendre que des explications qu'il faut avoir, lorsque nous croyons avoir quelque sujet d'inquiétude sur leurs dispositions et leurs mouvements. Ce n'est pas la doctrine que prêche le citoyen Grenus, dont les écrits, les moyens et les efforts tendent constamment à provoquer des mesures hostiles contre l'État de Berne ¹. On ignore d'où provient à cet égard sa persistance, mais il y a lieu de croire qu'elle n'est due qu'à quelque passion particulière. La présence de ce citoyen dans le Mont-Blanc ² y est dangereuse; il a su plusieurs fois inspirer au général Kellermann des craintes qui n'avaient aucun fondement, et qui cependant ont déterminé des mouve-

¹ Jacques Grenus, né vers 1760 à Genève où il fut avocat et en même temps membre des états du pays de Gex. Il prit une grande part aux troubles qui éclatèrent à Genève, au début de la Révolution, et mourut dans cette ville en 1818.

² Depuis sa réunion à la France (27 novembre 1792) la Savoie formait le département du Mont-Blanc.

ments de troupes au moins inutiles. Le citoyen Chépy verra, lorsqu'il sera sur les lieux, de quel moyen on pourrait se servir, ou pour le déterminer à quitter le Mont-Blanc, ou pour prévenir l'effet nuisible de ses insinuations.

Le citoyen Chépy ne manquera pas de visiter Carouge, de prendre note de la quantité de troupes qui y sont cantonnées, et des besoins qu'elles peuvent avoir et auxquels il serait instant de pourvoir. Il verra quel est l'esprit qui y domine.

A son arrivée au quartier général de l'armée, le premier soin du citoyen Chépy sera de transmettre aux commissaires de la Convention et au général les notions qu'il aura recueillies à Genève. Il s'attachera à mériter la confiance. Il importe pour le bien de la chose (*sic*) que toutes les opérations et les mesures qui seront déterminées soient concertées entre les commissaires de la Convention et les divers agents du Pouvoir exécutif.

Le citoyen Chépy rendra au Conseil un compte exact de la situation de l'armée sous tous les rapports, et particulièrement des principes de l'état-major et des dispositions dans lesquelles se trouve le soldat. S'il est nécessaire de remonter l'esprit à la hauteur des sentiments républicains, il fera à cet effet, et après s'être concerté [avec] les commissaires de la Convention, les écrits qu'il jugera nécessaires.

Il aura probablement à employer le même moyen à l'égard des habitants qui, peu éclairés, paraissent n'être pas assez en garde contre les suggestions des royalistes et des prêtres. Il apportera sa principale attention à les garantir de toute vexation de la part du soldat et des clubs et de toute injustice ou rigueur inutile de la part des Corps

administratifs. Il se rappellera qu'il faut quelquefois paraître se prêter aux faiblesses et aux préjugés d'un peuple simple et ignorant ; que le brusquer dans ses habitudes est le moyen de les lui rendre plus chères et d'éloigner sa régénération ; qu'il faut l'éclairer pour le convertir ; et que nulle conversion ne s'opère que par la persuasion.

Le citoyen Chépy cherchera à mettre à profit le voisinage dans lequel il va se trouver du Piémont. Il se procurera des intelligences dans cette partie de l'Italie. On s'en rapporte à lui sur le choix des moyens qu'il pourra employer pour remplir cet objet. Il suffira de lui dire que ses espions devront s'attacher particulièrement à connaître les dispositions de la Cour de Turin, ses espérances, ses projets et ses moyens d'exécution. Ils devront l'informer si la Cour a pour elle le peuple ; si le peuple et les troupes piémontaises s'accordent avec les troupes autrichiennes ; si la Cour tient toujours au projet de rentrer en Savoie ; si elle serait éloignée d'accepter une autre province en compensation de celle-ci et du comté de Nice ; enfin, si l'état des finances de cette Cour lui permet de soutenir longtemps encore la dépense que lui occasionne la guerre.

Le citoyen Chépy rencontrera probablement dans le Mont-Blanc les citoyens Comte et Saint-Charles, espions qui ont été employés par le général Dumouriez, mais dans lesquels le ministre actuel des Affaires Étrangères n'a jamais eu de confiance et qu'il n'a jamais employés. Le citoyen Chépy pourra les entendre, recevoir les avis qu'ils pourraient lui donner, mais il ne leur marquera aucune confiance, et n'acceptera pas les offres de service qu'ils pourraient lui faire.

Il est nécessaire que le citoyen Chépy entre en corres-

pondance avec le citoyen Helfflinger, chargé des affaires de la République française près de celle du Valais¹. Le Valais paraît généralement disposé à vouloir garder sa neutralité. Mais il existe dans ce pays un grand nombre d'émigrés français ou savoyards, et surtout de prêtres qui y exercent une influence d'autant plus dangereuse, que le peuple valaisan est superstitieux et peu porté par cette raison en faveur de notre Révolution. Il est à craindre que, par le moyen de cette influence, les mesures qui seraient prises pour fermer le passage du mont Saint-Bernard aux troupes piémontaises, qui se trouvent établies dans la vallée d'Aoste, ne manquassent leur effet. Il est donc très important de s'assurer des dispositions du gouvernement du Valais à cet égard. Si les dispositions n'étaient pas telles que nous pouvons le désirer, il ne nous resterait d'autre parti à prendre que de faire part de nos inquiétudes au Corps helvétique et de le presser de

¹ Jean-Frédéric Helfflinger occupait ce poste depuis dix ans déjà. Néanmoins, lorsque Soulavie fut nommé résident de France à Genève, le Conseil exécutif consentit, sur sa demande, à réunir à la légation de Genève celle du Valais. Il ne devait plus y avoir à Saint-Maurice qu'un secrétaire détaché de la légation de Genève et placé sous l'autorité immédiate de Soulavie. Le choix du ministre se porta sur Delhorme, et Helfflinger reçut des lettres de rappel ; mais elles demeurèrent sans effet. La République du Valais, se considérant comme un membre du Corps helvétique, ne voulut à aucun titre être subordonnée à Genève. Les maladresses commises par Soulavie mirent le comble au mécontentement des Valaisans, dont les sentiments catholiques étaient blessés par la nomination d'un agent, en qui ils voyaient un prêtre marié. Il fallut qu'un arrêté du Comité de Salut public, du 26 frimaire an II, remit les choses dans l'état où elles étaient au mois de mai de la même année : Helfflinger resta à son poste et Delhorme fut remplacé à Genève, comme premier secrétaire (Aff. Étrang., *Genève*, tt. 99 et 100 ; *Valais*, t. 3).

prendre les mesures nécessaires pour prévenir la violation du territoire valaisan. Le citoyen Chépy s'entendrait alors avec notre ambassadeur en Suisse pour concerter les démarches qu'il conviendrait de faire près du Corps helvétique. Quant au passage du mont Saint-Plomb (*sic*) qui donne dans la Savoie, il ne pourrait devenir intéressant de le défendre qu'en supposant que nous fussions obligés d'évacuer cette province.

Le citoyen Chépy prendra du citoyen Helfflinger des informations sur les moyens à employer pour extraire du Valais et de la Suisse des bestiaux et des fourrages, et s'y procurer des armes, s'il est possible. C'est secrètement que ces objets doivent être traités. Les États de la Suisse ne pourraient sans se compromettre vis-à-vis de la maison d'Autriche autoriser ouvertement ces extractions.

Écrit à Paris, le 8 mai, l'an II de la République¹. — Le ministre des Affaires étrangères².

[Archives des Affaires Étrangères. Correspondance de Suisse, t. 441, fol. 99 et suivants. Minute imprimée par M. J. Kaulek, *Papiers de Barthélemy, ambassadeur de France en Suisse, 1792-1797*, etc. Paris, Alcan. in-8°, t. II, pp. 243-246.]

¹ Le 8 mai 1793. Un décret des 2-3 janvier 1793 avait fixé au 1^{er} janvier 1793 le commencement de « la seconde année de la République ». Il fut rapporté le 5 octobre suivant. La Convention décréta que la première année républicaine avait pris fin « à minuit, séparant le 21 du 22 septembre 1793 » et que, par conséquent, l'an II daterait du 22 septembre.

² Pierre-Hélène-Marie Lebrun-Tondu, né à Noyon, en 1763 (? peut-être en 1754). A sa sortie de Louis-le-Grand, où il était boursier, il embrassa l'état ecclésiastique ; mais « l'abbé Tondu », comme on le nommait alors, ne persista pas longtemps dans cette voie. On le retrouve peu à près pensionnaire à l'Observatoire et enfin soldat dans un régiment d'infanterie. Il déserte, se fait expulser de France par Vergennes et se réfugie à Liège (1784). Là, il est successivement précepteur chez un échevin, employé dans une librairie, enfin

II.

Lyon, 13 mai, l'an 2^m de la République.

« Mon brave et cher Ysabeau¹,

« N'ayant encore à parler que des préliminaires de ma mission, je t'écris directement en te priant de communiquer ce qui te paraîtra devoir l'être.

imprimeur et journaliste. Il crée le *Journal général de l'Europe*. En janvier 1791, il émigre à Paris avec sa feuille prosrite, qui devient l'organe de Dumouriez, et des Liégeois et Brabançons réfugiés en France. Appelé au ministère des Affaires Étrangères, Dumouriez choisit Lebrun pour premier commis du premier bureau. Celui-ci est à son tour nommé ministre des relations extérieures, le 10 août 1792, par cent neuf voix. La proscription des Girondins entraîna sa perte. Arrêté le 3 juin 1793, remplacé le 21 du même mois par Deforgues, il fut traduit devant le tribunal révolutionnaire de Paris et mis à mort le 7 nivôse an II = 27 décembre 1793. (F. Masson, *Le département des Affaires Étrangères pendant la Révolution*, pp. 161-162, 215, 282).

¹ Ysabeau, le jeune, frère du conventionnel. Il était parent et ami d'Hérault de Séchelles et fut son héritier. En 1789, il était étudiant : en 1790, secrétaire du commissaire du roi au tribunal de cassation, en 1792, employé à la caisse de l'extraordinaire, pour y rédiger des rapports sur les questions contentieuses d'aliénations de domaines nationaux. Ce fut là qu'Hérault vint le chercher pour le placer aux Affaires Étrangères. Il entra, en mars 1792, dans le bureau de Lebrun, devint son ami et fut plus tard impliqué dans la même accusation que lui. En 1793, sous le ministère de Lebrun, il était chef du bureau central, chargé de diriger « cette nuée d'espions, d'agents révolutionnaires et de délégués du conseil exécutif que le ministre lâchait sur la France ». Après la disgrâce de son protecteur, on le retrouve consul général à Venise. Chassé de Venise, il accompagne à Bordeaux son frère, un des proconsuls

J'ai trouvé ici les commissaires de la Convention¹. Ils m'ont assez bien reçu. Le secrétaire de la commission m'a demandé brusquement si j'avais les principes du ministre qui m'envoyait. J'ai évité de répondre et j'ai sagement fait, car il m'a dit après qu'il le regardait comme contre-révolutionnaire. Albitte² m'a dit qu'il était suspect. Dubois de Crancé³ m'a dit qu'il lui paraissait malveillant, pour n'avoir pas avoué que ce qui se passait dans le Valais se faisait par l'influence des Excellences Bernoises, dominatrices suprêmes de ce pays; les deux autres partagent cette opinion. Je ne les ai pas heurtés de front, parce que je ne veux pas me perdre sans fruit, mais j'espère par ma conduite prouver que Lebrun est patriote, puisqu'il m'a employé.

qui, avec Tallien, terrorisèrent cette grande cité. Il joua là un rôle bizarre, continuant à toucher sur les fonds secrets des Affaires Étrangères un traitement de 666 livres 13 sous 4 deniers par mois, et le 9 fructidor an III (26 août 1795), il fut nommé chargé d'affaires près des Liges grises. Ysabeau était le légataire universel d'Hérault de Séchelles, et lorsqu'il fut mis en possession « du faible patrimoine que lui avait laissé celui-ci », il quitta les relations extérieures le 2 prairial an IV = 21 mai 1796. (F. Masson, *Le département des Affaires Étrangères pendant la Révolution*, pp. 163, 253, 364-365.)

¹ Dubois de Crancé, Albitte, Nioche et Gauthier, délégués à l'armée des Alpes. (Décret de la Convention du 30 avril 1793 relatif à l'envoi de quatre commissaires auprès de chacune des armées.)

² Albitte (Antoine-Louis), né à Dieppe le 30 décembre 1761, homme de loi, député de la Seine-Inférieure à la Législative et à la Convention, décrété d'accusation le 2 prairial an III = 21 mai 1795, amnistié en l'an IV, maire de Dieppe sous le Directoire, sous-inspecteur aux revues après le 18 brumaire, mort pendant la retraite de Russie à Rossinié (Pologne), le 25 décembre 1812. (Aulard, *Recueil des Actes du Comité de Salut public*, etc., III, 359, n. 2.)

³ Dubois de Crancé (Edmond-Louis-Alexis), né à Charleville (Ardennes), le 17 octobre 1747; mousquetaire de la garde du roi (1752-

L'esprit public est ici détestable. Les plus chauds patriotes ne sont que des gens de la plaine; le modérantisme corrompu et le royalisme lèvent une tête altière. En vérité, cela m'a transporté d'indignation. Voilà les suites des malheureuses divisions de la Convention nationale.

Le Directoire du département est aristocrate; la municipalité patriote mais ignorante, le maire un brave homme¹. Les impositions ne se perçoivent point. Les tribunaux sont mal organisés, les denrées horriblement chères, le mécontentement général; la lassitude et la défiance sur la durée de la Révolution à leur comble. On a faim de bonnes lois, et, si la Convention ne se hâte d'en donner, je crains beaucoup, etc. Tous les départements voisins sont dans la même position. Le journaliste Carrier fait ici beaucoup de mal². Dis à Lebrun de ne jamais y prendre intérêt, c'est un meurt-de-faim, qui est à celui qui le paye. L'autre jour il a calomnié une fête civique, qui s'est donnée ici, et a fait du trouble.

Les commissaires Basire, Rovère et Legendre n'ont point eu une attitude assez soutenue, tantôt très sévères,

1775), député à la Constituante et à la Convention, général de brigade le 8 mars 1793, général de division le 8 octobre même année, membre du Conseil des Cinq-Cents, ministre de la Guerre 14 sept. — 10 nov. 1799), retraité le 26 mars 1800; mort le 29 juin 1814. — Voy. Th. Jung, *L'Armée et la Révolution. Dubois-Grancé*, Paris, Charpentier, 1834, 2 vol. in-12. — Les états de service complets de Dubois-Grancé sont donnés au t. I, pp. 433-435.

¹ Bertrand (Antoine-Marie), montagnard et ami de Chalier; élu maire de Lyon en février 1793, grâce à une pression scandaleuse; destitué après le 29 mai, et rétabli dans ses fonctions, lorsque la résistance des Lyonnais eut pris fin. Impliqué dans la conspiration de Babeuf, il fut condamné à mort et exécuté en 1796.

² Carrier, rédacteur du *Journal de Lyon*, organe du parti Girondin.

tantôt trop mols¹. Le sapeur Rochez, distributeur de leurs grâces et grand dépositaire de leur confiance, leur a fait tort par la conduite peu mesurée, quoique patriote, qu'il a tenue². Il nous faudrait ici le faubourg Saint-Antoine au lieu de celui de la Guillotière, et ceux qui repassent la véritable division de coups de poings civiques (?), au lieu de nos marchands égoïstes et milliflores.

L'exagération même qui à Paris n'est pas très bien placée, le serait ici à merveille.

Tranquillise un peu Parein³ sur mon compte, et dis-lui que, quoique je voie Girey du Pré⁴, qui est mon ami depuis longtemps et qui le sera toujours, je ne suis nullement atteint de Brissotisme, mais bien indépendant de tous les partis et inséparablement lié à la République et au triomphe de la sainte égalité. D'ailleurs, notre réunion

¹ Basire, Rovère et Legendre étaient arrivés à Lyon le 2 mars 1793.

² Le sapeur Rochez était une sorte de spadassin grotesque, dont Legendre s'était fait accompagner. Voyez à son sujet Guillon de Monléon, *Mémoires pour servir à l'histoire de Lyon pendant la Révolution*, I, 203. Pendant les premiers mois de la détention de la famille royale, il fut l'un des « concierges et porte-clefs » de la Tour du Temple et se signala par sa grossièreté à l'égard des prisonniers. Il perdit sa place le 12 décembre 1792 (Marquis de Beaucourt, *Captivité et derniers moments de Louis XVI*, etc. Paris, Picard, 1892, 2 volumes in-8 ; I, 48, 49 et n. 1, II, 157, n. 1).

³ Parein (Pierre-Mathieu), avocat ou homme de lettres avant la Révolution, un des héros de la Bastille ; commissaire national de la section de la Croix-Rouge en Vendée (1793), aide-de-camp de Rossignol, président de la commission militaire de Saumur, général de brigade de l'armée révolutionnaire, président de la commission révolutionnaire, établie à Lyon après la prise de cette ville ; impliqué dans la conspiration de Babœuf ; employé et retraité comme général de brigade sous l'Empire, mort en 1820.

⁴ Girey du Pré, journaliste et poète, né à Paris en 1769. Collaborateur de Brissot au *Patriote français*. Condamné à mort le 21 novembre 1793.

avait lieu chez Du Chasal, montagnard *très prononcé*, ce qui doit ôter tout soupçon ; en tout cas, je suis trop fort de ma conscience pour ne pas me rire des dénonciations.

Présente au ministre Lebrun l'expression de ma reconnaissance et de mon sincère attachement. Embrasse Macarel¹. Bien des respects aux dames, bien des affectueux souvenirs à nos braves amis.

Je t'embrasse de cœur.

Ton ami et concitoyen,

P. CHÉPY.

NOTA. — Préviens le ministre que je compte rester trois ou quatre jours, pour étudier l'esprit public.

NOTE.

Le capitaine de la compagnie des chasseurs allobroges qui est ou qui était à Lyon, jadis recruteur, chassé de son régiment, qu'on croit être celui ci-devant Bourgogne, ayant eu des querelles pour incivisme, chez un nommé Chicot, traiteur, rue des Jacobins, à Lyon, enrôlant jadis pour les émigrés, à ce qu'on m'assure, et ayant été longtemps à l'étranger. — Bon à surveiller.

Astier, chef d'un bataillon de Rhône-et-Loire, jadis recruteur, ayant aussi, à ce qu'on assure, recruté pour les émigrés, joueur et mauvais sujet. — Bon à surveiller.

Chenier, jadis avocat, mauvais sujet, aristocrate ren-

¹ Macarel fut nommé en juin ou juillet 1793 consul de France à Venise, mais ne put prendre possession de son poste. (Kaulek, *Papiers de Barthélemy*, t. II, 356).

forcé, de plus joueur, garde-magasin dans l'armée des Alpes. — Bon à être remplacé par un patriote.

[Arch. des Aff. Étr., fonds France, t. 324, fol. 223-225. Original].

III

Chépy au ministre des Affaires Étrangères.

Lyon, ce 15 mai, l'an 2^me de la République.

Ministre,

Avant de me rendre au lieu de ma destination, j'ai cru que je remplirais parfaitement vos intentions en faisant à Lyon quelque séjour pour y observer l'esprit public ; en conséquence, j'ai résolu d'y demeurer jusqu'à mardi prochain ; mercredi soir je serai à Chambéry, et de là j'irai à Genève, après avoir conféré avec les commissaires de la Convention qui m'ont bien reçu ici, mais qui ont certaines préventions que je tâcherai de détruire. Le citoyen Ysabeau a dû vous instruire du véritable état des choses sur cet article ; je n'oublierai rien pour mettre en évidence la loyauté de vos principes et la franchise irréprochable de vos errements.

Venons aux troubles et à l'état de cette cité. Le parti anarchiste ou coupe-têtes, comme ses adversaires l'appellent, est le seul patriote, le seul républicain. Chalier, président du tribunal, contre lequel les *honnêtes gens*

crient, est un homme d'une probité exacte, un peu trop chaud, mais nécessaire pour fouailler l'aristocratie mercantile et la robinaille, qui lève ici une tête insolente ¹.

Le journal de Carrier fait beaucoup de mal ; il est indigne de toute espèce d'appui ².

Le parti dit modéré n'est qu'un amas de monopoleurs, de suppôts de la chicane, d'égoïstes, de *royalistes* surtout. Le royalisme est ici la maladie régnante. Défiez-vous de ces amis de la paix qui iront déclamer à la barre de belles phrases contre les ennemis de notre liberté, et qui, ici, dans les cafés des Terreaux, sourient à nos revers, se cuirassent d'indifférence dans le danger de la patrie, et croient avoir acquitté leur dette, quand ils ont dit d'un ton froidement ironique : *Que ces grands patriotes qui ont mis la République en danger l'en retirent !*

Je ne crains point de le dire, telle est la ville de Lyon, que, si les Piémontais ou les révoltés étaient à ses portes, elle les ouvrirait comme Loudun ³, Verdun ou Longwy ⁴.

L'ouvrier, dont le sans-culottisme est partout d'une grande ressource, est ici condamné à l'impuissance. Le fabricant a calculé tellement son temps et ses moyens de

¹ Joseph Chalier né en 1747, à Beaulard en Piémont ; officier municipal de Lyon en 1790, président du tribunal de commerce de la même ville au mois de mai 1792, président du tribunal du district après le 10 août, battu aux élections pour la mairie, en novembre 1792, par Nivière-Chol. Ses violences de langage, les projets barbares qu'il avait hautement, déchaînèrent la Révolution du 29 mai 1793, à la suite de laquelle il fut emprisonné. Condamné à mort par le tribunal criminel de Rhône-et-Loire, le 15 juillet, il fut exécuté le lendemain.

² Il était ou passait pour être subventionné par Lebrun.

³ On lit dans le *Moniteur* du 9 mai 1793 (XVI, 332) : « La ville de Loudun a ouvert ses portes aux révoltés (les Vendéens) ».

⁴ Capitulation de Longwy, 23 août 1792 ; de Verdun, 2 septembre.

subsistance, qu'il ne lui laisse même pas un moment pour sa patrie et qu'il l'a mis dans la déplorable alternative d'être révolutionnaire sans pain ou nourri sans servir son pays. Le département est aristocrate, le district faible ; la municipalité patriote, mais ignorante ; le tribunal patriote, mais peu instruit.

Villefranche, Roanne, Saint-Étienne, Montbrison surtout, sont gangrenés d'aristocratie. Le paysan est riche et content, mais peu zélé pour la chose [publique].

Les prêtres sont mauvais, à commencer par l'évêque Lamourette¹.

On soupçonne que les armes de la manufacture de Saint-Étienne passent à l'étranger. Il y a, dans les fournisseurs de l'armée, une foule de fripons que je vous désignerai bientôt, ainsi qu'une foule d'abus très criants.

Il faudrait envoyer ici quelques bons apôtres ; il faudrait délivrer l'ouvrier de l'esclavage des fabricants et lui faire sentir sa force.

On forme ici une armée révolutionnaire, mais ce n'est qu'une plate imitation de la conduite du département de l'Hérault² ; même coalition qu'à Paris parmi les clercs et les courtauds de boutique pour ne pas partir.

Nous avons ici le 9^e régiment de dragons³ ; il vient de partir, mais il faut le surveiller ; les soldats, hormis à peu près 150, sont dans de mauvais principes. Les offi-

¹ Lamourette (Adrien), évêque constitutionnel de Rhône-et-Loire. Il avait été « le théologien » de Mirabeau. Député à l'Assemblée législative, mort sur l'échafaud le 10 janvier 1794.

² Cette armée révolutionnaire devait être soldée moyennant une taxe de 6 millions, à payer par les riches (14 mai). Mais la taxe fut levée avec de telles iniquités, de si criantes exactions, qu'elle prépara le soulèvement populaire du 29 mai.

³ Ci-devant *Lorraine*.

ciers, hormis un jeune sous-lieutenant bon révolutionnaire, sont peu sûrs.

Maintenant, je vais vous parler comme citoyen et comme ami, car il est temps que les ministres en aient de véritables. Les dangers de la patrie sont imminents. Le ministre va être vivement attaqué. Soyez ferme, ayez, pour être utile, le courage de boire le fiel amer de la calomnie. Ne quittez point votre poste tant que vous conserverez l'espoir d'y être utile. Raidissez-vous, le temps amène sur ses pas la justice.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY.

[Ibid., t. 324, fol. 237-238, v°].

IV

Chambéry, ce 24 mai, l'an 2^{me} de la République.

Ministre,

Je suis enfin rendu à mon poste. Le séjour prolongé que j'ai cru convenable de faire à Lyon m'a appris bien des choses utiles que je vous communiquerai, quand l'occasion s'en présentera, et qui peuvent avoir sur l'armée des Alpes une réaction puissante.

Je pars demain pour Genève où je m'efforcerai de remplir vos intentions dans toute leur étendue ; j'ai eu à ce sujet une conférence avec les commissaires de la Convention ; ils m'ont témoigné beaucoup d'amitié et beaucoup de confiance, mais ils m'ont laissé entrevoir beaucoup de

soupçons sur les citoyens Barthélemy ¹ et Delhorme, et des dispositions peu pacifiques à l'égard de nos voisins. Quant à vous, ils vous regardent comme l'agent d'une faction, comme le complice de Dumouriez, comme un contre-révolutionnaire décidé. Je n'ai point heurté de front leurs opinions, parce que c'eût été une maladresse inutile ; mais, croyant à votre patriotisme d'aussi bonne foi que j'estime le leur, je me suis promis de ne rien négliger pour détruire leurs préventions et honorer votre choix.

Arrivé nouvellement à Chambéry, je ne puis vous présenter encore qu'un aperçu, mais au moins je puis répondre de son exactitude. L'armée est complète ; il y a même, à Grenoble, un excédent considérable. Les armes manquent, les fourrages manquaient aussi ; ils revenaient à la République à 15 livres le quintal, on avait réduit la ration à 15 livres ; mais il faut espérer que la superbe récolte de l'année ramènera l'abondance. Le soldat est bon patriote, mais un peu insubordonné. L'officier, en général, est, comme partout ailleurs, d'un civisme très mince. L'État-major ne jouit d'aucune confiance. Le général d'Ornac est une machine, un automate routinier dont on ne peut tirer aucun parti ².

¹ Ambassadeur de France en Suisse ; le futur Directeur.

² Jean-Jacques Laroque Dolès d'Ornac, né à Anglès (Tarn), le 21 mars 1729. Volontaire au régiment de Languedoc dragons, en février 1744, capitaine au corps le 10 février 1759, major (1771) et lieutenant-colonel (1779) du régiment mestre-de-camp-général, dragons, maréchal de camp le 9 mars 1788, lieutenant général à l'armée du Midi le 18 août 1792 (brevet du 7 septembre). D'Ornac comptait neuf campagnes de guerre. Au moment de sa dernière promotion, il était le doyen des maréchaux de camp employés et donnait le « bon exemple sous tous les rapports » (Lettre de Montesquiou au ministre de la Guerre, 20 août). Il commanda l'armée de Savoie par intérim du 10 novembre au 23 décembre 1792, après

Le général du Muy¹, que je connais beaucoup, a besoin d'être aiguillonné, mais j'espère le tenir dans la voie droite et exploiter ses talents au profit de la chose publique.

On donne des connaissances militaires au général Saint-Rémy. Je ne sais rien encore de ses principes².

l'émigration de Montesquiou, et il la commandait de nouveau (elle était devenue l'armée des Alpes), depuis le 27 avril 1793, Kellermann ayant reçu l'ordre de se rendre à Paris, d'où il ne devait revenir qu'à la fin de mai. Suspendu par les représentants du peuple, le 29 juin 1793, « comme hors d'état de faire la campagne », d'Ornac fut rétabli dans les fonctions de son grade, peu de temps après, lorsque les Piémontais envahirent le Mont-Blanc. Après la destitution de Kellermann, il prit une troisième fois, à titre provisoire, le commandement en chef de l'armée des Alpes. Il ne tarda pas, d'ailleurs, à être frappé d'une nouvelle suspension, qui paraît avoir été définitive. (*Liste imprimée des officiers généraux qui ont envoyé l'état de leurs services, demandé en conformité de la loi du 8 avril dernier (1793).* — Archives historiques de la Guerre. Armée des Alpes.)

¹ Jean-Baptiste-Louis-Philippe de Félix, comte du Muy, né à Ollières (Var) le 25 décembre 1751, entré dans le régiment de Mestre-de-camp, cavalerie, servit en Amérique où il obtint la croix de Cincinnatus. Maréchal de camp le 8 mars 1788; à l'armée du Midi, en 1792; général de division le 6 février 1793; fait la campagne d'Égypte; gouverneur général de la Silésie sous l'Empire. (Iung, *Dubois-Crancé*, II, 20, n. 1).

² Charles-Alexandre-Louis de Roussel (ou Rouxel) de Saint-Rémy, né le 15 janvier 1746; ancien officier d'artillerie, lieutenant en 1764, capitaine en 1774. Au moment de la formation de l'armée du Midi, il était lieutenant-colonel (du 6 février 1792); il commanda, sous Montesquiou, l'artillerie du camp de Cessieux (Isère); maréchal de camp le 3 octobre 1792 et chef de l'État-major de l'armée de Savoie, devenue plus tard l'armée des Alpes. Dubois-Crancé et ses collègues, tout en le suspectant, lui reconnaissaient « beaucoup de talent » (22 mai 1793). Lorsqu'il fut promu général de division (15 mai, même année), ils insistèrent pour qu'il fût maintenu à la tête de l'État-major (31 mai). Kellermann, comme Montesquiou,

Le général d'Oraison¹ paraît être un homme capable de rouer la République comme sa maîtresse. Pardonnez cette expression.

L'État-major de l'artillerie est mauvais; il y a de très bons officiers subalternes.

Il paraît que les Piémontais attaqueront sous quinzaine, mais je vous jure qu'ils seront bien reçus.

Il y a, dans les diverses administrations militaires, des hommes désignés dans leurs départements comme suspects. Je vous en ferai passer la note.

Les commissaires vont visiter les cantonnements; on les dit très divisés et les frontières très dégarnies.

Les habitants sont fanatiques, peu attachés à leur nou-

faisait le plus grand cas de Saint-Rémy, qui le seconda très activement et très utilement pendant les opérations militaires des mois d'août et de septembre. (Rapport du 9 octobre 1793). Il partagea la disgrâce du général en chef et fut suspendu de ses fonctions à la fin de la campagne. Cette suspension fut levée le 1^{er} prairial an III (20 mai 1795), date à laquelle Saint-Rémy prit rang parmi les inspecteurs généraux de l'artillerie. Mort en activité de service le 28 floréal an VIII (18 mai 1800). (Archives de la guerre. Armée des Alpes. — *État militaire du corps royal de l'artillerie de France*, pour les années 1786, 1787 et 1788, 3 volumes in-16. — Almanachs nationaux, ans IV-VIII).

¹ Henri de Fulque d'Oraison, né à Aix (Bouches-du-Rhône), le 16 janvier 1739. Garde de la marine le 13 mai 1757, enseigne de vaisseau le 25 novembre 1765. Capitaine au régiment de Jarnac, dragons, 9 juillet 1769; lieutenant-colonel au corps le 15 décembre 1772, colonel du régiment provincial d'artillerie de Grenoble le 1^{er} mars 1784, maréchal de camp 24 février 1790; commande, sous Montesquiou, les troupes placées dans le département de l'Ain. Suspendu en mai 1793 (« d'Oraison, écrivaient à tort ou à raison les représentants du peuple, ne se doute pas de son métier ».) Réintégré après l'affaire du 1^{er} prairial an III, commandant à Brest le 19 vendémiaire an IV et commandant d'armes à Besançon, le 11 prairial an IX.

velle patrie, très persuadés du retour prochain des Piémontais. Ces dispositions fâcheuses dominent principalement dans les Bauges; presque tous les jeunes gens des montagnes ont été se ranger sous les drapeaux du despote Sarde.

Je vous donnerai bientôt des renseignements plus précis.

On dit du mal de la légion des Allobroges commandée par Doppet¹. On assure qu'elle renferme bien des pillards et des mauvais sujets.

Il y eut ici avant-hier une insurrection très vive à l'hôpital. Plus de cent vérolés ou galeux en sortirent, armés de bûches, se portèrent aux prisons et au Département. Un d'eux cria : *Vive l'ancien régime !* D'autres se livrèrent à de coupables excès. La générale a battu; ils ont été investis et mis pour la plupart dans les fers; j'espère qu'on fera un exemple. Un d'eux ayant jeté un hussard-guide à bas de son cheval, l'effusion du sang s'est bornée là.

Je joins ici une note pour le ministre de l'Intérieur et quelques renseignements détachés.

¹ François-Amédée Doppet, dit *Pervenche*, né le 18 mars 1753 à Lémenc, près de Chambéry, mort à Aix-les-Bains en 1800. Volontaire dans Royal-Commissaire général, cavalerie, 1770; passé aux Gardes françaises, 10 mai 1771; congédié, 21 avril 1773; sous-officier de la garde nationale de Grenoble, 1^{er} avril 1790; grenadier de la garde nationale parisienne soldée, 29 mars 1792; congédié, 7 juin même année. Lieutenant-colonel de la légion des Allobroges, 13 avril 1792; colonel, 9 août 1793; général de brigade, 19 août 1793; général de division, 11 septembre 1793; général en chef de l'armée des Alpes après la destitution de Kellermann (même date); général en chef de l'armée des Pyrénées, 3 novembre 1793; destitué, 4 février 1795. — Agent du gouvernement pour le recrutement, 22 novembre 1795; cesse ses fonctions, 20 avril 1796, réformé pour maladie, 7 novembre 1797. (Iung, *Dubois-Crancé*, II, p. 27, n. 2.)

- Je finis par une observation importante; c'est que toute l'armée s'ennuie d'être inactive et qu'il ne faut rien négliger pour la rendre utile; on pourrait, ce me semble, en envoyer une partie pour renforcer celle du Var. Le reste serait suffisant pour garder les passages.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY.

[*Ibid.*; t. 324, fol. 300-302, v^o.]

V

Genève, ce 26 mai, l'an 2^{me} de la République.

Ministre,

En arrivant dans cette ville, je me suis abouché avec le citoyen Delhorme. Il m'a paru optimiste décidé et les aperçus qu'il m'a présentés sont si satisfaisants, que je veux examiner par moi-même avant d'y croire.

J'ai appris de lui et d'autres personnes dignes de foi, (ceci par des voies sûres), que toutes les troupes impériales qui occupaient le Milanais et la Lombardie, au nombre de plus de 15,000 hommes, descendent dans le Piémont comme auxiliaires; réunies aux premiers corps autrichiens, commandés par Strassoldo¹, et à l'armée sarde que

¹ Léopold, comte de Strassoldo ou Strasoldo, né à Goerz (Goritz), dans le Frioul, le 9 août 1739, mort à Vienne le 17 août 1809. Enseigne, 1759; lieutenant-colonel, 1769; colonel du 35^{me} régiment d'infanterie, 1773; général de brigade, 1783; feldmarschall-lieutenant (dans sa correspondance avec les généraux français, il prend le titre de lieutenant-général), 1789. Commandait, pendant la campagne de 1793, le 3^{me} corps austro-sarde (vallées du Pô, de la Vraita, du

le despote de Turin vient de grossir de tous les hommes de ses États en état de servir, elles présenteront une masse de 80,000 combattants; il doit y avoir deux attaques, l'une sur Embrun, l'autre sur le comté de Nice; celle-ci sera chaude et paraît devoir être soutenue par une flotte espagnole ou anglaise, chargée de troupes de débarquement.

Je n'ai pu encore jeter sur cette ville qu'un coup d'œil fort rapide; je ne puis donc vous instruire parfaitement de sa situation; tout ce que j'ai vu clairement, c'est qu'on y chérit l'indépendance et qu'on y goûte assez l'égalité.

Il y a une société révolutionnaire à laquelle j'assisterai demain; je vous dirai quel est son esprit. La seule chose qui paraisse affecter un peu les Genevois, c'est l'espèce de blocus que nos troupes leur font essuyer; cependant, approvisionnés très abondamment en blé et attirant les contrebandiers par leur numéraire, ils le souffrent avec tranquillité. La nuit dernière, nos sentinelles ont tué un paysan qui apportait des denrées à la ville, quoiqu'il eût dépassé notre territoire. Il faut espérer que ces mesures rigoureuses cesseront d'avoir lieu, d'après les offres que vont faire au Comité de Salut public les députés qui avaient déjà reçu les premières propositions sur une fourniture d'armes.

On raisonne ici beaucoup sur l'automatie de d'Ornac, et on dit franchement qu'avec un tel général l'armée de la République n'a aucun succès à attendre¹. Il est bien temps

Clusone et de la Stura.) [*Biographisches Lexikon des Kaiserthums Oesterreich*. — Pinelli, *Storia militare del Piemonte*, I, pp. 145 et suiv.]

¹ « D'Ornac, écrivent les représentants du peuple au Comité de Salut public, ne sait si nous sommes en paix ou en guerre et n'entend rien à son affaire. » (Chambéry, 22 mai 1793. — A. G.)

que le Pouvoir exécutif lui donne des généraux ingambes et valides, car, à de très petites exceptions près, les généraux de division figureraient mieux dans une infirmerie que sur un champ de bataille.

Quant au général Félix du Muy, il a des connaissances militaires dont il faut profiter, mais comme il n'a ni la confiance des commissaires de la Convention¹, ni celle de plusieurs officiers généraux, comme la malveillance poursuit jusque dans le sein de Genève sa probité révolutionnaire, comme, d'ailleurs, il est tout couvert de la tache originelle de la noblesse, je commence à croire que la force seule des choses doit le porter à un commandement en chef. D'ailleurs, en homme impartial, je dois observer que hors son métier il a peu de lumières, et que son caractère est dépourvu de l'énergie nécessaire aux généraux de la République, dans les circonstances orageuses où nous sommes.

En passant par Carouge, j'ai rencontré par hasard le citoyen Grenus. J'ai lié avec lui une conversation suivie. Il m'a paru toujours fort animé contre les Suisses et les Genevois, les traitant de mauvais voisins, etc., disant qu'il avait déjà fait arrêter plusieurs de leurs espions. Cependant, il est convenu que, depuis certaines mesures vigoureuses qu'il avait fait prendre au district, il y avait une amélioration sensible dans les procédés de ces deux nations. Il a avoué que la contrebande ayant nécessité de notre part un nouvel armement de barques, il n'était point étonnant que les Suisses en eussent armé deux de

¹ « Du Muy a passé toute sa campagne dernière en Suisse, où il mena le régiment d'Ernest (régiment Suisse au service de la France, licencié après le 10 août), et son département le regarde comme émigré ». (Même lettre).

plus. Il m'a parlé de l'extradition d'un fabricant de faux assignats, demandée et non encore obtenue. Il m'a dit que c'était lui qui avait étouffé la révolte de Thônes¹ et qu'il allait apostoliser dans le pays de Gex.

Je lui ai demandé quelles étaient ses occupations actuelles : il m'a répondu qu'autrefois il était attaché aux subsistances militaires, mais que depuis qu'on avait sagement défendu l'introduction des denrées françaises dans Genève il était chargé d'acheter des paysans tout ce que cette ville eût consommé, d'en former des magasins pour l'armée, et ce afin de ne pas blesser l'intérêt des particuliers. Il a ensuite accusé le ministre Clavière² et vous, de n'avoir jamais voulu sincèrement la réunion de la Savoie, d'avoir travaillé à en faire un seul et même État avec Genève, et d'avoir envoyé, avec des lettres de confiance, un *Saint-Charles*³, qui avait découragé le patriotisme des nouveaux enfants de la grande famille.

J'ai dit ce qui convenait sur la mesure de vos rapports avec Saint-Charles, mais j'ai entendu parler si générale-

¹ Thônes (Haute-Savoie), arrondissement d'Annecy, chef-lieu de canton. Voyez sur cette affaire une lettre du général d'Ornac, lue à la Convention nationale, dans la séance du 17 mai 1793 (*Moniteur*, XVI, 411).

² Clavière (Étienne), né à Genève le 27 janvier 1735, mort à Paris le 8 décembre 1793. Ministre des contributions publiques sous le premier ministère girondin formé par Louis XVI ; renvoyé avec ses collègues le 13 juin 1792, membre du Conseil exécutif provisoire après le 10 août. Il partagea dès lors la fortune du parti Girondin. Arrêté le 2 juin 1793 et traduit devant le Tribunal révolutionnaire, il se donna la mort lorsqu'on lui eut notifié son acte d'accusation et la liste des témoins (F.-A. Aulard, dans la *Grande Encyclopédie*).

³ Saint-Charles avait une commission régulière du pouvoir exécutif provisoire « pour exercer une surveillance générale dans la Savoie et dans l'armée des Alpes ». La minute en est datée simple-

ment mal sur son compte que je vous invite à les rompre tout à fait.

J'ai voulu savoir de quelle réputation le citoyen Grenus jouissait à Carouge : j'ai sondé les municipaux et entre autres le maire. Ils m'ont répondu que ce citoyen conduisait et électrisait tout le département, qu'il avait rendu de véritables services par son activité, en un mot qu'on avait beaucoup à s'en louer. J'attends vos ordres sur la conduite ultérieure que je dois tenir à son égard.

J'ai pris pour le général Carcaradec une lettre de recommandation¹. J'irai le voir et je prendrai les notes que vous demandez.

ment de l'année 1792, mais elle est certainement postérieure au 22 septembre. Saint-Charles y est qualifié : « adjudant-général de l'armée des Alpes ». (Affaires étrangères, *France*, t. 322, fol. 41).

¹ Louis-Joseph-Marie Rogon de Carcaradec, général de brigade. Né à Buhulien (Côtes-du-Nord), le 29 décembre 1742 ; entré comme lieutenant au régiment de Royal-Vaisseaux, infanterie, le 29 décembre 1758 ; capitaine au corps, 4 décembre 1770 ; major, 3 juin 1779 ; lieutenant-colonel, 3 mai 1787 ; colonel, 21 octobre 1791. Maréchal de camp le 12 juillet 1792, il fut employé à l'armée de Montesquiou et eut sous ses ordres, après la conquête de la Savoie, les troupes françaises cantonnées dans le Chablais. Au mois de mai 1793, il commandait le camp de Carouge. Peu de temps après, il fut envoyé dans la Maurienne, et, au mois de juillet, appelé par Kellermann au commandement du camp de Tournoux, près de Barcelonnette. Il fut remplacé à la fin d'octobre par le général Sarret. En l'an X, il était encore général de brigade et fut nommé inspecteur aux revues (13 nivôse). On ne retrouve plus son nom sur les *États militaires* de l'an XI et de l'an XII. Il est certain qu'il avait été nommé général de division, à titre provisoire, par les représentants du peuple (sans doute le 21 juin 1793), mais cette nomination ne fut évidemment pas confirmée. Il est plusieurs fois qualifié *général divisionnaire* dans des documents officiels. (A. G. Armée de Savoie et armée des Alpes. — *Liste des officiers généraux qui ont envoyé l'état de leurs services*, etc. — *États militaires de la République française*, ans VIII, X, XI, XII.)

Comptez sur mon dévouement entier à la chose publique et sur mon profond attachement à mes devoirs.

J'apprends à l'instant que dans le pays de Vaud on vient de chasser quelques nobles et prêtres émigrés. Dans cette même contrée, les habitants des villes sont démocrates ; le paysan, au contraire, que le Sénat de Berne affecte de combler de bienfaits, nous est opposé.

Dans le Valais tous les esprits sont tournés contre nous, et rien n'a encore pu déterminer la cérémonie de l'expulsion ; mais il faut espérer que les sottises de ces hôtes dangereux l'amèneront tôt ou tard, naturellement.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY.

[*Ibid.* ; t. 324, fol. 325-327, v°.]

VI

Genève, ce 28 mai, l'an 2^{me} de la République.

Ministre,

Aux termes de mes instructions, je me suis d'abord attaché à connaître l'opinion des Genevois sur la réunion de leur république à la France, et la force du parti qui pouvait la désirer. J'ai vu que l'indépendance était l'idole de ce peuple commerçant ; j'ai vu qu'il s'intéressait à la révolution française, comme devant consolider les fonds publics, verser sur lui de bénignes influences, et établir sur la terre l'empire de la raison ; mais qu'il était bien persuadé de ce qu'a dit Jean-Jacques, que les petits États sont toujours les plus heureux.

Sur le point de la non-francisation, j'ai vu s'accorder et les aristocrates, et les *englués*¹, et les patriotes, et les *Marseillais*². Grenus et quarante autres au plus désirent l'incorporation dans la grande famille. Vous jugez d'après cela que mes instructions sur ce point sont devenues inutiles. Le parti des aristocrates et des englués voudrait se rattacher au Corps helvétique, et notamment aux Excellences bernoises ; mais les Marseillais et les patriotes qui sont les plus forts et les gouvernants, se serrent, se rallient à la France et tournent vers elle toutes leurs espérances et leurs affections. Vous en jugerez par les faits suivants.

La nouvelle de nos succès dans la Vendée et à Mayence³ a fait hausser tout à coup notre papier de 4 pour 100.

Depuis deux jours, on ne cesse de distribuer aux aristocrates et aux englués des coups de nerfs de bœuf et de bâton. Après cette cérémonie, on les emprisonne. Plusieurs, hier, faillirent être lanternés. Ce qui a donné lieu à ces corrections fraternelles est une liste de proscription de 240 patriotes génevois, qu'on a fait courir en Suisse et qu'on a interceptée à Vevay⁴.

Hier, le président du club révolutionnaire tint la séance en bonnet rouge. Cette société a arrêté que tout Génevois

¹ Sobriquet donné aux modérés.

² Membre du club *marseillais*. Voyez ci-après la lettre du 30 septembre.

³ Allusion probable à une sortie heureuse de la garnison de Mayence, effectuée dans la nuit du 27 au 28 avril, et au combat obscur de Fontenay (16 mai), où l'adjudant-général Sandos, commandant l'armée de Saint-Maixent, infligea aux Vendéens un échec, dont sa lettre à la Convention nationale exagère sans doute la gravité. (*Moniteur*, XVI, pp 425, 430, n° du 21 mai.)

⁴ Vevay, Suisse, canton de Vaud.

au service de France serait tenu de finir son année, conformément aux décrets. Le gouvernement arrête nos déserteurs et les renvoie avec leurs habits et leurs armes à nos plus prochains postes. Il ne permet à aucun émigré de s'arrêter plus d'un jour dans la ville. Il n'exige aucun droit de douane pour tout ce qui est destiné à l'armée, ni aucun droit de pontenage pour ceux qui en font partie. Il poursuit avec sévérité tous les embaucheurs du despote sarde.

Voilà des faits constants et des preuves non équivoques de bon voisinage. Peut-être une pareille conduite mériterait-elle qu'on adoucit pour cette république l'exécution de la loi sur les subsistances et qu'on permit l'importation des menues denrées, sauf à avoir sur le port un commissaire qui veillât à ce que rien ne fût transporté en Suisse par le lac. Ce n'est point un vœu que j'émetts, c'est un aperçu que je présente.

Non content de ces premières recherches, j'ai voulu savoir quelle était la situation actuelle de Genève vis-à-vis les cantons de Berne et de Zurich. J'ai su qu'il n'y avait plus de rapports intimes et presque plus de correspondance. J'ai appris même un fait dont on peut tirer bien des inductions. Vous savez que Genève, il y a environ quatre mois, a fait notifier à ses alliés son nouveau gouvernement. Après avoir laissé écouler un si long espace de temps sans répondre, le canton de Berne s'occupe maintenant de cet objet. Il y a plusieurs avis; un entre autres veut que l'office en réponse à cette communication soit adressé au lieutenant de police, seul magistrat échappé aux ruines du vieux régime, et on assure qu'il prévaudra.

Telle est l'exacte position de Genève, et je crois, par cet exposé, avoir rempli vos intentions.

En m'attachant à l'armée des Alpes, vous avez voulu, je crois, que je devinsse pour nos agents dans les pays limitrophes un centre de correspondance, en tout ce qui pouvait concerner notre système militaire. J'ai agi d'après ces errements. En conséquence, j'ai prié le citoyen Delhorme de me faire passer tous les avis intéressants sous ce rapport. Cela me paraît convenable, parce que j'en suivrai l'effet avec activité, et que, d'ailleurs, nous gagnerons du temps, ce qui est précieux en affaires. Si vous approuvez cette idée, écrivez-en aux citoyens Barthélemy et Helfflinger. Ne pouvant connaître mes pouvoirs, ils n'auraient aucun égard à ce que je pourrais leur dire. Je vous prie de m'aviser de vos déterminations à cet égard et dans tous les cas de me tracer d'une manière précise la route que je dois suivre. C'est déjà avoir beaucoup fait que de bien savoir ce qu'on a à faire.

Je vous fais passer ci-joint un état des forces du tyran des Sardes. Je le tiens de main sûre ; il pourra vous être utile. Vous trouverez aussi ci-incluses les notes que je vous avais annoncées dans ma première dépêche et que je n'avais pas mises dans le paquet.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY.

Nota. — Je vous prie de m'adresser vos lettres à Chambéry, poste restante, jusqu'à ce que j'y aie fait un établissement définitif.

[Arch. des Aff. Étrang., *Correspondance de Genève*, t. 99, pièce 111.]

VII

Genève, le 30 mai, l'an 2^{me} de la République.

Ministre,

Chaque jour me prouve que les aperçus du citoyen Delhorme étaient d'une parfaite justesse.

Le parti populaire montre ici la plus grande énergie ; il fait une guerre très vive aux aristocrates. Hier, dans une séance du club révolutionnaire à laquelle j'assistai avec notre résident, on leur a porté un coup terrible. On a arrêté qu'on présenterait aux comités réunis une pétition tendant : 1^o à ce qu'on battît la générale, et à ce que l'on rassemblât les quatre régiments, pour exiger de tout Genevois le serment individuel de maintenir la révolution, la liberté, l'égalité ; 2^o à ce que les refusants fussent désarmés comme suspects (à la mode de France). Cette pétition décisive a été portée aujourd'hui aux magistrats par 1,500 citoyens au moins ; elle aura un plein effet, et vous en sentez les heureuses conséquences. J'ai remarqué que les signes indirects d'approbation que nous avons laissé échapper ont utilement influencé la détermination du club.

Par des insinuations fraternelles, j'ai engagé plusieurs membres de cette société à provoquer enfin une discussion sur les émigrés de cette petite république. Elle a été ouverte et j'en attends d'heureux résultats.

L'affaire de Famars avait répandu une tristesse pro-

fonde, qui a été dissipée par la victoire éclatante de Lamarlière¹. Notre papier s'est soutenu.

Je repartirai dans deux jours pour Chambéry. On dit que le quartier général va être transféré à Gap ou à Embrun, principal objet des hostilités piémontaises. En ce cas, je le suivrai ; mes instructions, je crois, m'en font un devoir.

On a cherché à donner au général d'Ornac quelques inquiétudes sur les Suisses. Il a écrit à ce sujet à Delhorme, qui les fera promptement évanouir. C'est encore probablement une œuvre de Grenus. En réfléchissant sur les moyens d'éloigner du Mont-Blanc ce patriote, qui serait bien placé partout excepté là, j'ai trouvé un expédient qui ne serait point absolument impraticable. Ce serait d'astreindre les premiers suppléants de chaque députation à séjourner à Paris². Cette loi, dans les circonstances actuelles, serait bonne en elle-même, peu difficile à obte-

¹ Le camp retranché de Famars s'étendait au sud de Valenciennes, entre l'Escaut et la Rhonelle, qui se réunissent à l'intérieur de la ville. Il protégeait la place et en rendait l'investissement impossible. Cobourg, qui avait fait d'immenses préparatifs en vue du siège de Valenciennes, donna l'ordre d'attaquer le camp de Famars le 23 mai. Les troupes françaises, sous le commandement du général Lamarche, opposèrent une énergique résistance, mais une de leurs positions, celle d'Anzin, ayant été enlevée, elles durent opérer leur retraite. Le camp de Famars fut évacué dans la soirée et l'armée se retira dans le meilleur ordre sur Valenciennes et Bouchain. — Le lendemain, les Hollandais placés à Menin, ayant prononcé un mouvement offensif sur Bousbecques et Tourcoing, le général Lamarlière leur infligea un grave échec. (*Moniteur*, XVI, 472.)

² Grenus était député suppléant du Mont-Blanc. La réunion de la Savoie à la France avait été prononcée le 27 novembre 1792, mais c'est seulement le 10 février 1793 qu'avaient eu lieu les élections des députés, que le nouveau département devait envoyer siéger à la Convention.

nir, et nous délivrerait de la présence d'un homme qui ne vit que de soupçons et d'affections haineuses, qui, quoique bien intentionné, est dangereux, parce qu'il est acharné contre nos voisins, et qu'il fait tout ce qu'il peut pour nous compromettre avec eux.

La proximité de Carouge m'a donné l'idée de remplir vos intentions pendant mon séjour à Genève. J'ai demandé au général Carcaradec un état de situation de ses cantonnements et une note des objets qui lui manquaient. Je lui ai manifesté l'intention de visiter une partie des cantonnements par moi-même. Il m'a répondu assez sèchement que les commissaires de la Convention devaient pourvoir à tout, que, d'ailleurs, il envoyait chaque jour des états de situation au Conseil exécutif et au Comité de Salut public. Je n'ai point insisté, mais je puis vous donner quelques renseignements particuliers et certains.

Il y a, près de Carouge, un camp¹, composé d'un bataillon

¹ Le 30 septembre 1792, un corps de troupes suisses, fourni par les cantons de Berne et de Zurich, était venu occuper Genève, à la demande des autorités locales, qui craignaient que la conquête de la Savoie par les Français ne provoquât un soulèvement populaire. A cette époque le pouvoir était encore aux mains du parti aristocratique. Le gouvernement français ne se contenta pas de protester contre cette occupation : Montesquiou reçut l'ordre d'entrer à Genève et des forces assez considérables furent réunies à Carouge, en vue d'un siège, car il ne pouvait être question d'une attaque de vive force. Le ministre des contributions publiques, Clavière, ancien membre du Sénat de Genève, était l'instigateur de cette politique agressive. Montesquiou, au contraire, la désapprouvait hautement, la jugeant pleine de périls. Ses conseils furent heureusement écoutés. Les négociations entamées avec Genève aboutirent, le 30 novembre, au retrait des troupes envoyées par les cantons alliés. Le parti démocratique étant arrivé au pouvoir le 3 décembre, il fut plus facile au nouveau commandant en chef de l'armée française, Kellermann, de consolider les résultats obtenus par son prédé-

de Boulonnais, du bataillon de l'Aude et d'un bataillon de grenadiers. Ces corps sont au grand complet. Il y a en général du patriotisme, mais beaucoup d'indiscipline, ce qui ne doit point étonner de la part de troupes qui depuis dix-huit mois ne font rien. L'on exerce beaucoup, et les manœuvres sont passablement exécutées.

Le pain est excellent, les approvisionnements ne manquent point, mais bien les armes et les officiers instruits. Les tentes tamisent, et la toile est de mauvaise qualité. L'équipage d'artillerie est assez bon, mais non encore complet. Les cantonnements et le camp forment ensemble un total d'environ 6,000 hommes. La légion des Alpes, qui en fait partie, commence à s'organiser. Elle est, comme toutes les légions, assez mauvaise. Cependant elle est commandée par un brave homme et un bon militaire, par Sandos, Suisse de nation, et frère de celui qui se distingue dans la Vendée¹. A cause de son chef on peut s'en promettre quelque chose.

cesseur, tout en respectant l'indépendance de Genève. Des trois camps formés aux environs de Carouge, il ne resta qu'un corps d'observation, qu'il était utile de conserver sur la frontière, pour obliger la Suisse à garder scrupuleusement la neutralité. (Krebs et Moris, *Campagnes dans les Alpes pendant la Révolution, d'après les archives des États-majors français et austro-sardes*. Paris, Plon, 1891, in-8°, pp. 113, 118, 233, 234).

¹ Thomas Chégaray-Sandos, né à Bayonne, le 25 mars 1756. Garde de la Porte, le 12 avril 1772, réformé le 30 septembre 1787. Premier lieutenant au 101^e régiment à sa création, 18 novembre 1787; adjudant-major du 1^{er} bataillon des volontaires du Haut-Rhin, du 27 novembre 1791 au 22 juin 1792; capitaine au 101^e régiment, le 3 mai 1792. Lieutenant-colonel des hussards de la légion des Alpes, le 29 septembre 1792; passé au même titre dans l'infanterie de la légion, 3 février 1793. Adjudant-général, lieutenant-colonel en mars de la même année. Adjudant-général, chef de brigade, le

Boulonnais part dans deux jours pour Toulon. Comme les soldats croient y brûler des amorces, ils sont très satisfaits. Ce départ fera du bien, car ce régiment donnait l'exemple de l'insubordination.

Le général Carcaradec sait son métier. C'est un homme flegmatique, sec et aussi éloigné, je crois, d'une aristocratie traltresse que d'un civisme ardent. Ses connaissances devraient le faire employer dans une armée plus active. Il demande sa retraite; il ne faut la lui accorder qu'à la fin de la guerre¹.

Delhorme m'annonce à l'instant que demain se terminera sa négociation pour une fourniture d'armes. Il compte sur 1,000 fusils montés, sur 300 canons neufs, et sur 300 fusils de remparts. Il espère encore tirer de la Suisse environ 2,000 fusils par les voies commerciales (*sic*).

Je ne puis terminer cette dépêche sans rendre hommage à la conduite de cet agent; il a des lumières et du zèle. Il paraît s'être concilié ici l'estime générale. En dépit de toutes les défiances des commissaires conventionnels, je souhaiterais que tous nos délégués dans les pays étran-

5 juin 1793. Ainsi noté, le 20 brumaire an II, par Amans, adjoint à l'État-major, que Doppet et Albitte avaient chargé de fournir des renseignements sur les officiers de l'armée des Alpes : « Très politique, aristocrate avec les aristocrates, républicain avec les républicains. » (A. G. Armée des Alpes. — Armée du siège de Lyon. — Arch. nat., A F. II, 252 — *État de service des officiers. Infanterie légère.*) — Son frère, Claude François Sandos, était adjudant-général, chef de brigade, à l'armée des Côtes-de-la-Rochelle.

¹ Les représentants du peuple étaient plus sévères et moins justes à son égard. « Carcaradec, gentilhomme breton et sournois, l'âme damnée de Montesquiou, et dont les opinions n'étaient assurément pas, l'an dernier, en faveur de la République. » — (Chambéry, 22 mai 1793. — Lettre déjà citée).

gers lui ressemblaient. Le secrétaire de légation d'Arneville me semble aussi fort estimable ¹.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY.

[Arch. des Aff. Étrang., *France*, t. 324, fol. 348-350, v°.]

VIII

Chambéry, ce 4 juin, l'an 2^{me} de la République.

Ministre,

Je suis arrivé à Chambéry hier ; j'ai trouvé le quartier général, les hôpitaux et le payeur général partis ; c'est au général Du Muy qu'on a donné le commandement du Mont-Blanc. Le général Kellermann a transféré son quartier à Grenoble, mais il n'y restera pas longtemps, et, suivant toutes les apparences, il sera placé à Gap ou à Embrun. Envoyez-moi, je vous prie, une nouvelle instruction pour savoir si je dois suivre le quartier général dans ses déplacements continuels, ou si je puis choisir une ville centrale pour mon séjour. Je vous demande une *réponse prompte* sur cette question.

J'ai lié avec Helfflinger et Delhorme une correspondance active dont je serai le centre ; j'espère que vous approuverez cette mesure.

¹ D'Arneville était le second secrétaire de la légation, destiné à rester à Genève avec Soulavie, tandis que Delhorme irait se fixer à Saint-Maurice.

Je suis parti de Genève avec les idées les plus calmes sur ce petit État et sur toute la Suisse. Voici ce que j'ai pu recueillir de positif sur cette puissance. Le louable Corps helvétique est vraiment effrayé du partage de la Pologne et du partage projeté de la Bavière; il craint que la maison d'Autriche, infâme héritière des ambitieux projets de Charles-Quint, n'envahisse la Valteline et les districts des Grisons, il voit le cabinet de Vienne entrelacé par ses alliances dans une foule de souverainetés et les dévorant au défaut d'héritiers mâles; en un mot, il a le bon esprit de se persuader qu'il serait perdu, si la France était démembrée par les tyrans coalisés.

La conduite du canton de Zurich envers le jeune Égalité¹ fait connaître assez ses dispositions sages et modérées.

Le canton de Soleure, quoique son aristocratie soit encroutée de papisme, se contente de faire apprendre à nos jeunes réfractaires des métiers utiles pour les mettre à même de nourrir les vieux.

Le canton de Berne, satisfait d'avoir étouffé à force de bienfaits les semences de liberté qui commençaient à germer dans le pays de Vaud, se souvient de ses intérêts plus que de ses préjugés.

Fribourg se règle sur Berne.

Bâle est favorablement disposé.

Les autres cantons sentent plus vivement le besoin d'avoir nos sels, et les avantages d'un commerce mutuel, que d'entrer dans une croisade aussi folle que barbare.

¹ Le duc de Chartres, qui avait passé à l'étranger avec Dumouriez dont il était l'aide-de-camp. Expulsé de Zurich, il se réfugia à Reichenau dans le canton des Grisons; c'est au collège de cette petite localité qu'il professa pendant quelque temps.

Les paysans helvétiques disent hautement que, si Dumouriez et consorts se présentaient dans leur pays, on pourrait leur donner passage, par humanité, mais qu'il faudrait les chasser à coups de fourche, s'ils prétendaient s'y fixer. La trahison mémorable de ce Monk écourté n'a produit, parmi les bons habitants de l'Helvétie, que de l'indignation.

Le roi de Sardaigne lève actuellement en Suisse deux régiments, le roi de Naples autant; les cantons les ont accordés sous la *condition* expresse qu'ils ne serviraient point contre leurs alliés. Le roi d'Espagne en marcherait deux, mais il ne les obtiendra probablement pas, parce qu'il a montré trop de lésinerie. Il demandait à chaque capitaine 60,000 livres de cautionnement, sans vouloir garantir la conservation des corps après la paix.

J'ai vu à Genève un courrier arrivé en neuf jours de Londres. Il a rapporté que la grande flotte n'était point encore sortie, et qu'elle était retardée par la construction de beaucoup d'embarcations plates, destinées à une descente. Depuis longtemps je sais que la presque totalité du Cotentin et toute la côte de Cherbourg est très menacée. Le brave Larue¹ et le brave Eyriès² y commandent; prévenez-les, et qu'on se mette très promptement sur une respectable défense. Tout serait perdu si les Anglais, par une descente bien soutenue, favoriseraient dans la ci-

¹ Delarue, général de brigade à l'armée des Côtes-de-Cherbourg.

² Eyriès (Jacques-Joseph), né à Marseille, le 12 novembre 1733; chevalier de Saint-Louis et capitaine de port au Havre, 1783; capitaine de vaisseau et placé à Cherbourg en qualité de commandant de la marine, 1791; arrêté comme suspect en 1793 et enfermé à la Force; réintégré ensuite à Cherbourg; mort à Toulon, 10 juillet 1798.

devant Normandie une révolte semblable à celle de la Vendée, et si les deux incendies venaient à se rejoindre.

L'affaire de Valenciennes¹, précisément par l'affectation qu'on met à en cacher les détails, fait naître beaucoup d'inquiétudes. Quand donc sera-t-on franc envers la nation ? Quand lui dira-t-on sa situation, quand n'aura-t-on plus la fatale pusillanimité de lui cacher ses revers ?

La démission de Bouchotte et la manière dont elle est motivée doivent enfin ouvrir les yeux à la Convention². Le ministère de la Guerre est un fardeau trop pesant pour un seul homme. La machine ne peut marcher si on ne crée un ministre du Nord et un ministre du Sud.

Ne souffrez point que le Conseil³ perde Nice de vue. L'attaque de ce côté sera vigoureuse et imposante, par mer et par terre.

Il se manifeste encore des symptômes alarmants de rébellion dans la montagne, mais je ferai tout, avec du Mui, pour les étouffer.

Envoyez-moi, je vous prie, cet extrait important que vous aviez fait copier pour moi et qui devait m'être expédié par le citoyen Colchen⁴.

En réfléchissant sur la difficulté d'exporter du numé-

¹ Il s'agit probablement de l'évacuation du camp de Famars.

² Bouchotte (Jean-Baptiste-Noël), né à Metz, le 25 décembre 1754, mort le 8 juin 1840. Débute comme sous-lieutenant aux hussards d'Esterhazy en 1775. En 1793, il était colonel et commandait la place de Cambrai au moment de la trahison de Dumouriez. Il remplaça Beurnonville au ministère de la guerre, où il reprit la tradition de Pache et fit d'assez mauvaise besogne. Démissionnaire le 30 mai 1793, il resta quelque temps encore chargé de l'expédition des affaires.

³ Le Conseil exécutif provisoire ou Conseil des ministres.

⁴ Chef de la quatrième division du ministère des Affaires étrangères, dans les attributions duquel rentraient la Suisse et l'Italie.

raire, j'ai changé d'avis, et j'ai jugé qu'il était plus convenable que vous fissiez parvenir à Helfflinger directement des fonds pour ses utiles opérations de surveillance dans le duché d'Aoste. Quant à ceux que vous voudrez bien m'adresser, je les emploierai tant à monter la machine en grand relativement au Piémont, comme c'est votre intention, qu'à fournir à Delhorme, avec lequel je m'harmonise parfaitement, tous les moyens de savoir ce qui se passe en Suisse.

Je vais aller à Grenoble conférer avec les commissaires et le général Kellermann. Je vous prierai d'écrire à ce dernier sur moi, à moins que vous lui en ayez parlé à Paris. Selon les ordres que je recevrai de vous, ou je reviendrai à Chambéry, ou je resterai à Grenoble, ou bien je m'établirai dans telle autre ville qu'il vous plaira de me désigner.

La circulation des assignats est toujours ici très imparfaite; ils perdent horriblement, puisqu'un assignat de 5 livres n'est pris que pour 40 sols. Par un arrêté provisoire du département et la perte du change, les frais de poste sont triplés. Il serait bien temps de remédier à ces maux.

Le citoyen Ysabeau, en partant, m'a remis 50 livres en or et 2,000 livres en assignats; je n'ai reçu le numéraire que pour faire des excursions à Genève et en Suisse. Les 2,000 livres en assignats se trouvent déjà fort réduites par les frais multipliés de voyage que j'ai été obligé de faire et par la perte énorme du papier national. Je vous prie de fixer mon traitement, afin que je puisse régler mes dépenses en conséquence. Dans un pays comme celui-ci, on se ruine infailliblement, quand on ne sait pas au juste ce dont on peut disposer. Je vous prie aussi de m'adresser

tous vos paquets sous le couvert du général du Muy, commandant dans le département du Mont-Blanc, à Chambéry.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY.

[*Ibid.*, t. 323, fol. 28-31.]

IX

Chambéry, ce 5 juin, l'an 2^{me} de la République.

Ministre,

Il nous est arrivé ici aujourd'hui trois déserteurs piémontais, je les ai interrogés. Ils m'ont dit qu'il y avait dans le duché d'Aoste vingt-deux bataillons piémontais et dix mille Autrichiens, dont je vous ai déjà annoncé la descente dans une de mes dernières dépêches. Ils m'ont rapporté que les Piémontais avaient grande envie de désertre, qu'ils étaient, pour ainsi dire, gardés à vue par les Autrichiens, et que, pour se défendre contre ces farouches auxiliaires, ils ne quittaient leurs drapeaux que par bandes. Ils m'ont assuré que les Valaisans avaient voulu les faire rétrograder, ce qui prouve de plus en plus leur malveillance pour nous. Ce rassemblement considérable de troupes dans le duché d'Aoste redouble mes inquiétudes, je crains qu'ils ne forcent les passages; alors la Savoie serait perdue pour nous et nos troupes de la Maurienne seraient coupées.

J'ai déjà écrit à Helfflinger à ce sujet, je vais lui récrire ainsi qu'à Delhorme, et je me propose de ne quitter les

commissaires et le général que quand ils auront repris un parti définitif. Ce serait le cas de faire présenter par Barthélemy au Corps helvétique quelques notes vigoureuses. Quant à moi, je veillerai, et, s'il arrive malheur, on ne pourra me l'imputer. Je vous observe qu'en ce moment on dégarnit cette partie de la frontière pour porter vers Toulon de nouvelles forces.

J'attache toujours sur l'armée un œil observateur. Voici le fruit de mes recherches. Il paraît y avoir un complot fort étendu pour achever de tout désorganiser; on est parvenu à mettre en insurrection le 5^e régiment de cavalerie, un bataillon de volontaires et le 4^e bataillon d'infanterie légère, dit chasseurs corses. L'ambition des sous-officiers met partout un désordre affreux.

La légion des Allobroges¹ a mis tout en train dès longtemps, il faut absolument la *dépayser* et l'envoyer au nord ou au Rhin². Ceci est d'une importance majeure.

En général, il n'y a point d'armée, mais seulement des bataillons; du civisme, mais nulle tenue, nulle discipline, nul ensemble.

Après avoir bassement éloigné du Muy de toutes les conférences, on lui a donné tout le commandement du

¹ Le 8 août 1792, la Législative décréta la formation, par les soins du général commandant à Grenoble, de la *légion franche allobroge*. Elle eut pour premier colonel le suisse Busigny, originaire du canton de Vaud. Doppet reçut une commission de lieutenant-colonel; il remplaça Busigny, démissionnaire, le 31 juillet 1793. (André Folliet, *Révolution française. Les volontaires de la Savoie*. Paris, Baudoin, 1887, in-12, pp. 4, 6).

² L'indiscipline de la légion est constatée par M. Folliet lui-même (pp. 4, 6). Pour « dépayser » cette troupe turbulente, on l'envoya à l'armée des Pyrénées, mais, chemin faisant, elle fut employée à combattre les fédéralistes du Midi et au siège de Toulon.

Mont-Blanc, qui contient 22,000 hommes, sans vouloir lui donner un seul adjudant-général pour le seconder. Il y a dans cette conduite de d'Ornac et de Saint-Remy quelque chose de petit et de très nuisible au service.

J'ai vu de près le colonel du 79^e régiment ; c'est un homme franc, patriote, qui a quarante ans de service et beaucoup d'expérience et de tactique¹. Dégoûté de voir passer avant lui tant d'hommes sans talents et sans services, il veut demander sa retraite à la fin de la campagne ; il serait bon de lui donner le grade de général de brigade : on fait chaque jour de plus mauvais choix.

Une loi ordonne que les officiers de ligne qui entreront dans les volontaires conservent leur grade et leurs premiers emplois. Depuis que la nouvelle organisation a fondu tout dans la masse d'une armée nationale, il existe un grand inconvénient. Tel homme compte, et comme lieutenant-colonel de volontaires, et comme sergent de ligne. Beaucoup de places restent ainsi vacantes. Le service en souffre. Il est urgent de faire révoquer la loi rendue dans des circonstances très différentes.

J'ai rencontré dans ma tournée Lanchère, directeur général et entrepreneur des charrois de l'artillerie, pour les armées du Rhin, des Alpes et d'Italie². Il m'a paru

¹ Nicolas-Roch de la Roque, né à Marseille le 15 décembre 1736. Entré au service comme lieutenant au régiment de Flandres, le 27 mai 1757 ; passé au régiment de Touraine en 1763 ; capitaine, 4 mai 1771 ; major au régiment (c'est-à-dire au régiment de Boulonnais, devenu plus tard le 79^e), en mai 1789 ; lieutenant-colonel le 1^{er} janvier 1791 ; colonel, 31 juillet 1792 (*États des services de tous les officiers, etc. Infanterie, 79^e régiment*).

² L'organisation militaire du train d'artillerie ne date que du Consulat. (Arrêté des consuls du 13 nivôse an VIII, 3 janvier 1800).

actif, intelligent et zélé. J'ai vu plusieurs de ses principaux employés qui sont vraiment estimables. Ce service souffre beaucoup, parce que l'administration des vivres donne 3 livres aux charretiers, tandis que les entrepreneurs ne leur donnent que 30 sols. Ces hommes avides désertent tous pour gagner davantage. Il serait utile d'établir une paye uniforme pour tous les charretiers de l'armée. On observe que les vivres étant en régie, et les régisseurs ayant tant pour cent sur le total de la dépense, ils ont intérêt à ne point ménager.

L'administration de département paraît marcher droit, ainsi que les autres autorités : j'ai été tellement occupé et vagabond jusqu'ici que je n'ai pas eu le temps de les étudier, non plus que la Société populaire ; mais sous peu je vous en rendrai bon compte.

Il y a très peu de poudre ici, on n'en a pas même pour faire tirer les soldats à la cible, ce qui empêche de les exercer.

Maitre Grenus, le club d'Annecy où il exerce une puissante influence, paraissent être les causes principales de l'insurrection du 5^e régiment de cavalerie. Ce même homme a dénoncé du Muy au club de Carouge ; puis, hier, il est venu cinq fois chez lui pour l'entretenir. Nous le verrons venir. Il témoigne aussi beaucoup d'empressement de me voir, je ne m'y refuserai point, sans en chercher pourtant l'occasion. Ce véhément apôtre a été assez mal reçu à Gex et à Ferney ; sa doctrine, si on l'eût suivie, aurait réduit la population à un vingtième ; on a trouvé la méthode trop dure.

Du Muy pense qu'on devrait attaquer la Brunette¹, et

¹ Pinelli (*Storia militare del Piemonte*, Torino, 1854, t. I, 82) définit ainsi le rôle militaire de la forteresse italienne de la *Brunetta*,

que dans un mois il conviendrait de forcer les passages, de se porter sur Milan, tandis que l'armée d'Italie pénétrerait en Piémont. Il estime, et moi aussi, que nous ferions par là trembler les puissances d'Italie, et que nous pourrions envelopper le despote sarde. Nous nous nourrissons de ces vastes conceptions; elles consolent dans la solitude et au milieu des rochers.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY.

[*Ibid.*, t. 323, fol. 37-40.]

X

Grenoble, ce 7 juin, l'an 2^{me} de la République.

Ministre,

Nous sommes toujours ici dans les plus vives alarmes sur le passage du Grand Saint-Bernard; nous voyons le danger sans pouvoir le prévenir.

En effet, on ne peut établir, au pied de ce col important, un camp retranché sans violer le territoire du Valais; tout autre système de défensive est insuffisant. Où les armes ne peuvent rien, c'est aux négociateurs à faire. J'ose croire que le Comité de Salut public et le Conseil, avertis par les réclamations continuelles des commissaires de la

qui dominait la ville de Suse et fut détruite à coups de mine après l'armistice de Cherasco, conclu, le 28 avril 1796, entre Bonaparte et le roi de Piémont : « La Brunetta, quantunque specialmente destinata a custodir lo sbocco della valle del Moncenisio, serviva però anche a sostegno del forte di Exilles. »

Convention et de tous les agents, n'auront point négligé cette voie.

Il y aurait un autre moyen, que rejettent les commissaires de la Convention, hérissés de défiance et de soupçons, — ce qui est naturel dans la crise où nous sommes, — ce serait d'adopter une offensive vigoureuse sur plusieurs points. D'un côté, on attaquerait la Brunette, tandis que de l'autre on entrerait en Piémont par Briançon. En dirigeant l'armée vers Milan, on forcerait l'Empereur à rappeler ses troupes pour défendre la Lombardie; on dissiperait les rassemblements de la vallée d'Aoste. L'armée d'Italie profiterait de cette puissante diversion, irait en avant, l'armée Sarde serait enveloppée, et les petites dominations d'Italie apprendraient à respecter le nom français.

Les commissaires opposent à ce plan que l'armée serait trahie par ses généraux, que l'Italie a été toujours le tombeau français; je réponds qu'il faut choisir des généraux qui ne soient point des traîtres, que l'armée des Alpes est, en grande partie, composée de méridionaux acclimatés, que d'ailleurs, le régime militaire et la qualité des subsistances étant meilleurs, les inconvénients seront moindres. Au surplus, ces aperçus, quoique peut-être inadmissibles, méritent, je crois, les honneurs d'une discussion.

Le décret qui a réuni l'armée d'Italie et celle des Alpes est et sera nuisible¹. C'est dispenser Kellermann de la responsabilité, en lui imposant une tâche au-dessus des

¹ La nomination faite par le Conseil exécutif provisoire, le 20 mai, du général Kellermann, pour commander en chef les deux armées des Alpes et d'Italie fut approuvée par la Convention nationale dans la séance du 26 mai. Le général Brunet commandait en sous-ordre l'armée d'Italie. (*Moniteur*, XVI, 486.)

forces d'un seul homme, c'est paralyser les deux armées, attendu que les généraux divisionnaires ne voudront rien entreprendre sans les ordres du général en chef, et qu'on perdra beaucoup de temps à les attendre.

Je suis depuis deux jours ici. Le général Kellermann étant parti pour Nice, je n'ai pu conférer qu'avec les commissaires; ils ont paru fort contents des renseignements que je leur ai donnés; je n'oublierai rien pour les mettre à portée de faire le bien.

Il manque à cette armée 10,000 fusils; le besoin est pressant, il faut absolument y pourvoir. On n'a pas seulement de quoi armer les huit bataillons qu'on forme pour marcher à la Vendée. J'ai indiqué aux commissaires un excédent de 700 [fusils] qui se trouvent à Carouge; ils vont en disposer. J'ai écrit aussi à Delhorme concernant les fusils accordés par la république de Genève. Les commissaires attendent la réponse pour en assigner la destination.

En même temps, persuadé que la conduite des Genevois méritait de notre part un retour fraternel, j'ai informé les commissaires, par une note officielle, des preuves de bon voisinage qu'ils nous ont données, et je leur ai proposé d'examiner s'il ne conviendrait point d'adoucir à leur égard la rigueur de la loi sur les subsistances, en ce qui concerne les menues denrées. J'espère qu'ils s'en occuperont. Vous voyez que j'ai préparé l'atténuation des efforts de l'homme turbulent que nous craignons; je crois n'avoir rien omis. Si j'ai été au delà du but, redressez-moi. Les approvisionnements manquent dans cette partie, surtout du côté d'Embrun. Les places fortes sont dans un dénuement effrayant; l'exemple de Condé et de Valenciennes est une terrible leçon.

Lyon, qui eût fourni soit des armes, soit des munitions de bouche, n'est plus d'aucune ressource depuis les malheureux événements qui s'y sont passés. Surveillez bien cette ville. Les aristocrates ont joué un certain rôle dans la dernière affaire, et les attaquants¹ en étaient si persuadés qu'ils ont arrêté de tuer le premier qui crierait : Vive le roi ! Beaucoup de contre-révolutionnaires s'y rendent. Je crains des intelligences avec les Piémontais et avec l'armée catholique de la Lozère².

Les commissaires Nioche³ et Gauthier⁴, dont la sagesse et la philanthropie sont connues, offraient paix et justice. Les malveillants ont tout refusé ; ils étaient altérés de sang. Veillez encore une fois, car le danger est réel.

¹ « Les attaquants » sont, pour Chépy, les sectionnaires insurgés contre la municipalité, complice de Chaliar ; mais il est avéré qu'ils n'ouvrirent pas le feu, et que le premier acte d'hostilité fut commis par les défenseurs de l'Hôtel-de-Ville.

² L'insurrection de la Lozère n'était déjà plus à craindre. Les bandes conduites par le notaire Charrier avaient été dispersées le 29 mai, et, le surlendemain, Charrier lui-même fait prisonnier. (H. Wallon, *la Révolution du 31 mai*, II, 197, 198.)

³ Pierre-Claude Nioche. Né à Azay-le-Ferron (Indre), le 26 juin 1751 ; avocat, député du Tiers-État du bailliage de Touraine aux États-Généraux ; juge au Tribunal de Loches ; député d'Indre-et-Loire à la Convention ; membre du Conseil des Anciens ; directeur de l'École d'Alfort ; proscrit en 1816, rentré en 1818 ; mort à Paris en 1828. (Aulard, *Recueil des actes du Comité de Salut public*, III, 539, n. 1).

⁴ Antoine-François Gauthier des Orcières, né à Bourg-en-Bresse (Ain), le 28 novembre 1752, député du bailliage aux États-Généraux, procureur-général-syndic du département de l'Ain, député de ce département à la Convention, membre du Conseil des Anciens, juge au Tribunal de la Seine après le 18 brumaire, vice-président de ce Tribunal en 1811, conseiller à la Cour de Paris aux Cent-Jours, proscrit en 1816, mort à Saint-Marcellin (Isère) le 1^{er} mai 1838 (Aulard, *Recueil*, III, 539, note 3).

Nous avons ici une compagnie de guides-hussards, commandée par le brave capitaine Blanc¹; elle est le modèle de l'armée par sa tenue, sa bravoure et sa discipline. Comme nous manquons absolument de cavalerie, puisque nous n'avons que huit escadrons dans une guerre où Berwick en avait trente-cinq, je proposerai d'en faire le noyau d'un régiment de hussards. Il n'y aurait point dérogation aux décrets, puisque ce serait compléter ou plutôt augmenter un corps existant, et non en former un nouveau. Je recommande cette idée à votre plus sérieuse considération.

Il y a eu une petite affaire de postes, où nos soldats ont tué six hommes aux Piémontais et fait six prisonniers. L'ennemi, dans cette occasion, ne s'est distingué qu'à la course.

Je désirerais aussi qu'on s'occupe enfin de la circulation des assignats dans le Mont-Blanc.

L'armée souffre horriblement et cela a causé quelques désertions. Dans la Tarentaise et la Maurienne, les aubergistes et cabaretiers ont fermé boutique. On a vu des pauvres refuser un assignat de dix sols. Bien plus, les paysans refusent les monnaies qui ne portent pas l'effigie du tyran décapité. Un moyen bien simple et bien efficace, ce serait de proscrire entièrement la monnaie piémontaise, etc. Je vous demande instamment une réponse sur les objets que j'ai eu l'honneur de vous soumettre.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY.

¹ S'il faut en croire Guillon de Montléon, qui ne rapporte, il est vrai, qu'un *on dit*, ce « brave capitaine Blanc », originaire de Nîmes, n'aurait pas eu un passé irréprochable. Il aurait été inculpé ou soupçonné d'avoir volé les fonds du camp royaliste de Jalès (I, 335).

P. S. — Chaque jour l'organisation des commissaires des guerres devient plus urgente.

Vous trouverez ci-jointe une note que je vous prie de faire passer au ministre de la Guerre. Je vous prie de communiquer cette dépêche au Comité de Salut public.

[*Ibid.*, t. 323, fol. 56-59].

XI

Grenoble, ce 8 juin, l'an 2^{me} de la République.

Ministre,

Les événements et les circonstances se succèdent avec tant de rapidité que chaque jour je suis obligé de prendre la plume.

J'ai eu hier une première conférence avec le général d'Ornac ; je l'ai trouvé étendu sur un lit de douleur, avec une jambe hors de service. Nécessairement, sous un tel chef, l'armée ne peut être ni exercée, ni active. Il m'a parlé de quelques mesures d'observation en Piémont et dans le Vaudois piémontais, que j'ai trouvées assez bonnes ; je suivrai ces errements, et, si je le puis, je les améliorerai. Les commissaires de la Convention étant survenus, nous nous sommes occupés d'objets majeurs.

Les passages du Valais ont d'abord fixé notre attention. Le général a déclaré qu'il ne connaissait qu'un moyen de sûreté parfaite, c'était l'introduction pendant la campagne d'une garnison française dans Genève ; j'ai dit ce que je savais, que les Genevois ne s'y refuseraient point, en négoc-

cient d'une façon convenable. Les commissaires de la Convention sont déterminés à sonder le gouvernement sur cet article, et je serai, je crois, porteur de la lettre ; j'agirai en tout de concert avec Delhorme, et vous serez instruit de tout ce qui sera fait ou préparé.

Il a été ensuite fait lecture, dans la conférence, d'une lettre du général de Flers¹ qui demande au général Kellermann une division tout entière. Il expose qu'il a à combattre 20,000 Espagnols, dont 4,000 de cavalerie, et qu'il n'a à leur opposer que 6,000 volontaires de nouvelle levée, 600 hommes de la ligne, 400 gendarmes et 50 dragons de Noailles. Les commissaires à l'armée des Pyrénées ont formé la même demande auprès de leurs collègues. Ceux-ci ont arrêté de répondre qu'il y avait 3,000 [hommes] en route pour le Var, et que le général de Flers pouvait en demander au ministère la disponibilité.

Ce n'est qu'une réponse dilatoire. Sans cesse occupé des intérêts de la chose publique, j'ai imaginé un expédient que je vous prie de soumettre au Comité de salut public et au Conseil. Nous avons dans l'armée la légion des Allobroges et quatre bataillons du Mont-Blanc. Les deux autres, que ce département doit fournir, ne sont point encore formés.

¹ Charles de Flers, né en 1756 ; maréchal de camp, 1791 ; fait les campagnes de Belgique et de Hollande sous Dumouriez ; général en chef de l'armée des Pyrénées Orientales, à la tête de laquelle il défendit la frontière du Roussillon contre les Espagnols, avec des alternatives de succès et de revers. Mais, l'ennemi ayant réussi, le 4 août 1793, à s'emparer de Villefranche, de Flers accusé de trahison, destitué par les représentants du peuple, fut arrêté, traduit devant le tribunal révolutionnaire de Paris et condamné à mort le 28 juillet 1794.

Je proposerais d'envoyer aux Pyrénées ces troupes, attendu :

1° Qu'elles ne serviront bien que quand elles seront dépayssées ;

2° Qu'on ne perdra point la chance de l'antipathie nationale contre les Piémontais, attendu que les Savoisiens détestent aussi cordialement les Espagnols depuis l'invasion de Don Philippe ¹.

Ce vide dans l'armée des Alpes sera rempli par la légion de Kellermann qui arrive.

Nous avons, dans cette armée, un général Rossi ², qui, dans la dernière invasion de la Savoie, a déjà beaucoup ménagé les Piémontais. Les commissaires le suspectent beaucoup, et j'ai moi-même entendu dire hier au général d'Ornac qu'il n'en était point content, attendu qu'il avait répondu d'une manière peu satisfaisante à la demande qu'il lui avait faite de proposer un plan d'attaque. C'est un homme à surveiller.

Écrivez, je vous prie, au général Kellermann de moi,

¹ Don Philippe, duc de Parme, infant d'Espagne, fils de Philippe V et d'Élisabeth Farnèse, né le 15 mars 1720. Pendant la guerre de la succession d'Autriche, à laquelle les Espagnols prirent part comme alliés des Français, il avait enlevé la Savoie au roi Charles-Emmanuel III (août 1743).

² Il y avait à l'armée des Alpes, deux officiers généraux de ce nom. Ils étaient frères, Corses, comme leur nom l'indique, et parents de Bonaparte. L'un, Antonio de Rossi, était général de division ; il commandait la division de droite de l'armée des Alpes. L'autre, Camillo de Rossi, général de brigade, placé sous les ordres de son frère, commandait le « corps d'Embrun » (Krebs et Moris, *Op. cit.* Pièces justificatives, p. LXXI. « Situation de l'armée des Alpes le 1^{er} mai 1793 »). Hyacinto de Rossi, neveu des précédents, lieutenant-colonel en premier du 4^{me} bataillon de chasseurs, ci-devant Corses, puis colonel du 27^{me} régiment d'infanterie, ci-devant Lyonnais (29 juillet 1792), servait aussi, en 1792, à l'armée des Alpes.

attendu que j'ai éprouvé, dans la dernière conférence, quelques difficultés, n'étant muni que d'un simple passeport et d'instructions qui ne sont point ostensibles.

Je vous conjure aussi, au nom de la chose publique, de répondre aux diverses demandes que je vous ai faites. Je sens bien que, placé au milieu du tourbillon des affaires, vous ne pouvez tout voir, mais daignez vous souvenir quelques instants d'un agent, qui, jeté à 150 lieues, ne peut rien faire, sans directions précises et sans moyens pécuniaires. Envoyez-moi l'extrait que m'a promis le citoyen Colchen.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY.

[Ibid., *France*, t. 323, fol. 65-66, v°].

XII

Genève, ce 11 juin, l'an 2^{me} de la République.

Ministre,

« Mevoici encore une fois à Genève; le but de ce second voyage est :

1° De m'aboucher avec un homme, qui me promet de monter en Piémont un système d'observation et de surveillance, tel que vous le désirez.

2° De préparer les esprits à l'entrée d'une garnison dans Genève, au cas que les passages du Valais fussent forcés et que l'évacuation de la Savoie devint nécessaire.

3° De remplir une mission spéciale que les représentants du peuple m'ont confiée, à savoir de retirer des

maines du gouvernement de Genève les armes par lui promises à la République française, d'en stipuler le prix, d'en passer reconnaissance provisoire à son profit, laquelle, disent les pouvoirs, sera ratifiée par le Conseil exécutif, enfin d'en faire effectuer le transport sur le territoire français.

(En marge du paragraphe précédent). Nota. — Il faut donner communication de cette partie de la dépêche ou au Conseil ou au ministre de la Guerre. Delhorme ayant demandé qu'on envoyât quelqu'un pour traiter, on pourrait le faire, ce qui ferait un double emploi et serait très inutilement dispendieux *pour la république*.

4^o De porter aux comités réunis une lettre des représentants du peuple, contenant des protestations de fraternité et de respect pour l'indépendance genevoise.

J'ai trouvé la ville sous les armes et en commotion, attendu la prestation du serment civique et révolutionnaire.

Vous apprendrez sans doute avec plaisir que les comités qui craignaient les menées des aristocrates ont fait prier le général Carcaradec de tenir un corps de troupes prêt à soutenir les patriotes à la première réquisition. Ce général a parfaitement secondé leurs intentions, mais heureusement la lâcheté des ennemis de la liberté a rendu ces précautions inutiles. Aujourd'hui, une députation des comités va dans les campagnes demander le même serment; ils emmènent avec eux un détachement de 50 hommes; mais, comme ils sont obligés de passer sur notre territoire, le général, sur la réquisition de Delhorme, leur donne pour escorte d'honneur une compagnie de grenadiers.

Je n'oublierai rien pour mettre à profit ces rapprochements et ces ouvertures.

Je vous annonce que j'ai concerté avec Delhorme un

moyen de tirer, du Brisgau autrichien¹, 6,000 fusils neufs montés en cuivre. La seule difficulté est de les faire passer par la Suisse; mais nous la vaincrons, j'espère, en fractionnant les envois; les échantillons arriveront dans peu de jours, mais il faut du secret.

J'ai trouvé à Carouge beaucoup de fermentation dans la légion des Alpes et dans le bataillon de grenadiers. En vérité, il serait bien temps de rappeler dans nos camps la subordination et la discipline qui en sont totalement exilées.

J'ai reçu du citoyen Helfflinger une lettre qui contient des détails importants que je m'empresse de vous transmettre. Il m'assure :

1^o Qu'il n'y a rien à craindre pour le passage du Valais, que le canton de Berne serait le premier à repousser les Piémontais, que les Valaisans, par des protestations formelles, ont été au devant de ses inquiétudes, que, dans tous les cas, il serait instruit assez à temps du dessein des ennemis pour nous mettre en mesure de les prévenir;

2^o Que les principales forces du tyran sarde se porteraient sur Nice, et que ses tentatives sur la Savoie dépendraient du succès de cette première attaque.

Il insiste fortement (et c'est aussi mon avis), pour que l'armée des Alpes montre la disposition d'entrer en Piémont. Il y trouve, et il y a, en effet, d'incalculables avantages.

¹ Le Brisgau autrichien (une des divisions de l'*Autriche antérieure*) avait pour capitale Fribourg et pour villes principales : Vieux-Brisach, Villingen, Neuenburg, Waldkirch. On y rattachait les quatre villes forestières : Laufenburg, Rheinfelden, Saeckingen et Waldshut. (A. Chuquet, *L'expédition de Custine*, 1892, in-12, p. 146, n° 1.)

J'apprends, par une autre voie sûre, que le découragement est parmi les Piémontais, que pour leur faire prendre les armes, quand le tambour bat, il faut les accabler de coups de bâton, qu'on voit leurs soldats pleurer comme des enfants. D'ailleurs, il règne une très grande mésintelligence entre les Autrichiens et eux. Leurs officiers et leurs généraux mêmes montrent du mécontentement, parce qu'on les a mis sous les ordres des généraux de l'Empereur. Attaquez ou au moins faites mine de vouloir le faire. Je le crierai jusqu'à ce qu'on m'ait entendu.

Il faut absolument que vous donniez des ordres à Barthélemy d'agir vigoureusement près du Directoire de la chancellerie helvétique. Avec des soins et un peu d'argent il en obtiendra facilement une déclaration, que les Suisses se joindront à la puissance belligérante dont les ennemis voudront forcer le passage du Valais. La circonstance est d'autant plus favorable que les cantons sont très mécontents des Autrichiens en ce moment, parce que leur armée dans le Brisgau se livre à toutes sortes d'excès et agit, comme si elle était payée par nous, pour indisposer le Corps helvétique.

Les lettres d'Allemagne reçues ici annoncent que le roi de Prusse force les hommes mariés, même âgés de 50 ans, à marcher à l'armée.

Je vous demande avec instance : 1^o de fixer mon traitement; 2^o le lieu de ma résidence.

J'ai reçu les exemplaires que vous m'avez expédiés : j'exécuterai vos ordres.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY.

[*Ibid.*, t. 323, fol. 78-80.]

XIII

Lettre de Chépy au Comité de Salut public.

Genève, 11 juin 1793.

*P. Chépy, agent diplomatique attaché à l'armée des Alpes,
aux députés composant le Comité de Salut public.*

Depuis un mois et demi je remplis une mission de la plus haute importance; j'ai écrit au ministère plus de huit lettres sur des objets infiniment intéressants. J'ai demandé des instructions nouvelles, des décisions; des moyens. Pour être utile, j'ai été importun. Cependant, j'en ai (*sic*) encore reçu aucune espèce de réponse.

Fatigué de vivre ainsi abandonné et incertain, voyant d'ailleurs que d'impérieuses circonstances ont paralysé le ministère, je prends le parti de m'adresser directement à vous. Je vous invite à vous faire représenter ma correspondance et à donner des ordres pour qu'enfin l'on me trace la route qu'ultérieurement je dois suivre. Mes principes et mon caractère sont connus; qu'on ne me laisse pas entièrement livré à mes seules forces, et je jure de bien servir la patrie.

Je crois devoir finir cette dépêche par un acte de probité révolutionnaire. Je déclare que je tiens ma mission du ministre Lebrun, aujourd'hui si grièvement inculpé, je déclare que j'ai toujours travaillé avec plaisir, sous ses auspices, parce qu'il m'a toujours paru solidement ami de la liberté et de l'égalité. Si c'est un crime de lui avoir

voué de l'estime et d'avoir cru à son patriotisme, j'offre de me punir par une démission volontaire de mes fonctions, quoique j'aie besoin d'être employé pour vivre, puisque ma conscience est mon seul patrimoine. J'offre encore ma démission, au cas que ma présence dans le Mont-Blanc blesse quelques intérêts ou irrite quelques passions.

C'est un sacrifice que je suis prêt à faire à la chose publique, c'est aussi la seule réponse que je veuille opposer aux calomnies qu'on n'a cessé de vomir contre moi, et qui, dans cette crise orageuse autant que salutaire, vont probablement devenir plus fréquentes et plus vénéneuses (*sic*).

La liberté vous garde.

P. CHÉPY.

XIV

Genève, ce 14 juin, l'an 2^{me} de la République française,
une et indivisible.

Ministre,

Le marché que les commissaires de la Convention m'avaient chargé de passer avec le gouvernement de Genève est conclu à ma grande satisfaction. Il est on ne peut plus avantageux et prouve invinciblement la bienveillance de ce peuple allié.

J'ai obtenu 1,000 fusils à 7 livres 10 sols,

300 — 10 —

300 fusils de remparts à 12 livres,

et 300 canons bruts et neufs au prix de la
facture.

J'espère trouver encore d'autres moyens d'avoir des armes, dont l'armée des Alpes a le besoin le plus urgent.

L'objet principal de ma mission étant d'établir aux Alpes le même système d'observation qu'au Nord et au Rhin, j'avais écrit à Helfflinger, dans mon premier voyage, pour qu'il me procurât un homme capable d'une telle entreprise. Il m'en a adressé un, qui ne m'a point trouvé, et qui s'en est retourné avec des instructions vagues et verbales. Je viens de l'envoyer chercher au fond du Valais : il va venir. Il faut que je lui donne absolument quelque argent, tant pour l'indemniser de ses voyages et de différentes courses, qu'il a faites pour nous, que pour l'aider à mettre en train sa machine.

Je vous prie, au reçu de la présente, de me faire passer une somme quelconque disponible pour cette importante opération. Je vous observe que, si vous ne jugez point à propos d'acquiescer à ma demande, je ne puis rien faire, et par conséquent je n'ai à supporter aucune responsabilité même morale.

Je rappelle à votre considération mes autres chefs de demande.

Plus je vois le général Carcaradec, plus j'ai à m'en louer; c'est un homme droit, sévèrement probe, qui donne peu aux apparences, mais qui est rempli de connaissances et de bonnes intentions.

Le capitaine des grenadiers du 79^e régiment¹, commandant le 5^e bataillon de grenadiers, fait aussi parfaitement son service.

On doit encore faire l'éloge du citoyen Aman, commis-

¹ Le 79^e régiment d'infanterie ou ci-devant Boulonnais. Le capitaine dont il est ici question, est le futur général Valette.

saire des guerres¹. Ce jeune homme répare amplement le mal qu'a fait son prédécesseur Pommier, qui vient d'émigrer.

Le gouvernement de Genève vient de faire saisir un libelle contre les Français.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY.

[*Ibid.*, t. 323, fol. 95-96.]

XV

Paris, 14 juin 1793, l'an 2^m de la République française.

Le ministre des Affaires Étrangères au citoyen Chépy, commissaire national à Chambéry, sous le couvert du général du Muy, commandant dans le département du Mont-Blanc.

J'ai reçu, Citoyen, vos quatre lettres, dont deux datées de Genève, des 29 et 30 mai dernier, et les deux autres des 4 et 5 de ce même mois, datées de Chambéry.

Je n'aurais pu, pour le moment, accéder à votre proposition de vous faire parvenir, sous votre responsabilité,

¹ Charles-Antoine-Victor Aman, né à La Mure (Isère), le 23 juin 1762. Son père était subdélégué de l'intendant de Dauphiné, à Grenoble. Il allait être pourvu d'une charge de commissaire des guerres, lorsqu'éclata la Révolution. Il prit part à toutes les assemblées populaires qui se tinrent en Dauphiné, fut élu maire de La Mure, administrateur, puis membre du Directoire du département de l'Isère. En novembre 1791, il fut nommé commissaire des guerres et employé successivement à Montélimar et au fort Barraux. (Arch. nat., A F. II, 335).

des fonds, pour distribuer aux citoyens Helfflinger et Delhorme, quand, par votre lettre du 4 juin, vous n'auriez pas changé d'avis à cet égard, attendu que ces citoyens sont à la veille de changer de destination, ce qui rendrait impossibles pour eux les mesures qu'ils s'étaient proposées, ou que vous les aviez flattés de pouvoir employer pour connaître, par des émissaires, ce qui se passe chez l'ennemi.

Vous me demandez, par la troisième lettre, si vous suivrez le quartier général dans ses déplacements, ou si vous vous choisirez une ville centrale pour séjour. Il est naturel qu'un commissaire suive les quartiers dans leurs déplacements et ne se choisisse point de centre. Il y serait moins bien instruit de tous les détails, qui doivent lui passer sous les yeux, et il ne pourrait en rendre un compte aussi exact. Consultez-vous là-dessus, comme vous vous le proposez, avec le général Kellermann et avec les commissaires, même avec le général du Muy, si vous le croyez nécessaire. Vous verrez ensuite quelle marche sera la plus avantageuse pour le but de votre mission.

J'ai envoyé au Comité de Salut public, dès le 9 de ce mois, vos observations sur la Suisse, la Sardaigne, l'Espagne, Genève, l'Angleterre et Nice.

Mettez-moi sur la voie. Je ne sais, ni le citoyen Colchen non plus, quel est cet extrait important dont il devait, dites-vous, faire expédier une copie à votre destination. J'attends de vous une indication positive sur ce point.

A l'égard de votre traitement, dont vous me demandez la fixation pour pouvoir régler vos dépenses, je n'en connais point d'autre que celui qui avait lieu pour la Belgique ; c'est toujours 800 livres par mois.

Par la seconde [lettre], vous soupçonnez aux Valaisans

de la malveillance pour nous. J'en écris au citoyen Barthélemy, pour qu'il s'en explique avec le Corps helvétique, et que le nouveau nuage disparaisse.

J'ai aussi fait passer au Comité de Salut public vos différents renseignements sur l'état moral du camp près de Carouge, sur les négociations d'armes et de canons par Delhorme, enfin sur le Valais, sur nos forces militaires et leur nouvelle organisation en masse d'armée nationale.

Je vais lui transmettre maintenant l'objet (*sic*) du colonel du 79^e régiment, qui mérite selon vous le grade de général de brigade, et celui des soldats qui ont besoin de poudre pour s'exercer.

De cette sorte je satisferai à tous les points de vos dépêches, et j'attendrai de vous de nouveaux détails, comme vous pourrez attendre de moi la note des solutions qui auront lieu sur chacun des articles précités.

Le ministre des Affaires Étrangères.

[*Ibid.*, t. 323, fol. 97-98. Minute.]

XVI

Le ministre des Affaires Étrangères « au citoyen Chépy ».

Paris, 15 juin 1793, le 2^{me} de la République.

J'ai reçu, Citoyen, vos deux lettres des 7 et 8 juin présent mois.

Je vous réponds à l'égard de la première, où vous semblez pencher pour l'attaque offensive sur plusieurs points à la fois, que la République française a le plus grand intérêt, dans sa position actuelle, de ne rompre ni les traités, ni la neutralité avec la Suisse, et que le système que vous

présentez demande les plus sérieuses réflexions avant de l'adopter. Il faut donc tout faire, au contraire, pour conserver avec les cantons le bon voisinage qui règne entre eux et nous. Il en doit être de même envers le gouvernement de Genève dont les bonnes dispositions sont aussi à ménager. C'est pourquoi je pense qu'il convient d'attendre le résultat de la démarche que vous m'annoncez devoir être faite par les commissaires de la Convention et que, dans tous les cas, nous devons nous borner à recevoir plutôt qu'à donner l'impression (*sic*). Votre situation politique, les détails que vous donnez sur tout ce qui vous environne, et nos principes mêmes, nous indiquent de nous en tenir à cette prudente mesure.

C'est dans le même sens que je m'exprime envers le Comité de Salut public, en lui transmettant les extraits de vos lettres qui ont rapport aux objets ci-dessus. J'y ai joint toutes vos remarques sur le dénuement de nos places fortes et de nos armées, sur la nécessité de les approvisionner, de renforcer l'armée des Pyrénées, de la légion des Allobroges et des bataillons du Mont-Blanc, dont vous faites sentir l'avantage de leur déplacement. Il n'y a pas de doute que le Comité prendra tous ces avis pressants en grande considération.

Je viens d'écrire aussi au général Kellermann, à votre égard et dans les termes que vous désirez. Ainsi vous n'éprouverez sûrement plus de désagréments dans vos conférences, et votre caractère connu près de lui vous donnera toute la latitude qui vous manquait pour agir selon vos vœux et votre zèle pour l'intérêt de la République.

Le ministre des Affaires Étrangères.

[*Ibid.*, t. 323, fol. 107-108, v°. Minute.]

XVII

Chépy au Ministre.

Genève, ce 16 juin, l'an 2^{me} de la République une et indivisible.

Ministre,

J'ai reçu hier un rapport de la plus haute importance, concernant le Piémont et l'armée du despote sarde. Je l'ai envoyé sur-le-champ, par un courrier, à d'Ornac. Je le tiens d'Helfflinger ; il a été rédigé par l'homme que j'ai envoyé chercher en Valais, pour le mettre à la tête de mon système régulier et hiérarchique de surveillance.

Dans la copie que vous en recevrez, vous verrez que cet homme se plaint de la détresse où on le laisse, et que j'ai grande raison d'insister pour un envoi très prompt de fonds disponibles. Pour ne pas dégoûter un agent aussi utile, j'ai obtenu du général Carcaradec un prêt de dix louis, que je vais lui faire passer. Vous voyez que j'en suis aux expédients ; je vous supplie de ne plus me laisser dans un embarras si pénible.

Ce rapport, que je vous invite à méditer sérieusement avec le Comité de Salut public, vous prouvera que l'offensive nous promet les succès les plus brillants. Si on veut enfin, dans cette partie de la République, agir franchement avec vigueur, si on renonce à la guerre à la Montesquiou, bientôt le tyran de la Sardaigne nous demandera la paix, à genoux.

L'enlèvement des armes, que j'ai obtenues du gouver-

nement de Genève, a fait un peu crier les aristocrates et les englués. Ils ont menacé d'en avertir le roi de Chypre et de Jérusalem; les patriotes leur ont répondu par des coups de nerfs de bœuf et en s'attelant eux-mêmes aux chariots qui ont amené ces fusils sur notre territoire. Un si généreux empressement vous avertit qu'il est temps de faire cesser le blocus de cette petite république et d'apporter quelque adoucissement à la loi sur les subsistances. Je vous conjure, au nom des deux peuples, de vous en occuper¹.

Les Suisses restent toujours fort tranquilles.

Il existe près de Carouge, comme je vous l'ai déjà dit, un camp de deux bataillons. Ils sont tous les deux excellents et bien exercés, mais l'oisiveté les perd; il faudrait les employer activement, et ne laisser pour former le cordon que la légion des Alpes.

J'apprends qu'on envoie à l'armée du général de Flers quatre bataillons nouvellement formés à Grenoble; les progrès des Espagnols et les besoins pressants de l'armée des Pyrénées auraient dû déterminer l'envoi de corps mieux organisés. Ces bataillons sont perdus sans remède, et ne serviront à rien. Envoyez les Allobroges aux Pyrénées, pressez l'armement de la flotte à Toulon, et ça ira.

D'Ornac vient d'obtenir des lettres de service pour commander cette armée-ci sous Kellermann; en vérité, cette nomination est ridicule; il ne peut ni marcher, ni monter à cheval, et on le fait passer avant des généraux plus

¹ On trouve dans la correspondance de Genève (t. 99, fol. 150) « une note (du 28 juin 1793) sur la justice qu'il paraît y avoir de traiter bien Genève et de faciliter ses moyens de subsistance. » Il est dit que « l'idée de cette note est prise dans une lettre du commissaire national Chépy, datée de Genève, du 16... »

anciens, plus instruits et plus ingambes que lui. Comment avec un pareil chef faire une guerre active, telle qu'elle convient aux localités ?

Si l'on entre dans les plaines du Piémont, comme ce sera très facile dans peu, souvenez-vous que nous manquons de cavalerie.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY,

Agent diplomatique attaché à l'armée des Alpes.

Nota. — Je vous prie de me faire rembourser de l'indemnité qui m'est due pour les effets que les Autrichiens m'ont enlevés dans la Belgique et dont j'ai déposé l'état dans vos bureaux¹.

[*Ibid.*, t. 323, fol. 114-115, v°.]

*Rapport adressé à Chépy par son agent
dans le Valais².*

Suivant le rapport de trois déserteurs piémontais, il devait y avoir en Aoste 10,000 Autrichiens ; il faudrait donc, ai-je répondu aussitôt, qu'il y eût 100,000 Autrichiens dans tout le Piémont ! On est bien à plaindre, lorsqu'on se croit obligé d'ajouter foi à chaque rapport. En effet, aussitôt que j'ai reçu cette nouvelle, je suis parti pour me rendre à

¹ Voy. Arch. nat., F^{le} 11 — Le dossier *Chépy* renferme cet état qui porte la date du 8 avril 1793.

² Il figure dans le vol. 323 du fonds *France*, sous le titre suivant : « Relation du 11 juin 1793. » On lit en marge : « Copie de ce rapport a été envoyée au Comité de Salut public le 22, et au ministre de la guerre le 27 ».

notre rendez-vous, où j'ai pris des informations sûres, et où j'ai concerté un nouveau plan de surveillance, qui sera d'autant plus difficile à exécuter, qu'il ne peut absolument avoir lieu sans que je m'expose à être pris par les Piémontais ou à me faire casser le cou pour éviter les postes, et afin que la fréquence de mes voyages n'inspire aucune crainte.

Mon correspondant m'a fait part des articles suivants que j'ai discutés très à la hâte avec lui :

1° Les Piémontais perdent (?) (tel est le bruit en Aoste) de tous les côtés. Il y a 24,000 hommes du côté de Nice ; du côté de Suse 26,000, 14 compagnies de grenadiers y comprises. On veut former quatre camps, mais ils ne sont encore que projetés. On vous a déjà désigné le local.

2° On travaille aux fortifications du fort de Bard¹, où il y a peu de troupes dans ce moment ; mais le général doit s'y retrancher dans le cas d'une attaque sérieuse de la part des Français sur le duché d'Aoste, car il croit lui-même ne pouvoir pas se défendre, et, s'il n'a pas de troupes autrichiennes à sa disposition, il sera simplement sur la défensive.

3° Dans tout le duché d'Aoste, il n'y a que 6,000 hommes de ligne, 23 pièces de canon, 2 obusiers, 96 spin-gardes² ; il n'y a pas un seul Autrichien à la cité d'Aoste.

4° Toutes ces troupes sont du côté du Petit-Saint-

¹ Le fort de Bard, dans la vallée d'Aoste, en amont d'Ivrée, que l'armée française dut tourner, au mois de juin 1800, au prix de grandes difficultés.

² C'est le mot italien *spingarda* ; dans les documents français on dit plutôt : *espingole*, et il semble que ce terme désigne une sorte de fusil de rempart. Voy. *Catalogue des collections composant le Musée d'artillerie de Paris*, p. 825.

Bernard. De ce nombre, 500 sont à Courmayeur et 500 malades. Il en reste donc 5,000 du côté du Petit-Saint-Bernard.

5° Il y a 6 canons sur le Petit-Saint-Bernard, 2 obusiers, et les 96 spingardes sont divisées de ce côté-là. Il y a 2 canons et 200 hommes au Mont-Valezan¹. Les 8 canons qui restaient à la Cité² sont partis samedi dernier.

6° Courmayeur n'est point encore fortifié ; on ne se méfie pas de ce côté-là.

7° Le duc de Montferrat³ est à la Thuile⁴.

8° 1,000 Autrichiens étaient destinés et prêts à marcher pour se rendre à la cité d'Aoste avec le régiment de Suse, mais ils ont été obligés de se porter sur le Mont-Dauphin pour empêcher les Français de pénétrer dans cette partie.

9° Les officiers et soldats sont épouvantés ; le général désespère lui-même. Les Valdotains⁵, surtout du côté du Petit-Saint-Bernard, sont assurés d'être Français, faute de pouvoir se défendre, et ils ne se défendront pas beaucoup pour n'être pas maltraités des Français. Voilà leurs propos. Sans la religion, ils seraient tous Français dans l'âme.

10° Il n'y a aucun magasin ; les provisions arrivent à mesure qu'on les mange ; beaucoup de munitions en balles et en mitrailles. On n'a point de cavalerie. Samedi dernier, on avait commandé 2,534 mulets de transport ; il y a en Aoste 48 chevaux d'artillerie.

¹ Le Mont-Valezan (Savoie) ; c'est aussi le nom de deux villages du même département : Montvalezan-sur-Bellentre et Montvalezan-sur-Seez.

² La cité d'Aoste.

³ Maurice - Joseph - Marie, duc de Montferrat, né le 13 septembre 1762, frère du roi de Sardaigne.

⁴ La Thuile (Piémont).

⁵ Habitants de la vallée d'Aoste.

11° On attend en Aoste le régiment des gardes.

12° Sur le Petit-Saint-Bernard, l'avant-garde est de 500 hommes. On ne la forcera pas sans peine, mais, une fois repoussée ou prise, le reste est peu de chose.

13° 400 chasseurs sur le Petit-Saint-Bernard, dont la moitié sont excellents.

14° On murmure en Aoste contre les Suisses, parce qu'ils ne se décident pas en faveur du roi de Sardaigne.

15° Un lieutenant-capitaine de chasseurs a dit qu'ils ne pourraient pas tenir. Un officier écrit du Mont-Valezan ¹ à sa femme, de cacher tous ses meubles et tout ce qu'elle pourrait, que lui désespérait de la revoir. Un particulier écrit de la Salle ² à son fils, à Marseille, qu'il y avait dans la paroisse beaucoup de paysans et de soldats malades ; ces derniers sont presque tous à la Thuile et au Petit-Saint-Bernard. Le nombre des troupes est d'environ 5,000. Le duc est à la tête, ce qui nous fait craindre, dit-il, une grande guerre, qui va se donner de jour en jour. Cette lettre est sans date, mais elle est toute récente.

16° On a fait venir une compagnie du régiment génois à la Cité. On prétend que c'est pour que les soldats captivent leurs parents et se mettent du parti en cas d'une invasion ; les soldats sont de ce pays-là.

17° On a commandé 4,000 hommes de milice et donné ordre que chacun prenne les armes en cas de besoin.

18° Il faudrait faire semblant d'attaquer le Petit-Saint-Bernard où les principales forces se trouvent et passer par l'*Allée-Blanche* ³. On couperait le passage aux troupes

¹ Voy. p. 70, n. 1.

² La Salle, près de Morgex (Piémont).

³ Vallée qui conduit à Courmayeur, en passant par le col de la Seigne.

du Petit-Saint-Bernard et on les obligerait de se rendre. Les chemins sont assez beaux de l'autre côté. L'Allée-Blanche n'est point encore fortifiée, et l'on ne se doute de rien, excepté qu'on y ait envoyé les huit canons partis samedi de la cité d'Aoste. Si les Français parviennent à s'emparer des hauteurs du Petit-Saint-Bernard, il leur faut des conducteurs pour ne pas suivre la grande route, sans envoyer des chasseurs pour sonder les hauteurs et les passages, et faire attention à la Thuile, qui, après le Petit-Saint-Bernard, est le plus fortifiée, et Paira-Tailland¹, à six lieues du Petit-Saint-Bernard¹. Tout le reste est peu de chose. A Villeneuve, il y a, sur le pont, quatre pièces de canon; les chemins sont beaux jusqu'au Petit-Saint-Bernard.

19° Les canons sont de 4 et de 8; de ces derniers, il y en a huit.

20° En passant par l'Allée-Blanche, on tombe à Courmayeur, et on évite la Thuile et Paira-Tailland.

21° Il y a encore un autre passage du côté de Digne² et Rhême³, à la droite en allant au Petit-Saint-Bernard, qui n'est point gardé. On peut y passer avec des troupes légères et on évite les passages redoutables, s'il y en a, et on va tomber à Villeneuve⁴. On passe facilement sur le glacier à cette saison. Il serait peut-être à désirer qu'on y envoyât une cinquantaine d'hommes seulement, suivant la bonté du passage, et je crois que, si les Piémontais voient des figures françaises dans un de ces passages, ils seront aussitôt en déroute, ignorant le nombre...

¹ Pierre-taillée, sur la Dora Baltea, entre Morgex et Arvier?

² Sic. Tignes, Savoie, canton de Bourg-Saint-Maurice.

³ La vallée de Rhême (Piémont.)

⁴ Villeneuve (Piémont), en amont et non loin d'Aoste.

22° Une fois en Aoste, on pourra encore forcer le fort de Bard. On trouve un autre chemin pour l'éviter; les paysans d'Aoste seront intéressés eux-mêmes que cela ait lieu (*sic*) à cause des vivres.

23° On m'assure que le moment est pressant et très favorable, si l'on veut attaquer le Piémont. On fera une grande diversion pour Nice, et cela procurera d'autres avantages qu'on peut facilement deviner.

24° Je me suis aperçu, à Martigny¹, que la France y avait des émissaires pour sonder les opérations du pays, mais je dois avertir ici qu'ils donneront peut-être des nouvelles bien fausses. Ils parleront de 15,000 hommes de ligne et peut-être encore des Autrichiens, parce qu'on confond les Suisses qui parlent allemand avec les Autrichiens. Je ne doute nullement de leur bonne volonté, mais c'est la source qui est mauvaise. Les bruits publics sont tous exagérés.

25° Il y a plusieurs officiers et bas-officiers qui ont passé en Valais, sous prétexte d'y recruter des paysans qui sortaient de la ci-devant Savoie, mais on sait positivement que plusieurs, après avoir pris une somme assez considérable de la trésorerie d'Aoste, sont passé déguisés en Savoie pour soulever les Savoyards et pour les égarer. Ils observent en même temps les dimensions qu'il y a à prendre. Je me suis aperçu qu'un de ces agioteurs (*sic*) était à la foire de Martigny. Cette foire est trop grande et lui très adroit, je pense, de sorte que je n'ai pu découvrir l'homme, mais bien ses actions. C'est un nommé de Loche, major du régiment de Savoie, un petit homme noir, avec un habit foncé et un bouton de laiton à son chapeau.

¹ Village bien connu du Valais.

Mon correspondant de la Cité ira du côté de Suse, Turin, Coni et Mont-Cenis, si on veut lui envoyer de l'argent. Sur les autres passages, il n'a su me donner aucune nouvelle positive en ce moment. On établira la surveillance d'après les dépenses qu'on est disposé de faire; mais, si l'on veut, elle aura lieu. Ne pouvant plus continuer notre correspondance par lettre, ni par l'envoi d'aucun exprès, il faut que je m'établisse dans l'Entremont¹, où j'ai la facilité de courir sur les débouchés des différents passages, et pour faire toutes les courses nécessaires, il me faut un cheval et faire d'autres dépenses. Il faut donc voir ce qu'on veut sacrifier. Je ne pourrais à l'avenir communiquer avec lui, qui aura ses agents, sans m'exposer sur le terrain valdotain, où je suis mal noté.

J'ai pris des mesures pour avoir des renseignements ultérieurs du Piémont, en cas que les Français s'emparent d'Aoste, mais il faut de l'argent. Je n'en ai plus; je suis tellement ruiné que je n'ai pu payer à mon correspondant son dernier voyage, et jusqu'à nouvel ordre il n'en veut plus faire. J'ai appris par d'autres qu'il y avait 18,000 Autrichiens en Piémont, en tout; mais mon correspondant n'a su me le dire, et je ne fais mention, en général, que de choses sûres et de quelques réflexions qui en sont la suite.

Nota. — Il est de la plus grande importance de ne point laisser transpirer ces détails, ni de se confier à personne sur les dispositions de l'armée des Alpes dans le cas d'une invasion en Piémont, parce que le département du Mont-Blanc est inondé d'espions et de malveillants.

[*Ibid.*, t. 323, fol. 81-82 v^o.]

¹ Le Val d'Entremont (Valais), près du col du Grand Saint-Bernard.

XVIII

Genève, ce 18 juin, l'an 2^{me} de la République
française, une et indivisible.

Ministre,

Mon homme est venu du Valais ; il a concerté avec moi un plan de surveillance que je vous fais passer ci-inclus, mais il m'a déclaré qu'il ne pouvait rien entreprendre sans argent. J'attendais une avance des commissaires ; je n'avais reçu de vous aucuns fonds ; j'étais embarrassé ; j'ai imaginé d'emprunter au général Carcaradec dix louis, que je lui ai donnés en or. C'est bien peu de chose, eu égard aux dépenses qu'il a déjà faites ; je lui ai promis davantage pour la semaine prochaine. Mettez-moi à même de ne pas lui manquer de parole, car ses correspondants et lui sont dégoûtés de ne rien recevoir. Helfflinger est aussi entièrement épuisé ; chaque jour il me persécute pour son remboursement. Ne me laissez pas, je vous supplie, dans une situation aussi pénible.

Il est arrivé à Carouge un garde du corps du roi de Sardaigne, qui a obtenu sa démission ; c'est un excellent patriote. Il m'a fourni les renseignements suivants.

La cour de Turin met tout son espoir dans l'Angleterre ; elle compte recouvrer la Savoie plutôt par les négociations que par la force des armes. Il n'en est pas de même du comté de Nice, sur lequel elle veut diriger un puissant effort, qui sera soutenu par les flottes combinées.

Il y a dans l'armée du découragement, de la mésintelli-

gence entre les Autrichiens et les Piémontais, et surtout beaucoup de malades. Les milices sont irritées de ce que les troupes réglées les abandonnent au feu et veulent ensuite s'attribuer toute la gloire et le butin, quand il y a quelque avantage remporté. Le gouvernement a émis beaucoup de papier qu'on force les marchands à échanger contre de l'argent. Les négociants murmurent beaucoup. Le commerce est absolument ruiné ; le prix des denrées est surhaussé. Le peuple souffre, se plaint ; son indignation est dirigée contre les Français, mais elle ne peut manquer de se tourner contre le gouvernement.

Il y a beaucoup de démocratie dans les villes, même à Turin ; on la trouve chez les officiers de l'armée, chez les commerçants, chez les gens de robe ; quelques nobles et même quelques prêtres en professent chaudement les principes. A Turin, il y a des clubs. Les arrestations sont fréquentes, les nouvelles interceptées.

Le roi de Sardaigne, qui était assez aimé, conquiert de jour en jour le mépris public. On ne se console point en considérant son héritier présomptif, qui est encroûté de fanatisme.

Les Autrichiens auxiliaires sont au nombre de 10,000 hommes. On distingue les régiments de Caprara et de Belgiojoso, cassés pour lâcheté dans la guerre de Sept Ans.

L'opinion générale est que les Français seront en Piémont dans six semaines. On n'ose pas faire monter la garde aux citadins, comme on l'avait projeté ; on craint de former une garde nationale.

Je m'empresserai de vous transmettre les documents ultérieurs que je pourrai me procurer.

Les commissaires de la Convention viennent d'adoucir

un peu l'exécution de la loi sur les subsistances, relativement à Genève.

Ce matin, j'ai conféré avec des membres du gouvernement. Ils m'ont paru très désireux d'être reconnus par le corps helvétique, et m'ont prié de solliciter près de vous l'intervention de notre ambassadeur. Je leur ai promis de vous écrire ; je tiens ma parole très promptement, parce que je pense : 1^o que nous devons à Genève cette marque de reconnaissance ; 2^o qu'il nous importe de consolider l'état politique d'un peuple, qui n'est réduit à demander notre appui que parce qu'il s'est modelé sur notre révolution ; 3^o qu'il est digne de la nation française de faire rendre hommage, en toute circonstance, à la souveraineté des nations.

La prise de Saumur a produit ici un très mauvais effet¹. Il faut que cette guerre soit terminée, à quelque prix que ce soit, dans un mois, ou la patrie sera déchirée par d'incalculables maux. Faisons un grand effort, précipitons-nous en masse sur les rebelles et qu'ils soient accablés tout d'un coup, sinon ils seront bientôt joints par les hordes impures des émigrés, par de nombreux mécontents et des satellites étrangers. Alors, qui sait où la rébellion et l'aristocratie peuvent s'arrêter ? Pénétrez-vous bien de cette grande vérité : tant que vous n'aurez point étouffé l'hydre dévorante de l'Ouest, vous n'aurez, chez les étrangers, aucune espèce de consistance, quand bien même vous battriez les ennemis du dehors.

Au milieu des montagnes où je suis relégué, je verse des larmes amères sur le sort de ma chère patrie. Je frémis en voyant que nous sommes gouvernés par les

¹ 10 juin 1793.

passions, que l'ignorance ou la mauvaise foi dominant, que l'hypocrite modérantisme, d'une part, et la turbulente démagogie, de l'autre, s'agitent en tout sens pour nous donner des fers. Mais je me console en songeant qu'on n'a rien à redouter, quand on est fermement résolu à vivre libre ou à mourir.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY.

Nota. — J'insiste toujours pour la fixation de mon traitement et du lieu de ma résidence.

[*Ibid.*, t. 323, fol. 130-133.]

*Système général d'observation et de surveillance
en Piémont ¹.*

C***, agent principal en Valais.

C***, agent secondaire, mais correspondant principal du premier, ambulant, mais résidant principalement à Turin.

C***, observateur à la cité d'Aoste.

C**, observateur à Courmayeur.

C**, observateur au Petit-Saint-Bernard.

C**, observateur à Suse.

C*, observateur à Coni.

¹ C'est bien là, si je ne me trompe, le « plan de surveillance » annoncé dans la lettre précédente, quoiqu'on le trouve beaucoup plus loin, à la suite d'une lettre du 27 juin. Mais il est certain qu'il a été expédié bien plus tôt, comme le prouve une note placée en tête : « 27 juin 1793. Donné copie de ce plan au ministre de la Guerre. »

C*, observateur au Mont-Cenis.

Le ministre est prié d'attacher à chacun de ces postes, s'il les trouve bien distribués, le traitement qu'il jugera convenable.

[*Ibid.*, t. 323, fol. 204.]

XIX

*Le Ministre des Affaires Étrangères au citoyen Chépy,
commissaire national à Genève.*

Paris, 21 juin 1793, l'an 2^{me} de la République française.

Je réponds, Citoyen, à vos deux lettres des 11 et 14, reçues à Paris le 18.

Il est prudent que vous craigniez toujours de voir les passages du Valais forcés et que, par des rapprochements fraternels avec Genève et par l'entremise du citoyen Barthélemy, nous prenions des précautions contre cet accident, comme contre la nécessité possible d'une évacuation de la Savoie; mais gardons-nous de préventions, de craintes et de mesures au delà de ce qui serait *prudence*. A côté de ces soins, s'ils étaient extrêmes ou exagérés, pourrait se trouver une rupture avec la Suisse, ou au moins un très grand danger d'y fournir prétexte. Pesez, à cet égard, ma lettre du 15 de ce mois; elle vous tiendra dans le terme qu'il est utile de garder, et je m'y réfère en vous recommandant de n'agir que de concert avec les commissaires de la Convention, les généraux, le Conseil et le Comité de Salut public.

J'ai fait passer à ce Comité tous vos renseignements, toutes vos vues, selon que les présentent vos deux lettres, sur l'idée d'une garnison française à Genève, sur le prix des armes que nous fournit cette ville, sur notre respect fraternel pour son indépendance, et sur les divers autres points qui y sont traités. Il est bien que 1,300 fusils et 300 canons à bon compte en soient déjà le fruit, et que vous espériez, en outre, vous procurer 6,000 autres fusils tout neufs, montés en cuivre, dans un autre lieu, par l'entremise du citoyen que vous me nommez.

En attendant, je tâcherai que la fermentation dont vous me faites part comme existant sérieusement entre la légion des Alpes et le bataillon de grenadiers, serve d'occasion pour rappeler dans nos camps la subordination qui s'en exile tous les jours.

Je rappellerai pareillement l'idée de transplanter les Allobroges aux Pyrénées.

A l'égard de votre traitement et du lieu de votre résidence, j'ai déjà répondu par la lettre dont je viens de vous rappeler la date. Les appointements seront les mêmes qu'en Belgique ¹, et vous suivrez les quartiers du général, sauf les cas où une station fixe vous assurerait de meilleurs renseignements, chose que vous voudrez bien concerter avec les généraux et les commissaires de la Convention.

Il serait bon de me faire connaître, au moins confidentiellement : 1° quel est le libelle que le gouvernement genevois vient de faire saisir, comme contraire aux Français ; 2° quelle sera la dépense et l'organisation de votre système d'observation du côté des Alpes, système que vous dites avoir l'espoir de faire réussir. Autrement, et

¹ 800 livres par mois.

sur ce dernier point surtout, comment le Conseil et le Comité accorderaient-ils de l'argent, et en telle quantité ou en telle autre ?

En attendant ces premiers détails qui nous sont indispensables, vous pouvez [demander] des premiers fonds au général Kellermann et lui montrer ma lettre; chaque général a des fonds destinés à ces sortes de surveillance, et chaque surveillance de cette nature monte à telle ou telle somme, selon qu'elle est plus ou moins bien servie, plus ou moins difficile. En cet état, dès que le Conseil ou le Comité seront instruits par votre prochaine réponse, ils statueront la dépense à faire et j'exécuterai la mise ou le remplacement des fonds qu'ils me prescriront de remplir.

[*Ibid.*, t., 323, fol. 163-164 v^o. Minute.]

XX

Chépy au Ministre.

Genève, ce 21 juin, l'an 2^{me} de la République
française, une et indivisible.

Ministre,

Ce n'est plus pour les citoyens Helfflinger et Delhorme que je vous demande des fonds disponibles (comme vous avez dû le voir par mes dernières dépêches), mais bien pour moi-même, mais bien pour conserver des agents précieux, que le dénuement absolu où on les a laissés a déjà dégoûtés et refroidis. J'ose espérer que vous examinerez avec attention le plan de surveillance que je vous ai sou-

mis, et que vous me ferez provisoirement les avances nécessaires pour que le service actuel, tout imparfait qu'il est, ne soit point interrompu.

Le rapport détaillé que vous a transmis Helffingier et que nous avons obtenu par la voie que je veux suivre, vous convaincra de l'urgence et de la justice de ma demande.

J'exécuterai vos ordres relativement à ma résidence habituelle. Je vous observe seulement que je n'avais pensé à m'établir dans une ville centrale, que pour faciliter mes communications avec les agents que je me propose d'employer.

L'extrait important, sur lequel vous me priez de fixer vos idées, est un morceau du plan général de pacification concernant la puissance sarde ¹.

Nous avons reçu ici la liste des officiers généraux de l'armée. On y a vu avec surprise que, malgré ses talents et son ancienneté, du Muy n'était placé qu'en quatrième ordre, après d'Ornac, qui est hors d'état de servir, après Rossi, sur lequel il y a de violentes suspicions, après l'Estrade, dont l'âge ne peut guère suffire aux fatigues et à l'activité d'une guerre de montagnes ².

¹ Chépy désigne ainsi un document, conservé aux archives des Affaires Étrangères et intitulé : *Idées sur un plan de pacification*. Il était destiné à servir d'instruction aux représentants en mission près les armées. On en trouvera l'analyse dans A. Sorel, *l'Europe et la Révolution française*, III, pp., 394 et suiv. Voy., pour ce qui concerne le Piémont, les pp. 395, 396.

² Jacques-Joseph de l'Estrade, né à Sommières (Gard), le 4 octobre 1730. Sous-lieutenant et lieutenant au régiment de Santerre. Capitaine au régiment de Béarn, 1^{er} septembre 1755; maréchal de camp, le 1^{er} août 1791; général de division, 12 juillet 1792. L'Estrade était chevalier de Saint-Louis du 16 mai 1762, et comptait huit campagnes.

Le brave Carcaradec, le premier des généraux de brigade de cette armée, l'un des meilleurs officiers de la République, est appelé par tous les vœux au grade de général de division. On s'étonne que, dans la pénurie effrayante de talents militaires où nous sommes, on le laisse végéter, ignoré, à Carouge, où il n'y a autre chose à faire qu'à empêcher les exportations prohibées. Je vous préviens qu'il m'a déclaré franchement qu'il se retirerait définitivement, s'il tombait sous le commandement de Hesse¹, dont la réputation, ici, n'est pas bien établie.

On a applaudi à la nomination de Ferrière², à la conservation de du Bourg³. Les autres sont inconnus ; on ne paraît pas regretter beaucoup d'Oraison et Laroque⁴.

¹ Charles-Constantin de Rothenbourg, prince de Hesse-Rheinfels. Né à Francfort le 10 janvier 1752. Capitaine dans Royal-Allemand, 24 avril 1765 (à l'âge de 13 ans) ; maréchal de camp, 9 mars 1788 ; lieutenant-général, 22 mai 1792 ; suspendu de ses fonctions, 12 novembre 1793, incarcéré à Saint-Lazare, 15 mai 1794 ; retraité, 5 janvier 1796 ; déporté à l'île d'Oleron, 3 janvier 1801 ; exilé en Suisse, 1812 ; mort à Francfort, 1821. (Iung, *Dubois-Crancé*, I, 246, n. 1.) En 1792, il avait joué un rôle assez louche, ne cessant de dénoncer Montesquiou avec lequel il était en lutte presque ouverte. Il s'était arrogé, sans titre régulier, le commandement de la place de Lyon ; il prit une grande part à l'arrestation des officiers du régiment de Royal-Pologne. Pour en débarrasser l'armée des Alpes, on l'envoya commander à Besançon. (A. G. Armée des Alpes.)

² Général de division. N'a jamais paru à l'armée des Alpes.

³ Général de division, commandant la Tarentaise et la Maurienne. Les deux généraux de brigade placés sous ses ordres, Le Doyen et Badelaune, eurent un rôle beaucoup plus actif et plus brillant que le sien.

⁴ Je suppose qu'il s'agit de Jean-Alexandre Durand de Laroque, né à Saint-Hippolyte (Gard), le 30 août 1731, qui, retraité comme maréchal de camp, avait repris du service en 1792, et consenti à commander un simple régiment (le 59^{me} régiment d'infanterie), bien

Quant aux adjudants-généraux, on est indigné de voir figurer parmi eux Saint-Charles, qui n'a point payé ses dettes à Carouge et qu'on dit, d'ailleurs, fort entaché.

On est, de jour en jour, plus satisfait du commissaire des guerres, Aman. Ce citoyen réunit beaucoup d'activité, de zèle et d'intelligence, à des formes douces et à un patriotisme sûr; seul des premiers révolutionnaires du Dauphiné, il est resté dans la voie droite. Il a une vocation très prononcée pour les importantes fonctions d'ordonnateur.

J'apprends, par une voie sûre, que Marseille est fortement travaillé en contre-révolution. Parmi les présidents de section on trouve, à ce qu'on assure, des hommes qui, l'année dernière, étaient francs émigrés à Gènes. Il en est de même à Lyon. Un des meneurs de cette ville, apprenant la fausse nouvelle de la défaite totale de Custine, ne put contenir sa joie et la laissa si scandaleusement éclater, que le Département commence à enrayer et à faire des réflexions sérieuses. Surveillance sur ces deux points, mesures douces et sages, et nous conjurerons l'orage.

Je m'empresse de vous informer d'un fait singulier et dont on peut tirer bien des inductions. Depuis quelques jours, les négociants de Lyon et de Marseille tirent de Genève une quantité énorme de louis, malgré la baisse effrayante du change et le discrédit des assignats. Les demandes sont tellement forcées que, quoique les écus et les louis aient toujours été au pair sur cette place, il y a maintenant une différence d'un pour cent, et que les achats se font à 76 pour 100 de perte. On doit conclure

qu'il eût « en poche » son brevet d'officier général. Montesquiou le fit rétablir dans son ancien grade de maréchal de camp. (A. G.)

de là que les marchands de ces deux cités veulent, ou soudoyer les rebelles de la Vendée et alimenter la contre-révolution, ou soutenir une guerre impie contre la Convention nationale et détruire son légitime pouvoir, en opposant des monceaux d'or à la manufacture des assignats.

Malheur à ceux qui veulent le fédéralisme, malheur à ceux qui arment les citoyens pour leurs querelles, malheur à ceux qui ne savent pas faire à la patrie le sacrifice de leur existence ! Quant à moi, je jure de me rallier toujours à la Convention, et j'embrasse de toutes mes forces la colonne de la République une et indivisible.

Nucé commande du côté de Bayonne; tous les officiers du régiment ci-devant Royal liégeois, qui ont servi avec lui, proclament sa profonde impéritie¹. Souvenez-vous de la prédiction que je vous fais, d'après les renseignements très exacts que j'ai pris sur son compte. Si on ne le remplace pas, ou si on ne le met pas sous les ordres d'un général expérimenté, les forces déplorables que nous avons sur ce point seront écrasées et anéanties, et Bayonne tombera au pouvoir du superstitieux Castillan.

Je frémis de rage, quand je pense à l'inertie et au pro-

¹ Léopold-Marie-Joseph de Nucé. Né à Innsbruck (Tyrol), le 23 juillet 1740. Sous-lieutenant au service de la France le 29 avril 1764; lieutenant-colonel du 101^{me} régiment d'infanterie (Royal-Liégeois), le 13 avril 1792; colonel provisoire, le 19 août même année, après la destitution du colonel de Saint-Ignon et les désordres graves qui amenèrent le licenciement du régiment; maréchal de camp le 25 septembre 1792; suspendu le 7 août 1793; réintégré dans son grade et nommé commandant de Bruxelles, le 10 brumaire an IV (1^{er} novembre 1795); retraité en 1801. (Charavay, *Correspondance de Carnot*, I, 309, n. 2.)

fond silence de Servan¹, au dénuement affreux de cette frontière et aux incroyables triomphes de nos méprisables ennemis. La cause principale de nos revers est la dépravation de l'esprit public. Le Basque est royalisé. L'habitant des Pyrénées est fanatique. Envoyez des régénérateurs d'opinion, de bons apôtres, et vous tarirez la source trop féconde de nos malheurs.

Venons maintenant à des développements d'un intérêt majeur. Nos derniers avantages sur les Piémontais nous mettent dans la nécessité de penser sérieusement à ce que nous devons faire. Jusqu'à présent je ne vois aucun plan fixe et déterminé; il faut enfin en tracer un et le suivre. Je crois remplir mon devoir en en signalant plusieurs à votre examen.

D'abord, on peut profiter de la détresse et de l'abandon du roi sarde, lui parler de ses vrais intérêts, lui offrir la paix et 15,000 hommes pour s'emparer de la Lombardie autrichienne, du Milanais, ou bien des États de Parme. J'y vois l'avantage de détruire l'influence de la maison d'Autriche en Italie, de s'y acquérir un allié fidèle et utile, qui assurerait à la République, dans cette partie, une utile prépondérance, surtout si l'on joint à cette mesure le partage de la domination papale entre le roi de Naples et le Grand-Duc.

¹ Servan (Joseph), né à Romans (Drôme), le 12 février 1741. Volontaire au régiment de Guyenne, 25 décembre 1760; colonel du 104^{me} régiment d'infanterie, 7 mars 1792; maréchal de camp, 8 mai 1792; ministre de la guerre, 11 août - 6 octobre 1792; lieutenant-général, 25 septembre 1792; général en chef de l'armée des Pyrénées-Orientales, 1^{er} mai 1793; démissionnaire, le 14 juillet de la même année; poursuivi comme Girondin, détenu à l'abbaye, mis en liberté après le 9 thermidor; retraité le 3 mai 1807; mort, 10 mai 1808 (Rochas, *Biographie dauphinoise*; Iung, *Dubois-Crancé*, I, 252.)

Si l'aveuglement de la cour de Turin et sa royale obstination rendent ce projet impraticable, il faut se décider entre le système défensif et l'offensif. Si le premier est adopté, on doit retirer sur-le-champ 20,000 hommes des armées d'Italie et des Alpes, pour renforcer celles d'Espagne et de l'Ouest. Si l'offensif est préféré, ce à quoi les desseins des Espagnols et des Anglais, dans la Méditerranée, semblent conduire, alors il faut, à quelque prix que ce soit, créer, improviser de la cavalerie, pour entrer dans les plaines du Piémont, et se décider à la violation du territoire génois. Cette violation ne peut point avoir d'effets désastreux, attendu que la république de Gênes est très indisposée contre le tyran sarde, parce que l'on ne respecte point son pavillon et qu'on menace de l'envahir. Il peut en résulter de grands avantages, parce qu'en marchant par terre, droit à Onelle, nous opérerons une diversion puissante, parce qu'en outre, en passant par la république de Gênes, nous faciliterons l'explosion d'une révolution, qui n'attend, pour éclater, qu'une occasion favorable.

Le roi de Sardaigne, attaqué sur tous les points à la fois, hors d'état de tenir la campagne par le refus très formel que la cour de Vienne lui a fait de nouveaux renforts, environné, d'ailleurs, des circonstances fâcheuses que je vous ai décrites dans ma dernière dépêche, sera obligé, ou d'abandonner ses États à notre merci, ou de se renfermer dans ses places fortes. Alors, nous nous enrichirons des productions du fertile Piémont, nous frapperons en écus les lourdes madones. Bientôt, nous le réduirons à nous demander à genoux la paix, et à s'estimer fort heureux de n'être quitte que pour son duché de Savoie.

L'union de la Suède et du Danemark, la conduite impérieuse de Catherine envers la Porte, le partage de la Pologne et la prise de possession projetée de la Bavière, l'épuisement d'Albion et le levain de mécontentement qui y fermente, tout nous promet un heureux changement dans la situation politique de l'Europe.

Empêchons les descentes, étouffons l'hydre de l'Ouest, rallions-nous à la Convention, ayons le courage de la patience, abandonnons les hommes pour saisir les choses, et notre chère patrie montera au plus haut degré de félicité et de splendeur. Pardonnez cet épanchement à un jeune homme, pour qui l'amour de la liberté est une passion et la prospérité de son pays un besoin.

Il vient de s'élever entre Genève et Berne quelques tracasseries qui pourraient devenir sérieuses, si l'on n'employait très promptement l'intervention de notre ambassadeur. A Nyon, on a foulé aux pieds la cocarde genevoise; le gouvernement de Genève a fait instruire une procédure qu'il va envoyer au bailli de Nyon, avec demande d'une prompte justice. En outre, le canton retient des blés destinés pour Genève et achetés en Allemagne, quoique la main-levée pour cette denrée ait été obtenue à Constance et autres lieux de la domination de l'empereur. Il a eu même la perfidie de laisser amener ces blés jusqu'à Ouchy, parce que le marché stipulait qu'une fois la marchandise arrivée là, les commissionnaires seraient dans le cas d'exiger leur paiement.

Ces procédés inquiétants, joints au refus de la reconnaissance et à l'entretien d'une correspondance suivie avec le lieutenant de police et autres aristocrates, avaient exaspéré le Comité de sûreté. On parlait de faire saisir 700,000 livres appartenant aux Bernois et de mena-

cer de la réunion. Aussitôt, nous avons provoqué une conférence avec les membres influents. Nous avons calmé autant que possible ces petits ressentiments ; nous avons fait promettre qu'on ne s'engagerait dans aucune démarche sans nous avertir préalablement ; nous avons fait sentir qu'il ne fallait pas nous jeter légèrement dans une rupture avec les Suisses. Enfin, nous sommes convenus que nous vous solliciterions de faire intervenir le citoyen Barthélemy pour le redressement de ces griefs. Nous espérons que vous voudrez bien prendre cet objet en considération particulière.

J'ai appris qu'on venait de réunir le Valais à la résidence de Genève ; étant au fait des localités, je me permettrai quelques observations. Je remarquerai : 1^o que le Valais, à cause de ses dispositions douteuses et des passages du Saint-Bernard, mérite toute la surveillance d'un résident sur les lieux ; 2^o que l'orgueil valaisan se trouverait (à notre détriment) révolté de n'être considéré, par rapport à Genève, que comme une puissance accessoire, tandis que, dans cette corrélation, il est incontestablement la puissance principale. J'estime donc qu'il conviendrait d'avoir en Valais un résident distinct et séparé de celui de Genève, et que le choix devrait tomber sur Delhorme, que ses connaissances locales et ses services y appellent. J'espère que vous attribuerez ces réflexions, non à la folle manie d'influencer vos déterminations, mais à un sincère et solide amour du bien.

Je me croyais agent politique et non commissaire national. Quelque reconnaissant que je sois de ce qu'on a daigné me conférer ces dernières fonctions, je vous prie de vous ressouvenir que je me suis attaché, par état, au corps diplomatique, que j'en attends mon existence et

qu'il serait dur pour moi d'y perdre rang, pour avoir été jeté momentanément dans le système administratif.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY,

Commissaire national à l'armée des Alpes.

P. S. — J'ai conféré avec les citoyens Maret et Sémonville ¹. Je leur ai demandé des conseils et des lumières sur ma mission. Je tâcherai de profiter de ce qu'ils m'ont dit et de le faire tourner à l'avantage de la République.

[*Ibid.*, t. 323, fol. 166-171 v°.]

XXI

Genève, ce 23 juin, l'an 2^{me} de la République,
une et indivisible.

Ministre,

Enfin, nous ressentons ici quelque amélioration. Le général Carcaradec va commander sous du Muy, dans la Maurienne. Le bataillon de grenadiers, qui s'usait dans

¹ Maret (le futur duc de Bassano) et Sémonville venaient d'être nommés ambassadeurs, le premier à Naples, le second à Constantinople. Ils se rendaient à leurs postes, en traversant la Suisse; mais, comme ils voyageaient avec autant de maladresse que d'indiscrétion, ils tombèrent, le 24 juillet, dans une embuscade. Le gouvernement autrichien les fit surprendre et enlever au passage, sur le territoire des Grisons. (A. Sorel, *L'Europe et la Révolution française*, III, p. 431. — Kaulek, *Papiers de Barthélemy*, t. II et III.)

l'oisiveté du camp de Carouge, part pour Annecy, où, cependant, il ne faut pas le laisser. La légion des Allobroges marche aux Pyrénées. Grâce soient rendues à ceux qui ont prêté l'oreille à nos justes réclamations ! Il serait urgent de donner aussi une destination convenable aux bataillons du Mont-Blanc, qui seront excellents dès qu'ils seront dépayés.

Scrupuleux à l'excès dans le jugement que je porte sur les individus employés, j'ai pris de nouveaux renseignements sur le colonel De Laroque. Il en résulte qu'on peut *ajourner son avancement*, jusqu'à ce qu'il l'ait acheté par quelque action d'éclat.

Je persiste à soutenir que d'Ornac a une jambe trop affectée, l'Estrade un âge trop avancé, pour servir dans cette guerre comme lieutenants-généraux.

Quant à Rossi, qui est Italien et paraît avoir de l'humeur, il faut le surveiller. D'ailleurs, on peut consulter, à son sujet, le commissaire Dubois de Crancé.

Du Muy désire de bien faire, et il fera bien si on lui en donne les moyens.

Saint-Rémy connaît le pays. C'est un bon officier d'artillerie, mais plein de morgue et de pédantisme.

On ne dit rien de Kellermann, si ce n'est que c'est un soldat. Je le verrai, je l'étudierai et vous ferai part de ma manière de voir.

Le général Carcaradec est parvenu à établir un esprit de discipline très solide parmi les troupes de Carouge. Elles-mêmes dénoncent et punissent ceux qui y manquent.

Le lieutenant-colonel du bataillon de l'Aude, qui va commander à Carouge à la place du général Carcaradec, le citoyen Pouget, est un jeune officier patriote de la plus

belle espérance ¹. Son extrême sévérité n'empêche pas les soldats de lui rendre justice.

Le citoyen Valette, capitaine d'une compagnie de grenadiers du 79^e régiment et commandant le bataillon de grenadiers détachés, est un officier distingué, chéri du soldat, qui marche droit et qui mérite sous tous les rapports une lieutenance-colonelle ².

Tout ce qui est à Carouge est désespéré de ne pas voir l'ennemi.

J'attends toujours ici de l'argent pour assurer ma correspondance et mes intelligences dans le Piémont. Jugez de mon embarras : je ne puis rendre au général Carcaradec, qui part pour le Mont-Cenis, les 10 louis qu'il m'a prêtés.

Grenus a fait avec les Genevois une sorte de réconciliation. Il vient et parle au club; nous verrons ce qui en résultera.

¹ Pouget (Jean-Pierre), né le 9 octobre 1761, à Peret (Hérault, arrondissement de Béziers). Volontaire à la Révolution; lieutenant du 2^{me} bataillon de l'Aude; chef de bataillon au 1^{er} de l'Aude; fait les campagnes de 1792 et 1793; adjudant-général chef de brigade (colonel d'état-major) pendant le siège de Lyon; général de brigade; chef de l'état-major général de l'armée des Alpes; nommé général de division à titre provisoire par le représentant Gaston, le 14 germinal an II. (Archives nationales, AF. II, 354.)

² Valette (Antoine-Joseph-Marie), né à Valence, le 26 janvier 1748. Adjudant-général, 20 août 1793; général de brigade, 23 septembre 1793; prend part en cette qualité au siège de Lyon; employé plus tard à l'armée d'Italie. Le 2 août 1796 (la veille de la première bataille de Castiglione), dans un conseil de guerre tenu à Montechiaro, Bonaparte le suspendit de ses fonctions, pour avoir abandonné Castiglione qu'il devait défendre et s'être replié sur Montechiaro. Peut-être n'avait-il effectué sa retraite que sur un ordre d'Augereau. Quoi qu'il en soit, il ne réussit pas à se justifier, et cet événement malheureux brisa en quelque sorte sa carrière. (Rochas, *Biographie dauphinoise*. — Eug. Trolard, *De Montenotte au pont d'Arcole*. Paris, Savine, 1792, in-12, 429-430, 445-446.)

Les lous enchérissent de plus en plus. Aujourd'hui, ils valent 18 sols. L'opinion, à Genève, est que Lyon les tire pour les faire passer à la Vendée.

Je m'empresse de vous annoncer que le bailli de Nyon vient d'expulser de sa juridiction les émigrés français et genevois. Il a paru y mettre de la loyauté.

Je ne doute pas que vous ne pressiez la détermination d'un plan quelconque relativement au Piémont. La saison favorable va commencer, et avec de bonnes mesures nous pouvons prétendre aux plus grands succès.

J'ai reçu des avis sur quelques projets du général de Vins¹, que j'ai communiqués aux généraux.

Un voyageur digne de foi m'a dit que la mésintelligence est à son comble entre la Prusse et l'Autriche, que Wurmser² s'est exhalé contre la cour de Berlin en plaintes amères, *et ce en sa présence*, qu'enfin, le roi de Prusse a donné ordre à ses patrouilles de ne point faire feu les premiers (*sic*). On nous a communiqué aussi la substance d'une lettre d'un adjudant-général, spécialement attaché au prince Cobourg (*sic*). Cet officier s'exprime en ces termes : *Nous avons des succès contre les Français, mais ils sont achetés bien cher et ne nous conduiront presque à rien.*

Des lettres de Gênes annoncent qu'on a signalé la flotte espagnole et qu'on l'a perdue de vue peu de temps après.

¹ Joseph-Nicolas, baron de Vins. Général autrichien, né à Mantoue en 1732, mort à Vienne le 26 septembre 1798. Commandait en chef les troupes auxiliaires autrichiennes du Piémont. (*Biographisches Lexicon des Kaiserthums Oesterreich.*)

² Dagobert-Sigismond, comte de Wurmser (1724-1797); l'adversaire malheureux de Bonaparte pendant la mémorable campagne d'Italie. Il commandait, en 1793, l'armée autrichienne, qui opérait, de concert avec les Prussiens, dans les provinces rhénanes.

De l'union, des efforts à la Vendée et sur la frontière d'Espagne, et la France est sauvée.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY.

[*Ibid.*, t. 323, fol. 177-178 v°.]

XXII

Genève, ce 24 juin, l'an 2^m de la République,
une et indivisible.

Ministre,

Fatigué d'attendre en vain une réponse des commissaires de la Convention sur une avance que je leur demandais pour entamer mes opérations de surveillance, je me suis résolu à me rendre à Grenoble. Là, je remplirai les devoirs qui me sont imposés par ma mission. J'aurais bien désiré que le nouveau résident arrivât à Genève avant mon départ, pour pouvoir me concerter avec lui, mais si, comme je l'espère, Delhorme va en Valais, il n'y aura rien de perdu.

Il paraît que mon agent principal est un peu dégoûté, car depuis ma dernière entrevue, où je lui avais promis de l'argent, il ne m'a adressé aucun rapport. La faute tout entière en est au général d'Ornac, qui n'a pas voulu s'exécuter, par un frivole amour des formes, et aux commissaires de la Convention, qui n'ont pas eu la fermeté de lui forcer la main. Le remboursement que je réclame pour mon agent et pour Helfflinger devait être fait par lui, puisque les dépenses n'étaient que pour le service de l'armée des Alpes.

J'ai fait remettre à Carouge les armes dont j'ai traité au nom du peuple français. Le général d'Ornac a fait transporter tous les fusils à Grenoble ; il a laissé à Carouge les 300 canons de fusils neufs et les 300 fusils de remparts, disant que ces armes étaient inutiles, qu'on n'aurait pas dû les acquérir. J'ai fait observer que ces canons de fusils seraient certainement inutiles, si on ne les envoyait point à une manufacture pour les monter, qu'il y avait de la mauvaise foi à les laisser à Carouge, qu'il en était de même pour les fusils de remparts, qu'on pouvait utilement répartir entre nos places fortes, telles que Briançon, Montlion¹ ; qu'enfin la France, dans ce moment, ne pouvait se procurer une trop grande quantité d'armes de toute espèce. Je vous fais part de ces raisons pour qu'on les puisse faire valoir à Paris, au cas qu'elles ne soient point écoutées à Grenoble.

On assure, ici, que le commerce de Lyon a arrêté de ne faire et de ne recevoir ses paiements qu'en écus.

J'attends toujours les moyens de faire avec une très vive impatience.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY.

P.-S. — Je vous prie d'adresser dorénavant vos lettres sous le couvert du général d'Ornac, commandant l'armée des Alpes, au quartier-général à..... (suivant les mutations).

[*Ibid.*, t. 323, fol. 180-181.]

¹ Montdauphin (Hautes-Alpes).

XXIII

Genève, ce 27 juin, l'an 2^{me} de la République,
une et indivisible.

Ministre ¹,

Votre prédécesseur, de concert avec le Comité de Salut public, m'a confié une mission importante. Je viens vous demander la confirmation de mes pouvoirs, la revision de mes instructions et le renouvellement de mon passeport, car l'ancien, revêtu du nom d'un fonctionnaire en état d'arrestation, m'a fait essayer déjà bien des difficultés.

Je crois être assez connu de vous pour obtenir votre plus entière confiance, mais si la calomnie, qui s'acharne

¹ Cette lettre est adressée à Deforgues, qui, le 21 juin, sur la proposition d'Hérault de Séchelles, avait été nommé ministre des Affaires Étrangères, à la place de Lebrun, enveloppé dans la proscription des Girondins. Né à Vire (Calvados), en 1759, François-Louis-Michel Chemin Deforgues débuta comme chef de bureau à l'Hôtel-de-Ville sous la commune insurrectionnelle du 10 août et prit une part active aux massacres de septembre. Il fut ensuite successivement secrétaire-général du Comité de salut public, adjoint au ministre de la Guerre sous Bouchotte, et enfin ministre des Affaires Étrangères. Décrété d'arrestation comme Dantoniste, le 13 germinal an II (1^{er} avril 1794), il est enfermé au Luxembourg et mis en liberté après le 9 thermidor. Ambassadeur en Hollande en 1799, il fut rappelé à la suite du 18 brumaire. Commissaire général de police à Nantes, poste qu'il ne put conserver en raison des conflits d'attributions qui s'élevèrent entre lui et le préfet du département ; consul de France à la Nouvelle-Orléans (1804) ; mort le 10 sept. 1840, après avoir été pensionné par la Restauration et le Gouvernement de Juillet. (F. Masson, *Le département des Aff. Étrang.*, pp 286-287, 303-304. — *Biographie nouv des Contemporains*, t. V [1822].)

toujours contre les absents, cherchait à me noircir, parlez de moi aux citoyens Danton, Barère, Lacroix, Pache, maire de Paris; ils vous diront que, depuis deux ans, je sers la liberté à l'étranger et je souffre pour elle; qu'enfin j'ai été mis, par l'infâme Dumouriez, en état d'arrestation, pour avoir seul lutté contre sa tyrannie. J'attends donc de votre justice la continuation des pouvoirs qui me sont actuellement délégués, mais même dans le corps diplomatique, où je suis attaché depuis deux ans, quand les circonstances pourront le permettre.

Après ces préliminaires, que votre nomination rendait indispensables, je vais continuer ma correspondance de la manière accoutumée.

En conformité de la décision que j'ai reçue du ministère, je me suis rendu au quartier-général. J'ai fort bien fait de ne point attendre la réponse des commissaires de la Convention, car je les ai trouvés tellement surchargés d'occupations et d'inquiétudes sur les efforts du fédéralisme départementaire (*sic*), qu'ils n'avaient pu même songer à moi.

Je vais prendre tous les moyens provisoires qui seront en moi. Je reçois à l'instant une lettre de mon agent principal, par laquelle il me dit que d'après les conférences qu'il a tenues avec ses correspondants, il estime que mille écus en numéraire par mois peuvent suffire pour exécuter le système de surveillance que je vous ai fait passer et que j'ai conçu. Il m'ajoute qu'il a remis au résident Helfflinger une note de 584 livres de déboursés, qu'il a faits pour le service de la République. Il en demande le paiement avant de rien entreprendre, et, si vous n'envoyez pas très promptement des fonds, je ne sais plus comment faire.

L'esprit public, à Grenoble, s'améliore sensiblement ; les complots des conspirateurs seront déjoués. L'unité de la République sera intacte et tous les intrigants seront anéantis. L'armée est dans les meilleures dispositions. Les commissaires, dont elle aime le caractère franc et prononcé, ont fait des promotions qui augmenteront le nombre des officiers patriotes. La consolidation de notre liberté et la vue des Piémontais, voilà ce que le soldat désire.

Quand j'aurai passé ici deux ou trois jours, je vous donnerai des renseignements plus précis. Surveillez Lyon et la coalition du Midi, je ne cesserai de le répéter, et pour effrayer les traîtres, faites justice de ceux qui fabriquent de faux passeports et qui se font artisans de guerre civile.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY.

[*Ibid.*, t. 323, fol. 202-203.]

XXIV

Paris, 28 juin 1793, l'an 2^{me} de la République française.

Au citoyen Chépy, commissaire national à Genève.

Je réponds, Citoyen, à vos deux lettres des 16 et 18 de ce mois, qui ne me sont parvenues que le 23 et le 25.

Le rapport important que vous m'avez envoyé a été communiqué par moi au Comité de Salut public et au ministre de la Guerre. Il sera médité avec attention, et nous avons commencé par prendre des mesures pour que,

par l'entremise de mon collègue, le général Kellermann ou le citoyen d'Ornac, qui commande sous lui, vous remette provisoirement, sur les 500,000 livres que chaque général en chef a pour ces sortes de dépenses, les premiers fonds dont vous auriez besoin pour faire marcher l'observation dont il s'agit et pour restituer au général Carcaradec les 10 louis qu'il vous a prêtés. Il va être écrit au général par le ministre de la Guerre, selon que je l'en ai prié, et vous pouvez d'avance lui montrer cette lettre-ci. Quant au citoyen Helfflinger, dès qu'il aura présenté sa réclamation pour telle ou telle quantité de fonds disponibles, je verrai ce qui pourra lui en être envoyé.

Je suis content du tableau que vous m'avez joint des huit points d'observation que vous avez déterminés sur la surface du pays à observer, pour attacher à chacun d'eux, selon votre désir, le traitement qui sera jugé convenable. J'ai communiqué votre système et votre plan au citoyen ministre de la Guerre, et nous le réglerons ensemble.

Genève s'étant bien montrée à notre égard sur le fait des armes dont nous avons besoin, je tâcherai de faire relâcher en sa faveur la loi sur les subsistances, et pour n'être pas seul à lui faire rendre justice, j'ai fait part de ce passage de vos lettres, comme de quelques autres de vos observations, au Comité de Salut public et au ministre de la Guerre.

Nous verrons le parti qu'il y aura à prendre sur le tout et celui qui sera pris ; mais sans l'extinction des troubles de la Vendée, il n'y a point de calcul ni de projet qui puisse être certain. Nous espérons des succès, nous les préparons par nos veilles : voilà le point où nous en sommes.

Vous demandez, à la fin de vos lettres, que l'on vous rembourse le prix de vos effets perdus dans la Belgique. Le Conseil s'en occupera, je crois, sous peu de jours. En attendant, vous êtes porté, pour ce que vous réclamiez, sur l'état que mon prédécesseur y a déposé le 18 de ce mois, à la suite de son troisième rapport sur cette contrée, que le perfide Dumouriez a trahie en trahissant son propre pays.

Le ministre des Affaires Étrangères.

[*Ibid.*, t. 323, fol. 218-219. Minute.]

XXV

*P. Chépy, agent politique employé à l'armée des Alpes, aux membres composant le Comité de Salut public*¹.

Grenoble, ce 28 juin, l'an 2^{me} de la République française, une et indivisible.

Citoyens représentants,

Je ne puis remplir avec succès l'importante mission qui m'est confiée si, dans la crise révolutionnaire où nous sommes, on ne renouvelle mes pouvoirs². Je les tenais d'un ministre usé par l'opinion publique. Le passeport

¹ La lettre fut renvoyée au ministère des Affaires étrangères, comme le prouve la note suivante placée en tête : « Envoyé par le Comité de Salut public. »

² Note du Comité de Salut public : « Demander quelle a été la nature de sa mission et voir ses instructions. »

qui est ma sauvegarde est revêtu de son nom ; déjà, j'ai éprouvé des difficultés, j'ai été considéré, par des hommes qui ne connaissaient point mon caractère, comme un apôtre du fédéralisme, comme un agent du vaste complot dont chaque jour amène le développement. Il est temps de m'affranchir de ces soupçons, en me faisant une nouvelle délégation de pouvoirs.

Si vous me croyez digne de coopérer avec vous à l'achèvement de la Révolution, vous inviterez le nouveau ministre à acquiescer à la demande formelle que je lui ai faite par une lettre d'hier. Si ma correspondance vous a convaincus que je pouvais être utile, augmentez ma tâche ; j'appartiens à la patrie, mon dévouement et mon zèle sont sans bornes. Si vous jugez que je ne suis point élevé à la hauteur de la circonstance, donnez-moi, je vous prie, promptement ma retraite. Mais, de grâce, décidez de suite sur mon sort, car l'incertitude est un affreux supplice, surtout pour un homme sensible et qui habite avec son cœur.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY.

[*Ibid.*, t. 323, fol. 222-223 v^o.]

XXVI

Chépy au Ministre.

Grenoble, ce 29 juin, l'an 2^{me} de la République française.

Ministre,

Les commissaires de la Convention viennent de sus-

pendre le général d'Ornac¹. Ils ont pris le prétexte de ses infirmités, mais la véritable cause, c'est la conduite qu'il a tenue dans les derniers temps et l'espèce d'assentiment qu'il a paru donner aux projets de fédéralisme de l'administration de l'Isère². L'armée, qui connaissait son automatisme, ne le regrette point.

Les commissaires ont pris plusieurs autres mesures vigoureuses qui ont eu un plein succès. Leur surveillance est infatigable ; j'espère qu'ils déjoueront l'inférieure coalition du Midi. On pense ici sérieusement à marcher sur Lyon³. On sent qu'avec les troubles affreux de la Vendée, il serait incalculablement dangereux de laisser grossir un pareil noyau. Ces secousses intérieures déconcertent tout notre plan de campagne contre les Piémontais. Ceux-ci se sont avancés en force dans la vallée d'Arche⁴. Nos troupes n'ont ni tentes, ni effets de campement, ni chevaux d'artil-

¹ L'arrêté est du jour même, 29 juin. On en trouvera les considérants dans Wallon, *Les représentants en mission*, etc., t. III, Paris, Hachette, 1889, p. 405.

² Pour détourner le coup, il écrivait, le 21 juin, au Comité de Salut public : « Dévoué à ma patrie, j'ai toujours pensé que mon devoir était de chercher à concilier tous les esprits et que je devais surtout m'occuper de mon métier. *Aujourd'hui on paraîtrait désirer que je me mêlasse ouvertement des querelles qui existent entre le département et les représentants près cette armée.* Citoyens, je n'entends rien à ces tracasseries-là. Je connais mes devoirs, mes serments, mais il m'est bien dur de m'entendre menacé (*sic*) de suspension. » (Wallon, *op. et loc. cit.*)

³ Les représentants du peuple n'avaient qu'une pensée : laisser le champ libre aux Piémontais et employer toutes les troupes de l'armée des Alpes contre Lyon, Marseille et Toulon. Mais ils rencontrèrent une certaine résistance chez Kellermann, que la défense de la frontière des Alpes préoccupait surtout, et à plus juste titre.

⁴ La vallée de Larche. — Larche, commune des Basses-Alpes, située dans la vallée de l'Ubayette, sur la route qui débouche du col de l'Argentière, appelé aussi col de Larche.

lerie, au point qu'on a proposé de mettre des pièces de 12 dans les redoutes, sans chevaux, au risque de tomber au pouvoir de l'ennemi, si nous étions un peu poussés.

Kellermann est attendu ici avec impatience. Je l'étudierai et vous instruirai de tout ce qui peut vous intéresser en lui. J'attends avec impatience la confirmation de mes pouvoirs et les moyens que j'ai demandés pour faire exécuter mon plan de surveillance.

J'ai vu avec douleur que le député Simond¹ avait accusé les Suisses de s'être coalisés avec les Suisses (*sic*), pour marcher contre la Convention. Des imputations pareilles, dénuées de tout fondement et très injurieuses, sont bien capables d'aigrir le corps helvétique, surtout à l'ouverture de la diète.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY,

*Agent politique employé à l'armée
des Alpes.*

P.-S. — Le général d'Ornac étant suspendu, je vous prie d'adresser mes lettres chez le citoyen Rivière, hôtel ci-devant *des Princes*, à Grenoble.

[*Ibid.*, t. 323, fol. 231-232.]

¹ Simond (Philibert), né à Rumilly (Savoie), en 1755 ; vicaire-général de l'évêque constitutionnel du Bas-Rhin ; député de ce département à la Convention ; envoyé à deux reprises en mission à l'armée des Alpes ; mort sur l'échafaud, le 21 germinal an II (10 avril 1794).

XXVII

Grenoble, le 1^{er} juillet, l'an 2^{me} de la République,
une et indivisible.

Ministre,

Mes prédictions viennent de s'accomplir. Antonio Rossi, que je vous avais dénoncé, vient d'être chassé par les soldats de sa division ¹. Tous ces généraux d'ancienne promotion ne jouissent d'aucune confiance.

Il nous manque ici au moins 900 chevaux d'artillerie, des tentes, des piquets de tente, des marmites, bidons et autres effets de campement. Nous n'avons pas non plus assez de cavalerie, même pour le service de la correspondance. Dans l'état actuel des choses, même en forçant

¹ A la suite d'une attaque assez inutile dirigée par Camillo Rossi, commandant du camp de Tournoux, contre le village de Largentièrre, et qui n'avait abouti qu'à un retour offensif des Austro-Sardes et au sac de plusieurs villages français de la frontière (24-26 juin). Le 28, le général avait été mis en arrestation par ses soldats mutinés et conduit à la prison de Barcelonnette. Antonio Rossi, dont le commandement s'étendait sur toute la partie de la frontière des Alpes comprise entre Cervières et Entrevaux, et qui avait autorisé l'attaque contre Largentièrre, n'était pas moins impopulaire que son frère et aurait eu le même sort, s'il ne s'y était dérobé par la fuite. Kellermann, qui eût préféré qu'on ne prit pas l'offensive, jugeait favorablement la façon dont les opérations avaient été conduites : « Je dois, disait-il dans un rapport officiel, rendre justice aux bonnes dispositions du général de brigade Camillo Rossi dans les différents combats, et à celles du général de division, Antonio Rossi, dans les journées des 25 et 26 juin. » Voy., pour plus de détails, Krebs et Moris, pp. 248-255.

les passages, nous ne pourrions nous hasarder dans les plaines du Piémont.

Les commissaires viennent de suspendre la municipalité¹; on ne saurait trop multiplier les actes de rigueur.

L'espèce de congrès rassemblé à Valence s'est terminé d'une manière très favorable à la liberté. On y a juré, en dépit des intrigants, l'indivisibilité de la République².

On dit que les Marseillais sont en marche pour Lyon; on s'apprête, ici, à aller au-devant d'eux. D'ailleurs, ils n'obtiendront point passage à Valence.

J'ai conçu une idée, que je vous prie de soumettre au Comité de Salut public : c'est de faire passer par Lyon les troupes de la Moselle, qu'on veut envoyer à la Vendée. Nous aurions l'avantage de réduire deux rébellions à la fois.

J'attends toujours vos ordres.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY,

*Agent politique employé à l'armée
des Alpes.*

[*Ibid.*, t. 323, fol. 245-246.]

¹ Le 29 juin : une nouvelle municipalité fut installée le 11 juillet.

² L'administration départementale de la Drôme s'était d'abord prononcée contre la révolution du 31 mai (délibération du 20 juin); mais les délégués de quarante-deux sociétés populaires des départements de la Drôme, du Gard, de l'Ardèche et des Bouches-du-Rhône s'étant réunis à Valence les 24, 25 et 26 juin, les résolutions prises dans cette assemblée plénière amenèrent un revirement complet dans l'attitude du Directoire du département de la Drôme, qui fut dès lors perdu pour la cause fédéraliste. Voy. l'arrêté du juillet qui contredit entièrement celui du 20 juin. (Wallon, *La révol. du 31 mai*, II, 232-234.)

XXVIII

Le Ministre des Affaires Étrangères au citoyen Chépy, sous le couvert du général d'Ornac, commandant [de l'armée] des Alpes, au quartier général, à Grenoble.

Paris, 4 juillet 1793, le 2^{me} de la République.

J'ai reçu, Citoyen, le même jour, 2 de ce mois, vos deux lettres datées de Genève, l'une du 24 et l'autre du 27 juin dernier. Je vois, par la première, que vous vous proposez de vous rendre à Grenoble pour mieux remplir votre mission. J'approuve le motif de votre déplacement, qui paraît effectué, suivant votre seconde, où vous dites vous être rendu au quartier général, d'après la décision du ministre.

Vous n'avez pas eu longtemps à regretter le silence de votre agent, puisqu'il vient de vous écrire et de fixer à 3,000 livres par mois en numéraire, les fonds qui lui seraient nécessaires pour exécuter, avec ses correspondants, le système de surveillance annoncé. Je viens de communiquer cet objet au ministre de la Guerre, afin qu'il me marque s'il veut faire supporter ces dépenses à son département, de moitié avec le département des Affaires Étrangères, comme cela s'est déjà pratiqué. Aussitôt qu'il m'aura répondu à ce sujet, je me hâterai de vous instruire jusqu'à quel point la proposition de votre agent pourra être acceptée. En attendant, il convient que les 584 livres qu'il annonce avoir déjà déboursées lui soient rendues. En conséquence, si le citoyen Helfflinger, à qui

il a remis la note de ces frais, les a acquittés, dites-lui de l'envoyer au citoyen Mendouze, chef du bureau des fonds ; je viens de donner l'ordre de la rembourser sur-le-champ.

Je suis fâché que le manque de quelques fonds ait ralenti ou suspendu les premières relations de surveillance que vous avait promises votre agent. C'était aux généraux Kellermann ou d'Ornac à y pourvoir sur les 500,000 livres, remises à la disposition des chefs de chaque armée, pour ces sortes de surveillances. Une de mes dernières lettres vous en a prévenu. Pressez-les à cet égard, les moments sont précieux ; qu'ils fournissent provisoirement. Je vais m'en entendre avec le ministre de la Guerre pour l'ultérieur, afin de mettre en pleine activité, s'il y a lieu, cette opération qui paraît devoir être utile. Je lui ai aussi transmis vos observations et vos craintes relativement aux armes laissées à Carouge par le citoyen d'Ornac.

J'ai également envoyé au ministre de l'Intérieur l'avis que vous avez reçu relativement aux dispositions des négociants de Lyon de ne payer et recevoir qu'en écus. Le Comité de Salut public, enfin, a aussi sous les yeux l'extrait de votre lettre, où vous faites remarquer la nécessité plus qu'urgente de surveiller la coalition du Midi ; mais ce qu'il verra avec non moins d'intérêt, c'est que le bon esprit règne à Grenoble et dans l'armée, et que les commissaires, par leurs promotions sages et énergiques, concourent à éclairer le patriotisme.

J'ai donné des ordres au Secrétariat pour qu'il vous soit délivré, comme vous le désirez, un nouveau passeport. Quant à la confirmation de vos pouvoirs, pour laquelle vous avez écrit au Comité de Salut public, qui me renvoie en cet instant votre lettre, je vais m'en entendre avec lui et avec le Conseil, pour que vous puissiez conti-

nuer désormais votre mission, sans aucun des désagréments dont vous vous plaignez.

En attendant, je vous engage à être tranquille sur la crainte où vous paraissez être que l'on ne profite de votre absence pour vous nuire dans mon esprit. Poursuivez vos travaux avec zèle jusqu'à une nouvelle organisation des commissaires et des agents de la République une et indivisible. La prévention n'a point d'accès sur un ministre républicain. Il juge les hommes par leurs actions, et c'est sur leur pureté, comme sur un civisme inaltérable, que repose sa confiance ; à ces titres, j'aime à croire que vous la mériterez.

[*Ibid.*, t. 323, fol. 285-286. Minute.]

XXIX

Chépy au Ministre.

Grenoble, ce 4 juillet, l'an 2^m de la République.

Ministre,

Le démon du fédéralisme s'agite avec fureur dans tout le Midi. La colonne marseillaise est en marche ; elle espère arriver à Lyon, grossie des bataillons du Gard et de la Haute-Garonne¹, mais les Avignonnais² et les départe-

¹ La troupe Marseillaise, commandée par Villeneuve-Tourette, s'était mise en route le 22 juin. Elle devait faire sa jonction, au Pont-Saint-Esprit, avec le contingent du Gard ; mais il ne paraît pas qu'une entente ait existé entre Marseille et Toulouse.

² Avignon avait d'abord paru disposé à faire cause commune

ments voisins patriotes se proposent de leur disputer le passage de la Durance. D'ailleurs, les commissaires, dont la fermeté est au-dessus de tout éloge, vont faire porter en avant, vers Valence, quatre bataillons et de l'artillerie, sous les ordres du général Carteaux, bon officier et bon patriote¹. Ces troupes s'opposeront vigoureusement au

avec Marseille. Les patriotes du lieu, établis à Paris, suggérèrent le moyen de rompre cet accord : c'était de détacher des Bouches-du-Rhône la ville des papes et d'en faire le chef-lieu d'un nouveau département (on ne connaissait encore que le district d'Avignon). Le lendemain du vote de la Constitution, le 25 juin, le département de Vaucluse fut érigé par décret de la Convention nationale. (H. Wallon, *La Révolution du 31 mai et le fédéralisme en 1798*, t. II, p. 235.)

¹ Carteaux (Jean-François), né à Aillevans (Haute-Saône), en 1751. Fils d'un dragon et élevé aux Invalides où son père avait été admis à la suite des guerres de Hanovre, il se livra d'abord à l'étude de la peinture. Il servit ensuite comme simple soldat, de 1767 à 1779. La Révolution lui ouvrit l'accès de la carrière d'officier où il eut un avancement très rapide, mais assez peu justifié. — Adjudant-général chef de brigade (colonel d'état-major) le 15 mai 1793, à l'armée des Alpes. Le 1^{er} juillet, Albitte l'élève, à titre provisoire, au grade de général de brigade, et il reçoit l'ordre d'aller prendre à Valence le commandement d'une colonne destinée à marcher contre les Marseillais. Le 5 juillet, il est à Valence d'où il part le 8, à minuit. On trouvera dans la correspondance de Chépy des détails sur cette expédition où Carteaux devait remporter de faciles succès. Après la défaite de Marseille, il est employé au siège de Toulon et fait général de division le 19 août. Général en chef de l'armée d'Italie le 13 septembre, à la place de Brunet ; démissionnaire le 7 octobre et remplacé, à la fin du même mois, par Doppet ; appelé, au commencement de novembre, au commandement de l'armée des Alpes ; mis en arrestation, par ordre du Comité de Salut public, le 4 nivôse an II = 24 déc. 1793. Rendu à la liberté le 20 thermidor an II = 7 août 1794 ; réintégré dans l'armée ; réformé en l'an III ; remis en activité le 13 vendémiaire an IV et chargé d'un rôle de surveillance dans la Côte-d'Or ; commandant de la principauté de Piombino en 1804 mort en 1813. (Arch. nat ,

passage¹. Quant à moi, si le Conseil exécutif m'en juge digne, j'offre de marcher, à la tête des guerriers de la République, contre les séditeux.

L'esprit public s'améliore chaque jour ici ; j'espère que bientôt tous les efforts des modérés hypocrites seront déjoués. Il faut, pour arriver à ce but :

1° Mettre hors la loi le traître Wimpffen² ;

2° Entretenir soigneusement à Paris un ordre régulier et une inaltérable tranquillité ;

3° S'occuper sans relâche de compléter le système de nos institutions politiques.

Antonio Rossi, que les soldats de sa division ont chassé, est envoyé par Kellermann pour commander à Grenoble. Je crois que les commissaires ne laisseront pas longtemps à ce poste un officier aussi suspect.

L'arrestation du citoyen Teissère, patriote de Grenoble,

AF II, 340. — A. G. Armées des Alpes et d'Italie. — Iung, *Dubois-Crancé*, II, 6 n. 1. — Krebs et Moris, *op. cit.*, *passim*.)

¹ La colonne qui partit de Valence était ainsi composée : 1 général de brigade, 1 adjudant-général et ses deux adjoints ; dragons allobroges (commandés par Doppet) ; 2^e bataillon du 59^e régiment d'infanterie (ci-devant Bourgogne) ; 1^{er} bataillon du Mont-Blanc ; 3^e bataillon des Basses-Alpes ; un détachement du 5^e régiment de cavalerie ; 2 compagnies d'artillerie, celle du 1^{er} de la Lozère et une compagnie d'artillerie légère en formation à Valence (capitaine en premier : Dommartin, mort général de division en Égypte ; capitaine en second : Napoléon Bonaparte). D'autres troupes rejoignirent la colonne, au fur et à mesure qu'elle s'avancait dans la vallée du Rhône. (Krebs et Moris, *op. cit.*, pièces justif., p. CXXXII.)

² Félix de Wimpffen, né en 1745 ; général de division commandant de l'armée des Côtes de Cherbourg, il prit, en 1793, la direction du mouvement fédéraliste du Calvados. Après la ridicule rencontre de Pacy-sur-Eure, il réussit à échapper à toutes les poursuites ; réintégré dans l'armée avec son grade, à la suite du 18 brumaire ; mort en 1814, inspecteur des haras

a mis le comble à l'indignation publique ¹. Nous marcherons sur Lyon avec des forces imposantes et des mortiers. Nous verrons s'ils osent braver la puissance nationale. Le soldat est parfaitement disposé.

Les déserteurs arrivent en abondance, et il [ne] resterait pas sous les armes un seul soldat piémontais, si de nombreux miliciens ne les gardaient pas. Les troubles intérieurs ne nous permettent plus l'offensive. Les commissaires ont sagement adopté le système contraire, et j'en attends les plus heureux résultats. Il y a beaucoup d'officiers mauvais, surtout dans les entours de l'État-major, mais je les surveille.

J'ai satisfait en tout à votre lettre du 21.

Le libelle saisi à Genève est une réponse virulente à l'ouvrage du colonel de Weiss ².

J'ai reçu aujourd'hui des nouvelles satisfaisantes du Valais. J'écris au département du Mont-Blanc pour l'inviter à prendre les mesures qui me sont indiquées par Helfflinger.

Je vous ai écrit par Lyon deux lettres ; je crains qu'elles n'aient été interceptées. Veuillez vous en assurer en regardant les numéros de mes dépêches, et m'en instruire.

¹ Hyacinthe-Camille Teissère, membre du Conseil municipal de Grenoble ; envoyé en mission à Paris, au mois de janv. 1793, il fut, à son retour, arrêté à Lyon, non point « comme fédéraliste », ainsi que l'écrit Rochas, mais bien plutôt par les fédéralistes. Rendu à la liberté, après une courte détention à Pierre-Scise, il fut, au mois de juillet de la même année, nommé procureur de la commune de Grenoble, et en décembre, agent national. (Rochas, *Biogr. dauph.*)

² François-Rodolphe Weiss, né à Yverdun (Suisse) en 1751, mort en 1802 ; servit successivement en France et en Prusse, avec le grade de colonel ; plus connu par la publication de brochures politiques où il prenait le parti des révolutionnaires français.

Dans tous les cas, je fais passer celle-ci par une autre voie, au risque de perdre un peu de temps.

Comptez sur moi à la vie et à la mort.

P. CHÉPY,

Agent politique à l'armée des Alpes.

[*Ibid.*, t. 323, fol. 289-290.]

XXX

Grenoble, ce 6 juillet, l'an 2^{me} de la *République*,
une et indivisible.

Ministre,

L'état des choses est toujours à peu près le même. A Lyon, on emprisonne, on égorge les patriotes; les amis des lois ont commis des horreurs que ne désavoueraient point les cannibales. Les grenadiers et les gens dits *muscadins* montent seuls la garde. Le peuple commence à murmurer; on l'a apaisé jusqu'ici avec des augmentations de journée, mais bientôt on ne l'apaisera plus qu'avec du sang. Les campagnes commencent à voir qu'on les a trompées. La réaction sera terrible. Les commissaires viennent d'envoyer dans cette nouvelle Coblentz le général Sériziat, qui y est né, pour porter les dernières paroles de paix ¹. S'il ne réussit point, nous marcherons avec du

¹ Charles Sériziat, né à Lyon, le 21 av. 1756. Chef du 1^{er} bataillon de Rhône-et-Loire, le 10 août 1791; commandait, en cette qualité, la place de Bitche au mois de septembre 1792. Adjudant-général provisoire à l'armée de la Moselle, le 29 oct. 1792. Général de brigade à l'armée du Rhin, le 1^{er} fév. 1793; passé à l'armée des Alpes,

canon et des mortiers. On élève déjà des redoutes et des retranchements sur les bords du Rhône ; on veut couper une arche du pont Morand, mais nous verrons, etc.

Le général Létanduère, qui est de la dernière promotion des commissaires, montre du zèle, du patriotisme et de l'intelligence¹. Il est secondé par un certain nombre d'officiers, mais il y en a beaucoup de mauvais. Saint-Rémy, général de division, n'est point en bonne odeur relativement à la révolution du 31 mai. On est fort étonné aussi que Kellermann ne se prononce pas ; on ne peut pas douter que Lyon [ne] fût déjà rentré dans le devoir, s'il eût dit un mot fermement.

L'armée va bien ; on voit la volonté la meilleure dans les bataillons de nouvelle levée. Les braves campagnards qui les composent s'exercent à marcher, dans la promenade publique, dans les heures consacrées à leur repos.

Palasson, officier patriote et de vingt-huit ans de service,

le 11 juin, même année ; suspendu par les représentants du peuple, le 24 juillet 1793. Remis en activité en l'an III ; mort commandant de la Guadeloupe, le 19 prairial an X (8 juin 1802). Voy. à son sujet une lettre de Vitet, maire de Lyon, à Servan, du 1^{er} sept. 1792. (A. G.)

¹ Antoine-Auguste Desherbiers, marquis de l'Étanduère. Né à Rochefort vers 1749. Commence par être mousse-garde de la marine, puis entre comme volontaire dans Royal-Comtois, où il passe par tous les grades jusqu'à celui de capitaine. Chef de bataillon au 50^e régiment d'infanterie (Bourgogne), il fut nommé, par les représentants du peuple, général de brigade à titre provisoire, le 21 juin 1793. Il exerça un commandement à Entrevaux (Basses-Alpes). Accusé de trahison et d'une complicité imaginaire avec le général Brunet, il fut mis en état d'arrestation le 30 sept. 1793 et traduit devant le tribunal révolutionnaire de Paris, qui le condamna à mort le 28 pluviôse an II = 16 fév. 1794. (Arch. nat., W. 325. Dossier *Létanduère*.)

était aide-de-camp de d'Ornac¹. Ce général suspendu, il s'est trouvé sans avancement. Tous les bons esprits regrettent de l'en voir manquer. Je le recommande à la justice du Conseil; quelque poste qu'il occupe, il rendra de très grands services.

J'ai fait hier, à la Société populaire, un discours qui a produit de l'effet; je me propose de la fréquenter pour échauffer l'opinion publique.

Les succès extérieurs qui viennent d'honorer nos armes font un grand bien. Que l'Assemblée écrase de la massue nationale les rois du Calvados², que leur tête roule sur l'échafaud avec celle des chefs de l'armée catholique, et la patrie sera sauvée.

Comptez sur moi à la vie et à la mort.

Votre concitoyen : P. CHÉPY.

Je vous fais passer mes lettres par la voie de Genève, parce qu'à Lyon on les intercéderait.

[*Ibid.*, t. 323, fol. 297-298.]

¹ Simon-François [de] Palasson. Né le 25 juin 1749 à Oloron (Basses-Pyrénées). Entré au service, le 1^{er} oct. 1768, comme soldat dans le régiment ci-devant Boulonnais : sous-lieutenant au corps, 9 juillet 1769; lieutenant, 12 nov. 1774; capitaine, 18 juin 1784. Adjudant-général chef de bataillon, le 24 juillet 1793. (*États de service de tous les officiers. — Infanterie, 79^e régiment.*)

² C'est à Caen que s'était constituée « l'assemblée centrale de résistance à l'oppression ».

XXXI

Le Ministre des Affaires Étrangères au citoyen Chépy.

Paris, 8 juillet 1793, le 2^{me} de la République.

J'ai reçu, Citoyen, vos deux lettres datées de Grenoble, des 29 juin et 1^{er} de ce mois. Je vous remercie des divers détails qu'elles contiennent.

J'ai communiqué vos vues sur Lyon au Comité de Salut public, ainsi que les autres objets intéressants, tels que le dénuement de l'armée où vous êtes et les dispositions des Marseillais. J'ai aussi informé de ces faits les ministres de la Guerre et de l'Intérieur, chacun en ce qui le concerne.

Quant à votre demande itérative de la confirmation de vos pouvoirs et aux moyens d'exécuter votre plan de surveillance, je vous ai répondu sur ces deux choses ce que je devais, par ma précédente du 4 de ce mois, sous le couvert du citoyen d'Ornac. Prenez vos précautions pour vous procurer cette lettre, si, contre mon attente, elle ne vous est point encore parvenue.

[*Ibid.*, t. 327, fol. 9. Minute.]

XXXII

Grenoble, ce 8 juillet, l'an 2^m de la République,
une et indivisible.

Ministre,

Le général Kellermann est arrivé hier ici. Je le verrai et vous dirai bien franchement ce que je pense. Je sais à l'avance que, comme les autres généraux, il est mal entouré. Il a reçu, pour son arrivée, un rude compliment. La Société populaire a été lui communiquer les mesures vigoureuses qu'elle avait adoptées sur ma motion et le sommer, pour ainsi dire, de marcher sur Lyon. Il n'est pas douteux qu'il ne s'exécute, mais il a montré un peu de répugnance.

Sériziat n'est pas revenu de Lyon. Cette nouvelle Coblenz se met en défense. On élève des redoutes, on coupe une arche du pont Morand ; on fond force canons. On assure qu'avant-hier les sections de cette ville ont délibéré d'arrêter les subsistances de l'armée. Un fait constant, c'est qu'elles ont voulu débaucher des recrues ; que, sur leur refus de se joindre à un parti aussi contre-révolutionnaire, on les a dépouillées de leurs armes et de tout leur équipement. Un corps de troupes va se rendre maître de la Saône, un deuxième marchera du côté de Trévoux. J'espère que cette infâme cité sera bientôt réduite.

J'apprends par une voie sûre que les Marseillais sont à Avignon et qu'il y a dans cette dernière ville un parti

pour et un parti contre ¹. Ce dernier est le plus fort et empêchera, je crois, le passage. Dans tous les cas, nous nous apprêtons à faire fête aux vainqueurs de Cagliari ², car on transporte des chirurgiens et des hôpitaux ambulants et tout l'attirail des combats, à Valence.

Il règne ici un très mauvais esprit dans la régie des vivres. A peine peut-on trouver un employé vrai patriote. Les charrois sont presque désorganisés par la cherté des vivres. On ne trouve et on ne conserve point de charretiers. Les employés à la comptabilité, et à leur tête le payeur général, sont dans de très bons principes. Quant aux commissaires des guerres, on n'en répute pas un comme patriote, le seul Alexandre excepté ³; mais

¹ Voy. H. Wallon, *La Révolution du 31 mai*, II, 236-237.

² Allusion à l'expédition dirigée, en février 1793, par l'amiral Truguet, contre la Sardaigne, et à l'attaque de Cagliari, qui échouèrent à cause de l'indiscipline des troupes de débarquement. Or ces troupes se composaient de 8,000 volontaires des Bouches-du-Rhône, l'écume du département (peut-être les anciens fédérés du 10 août et des massacres de septembre). Les « vainqueurs de Cagliari », ce sont les Marseillais qui marchent sur Lyon (Krebs et Moris, *op. cit.*, pp. 135, 155, 168-175).

³ Charles-Alexis Alexandre. Ancien courtier de commerce à Paris; commandant du bataillon des Gobelins, puis chef provisoire de la 1^{re} légion de la garde nationale parisienne; prit part aux journées du 20 juin et du 10 août. Envoyé à la fin de 1792, à l'armée des Alpes, en qualité de commissaire ordonnateur en chef. Le 21 juin 1793, Hérault de Séchelles, au nom du Comité de Salut public, le proposa à la Convention pour les fonctions de ministre de la Guerre, en remplacement de Bouchotte, démissionnaire. Il fut accepté, mais l'assemblée revint sur son vote, dès qu'elle sut qu'elle avait nommé un ancien courtier. En l'an VII, il devint chef de division au ministère de la Guerre. Membre du Tribunat, puis chef de division des Droits-Réunis; en 1814, il était inspecteur général de cette administration. En 1815, Louis XVIII le nomma directeur des contributions directes du département du Haut-Rhin.

il est probablement arrêté, avec le représentant du peuple Nioche, dans le département du Jura ¹.

Je suis vraiment affligé de ne point recevoir de lettres de votre part. Mon service de surveillance languit faute de moyens, et mon âme est abattue faute de certitudes. Je continue à élaborer vigoureusement l'opinion publique. Dans les circonstances présentes, la translation du quartier général à Gap est possible. Si elle arrivait, ne vaudrait-il pas mieux que je reste à Grenoble que de le suivre ?

1° Je serais plus rapproché de Genève, de la Suisse et du Valais, sur lesquels je suis chargé d'avoir les yeux continuellement ouverts ;

2° Je serais plus à portée de recevoir les renseignements qui m'arrivent de ces différents pays ;

3° Je pourrais être utile pour déjouer l'affreux système de la coalition méridionale, dont Grenoble est un des principaux centres.

J'attends, sur cet objet, vos instructions ultérieures.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY.

[*Ibid.*, t. 327, fol. 13-14, v^o.]

(Aulard, *Recueil*, I, 59, n. 3. — Mortimer-Ternaux, *Hist. de la Terreur*, I, 388-390, 401-408).

¹ Cette supposition n'était pas fondée, ou du moins ne fut pas justifiée par l'événement.

XXXIII

Grenoble, ce 10 juillet, l'an 2^{me} de la République
une et indivisible.

Ministre,

Les derniers décrets de la Convention nationale¹ nous font voir qu'elle est trompée et qu'elle ne connaît nullement la position de Lyon. Cette ville est en plein état de contre-révolution. Birotteau² et Chasset³, deux des déserteurs de la représentation nationale, y soufflent le feu de la guerre civile.

¹ Décrets des 17 et 21 juin 1793 (*Moniteur*, XVI, 671, 706-707).

² Birotteau (Jean-Baptiste). Né à Perpignan le 21 oct. 1758 ; avocat dans sa ville natale ; député des Pyrénées-Orientales à la Convention ; en mission, le 26 nov. 1792, dans l'Eure-et-Loir. Dans le procès de Louis XVI, vota pour l'appel au peuple, prononça la mort à condition que cette peine ne serait appliquée qu'après la paix et l'expulsion des Bourbons, et vota pour le sursis. Décrété d'arrestation avec les Girondins, le 2 juin 1793, il s'évada, passa à Lyon où il contribua à organiser l'insurrection. Déclaré traître à la patrie et mis hors la loi le 12 juillet 1793, il alla se cacher à Bordeaux, mais il fut découvert, traduit devant la commission militaire qui siégeait dans cette ville et condamné à mort le 27 octobre 1793. (F.-A. Aulard, dans *Grande Encyclopédie*.)

³ Chasset (Charles-Antoine). Né à Villefranche-sur-Saône, le 25 mai 1745, mort à Tournus le 10 sept. 1824. Avocat ; député aux États-Généraux par le bailliage de Beaujolais ; membre du tribunal de Cassation (1791-1792) ; député du Rhône-et-Loire à la Convention, où il vota, lors du procès de Louis XVI, contre l'appel au peuple, pour la détention jusqu'à la paix, contre le sursis. Après le 2 juin, il signa la protestation des 73 et se rendit à Lyon, au commencement de juillet, pour y organiser la résistance. Déclaré traître à la

On y retient la pharmacie de l'armée, les convois, les employés des diverses administrations militaires. Il n'y a plus ni frein, ni pudeur. J'ai reçu vos lettres décachetées. On a retenu les papiers publics du 3 de ce mois.

Les commissaires de la Convention, qui sont, ainsi que moi, prisonniers dans l'Isère, puisque toutes les communications sont coupées avec Paris, voulaient marcher sur cette nouvelle Coblenz. Ils ont pressé le général. Celui-ci, bon et loyal, mais influencé par son état-major, dont les principes ne sont point ardents, a dit qu'il ne pouvait dégarnir les frontières, qu'on lui avait ôté beaucoup de troupes, qu'il fallait changer ses instructions sur Genève, etc.

Je lui ai répondu que ce dernier point était facile à obtenir, puisqu'à Genève le patriotisme était dominant, puisque le voisinage du dépôt de la légion des Alpes était suffisant et au-delà. Quant aux autres arguments, les commissaires lui ont prouvé qu'il pouvait aisément disposer de douze bataillons sans compromettre notre territoire. Le général persiste ; il veut que, pour réduire Lyon, on tire des troupes du Haut-Rhin et du Brisgau, où il assure qu'il y en a beaucoup d'inutiles. Je ne prétends pas juger en dernier ressort la question de la possibilité militaire de l'expédition, mais je dis qu'à tout prix il faut la faire, mais je dis que le moindre retard entraîne avec lui d'incalculables dangers et affaisse l'esprit public et rehausse les actions de l'aristocratie et du fédéralisme.

patrie le 28 juillet, il émigra et devint aide-chirurgien dans la marine anglaise. Plus tard, il fit partie du conseil des Cinq-Cents, du conseil des Anciens et enfin du Sénat conservateur (1799). Comte le 26 août 1808 et pourvu de la Sénatorerie de Metz. (F.-A. Aulard, dans *Grande Encyclopédie*.)

Méditez sur cet important objet avec le Comité de Salut public. Réduire Lyon et la Vendée, voilà le problème révolutionnaire qu'il faut résoudre, ou périr (*sic*).

Le général Carteaux marche au-devant des Marseillais; on va renforcer sa petite armée. J'espère que bon nombre de ces honnêtes gens dormira bientôt sur la poussière. Le représentant Albitte est à Valence; il rassainera l'opinion publique.

Les sabres manquent ici absolument. Il en est de même des tentes, des chevaux d'artillerie, des effets de campement et des fusils. Tâchons donc d'arracher à nos ennemis la productive manufacture de Saint-Étienne¹. La loi sur les chevaux de luxe a été exécutée avec mauvaise foi. Tout ce qu'on a amené est de rebut et hors d'état de servir. Les riches ont mis en pension leurs chevaux chez des agriculteurs et n'ont fourni que de misérables haridelles.

J'ai interrogé hier, de concert avec le général, un homme qui vient de faire une tournée patriotique dans le Piémont. Il m'a promis un rapport par écrit, que je vous ferai passer, et j'en ai tiré les particularités suivantes. Le général Strasoldo² et le prince de Carignan³ commandent dans la vallée de Barcelonnette; dans la vallée de Suse, le marquis de Cordon⁴; dans la cité d'Aoste,

¹ Les Lyonnais, grâce à l'appui que leur prêtaient les habitants de Monbrison, restèrent maîtres de Saint-Étienne jusqu'au 27 août. Ce n'est qu'à cette date que la ville dut être évacuée, après la défaite, à Rive-de-Gier, du détachement lyonnais, commandé par Servan (Guillon de Montléon, II, 9, 21-22).

² L'original porte : Trasoldo.

³ Charles-Emmanuel Ferdinand, prince de Carignan, cousin du roi de Piémont, né le 24 octobre 1770.

⁴ Le marquis de Cordon, commandant le 2^e corps de l'armée austro-sarde.

le duc de Montferrat; à Raous¹ et à Saours, le général de Vins, Saint-André et le duc de Chablais². Le 20 et le 22 juin, il est entré en Piémont 3,000 Cravattes³, espèce de troupes autrichiennes aussi redoutées du pays ami que du pays ennemi. Depuis le 15, un cordon nombreux veille à ce qu'on ne puisse dépasser les frontières. Il existe beaucoup de jalousie entre les Autrichiens et les Piémontais, parce que les premiers jouissent d'une paie plus forte.

La lassitude de la guerre est extrême; on l'exprime hautement. Il règne à Turin une tristesse morne. On y murmure. Le prince de Carignan a fait arrêter, du côté de Démont⁴, beaucoup de personnes comme suspectes, et les a fait transférer à Coni. Dans tout le Piémont, les prêtres insermentés offrent le tableau de la plus hideuse misère. L'évêque de Fréjus vit à Foussan⁵ des dix sols de ses messes et de quelques charités de l'évêque.

Les défenses faites de s'habiller en blanc, et ce pour favoriser les fabriques de soie, sont exécutées avec rigueur. Le roi sarde a dépouillé le peu de luxe qui lui restait.

La récolte de soie a été, cette année, très mauvaise. Les négociants ne veulent point acheter le peu de coques qu'il y a, faute de débouchés.

¹ Col ou cime de Raus dans les Alpes-Maritimes.

² Benoît-Marie-Maurice, duc de Chablais, frère du roi, né le 21 juin 1741. Commandait le 4^e corps d'armée, le plus rapproché de Nice, et avait sous ses ordres les généraux Colli et de Saint-André. (Thaon de Revel, comte de Saint-André.)

³ Croates.

⁴ Demonte, Piémont, province et district de Coni.

⁵ Fossano. Cet évêque était Emmanuel-François de Beausset de Roquefort, qui avait pris possession de son siège en 1766.

L'armée piémontaise est singulièrement affaiblie par la maladie. Il y a peut-être plus de dix mille hommes dans les hôpitaux. La désertion continue, surtout du côté de l'État de Gènes.

Je vous transmettrai fidèlement les détails ultérieurs qui me parviendront.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY,

*Agent politique employé à l'armée
des Alpes.*

[*Ibid.*, t. 327, fol. 34-36 v^o.]

XXXIV

Le Ministre des Affaires Étrangères au citoyen Chépy.

Paris, 13 juillet 1793, le 2^m de la République.

J'ai reçu, Citoyen, votre lettre datée de Grenoble, du 4 de ce mois, et toutes les précédentes. Je vous remercie des détails qui y sont contenus. J'en ai fait part au Comité de Salut public et au ministre de la Guerre.

Les numéros 15, 16, de vos lettres, que vous soupçonniez avoir été interceptés, me sont aussi parvenus.

Continuez à me transmettre tous les renseignements que vous obtiendrez de votre surveillance et de vos travaux civiques.

[*Ibid.*, t. 327, fol. 79.]

XXXV

Grenoble, ce 13 juillet, l'an 2^{me} de la République.

Ministre,

La petite armée du général Carteaux a dû attaquer hier le Pont-Esprit, défendu par les fédéralistes du Gard ; elle va bientôt être renforcée et pourra aller jusqu'au nid des conspirateurs. C'est le patriote Doppet, colonel des Allobroges ¹, qui a dû être chargé de l'attaque. Nous sommes maîtres de Tain ². L'Ardèche et un autre département ³ marchent sur Tournon ⁴. Nous tiendrons, par conséquent, les deux rives du Rhône, et les Marseillais ne pourront s'ouvrir un passage qu'avec la bayonnette, ce qu'ils ne hasarderont pas, je crois.

Les progrès effrayants des Espagnols, du côté des Pyrénées, menacent d'une invasion totale tout le ci-devant Languedoc ⁵. Eh bien ! les départements que forme cette ancienne province, trouvant très commode de réussir dans

¹ Doppet était chef d'escadron des dragons Allobroges, avec une commission de lieutenant-colonel.

² Tain, ch.-l. de canton, arr. Valence (Drôme).

³ Probablement celui de la Drôme.

⁴ Tournon, ch.-l. d'arr. (Ardèche).

⁵ Au début de la campagne, les Espagnols marchèrent de succès en succès tant à l'est [combat du Mas-d'Eu (19 mai) ; prise du fort de Bains ; capitulation du fort de Bellegarde (25 juin)] qu'à l'ouest des Pyrénées [combat de Château-Pignon (6 juin), etc.].

leurs projets liberticides contre Paris et d'être défendus contre l'ennemi extérieur, sans effort de leur part, viennent de faire aux représentants du peuple une sommation très insolente d'envoyer à Perpignan Carteaux et ses troupes. Vous sentez qu'ils n'y déféreront point.

Lyon est toujours dans la même situation. Les commissaires (de la Convention), pour mettre du côté de la République indivisible tous les bons procédés, viennent de faire relâcher deux commissaires qu'ils (les Lyonnais) envoyaient au département du Mont-Blanc pour l'entraîner dans la coalition, et qui avaient été arrêtés. On leur a remis deux exemplaires officiels de l'acte constitutionnel pour les présenter aux Lyonnais, en signe de réconciliation. Nous verrons ce que cela produira.

Le général Kellermann est un brave homme qui n'entend rien en politique, et qui, ne jugeant les Lyonnais que sur l'écorce et que sur les belles promesses qu'ils lui font, les croit les meilleurs gens du monde. Antonio Rossi est ici; son frère est en prison. Le premier, vieux militaire, porte sur la figure une aristocratie farouche.

Ceci m'amène naturellement à vous parler des généraux qui sont ici. Je vous ai déjà parlé de L'Étanduère. Nicolas, de la dernière promotion des commissaires, est un homme vraiment patriote et qui supplée, par son sans-culottisme bien décidé, à ce qui peut manquer à ses talents. Il a fait la dernière guerre, en Amérique. Il peut conduire passablement sa division, à ce qu'assurent ceux qui se connaissent en tactique ¹.

¹ Léon Nicolas, né à Digne (Basses-Alpes), le 5 août 1748. Soldat au régiment de Médoc, en 1766; caporal et sergent au corps. Sous-lieutenant, lieutenant et aide-major aux colonies. Sert dans la garde nationale de Digne, de 1790 au 1^{er} oct. 1791. Chef du 3^e bataillon

Doyen, ami de Kellermann, est un homme franc, qui paraît déterminé à garder la sévérité de la discipline pour le bien de la République. Ses principes sont purs, sans être prononcés¹. Petit-Guillaume est un homme qui a vieilli sous le harnais, qui paraît ne se mêler que de se battre, et d'ailleurs être bon homme².

Lajolais, ami de Kellermann, paraît s'occuper beaucoup de son métier³. Il est, comme les autres, bon à voir sur

des Basses-Alpes, 1^{er} oct. 1791. Général de brigade, 21 juin 1793. (Arch. nat. AF. II, 353.)

¹ Jean-Denis Le Doyen, né à Liège le 26 sept. 1751. Incorporé aux carabiniers le 15 janv. 1765; passé au régiment de Dauphiné (infanterie) le 16 mars 1768. Sous-lieutenant le 1^{er} nov. 1778; gendarme dans la compagnie de la Reine, 25 mars 1783; lieutenant, 1^{er} avril 1792; adjudant-général lieutenant-colonel, 3 sept. 1792; adjudant-général chef de brigade, le 12 avril 1793. Général de brigade à l'armée des Alpes, le 21 juin 1793; suspendu le 7 octobre même année; suspension levée sans réintégration, 3 déc. 1793; confirmé dans son grade, 11 avril 1795; employé à l'armée de Sambre-et-Meuse (1795); chef d'état-major de l'armée des Alpes, 4 mai 1796; employé dans la 7^e division militaire, le 28 août 1797; inspecteur aux revues, 7 fév. 1800; mort au Cap (Saint-Domingue) le 16 mai 1802.

² Pierre Petit-Guillaume, né à Équevilley (Haute-Saône), le 29 sept. 1734. Soldat dans Lorraine, infanterie, du 1^{er} janv. 1748 au 15 mai 1755. Incorporé au 5^e régiment de cavalerie (ci-devant Royal-Pologne) le 25 janv. 1756. Officier au corps le 8 avril 1779; capitaine de 1^{re} classe le 20 août 1792 et 1^{er} lieutenant-colonel le 1^{er} fév. 1793. Nommé général de brigade le 21 juin de la même année, il prit une part active au siège de Lyon, où il gagna, dès le début des opérations, le grade de général de division (3 sept.). En l'an VIII, il commandait la 9^e division militaire. (*États de service de tous les officiers. Cavalerie. — État militaire de la République française, an VIII.*)

³ Frédéric-Michel de Lajolais. Né à Wissembourg (Alsace), le 1^{er} août 1765. Volontaire au régiment d'Alsace, infanterie, en 1778; sous-lieutenant en 1780; lieutenant en 1784; aide-de-camp du gé-

le champ de bataille. Avec eux tous, il faut le dispenser de quintessencier sur le civisme.

Saint-Rémy est un homme de talents et lié à la Révolution sous une foule de rapports. Cependant, ce n'est point un sans-culotte. L'État-major de l'artillerie n'a pas non plus un seul vestige de sans-culottisme.

L'adjudant-général Boyer, de la dernière promotion, est excellent ¹. L'adjudant-général Rivaz a été précédé ici par sa réputation ².

néral Kellermann, le 20 sept. 1791 ; capitaine, lieutenant-colonel et colonel en 1792. Nommé général de brigade, à titre provisoire, par les représentants du peuple à l'armée des Alpes, le 21 juin 1793 ; suspendu le 17 floréal an II ; réintégré et confirmé dans son grade le 22 frimaire an III ; employé à l'armée du Rhin ; réformé le 24 germinal an IV. Membre du Directoire des hôpitaux militaires de l'armée du Rhin en l'an VIII. Impliqué, en l'an XII, dans une conspiration contre les jours du Premier Consul. Condamné à mort par arrêt de la Cour de justice criminelle, du 21 prairial an XII. Cette peine fut commuée par l'Empereur en quatre années de détention et en déportation. Mort prisonnier d'État au château d'If, le 28 sept. 1808. — Sur le rôle fort peu honorable joué par Lajolais sous le Consulat, sur ses relations avec Moreau et Pichegru, lire *Les derniers jours du Consulat, de Claude Fauriel, publiés et annotés par Ludovic Lalanne*. Paris, Calmann-Lévy, 1886, in-8°.

¹ Henri Boyer, né à Sarlat (Dordogne), le 24 juin 1767. Officier dans la garde nationale de Sarlat, de 1789 à 1792. Sous-lieutenant et lieutenant au 18^e régiment d'infanterie, puis adjoint à l'état-major de l'armée des Alpes, en 1792. Chef du 6^e bataillon des Côtes-Maritimes, 19 juin 1793. Promu adjudant-général chef de bataillon par les représentants du peuple, le 21 juin 1793. Nommé adjudant-général chef de brigade par le pouvoir exécutif, le 16 brumaire an II. (Arch. nat., AF II, 339.)

² Pierre-Emmanuel-Jacques de Rivaz, né à Brigues (Suisse), le 3 juillet 1745. Enseigne au régiment suisse de Courten, le 7 mars 1762 ; capitaine le 9 mai 1784 ; retiré le 6 juin 1792. Adjoint aux adjudants-généraux le 7 juillet 1792 ; lieutenant-colonel au 70^e régiment d'infanterie (armée du Var), le 15 octobre même année ; n'a

Le général de division L'Estrade est patriote expérimenté, mais malheureusement un peu vieux et pas fort ingambe. Le général de division Carcaradeo est un homme d'une probité austère et de talent militaire le plus distingué.

Le général du Muy est un officier très habile, très bien intentionné et montagnard, parce que, comme il le dit lui-même, en révolution comme en service, on se relâche toujours assez.

Dubourg est un homme à qui on donne de l'activité, des connaissances. Je ne sais rien de ses principes¹.

Telle est la galerie des portraits des officiers généraux de cette armée. Il peut y avoir quelques inexactitudes, mais l'impartialité les a tracées (*sic*), et la bonne foi les rectifierait si d'ultérieures observations faisaient apparaître quelques erreurs.

Notre flotte de Toulon va mettre à la voile. J'en reçois la nouvelle par le général Kellermann. C'est sur cet armement qu'il faut fixer son attention. La paix est peut-être sur les flots de la Méditerranée.

J'ai engagé le général Kellermann à réemployer le voyageur, rédacteur du rapport que je vous ai transmis inclus

jamais paru au corps ; figure comme lieutenant-colonel adjoint à l'armée de Savoie. Adjudant-général chef de brigade, employé à l'armée des Alpes, le 5 mai 1793. Fait général de brigade, à titre provisoire, par les représentants du peuple, le 21 juin 1793, il prit une part active au siège de Lyon, et, après la destitution de Saint-Rémy, exerça provisoirement les fonctions de chef d'état-major. Confirmé dans son grade de général de brigade, le 28 janvier 1795 ; retraité la même année. (A. G. Armée des Alpes. — *États de service de tous les officiers. Infanterie, 70^e régiment, etc.*)

¹ Général de division.

dans ma dernière lettre. Il est reparti hier avec de nouvelles instructions que je lui ai rédigées.

Le général du Muy m'apprend qu'il va être formé près de Berne un camp d'artillerie, de pure instruction. Je veillerai sur les progrès de cet établissement qui pourrait devenir hostile, grâce au vertige qui tourmente les puissances. Il me dit aussi qu'un sergent des troupes Valaisanes a refusé le passage à un officier qu'il envoyait en estafette au citoyen Helfflinger. Je laisse à votre sagesse le soin de tirer de ce fait les inductions convenables.

Je vais écrire au citoyen Barthélemy pour lui demander de m'instruire successivement des opérations de la Diète, qui intéressent essentiellement l'armée à laquelle vous avez bien voulu m'attacher.

Comptez sur moi à la vie et à la mort.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY.

P. S. J'attends le nouveau passeport que vous m'annoncez. Je vous prie aussi d'examiner et de reviser mes instructions pour les modifier ou les étendre, s'il y a lieu.

[*Ibid.*, t. 327, fol. 80-83.]

XXXVI

Chépy à Barthélemy.

Grenoble, le 14 juillet 1793.

Attaché à l'armée des Alpes comme agent politique et comme centre de correspondance des délégués de la République dans les pays limitrophes, j'ouvre aujourd'hui

avec vous des relations qui trouveront, j'espère, quelque empressement de votre part, parce qu'elles peuvent être utiles à la patrie.

La tenue de la diète de Frauenfeld doit intéresser toutes les puissances belligérantes, et notamment la République qui, pressée au dehors et déchirée au dedans, n'a pas besoin d'un ennemi de plus. Elle intéresse l'armée des Alpes, parce que ses combinaisons et ses mouvements sont nécessairement subordonnés aux dispositions du louable Corps helvétique.

Depuis que vous résidez près de lui, je n'ai point douté de la neutralité. Cependant le vertige s'est tellement répandu parmi les puissances européennes, et il est si dangereux de se contenter de simples probabilités, qu'on ne saurait recueillir trop d'assurances positives. Permettez à un jeune candidat qui fait ses premiers pas dans la carrière de la diplomatie, de se féliciter de ce que les circonstances le mettent en relation avec un homme qui, dans cette partie délicate, joint toute la loyauté du nouveau régime à l'expérience de l'ancien et qui a su réunir à l'estime de ses concitoyens celle des nations étrangères.

La liberté vous garde.

[Aff. étrang., *Suisse*, t. 137, fol. 130-130, v°. Copie.]

XXXVII

Grenoble, ce 15 juillet, l'an 2^{me} de la République une et indivisible.

Ministre,

Hier les sections de Grenoble ont accepté l'acte cons-

titutionnel. Le soir, il y a eu une fête patriotique dont le seul souvenir fait encore couler mes larmes. Réunis au pied de l'arbre de la liberté, plus de vingt mille citoyens ont juré l'indivisibilité de la République et l'égalité. Dubois-Crancé et plusieurs magistrats du peuple ont prononcé des discours éloquents; des hymnes guerriers et civiques ont fait retentir les airs. L'affluence des citoyens, le bruit des tambours, les symphonies des orchestres, la détonation de l'artillerie, la présence des divers dépositaires de l'autorité publique, celle des généraux et de l'État-major, celles des corps des diverses armes, la foule incroyable qui garnissait toutes les fenêtres de la place, tout formait un spectacle, un ensemble imposant, qui me laissera des impressions durables et profondes.

Que n'ont-ils été témoins de cette scène touchante ces hommes qui veulent allumer au sein de la patrie le feu de la guerre civile? Ah! ils auraient trouvé dans l'union étroite de tant d'êtres un juste sujet de désespoir.

Le soir, il y a eu comédie analogue, bal au jardin public, illumination générale et souper en famille dans toutes les rues. Chaque citoyen s'empressait de faire asseoir à sa table les défenseurs de la patrie. Le vin coulait à grands flots; les passants étaient arrêtés et provoqués par une obligeante hospitalité. Enfin, tel était l'esprit du jour qu'on eût couru risque de s'enivrer, si l'on eût parcouru une rue tout entière. Les représentants du peuple, à pied et en grand costume, se sont multipliés pour ainsi dire. Dans les faubourgs, Dubois-Crancé a été porté sur les bras. Ceux qui sont le plus près de la nature sentent toujours plus vivement le prix de la vertu.

Dimanche prochain, les autres communes du département seront assemblées; le résultat sera le même. La

Constitution vient de reconquérir les départements des Hautes et Basses-Alpes. Il en sera de même pour tous les autres, si la Convention garde une bonne attitude.

J'attends toujours un nouveau passeport.

La liberté vous garde.

P. CHÉRY.

[Aff. étrang., *France*, t. 327, fol. 92-93.]

XXXVIII

Grenoble, ce 16 juillet, l'an 2^{me} de la République,

Ministre,

L'expédition du général Carteaux a parfaitement réussi : il est maître du Pont-Saint-Esprit, d'Orange et des principaux postes. Il a fait un chef de bataillon, cinq aides-de-camp et environ quatre cents fédéralistes prisonniers. Ses projets sont vastes et, j'espère, il les exécutera. Maintenant il n'y a plus rien à craindre de la colonne Marseillaise¹.

On dit que Lyon va délibérer sur l'acceptation de la

¹ C'est le 14 juillet que Carteaux avait occupé le Pont-Saint-Esprit, abandonné sans combat par les troupes du département du Gard, qui devaient y attendre les Marseillais et marcher ensuite, avec eux, sur Lyon. La coalition fédéraliste du Midi se trouva dissoute du même coup. Les Marseillais, qui étaient déjà entrés à Orange, se replièrent sur Avignon où ils n'opposèrent, quelques jours plus tard, qu'un semblant de résistance. Mais avant la première rencontre on avait pu craindre que la lutte ne fût plus chaude et n'eût une autre issue. Albitte, qui avait suivi le général Carteaux,

Constitution. Je le désire ; cela lui évitera d'incalculables désastres.

Sans doute, il est urgent de secourir les Pyrénées-Orientales, mais les circonstances que vous connaissez s'opposent invinciblement à ce que l'on fasse partir les six nouveaux bataillons demandés. Je le répète, le réservoir naturel où le Conseil doit puiser, c'est l'armée du Brisgau et du Haut-Rhin.

On assure aujourd'hui que la flotte n'est point sortie de Toulon. J'invite le Conseil à se fixer sur cet objet. De cet armement dépend peut-être si nous aurons une troisième campagne.

J'avais prévu que Westermann se ferait battre¹. Malheur au gouvernement qui emploie des hommes sans moralité!

L'exemple de la légion du Nord² devrait bien convaincre de cette vérité que je crie sans relâche depuis un an que la refonte des corps légionnaires dans la masse de l'armée est une opération indispensable.

Gustine me paraît devoir être sévèrement surveillé. Je

écrivait, le 17 juillet, au ministre de la Guerre : « Si Carteaux et moi n'avions pas pris le Pont-Saint-Esprit, tout était f... » (Archives de la Guerre. Siège de Lyon. Original. — Publié par Krebs et Moris, pièces justific., n° 105).

¹ Westermann avait battu les Vendéens dans une première rencontre à Châtillon (5 juillet), mais, ceux-ci étant revenus à la charge pendant la nuit, la division qu'il commandait fut mise en pleine déroute. A la suite de cet échec, il fut traduit devant le tribunal militaire de Niort, qui l'acquitta le 29 août. Il ne devait pas être toujours aussi heureux. Bien qu'il eût pris une part considérable aux batailles décisives du Mans et de Savenay, il fut destitué en janvier 1794, condamné à mort par le tribunal révolutionnaire de Paris et exécuté le 5 avril.

² Légion dont Westermann avait été fait colonel le 27 sept. 1792, avec laquelle il fit l'expédition de Hollande au commencement de 1793 et qui le suivit en Vendée.

le crois capable, non de livrer son armée aux Autrichiens, mais de se prêter aux oligarchiques conceptions du roi Buzot et du prince Gorssas. Quand donc les florissantes armées de la République sur le Rhin sortiront-elles de la honteuse léthargie où elles croupissent ? Quand donc irons-nous embrasser nos frères sur les glacis de Mayence ? La paralysie de tant de force ne me paraît pas naturelle. Il nous arrive ici de temps en temps des déserteurs. Il nous est venu dernièrement un adjudant-major piémontais. On ne lui a pas dissimulé qu'on aurait mieux aimé un soldat.

L'état-major de cette armée est toujours opiniâtrement occupé de l'extérieur. Nous ne pouvons le déterminer à s'occuper de l'intérieur de la République.

Le général de division l'Estrade et le lieutenant-colonel de l'Ardèche, Massol¹, viennent de donner aux commissaires des preuves touchantes de sans-culottisme.

Il y a eu hier, à Grenoble, un lendemain très agréable à la fête du 14 juillet. Les esprits sont tout à fait à la hauteur des événements. Il en est de même à Romans.

La retraite des bataillons Bordelais doit faire réfléchir à tout ce que vous devez craindre, si l'hydre de l'Ouest et du fédéralisme n'est pas promptement étouffée.

Le commissaire Nioche et l'ordonnateur Alexandre sont enfin arrivés ici. Ils ont dit que les malveillants ont fait répandre le bruit dans les montagnes du Cantal, etc., que les députés détenus étaient promenés à Paris dans des cages de fer, et autres atrocités semblables.

¹ Massol était premier chef de bataillon du 1^{er} bataillon de l'Ardèche. Après le siège de Lyon, il présida, avec le grade d'adjudant-général chef de brigade (colonel d'état-major), la commission militaire siégeant au Palais de justice.

J'ai reçu toutes vos lettres, citoyen ministre. Je vous observe qu'il ne suffit pas qu'on fasse pour moi dans les bureaux un nouveau passeport, qu'il faut encore me l'expédier, ce que je vous supplie de faire par l'occasion la plus prochaine.

Je me recommande à vos souvenirs pour le moment de l'organisation du corps diplomatique.

P. CHÉPY.

[*Ibid.*, t. 327, fol. 108-109 v°.]

XXXIX

Grenoble, ce 19 juillet, l'an 2^{me} de la République.

Ministre,

La tête de l'infortuné Chalier vient de rouler à Lyon, sur l'échafaud¹; le même sort est destiné à Bertrand, maire, et à Gaillard². Mais, s'il n'y a nul moyen de prévenir ces assassinats juridiques, au moins il y a la certi-

¹ Chalier fut mis à mort le 16 juillet, à six heures du soir. Les détails de son exécution sont connus. On sait aussi que, par une ironie du sort, il fut la première victime de la guillotine envoyée de Paris, sur sa demande, et qu'il voulait voir en permanence à Lyon.

Le même jour, fut exécuté Riard (de Beauvernois), gentilhomme franc-comtois, chef de légion de la garde nationale, qui, au 29 mai, avait pris fait et cause pour la municipalité. C'est lui qui avait engagé les hostilités, en faisant mitrailler une colonne de sectionnaires qui s'avavançait sur l'Hôtel-de-Ville, les armes non chargées.

² Il n'y eut pas d'autre condamnation capitale. Bertrand, ainsi qu'on l'a déjà dit, fut de nouveau maire de Lyon, après le siège. Gaillard, juge au tribunal présidé par Chalier, et poursuivi comme

tude d'en tirer une vengeance éclatante et terrible. Le décret sera exécuté¹, et cette nouvelle Coblenz sentira tout le poids du courroux des hommes libres. Tous les départements voisins ne demandent qu'à marcher, et viennent d'adopter des mesures vigoureuses et très influentes sur l'aristocratie mercantile, par exemple le séquestre des biens et la défense totale de passer sur le territoire. Aujourd'hui les Lyonnais sont tellement resserrés qu'ils n'ont plus de débouchés que par l'Ain ; mais nous espérons reconquérir à la liberté cet échappatoire important. Il y a eu des ordres pour les arrêter sur les frontières, sur le chemin de Beaucaire. Vous voyez qu'ils sont, par avance, bloqués assez étroitement.

Hier, les quatre aides-de-camp et le général marseillais de nouvelle fabrique sont arrivés ici, sur une charrette. Quelques voix ont crié : *A la lanterne !* mais l'immense majorité a dit : *Au tribunal révolutionnaire !*

Les Marseillais ont évacué Avignon. Doppet y est entré avec ses Allobroges². On croit qu'ils se sont retirés

son complice, fut simplement condamné à six mois de détention. Mis en liberté après le siège et nommé président de la commission temporaire, il résigna ses fonctions, au bout de quelques jours, et se donna la mort, le 16 déc. 1793, pour des motifs qui n'ont point été éclaircis. (Salomon de la Chapelle, *Hist. judic. de Lyon et des départements de Rhône-et-Loire et du Rhône depuis 1790*, t. I, Lyon, 1880, p. 183.)

¹ Le décret du 12 juillet, par lequel la Convention avait déclaré Lyon en état de révolte contre l'autorité légitime, cassé les autorités lyonnaises, ordonné aux habitants de quitter la ville dans les trois jours, sous peine de confiscation de leurs biens, et confié à deux représentants l'exécution de ces mesures draconiennes. (*Moniteur*, 14 juillet, XVII, 121-122. — Wallon, *La Révolution du 31 mai*, II, 202.)

² Nouvelle prématurée, comme on le verra par la lettre suivante. Avignon n'ouvrit ses portes à Carteaux que le 27 juillet.



derrière la Durance, pour en disputer le passage et attendre des renforts. Dès que le général aura reçu les nouvelles troupes qu'on lui envoie, il forcera probablement ce passage, et marchera droit à Marseille, où la réaction sera satisfaisante mais terrible. J'apprends par une voie sûre que les canonniers d'Aix se sont déclarés hautement pour la bonne cause, malgré les cris d'un peuple frémissant et égaré.

Les commissaires de Lyon, que les représentants du peuple ont fait relâcher, au lieu de se pénétrer d'un pareil procédé, se sont conduits comme des lâches et des scélérats.

Les déserteurs nous arrivent toujours en grand nombre. On en fait un dépôt à Valence, puis on les envoie aux Pyrénées.

Du côté de Gap, d'Embrun et de Briançon, le démon du fédéralisme s'agite avec fureur¹, mais j'espère que le sans-culottisme de l'armée déjouera ses noirs projets.

Quant à ce département, l'esprit public s'y soutient. Celui des troupes est au-dessus de tout éloge. Il part à l'instant un bataillon pour l'armée des Pyrénées, mais il abattra le fédéralisme avant de se rendre à sa destination.

Le décret sur le maximum des grains² fait ici beaucoup de mal, parce qu'il n'est point exécuté dans les départements voisins. Cette loi a été rédigée par des hommes purs, mais elle a besoin d'un nouvel examen.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY.

[*Ibid.*, t. 327, fol. 128-129 v^o.]

¹ Ceci devait être vrai surtout un mois plus tôt, car le département des Hautes-Alpes était entré franchement dans la coalition fédéraliste. (Wallon, *op. cit.*, I, 228-230.)

² Décret du 3 mai 1793. (*Moniteur*, XVI, 305-306.)

XL

Grenoble, ce 20 juillet, l'an 2^{me} de la République une et indivisible.

Ministre,

Quarante chasseurs Allobroges seulement étaient entrés dans Avignon. Les Marseillais, les croyant suivis de toute l'armée, avaient pris la fuite; mais, ayant appris leur petit nombre, ils sont rentrés dans la ville et les ont forcés à se replier. On a reçu hier une lettre de Carteaux qui mande qu'il tient en échec la colonne marseillaise, en attendant ses renforts. Aujourd'hui il doit être dans Avignon, et quand toutes ses troupes seront arrivées, il ira droit sur Marseille. Tous les aristocrates ont été désarmés au Saint-Esprit (*sic*). On suivra partout la même méthode. Le général proposait de retirer toute l'artillerie de la citadelle. On n'est point encore décidé. On a fait prisonnier un nommé Étienne Félix, fameux scélérat de Marseille. On nous en promet d'ici à huit jours quelques douzaines de cette espèce.

Les départements du Gard, de l'Hérault et de l'Ain viennent de donner leur rétractation¹, au moyen de quoi

¹ Le département de l'Hérault se rétracta le 14 juillet, celui du Gard, le 15. Le département de l'Ain ne fit une rétractation en règle que le 25 juillet, mais dès le 8 du même mois il avait complète-

on rendra probablement les 450 prisonniers faits au Saint-Esprit. Avec de la vigueur et de la sagesse on parviendra à rattacher le Midi à la colonne de la République indivisible.

Un régiment de cavalerie est arrivé à Mâcon où on l'a fait arrêter, vous devinez bien pourquoi.

Lyon est en révolte; c'est l'esprit de la Vendée. On paye en argent la force départementale; on met partie de la Convention hors de la loi et la tête des représentants du peuple à l'armée des Alpes à prix; on arrête les boulets qui vont à Perpignan. Les émigrés sont rentrés en foule dans cette ville, ainsi que les prêtres réfractaires. Il faut du sang : eh bien ! il en coulera. Le meurtre de l'infortuné Chalier sera vengé, et cet infâme repaire de l'aristocratie sentira tout le poids de la vengeance nationale. C'est au ministre à prendre de promptes mesures pour l'exécution du décret. Qu'il fasse venir de l'Ouest et du Rhin quelques bataillons; nous tirerons le reste de la Maurienne et de la Tarentaise. Tel est l'état des choses, je le dis sans hésiter, que j'aime mieux réduire Lyon que sauver Valenciennes.

Que fait Custine ? Telle est la question que se font tous les amis de la liberté. Il serait bien temps enfin de la résoudre¹.

ment changé d'attitude, et les jours suivants il multipliait les gages de sa soumission aux décrets de la Convention. (Wallon, *Révolution du 31 mai*, II, 164, 189, 322-323.)

¹ Nommé général en chef de l'armée du Nord le 13 mai 1793, Custine arriva à Cambrai dans les derniers jours du mois. Il trouva les affaires dans le pire état : le camp de Famars avait été évacué, Valenciennes était investie. Il voulut temporiser pour refaire ses troupes, mais la capitulation de Condé (12 juillet) le rendit

Les résultats de la diète helvétique sont très satisfaisants. J'en ai fait part au général en l'invitant, suivant mon devoir, à ne rien négliger pour assurer la continuation de ces procédés bénévoles par toutes les preuves possibles de bon voisinage.

Depuis les événements de Lyon, Necker est radieux à Coppet. A Nyon, à Morges et à Lausanne, en un mot dans toute la Suisse, les émigrés qui avaient l'oreille basse, parlent haut, et, comme avant la trahison de Dumouriez, on remarque la même chose en Allemagne. Veillez ; il se machine quelque grand complot.

Quoi qu'il arrive, souvenez-vous que je saurai vivre ou mourir libre.

Votre concitoyen,

P. CHÉPY,

Agent politique à l'armée des Alpes.

[*Ibid.*, t. 327, fol. 131-132 v^o.]

XLI

Grenoble, ce 23 juillet, l'an 2^{me} de la République.

Ministre,

Les événements se succèdent avec rapidité, et cependant ils ne nous entraînent pas à la paix constitutionnelle aussi vite que je l'aurais cru.

suspect, et le 22 juillet il était décrété d'arrestation. A la nouvelle de la capitulation de Mayence (28 juillet), il fut décrété d'accusation. Condamné à mort par le tribunal révolutionnaire le 27 août.

Le département du Var, et même la ville de Toulon, viennent d'entrer dans la coalition¹, ce qui met Brunet² entre deux feux. D'un autre côté, le Jura a notifié son acceptation à la ville de Lyon, en ajoutant qu'elle ne pouvait compter sur ses secours. Quant à celle-ci, elle va délibérer le 28 sur l'acte constitutionnel, mais qui nous rendra l'infortuné Chalier ? Quoi qu'il en soit, on prépare des mesures vigoureuses. Les Lyonnais patriotes, réfugiés, sont pourvus d'armes et formés en compagnies. Tous les mouvements de troupes vont être ordonnés.

Puisse cette expédition se faire le plus promptement possible et bien ! Le sujet de ma crainte est que l'État-major est dans les dispositions les moins favorables. Nos postes de Montélimar ont arrêté cent cinquante Lyonnais avec leurs marchandises pour Beaucaire. Ce sont des otages contre les assassinats juridiques dont se souille leur infâme cité. Carteaux est maître de Villeneuve-les-Avignon³. Rovère et Poultier sont à Sorgues⁴. J'espère que la colonne marseillaise sera faite prisonnière.

¹ Le 12 juillet et jours suivants. (Wallon, *op. cit.*, II, 221-222.)

² Brunet (Gaspard-Jean-Baptiste), né à Valensolle (Basses-Alpes, ch.-l. de canton, arr. de Digne) ; appelé le 20 mai 1793 au commandement de l'armée d'Italie ; accusé d'intelligence avec les royalistes, qui avaient livré Toulon aux Anglais ; traduit pour ce fait devant le tribunal révolutionnaire et condamné à mort. (Wallon, *Hist. du tribunal révolut. de Paris*, t. II, pp. 73-76.)

³ Villeneuve-les-Avignon, située sur la rive droite du Rhône, n'est séparée d'Avignon que par le fleuve. C'est à Villeneuve que Napoléon Bonaparte mit en batterie ses deux pièces de 4, avec lesquelles il démonta l'artillerie des Marseillais. (De Coston, *Bio-graphie des premières années de Napoléon Bonaparte*. Paris, 1840, I, 254.)

⁴ Sorgues (Vaucluse, arr. d'Avignon, canton de Bédarrides). — Poultier, député du Nord à la Convention nationale, et Rovère,

On dit Barras et Fréron étroitement détenus à Toulon¹. Voyez le profond machiavélisme de nos adversaires. Ils ont établi le foyer des troubles dans le grand atelier de notre marine, pour anéantir les débris de notre puissance sur la Méditerranée, livrer à nos ennemis la Corse et le commerce des Échelles.

J'attends toujours avec impatience mon nouveau passeport. Il est étonnant que je ne l'aie pas reçu depuis que vous me l'avez annoncé.

Les Piémontais nous laissent paisiblement nous déchirer entre nous. Je crois ce calme précurseur d'un grand orage. Dans tous les cas, il seront bien reçus.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY.

P. S. J'apprends à l'instant que le Gard s'éclaire, et qu'on demande hautement le renouvellement des *administrations corrompues*.

XLII

Grenoble, ce 25 juillet, l'an 2^{me} de la République une et indivisible.

Ministre,

Enfin on s'occupe sérieusement de réduire Lyon. Du 4 au 5 [août] il y aura, sous ses murs, vingt bataillons,

député des Bouches-du-Rhône, étaient l'un et l'autre en mission dans ce dernier département.

¹ Barras et Fréron, en mission dans les Hautes et Basses-Alpes, avaient failli être arrêtés dans les premiers jours de juin, au moment où ils se disposaient à rentrer à Paris, mais ils n'avaient

six escadrons, six mortiers et quatre-vingts pièces de canons. Nous espérons célébrer, sur la place de Bellecour, la fête solennelle du 10 août.

L'expédition sera commandée par le général du Muy, sous l'immédiate surveillance des représentants du peuple et sous les ordres de Kellermann. Les troupes brûlent d'ardeur de se mesurer avec les rebelles. Je ne crains que les excès d'une juste vengeance. Ces monstres ont assassiné juridiquement un chef de légion. Ils ont formé un camp de 7,000 hommes aux Brotteaux, mais ces aristocrates casaniers n'attendront pas nos légions valeureuses pour rentrer dans leur repaire. Les canonniers de ligne qu'on voulait retenir sont venus à la nage rejoindre l'étendard de la République. Que ne peut-on en dire autant du 3^{me} escadron du 9^{me} régiment de dragons, qui a eu la bassesse d'accompagner les patriotes à la guilotine ? Il faut en faire un exemple.

Avignon a dû être attaqué l'avant-dernière nuit : on ne sait rien encore.

Je ne dois pas vous dissimuler que l'on a des difficultés pour mettre en mouvement les campagnes qui, profitant presque seules de la révolution, ne sont occupées qu'à jouir.

Le général Sériziat, convaincu de complicité avec les Lyonnais, vient d'être destitué, arrêté et sera traduit au tribunal révolutionnaire¹.

jamais été détenus. Chépy les confond sans doute avec les deux représentants près l'armée d'Italie. Pierre Baille et Beauvais, emprisonnés au fort Lamalgue, à Toulon. (Wallon, *Les représentants en mission*, III, p. 11.)

¹ Non seulement il avait échoué dans sa mission, mais encore, dans son entrevue avec les autorités du département de Rhône-et-

La victoire remportée sur les Espagnols le 17 de ce mois nous met un peu à l'aise¹, parce que de Flers est en état d'attendre ses renforts.

Hier, j'ai demandé aux représentants du peuple à être employé dans l'expédition de Lyon. Je crois qu'ils m'enverront dans le Jura et dans l'Ain, pour y rassembler les forces départementales. Peut-être aussi me laisseront-ils en observation à Grenoble. Quoi qu'il en soit, je me propose de me rendre à Lyon pour y observer la révolution qui va s'y opérer, ainsi que l'armée qui présentera un ensemble. Je vous promets des détails exacts. Le service des postes est prêt à manquer dans toutes ces contrées-ci. Les maîtres de poste rançonnent les voyageurs au point de leur demander cent livres pour deux postes et demie. Que fait le Directoire?

Chaque jour augmente le discrédit de nos assignats. Les denrées sont d'une cherté effrayante : les souliers se vendent vingt francs. Nous nous élançons rapidement vers l'époque où notre papier tombera au pair des dollars américains. Et cependant la Convention sommeille ! Quel inconcevable vertige ! Il faut un puissant, un vaste effort, pour étouffer la guerre civile et sauver la fortune publique.

Nous avons eu dans la vallée d'Arche (sic), sous les

Loire, il avait laissé paraître, à l'égard des Lyonnais, une sympathie fort explicable de sa part, et qui n'allait pas jusqu'à la complicité. Par arrêté des représentants du peuple, du 26 juillet, il fut suspendu de ses fonctions et mis en état d'arrestation, mais il ne comparut pas devant le tribunal révolutionnaire. (Arch. nat., AF II, 252. Lettre des représentants du 26 juillet 1793.)

¹ Combat du Mas-de-Serre. Voy. sur cette affaire une lettre des représentants du peuple près l'armée des Pyrénées-Orientales, datée de Perpignan, 19 juillet 1793. (*Moniteur*, n° du 26 juillet.)

auspices du brave Carcaradec, un avantage assez considérable pour forcer les Piémontais à nous laisser ranger tranquillement nos affaires intérieures¹.

Le génie de la liberté veille, mais ses enfants ont peine à secouer la torpeur des vieilles habitudes et à s'élever à la hauteur de leur destinée. Vive la République !

P. CHÉPY,

Agent politique, employé à l'armée des Alpes.

P. S. Je vous prie de m'envoyer mes nouveaux passe-ports avec le titre de commissaire national qui n'est point dans le premier, et de faire parvenir mes lettres à l'adresse de Rivière, jusqu'à ce que j'en indique une autre.

[*Ibid.*, t. 327, fol. 189-190 v°.]

XLIII

Le Ministre des Affaires Étrangères au citoyen Chépy.

Paris, 27 juillet 1793, le 2^{me} de la République.

J'ai reçu, Citoyen, vos quatre lettres des 6, 8, 15 et 16 juillet. Il y a eu du retard dans les deux premières, qui ne me sont parvenues que le 19. Je n'ai pas moins envoyé des extraits de chacune d'elles au Comité de Salut public et aux ministres qu'elles peuvent concerner, lorsqu'il en a été besoin.

¹ Attaque du massif de la Tête-Dure par les Français (17, 18 et 19 juillet). Il y eut là une série d'engagements peu meurtriers et dont le résultat fut à peu près nul. (Krebs et Moris, pp. 256-258.)

Votre nouveau passeport est expédié du 25 de ce mois; il se trouve joint à cette lettre.

Je vous remercie de tous les détails dont vous m'instruisez. Continuez-les moi, je vous prie, et choisissez toujours les voies que vous jugerez les plus sûres ou les plus promptes pour me les faire parvenir, puisque vous dites y avoir interception de correspondances par les voies ordinaires.

[*Ibid.*, t. 327, fol. 252. Minute.]

XLIV

Le Ministre des Affaires Étrangères au citoyen Chépy.

Paris, le 28 juillet 1793, le 2^{me} de la République.

J'ai reçu, Citoyen, vos quatre lettres des 10, 19, 20 et 23 de ce mois; ces trois dernières dans leur temps et la première le 22 seulement.

Le Comité du Salut public a été aussitôt instruit des détails et renseignements que vous m'y avez adressés.

Puisqu'une de ces lettres a été retardée en route, comme quelques autres dont je vous ai accusé la réception hier, je vous réitère l'observation contenue en ma précédente, de vous servir de la voie la plus sûre pour que vos lettres me parviennent régulièrement. Au reste, jusqu'à présent, il n'y en a pas encore eu de perdues, car tous les numéros se suivent.

[*Ibid.*, t. 327, fol. 253. Minute.]

XLV

Chépy au Ministre.

Grenoble, ce 28 juillet, l'an 2^{me} de la République.

Ministre,

C'est aujourd'hui que les Lyonnais délibèrent sur l'acceptation de l'acte constitutionnel. Vaincus par la terreur, ils ont laissé sortir le 3^e escadron de campagne du 9^e régiment de dragons et la compagnie d'artillerie. Ils ont écrit aussi au général Kellermann qu'ils reconnaissaient la Convention, mais qu'ils se constituaient en état de résistance à l'oppression jusqu'au rapport des décrets rendus contre eux¹. On assure que Birotteau a pris la fuite². Quoi qu'il en soit, on marchera sur eux, et de là sur Marseille et Toulon. Nous n'avons aucune nouvelle de Carteaux, ce qui nous étonne beaucoup. On apprend cependant indirectement que les Marseillais ont coupé la tête à un Allobroge prisonnier³, et que toute conciliation est devenue impossible. Ces séditeux arrêtent les vivres de l'armée d'Italie, mais ils seront exemplairement châtiés.

¹ 24 juillet. Lettre des membres de la Commission de Salut public de Rhône-et-Loire à Kellermann.

² Ni Chasset, ni Birotteau n'étaient restés à Lyon ; mais le premier s'était réfugié en Suisse, tandis que Birotteau allait se cacher à Bordeaux où il fut découvert et mis à mort le 27 oct. 1793.

³ Voy. plus bas, p. 159.

L'attention du Conseil, en attendant cette heureuse époque, doit être de prévenir, par tous les moyens possibles, la tradition de Toulon et de notre marine aux despotes étrangers.

J'ai vu dans le *Moniteur* une vive sortie du Rühl contre les commissaires du pouvoir exécutif¹. J'ose espérer qu'elle ne peut tomber sur moi.

J'apprends que Dubuisson et Saint-Charles ont des missions particulières en Suisse. J'applaudis au choix du premier, qui a bien mérité de la patrie, mais je m'élève fortement contre le second. C'est un vil intrigant, créature de Dumouriez, et qui, en passant dernièrement à Genève, a scandalisé des patriotes de cette ville par des propos inciviques et immoraux. S'il vient à l'armée prendre son grade d'adjudant-général, il sera bien reçu par les commissaires. Cet homme est tellement suspect qu'un article de mes instructions rédigées par votre prédécesseur me prescrit de me défier de lui.

Au surplus, je vous renvoie, pour ce qui le concerne, au mémoire adressé contre lui par le citoyen Grenus au Comité de Salut public. Qu'il me soit permis, en finissant cet article, d'observer qu'il est pénible pour moi, qui suis sur les lieux, et qui exerce une mission analogue, de n'avoir point été appelé à coopérer aux dernières mesures. J'ose croire, Citoyen ministre, qu'en

¹ Séance du 20 juillet (*Moniteur*, XVII, 185). « RUHL : Il est connu que beaucoup de commissaires du Conseil exécutif sont répandus dans les départements ; il est connu que tous ne marchent pas sur la même ligne que les commissaires de la Convention. Ce grand nombre d'agents coûte beaucoup à la République, et lui est inutile, puisqu'il y a des représentants du peuple partout où l'intérêt de la République le demande. Je propose à la Convention de les faire rappeler. »

attendant la vacance d'un emploi dans le corps diplomatique, vous m'enverrez un supplément d'instructions et de pouvoirs et que vous me fournirez une occasion de servir mon pays d'une manière encore plus active.

Depuis quinze jours je ne cesse d'écrire en Valais et à Genève, et j'en ai (*sic*) aucune réponse. Je ne sais à quoi attribuer ce silence; mais il me tue parce que momentanément il me condamne à quelque inactivité.

Je me recommande à vos souvenirs. P. CHÉPY.

P. S. J'attends toujours, avec une très vive impatience, un nouveau passeport. Sans lui je ne puis faire un pas qui ne m'expose au soupçon et à toutes ses fâcheuses conséquences.

[*Ibid.*, t. 327, fol. 266-267 v°.]

XLVI

Grenoble, ce 1^{er} août, l'an 2^{me} de la République.

Ministre,

Les représentants du peuple et le général Kellermann sont partis d'ici, hier, pour se rendre à Bourg et de là marcher sur Lyon. Tous les officiers ont suivi, et il n'est resté ici que l'ordonnateur et les administrations militaires. La totalité des gardes nationales sédentaires, requises pour cette expédition, se monte à 13,200. Le contingent de Grenoble est 408; pour l'obtenir, il a fallu recourir au sort, et je ne dois pas vous dissimuler que la mauvaise volonté domine chez ceux qu'il a indiqués. Au reste, on

ne doit avoir aucune inquiétude, car on n'en a pas besoin : douze bataillons de troupes réglées qui marchent suffisent, et au-delà.

D'après les renseignements que j'ai pu recueillir, Lyon est partagé entre la crainte et le désir impie de se mesurer contre la puissance nationale. D'un côté, il laisse sortir les dragons du 9^e régiment, de l'autre, il retient les chevaux d'un détachement Allobroge pour monter quelques fédéralistes muscadins. D'un côté, il manifeste l'intention d'aller au devant de l'armée, l'olivier à la main, de l'autre, dresse des batteries, fait couper des ponts, etc. Quoi qu'il en soit, les représentants sont bien disposés à rétablir l'empire des lois et à faire triompher le sans-culottisme dans cette dangereuse cité. Après l'avoir réduite, les troupes descendront le Rhône jusqu'à Avignon, iront joindre l'armée Carteaux ¹ et marcheront de là sur Aix, Toulon, Marseille, et, après avoir rattaché ces villes au système saint de l'indivisibilité, elles se fondront dans l'armée de Brunet, emporteront Saorgio ² et termineront ainsi la campagne contre les Piémontais d'une manière très glorieuse.

Carteaux est maître de l'Isle ³ et d'Avignon. Les Marseillais se sont conduits comme des brigands; avant d'évacuer Avignon, ils ont égorgé ou emmené en captivité tous les patriotes.

A l'Isle, la légion Allobroge a passé la garnison d'Aix et

¹ La suppression de la préposition *de* dans les locutions de ce genre était fréquente à cette époque.

² Saorge (Alpes-Maritimes, arr. de Nice, canton de Breil). Les Piémontais avaient établi à Saorgio un camp retranché qui gardait la route du col de Tende.

³ L'Isle-sur-Sorgue (Vaucluse, ch.-l. de canton, arr. d'Avignon).

quelques habitants au fil de l'épée, parce qu'on avait coupé la tête à leur parlementaire et qu'on avait promené sa tête sur une pique¹. Ces exemples sanglants devraient nous apprendre combien il est instant d'étouffer nos divisions intestines.

L'ennemi est maître de Mayence². Peut-être s'emparera-t-il de Valenciennes³, et nous nous déchirons entre nous ! Malheur à ceux qui attisent et perpétuent nos discordes ! Les malheureux événements qui viennent de se passer au Rhin ne peuvent être attribués qu'à l'insuffisance de notre cavalerie. Tous les bons esprits gémissent de l'inexécution du décret rendu depuis si longtemps et qui porte une levée de 30,000 hommes de cheval. Tous les bons citoyens espèrent aussi qu'on verra enfin la tête

¹ Nous avons sur cette affaire le rapport officiel de Doppet ; il ne contient rien qui justifie les assertions de Chépy. « J'avais, écrit-il, donné l'ordre à l'officier Allobroge qui commandait l'avant-garde de s'arrêter avec elle, à portée de canon des murs de l'Isle, et de m'y attendre. Trois dragons étaient en avant, ils entrèrent dans l'Isle, demandèrent les pouvoirs constitués, pour leur annoncer l'arrivée des soldats de la République et leur mission légale ; mais on leur fit feu dessus dans la ville, un d'eux fut tué, deux rebroussèrent chemin et me rejoignirent. Ils me firent leur rapport. Les dragons allobroges, irrités et indignés de la réception de leurs frères à l'Isle, voulaient se précipiter dans la ville. Je parvins à contenir leur fureur. L'indignation avait gagné les autres bataillons et l'artillerie. » L'affaire reprit le lendemain (23 juillet) et fut assez chaude. Des excès furent commis, que Doppet cherche à peine à dissimuler. « La troupe exerçait, il est vrai, pendant ce temps, des actes de vengeance. Ne trouvant pas les rebelles, le soldat crut que leur asile pouvait être livré au pillage, etc. » (A. G. Armée des Alpes. Rapport adressé par Doppet au général Carteaux, le 25 juillet. — Cf. Folliet, *Les Volontaires de la Savoie*, p. 30.)

² Mayence avait capitulé le 23 juillet.

³ Valenciennes, assiégée depuis deux mois, s'était rendue aux Autrichiens le 28 juillet.

de Custine et adhérents rouler sur l'échafaud. L'idée de secourir Valenciennes est grande et belle, mais il faut bien mesurer son exécution, car de là dépend peut-être le sort de toute la guerre.

Il y a dans les affaires de la Vendée une marche qui inquiète tous les hommes de bonne foi. Il faut que le Comité de Salut public et le Conseil s'expriment enfin franchement, s'ils ne veulent pas aliéner totalement la confiance publique.

Permettez-moi de vous soumettre une idée dont on peut tirer quelque parti. Quand, au 10 août, les députés des communes jureront, au Champ de Mars, sous le dôme du ciel, le maintien de la constitution nouvelle, quand cet évangile de liberté sera proclamé solennellement, et paraîtra brillant de l'acceptation universelle et fort de la volonté publique, alors que le président profite de l'enthousiasme qu'une pareille cérémonie fait naître, qu'il propose à tous ces représentants momentanés du zèle national de s'ébranler en masse et de marcher contre les rebelles de la Vendée. Vous aurez le précieux avantage d'avoir improvisé une force imposante dont la composition sera pure et l'intérêt à combattre immense. Joignez à cela la superbe commotion que doivent voir le Rhin, la Meuse et l'Escaut, et il sera vrai de dire que, pour commémorer le triomphe de l'égalité, la nation s'est levée tout entière et a écrasé les tyrans.

J'ai vu avec une surprise mêlée d'indignation que des représentants trompés avaient suspendu le général Lavalette¹. C'est mon ami, c'est lui qui a déjoué le complot de

¹ Louis-Jean-Baptiste Thomas, marquis de Lavalette, né en 1744 ; commandant du bataillon de la section des Gardes-Françaises ;

Dumouriez. On ne l'a puni que d'avoir aussi déjoué celui de ses dignes imitateurs. Je réponds de son innocence sur ma tête, et je jure qu'on lui doit, non des fers, mais une couronne civique.

Je n'ai point voulu me rendre à Bourg, parce que ce circuit était inutile et dispendieux à la République. J'aime mieux me rendre sous les murs de Lyon directement, par Bourgoin. J'ose espérer que vous approuverez ma conduite.

J'attends toujours mes nouveaux passeports. Je ne reçois ni ces titres importants, ni lettres de vous : je ne sais à quoi l'attribuer. J'ose cependant croire que je ne vous ai donné aucun sujet de mécontentement.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY.

[*Ibid.*, t. 327, fol. 297-300.]

XLVII

Grenoble, le 2 août, l'an 2^{me} de la République.

Ministre,

Hier, une compagnie de patriotes lyonnais réfugiés est

général de brigade à l'armée du Nord. Suspendu par les représentants du peuple Duhem et Lesage-Senault à la suite de différends survenus entre lui et le général Lamarlière, il fut défendu par Robespierre. En conséquence, Duhem fut rappelé, l'arrêté pris par lui et son collègue renvoyé au Comité de Salut public. Les choses allèrent même plus loin, car, sur un rapport favorable à Lavalette (31 juillet), Lamarlière était traduit devant le tribunal révolutionnaire. Le 9 thermidor an II Lavalette était le lieutenant d'Hanriot dont il partagea le sort ; il fut guillotiné le lendemain. (*Moniteur*, XVII, 211, 283-284. — Wallon, *Hist. du tribunal révol. de Paris*, V, 252.)

partie de cette ville pour reconquérir ses foyers. Les citoyennes du club leur ont fait présent d'un drapeau. On s'est rassemblé autour de l'arbre de la liberté, on s'est embrassé, on a prononcé des discours patriotiques; enfin, la fête a été charmante, parce que la fraternité en faisait tous les frais.

Les difficultés que font les citoyens requis de marcher sur Lyon, viennent moins d'une intention perverse que de ce qu'on n'a pas suivi exactement la loi qui détermine le mode de réquisition de la force publique. Contrairement aux dispositions du décret, on a demandé 40 hommes aux compagnies de grenadiers, composées de 80; mais les premiers murmures sont passés, les obstacles s'aplanissent et les complots de l'aristocratie seront déjoués.

Pour comprimer l'élan du civisme chez tous les citoyens, les malveillants ont fait répandre le bruit de la prise de Perpignan. Ils ont insinué avec perfidie qu'on ne laisserait rentrer de longtemps les citoyens requis dans leurs foyers, qu'on les traînerait contre les Espagnols, les Piémontais et les rebelles de la Vendée, etc., etc. Mais toutes ces suggestions n'ont eu presque aucun effet.

Le décret contre les accapareurs a été reçu ici avec transport¹. C'est un remède violent, mais nécessaire, puisque le corps social est gangrené.

On assure que les Espagnols se sont emparés d'un grand convoi de blé destiné pour Marseille. Quand donc s'occupera-t-on de notre armement de la Méditerranée?

L'assemblée conventionnelle vient de rendre un décret qui fixe à deux le nombre des commissaires du pouvoir exécutif près de chaque armée. Je ne prétends pas

¹ Décret du 26 juillet 1793. — *Moniteur*, XVII, 247.

préjuger votre décision, mais j'espère tout de votre justice. Quelque chose que vous prononciez sur mon sort, je vous prie de me le faire connaître le plus promptement possible. L'incertitude est un état affreux. Au surplus, si votre choix et celui du Conseil venait à honorer mes efforts et mon zèle, je vous observe qu'il serait nécessaire de m'envoyer des instructions et une commission en forme, mes passeports ne portant autre chose que *chargé d'une mission du gouvernement*. Dans tous les cas, étant attaché par inclination et par état au corps diplomatique, je me recommande à vos souvenirs préférablement pour cette partie.

On annonce que la ci-devant Provence est ferme et inébranlable dans ses projets de fédéralisme, que toutes les communes sont soulevées, qu'en un mot l'égarément est à son comble.

Comptez sur moi à la vie et à la mort. P. CHÉPY.

P. S. Je passe mon temps à échauffer l'esprit public et à parler de liberté et d'égalité dans la Société populaire.

[*Ibid.*, t. 327, fol. 301-302 v°.]

XLVIII

Le Ministre des Affaires Étrangères au citoyen Chépy.

Paris, 3 août 1793, le 2^m de la République.

J'ai reçu, Citoyen, avec votre dépêche numérotée 27, sous la date du 25 juillet, celle numérotée 21, datée du 13. Les détails que contenait cette dernière ayant perdu de

leur intérêt par ceux que renferment vos lettres plus récentes, je me suis borné à communiquer ceux-ci au Comité de Salut public et aux ministres qui les concernent (*sic*).

Continuez d'apporter dans votre mission cette surveillance, que les circonstances du moment rendent plus urgente que jamais, et la liberté menacée triomphera de tous les obstacles.

P. S. Je compte vous envoyer sous peu de jours de nouvelles instructions et, quelle que soit votre mission, la République applaudira sans doute à votre zèle et à votre dévouement.

[*Ibid.*, t. 327, fol. 329. Minute.]

XLIX

Grenoble, ce 6 août, l'an 2^{me} de la République.

Ministre,

Le contingent de Grenoble est parti avant-hier; il y avait un peu de gaîté et de courage.

J'ai vu avec peine la dénonciation contre Kellermann. Il y donne le démenti le plus complet en marchant contre Lyon, de sa personne. Kellermann est un bon homme, un franc soldat; il ne connaît ni l'intrigue, ni la politique, et, par conséquent, il peut être jeté facilement hors la voie, mais son cœur loyal et son sens droit l'y ramènent. Ses talents militaires sont précieux; il faut les ménager pour la République. Peut-être est-il destiné à rétablir la gloire

de nos armes, dans une autre journée de Valmy. D'ailleurs, il est redouté des alliés, et notamment des Prussiens, et c'est quelque chose dans un général que la puissance de la réputation.

La prise de Mayence a causé ici une vive douleur et un découragement universel. Je ne doute point qu'elle n'ait produit ailleurs les mêmes effets. Il n'est qu'un moyen d'y remédier, c'est de faire un grand exemple. Que d'Oyré¹ et les officiers de l'État-Major tombent avec Custine sous le glaive de la loi, que les représentants du peuple ne soient point épargnés, s'ils ont accédé à cette infâme capitulation. Tous les bons esprits s'accordent à demander que la garnison, épurée au creuset de la guerre, forme le noyau d'une nouvelle armée contre la Vendée et que l'on licencie avec ignominie tous les héros à cinq cents livres². Je vous conjure, au nom de notre commune patrie, de fixer votre attention sur cet objet.

Nous n'avons aucunes nouvelles positives de l'armée Carteaux. Voici ce que j'ai pu recueillir :

¹ François-Ignace-Ervoil d'Oyré, né à Sedan le 27 mai 1739 ; élève à l'École du génie de Mézières, 1^{er} juin 1756 ; ingénieur 1^{er} janvier 1759 ; colonel, à Metz, 8 fév. 1792 ; maréchal-de-camp provisoire, 9 oct. 1792 ; à Mayence, 9 nov. 1792 ; maréchal-de-camp titulaire, 6 déc. 1792 ; décrété d'arrestation, après la reddition de la place, 28 juillet 1793 ; en otage après le siège ; rentré en France, le 23 déc. 1794 ; en retraite, le 31 mars 1796. Il était le beau-frère de Dubois-Crancé, qui avait épousé sa sœur le 20 août 1763. (Iung, *Dubois-Crancé*, I, 67 et n. 1, où l'on trouvera les états de service complets. — Voy. aussi Arthur Chuquet, *Mayence (1792-1793)*. Paris, Cerf, 1892, in-12, surtout pp. 150-152.)

² On surnommait ainsi les volontaires grassement payés, envoyés dans l'Ouest par la Commune de Paris, qui avait revendiqué l'honneur d'écraser les *brigands* de la Vendée.

L'armée est campée à Saint-Rémy près Lambesc¹. Elle a été grossie de patriotes provençaux. Les canonniers d'Aix restent fidèles à la Convention. La garnison de Toulon et les commandants des forts sont dans les meilleures dispositions. Les Marseillais sont généralement haïs et méprisés. Ils se préparent à une vigoureuse défense, mais il y a plus de jactance que de véritable résolution dans leur conduite. L'armée de Brunet est entre trois feux. Les fédéralistes lui ont arrêté son argent et ses vivres. Il écrivait dernièrement qu'il n'avait de l'argent que pour quinze jours et des vivres pour dix. On est obligé de lui faire passer l'un et l'autre par la montagne. Armons à Toulon et faisons un grand effort pour réduire Marseille, ou d'incalculables malheurs fondront sur nous.

J'ai reçu le passeport et les exemplaires que vous m'avez adressés. Je ferai de ces derniers le meilleur usage possible.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY.

[*Ibid.*, t. 327, fol. 346-347 v^o.]

L

Grenoble, ce 7 août, l'an 2^{me} de la République.

P. Chépy, agent politique et commissaire national près l'armée des Alpes, au Ministre des Affaires Étrangères.

Je viens de recevoir un rapport détaillé relativement à

¹ Saint-Rémy. Bouches-du-Rhône; ch.-l. de canton, arr. d'Arles.
— Lambesc; même départ., même arr., ch.-l. de canton.

la position des ennemis sur le Petit-Saint-Bernard. Je le fais passer au général Kellermann, par le même ordinaire¹. Il en résulte en substance que les ennemis sont tellement affaiblis par la désertion et la maladie que le régiment de Rocmondel (*sic*)² est réduit à quatre cents hommes et que les douze régiments qui se trouvent, soit dans la cité d'Aoste, soit aux postes du Petit-Saint-Bernard, soit aux environs, forment à peine un total de trois mille combattants effectifs.

Les nouvelles du Var et des Bouches-du-Rhône sont assez satisfaisantes. L'armée de Carteaux, par l'effet de ses réquisitions, est forte au moins de vingt-cinq mille hommes. Des villages entiers viennent s'y réunir. Les habitants d'Aix disent hautement qu'ils iront au devant des troupes, qu'ils leur demandent l'acte constitutionnel pour l'examiner, qu'ensuite ils marcheront avec elles contre Marseille. Six mille hommes de l'armée de Nice sont en marche pour joindre Carteaux. J'espère que dans un mois il ne sera plus question de la coalition méridionale.

On a découvert chez des négociants de cette ville beaucoup de tabac et de savon, qu'on fera vendre sur la place publique.

Le pain manque ici, et le laboureur, qui vraiment est insatiable, attribue cette disette au défaut de bras pour battre. Un commissaire des guerres, le patriote Bourgeois³,

¹ Le même courrier.

² Lisez : Rockmondet ; régiment suisse, au service du roi de Piémont, recruté dans le canton de Berne.

³ Charles-Louis Bourgeois, né à Versailles en 1762. Entré le 1^{er} janv. 1788 dans les bureaux de la guerre comme élève. Avait servi

a trouvé un moyen fort ingénieux d'y remédier. Il y a encore, pour le recrutement complet de l'armée des Alpes, un contingent de huit mille hommes à fournir. Il propose de les organiser en bataillons réguliers, et, avant de les armer, de les envoyer, par détachements, dans les campagnes, où ils feraient, moyennant un léger supplément de solde, les travaux accoutumés. Quand ils seraient achevés, on donnerait des fusils à ces volontaires, qui, exercés pendant l'hiver, pourraient entrer en ligne au mois de mars. On se plaint beaucoup du défaut de tentes et d'effets de campement.

Cette armée-ci est, relativement aux ennemis qu'elle a en front, trop bien approvisionnée en bons officiers. On y compte Kellermann, Saint-Rémy, du Muy, Carcaradec et Dubourg, en divisionnaires; en généraux brigadiers, Gouvion, Badelaune², Rivaz, tous militaires de la plus grande

dans la garde nationale comme aide-major. Nommé commissaire des guerres par le ministre Duportail, en oct. 1791. Avait rempli les fonctions d'ordonnateur à Besançon et à Grenoble, de mai 1792 à avril 1793. Chargé alors du recrutement de l'armée des Alpes. Commissaire ordinaire de 1^{re} classe en l'an VIII. (Arch. nat., AF II, 339.)

¹ Louis-Jean-Baptiste Gouvion, qu'il ne faut pas confondre avec le maréchal Gouvion Saint-Cyr. Né à Toul en 1752, mort à Paris le 22 nov. 1823. — Avait d'abord servi comme général de brigade à l'armée du Nord, passa ensuite à l'armée d'Italie et revint, en 1799, à celle du Nord, où il fut fait général de division sur le champ de bataille de Berghem. — Sénateur sous l'Empire (1^{er} fév. 1805) et pair de France sous la Restauration.

² Nicolas Debas, dit Badelaune, né à Paris le 29 fév. 1756. — Avait débuté dans la marine et fait la campagne, de 1779 à 1783, comme lieutenant de vaisseau en Hollande. En 1786, il quitta le service. Au début de la Révolution, il figura, je ne sais avec quel grade, dans la garde nationale du faubourg Saint-Marceau. Capitaine d'artillerie de la marine en mai 1792. Adjudant-général chef de bataillon

distinction. Il me semble qu'on pourrait en détacher quelques-uns pour des postes plus périlleux.

On est ici consterné de la nomination du général Rossignol¹.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY.

[*Ibid.*, t. 329, fol. 1-2 v°.]

LI

Grenoble, ce 8 août, l'an 2^{me} de la République

P. Chépy au Ministre des Affaires Étrangères.

Non seulement des citoyens de Grenoble, indiqués par le sort, ne sont point partis pour l'expédition de Lyon ; mais même, de ceux qui ont obéi à la réquisition, plusieurs reviennent avec armes et bagages dans leurs foyers. Instruit de cette infâme conduite, sachant d'ailleurs combien elle peut influer sur l'esprit public, j'ai dénoncé ces lâches fuyards au commandant de la place, en le sommant de les faire arrêter comme déserteurs. Il s'est

le 12 avril 1792 ; employé à l'armée des Alpes depuis le 12 oct. 1792. Adjudant-général chef de brigade, 5 juin 1793 (arrêté des représentants du peuple). Général de brigade, 21 juin 1793 (nomination provisoire) ; ce dernier grade lui fut confirmé par le pouvoir exécutif, le 5 floréal an II. (Arch. nat., AF. II, 336 et 252. — A. G. Armée des Alpes.)

¹ Il s'agit de sa nomination au commandement de l'armée des Côtes de la Rochelle (27 juillet). — Voy. *Moniteur*, XVII, 258.

concerté avec les autorités constituées et il sera pris, j'espère, des mesures réprimantes et efficaces.

Depuis Saint-Laurent¹ jusqu'à Lyon, aucune commune n'a voulu marcher. Les municipalités campagnardes, très atteintes de la maladie du fédéralisme, ont affecté de donner de très mauvais logements aux troupes, et surtout à celles de réquisition. Plusieurs ont refusé l'inscription volontaire des patriotes dont le zèle excédait le contingent assigné. Montbrison et Saint-Étienne ont fourni à Lyon douze cents hommes qu'on a casernés². Huit cents hommes sont postés à la Croix-Rousse; deux mille sont campés à la Pape avec vingt-deux pièces de canon. Ils ont abattu l'allée Morand et la Maison de vengeance (?). Il n'y a pas de mal à cela. Puisque nous sommes arrivés à la crise décisive, il faut qu'un peu de résistance rende la leçon plus touchante et plus terrible.

La trahison de Valenciennes a augmenté beaucoup ici le découragement. Cependant, si l'Assemblée persiste dans sa marche ferme et vigoureuse, l'esprit public se soutiendra.

J'ai retrouvé avec un vif plaisir, dans le dernier décret rendu sur le rapport du Comité de Salut public, toutes les propositions que je lui ai faites il y a plus d'un mois. Cela m'engage à lui écrire pour lui demander de disposer de moi dans un poste plus actif et plus périlleux.

¹ Saint-Laurent-du-Pont, ch.-l. de canton, arr. de Grenoble, ou Saint-Laurent-de-Mure, ch.-l. de canton, arr. de Vienne, beaucoup plus rapproché de Lyon.

² En marge, on lit cette note au crayon : « Est-ce pour ou contre ? » C'est *pour* qu'il faut lire, mais la phrase de Chépy est, en effet, à double entente.

Vous trouverez ci-inclus l'adresse que j'ai rédigée au nom de la Société populaire de Grenoble; elle vous donnera la mesure de mes sentiments et de ma manière de remplir la mission dont on m'a honoré.

La liberté vous garde. P. CHÉPY,

*Commissaire national et agent politique
près l'armée des Alpes.*

[*Ibid.*, t. 329, fol. 25-26.]

LII

Grenoble, ce 10 août, l'an 2^{me} de la République française.

*P. Chépy, commissaire national et agent politique
employé près l'armée des Alpes, au Ministre des
Affaires Étrangères.*

La désertion est considérable dans tous les corps de l'armée, notamment dans le 4^{me} bataillon du département du Mont-Blanc. Depuis un mois, il a perdu cent cinquante hommes. Chaque jour, la gendarmerie nationale ramène quinze ou seize fuyards. On vend tout : draps, habits, armes, chaussures, et tous ces délits restent impunis, grâce à la mauvaise organisation des cours martiales et aux interminables délais pour l'érection des tribunaux militaires, décrétés depuis si longtemps et si impérieusement demandés par l'utilité publique.

Il n'y a point, au moins, de reproche à faire à l'ordon-

nateur Denniée, qui fait les fonctions de grand-juge. C'est un patriote zélé et pur¹.

Hier, le Département a fait exécuter le décret concernant les agents de l'administration de l'habillement et autres. Les deux commissaires Mutrecy et Maurin ont été mis en état d'arrestation. On travaille à remplir les formalités de la loi. Chacun voit avec douleur que cette mesure générale ne les ait point épargnés. Ce sont des hommes d'une probité et d'un patriotisme rare, qui ont fait admirablement leur devoir et qui sont chéris de l'armée et des représentants du peuple. Je vous prie de fixer sur ces deux citoyens l'attention du Ministre de la Guerre².

Au moment où je vous écris, on se bat à Lyon depuis environ vingt-quatre heures³. On n'a aucun détail. Il paraît cependant que l'aristocratie lyonnaise, se croyant destinée au supplice et au pillage, veut se défendre jusqu'à la dernière extrémité. Il est parti pour l'armée de la République un gros convoi d'artillerie, contenant des pièces de 24, de 16, et des mortiers.

J'ai reçu avec joie la lettre par laquelle vous me promettez de nouvelles instructions. Je vous assure d'avance

¹ Denniée, commissaire-ordonnateur à l'armée des Alpes. Nommé inspecteur en chef aux revues le 16 messidor an X (5 juillet 1802).

² Maurin, Mutrecy et Nadal étaient « préposés par le Conseil exécutif à l'achat et à la confection des objets d'habillement, d'équipement et de campement ». (A. G. — Armée des Alpes.)

³ On ne se battait pas, car dans les deux camps on célébrait la fête du 10 août. L'avant-veille, une première rencontre avait eu lieu, près de Montessuy, entre l'avant-garde du général Petit-Guil-laume et une forte patrouille lyonnaise. Le 9 août, Kellermann avait fait canonner sans grands résultats les environs de Montessuy et l'entrée de Saint-Clair. (Krebs et Moris, *op. cit.*, pp. 347-348.)

que je les remplirai dans toute leur étendue, dussé-je périr.

Voici des propositions que je vous prie de soumettre de ma part au Comité de Salut public :

1^o Oter aux officiers d'infanterie, excepté aux chefs de corps, leurs chevaux, les acheter pour le compte de la République, et cependant, pour adoucir cette privation, leur payer leurs rations en argent. J'y trouve le double avantage, d'avoir environ six mille chevaux (et c'est précieux quand la pénurie est aussi effrayante) et de diminuer les bagages par lesquels les armées périssent toujours.

2^o D'employer (*sic*) tous les armuriers et autres ouvriers en fer pour le compte de la République; on en a le droit puisqu'on les a dispensés du recrutement.

3^o Adopter les propositions de Robespierre, d'ouvrir des ateliers sur la place publique, pour que le danger de la patrie retentisse toujours, avec les marteaux, aux oreilles de tous les citoyens.

4^o S'occuper d'un plan de défense générale du territoire, qui indique les lieux de rassemblement, les endroits où il faudra élever les signaux, parquer les bestiaux et retirer les effets précieux.

5^o Examiner la question de la déportation de tous les ci-devant privilégiés.

6^o Les chasser tous de nos armées, sauf à la Convention nationale à en rappeler quelques-uns par appel nominal. Cette espèce de baptême politique effacera la tache originelle de la naissance.

7^o Ajouter au décret qui fixe les cas où il est permis aux républicains de capituler.

8^o S'occuper sérieusement de faire exécuter la loi concernant les chevaux de luxe.

Il me reste encore quelques propositions à faire, que je vous transmettrai quand je les aurai mûries par la réflexion.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY.

[*Ibid.*, t. 329, fol. 39-40 v^o.]

LIII

Le Ministre des Affaires Étrangères au citoyen Chépy.

Paris, 13 août 1793, le 2^{me} de la République.

J'ai reçu, Citoyen, vos dépêches des 28 juillet dernier, 1^{er}, 2, 6 et 7 août présent mois. Il y a eu du retard dans les deux premières qui me sont parvenues en même temps que les autres.

Je vous remercie de tous les détails que vous m'avez communiqués sur l'état de nos armées, sur ses (*sic*) mouvements, sur ce qu'il y a à en espérer, et enfin sur la position de nos ennemis intérieurs et extérieurs. J'ai fait part du tout, par des extraits exacts, au Comité de Salut public et aux ministres qui devaient en avoir connaissance.

Le Conseil ne s'est point encore occupé du décret, qui réduit à deux le nombre des commissaires dans chaque armée. Vous devez assez vous reposer sur votre activité et votre travail pour espérer d'être conservé. Quand le Conseil aura pris un parti à ce sujet, je vous en ferai

part, et jusque-là je dois suspendre les nouvelles instructions que vous désirez et que je vous avais annoncées prématurément. En attendant, continuez votre surveillance sur tous les objets de votre mission, et je vous recommande surtout de faire en sorte de ne point vous laisser devancer dans l'annonce que vous me faites des faits et des événements. Vous n'ignorez point que c'est souvent à la rapidité de leur cours qu'est due l'efficacité des mesures qu'ils indiquent.

[*Ibid.*, t. 329, fol. 44-44 v°. Minute.]

LIV

Grenoble, ce 13 août, l'an 2^{me} de la République.

*P. Chépy, commissaire national et agent politique
employé près l'armée des Alpes, au Ministre des
Affaires Étrangères.*

Nous avons célébré ici la fête du 10 août avec pompe, mais sans gâtté et sans enthousiasme. Les événements de Lyon et les désastres du Nord ont flétri les esprits. Il y avait bien loin de cette fête à celle du 14 juillet.

Nous apprenons par des voies qui paraissent sûres que Carteaux est entré dans Aix. On dit que les Marseillais s'opiniâtrent de plus en plus dans leurs projets de résistance. Ils viennent d'écrire au département de la Drôme qu'il fallait se réunir contre l'ennemi extérieur, et

que d'*Albarade*¹ était dans le complot de livrer notre marine aux despotes étrangers, et ce sont ceux qui affament l'armée de Nice qui tiennent un pareil langage.

Le décret contre les accapareurs n'a point fait baisser encore le prix des denrées. Elles sont ici d'une inconcevable cherté et d'une rareté extraordinaire. Les malveillants persuadent aux habitants des campagnes de ne rien apporter aux marchés, parce que, disent-ils, ils ne recevraient en échange qu'un papier qui va être anéanti. Pour achever de les aigrir, ces scélérats ont fait afficher une réquisition de Carteaux, que les représentants du peuple avait annulée et qui devait rester ensevelie dans l'oubli². L'aristocratie s'agitait aussi beaucoup dans les sections; mais la municipalité patriote vient d'en anéantir la permanence. On s'occupe aussi d'un nouveau désarmement d'hommes suspects.

Le bombardement de Lyon a dû commencer le 10 août, à deux heures.

On assure qu'il y a eu des escarmouches, fatales pour la plupart aux muscadins de Lyon, que nous nous sommes emparés du poste important de la Croix-Rousse³, qu'enfin

¹ Le ministre de la marine. Il avait remplacé Monge le 10 avril 1793. (*Moniteur*, XVI, 103.)

² Probablement l'ordre donné par Carteaux, le 3 juillet, aux gardes nationaux de l'Isère, de se rendre « incontinent » à Valence. Cette réquisition fut annulée dès le lendemain par les représentants Albitte et Dubois-Grancé. (Arch. nat., AF. II, 111.) — Une autre réquisition, par laquelle Carteaux demandait l'envoi immédiat au Pont-Saint-Esprit de la plus grande partie des gardes nationales dont on pourrait disposer (18 juillet), eut le même sort (20 juillet).

³ Nouvelle inexacte. Le 13 août (date à laquelle Chépy écrit cette lettre) on avait, après un feu très vif d'artillerie et de mousqueterie, dirigé une attaque infructueuse contre les maisons crénelées de la Croix-Rousse. (Krebs et Moris, *op. cit.*, p. 348.)

il y a eu une trêve pour parlementer. Nous en saurons, j'espère, bientôt davantage.

Un bon patriote de ce pays, voyant avec frayeur la disette artificielle ou véritable des cuirs, désirerait qu'on fît travailler, pour le compte de la nation, les cuirs provenant des bestiaux consommés par l'armée. Cette idée me paraît mériter quelque examen.

Le citoyen Barthélemy vient de m'informer de l'attentat horrible commis dans la personne des citoyens Maret et Sémonville. Je lui donnerai ici la plus grande publicité, pour augmenter encore l'horreur contre la maison d'Autriche, et j'ose croire que vous en tirerez tout le parti possible.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY.

[*Ibid.*, t. 329, fol. 45-46 v°.]

LV

Grenoble, ce 19 août, l'an 2^{me} de la République.

Ministre,

Notre position est critique. Les Piémontais ont fait une invasion dans le Mont-Blanc sur trois colonnes¹. On dit

¹ On trouvera dans l'ouvrage de MM. Krebs et Moris une relation très complète de la campagne de 1793, sur la frontière des Alpes (pp. 286-294). Si, sans entrer dans le détail des opérations, on veut en avoir une idée d'ensemble, il suffira de consulter le « précis raisonné », rédigé par Kellermann lui-même pour le ministre de la Guerre (*Op. cit.*, Pièces justific., pp. LXXXVII-XC). Je me bornerai ici à quelques brèves indications, nécessaires pour l'intelligence du

que Montesquiou accompagne le comte de Cordon¹. Bramans, Termignon, Villard, Lanslebourg, Saint-André et autres postes importants, sont en leur pouvoir². Ils s'avancent à grand pas. Je me suis transporté au Département, pour me concerter avec lui sur les mesures à prendre. On

texte. — A la fin de juillet, le roi de Piémont, informé de la situation précaire de l'armée des Alpes, affaiblie par les détachements qu'elle avait dû envoyer aux Pyrénées, à Lyon et dans le Midi, voulant aussi favoriser par une diversion l'expédition projetée, de concert avec les Anglais, dans le comté de Nice, se décida à prendre l'offensive. Une triple attaque fut dirigée contre le Mont-Blanc (ancienne Savoie). Un premier corps piémontais, sous les ordres du comte de Revel, violant la neutralité du Valais avec la complicité au moins tacite des autorités locales, pénétra dans le Faucigny, et s'avança jusque vers Sallanches et Cluses. D'autre part, le marquis de Cordon descendit du Mont-Cenis dans la Maurienne, et le duc de Montferrat envahit, à la tête des troupes concentrées aux environs du Petit-Saint-Bernard, la vallée de la Tarentaise. Le général Le Doyen commandait en Maurienne; le général Badelaune, en Tarentaise. Dans un conseil de guerre, tenu le 14 février 1793, Kellermann avait assuré, ainsi qu'il suit, la défense de ces deux vallées (*op. cit.*, p. 239). *Tarentaise*. Première position : en arrière de Séez, au débouché du Petit-Saint-Bernard. Deuxième position : Conflans, derrière l'Arly, au confluent de cette rivière avec l'Isère. — *Maurienne*. Une seule position indiquée : les plateaux de Termignon et de Bramans, ainsi que les hauteurs de Sardières qui les relient. Ce n'est que plus tard, au cours de la campagne, qu'une seconde position fut choisie à Montailleur, en avant de Montmélian, pour éviter la retraite immédiate sur Barraux et Grenoble.

¹ Propos de gens affolés.

² Bramans, Termignon, Lans-le-Villard, Lanslebourg, Saint-André; Savoie, arr. de Saint-Jean-de-Maurienne. Le marquis de Cordon avait commencé son mouvement offensif dans la nuit du 29 au 30 juillet; mais ce n'est que le 12 août qu'il attaqua les positions françaises. Ne pouvant tenir contre des forces supérieures, le général Le Doyen, après une belle défense, évacua Lanslebourg, Termignon (14 août) et Bramans (15 août), et se replia sur Saint-André et Saint-Michel (19-20 août), sauvant son artillerie et ses magasins.

en a adopté d'assez vigoureuses. Nous allons pourvoir à la défense du fort Barraux et à l'évacuation des magasins. Je suis instruit qu'on est parvenu à sauver ceux de la Maurienne. Les habitants de Bramans ont voulu faire feu sur nos troupes dans leur retraite. Les Piémontais amènent avec eux beaucoup de prêtres fanatiques. Du côté de Carouge, les habitants ont pris les armes et se sont prononcés pour nous. Il paraît qu'il y a eu de la trahison. On doit arrêter ce soir un officier qu'on en accuse. J'espère que Kellermann et les représentants vont prendre un parti. On nous annonce que l'armée d'Italie manque de vivres. Les Pyrénées sont aussi fort pressées. Les séditieux Charrier se remontrent dans la Lozère et l'Aveyron¹. La conspiration est générale, mais nous tiendrons nos serments. Nous ne recevons, depuis cinq ordinaires, aucunes nouvelles de Paris. Nous sommes dans les inquiétudes les plus vives. Malheur à Lyon, qui est la cause de tous nos maux, et qui n'est point prêt à capituler!

Il ne reste ici que huit cents fusils et cinq milliers de poudre. On va réparer le camp retranché de Villars devant Barraux. La désertion s'augmente chaque jour dans le 5^e bataillon du Mont-Blanc. Dans la circonstance, ce n'est point une troupe sûre. Le général Coustard vient d'arriver². J'aurai avec lui ce soir une conférence.

En vérité, sans nouvelles et sans instructions précises, je ne vis plus que de mon zèle et de mon dévouement.

Comptez sur moi à la vie et à la mort.

P. CHÉPY.

¹ Au mois d'octobre 1793, on redoutait encore, mais sans grand fondement, le réveil de l'insurrection dans la Lozère. (Wallon. *La Révolution du 31 mai*, II, 200-201.)

² Guy, chevalier de Coustard-de-Saint-Lô, né à Saint-Domingue

P. S. On assure que les Valaisans ont donné passage à quatre-vingts mulets chargés de fusils et escortés par quatre-cents Piémontais¹. Ceux-ci s'en sont servis pour armer les paysans qui déjà étaient fort mal disposés à notre égard. Je l'avais prévu, et je n'ai rien négligé pour le prévenir. A demain de plus grands détails, s'il nous en arrive.

On expédie à l'instant un courrier extraordinaire au département de la Drôme pour lui demander des secours.

Les gardes nationales de la 2^e et de la 3^e classe sont mises en réquisition. Il est ordonné aux communes de fournir avec leur contingent quinze sacs de farine. On emmanche les piques, on ferre les bâtons, faute de mieux.

[*Ibid.*, t., 329, fol. 66-64 v^o.]

le 12 août 1748, mousquetaire le 28 mars 1763; capitaine de cavalerie, le 17 janv. 1773; chef d'escadron, le 10 mai 1789; lieutenant-colonel au 2^e chasseurs, le 6 nov. 1791; maréchal-de-camp, le 15 sept. 1792; général de division, le 15 mai 1793; suspendu de ses fonctions, le 7 oct. 1793; membre du Directoire central des hôpitaux en l'an VIII; retraité le 7 juillet 1811; mort à Paris le 19 nov. 1825. (Charavay, *Corresp. gén. de Carnot*, I, 55, n. 7.) M. Wallon (*Les représentants en mission*, III, 36, n. 4) l'a confondu avec un autre Coustard, condamné à mort par le tribunal révolutionnaire de Paris, le 16 brumaire an II.

¹ Deux cent cinquante hommes du régiment de Verceil, déguisés en paysans, et conduisant chacun un mulet, porteur de caisses pleines de fusils, avaient franchi le col du Grand-Saint-Bernard, sous la conduite du comte de Revel, officier du régiment de Chablais-Réformé (vers le 10 août; le 11, ils sont à Sambrancher).

LVI

Grenoble, ce 22 août, l'an 2^{me} de la République.

*P. Chépy, commissaire national au Ministre des Affaires
Étrangères.*

Les colonnes ennemies qui ont attaqué le Mont-Blanc forment un total de quinze mille hommes¹. La force effective que nous avons à leur opposer est de six mille hommes². Cette réduction est l'effet des cruelles maladies qui règnent dans la Maurienne et dans la Tarentaise. Nous avons eu un avantage assez considérable près Mousnier, mais notre infériorité nous a ôté les moyens d'en profiter et nous nous replions.

¹ Ce chiffre est assez exact. Dans l'ouvrage de MM. Krebs et Moris, les forces du marquis de Cordon sont évaluées à 7,000 hommes, celles du duc de Montferrat à 8,000. Il faut y ajouter la petite troupe envoyée dans le Faucigny, d'un faible effectif, mais qui avait pour mission de soulever et d'armer les paysans (p. 267 et n. 3, p. 269, n. 3).

² Même remarque. Badelaune avait au plus 4,000 combattants sous ses ordres, Le Doyen environ 4,500 ; il faut y ajouter 1,500 hommes répartis dans le Chablais et le Faucigny, plutôt pour prêter main-forte aux nouvelles autorités républicaines que pour surveiller la frontière du Valais. Ces trois chiffres donnent un total de 10,000 hommes, mais sur le papier seulement. (Krebs et Moris, pp. 264-265.)

Les ordres sont de disputer le terrain pied à pied, et de se retirer sur Montmélian. Là, le général Kellermann dit avoir trouvé une position vraiment inexpugnable. Cependant, l'évacuation du Mont-Blanc peut avoir de si graves inconvénients qu'on y pensera mûrement avant de l'effectuer.

Le général Kellermann et le représentant Gauthier se sont rendus à Chambéry; leur présence a ranimé le courage des habitants. Les opérations de Lyon nous sont peu connues. Tout ce que je sais, c'est que cette diversion nous fait un tort incalculable et qu'il faut en finir, à quelque prix que ce soit.

On parle d'une nouvelle levée. Présentez, je vous prie, de ma part, au Comité de Salut public, les propositions suivantes :

1^o Ne former aucun nouveau corps sous quelque prétexte que ce soit.

2^o Réformer les cent derniers bataillons et les refondre dans les anciens.

3^o Porter les régiments ci-devant de ligne à quatre bataillons, en dédoublant les deux bataillons existants, et les corps volontaires à quinze cents hommes. J'observe que la Prusse et l'Autriche se servent avec avantage de ces masses militaires.

4^o Porter les régiments de hussards à huit escadrons, les chasseurs *item* les dragons et les cavaliers à six.

5^o Accélérer le plus possible la levée, tant de fantassins que de cavaliers, pour pouvoir les manœuvrer (*sic*) dans la morte-saison.

6^o Ordonner aux départements d'exercer activement la première classe de la force publique.

7^o Examiner le plan de défense du territoire pro-

posé, lors de l'invasion du 2 septembre, par Kersaint¹;

8° Faire de redoutables lignes à Péronne et fortifier la position de [Pont] Sainte-Maxence².

Je crois ces articles importants. Je vous prie de les prendre en considération sérieuse.

Que devient notre armement de la Méditerranée? Que fait-on pour la Vendée?

J'attends avec impatience vos instructions. Mettez-moi à même de faire et je jure que toutes vos intentions seront remplies.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY.

[*Ibid.*, t. 329, fol. 78-79 vo.]

LVII

Grenoble, ce 23 août, l'an 2^{me} de la République.

*P. Chépy, commissaire national au Ministre des Affaires
Étrangères. Salut.*

J'ai cru qu'il était de mon devoir de recueillir et de pré-

¹ Armand-Guy-Simon Kersaint, ancien officier de marine, député à la Législative et à la Convention; démissionnaire le 18 janv. 1793; condamné à mort, par le tribunal révolutionnaire de Paris, le 4 déc. de la même année. — Le plan de défense, auquel Chépy fait allusion, avait été proposé à une date un peu antérieure. On lit, en effet, dans le compte rendu de la séance de l'Assemblée législative, du 13 juillet 1792, ce qui suit: « M. Kersaint propose un projet d'instruction générale de défense locale, à l'usage des habitants des villes et campagnes qui pourraient être attaqués par l'ennemi. etc. » (*Moniteur*, XIII, 139.)

² Pont-Sainte-Maxence; Oise, ch.-l. de canton. arr. de Senlis.

senter au Conseil tous les renseignements possibles sur notre armée de la Maurienne et de la Tarantaïse. Voici des particularités sur l'exactitude desquelles on peut compter.

Il règne dans nos troupes une grande dysenterie. Le bataillon des Landes a quatre cents malades; la seule compagnie des chasseurs du 5^e bataillon de la Gironde en compte vingt. Cette dysenterie provient : 1^o de ce qu'il n'y a dans cet affreux pays aucun comestible bon et salubre, pas même un fruit; 2^o de ce que l'on n'a donné constamment au soldat que de la viande, quoiqu'il y eût en magasin des légumes; les troupes se plaignent de ce qu'on les a jetés à l'eau dans la retraite; 3^o de ce que les soldats, bivouaquant depuis un mois, n'ont bu d'autre eau que celle qu'ils exprimaient de la neige et de la glace qu'ils foulaient aux pieds. Les troupes sont horriblement fatiguées et hors d'état de passer l'hiver dans cet affreux pays. Elles y sont depuis dix mois; il faut les relever.

Constamment les Piémontais ont été vigoureusement repoussés. On leur a fait des prisonniers, on leur a tué beaucoup du monde (*sic*). Nous, au contraire, nous avons perdu peu d'hommes, mais nous en avons eu beaucoup de blessés. Les Piémontais, malgré la grande supériorité du nombre, n'ont jamais osé tenir la vallée. Ils se sont toujours fixés sur les hauteurs, d'où ils ont fait tomber une pluie de bombes et d'obus.

On assure que le général Doyen est destitué. Tous les blessés et malades qui reviennent de l'armée en murmurent hautement. Ils disent qu'il s'est très bien conduit, etc., etc. C'est ce qu'il faudra examiner¹.

¹ Le Doyen n'était pas destitué, mais on lui reprochait d'avoir

Le général de brigade Badelaune a fait des merveilles. C'est à la fois un des meilleurs patriotes et un des meilleurs officiers de France.

Kellermann vient de requérir quatre cents hommes du département de l'Isère, pour protéger l'évacuation de nos magasins à Chambéry et aux environs. Les dispositions douteuses des Savoyards rendent cette mesure nécessaire.

On a fait entrer à Barraux une compagnie d'artillerie qui était à Chambéry, et on a fait revenir à Grenoble, pour travailler à l'arsenal, la demi-compagnie qui se trouvait à Barraux.

Les juges et l'accusateur militaire sont arrivés. Ils ont déjà jeté un œil de surveillance sur le régime affreux des prisons. J'espère qu'ils rétabliront enfin dans l'armée la discipline qui est si nécessaire.

Proposez, de ma part, au Comité de Salut public, par suite au plan que j'ai tracé hier :

1° De rendre aux dragons leurs fusils, parce qu'ils sont mauvaise cavalerie légère et détestable cavalerie pesante.

2° D'ôter aux officiers d'infanterie leurs chevaux, excepté aux chefs de corps et aux officiers infirmes ou âgés de plus de cinquante ans.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY.

[*Ibid.*, t. 329, fol. 110-111 v^o.]

effectué une retraite, que les circonstances imposaient et qu'il avait très heureusement dirigée. Des poursuites furent commencées contre lui, mais, après un premier interrogatoire, on renonça à le traduire devant un conseil de guerre. (Voy. la lettre de Chépy, du 23 septembre.)

LVIII

Grenoble, ce 24 août, l'an 2^{me} de la République.

*P. Chépy, commissaire national, au Ministre des Affaires
Étrangères. Salut.*

Les Piémontais sont maltres de Cluses¹. Un grand nombre de montagnards s'est joint à eux. A Annecy, les femmes ont coupé l'arbre de la liberté et brûlé les archives du club et de la commune. A Chambéry, le peuple en a voulu faire autant, mais on a fait prendre les armes aux malades de l'hôpital; on l'a contenu. Nos assignats ne passent plus en Savoie.

Aujourd'hui les bataillons Savoyards, qu'on n'a point dépayés, malgré mes vives et continuelles sollicitations, vont se dissoudre.

L'évacuation du Mont-Blanc, quoique momentanée, me paraît contraire à nos véritables intérêts.

1° Le pays se désaffectionnera entièrement.

2° Il pourra s'opérer à Genève une révolution aristocratique, dont les chances ne peuvent être pour nous que très fâcheuses.

3° Il est à craindre que les Savoyards, furieux de se voir abandonnés, ne se joignent à leur ancien tyran et ne

¹ Cluses : Haute-Savoie, arr. de Bonneville, ch.-l. de canton. Les Piémontais y étaient entrés le 21 août.

rachètent, par mille efforts contre nous, une réunion par eux instantanément consentie.

4° Enfin, il est possible que le Valais, et même les Suisses, soient encouragés par cette retraite à nous donner le coup de pied de l'âne.

On travaille activement à sauver nos magasins. Tout se replie sur Barraux. Nous avons à mettre à couvert six mille quintaux de farine.

Le décret qui démonnaye (sic) les assignats au-dessus de 100 [livres], portant l'effigie du tyran, fait ici quelque mauvais effet parmi les officiers¹. Beaucoup d'entre eux se voient, avec ce papier désormais inutile, dans l'impossibilité de rejoindre leur corps. Il faudrait aviser aux moyens d'un échange prompt et facile, dans des cas semblables.

Les départements environnants sont toujours très travaillés. A Gap, on dit hautement que les brigands de la Vendée ne sont point des rebelles, puisqu'ils ne veulent qu'un roi constitutionnel. A Barcelonnette, même sentiment; à Briançon, Brissotisme renforcé. Dans les campagnes, fanatisme, cupidité et avidité de jouir, sans rien faire pour conserver. Digne était dans le même état, à peu près; mais le peuple s'est prononcé, et le sans-culotisme triomphe.

La dysenterie règne au camp de Tournoux².

Le service de l'artillerie est en mauvais état. Les canonniers se plaignent de manquer des outils les plus nécessaires.

¹ Décret du 30 juillet. Art. 1. « A compter de ce jour, les assignats à face royale au-dessous de 100 livres n'auront plus un cours forcé de monnaie. » (*Moniteur*, XVII, 280.)

² Le camp de Tournoux, près de Barcelonnette.

En général, nous n'avons ici ni armes, ni munitions de guerre, ni chevaux, ni voitures. L'affaire de Lyon et la baisse de l'eau font un tort irréparable à nos approvisionnements et l'armée est sur le point de manquer (*sic*).

Comptez sur moi à la vie et à la mort.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY.

P. S. J'attends, avec la plus vive impatience, les instructions que vous m'avez promises. Je suis dévoré du besoin d'être utile.

[*Ibid.*, t. 329, fol. 93-94 v°.]

LIX

Grenoble, ce 25 août, l'an 2^{me} de la République.

P. Chépy, commissaire national, au Ministre des Affaires Étrangères.

L'insurrection d'Annecy dont je vous ai rendu compte avait été provoquée par quelques gagistes de l'aristocratie. Trois ont été saisis et mis à mort. L'arbre de la liberté a été relevé dans une douzaine de communes.

Tout le monde s'accorde à dire que nos troupes font des prodiges de valeur et de constance. On leur envoie un renfort de trois cents hussards et de deux bataillons qui passent par la montagne. Puisse ce léger secours

leur faciliter les moyens d'attendre l'armée campée devant Lyon !

Les Piémontais avancent avec lenteur, parce qu'ils attendent leurs canons et qu'ils sont obligés de faire porter à dos de mulets toutes leurs munitions de guerre et de bouche. Les montagnards du haut Faucigny sont en pleine révolte. Les représentants du peuple viennent de réintégrer d'Ornac. C'est, je crois, une mauvaise mesure.

Les opérations de Lyon se poursuivent avec vigueur. Le quartier Saint-Clair est en feu. Les citoyens honnêtes quittent de toutes parts cette criminelle cité. L'aristocratie s'opiniâtre à la résistance. Il faut espérer qu'elle sera bientôt vaincue et terrassée. Quatre cents hommes vont partir de cette ville pour protéger l'évacuation de nos magasins à Chambéry. Deux cents, de la vallée, suivront bientôt. Nous attendons à Grenoble plus de vingt mille hommes de réquisition. C'est un prélude du grand mouvement décrété par la Convention.

Je suis fort pour les propositions. Je vous prie de faire, de ma part, au Comité de Salut public, celles qui suivent :

1^o Donner à la garnison de Mayence, pendant toute la durée de la guerre, la demi-solde en sus pour récompense de sa bravoure, de sa courageuse patience et pour dédommagement des maux qu'elle a soufferts. Cette gratification, juste sous tous les rapports, peut enflammer tous nos guerriers de la plus utile et de la plus brûlante émulation.

2^o Transporter à l'armée des Alpes, en poste, la garnison de Valenciennes, soit pour finir le siège de Lyon, soit pour reconquérir à la liberté les importantes villes de Tou-

lon et de Marseille, pour ensuite être envoyée aux Pyrénées où à la Vendée.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY.

[*Ibid.*, t. 329, fol. 95-96.]

LX

Grenoble, ce 27 août, l'an 2^{me} de la République.

P. Chépy, agent politique et commissaire national près l'armée des Alpes, au Ministre des Affaires Étrangères.

Je viens de voir arriver ici les citoyens Prière et Chevrillon : je leur ai demandé quelle était leur mission. Ils m'ont appris qu'en exécution du dernier décret ils étaient envoyés comme commissaires du pouvoir exécutif¹. J'ai été frappé d'étonnement de ce que je n'avais point été prévenu de leur arrivée, de ce qu'on ne m'avait pas dit si je devais leur céder la place oui ou non, si j'étais conservé comme agent politique, ou si j'étais rendu à une inaction douloureuse autant qu'imméritée². Je suis encore, au

¹ Ils étaient plus particulièrement les agents du ministère de la Guerre, comme le prouve leur correspondance avec le secrétaire général de ce ministère, le citoyen Vincent. On trouve, à la date du 23 ventôse an II (13 mars 1794), dans le registre du Conseil exécutif, les renseignements suivants sur ces deux obscurs personnages : « Chevrillon, homme intelligent et patriote, de la section de l'Arsenal ; Prière, marchand de vin, jacobin depuis 1789. » (Voy. H. Wallon, *Les représentants du peuple en mission*, t. IV, p. 438.)

² Si l'arrivée de Prière et de Chevrillon causa de l'étonnement à Chépy, ils ne furent pas moins surpris de rencontrer à Grenoble

moment où j'écris, dans la même perplexité. Elle m'ac-cable. Daignez m'en arracher le plus promptement possible.

Mes principes sont trop connus, ma surveillance a été trop active, ma conduite trop loyale et trop ferme pour que les gouvernants aient eu l'idée de m'éliminer de mes fonctions. Peut-être ont-ils entendu me laisser ici dans mon poste politique que pour observer la Suisse et les États voisins, ce à quoi je me sens très propre. Alors, je souscris volontiers à un arrangement qui, ne me laissant dans l'intérieur d'autre soin que l'observation, me permettrait de travailler très activement à l'extérieur. Peut-être aussi veut-on me transférer dans une autre partie de la République. J'attends avec résignation et dévouement les ordres qui pourront m'être transmis.

Telles sont les conjectures que je forme. Daignez fixer ma pensée par des explications précises, car l'incertitude est un état affreux. Ce qui ajoute à mes inquiétudes, c'est que, depuis plus de quinze jours, je n'ai reçu de vous aucunes lettres. Je demande que vous prononciez promptement sur mon sort, quel qu'il soit.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY.

[*Ibid.*, t. 329, fol. 100-101.]

un autre agent du pouvoir exécutif, dont ils ne s'expliquaient pas la mission. Le 27 août, ils écrivaient à Vincent : « Yey nous avons trouvé Chepy fils, qui ce dit chargé d'une commission du Comité de Salu publique. Nous l'observeront », et en *post-scriptum* (de la main de Chevrillon) : « Dit nous un peu, ce qu'est un nommé Chepy, qui est dans ce pays, et dit nous, s'il est possible, quel peut être sa mission politique. » (Arch. de la Guerre. Armée des Alpes, à la date.)

LXI

Grenoble, ce 28 août, l'an 2^{me} de la République.

P. Chépy au Ministre des Affaires Étrangères. Salut.

Le fond du régiment de Berchény, hussards¹, est arrivé ici. La totalité de ce corps est de plus de douze cents hommes. L'incorporation des hussards du Calvados l'a porté au-delà du complet de guerre ; mais il est dénué de tout. Il lui manque plus de cinq cents chevaux, autant de sabres, carabines et une grande quantité d'effets d'équipement. La chose en est au point que beaucoup de hussards du détachement de guerre, soit à la Pape, soit dans le Mont-Blanc, n'ont ni carabines, ni bottines. Il est temps que le Conseil s'occupe sérieusement de remonter et d'armer en guerre tous nos corps de cavalerie. C'est uniquement à cela que tient tout le succès de nos armes.

L'esprit de ce corps paraît, en général, tracassier et querelleur. Il a eu à Dôle de sanglantes rixes avec un bataillon de volontaires. Il s'est comporté hier envers la municipalité d'une manière assez irrespectueuse au sujet des logements. On se plaint déjà, dans les cabarets et dans les auberges, de quelques violences. J'examinerai froidement le tout et vous en rendrai compte.

Le bataillon du Mont-Blanc est toujours ici, toujours

¹ Le 1^{er} régiment de hussards ou Hussards de Berchény.

affligé de la maladie de la désertion. Il y a longtemps que je l'ai demandé au Comité de Salut public, et les officiers eux-mêmes le demandent aujourd'hui : dépaysez ce bataillon. Les préjugés territoriaux, le voisinage de ses parents et des Piémontais, tout y répand le plus mauvais esprit. Les bataillons du Mont-Blanc, qui par le courage se rapprochent des Suisses, seront excellents aux Pyrénées et dangereux sur les bords de l'Isère.

Il vient de partir une compagnie de canonniers pour Lyon. Cette ville, au moment où j'écris, doit être réduite en cendres¹. Puisse ce terrible exemple imprimer à l'aristocratie et au fédéralisme une salutaire épouvante !

Carteaux se conduit à ravir. Vous connaissez ses incroyables succès et l'heureuse révolution de Toulon². Je ne vous ferai point de répétition fastidieuse, mais que le Conseil profite de ces événements, et surtout qu'il pense à notre flotte de la Méditerranée³.

Tout va bien aussi dans le Mont-Blanc. Si l'on n'eût point arrêté l'ardeur des légions départementaires, cinquante mille hommes s'y portaient en masse.

J'ai vu les nouveaux commissaires du pouvoir exécutif⁴.

¹ Le bombardement, commencé le 22 août, à onze heures du soir, avait continué sans interruption, les jours suivants, avec la plus grande violence ; mais les Lyonnais n'étaient nullement ébranlés, ni la ville en cendres, quoique de nombreux incendies y eussent été allumés.

² Allusion à l'attitude prise par la population ouvrière de Toulon, à la nouvelle des premiers revers des Marseillais. Il en résulta une émeute, promptement réprimée, et qui ne put changer le cours des événements.

³ Il était déjà trop tard. Le jour même où cette lettre fut écrite, la flotte française était livrée aux Anglais.

⁴ Prière et Chevrillon.

Je leur ai donné tous les renseignements locaux que je pouvais avoir. Je ne négligerai rien pour les mettre à même d'être le plus utiles possible.

On dit que Saint-Charles est destitué et a reçu l'ordre de s'éloigner de vingt lieues des frontières. Les bons citoyens s'en réjouissent.

J'attends avec impatience que vous prononciez sur mon sort. L'inquiétude me dévore, la perplexité me tue. Dans tous les cas, comptez à la vie et à la mort sur

Votre concitoyen.

P. CHÉPY.

[*Ibid.*, t. 329, fol. 107-108 v°.]

LXII

Grenoble, ce 29 août, l'an 2^{me} de la République.

*P. Chépy, agent politique employé près l'armée des Alpes,
au Ministre des Affaires Étrangères.*

Les troupes qu'on a fait passer par le col du Galibier ont fait leur jonction avec notre petite armée de la Maurienne¹. Deux cents hussards de Berchény sont arrivés à l'Hôpital² et ont fortifié le corps de la Tarentaise³. Ainsi, l'invasion des Piémontais devient peu inquiétante, et les premières neiges les forceront à repasser des monts, dont

¹ Le col du Galibier établit la communication entre Briançon et la Maurienne.

² L'Hôpital, sur la rive droite de l'Arly, petit bourg, dont la réunion à *Conflans* (rive gauche de l'Arly), constitue depuis 1845 une seule localité appelée Albertville, du nom du roi Charles-Albert.

³ La position d'Albertville est la clef de la Tarentaise, comme celle d'Aiguebelle est la clef de la Maurienne.

ils n'avaient osé descendre que parce qu'ils nous croyaient entièrement absorbés par nos discordes civiles.

Voici une anecdote que je vous garantis et que je vous prie de faire insérer dans les feuilles publiques. Nous avions environ quatre cents malades à Saint-Jean-de-Maurienne. Le bruit se répand que les Piémontais avancent ; dans un seul jour, trois cents demandent leur billet de sortie, en disant que leur poste n'est point sur un lit, mais au champ de bataille. Cent cinquante seulement pouvaient sortir sans inconvénients. Un canonnier, dévoré par une fièvre maligne, vient demander un billet de sortie. On lui représente son fâcheux état. « *Je veux mourir auprès de ma pièce* » est la seule réponse qu'on en peut tirer. On l'a laissé sortir, et, ce qui paraîtra incroyable, quatre jours après, sa situation était sensiblement améliorée. Tremblez, despostes ! De pareils hommes ne sont pas faits pour être vaincus.

Les troupes, qui se sont le plus distinguées dans le Mont-Blanc, sont le 5^{me} bataillon de la Gironde, le bataillon du 23 et 79^{me} régiment (*sic*), les chasseurs des Vosges et un bataillon de grenadiers. On fait quelques reproches à la légion des Alpes.

Je dois dire, pour rendre hommage à la vérité, que les Savoyards se montrent absolument indignes de notre assistance. Fanatisme et trahison pusillanimité, voilà leur caractère dominant. On avait envoyé quatorze hommes du 4^{me} bataillon du Mont-Blanc dans un village, pour empêcher des dégradations. Ils ont tous déserté, après avoir voulu assassiner leur sergent. Ce bataillon est perdu, s'il reste encore quinze jours à Grenoble.

Le régiment de Berchény a reçu hier le détachement qu'il avait à l'armée des Ardennes. Un hussard, entraîné

par Dumouriez, est venu, à pied, rejoindre son étendard à Mâcon. Ce corps a besoin d'être maintenu. Il renferme beaucoup d'hommes indisciplinés et tapageurs. Il y en a déjà plus de quinze en prison, et ils sont arrivés à peine. J'ai vu les officiers principaux. Ils m'ont paru animés d'un bon esprit et épurés au creuset des événements. Cependant j'ai vu régner chez les jeunes un ton d'insolence et de morgue qui rappelle l'ancien régime.

Beaucoup d'officiers ont été promus par les représentants du peuple aux grades supérieurs, et depuis deux mois n'ont point encore reçu leurs brevets. Il faudrait en faire l'expédition. Pour qui connaît l'esprit militaire, ces choses ne paraissent point indifférentes. On sait que des bagatelles et de simples formalités ont souvent sur les actions des hommes une très puissante influence.

La nomination de Gilot à l'armée du Rhin m'a consterné. C'est une commère, à qui on n'a pas même voulu laisser la défense de Landau¹. Méditez, songez un peu à Kellermann et à une foule d'autres officiers de distinction, qui sont entassés dans cette armée, tandis que, sur d'autres points plus importants, il en manque.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY.

[*Ibid.*, t. 329, fol. 112-113 v^o.]

¹ Joseph Gilot, né à Châtenay (Isère), le 16 avril 1734, fit d'abord la guerre de *Sept ans*, et assista à la prise de Port-Mahon (1755), comme simple soldat. Lieutenant avant la Révolution, il fut promu maréchal-de-camp le 6 déc. 1792. Investi du commandement de la place de Landau, il la défendit avec succès contre les coalisés, et, avant même que le siège ne fût levé, il fut fait général de division et commandant de l'armée du Rhin (27 mai 1793). Mort en 1812, commandant de la 4^e Division militaire (Rochas, *Biogr. dauph.*). Rien ne paraît justifier le dédain que Chépy montre à son endroit.

LXIII

Paris, le 30 août 1793, le 2^{me} de la République.

Le Ministre des Affaires Étrangères au citoyen Chépy.

J'ai reçu, Citoyen, les n^{os} 34, 35, 36, 37 et 38 de vos dépêches, en date des 10, 13, 19, 22 et 25 août présent mois.

Je vous remercie de votre zèle à me transmettre tous les détails, avis et renseignements qu'elles contiennent. Je les ai communiqués au Comité de Salut public et aux différents ministres qu'elles concernent.

Vous trouverez ci-joint un extrait de la réponse du Ministre de la Guerre à un extrait d'une de vos lettres que je lui avais adressé. Vous y verrez que vous avez été probablement induit en erreur sur l'opinion que vous vous êtes faite des talents et du civisme d'un grand nombre d'officiers de l'armée des Alpes. Il paraît que le Ministre les a appréciés, et c'est un avis pour vous de ne point trop croire sur parole en pareille matière¹.

Je vous aurais déjà fait parvenir les nouvelles instructions que vous me demandez, si un décret de la Convention ne venait pas de supprimer tous les commissaires nationaux

¹ On ne pourrait qu'applaudir à ce langage, si l'on ne savait, comme j'aurai l'occasion de le montrer plus loin, que Chépy était fort mal vu au ministère de la Guerre où les montagnards étaient devenus tout puissants, grâce à la connivence de Bouchotte.

du pouvoir exécutif. Il est vrai qu'un autre décret ultérieur renvoie à un comité l'examen de l'exécution sans compromettre nos relations politiques intérieures. Dans le doute si le décret aura lieu, je suspends l'envoi de ces instructions qui vous deviendraient inutiles, si vous étiez rappelé, ou même si vous aviez une autre destination de la part du Comité de Salut public.

[*Ibid.*, t. 329, fol. 120-120 v°.]

LXIV

Grenoble, le 31 août, l'an 2^{me} de la République.

*P. Chépy, commissaire national et agent politique
aux Alpes, au Ministre des Affaires Étrangères. Salut.*

L'armée de Carteaux, après s'être emparée de Marseille¹, marche sur Toulon. Cette dernière ville, où il s'est déjà fait une violente réaction, ne peut tenir². Ainsi voilà le fédéralisme expirant. Je désire qu'après cette expédition on rende ce corps de troupes à sa première destination, c'est-à-dire aux Pyrénées où les renforts sont plus nécessaires que jamais.

Examinons maintenant si, pour le bien du service, on

¹ Le 25 août.

² Malheureusement le désespoir inspira aux Toulonnais la pire résolution qu'ils pussent prendre. La défaite irrévocable de Marseille précipita les négociations déjà entamées avec l'ennemi. Le 28 août, le port et la flotte de Toulon étaient aux mains des Anglais.

ne pourrait rien tirer de cette armée-ci. Nous avons en cavalerie :

Le 9 ^{me} régiment de dragons	800 hommes.
Le 5 ^{me} — de cavalerie.....	800 —
Hussards de Berchény.....	1.300 —
Nouveau corps de chasseurs à cheval, qui se forme	400 —

Si l'on examine la position des lieux, le genre de guerre que nous faisons, on reconnaîtra :

1° que, pour le présent, on peut envoyer à l'armée du Nord le régiment de dragons tout entier ;

2° que, dans quelques mois, quand le nouveau corps de chasseurs de la légion montagnarde sera équipé, on pourra renvoyer aussi le régiment de Berchény.

L'évacuation de Chambéry se fait peu à peu. Il paraît, d'après tous les préposés que j'ai interrogés, que nous n'avons presque rien laissé aux Piémontais.

Toute l'armée se plaint amèrement de la mauvaise construction des voitures qui servent d'hôpital ambulancier. Les blessés y expirent souvent dans les angoisses les plus affreuses. Il est bien temps que le Conseil fixe sur cet objet une philanthropique sollicitude.

On se plaint aussi, en général, de la tenue des hôpitaux et du régime des prisons. Ce dernier surtout est horrible. Ici, à Grenoble, on n'a pas honte d'entasser des militaires coupables de fautes légères avec des scélérats qui méritent la mort. Qu'en arrive-t-il ? Que le soldat, qui était entré pur dans ce repaire des forfaits, en sort corrompu et vicié. Le concierge leur refusait de la paille, « *parce que*, disait-il, *elle était trop chère* ». Ah ! l'humanité commande impérieusement la réforme de pareils abus.

Voici quelques notes sur divers commissaires des guerres employés dans cette armée.

Alexandre, intelligent, actif, impérieux, opposé aux mesures du 31 mai et du 2 juin et à toutes leurs conséquences, le siège de Lyon par exemple, aimant au fond sa patrie et la liberté, qu'il a servie, le 10 août, à la tête du faubourg Saint-Marceau.

Déninée, ordonnateur; probe, intelligent, actif, patriote sincère, voulant le bien, mais non révolutionnaire.

Pascalis, ordonnateur de division; très instruit dans son métier, très attaché à sa patrie, ami de l'humanité, austèrement honnête, mais non révolutionnaire.

Foulet, intelligent, travailleur, hautain, aristocrate.

Bourgeois, travailleur, intelligent, sans-culotte¹.

Bersonnet, très intelligent, très laborieux, très bien intentionné, patriote inébranlable.

Catus, un peu petit-maitre, mais bon patriote.

Jonquet, un peu neuf, original, mais bon partisan de la Révolution.

Claverie, être nul, ci-devant chevalier de Saint-Louis, connaissant la triture de son métier et le faisant exactement².

Chevalier, bon révolutionnaire, mais inexpérimenté³.

Laran, très intelligent, aussi bon révolutionnaire que peut l'être un ancien secrétaire d'intendance⁴.

¹ Commissaire ordinaire de 1^{re} classe en l'an VIII.

² Même situation que le précédent en l'an VIII.

³ Entré dans le corps des commissaires en août 1792. Était à cette époque quartier-maitre du 3^e bataillon des volontaires nationaux de l'Isère.

⁴ Laran, nommé à la même époque, était 1^{er} secrétaire de Montequiou.

Nadaud, bon patriote et qui promet¹.

Aman, très intelligent, très laborieux, homme à principes sûrs.

Lemarquant, patriote, faisant régulièrement son métier².

Autres renseignements importants :

La pharmacie de l'armée est très bien composée. Le directeur de l'hôpital de Saint-Jean-de-Maurienne est patriote. On est assez content des médecins ; on se plaint un peu des chirurgiens, quoiqu'il y en ait un assez grand nombre d'expérimentés. La mortalité n'est pas grande. Dans l'évacuation de Chambéry on n'a perdu que deux hommes. Encore ne peut-on attribuer leur trépas qu'à la mauvaise fabrication des voitures de transport.

J'attends avec impatience votre décision et des instructions, au cas qu'elle soit favorable.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY.

[*Ibid.*, t. 329, fol. 121-123 v°.]

¹ Pierre Nadaud, né à Limoges le 29 nov. 1750. Secrétaire de l'Intendance de Limoges. Quartier-maître du « bataillon de vigilance et de sûreté » à Grenoble, de juin à juillet 1793. Nommé commissaire des guerres à l'armée des Alpes, le 23 juillet 1793. (Arch. nat., AF. II, 353.)

² Lemarquant, nommé commissaire des guerres, le 20 août 1792, par les commissaires de l'Assemblée législative, Lacombe Saint-Michel, Gasparin et Rouyer, dont il était secrétaire. Commissaire ordinaire à la 19^e division militaire en l'an X.

LXV

Grenoble, ce 1^{er} septembre, l'an 2^{me} de la République.

*P. Chépy, agent politique employé près l'armée des Alpes,
au Ministre des Affaires Étrangères.*

Je dois vous rendre compte de particularités intéressantes que je tiens de très bonne part.

Les seigneurs piémontais, instruits que le roi Sarde était dans l'intention d'affranchir la Savoie du joug qui pesait sur elle depuis si longtemps, et de briser les entraves de son industrie, ont pressé vivement ce prince de ne point sacrifier son armée pour la reconquérir. Il y avait, disaient-ils, la certitude que sans effort il la recouvrerait au traité de paix. D'autres, plus sages encore, voulaient qu'il l'abandonnât entièrement. Amédée a paru ébranlé. Cependant, il s'est décidé pour le système offensif. Quoi qu'il en soit, on peut croire que peut-être il ne serait pas fort éloigné de recevoir en dédommagement quelque somme d'argent ou une autre possession comme l'État de Parme, ce dont mes instructions m'ordonnent de faire la recherche, et ce qu'il est très important de savoir.

Nous manquons de chevaux et nous avons besoin de cavalerie. Le Mecklembourg et le Holstein nous sont fermés. Dans la position où nous sommes, la République doit faire des sacrifices. Je propose de faire faire des achats en espèces sonnantes dans la Suisse. Je suis

parfaitement informé qu'on y trouvera avec facilité plusieurs milliers d'excellents chevaux. On y trouverait aussi des armes.

J'ai lu le décret qui ordonne le rappel des commissaires du pouvoir exécutif¹. Je crois qu'il ne me concerne pas :

1° parce je suis agent politique, chargé de veiller sur Gênes, Genève, le Valais, le Piémont et la Suisse.

2° parce que le titre de commissaire national, porté secondairement dans mon passeport, n'était qu'un manteau pour couvrir mes véritables fonctions à l'extérieur et mon rôle d'observateur au dedans.

3° Il faut bien que le Conseil ait dans chaque armée au moins un délégué qui l'instruise immédiatement de ce qu'il doit savoir, et c'est une économie pour la nation, car je serai sentinelle surveillante en dedans, je remplirai les fonctions de commissaire du pouvoir exécutif sans en avoir le titre, et, d'un autre côté, je soignerai nos relations extérieures qui, sur ce point, ont un grand intérêt de circonstance.

Je crois qu'il n'est pas de l'intérêt de la République de me rappeler.

1° Je tiens dans mes mains le fil d'une correspondance secrète dans les pays voisins.

¹ Séance du 23 août 1793 (*Moniteur*, XVII, 478) : « Sur le rapport de Mallarmé, la Convention nationale décrète que tous les commissaires et agents envoyés par le Conseil exécutif dans les départements, seront rappelés, et que leurs fonctions cesseront à compter de la notification qui leur sera faite, sans délai, du présent décret, sauf au Comité de Salut public à envoyer partout où il le trouvera utile à la chose publique, tels commissaires ou agents qu'il jugera convenable. »

2° J'ai mis plusieurs hommes en campagne, qui ne connaissent que moi et qui ne sont point de retour.

3° Je me suis assuré d'un homme dans le Valais, qui a découvert son nom à moi seul, qui, dans ses quittances, en a pris un supposé, et qui ne se découvrirait pas à un autre, quelque prix qu'on offrit à son dévouement.

4° Je suis estimé du gouvernement de Genève. Je m'harmonise parfaitement avec les membres influents et avec plusieurs de nos agents.

5° Je me crois né pour être missionnaire. J'ai monté l'esprit public à Genève et j'espère que j'y suis encore nécessaire.

Je vous ai exposé ma pensée toute nue, je n'y ai point mis de fausse modestie, parce qu'elle est indigne d'un républicain. Jugez-moi.

Si vous me continuez dans mes fonctions, si vous m'envoyez les instructions que vous m'avez promises, je me propose d'aller à Genève, où j'espère faire de bonne besogne. Je crois que ma présence dans le Mont-Blanc sera aussi très utile pour y régénérer l'esprit public. Dans tous les cas, mandez-moi vos intentions par écrit. J'attendrai à Grenoble une réponse positive.

P. CHÉPY.

[*Ibid.*, t. 329, fol. 130-131 v°.]

LXVI

Grenoble, ce 2 septembre, l'an 2^m de la République.

*P. Chépy, agent politique, au Ministre des Affaires
Étrangères.*

Le général Kellermann, et par suite le général Carca-

radec, ont donné leur démission¹. On doit l'attribuer au représentant du peuple d'Herbez², qui a contremandé des dispositions militaires d'une haute importance et dont l'effet devait être de mettre les Piémontais entre deux feux. C'est un malheur pour la République de perdre à la fois ces deux excellents officiers dans un moment où l'invasion de notre territoire est certaine et imminente.

Le général du Muy a été destitué³. On peut regretter ses talents, si l'on ne peut exalter son civisme. C'est le général Coustard qui commande devant Lyon ; c'est un homme d'or.

Les Piémontais ne s'étaient retirés que pour s'approvisionner. Aujourd'hui, revenus en force, ils ont contraint notre armée, affaiblie par les maladies et excédée par les fatigues, de se replier sur Montmélian. Le général Kellermann est parti aujourd'hui de Grenoble pour aller défendre le Mont-Blanc⁴, où Simond et Dumaz sont

¹ Ces démissions furent sans doute retirées presque aussitôt.

² Pierre-Jacques d'Herbez-Latour, né à Barcelonnette (Basses-Alpes) le 13 sept. 1735 ; mort dans cette ville le 6 mars 1809. Avocat à Barcelonnette ; député des Basses-Alpes à la Législative et à la Convention ; dans le procès de Louis XVI, vote pour la mort ; en mission dans le Midi après le 31 mai. (*Dict. des parlementaires français*, par Adolphe Robert, Edgard Bourlonton et Gaston Cougny. Paris, 1890, in-8°.)

³ Du Muy commandait en chef l'armée réunie pour le siège de Lyon.

⁴ Sur les instances de leurs collègues, Dumaz et Simond, les représentants du peuple Dubois-Crancé et Gauthier avaient enfin consenti à laisser le général Kellermann prendre la direction personnelle des opérations militaires contre l'armée sarde. Il quitta donc le château de la Pape le 31 août, à onze heures du soir, se rendit successivement à Grenoble, Chambéry et Montmélian, pour rassurer les autorités et organiser la défense, et établit son quartier-général aux Marches (Krebs et Moris, pp. 276-277).

arrivés. Les Piémontais sont à Aiguebelle¹. On tient toujours au projet de se retirer sous Barraux.

L'évacuation du Mont-Blanc paraît décidée. Dès lors, le département de l'Ain est ouvert à l'ennemi. Il est sans défense; les canons du fort Pierre-Châtel sont démontés. C'est le duc d'Aoste qui commande l'armée Piémontaise. La confiance avec laquelle elle descend vers nos frontières, à la saison des neiges, fait voir que son dessein est d'hiverner sur notre territoire, et qu'il y a un grand complot ourdi pour lui en donner les moyens.

Toulon s'est livré aux Anglais avec notre marine (cela paraît très sûr). Si l'on n'eût pas négligé mes avis et méprisé mes prédictions, cet irréparable malheur ne serait pas arrivé. D'un seul coup, nous perdons notre crédit à la Porte, la Corse, notre commerce des Échelles, notre immémoriale supériorité sur la Méditerranée, le comté de Nice, deux cents millions peut-être en vaisseaux, magasins, agrès, etc.

(En marge) Nota.— Je mets tous les événements au pire, parce que c'est toujours ainsi qu'on doit les voir quand on veut prendre des mesures sérieuses et efficaces.

L'armée piémontaise fera sa jonction avec les troupes débarquées des flottes combinées, qui s'élèvent à cent trente voiles, et, forte de cette réunion, envahira la Provence et marchera sur Lyon, tandis que d'autres corps agiront avec vigueur, tant sur Barcelonnnette que sur le point de Barraux. Vous voyez que ces départements sont dans le danger le plus imminent.

¹ Inexact. Les troupes du marquis de Cordon n'allèrent pas plus loin qu'Argentine, à quelques kilomètres en amont d'Aiguebelle; encore n'atteignirent-elles ce point que le 11 sept. Au commencement de septembre, les avant-postes des Piémontais dans la Maurienne étaient à la Chambre.

Le remède à tous ces maux est de nourrir l'esprit public et de bien exécuter la loi du 23 août¹. C'est à quoi je m'occupe infatigablement. J'échauffe, je rassure, j'électrise. J'ai fait adopter à la Société populaire des mesures vigoureuses, qui, si elles étaient généralisées, sauveraient la République. Toutes ces mesures sont comme des conséquences de la loi du 23.

Le dépôt du 5^{me} régiment de cavalerie est ici en passage. Il manque d'armes et de selles. Ce dénuement fait bouillonner d'indignation, quand on songe que la République a besoin de tous ses défenseurs.

L'affaire de Lyon a déconcerté tout notre système des subsistances militaires. On manque de farines et *surtout d'avoine*. On voit le mal et personne ne peut appliquer le remède. Les Lyonnais ont fait sortir toutes leurs bouches inutiles et paraissent résolus à se défendre jusqu'à la dernière extrémité. Il est clair qu'ils comptent sur les secours des armées étrangères². Lyon étant le réservoir de nos trois armées, des Alpes, d'Italie et des Pyrénées, Lyon interceptant toutes nos subsistances, recelant des munitions et des approvisionnements dont nous avons besoin, il faut qu'il soit réduit, à quelque prix que ce soit.

Je propose au Comité de Salut public de faire décréter que le tocsin sera sonné à quinze lieues à la ronde, que la ville sera sommée une dernière fois de se rendre, et que,

¹ Loi du 23 août 1793, sur « la réquisition des forces nationales ». (*Moniteur*, XVII, 478). — Voy. aussi le long rapport de Barère (*ibid.*, pp. 474-478.)

² Dans tous les cas, il paraît bien établi qu'aucune entente n'exista entre les Lyonnais et le cabinet de Turin (Krebs et Moris, p. 266, n. 1).

faute par elle de le faire, elle sera brûlée, rasée de fond en comble, et ses habitants passés au fil de l'épée. Les demi-mesures nous tueront, si nous ne savons point nous en affranchir. Il est encore un objet d'une grande importance. Je voudrais qu'il fût enjoint à tout fermier, métayer, exploitant domaine, de se munir d'un sabre, d'un pistolet, de se monter avec un de ses chevaux de labour, pour former une milice à cheval à la manière des Cosaques, laquelle protégerait dans l'intérieur les convois, les subsistances, servirait à la correspondance dans les cas pressants, dissiperait les attroupements séditieux, permettrait de renforcer les divisions de gendarmerie aux frontières, harcelerait l'ennemi en cas de trouée, et marcherait, au besoin, pour un coup de main offensif¹. Je vous prie d'examiner mûrement cet aperçu.

On brûle nos arsenaux. Songez à Plymouth et à Portsmouth. Ils ne sont point incombustibles. Les tyrans veulent nous écraser. Songez que la liberté peut trouver des Scévolas, et doit les employer quand elle en trouve. Fixez votre attention sur Brest. La présence des députés fugitifs dans le département du Finistère doit vous avertir qu'on y médite une trahison aussi noire que celle de Toulon.

Comptez sur moi à la vie et à la mort.

P. CHÉPY.

[*Ibid.*, t. 329, fol. 135-138.]

¹ Il n'aurait fallu qu'une chose pour la réussite de ce projet, c'est que les paysans français fussent des Cosaques.

LXVII

Grenoble, ce 4 septembre, l'an 2^{me} de la République.

*P. Chépy, agent politique près l'armée des Alpes,
au Ministre des Affaires Étrangères.*

Le régiment de Berchény était parti avant-hier d'ici. C'est avec la plus grande surprise que je l'ai vu rentrer ce matin en ville. Il devait se rendre à Vienne. Je ne sais point les raisons du contre-ordre, mais je sais que des mouvements pareils fatiguent et dégoûtent les troupes, et coûtent beaucoup en étapes à la République. Le dépôt du 5^{me} régiment de cavalerie, qu'on avait tiré des cantonnements d'Eybens pour remplacer les hussards, est obligé d'y retourner.

Le général Lajolais vient commander ici. Il est de la dernière promotion des représentants du peuple.

Le citoyen Noël, bon patriote, a été fait adjudant-général¹, ainsi que le citoyen Levasseur².

Après une démission donnée au moment du danger de la patrie, un général est toujours suspect. Aussi l'accusateur militaire et moi nous surveillons de près Kellermann. Soyez certain que, s'il a quelque projet de trahison (ce

¹ Jean-Baptiste-Charles Noël, né à Auterive (Haute-Garonne), le 15 janv. 1761. Officier au 1^{er} dragons, le 5 mars 1782 ; capitaine, le 24 nov. 1792. En fév. 1793, il était employé comme « adjoint à l'État-major » de l'armée des Alpes.

² Adjudant-général, chef de brigade.

que personnellement je ne crois pas), nous saurons les déjouer.

La nouvelle de Toulon (*sic*) n'est point confirmée, mais, en supposant qu'elle fût fausse, j'aurais encore eu raison de prendre l'alarme et de prédire les maux incalculables qui pourraient en résulter. Si nous avons le bonheur de rattacher Toulon à l'indivisibilité de la République, il faut y envoyer à poste fixe des hommes sûrs pour en faire chasser les étrangers, pour surveiller les malveillants, aider au scrutin épuratoire de la marine, et enfin préserver de tout danger ce grand atelier de la puissance française. L'objet important est de mettre dans cette ville une garnison nombreuse, sûre, et un commandant sans-culotte.

Les Piémontais sont campés en avant d'Aiguebelle. Je crois qu'ils se porteront sur Chambéry par les Bauges. Ils exercent de grandes cruautés, de grandes vexations. Ils ont pendu plusieurs maires. Quarante-cinq aristocrates du Mont-Blanc ont été transférés ici. Ils seront suivis bientôt de vingt-cinq autres. C'est autant d'otages. La colonne de la Maurienne est de 8,000 hommes environ. Jamais l'ennemi n'ose descendre en plaine ; seulement il tourne nos postes, tient toujours la hauteur et nous lance, sans que nous puissions le voir, une pluie de bombes et d'obus.

Du côté de Carouge, les habitants se montrent bien. Conjointement avec quelques troupes réglées, ils ont formé une petite armée qui tient tête aux rebelles du Faucigny et à des Piémontais auxiliaires. Carouge a envoyé des députés dans le Valais et en Suisse. Dans ce dernier pays, ils ont été bien reçus et ont reçu beaucoup de belles protestations. Il faut avoir l'air de s'y fier et agir comme ne s'y fiant pas.

L'esprit public se soutient ici à merveille : la Société populaire va bien.

Vive la motion de Basire ! Elle a sauvé l'État des malignes influences du Feuillantisme¹.

Lyon résiste toujours. Je ne sais quand finira cette expédition. Nous manquons de poudres, d'armes, de subsistances, et cependant ça ira et ça va.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY.

P.-S. — Si vous me conservez dans mes fonctions, ce que je crois raisonnable et utile, je me rendrai sur-le-champ dans le Mont-Blanc et à Genève. J'espère y faire beaucoup de bien.

[*Ibid.*, t. 329, fol. 149-150 v^o.]

LXVIII

Grenoble, ce 5 septembre, l'an 2^{me} de la République.

*P. Chépy, agent politique, au Ministre
des Affaires Étrangères.*

Il y eut hier une rixe violente entre les hussards-guides et les hussards de Berchény. Elle a été heureusement

¹ Séance du 28 août. Après avoir dénoncé le « feuillantisme », qui déjà « relevait la tête », Basire ajouta : « Je demande que vous déclariez formellement que la France est en révolution jusqu'au moment où son indépendance sera reconnue ; que le Comité de Sûreté générale vous présente une rédaction de cette déclaration, et un projet de décret qui rende à la police municipale de sûreté toute la force que les malveillants sont parvenus à lui faire perdre. » (*Moniteur*, XVII, 519, n^o du 30 août.)

apaisée par le général Lajolais, les municipaux et les officiers des deux corps. Le général Kellermann vient de prendre une excellente mesure. Il a ordonné aux vérolés et aux galeux d'évacuer les hôpitaux et de s'aller battre. Il est arrivé hier environ cent recrues du Cantal, bien habillées, bien équipées. Ils ont joint aujourd'hui avec gaité et une volonté franche.

Mieux informé, je vous annonce que nous tenons encore Aiguebelle, malgré une pluie d'obus et de bombes dont les Piémontais ne cessent de nous inonder. Ils ont des mortiers et des petits canons à vis, qui se démontent et qu'ils portent sur des mulets. Nos troupes, en Tarentaise, tiennent toujours ferme à l'Hôpital. On va poster cent cinquante hussards du côté de Chambéry. Ces braves gens brûlent de se battre, mais ils manquent de tout. Les Piémontais ont poussé quelques patrouilles jusque dans le département de l'Isère. Ils ont fait mine de menacer la manufacture d'Allevard, où l'on fait actuellement des boulets. Cela a déterminé le général à requérir 1,600 hommes, dont 600 de Grenoble. Quatre cents seront placés à Barraux ; 400 à Allevard ; 400 à Montmélian ; 400 dans un endroit dont le nom m'échappe.

L'esprit public est bon. Les paysans voudraient tous partir. On a plus besoin de les retenir que de les exciter. Mais les subsistances et les armes manquent. Le département produit du fer égal à celui de Suède et d'Espagne. Il a les plus belles usines possibles, telles que la Chartreuse, etc. Il a aussi de bons ouvriers. Il ne s'agit que de mettre en œuvre ces précieux moyens. Le département demande cent mille écus aux représentants du peuple. J'espère que le Ministre de la Guerre ne négligera rien pour tirer parti de ces importantes ressources.

Je presse de toutes mes forces l'exécution de la loi du 23 août. Je viens de réorganiser la Société populaire ; délivrée des membres qui la souillaient, elle n'en sera que plus utile à la chose publique.

Des lettres de Marseille, du 31, et de Lambesc, du 1^{er}, nous donnent la nouvelle de Toulon comme vraie. Vite aux mesures ! Rien de nouveau de Lyon. C'est une ville infâme dont il ne faut laisser que le souvenir.

Les commissaires Prière et Chevrillon (qui sont d'excellents républicains) sont partis pour Briançon. Je me suis concerté avec eux, et je crois que nous ferons le bien.

L'arrivée du citoyen Voland a complété le tribunal militaire¹. Je crois qu'il va entrer en fonctions.

Je travaille à un mémoire d'une haute importance pour le Comité de Salut public. Tous mes moments sont consacrés à la sainte cause de l'égalité.

Comptez sur moi à la vie et à la mort. J'attends avec impatience que vous prononciez sur mon sort.

P. CHÉPY.

[*Ibid.*, t. 329, fol. 152-153 v^o.]

LXIX

Le Ministre des Affaires Étrangères au citoyen Chépy.

Paris, 7 septembre 1793, le 2^{me} de la République.

J'ai reçu, Citoyen, vos lettres des 24, 25, 27, 28 et 31 août, et 1^{er} et 2 du présent mois. J'en ai transmis à fur

¹ Paul-Ambroise Voland, substitut de l'accusateur militaire près le tribunal criminel militaire.

et à mesure les détails au Comité de Salut public et aux Ministres auxquels ils pouvaient être utiles.

J'aperçois dans votre dernière lettre deux versions, qui se contrarient et suspendent l'opinion sur le général Kellermann qui en est l'objet. Vous annoncez qu'il a donné sa démission et plus loin vous dites qu'il est allé défendre le Mont-Blanc. Sans doute que ce n'est que jusqu'à ce que sa démission soit acceptée. Procurez m'en au plus tôt les véritables motifs, ainsi que de celle du général Carcaradec. J'apprends avec le plus vif intérêt que le général Coustard, selon vous, le remplace avantageusement devant Lyon.

Malgré la foule d'objets dont vous m'entretenez, je n'ai que peu de chose à vous répondre, puisque vos lettres, pour la plupart, roulent sur des faits, des avis, des propositions et des aperçus sur tout ce qui vous environne, et qu'il suffit de mettre en évidence pour conduire au but que nous nous proposons tous : *le bien public*.

Sans prononcer sur votre manière d'envisager les choses qui paraissent quelquefois plus ou moins ce qu'elles sont, selon le point où l'on est placé, je me bornerai à encourager votre zèle par tout ce qui en est susceptible, je veux dire par l'exemple du civisme énergique et soutenu qui anime et dirige Paris en ce moment.

Plus les circonstances sont graves, et plus j'aime à le penser, elles vous trouveront toujours inaccessible à tout sentiment qui ne s'élèverait pas à leur hauteur. Il est de l'essence du vrai républicain de ne jamais douter de son salut, et, quelle que soit l'apparence de l'adversité du jour, un peuple, qui a juré et goûté la liberté, saura toujours la maintenir et se la perpétuer, quelque atteinte qui lui soit portée.

La nouvelle de la reddition de Toulon, que vous m'annoncez, nous était déjà parvenue. Elle est l'effet de la plus infâme trahison qui ait jamais été tramée contre nous; mais ce malheur n'est pas irréparable, comme vous paraissez le craindre. Ce que nous avons obtenu à Marseille, ce que vous espérez de Lyon, ce qui est infaillible dans la Vendée, pour la cause de la justice suprême du peuple, tout nous prépare une vengeance éclatante, tout nous présage un dédommagement très prochain à nos revers.

Continuez toujours le cours de votre laborieuse mission, quelque incertaine qu'elle vous paraisse. La Convention, ni le Conseil, n'ont encore rien statué sur votre requête. Ce silence ne peut que vous être favorable. Lorsque l'une ou l'autre de ces autorités aura pris une détermination à votre égard, je m'empresserai, pour satisfaire à votre juste impatience, de vous en faire part.

J'espère beaucoup de votre surveillance sur Gênes, Genève, le Valais, la Suisse, etc., et, en effet, les séjours que vous vous proposez dans les principaux endroits ne pourront que vous faciliter les moyens d'obtenir les détails politiques que vous promettez. Ne négligez rien sur ce point important.

[*Ibid.*, t. 329, fol. 172. Minute.]

LXX

Grenoble, ce 7 septembre, l'an 2^{me} de la République.

*P. Chépy, agent politique, au Ministre des Affaires
Étrangères. Salut.*

Enfin, on vient d'envoyer à Lyon le 4^{me} bataillon

du Mont-Blanc. C'était le seul moyen de le conserver. Ces Savoisiens avaient l'air joyeux, au moins à leur départ. Berchény ne tardera pas non plus à partir. Les corps administratifs le désirent, parce qu'il vexe les communes des environs et même les habitants de la cité. On s'expose toujours à des désordres semblables, quand on tient des hussards inactifs et loin de l'ennemi.

Les Piémontais montrent quelques têtes de colonnes du côté de Briançon, mais ce n'est qu'une feinte. Cette place est très forte, ils sont hors d'état d'entreprendre un siège. Cependant il faut observer que la ville n'est approvisionnée que jusqu'au 1^{er} novembre. Les pluies abondantes, qui nous inondent depuis trois jours, auront couronné les Alpes d'un épais diadème de neige. Cette difficulté naturelle et la contenance de nos troupes détermineront probablement les hordes sardes à regrimper précipitamment sur le Cenis et sur le Saint-Bernard. J'ai cependant certains avis, d'assez bonne main, qui m'apprennent qu'ils veulent insulter le fort Barraux qu'on répare à force, mais dont la défense est difficile et la position mauvaise. Cent cinquante hommes partent aujourd'hui d'ici.

La municipalité va faire mettre en état d'arrestation douze des principaux égoïstes, qui n'ont pas satisfait aux dernières réquisitions. Il faut faire des exemples pour contenir les lâches et les traitres.

Toulon étant décidément livré, voici les mesures que je propose.

1^o Arrêter toutes les pensions, annuités, rentes, dues par l'État aux Toulonnais.

2^o Déclarer tous les biens qu'ils peuvent posséder dans l'intérieur acquis et confisqués à la République.

3^o Vouer cette ville et les traitres de la flotte au mépris des contemporains et à l'exécration de la postérité.

4^o Envoyer bien vite dans l'armée d'Italie des commissaires des guerres, des officiers généraux et des approvisionnements, pour pouvoir organiser et mettre en mouvement la masse qui va s'ébranler pour reconquérir cette ville.

5^o Ordonner à l'armée de Lyon, aussitôt après l'expédition, de descendre le Rhône jusqu'à Avignon, et de là de marcher droit sur Toulon, excepté quatre mille hommes qui seront envoyés à la garde du Mont-Blanc.

6^o Envoyer des hommes sûrs dans les ports de Lorient, Port-Libre et Brest, que les Anglais ont achetés comme celui de Toulon.

7^o Prévenir et étouffer à Bordeaux le complot y formé d'introduire les Anglais dans la rivière et dans la ville.

8^o Si le cas l'exige, disposer d'une partie des troupes de la Vendée pour le Midi, qui est la partie de la République la plus imminement (*sic*) menacée.

Je répons, par le même courrier, à la lettre très extraordinaire de l'adjoint du ministre. Je n'ai point cru sur parole, je vous le jure, et je le lui prouverai.

Je n'ai fait aucun remboursement au citoyen Vendesteen¹, et il est à ma connaissance parfaite qu'il a fait des avances pour l'intérêt public, soit pour envoyer dans les campagnes des apôtres du patriotisme, soit pour expé-

¹ Érasme Van de Steene, ex-secrétaire du Comité secret de Bruxelles, présidé par J.-F. Vonck. Il était prêtre, ce qui ne l'empêcha pas de demander et d'obtenir, le 19 brumaire an II, l'autorisation de changer son nom d'Érasme en celui d'Apostat. (Aulard, *Le culte de la raison et le culte de l'être suprême* (1793-1794). *Essai historique*. Paris, Alcan, 1892, p. 50, n. 2.)

dier des courriers dans des moments pressants, soit pour imprimer des ouvrages utiles, etc.

Il me reste maintenant à vous rendre compte d'une tracasserie que je viens d'éprouver et qui a tourné tout entière à ma gloire et à mon avantage. Les aristocrates me détestent, les modérés *idem*. Ils ont profité de ce que mes fonctions étaient secrètes ici, de ce que l'on ne savait pas pourquoi j'étais à Grenoble, pour me rendre suspect aux autorités constituées. La municipalité, composée de sans-culottes et soupçonneuse comme la liberté, a ordonné que les papiers de tous les étrangers logés dans les maisons de Rivière et Labarre seraient visités. Je me suis trouvé compris dans cette mesure de sûreté. Tout a été visité avec un soin incroyable. Ensuite, les municipaux, émerveillés de ma correspondance et de tout ce qu'ils ont trouvé de patriotique dans mon portefeuille, m'ont donné le certificat le plus flatteur. Je le joins ici. J'attribue encore cet orage à quelques intrigants, qui ont vu avec peine que je morcelais leur popularité. Je vous prie de communiquer au Comité de Salut public cette pièce, dès qu'il s'agira du remplacement des agents actuels. Je crois qu'elle me donne quelques droits de plus à sa confiance et à la vôtre. D'ailleurs je ne me lasserai pas de vous le répéter, je suis agent politique et je ne puis me croire compris dans le décret.

Comptez sur moi, à la vie et à la mort. P. CHÉPY.

[*Ibid.*, t. 320, fol. 175-177.]

Certificat de la municipalité de Grenoble.

« La municipalité de Grenoble déclare qu'après les perquisitions les plus exactes faites dans tous les papiers du

citoyen Chépy, agent politique près l'armée des Alpes, elle n'y a rien trouvé qui ne dénote le zèle civique le plus pur, le plus actif et le plus intelligent.

Fait à Grenoble, dans la maison commune, le six septembre mil sept cent quatre-vingt-treize, l'an 2^e de la République. Barral, maire; Camille Teisseire, procureur de la commune; Dumas, officier municipal; Giroud, officier municipal; Compagnon, officier municipal; Marseau, notable; Pellerin fils, notable; Clément, officier municipal; Michal, officier municipal; Nyer, greffier. »

[*Ibid.*, fol. 178.]

LXXI

Grenoble, ce 8 septembre, l'an 2^m de la République.

*P. Chépy, agent politique, au Ministre des Affaires
Étrangères.*

Berchény est parti pour Vienne et n'a laissé ici qu'un détachement de cinquante hommes pour aider au service de la place. Nous avons le dépôt du 5^m régiment de cavalerie; il y a deux cents hommes et soixante chevaux. Les selles, les brides, les bottes, les sabres, tout manque. J'ose croire que le Comité de Salut public y pourvoira, car le succès de la guerre tient à nous procurer une cavalerie formidable.

Chaque jour, le contingent des campagnes nous arrive. C'est la fleur de la jeunesse, car on doit observer que dans le recrutement des trois cent mille hommes, les com-

munes ont donné leur rebut. Il règne partout un grand empressement de marcher.

La récolte du blé a été magnifique; celle du vin promet une abondance inconnue depuis vingt ans, et cependant ces denrées subissent chaque jour une hausse effrayante, parce que des scélérats travaillent infatigablement au discrédit de notre papier-monnaie et profitent des trahisons, et surtout de celle de Toulon, pour faire croire au paysan que bientôt il sera annulé.

Les habitants de Toulon, après avoir porté pendant trois jours la cocarde blanche, l'ont quittée et n'en arborent plus aucune. On dit que les Anglais sèment l'or à grands flots dans cette ville et y disent hautement que la France n'aura de repos que quand, reprenant la Constitution de 1789, elle élèvera le duc d'York sur le trône.

J'ai vu le général Kellermann hier. J'ai été satisfait de ses loyales explications. Il m'a promis de chasser les Piémontais avec perte et de reconquérir Toulon à la République, sitôt que l'affaire de Lyon serait terminée. Je le crois capable de tenir ce qu'il promet. Surveillons-le de près, pour éclairer l'opinion publique et asseoir la confiance, mais employons-le parce qu'il est en état de commander une armée. Il va arriver ici, le 15, un bataillon de nouvelle formation, sous le titre de chasseurs des Hautes-Alpes. Il fourmille de déserteurs, Croates, Turcs, Polonais, Bosniaques, Serviens, Hongrois, Autrichiens, Espagnols, Piémontais. Je l'examinerai de près, pour en solliciter la dissolution, si elle me paraît nécessaire.

Les habitants du Mont-Blanc ne montrent aucune bonne volonté, ni aucun courage. Il est même vrai de dire que la contre-révolution à Chambéry est faite dans les esprits. Quoi qu'il en soit, ils n'auront point, au

moins cette année, la consolation de reprendre leurs fers.

J'ai réfléchi profondément sur la perfidie des Anglais, sur la manière lâche et traîtresse avec laquelle ils nous font la guerre, sur leurs crimes envers la liberté et l'égalité. J'ai bien senti qu'Albion était un colosse d'or avec des pieds d'argile, qu'il était facile de le renverser. En voici les moyens.

1° Envoyer dans l'Inde des forces suffisantes pour aider Tippoo Sahib, qui est peu disposé à tenir ses derniers engagements.

Nota. — C'est frapper le pied d'argile.

2° Aussitôt après la fin de la guerre de la Vendée, qui coïncidera avec celle de l'équinoxe, faire une descente, soit sur les planes atterrissements du canal Saint-Georges, soit en Irlande, qu'il n'est pas difficile de soulever. Pour cet effet, presser les armements à Rochefort, à Lorient, à Brest. Attaqués au cœur de leur domination, les Anglais rappelleront le duc d'York, leur flotte de la Méditerranée, et cette puissante diversion ne contribuera pas peu à la conclusion glorieuse de la campagne.

P. CHÉPY.

P.-S. J'attends avec impatience vos ordres. Je voudrais être autorisé à suivre le quartier-général en Provence, où il sera transporté. Je crois que j'y ferais du bien.

[*Ibid.*, t. 329, fol. 188-189 v^o.]

LXXII

Grenoble, ce 11 septembre, l'an 2^{me} de la République.

*P. Chépy, agent politique près l'armée des Alpes, au
Ministre des Affaires Étrangères.*

Je me suis transporté hier, comme observateur, au magasin de l'administration de l'habillement et de l'équipement. Tout y est dans un ordre admirable ; la qualité des fournitures m'a paru excellente. Il y a pour habiller 50,000 hommes et pour en équiper 32,000. Cependant il n'y a plus une seule paire de souliers et il manque de baudriers (*sic*). Tout le reste est en abondance. Je n'ai jamais vu de magasin aussi bien tenu.

Je vous ai parlé de la facilité qu'il y aurait d'établir des manufactures d'armes dans ce département. Je vous dois quelques détails. Allevard et la Grande-Chartreuse sont des emplacements qui semblent faits exprès. Il y a dans le voisinage, en abondance, d'excellent minerai et des bois très propres à faire le meilleur charbon. Le fer est d'une qualité supérieure à celui de Saint-Étienne. On trouve dans ces établissements de la gueuse fondue, peut-être pour deux ans, des forges, des enclumes, des marteaux tout prêts. C'est à l'argent à imprimer le mouvement. Le Département a fait demander 300,000 livres aux représentants du peuple. Donnez ces renseignements au Comité de Salut public.

On chauffe vigoureusement Lyon. Avant peu l'on fera l'attaque de vive force. J'ose croire que vous vous êtes souvenu de mon tocsin à douze lieues à la ronde¹.

Nos troupes tiennent ferme à Aiguebelle. On garnit les derrières de troupes de réquisition. On va, je crois, s'avancer et attaquer les Piémontais. Au surplus, je puis vous assurer très positivement *qu'il n'y a rien à craindre pour le département du Mont-Blanc, et qu'au 15 octobre il n'y aura point un Piémontais.*

Je ne puis me dispenser de vous dire qu'il est urgent et indispensable de relever les troupes de la Maurienne et de la Tarentaise, après l'expédition de Lyon. Depuis quarante jours, les soldats couchent sur la neige et ne boivent que de l'eau de neige. Ils sont accablés de fatigue et travaillés par la dyssentérie. Il serait à craindre que le découragement et le désespoir ne se glissassent dans ces braves légions.

Je sais que des méchants les ont déjà remués et presque égarés au sujet du général Doyen, qui fut frappé de destitution, mais que son armée força à conserver le commandement. Je sais que la souffrance, le malaise, ont déjà fait tenir, dans le camp, des propos indiscrets et alarmants. Le remède est simple; appliquez-le.

Les biens des émigrés se vendent ici au mieux. Comme le Département les a sagement divisés en petits lots et mis à la portée de la médiocrité et presque de l'indigence, c'est un concours, une fureur, dont vous ne pouvez vous faire une idée. N'en a pas qui veut. Le paysan veut placer ses assignats qu'il a entassés, et les enchères sont presque folles.

¹ Voy. lettre du 2 septembre.

L'esprit public se soutient ici parfaitement bien. Je vais toujours assidûment à la Société populaire, et je crois que ma présence n'est point inutile.

J'attends vos ordres avec impatience. La liberté m'appelle dans le Mont-Blanc et ensuite dans la Provence.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY.

[*Ibid.*, t. 329, fol.[216-217 v°.]

LXXIII

Le Ministre des Affaires Étrangères au citoyen Chépy.

Paris, 12 septembre 1793, le 2^{me} de la République.

J'ai reçu, Citoyen, les n^{os} 43, 47 et 48 de vos lettres, sous les dates des 29 août, 4 et 5 septembre présent mois. J'ai transmis aux autorités constituées tous les objets intéressants auxquelles ils pouvaient être utiles (*sic*).

C'est avec quelque surprise que j'ai vu dans votre lettre du 4, que l'on révoquait encore en doute, à Grenoble, à cette époque, la malheureuse affaire de Toulon, lorsque toute la France indignée s'occupait déjà des puissants moyens de s'en venger. Il y a lieu de croire que votre surveillance était dirigée sur d'autres objets, et que toute communication vous était fermée de ce côté-là. Comme en ce moment il ne doit vous rester aucun doute sur l'horrible trahison de cette ville, je vous exhorte à concourir à tous les moyens qui seront mis en usage, pour la restituer à la République et à la Liberté.

Je reçois à l'instant votre lettre du 7 de ce mois, qui me confirme la certitude que vous avez enfin de la prise de Toulon. Je vais transmettre au Comité de Salut public les diverses propositions que cet événement vous a suggérées. Qu'elles ne vous dispensent pas de vous concerter, avec les représentants du peuple et les généraux, sur les plus promptes et les plus vigoureuses mesures à employer pour reconquérir ce poste important. L'expérience de notre Révolution et de tous les temps atteste que ce qui est l'ouvrage du crime et de la trahison est toujours sans effet pour leur auteur. Pénétrons-nous tous de cette vérité, et Toulon, comme Marseille, ne sera bientôt plus souillé de la rébellion que dans notre souvenir.

[*Ibid.*, t. 329, fol. 223-223 vo.]

LXXIV

Grenoble, ce 15 septembre, l'an 2^{me} de la République.

*P. Chépy, agent politique, au Ministre des Affaires
Étrangères. Salut.*

Chaque jour nous amène une nombreuse jeunesse, qui vient se ranger sous les drapeaux de la patrie. Beaucoup d'hommes arrivent armés. Je vis dernièrement un détachement du district de Saint-Marcellin, qui avait la bonne apparence d'une troupe de ligne. On ne peut nier que cette dernière levée ne mette en mouvement la fleur de

la nation. Si la levée des 300,000 hommes avait été ainsi remplie par les municipalités, il eût été inutile de recourir à des expédients extraordinaires.

Je désapprouve fort la formation de nouveaux bataillons :

1^o parce qu'elle entraîne la formation d'états-majors ruineux ;

2^o parce qu'il y a disette d'officiers ;

3^o parce qu'il est bien reconnu aujourd'hui qu'il faut, non pas multiplier les cadres, mais fortifier ceux qui existent ; qu'il n'existe déjà en France que trop de bataillons, et que les grosses masses militaires sont celles qui promettent le plus de succès.

L'état du Mont-Blanc est de plus en plus rassurant. Les Piémontais se tiennent lâchement sur des hauteurs, et nos braves cohortes sont pour eux des barrières impénétrables. Il y a de temps en temps quelques canonnades, qui ne décident rien et qui consomment inutilement leurs munitions de guerre.

Le siège de Lyon traîne en longueur. Il paraît que, parmi les divers agents qui le conduisent, il en est qui montrent peu de chaleur. On assure que ce n'est que par la trahison de quelques chefs d'artillerie, que le radeau goudronné et les moulins pleins de combustibles, qu'on avait lancés contre le pont Morand, ont manqué leur effet¹.

¹ « Le 6 septembre, un radeau triangulaire, chargé de matières incendiaires, est lancé et vient, en tournoyant, s'encaster entre les piles du pont (Morand). Mais, en trois coups de fusil, la mèche est coupée, avant d'avoir communiqué le feu aux artifices. Des brûlots lancés le lendemain, puis le 11, échouent sur les bancs de sable, ou sont accrochés par les Lyonnais et amarrés sur la rive droite du Rhône, et se consomment avant d'atteindre le pont. Une

Plusieurs citoyens assurent que plus de six cents bombes, depuis quelques jours, sont tombées dans le Rhône. Notre artillerie fait du dégât dans la ville, mais n'y met plus le feu.

Il faut donc en venir à une attaque de vive force. Les représentants du peuple y répugnent par deux raisons bien respectables. La première est la crainte que la ville ne soit pillée et saccagée par une armée furieuse et fatiguée d'une si opiniâtre résistance. La seconde est l'appréhension bien fondée que le soldat, gorgé de butin, ne perde l'esprit de subordination et de discipline, et que l'armée ne se dissolve. Ces deux inconvénients méritent une considération sérieuse. Il faut tout faire pour les éviter, mais, dans tous les cas possibles, il faut attaquer de vive force, avec la précaution de faire sonner le tocsin à douze lieues de rayon.

Voici mes motifs. A Lyon se rattachent toutes les espérances du hideux fédéralisme et de l'aristocratie : elles s'écrouleront avec lui. Lyon est le dernier retranchement de l'esprit mercantile. Lyon soumis, cet irréconciliable ennemi de la Révolution succombe. Lyon nous occupe des forces que la ci-devant Provence réclame impérieusement. Lyon renferme des magasins, des marchandises, une artillerie et une quantité immense de fusils dont vous avez un besoin actuel et pressant. J'ose espérer que vous prendrez en considération ces motifs et que le Comité de Salut public les pèsera.

Avant-hier, j'ai lu une adresse à la Société populaire ;

coupure y est alors pratiquée, et une file de pieux, reliés par des chaînes, établie à quelque distance en amont. » (Krebs et Moris, p. 356.)

on en a demandé l'impression qui, faute de fonds, n'a pu être accordée. Je prends occasion de là de me plaindre, avec l'Hercule révolutionnaire Danton, de ce que l'on n'a point assez mis en œuvre les Sociétés populaires, de ce que le Comité de Salut public, trop parcimonieux et trop craintif sur le maniement des deniers publics, n'a pas réparti un million entre ces associations utiles, pour subvenir aux frais de leurs impressions et de leurs correspondances. Je vous prie de conférer sur cet article important avec le Comité et le Ministre de l'Intérieur.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY.

[*Ibid.*, t. 329, fol. 257-259.]

LXXV

Grenoble, ce 15 septembre, l'an 2^m de la République.

*P. Chépy, agent politique, au Ministre des Affaires
Étrangères.*

Il y a eu à la Tour-du-Pin quelques troubles et quelques excès commis. Le général vient d'y envoyer 50 cavaliers et 30 chasseurs. J'augure bien de cette mesure.

Hier on a fait encore partir 300 jeunes gens de la nouvelle réquisition. On ne saurait rendre trop hommage au citoyen Alary, commissaire du pouvoir exécutif pour le recrutement, et qui dirige toutes ces opérations.

Les recrues qui forment le dépôt du 5^e régiment de

cavalerie sont de la plus belle espèce. C'est dommage que, faute de chevaux, ils ne soient point exercés.

Le bataillon léger dont je vous ai parlé hier est arrivé ici. Il n'est encore que de 250 hommes, mais on a envoyé un officier chercher, pour son complément, 800 recrues du Puy-de-Dôme. Son commandant, Dassier, genevois, est un *bon sans-culotte, instituteur de la Société des Marseillais, à Genève*. Outre cela, c'est un ancien militaire. Quoiqu'il y ait beaucoup de déserteurs, je n'ai point encore entendu parler de plaintes. Cependant, la discipline française a besoin d'être resserrée pour ces hommes, accoutumés au bâton, et pour qui un cachot est une habitation délicieuse, parce qu'ils peuvent y croupir dans l'oisiveté. Les hommes de ce bataillon sont d'une taille colossale et, avec des soins *qu'on prend*, il peut devenir l'exemple de l'armée pour la belle tenue.

Le général Lajolais se montre bien. Il fait exécuter avec vigueur les décrets, et surtout celui de l'uniforme. Il vient de chasser des prisons et des hôpitaux tous les hommes qui peuvent se battre. Il a fait arrêter tous les officiers et soldats, qui étaient venus en ville sans causes légitimes. Les patriotes sont fort contents de lui.

La plupart des officiers généraux assurent qu'il n'y aura pas dans le Mont-Blanc un seul Piémontais au 14 octobre. L'attaque générale se dispose¹, et elle aurait

¹ Le 10 septembre, dans un conseil de guerre tenu à Grésy-sur-Isère, il fut décidé que, vu l'inaction où se renfermait l'ennemi, malgré sa supériorité numérique et les premiers avantages obtenus, il serait fait un grand effort pour le rejeter hors de la Savoie. Le plan des opérations, qui devaient commencer par la Tarentaise, fut arrêté avec une remarquable précision. (Krebs et Moris, pp. 277-278.)

peut-être été déjà effectuée sans la lenteur de Santerre¹, colonel d'infanterie, dont on n'est point content, et que Kellermann a menacé de suspension.

Je me suis vivement réjoui de nos succès dans la Belgique². Si l'on est décidé d'y pénétrer, je me propose pour y être employé. Je crois que mes connaissances locales et mes intelligences avec quelques principaux

¹ Louis-Jacques Ruelle de Santerre, né à Versailles le 22 sept. 1739. Volontaire au régiment de Colonel-général, dragons, le 28 nov. 1756 ; après des mutations qu'il est sans intérêt de relever, on le retrouve enseigne au 2^e bataillon de Languedoc, le 15 oct. 1759 ; il est fait lieutenant au corps, le 24 déc. 1764, et capitaine, le 24 mars 1769. Lieutenant-colonel du 35^e régiment d'infanterie, le 5 fév. 1792, il en devient le colonel quelques mois plus tard, le 29 juin. (*Infanterie de la Républ. fr. Services des officiers de tous grades*, 1793.) A la fin de juin 1793, il était encore colonel du même régiment et placé sous les ordres du général de brigade Camille Rossi. C'est peu après les événements qui amenèrent l'arrestation de Rossi, qu'il fut élevé lui-même au grade de général de brigade. En tout cas, sa nomination était récente, puisque Chépy paraît l'ignorer. Kellermann l'avait fait venir du camp de Tournoux, pour commander les troupes réunies dans le Faucigny, et qui, provisoirement, avaient été sous les ordres de l'adjutant-général Sarret, aide-de-camp du général en chef. Santerre resta, à ce qu'il semble, absolument au-dessous de sa tâche. (Voy. ci-après les lettres des 26 sept., 1^{er}, 13 et 16 oct.) Le représentant Simond, qui le traitait de « général imbécile », le destitua le 7 octobre. M. Wallon lui a consacré une longue note, sous ce titre : *Un Sosie de Santerre à l'armée des Alpes (Les représentants en mission, III, 415-418)*. En effet, le nom de Santerre évoque immédiatement le souvenir du fameux brasseur parisien qui commandait une division en Vendée et se fit honteusement battre à Vihiers (18 juillet) et à Coron (18 sept.). Mais aucune confusion n'est possible entre ces deux personnages, faciles, comme on le voit, à distinguer l'un de l'autre.

² Le 8 septembre, le général Houchard avait battu les Anglais à Hondshoote, et la nuit suivante ceux-ci levaient le siège de Dunkerque. (Voy. la lettre de Houchard au Ministre de la Guerre. Dunkerque, 10 sept. — *Moniteur*, XVII, 636.)

habitants peuvent être utiles. J'ai parlé hier à la Société populaire sur les procédés à suivre dans les pays conquis. Je me propose de traiter cette grande question dans un mémoire particulier adressé au Comité de Salut public.

Je resterai à Grenoble jusqu'au moment où j'aurai reçu des nouvelles positives de votre part. De ce point je continuerai à observer, à propager la lumière et à corroborer le patriotisme.

Comptez sur moi à la vie et à la mort. P. CHÉPY.

[*Ibid.*, t. 329, fol. 274-275 v^o.]

LXXVI

Le Ministre des Affaires Étrangères au citoyen Chépy.

Paris, 18 septembre 1793, le 2^m de la République.

J'ai reçu, Citoyen, vos n^{os} 50 et 51 de vos lettres en date des 8 et 11 septembre présent mois.

J'ai fait extraire les différents renseignements qui y étaient contenus et les ai fait passer au Comité de Salut public et aux Ministres de la Guerre et des Contributions publiques. J'ai insisté auprès de ces derniers pour deux choses qui m'ont paru pressantes ; l'une de relever les troupes de la Maurienne et de la Tarentaise, et l'autre, pour mettre en activité les manufactures d'armes.

Vous attendez toujours vos instructions, mais je me réfère à ma réponse du 7 de ce mois, qui vous explique la cause du retard que vous éprouvez à ce sujet. Lorsque

cette cause cessera, je m'empresserai de vous satisfaire. N'en redoublez pas moins de zèle et d'activité dans les occurrences où nous nous trouvons. Plus elles sont graves et plus nous avons droit d'espérer de les faire tourner à notre avantage, en joignant au courage et à une surveillance continue dans les opérations, la sagesse qui doit toujours les diriger.

[*Ibid.*, t. 329, fol. 279.]

LXXVII

Grenoble, ce 19 septembre, l'an 2^{me} de la République.

*P. Chépy, agent politique, au Ministre des Affaires
Étrangères.*

La vente des biens des émigrés se continue avec le plus grand succès. A l'adjudication d'hier, une partie estimée 800 livres a été vendue 4,475 livres ; une autre, estimée 1,200, a été vendue 1,200 (*sic*). Les paysans crient hautement contre tous les administrateurs qui ne font point assez de diligence. C'est un empressement vraiment curieux pour le philosophe observateur, et qui prouve bien quelles racines profondes la Révolution a jetées dans l'esprit du peuple.

La destitution de Kellermann, que l'opinion publique avait usé, n'a fait ici aucune sensation marquée¹. Les

¹ Kellermann fut destitué le 10 septembre par le Conseil exécutif et remplacé par Doppet, mais il ne fut informé de cette double

bons esprits ont regretté seulement qu'on le renvoyât au moment même où il venait de remporter sur les Piémontais des avantages décisifs. Son successeur Doppet est un excellent sans-culotte. Chacun désire que ses moyens militaires répondent à la pureté de son civisme.

On applaudit à la nomination de Carteaux¹. Les philosophes sont ravis de voir enfin le commandement des armes passer en des mains plébéiennes qui, adonnées aux arts et aux sciences avant la Révolution², ne se sont instruites au métier des combats que pour la défendre. C'est une de ces métamorphoses que produit seule la liberté. J'examinerai quel effet ces promotions inattendues produiront sur les autres officiers généraux. Ceux qui les repousseront par l'amour-propre et l'ascendant des vieilles habitudes ne sont pas dignes de servir la République.

décision qu'au mois d'octobre ; ce n'est que le 16 de ce mois qu'il remit le commandement au général d'Ornac. Le 6 novembre, il était enfermé à l'Abbaye où il resta pendant toute une année. (*Moniteur*, XVII, 634, 11 sept. — Krebs et Moris, 294. — Wallon, *Les représentants, etc.*, III, 36.)

¹ A la même date (10 sept.), le Conseil exécutif avait nommé le général Carteaux « à la place de général de l'armée d'Italie, vacante par l'arrestation de Brunet ». L'arrestation de Brunet remontait au 7 août. L'interim avait été fait par Dumberbion.

² On sait que Carteaux s'était livré, pendant quelque temps, à l'étude de la peinture. Les soldats, moins « philosophes » que Chépy, estimaient que c'était là une médiocre préparation pour l'homme chargé de les mener au feu. Aussi, après avoir souffert de l'insuffisance, pour ne pas dire de la nullité de Carteaux et de son émule Doppet, s'écriaient-ils avec colère : « Quand cessera-t-on de nous envoyer des peintres et des médecins (allusion aux premières études de Doppet) pour nous commander ? » (*Mémoires pour servir à l'hist. de France sous Napoléon, etc.* [Mémoires de Montholon], Paris, Didot, 1823, t. III, p. 24.)

L'adjudant-général Palasson, bon citoyen et bon officier, est parti hier pour Briançon. Il va y chercher une grande quantité de poudres, de boulets et de bombes, et trente nouvelles pièces de tout calibre, pour terminer l'affaire de Lyon. On vient de mettre, dans le département des Hautes-Alpes et [dans celui] de l'Isère, 1,300 chevaux en réquisition pour cet objet. Sans la trahison de *Saint-Houder*¹, qui vient d'être guillotiné devant Lyon, nous aurions pu nous passer de cette ressource extraordinaire, et qui pèse beaucoup sur les campagnes au moment des semailles.

Nous avons ici, parmi les fonctionnaires publics, un certain nombre d'hommes gangrenés. La Société, hier, sur ma motion, a arrêté qu'elle les dénoncerait nominativement aux représentants du peuple et qu'elle provoquerait, de leur part, l'exercice prompt des pouvoirs spéciaux que leur a délégués la Convention.

Dans le département du Mont-Blanc, l'armée manque absolument d'avoine. Kellermann vient d'en demander avec insistance. Six voitures partiront aujourd'hui, douze demain. Il est temps de pressurer un peu ce département bâtard, qui, au moment de l'invasion, à l'exception du canton de Carouge, n'a montré que de la lâcheté et de la trahison. Les paysans de l'Isère sont furieux contre les Savoyards, parce que ceux-ci discréditent les assignats.

On a amené avant-hier vingt-huit prisonniers Piémontais ; on en attend bien davantage. Je sais, à n'en pouvoir douter, qu'ils traitent fort bien nos prisonniers. Tous nos officiers sont renvoyés sur leur parole. Je ne vous parlerai point de nos succès dans tout le Midi ; vous les con-

¹ Je ne garantis point la forme exacte de ce nom, en partie illisible.

naissez. Je vous rappellerai seulement qu'il faut mettre à profit l'enthousiasme national, et qu'en frappant fort, on peut éviter une troisième campagne.

Ci-joint une adresse que j'ai rédigée au nom de la Société populaire. Elle vous justifiera de l'emploi de mon temps. Un décret autorise les Ministres à avoir des agents près les armées. J'attends tout de votre justice.

Pensez aux immenses préparatifs du siège de Toulon qu'on ne peut ouvrir qu'après la réduction de Lyon.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY.

[*Ibid.*, t. 329, fol. 285-286 v^o.]

*Adresse des citoyens composant la Société populaire
de Grenoble à la Convention nationale.*

(Imprimé de 6 pages, petit in-12. Grenoble, de l'imprimerie de J. Allier.)

« Délibéré à Grenoble, le 11 septembre 1793, l'an 2^{me} de la République française. Signé : Delisle, président ; Granier, secrétaire ; Abraham, volontaire de Clermont, secrétaire. »

L'adresse a été dictée par Chépy et est relative aux événements de Toulon.

[*Ibid.*, fol. 287-289 v^o.]

LXXVIII

Grenoble, ce 22 septembre, l'an 2^{me} de la République.

*P. Chépy, agent politique, au Ministre des Affaires
Étrangères.*

Notre jeunesse, belle de patriotisme et de santé, arrive

toujours avec le même empressement et la même affluence. Elle est, sur-le-champ, formée en compagnies, et envoyée à la garde de quelque poste. Ce spectacle vous ferait verser des larmes. Il en est de même à Gap et dans les autres chefs-lieux. L'enthousiasme se communique dans tout le Midi, excepté dans le territoire de Bordeaux et dans le ci-devant Roussillon.

Le district de Toulouse marche en masse contre les Espagnols. L'Aude en fait de même ; le Gard fournit 8,000 hommes contre Toulon ; le département de Vaucluse s'exécute aussi, et même les muscadins de Montpellier commencent à s'ébranler. Il est temps enfin de songer à Bordeaux et à Perpignan, qu'on a eu l'air pendant quelque temps de vouloir livrer à Dom Ricardos¹.

Il est passé ici, hier, un nouveau convoi d'artillerie pour Lyon. Quand celui qu'on attend de Briançon sera arrivé, on déploiera des moyens imposants qui réduiront cette cité rebelle.

Notre situation dans le Mont-Blanc est excellente. Indépendamment des intempéries de la saison, qui nous secondent à merveille, l'armée des Piémontais manque de vivres et de courage. On ne sait rien encore de l'attaque générale qui a dû avoir lieu avant-hier ou hier ; mais je puis assurer qu'elle aura complètement réussi. Les Piémontais comptaient sur la diversion de Lyon plus que

¹ Don Antonio Ricardos Carrillo de Albornoz, né en 1727 ; capitaine-général des armées du Roi et du principat de Catalogne ; général en chef de l'armée du Roussillon ; mort à Madrid, le 13 mars 1794. — En l'appelant *Dom Ricardos*, Chépy commet une double faute ; *dom*, qui devrait s'écrire *don*, ne se met jamais, en espagnol, devant un nom de famille tel que *Ricardos*, qui n'est pas précédé d'un prénom : *don Antonio Ricardos*, etc.

sur leurs efforts. Ils étaient venus pour profiter de la trahison, mais non pour se battre.

J'ai interrogé hier deux officiers, l'un d'infanterie, l'autre de chasseurs, que les Piémontais avaient faits prisonniers, et qu'ils ont renvoyés, selon la coutume, sur leur parole. J'en ai tiré les particularités suivantes.

Les prisonniers français sont, en général, passablement traités. Eux furent dépouillés par le baron de La Tour¹, quoique les soldats qui avaient fait la capture fussent d'avis qu'on leur rendit tout. Ils ont porté plainte au général autrichien, qui a promis de punir *M. le Baron*. En Piémont, ils ont été obligés de quitter leurs cocardes pour éviter la fureur du peuple, instigé (*sic*) par les prêtres.

Ils ont trouvé dans l'armée piémontaise une haute opinion de la valeur des Français, dans le peuple, un reste d'enthousiasme pour la fin de cette ruineuse campagne, mais beaucoup de dispositions à s'indigner contre une troisième. Les généraux et les officiers ennemis les ont fait asseoir à leur table. Les officiers de volontaires sont traités avec un peu moins d'égards. Ces généraux et ces officiers leur ont prédit la livraison de Toulon, dont ils connaissaient parfaitement l'infâme projet. Ils ont paru beaucoup compter sur Lyon. Ils calculaient le temps de sa résistance, et ne laissaient pas ignorer qu'on avait fourni des armes à cette ville rebelle. Ils disaient : *Nous ne voulons point entamer votre territoire, mais seulement reprendre la Savoie et le comté de Nice. Si vous n'aviez point de divisions intestines, nous n'y réussirions pas ; mais avec vos troubles, notre affaire est sûre.*

¹ Frère du marquis de Cordon et employé dans son état-major.

Ces deux officiers ont été présentés au roi et l'ont accompagné jusqu'à Coni. En les quittant, il leur a dit : *Messieurs, vous pouvez prévenir le général français que je l'attaquerai le 8* ¹. La présence du tyran n'a pas empêché ses satellites d'être terrassés. Ces deux officiers, qui passent dans leur corps pour de braves gens, ont trouvé l'armée sarde forte de 15,000 hommes et de la plus déplorable apparence. On fait laisser aux dragons leurs chevaux en Piémont, et on les fait servir à pied sur les hauteurs. Ces deux officiers ont vu, parmi les officiers piémontais, un certain nombre de démocrates, et notamment le commandant du col de Tende.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY.

[*Ibid.*, t. 326, fol. 21-22 v°.]

LXXIX

Grenoble, ce 23 septembre, l'an 2^m de la République.

*P. Chépy, agent politique, au Ministre des Affaires
Étrangères. Salut.*

Nos troupes de la Maurienne sont à Saint-Jean. Les Piémontais sont repoussés à une lieue et demie². Je ne

¹ Le roi avait dû dire : le 7. Il avait tenu, en effet, à ce que l'attaque du comté de Nice eût lieu à cette date (7 sept.), parce que c'était à pareil jour qu'en 1706 la capitale de ses États avait été délivrée grâce à l'énergique habileté de son aïeul, et les Français obligés de lever le siège de Turin. (Krebs et Moris, p. 307.)

² A la suite d'un combat livré le 15 septembre et où il avait perdu

doute point que nous ne les forçons à se cacher sur le sommet sourcilleux du Cenis. Le temps nous sert admirablement bien pour cela. Je ne sais encore rien de l'attaque de la Tarentaise¹. Celle du Faucigny a très bien réussi. Nos troupes ont remporté la victoire après une résistance opiniâtre des Piémontais et des fanatiques². J'espère que cette petite Vendée aura le sort de la grande. A Briançon, la garnison, renforcée par les habitants qui se sont levés en masse, a chassé les Piémontais de plusieurs hauteurs, à la faveur desquelles ces lâches voulaient tourner un bataillon d'infanterie, que nous avions (je crois) à Valloire³.

Vous voyez que les armes de la République sont partout triomphantes sur cette frontière. Si l'énergie nationale continue à se développer, il en sera de même partout, mais il ne faut pas laisser refroidir l'enthousiasme : il faut avant le 1^{er} novembre frapper de grands coups. Il est arrivé ici, avant-hier, de Metz, deux compagnies

ses positions les plus avancées dans la Maurienne, le marquis de Cordon avait commencé son mouvement de retraite, en évacuant ses magasins de Saint-Jean-de-Maurienne sur Saint-Michel. (Krebs et Moris, pp. 281-282.)

¹ A cette date, elle n'était pas encore commencée.

² Santerre s'était mis en marche de Bonneville dans la nuit du 14 au 15 septembre ; le 15, il refoulait les Piémontais et occupait Cluses le lendemain. Il n'alla pas au-delà. Le 17, il était arrêté dans les défilés de l'Arve et contraint de revenir à Cluses. Cet échec entraîna sa destitution et son remplacement par l'adjudant-général Verdelin (21 sept.).

³ Le poste important de Valloire, qui établissait la communication entre le Briançonnais et la Maurienne, n'avait pu être enlevé par les Piémontais. C'est ce qui avait rendu plus circonspecte la marche en avant du marquis de Cordon, toujours menacé sur son flanc gauche.

d'artilleurs parisiens. J'espère qu'on ne les laissera point dans l'oisiveté et qu'on les enverra au siège de Toulon.

Coustard va commander à Briançon. Le vieux Lestrade était noble, bien patriote et bien infirme¹.

Il n'y a qu'une voix sur Doyen comme militaire. Toujours le premier à l'attaque, toujours le dernier à la retraite, marchant comme le soldat, avec le sac, la gourde d'eau-de-vie et un morceau de pain de munition, couchant sur la dure. On le dit cependant compromis relativement à la ville de Lyon². Le siège s'en presse avec

¹ Presqu'à la même date (26 septembre), le général L'Estrade adressait au président du Comité de Sûreté générale une lettre qui justifie absolument le jugement de Chépy : « Trouvés bon, cher président, que je vous fasse part de mes regrets. Les représentants du peuple, Dubois-Crancé et Gauthier, m'ont requis d'aller prendre le commandement de l'armée de Lyon. J'ai soixante et dix ans, je suis presque cul-de-jatte ; mes infirmités, mes blessures, m'incommodent à l'excès. Je ne puis plus monter à cheval, et je ne fais même pas cent pas à pied. D'après ces incommodités physiques et réelles, je tromperois la nation, si je me chargeois (*sic*) d'une opération si laborieuse. Je ne suis plus propre qu'à défendre des ramparts, des retranchements ou des redoutes, parce que je ne puis plus aller ; ainsi, mon cher président, faites valoir mes raisons invincibles dans votre Comité. Vieux, usé et fini comme je suis, je me retirerai dans ma baraque, quoique animé du plus sincère patriotisme, depuis le 28 juillet 1789, où j'ai constamment tenu la queue de la poêle jusqu'à cet (*sic*) époque... » Dans un long post-scriptum, qui est plutôt une nouvelle lettre, il donne les raisons de son patriotisme. « Quoique ex-noble, j'ai porté le sac pendant trois ans et je ne suis parvenu au grade où je suis que par le canon et la mousqueterie, car je ne connois ni Paris, ni Versailles et je déteste à l'excès tous les porteurs de talons rouges, parce qu'ils m'ont toujours annoncé, après cinquante-quatre ans de service consécutif, comme un très bon caporal de grenadiers, ce qui a retardé mon avancement, etc. » (Arch. de la Guerre. — Armées des Alpes.)

² Il se trouvait à Lyon le 29 mai et il paraît qu'il aurait qualifié

vigueur. La redoute du cimetière est emportée d'hier, à dix heures du matin¹; l'affaire doit finir cette semaine. Deux traits sont bons à connaître. On a arrêté un nommé Philippon, capitaine au bataillon franc, et dans les poches duquel on a trouvé une correspondance avec les Lyonnais; mais ce qui prouve que ce n'est point le seul traître de l'armée, c'est ce qui suit. On tirait sur Lyon avec des pièces de seize; une est égueulée par l'artillerie rebelle; une demi-heure après, la sentinelle avancée des Lyonnais crie à celui (*sic*) de la République : « Va dire à ton f.... g... (*sic*) de Crancé qu'il tire avec sa pièce de seize ». Vous voyez que ces brigands sont bien instruits².

Autre fait. Un Autrichien a passé le Rhône à la nage et s'est présenté à Crancé. Il lui a dit qu'on lui avait fait accroire que servir sous les drapeaux de Lyon, c'était servir la liberté, mais qu'il avait bien vu qu'on le trompait, et qu'il s'était échappé. Ce brave homme, après des renseignements pris, a été incorporé dans le 3^{me} de l'Isère.

la municipalité de *municipalité scélérate*, ce dont il se justifiait en faisant observer qu'au début la situation avait paru assez peu claire pour que les représentants du peuple eux-mêmes hésitassent à se prononcer dans un sens plutôt que dans un autre. — Quant à sa conduite militaire, elle avait été irréprochable, et après un premier interrogatoire (Aiguebelle, 26 sept.) les poursuites commencées contre lui furent abandonnées. Voy. cet interrogatoire et une lettre très élogieuse de Dumaz, en date du même jour. (Bibl. de Lyon, fonds Coste, 4616.)

¹ Il s'agit du poste du cimetière de *Cuires*, défendu par 25 Lyonnais et que le général Petit-Guillaume avait attaqué avec 2,000 hommes, pendant que, sur un point opposé, Dubois-Crancé enlevait le pont d'Oullins. (Guillon de Montléon, t. II, p. 123.)

² Il est inutile, je crois, de faire ressortir la faiblesse de cet argument.

Le fanatisme commence à remonter son front hideux dans ce département. A Beaurepaire, le curé Depaget a célébré la messe dans une cave; on a fait des perquisitions exactes, on n'a trouvé que les ornements sacerdotaux. Vous ne sauriez croire à quel point les campagnes sont dans l'ignorance. Les municipaux aristocrates ne ne leur laissent connaître ni décret, ni proclamation, ni écrits instructifs. Plusieurs municipalités ont refusé de célébrer la fête du 10 août.

Je vous dénonce un grand abus. Quand les municipalités de campagne reçoivent un acte de l'autorité publique, au lieu de le faire afficher à l'abri de tout accident, elles l'attachent à un mur avec une épingle ou un pain à cacheter. Autant en emporte le vent. Le président du Département, Planta¹, dans une tournée, s'en étant aperçu, donna des ordres pour que la publication des lois se fit avec plus de soin; mais on les a méprisés. Le moyen d'obvier à cet inconvénient est de décréter que tous les actes de l'autorité publique seront lus chaque semaine au temple par les ministres des divers cultes.

J'avais écrit au citoyen Soulavie, au moins six fois, pour l'inviter à correspondre avec moi comme le citoyen Delhorme. Il vient de me répondre qu'il n'a pas reçu d'ordre là-dessus. Je vous prie de lui en faire passer. Le bien du service l'exige².

¹ Falquet-Planta (Jacques). Ancien conseiller-maître en la Chambre des Comptes de Dauphiné. Notable de la commune de Grenoble en février 1790; membre du Directoire et président de l'Administration du département, le 16 nov. 1790; il remplit ces fonctions jusqu'au 27 mai 1794, époque où il fut destitué par arrêté des représentants Laporte et Albitte. Fut plus tard maire de Sassenage et membre du Conseil général du département, qu'il présida de 1800 à 1803. Mort vers 1804. (A. Gras, *Op. cit.*, pp. 172-173.)

² Le 23 août, Soulavie écrivait, de Genève, au ministre des

(En marge). *Nota.* — Le ministre Lebrun avait donné des ordres à toutes les agences politiques voisines de le faire.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY.

[*Ibid.*, t. 326, fol. 23-24 v°.]

LXXX

Du 26 septembre, l'an 2^m de la République.

*P. Chépy, agent politique près l'armée des Alpes,
au Ministre des Affaires Étrangères.*

Je m'empresse de rectifier quelques faits sur lesquels j'avais été induit moi-même en erreur.

Le vieux L'Estrade va commander à Lyon. Il est noble et infirme, mais il est patriote, actif, et bon officier.

Les Lyonnais n'ont point demandé la restitution de leurs prisonniers comme préalable de capitulation, mais seulement l'échange.

Affaires Étrangères : « Chépy, en sa qualité d'*agent politique et de commissaire national près l'armée des Alpes*, titre qu'il prend dans la lettre que je reçois de luy, me demande de l'informer de tout ce qui me paraîtra mériter quelque attention dans la résidence environnée de beaucoup d'événemens, et il croit que d'après ce que luy a écrit le ministre, je ne m'y refuseray pas. — N'ayant reçu aucun ordre du département des Affaires Étrangères, et mon devoir me prescrivant le plus profond silence, je vous prie, Citoyen ministre, de m'autoriser à communiquer avec le citoyen Chépy. » (Aff. Étrang., Genève, t. 99, pièce 193.)

Philippon a été arrêté, non pour intelligences avec les Lyonnais, mais pour escroqueries.

L'attaque générale dans le Mont-Blanc, qui avait été fixée du 20 au 22, n'a point eu lieu par la faute de Sauterterre, dont on continue à se plaindre vivement. S'il eût suivi les ordres qui lui avaient été donnés, il aurait enveloppé les rebelles du Faucigny, dont les forces ne forment pas la moitié des siennes. Il est entré dans Cluses; il pouvait faire beaucoup plus.

Les échelles et les planches fabriquées dans le département de l'Ain, pour l'attaque ouverte de Lyon, arrivent au camp jeudi. L'affaire ne peut point traîner en longueur.

Le général Lajolais continue à purger les hôpitaux de tous les fainéants qui y végètent, et la ville de tous les officiers qui font la guerre dans les cafés.

Le 4^e bataillon du Mont-Blanc passe à l'armée des Pyrénées. Son dépôt est parti aujourd'hui pour le rejoindre. C'est une excellente opération.

L'on a déjà expédié deux mille six cents jeunes gens bien armés pour renforcer nos troupes.

Le département a obtenu 500,000 livres pour les nouvelles manufactures d'armes à établir à Allevard et à la Grande-Chartreuse. Elles seront incessamment en activité.

Je désirerais bien que vous me donniez les moyens de correspondre avec le patriote Dubuisson, en Suisse. Ce pourrait être fort avantageux pour le service.

On s'occupe de préparer ici les maisons nationales pour recevoir les suspects.

Le procureur de la commune, le patriote Teisseire, va se rendre à Paris pour solliciter l'établissement à Gre-

noble d'un arsenal de construction et de dépôt. Vous appuyerez la demande, quand vous aurez vu les moyens d'exécution et quand vous vous souviendrez que le but est d'ôter, par cette translation, à la ville de Lyon les moyens de nuire. Je vous avais promis des renseignements sur le nouveau bataillon de chasseurs des Hautes-Alpes. Je vous envoie une note qui en contient de fort précis et de fort intéressants. Je vous prie de la communiquer de suite au Ministre de la Guerre et au Comité de Salut public. Vous verrez :

1° qu'on s'est absolument éloigné de l'intention du décret;

2° que Kellermann mérite, dans cette affaire, des reproches très graves.

Si j'eusse su plus tôt ces faits, je me serais hâté de les dénoncer. On ne m'accusera pas de composer avec les épaulettes au détriment des vrais principes.

J'attends maintenant vos ordres ultérieurs avec calme, persuadé que, sans égard pour la calomnie et les insinuations de mes ennemis, vous me jugerez sur mes actions.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY.

[*Ibid.*, t. 326, fol. 83-84 v°.]

Note sur le bataillon de chasseurs des Hautes-Alpes, décrété en avril et levé par l'autorisation des représentants du peuple à l'armée des Alpes, Dubois de Crancé et Gauthier, en juillet.

A la suite de la lettre précédente, fol. 85-86. C'est une dénonciation en règle contre Kellermann (il est traité de

« despote oriental »), fortement appuyée par Chépy, qui a ajouté, de sa main, en tête : « A communiquer au Ministre de la Guerre », et à la fin : « Je recommande vivement au Ministre de la Guerre l'examen de cette note qui contient des faits exacts et des renseignements importants. »

Autre note sur le bataillon de chasseurs :

A la suite, fol. 87. — « Kellermann fils » commandait ce bataillon avec le grade de lieutenant-colonel¹. Il n'avait pas paru au corps depuis sa formation.

LXXXI

Grenoble, ce 27 septembre, l'an 2^{me} de la République.

*P. Chépy, agent politique employé près l'armée
des Alpes, au Ministre des Affaires Étrangères.*

Nous éprouvons ici, Citoyen, la disette la plus absolue de souliers. Au magasin d'habillement, qui est la ressource de toute l'armée des Alpes, il n'y en a point une seule paire, et ce faute d'ouvriers, car il y a bien des matières premières pour 16,000 paires. Les commissaires Maurin et Mutrécy avaient demandé à Kellermann de

¹ François-Étienne Kellermann, né à Metz en 1770 ; officier de cavalerie ; général de division, 1814 ; mort en 1835.

leur envoyer les ouvriers répandus dans les divers corps militaires. Il l'avait promis et n'en a rien fait. Pour obvier à cet inconvénient, peut-être faudrait-il une loi qui ordonnât aux généraux de fournir aux administrateurs de l'habillement et de l'équipement, sur leur réquisition, tous les ouvriers nécessaires pour les confections et qui pourraient se trouver sous les drapeaux de la République.

Tandis que l'on s'occupe de purger les diverses branches d'administration, je ne puis m'empêcher d'être surpris qu'on n'ait pas porté la hache réformatrice dans les subsistances. Les employés subalternes sont des muscadins incurables, les employés supérieurs sont des aristocrates prononcés. Il est tout aussi rare de trouver parmi eux un patriote qu'un honnête homme. Quand ils parlent de la Révolution, c'est avec une indifférence, un mépris déguisé, qu'on ne saurait concevoir. Salicon, qui se fait appeler Salion, et Billion des Gayères, chefs de cette partie dans cette armée, sont des aristocrates véritables, de ces honnêtes gens de l'ancien régime qui ont tout juste de probité ce qu'il faut pour ne pas être pendu. Ni eux, ni leurs préposés, ne viennent au club; ils croiraient déroger.

Les charrois et les hôpitaux ont aussi leurs muscadins, mais le nombre en est un peu moins grand et leur impudence moins révoltante.

On est ici, en général, peu content du nouveau tribunal militaire. On doit, à la vérité, convenir qu'il a veillé paternellement sur les abus des prisons, mais il a de la hauteur, de l'impéritie et un vernis un peu muscadin. On eût pu certainement choisir des membres plus éclairés et plus sans-culottes.

Les Piémontais reculent toujours. La levée en masse va s'effectuer dans le Mont-Blanc.

On a enlevé deux nouveaux postes aux Lyonnais. Les grands coups se frapperont la semaine prochaine.

La levée de la première classe va toujours ici parfaitement bien.

Les représentants viennent de nommer juge militaire l'abbé Grange, ex-vicaire épiscopal. C'est le plus fort révolutionnaire du département; c'est un homme à employer ¹.

Le voyage du citoyen Delhorme à Paris, les scrupules diplomatiques du citoyen Soulavie, pour savoir s'il devait correspondre avec moi sans un ordre précis, la mutation d'Helfflinger, tout a concouru à déranger un peu mon système de surveillance extérieure. Mais je viens de m'occuper activement de le consolider et je crois que cet hiver il ira rondement. Grâce aux indications du patriote *Dassier*, je vais avoir un correspondant à Genève, un dans le Valais et peut-être un autre dans le pays de Vaud. Ces relations avaient déjà été procurées à Kellermann par ce brave Genevois, mais il les a négligées et rom-

¹ Grange (Louis), né à Vienne, ex-prieur de Saint-Martin, dans les Cévennes. Vicaire-épiscopal de l'évêque constitutionnel de l'Isère et notable de la commune de Grenoble (1791-1793); désarmé en 1795 comme terroriste; se marie peu après avec la veuve d'un chapelier et se livre lui-même, pendant quelque temps, au commerce de la chapellerie. Administrateur de la commune de Grenoble (1797), puis commissaire du pouvoir exécutif près l'administration municipale du canton (11 nov. même année); adjoint au maire Barral (1801). Français de Nantes le fit nommer, en l'an XIII, receveur des droits réunis à Carcassonne, et bientôt après il fut chargé d'organiser le service des droits réunis en Italie. Mis à la retraite au retour des Bourbons; mort sous la Restauration. (A. Gras, *Deux années de l'hist. de Grenoble*, p. 175.)

pues, je ne sais pourquoi. Je n'en ferai pas de même.

Je vous envoie ci-jointes deux notes fort importantes, que je vous prie de communiquer au Comité de Salut public. Je crois qu'on peut en tirer quelque parti.

Je continue à ne rien négliger pour former l'esprit public. Je m'occupe beaucoup dans ce moment de la rédaction d'un mémoire sur la question de savoir quand et comment nous devons faire la paix. Je me propose de vous en envoyer un double, attendu que je le destine pour le Comité de Salut public.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY.

[*Ibid.*, t. 326, fol. 97-98 v^o.]

Suivent (fol. 99-100) les deux notes annoncées. La première, intitulée « Note importante », est relative aux dîmes du pays de Gex, dont les Genevois se sont emparés en 1534, au moment de la Réforme. Totalisées depuis cette époque, elles vaudraient bien 30 millions. On pourrait peser sur les Genevois, en les menaçant d'une restitution dont ils ont su jusqu'à ce jour écarter le péril.

La seconde note est une dénonciation contre Reybaz, ministre de la République de Genève à Paris et ancien rédacteur de *Clavière*¹.

Ces deux documents sont apostillés par Chépy dans les termes suivants : « Je recommande au Comité de Salut public l'examen de ces deux notes, dont on peut tirer, je crois, un excellent parti. »

¹ On trouve dans les cartons de l'armée des Alpes, à la date du 20 sept. 1793, une autre dénonciation contre ce même Reybaz. Il aurait passé en Angleterre, en 1792, et s'y serait lié avec Pitt. A Paris, il logerait dans la maison de Tronchin, réfugié en Angleterre, et muni de pouvoirs par le roi d'Angleterre. (A. G.)

LXXXII

Grenoble, ce 30 septembre, l'an 2^m de la République.

*P. Chépy, agent politique employé près l'armée
des Alpes, au Ministre des Affaires Étrangères. Salut.*

Infatigablement occupé de la propagation des principes républicains, je me suis abouché avec les directeurs du théâtre de cette ville pour les engager à représenter des ouvrages patriotiques. Ils m'ont dit que leur bonne volonté était franche et entière, mais que leurs moyens n'y répondaient pas, que les auteurs exigeaient des rétributions exorbitantes, et qu'ils ne pouvaient monter aucun ouvrage révolutionnaire, s'ils n'étaient secondés par le gouvernement. J'ai promis d'en écrire au Conseil et je tiens ma parole.

Si l'on veut faire entrer les théâtres dans le vaste système de l'instruction publique, si on veut faire servir au soutien de la liberté ces *écoles primaires des grands enfants*, il faut que le gouvernement traite avec les auteurs, achète de bons ouvrages et les fasse passer aux directions départementales, pour y être joués deux fois par semaine, l'une gratis pour la classe laborieuse et indigente, l'autre pour le reste du public. Je vous prie de

communiquer au Comité de Salut public cette proposition.

L'artillerie de Briançon, destinée à écraser Lyon, est arrivée ici hier. Vous ne sauriez croire combien à Embrun, et même dans le département de l'Isère, le fédéralisme et l'aristocratie ont entravé sa marche. A Embrun, les malveillants ont détaché les chevilles des voitures. A Vizille, près Grenoble, le commandant de la garde nationale a refusé main-forte. Maintenant, ce formidable convoi est arrêté ici par des dispositions nouvelles des représentants. Je ne sais quand il partira. On porte en ce moment de la grosse artillerie sur Valence; elle est sans doute destinée pour le siège de Toulon. On devrait bien y envoyer les deux excellentes compagnies d'artilleurs parisiens que nous avons ici.

J'apprends par des avis certains que les dispositions des Valaisans à notre endroit s'améliorent chaque jour. Dites au Comité de Salut public qu'avec un peu d'argent on ferait dans le bas Valais tout ce que l'on jugerait convenable. On assuré aussi que la Suisse va expulser totalement les émigrés. Je n'en serais pas surpris, vu les partisans nombreux que le spectacle de leur bassesse nous a acquis dans le pays de Vaud. Nos amis, dans ces contrées lèvent la tête depuis le succès de Dunkerque¹. Malheur à Houchard, s'il n'en profitait pas, car, je ne cesserai de le répéter, les grands coups doivent se porter cette année !

Les Piémontais continuent à rétrograder. Nous sommes maîtres du col de la Madeleine qui formait la communi-

¹ Battus par Houchard à Hondshoote, les Anglais avaient levé, dans la nuit du 8 au 9 septembre, le siège de Dunkerque.

cation entre leur armée de la Maurienne et de la Tarentaise¹. Cette position est, vous le sentez, extrêmement avantageuse. Eux-mêmes ne dissimulent plus aux habitants du pays l'intention où ils sont de regagner les montagnes avant la saison des grosses neiges. Je crois cependant que, malgré leur prudence, ils nous laisseront leurs bagages et leur artillerie.

Je suis étonné qu'on n'ait pas encore songé à un moyen fort simple, mais fort efficace, de réduire à rien les conquêtes de nos ennemis. Comme le territoire n'est rien sans les individus qui l'habitent, je proposerais de décréter que tout Français qui n'abandonnera pas, avec sa femme et ses enfants, un bien occupé par l'ennemi, et ce dans le mois qui suivra l'invasion, sera déclaré avoir consenti tacitement à une domination étrangère et traité comme émigré.

Nota. — Je prie le Ministre de communiquer textuellement ma proposition au Comité de Salut public.

Je vous envoie l'état des services du patriote genevois Dassier. Je crois qu'il est juste de le promouvoir au grade de général de brigade ; c'est aussi fort utile, surtout si on le fait commander à Thonon ou à Carouge, car, étant le fondateur du club *marseillais*² à Genève et ayant des intelligences très étendues en Suisse et en Valais, il pourra faire avec moi et avec le général Doppet, qui connaît le pays, de très bonne besogne. Il a les attestations les plus

¹ Le Doyen l'avait atteint le 29 septembre.

² « Marseillais. C'est une agrégation de patriotes énergiques, sincères et uniques amis des Français. » (Note de Chépy.)

honorables, et c'est un sans-culotte auquel les citoyens Simond et Hérault rendront témoignage.

(En marge) *Nota.* — Je prie de communiquer au Ministre de la Guerre cette demande *avec ses motifs*.

Je combats toujours avec vigueur l'aristocratie.

Comptez sur moi à la vie à la mort.

P. CHÉPY.

[*Ibid.*, t. 326, fol. 111-112 v^o.]

Suivent les états de service de Pierre Dassier, né à Genève, âgé de 54 ans, ancien officier au régiment suisse de Sonnenberg, présentement lieutenant-colonel du bataillon des chasseurs des Alpes.

LXXXIII

Grenoble, ce 1^{er} octobre, l'an 2^{me} de la République.

*P. Chépy, agent politique employé près l'armée des Alpes,
au Ministre des Affaires Étrangères.*

Les Brotteaux sont emportés. La cavalerie lyonnaise a été taillée en pièces ¹. Nous serons dans la cité rebelle du 4 au 7.

¹ Chépy veut évidemment parler de l'attaque générale du 29 septembre, dirigée par Doppet, et qui avait porté sur trois points à la fois : Sainte-Foy-Saint-Irénée, la Mulatière et les Brotteaux. Partout elle avait échoué, grâce à l'énergie et à l'habileté de la défense. Les assiégeants avaient eu 1,200 hommes tués ou blessés, sans compter 200 prisonniers. Quant à la cavalerie lyonnaise, forte de 150 à 200 hommes seulement, elle avait fourni, sous les ordres de Précy lui-même, une charge des plus brillantes, sur la chaussée

Depuis huit jours, les Piémontais n'ont pas cessé d'être battus. Ils repasseront les monts avant *huit jours*. Sur les trois points de la Maurienne, de la Tarentaise et du Faucigny, ils ont été menés très rudement. Le 29 surtout, il y a eu en Tarentaise une affaire très vive où leur perte en tués, blessés et prisonniers s'élève à 600 hommes. La nôtre, quoique douloureuse, a été bien moins considérable. La confusion et la consternation sont parmi les satellites des despotes. Plusieurs de leurs régiments n'avaient consenti à marcher que dans l'espérance de rentrer dans leurs foyers sans coup férir, par exemple le régiment genevois et celui de Chablais. Frustrés dans leur attente, ces Savoyards désertent en foule et ils annoncent que dans trois jours le projet de leurs corps est de désertir en masse. Un officier instruit dont je tiens ces détails, évalue la perte totale des Piémontais depuis le 20 septembre à 1,400 hommes. La nôtre est environ de 350.

Le détachement de Berchény et, en général, toutes les troupes ont fait des prodiges. Elle méritent bien un peu de repos.

Le général Doyen n'a cessé d'être au bivouac, de manger le pain noir et de boire la goutte d'eau-de-vie. On n'a pas d'idée d'une pareille intrépidité. Tout cela ne me rassure pas sur la pureté de ses principes.

Kellermann s'est mis à la tête des colonnes et a montré une grande activité. Le général d'Ornac s'est aussi fort

de Perrache, rejeté les républicains dans la redoute de la Mulatière dont ils venaient de s'emparer et qu'ils furent obligés d'abandonner à sept heures du soir pour repasser sur la rive droite de la Saône. Cette journée du 29 septembre « est l'acte final, mais héroïque, de la résistance des Lyonnais ». (Krebs et Moris, p. 365.)

bien conduit, mais il n'y a pas dans tout cela un vrai sans-culotte. On est toujours fort mécontent de Santerre qui s'adonise, et qui dans le commencement de cette campagne retardait de trois heures la marche de son régiment pour avoir le temps de bien se friser.

Agde et Cette devaient être livrées aux flottes combinées, ainsi que Martigue. Joignez à cela les efforts des Espagnols et des Piémontais, la scélératesse de Brunet, et vous verrez que le Midi était livré. Une tartane a échoué à Cette : on a trouvé toutes les preuves du complot. Vous apprendrez avec plaisir que dans cette correspondance liberticide le général Dagobert était fort maltraité.

La trahison de Houchard et consorts a excité ici une indignation profonde. J'ai proposé à la Société de grandes mesures pour l'épurement de l'armée ; je les rédigerai en adresse et je vous les ferai passer séparément.

Telle est la situation du Midi, que j'éprouve le besoin d'y rester et que j'ai la conscience d'y être fort utile.

Je viens de recevoir une lettre de Barthélemy dont je communiquerai les résultats au général en chef et aux représentants. J'espère bientôt avoir des choses intéressantes à vous apprendre du Valais.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY.

P.-S. Je travaille les muscadins des administrations militaires. Je viens d'envoyer directement au Ministre de la Guerre une dénonciation *en bonne forme contre un d'eux*.

[*Ibid.*, t. 326, fol. 135-136 v^o.]

LXXXIV

Grenoble, ce 3 octobre, l'an 2^{me} de la République.

*P. Chépy, agent politique près l'armée des Alpes, au
Ministre des Affaires Étrangères.*

On a découvert ici un accaparement de cuirs fait par un Lyonnais. Les marchandises saisies vont être mises en vente.

L'affaire de la Tour-du-Pin est heureusement terminée. Huit paysans des plus acharnés ont été arrêtés. Dans le détachement qui a marché pour réprimer ces troubles, il y avait des déserteurs. Trois, Autrichiens de naissance, ont voulu décamper, mais ils ont été rattrapés et sont maintenant dans les prisons militaires.

Le bataillon des chasseurs des Hautes-Alpes dont ce détachement avait été tiré se conduit assez bien. Il est tranquille et fait le service avec une sorte d'exactitude. Cependant, je vous prie de vous référer sur ce corps aux amples renseignements que je vous ai fournis.

Pour correspondre à ce corps d'infanterie légère, les représentants et le général ont érigé la compagnie des hussards-guides en un corps de chasseurs à cheval. Il se forme sous les auspices du lieutenant-colonel Blanc¹. Il a

¹ Un arrêté des représentants, du 29 juillet, avait autorisé le capitaine Blanc à former, avec sa compagnie de guides, 2 escadrons de chasseurs, qu'il commanderait avec le grade de chef d'escadrons. (Arch. nat., AF. II, 252.)

trois fois plus de chevaux que d'hommes, contre l'ordinaire des formations, mais je crois qu'il se complètera facilement. Je presse avec la dernière instance le département de fournir son contingent de 405 hommes de cavalerie.

La loi sur les gens suspects n'est arrivée qu'avant-hier. Je ne conçois point ce retard.

Voici le duplicata des propositions que j'ai envoyées directement au Comité de Salut public et que je vous prie de faire copier textuellement pour le Ministre de la Guerre.

Propositions :

1° Destituer tous les États-majors ; profiter de la mort-saison où le soldat se repose et le législateur médite, pour les renouveler de la manière suivante.

1° Exclure les nobles ;

2° tous ceux qui, sous l'ancien régime, ont obtenu des grâces et de l'avancement.

3° Placer de préférence ceux qui ont été vexés par le despotisme.

4° Exclure les étrangers.

5° Faire le travail sur les renseignements fournis par les Sociétés populaires et les Comités de surveillance.

6° Renfermer jusqu'à la paix ceux qui seront renvoyés.

7° Briser dans les choix le préjugé de la hiérarchie militaire.

8° Demander aux Sociétés populaires et Comités de surveillance des renseignements sur tous les employés des administrations militaires, et surtout sur les officiers de santé.

9° Faire passer tous les agents au creuset de la Révolution du 31 mai.

10° Ordonner que tout général condamné à mort sera exécuté au milieu de l'armée qu'il aura trahie, que son corps sera pendu par les pieds sur le territoire ennemi, avec cette inscription : « Ce monstre s'était vendu aux ennemis de la patrie. La vengeance du peuple français, qui s'est saisie de sa tête, abandonne ses restes aux oiseaux de proie et aux tyrans. »

11° Ordonner que les maisons des généraux traitres seront rasées.

12° Envoyer au mois de novembre dans chaque armée cinq commissaires, chargés de prendre des notes sur les officiers particuliers, d'en faire le rapport aux représentants du peuple, qui destitueront ou enverront en jugement suivant l'exigence des cas.

13° Accorder une prime à tous les déserteurs ouvriers qui voudront s'attacher aux divers ateliers de confection.

Nota. Ils se franciseront par l'exercice de leur industrie.

14° Incorporer la jeunesse de nouvelle réquisition dans les cadres existants, sauf à former l'excédent en bataillons.

J'ose espérer que vous prendrez ces divers articles dans la plus sérieuse considération.

Comptez sur moi à la vie et à la mort.

P. CHÉPY.

[*Ibid.*, t. 326, fol. 150-151 v°.]

LXXXV

Grenoble, ce 4 octobre, l'an 2^{me} de la République.

*P. Chépy, agent politique employé à l'armée des Alpes,
au Ministre des Affaires Étrangères.*

Cette dépêche sera consacrée presque entièrement aux relations extérieures. Elles me paraissent mériter, sur ce point de la République, une considération sérieuse.

La Suisse chasse les émigrés. Voilà un fait positif. Est-ce un acte de bonne foi? Toutes les inductions mènent à croire que non. Il paraît certain, au contraire, qu'on ne fait mine de les expulser du territoire helvétique que pour qu'ils se jettent en avant, dans le pays de Gex, dans le Doubs et le Jura, et renouvellent les horreurs de la Vendée. Les représentants du peuple savent, et c'est un fait constant, que l'intention des Lyonnais est de pousser, en désespoir de cause, vers ces départements, une colonne de 6 à 7,000 hommes, pour se réunir aux émigrés, aux fanatiques, et former un noyau de contre-révolution, mais les mesures sont prises et leurs efforts seront déjoués¹.

¹ Précis n'avait pas d'aussi vastes projets. Le seul qu'il ait jamais conçu et essayé de mettre à exécution consistait à remonter la rive droite de la Saône jusqu'au-dessus de Villefranche, à passer cette rivière à la hauteur de Montmerle et à gagner la Suisse par le nord du département de l'Ain et le Jura. La route de Genève

D'un autre côté, la coalition des puissances travaille très activement à entraîner dans la ligue impie la Suisse, le Valais et même Genève. Je ne parlerai point des dispositions des deux premiers États, je ne parlerai que de la corruption sensible qui commence à s'introduire dans l'opinion politique du dernier.

Vous savez que Genève est divisée en quatre partis : le parti aristocrate helvétique, le parti aristocrate piémontais, le parti marseillais et le parti du grand-club. Les deux premiers se sont unis, ont singulièrement ébranlé le dernier et paraissent vouloir écraser absolument le troisième. Lors de mon séjour, le grand-club allait assez bien, à l'horreur pour la francisation près. Aujourd'hui, il est feuillantisé, il s'épouvante de nos revers, des trahisons que nous essayons sans cesse, et, autant par le vice des principes qui le dirigent que par peur, se tourne peu à peu vers nos ennemis.

Janot, que je reconnais maintenant pour un intrigant, Janot qui veut absolument regagner les bonnes grâces du Corps helvétique, Janot qui trouverait fort son compte à resserrer l'union de sa patrie avec la Suisse, à l'y incorporer même, parce qu'il échangeerait la misère contre une existence publique, solide et brillante, Janot, dis-je, est le moteur invisible de tous ces ressorts¹. On dit hautement à Genève qu'on sera bientôt débarrassé de ces coquins de Français, et que les troupes ennemies seront reçues dans les murs.

étant fermée, c'était là le seul parti à prendre, non pour continuer une lutte impossible, mais pour soustraire à une vengeance impitoyable la partie la plus compromise de l'armée lyonnaise. (Guillon de Montléon, II, 225.)

¹ Janot, président du Comité provisoire de sûreté de Genève.

Le gouvernement a commis une faute, c'est de ne pas donner plus de marques de considération au parti marseillais. Il est temps de la réparer. Cette société, pour s'étendre et se fortifier, n'attend que des encouragements; il faut lui en donner. Il faut ordonner à Soulavie d'avoir constamment égard à ses recommandations, de témoigner de l'amitié et une confiance particulière à ses principaux chefs. Il faut que tout Genevois, qui entrera en France avec son diplôme (de Marseillais), soit bien accueilli, et que celui qui n'en sera pas muni soit incommodément surveillé. Vous recueillerez bientôt le fruit de ces mesures.

Il est quelque chose de plus essentiel. Il faut absolument placer à Carouge un corps de douze cents hommes d'élite et en donner le commandement à un officier patriote et sûr. Dassier, je le répète, par la pureté de ses principes et comme fondateur du club marseillais, me paraît le plus propre à ces fonctions. Dans le cas où l'aristocratie voudrait introduire les troupes ennemies, les Marseillais sont assez forts pour se saisir de la Porte-Neuve et pour faciliter l'entrée des Français. Dassier se fait fort de faire naître pendant l'hiver des motifs assez puissants pour déterminer les Genevois eux-mêmes à nous solliciter de leur mettre garnison. Je vous prie de communiquer tout cela au Comité de Salut public.

La formation des nouveaux chasseurs à cheval se fera à Romans. Les éléments de ce corps sont partis aujourd'hui pour s'y rendre.

Beaucoup d'officiers et de soldats parlent déjà de se retirer chez eux après la campagne, sous prétexte qu'ils ont passé l'âge de vingt-cinq ans et qu'il y aura assez de monde. Il faut prendre des mesures à l'avance pour

n'être pas pris, comme l'année dernière, au dépourvu.

La haine des aristocrates, muscadins, prêtres, boutiquiers, hommes de loi, contre moi, se renforce chaque jour ; ils me prodiguent les épithètes de scélérat, incendiaire, etc. Je m'en honore et je ferai tous mes efforts pour les mériter de plus en plus.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY.

[*Ibid.*, t. 326, fol. 162-163 v^o.]

LXXXVI

Grenoble, ce 7 octobre, l'an 2^{me} de la République.

*P. Chépy, agent politique employé près l'armée des Alpes,
au Ministre des Affaires Étrangères.*

Le décret sur le maximum a été ici reçu avec allégresse par les consommateurs, avec rage par les marchands. Il a causé une certaine fermentation parmi les gens des campagnes, habitués depuis deux ans à un gain arbitraire et monstrueux. Cependant ces obstacles seront levés, j'espère. On sent que, pour exécuter la loi, il faut déployer du zèle et répandre beaucoup d'instruction. On le fera.

Le décret sur les gens suspects va aussi bientôt recevoir une pleine et franche exécution.

Kellermann mène fort rudement les lâches satellites du roi des marmottes¹. Il croit pouvoir leur couper la re-

¹ Carnot a encore plus d'esprit que Chépy. Le 3 prairial an II =

traite. Ceci doit faire un peu réfléchir sur son compte. Cet homme, bon et loyal au fond, a toujours été mal entouré ; à cette armée, Saint-Rémy le dominait. Il faut examiner si, en l'entourant de bons sans-culottes, on ne pourrait point tirer quelque parti de ses talents et de sa réputation, sur les frontières septentrionales.

Voici les notes que j'ai recueillies sur les opérations de Lyon, d'un patriote sûr et éclairé, qui est resté deux mois en réquisition sous ses murs.

Les officiers du génie, là comme ailleurs, ont été parfaitement mal. L'artillerie ne montrait pas une grande vigueur avant l'arrivée des canonniers de Paris ; mais depuis ce temps toutes les armes sont électrisées.

Les officiers sont mauvais. Les Brotteaux ont été emportés par le soldat qui, à son ordinaire, a vaincu, mais *par ordre*.

Vaubois fait assez peu et boit beaucoup ¹.

Rivaz va bien ; Lécuyer, adjudant-général, aussi ².

22 mai 1794, il écrit aux représentants du peuple près l'armée des Alpes : « Continuez à resserrer de plus en plus le *roitelet des marmotes*. » (A. G. — Minute de la main de Carnot.)

¹ Claude Belgrand de Vaubois, né le 1^{er} oct. 1748, à Saint-Laurent, près Lonchamp-les-Clairvaux (Aube). Aspirant d'artillerie, le 18 juillet 1768 ; élève, le 10 déc. 1769 ; lieutenant, le 7 juin 1770, au 4^e régiment ; capitaine, le 4 juillet 1784. Employé comme chef de bataillon de volontaires nationaux. Général de brigade en juin ou juillet 1793, il prend part au siège de Lyon ; il commande l'artillerie et, sous les ordres de Coustard-Saint-Lô, une des colonnes de l'armée assiégeante. Fait général de division, le 6 sept. 1793. Connu par sa belle défense de Malte contre les Anglais (1800). Sénateur sous l'Empire ; pair de France en 1814 ; mort le 14 juillet 1839.

² Jean-Rémy Lécuyer, né à Crécy (Aisne), le 7 fév. 1758. Soldat, le 1^{er} juillet 1771 ; capitaine au 75^e régiment d'infanterie, le 18 mai

En général, le sans-culottisme domine dans l'armée, mais il y a des malveillants qui, secrètement, paralysent les opérations et cherchent à attiédir l'enthousiasme.

Mayer, Suisse, chef du bataillon franc¹, ne dort jamais. Il est bon pour le soldat, sévère pour l'officier.

Le brave Massol, commandant du brave bataillon de l'Ariège², fait aussi des merveilles.

Il y a des dilapidations énormes, soit dans les fourrages, soit dans les subsistances. On s'est aperçu que les artilleurs, après avoir vidé un baril de poudre, se l'approprient et le vendent 20 sols à leur profit.

On demande si c'est dans l'ordre : au mépris du décret, une foule incroyable de femmes empoisonne les divers cantonnements. Il est bon de rappeler l'exécution de cette loi.

Les nouvelles de Toulon m'ont causé une joie bien vive. Il faut pousser avec vigueur les opérations, car le premier mouvement provençal ne veut point être ralenti.

Je viens d'apprendre que Moras, ci-devant médecin à l'armée des Alpes, vient d'être nommé médecin en chef de l'armée de l'Ouest. Je vous le dénonce comme ayant empoisonné l'esprit public à Chambéry de tout le virus du plus puant brissotisme. Avisez-en le Ministre de la Guerre.

J'attends de l'étranger des nouvelles importantes. J'ai informé les représentants du peuple de tout ce dont j'ai été informé jusqu'ici, et je me suis concerté avec eux

1792 ; adjoint à l'État-major de l'armée des Alpes ; adjudant-général chef de bataillon, le 17 juillet 1793.

¹ Ex sous-lieutenant au régiment suisse de Salis ; nommé par Kellermann au commandement du bataillon franc.

² Sic : lisez : *de l'Ardèche*.

pour les mesures à prendre. Quelques masques peut-être vont être arrachés. Je m'attache toujours, comme la sangsue, aux muscadins, modérés, etc., etc., et surtout aux prêtres, qui sont tout ici, même dans la Révolution, qui président le club, etc., et dont je me défie outre mesure.

Comptez sur moi à la vie et à la mort. P. CHÉPY.

[*Ibid.*, t. 326, fol. 191-192 v°.]

LXXXVII

Grenoble, ce 9 octobre, l'an 2^{me} de la République.

*P. Chépy, agent politique près l'armée des Alpes,
au Ministre des Affaires Étrangères.*

Le 5^e bataillon du Mont-Blanc est passé avant-hier par cette ville. La formation était de 8 à 900 hommes ; il est réduit aujourd'hui par la désertion à 300. On l'envoie à Valence. On eût évité tout cela si on l'eût dépaysé. Les deux réquisitions de Grenoble, qu'on avait envoyées à Annecy, à Aix et à Chambéry, sont rentrées dans leurs foyers, gaies, contentes, et toutes disposées à marcher encore, si le besoin l'exigeait.

On craint toujours une sortie de la part des Lyonnais. En conséquence, pour couvrir le département de l'Isère, le général Lajolais fait fortifier l'inattaquable gorge de Voreppe et fait construire deux redoutes sur les flancs,

pour que cette excellente position ne puisse être tournée. On place en batterie quelques canons de fer. En voilà assez pour rendre inutiles tous les efforts réunis des Lyonnais, des Piémontais et de tous les fédéralistes du Midi.

J'ai tant crié qu'enfin j'ai obtenu qu'il serait ouvert un registre, à la Maison commune, pour la formation du nouveau contingent de cavalerie. J'ai prononcé aussi au club une instruction improvisée sur la loi du maximum, qui a produit un si bon effet qu'on m'a prié de la répéter à trois séances consécutives.

Pour exécuter la loi du maximum, il faut un recensement préalable des grains, etc. Le Département fait partir pour ces opérations trente-cinq commissaires. Je leur ai donné mes idées sur la marche qu'ils doivent suivre. Ils ont paru les goûter et j'espère qu'elles seront utiles. Il est aussi un décret à rendre qui faciliterait beaucoup l'exécution de la loi, c'est de prononcer la résiliation des baux. Il le faut pour l'exploitateur (*sic*) et pour le propriétaire.

D'après mes réclamations continuelles, on se dispose à travailler vigoureusement les gens suspects. Les maisons nationales sont préparées et les ordres envoyés aux districts de dresser les listes.

Deux ou trois municipaux faibles avaient accordé des passeports à Duport, l'infâme secrétaire du Département¹, et à quelques autres suppôts du fédéralisme. Ils ont été

¹ Duport (Jean-Victor), avoué à Grenoble, secrétaire général de l'administration du département de l'Isère (1790-1793) ; suspendu de ses fonctions comme fédéraliste, le 27 juin 1793, par les représentants Dubois-Crancé, Albitte et Gauthier. (A. Gras, *Deux années de l'histoire de Grenoble*, pp. 87, 172.)

rapportés le même jour en conseil général. J'ai montré l'article de la loi qui mettait au nombre des gens suspects les fonctionnaires publics suspendus et non réintégrés. J'espère que ces Messieurs seront renfermés jusqu'à la paix.

J'ai dans ce moment l'œil fixé sur la Suisse. L'expulsion des émigrés ne me paraît pas naturelle ; au surplus, les précautions sont prises de ce côté pour qu'ils ne se jettent pas sur le territoire de la République. Il est à souhaiter que sur les frontières du Doubs et du Jura on mette la même exactitude.

Le détachement du 5^e régiment de cavalerie qui est ici se plaint amèrement de deux cents selles, qu'on lui a délivrées dernièrement, et qui ont été faites sur un marché passé par un commissaire des guerres. Elles doivent être déposées dans le magasin de l'habillement. Il en reste dix-huit cents à livrer. Peut-être faudrait-il arrêter cette fourniture qui est extrêmement défectueuse. De toutes parts on me dénonce La Roque, neveu du général d'Ornac et colonel de ce régiment. On m'a promis des faits positifs, je vous les transmettrai.

On me dénonce aussi fortement Beaumont, colonel du 9^e régiment de dragons. On l'accuse d'être aristocrate et d'entraver les opérations à Lyon, en ayant l'air de se mêler de toutes. Tout ce que je puis dire personnellement, c'est qu'il est tout couvert d'un vernis muscadin, c'est que je l'ai vu ramper dans toutes les antichambres, et notamment dans celle des représentants du peuple, qu'enfin il n'a ni l'allure, ni les habitudes d'un sans-culotte.

Une chose à remarquer, c'est que c'est surtout dans les officiers de cavalerie que l'aristocratie domine ; aussi

faut-il s'occuper autant de l'épuration que de l'augmentation de cette partie de la force publique.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY.

[*Ibid.*, t. 326, fol. 210-211 v^o.]

LXXXVIII

Grenoble, ce 10 octobre, l'an 2^{me} de la République.

*P. Chépy, agent politique, au Ministre des Affaires
Étrangères.*

Comme je l'avais prévu, les Lyonnais ont fait un mouvement¹ pour se réunir aux émigrés venus des frontières de la Suisse. Ceux-ci ont été repoussés. Le général Kellermann, à l'instant même, fait marcher de nouvelles troupes pour en faire une totale déconfiture. Tous les principaux postes des Lyonnais étaient hier en notre pouvoir, et il est presque certain qu'au moment où je vous écris, nos troupes sont maîtresses de cette infâme cité².

Si, sans perdre de temps, on marche sur Toulon, je

¹ C'est le 9 octobre, à six heures du matin, que Précý avait effectué sa sortie par le faubourg de Vaise.

² Doppet et les représentants du peuple étaient entrés à Lyon, le 9 octobre, à quatre heures du soir ; mais Chépy n'en était certainement pas informé. Il est vraisemblable qu'il fait allusion aux événements du 8 octobre : prise du faubourg de Saint-Irénée par le général Rivaz, négociations entamées entre les représentants du peuple et les commissaires des sections.

regarde le Midi comme entièrement sauvé et la République comme triomphante.

J'ai oublié hier de vous observer que les colonels Beaumont¹ et La Roque² sont tous deux ci-devant nobles. Voici ce que j'ai pu recueillir de positif sur le dernier. Il a dit à un capitaine de son corps, nommé Delorme³ : *Oh ! la montagne accouchera d'une souris*. Voici quelque chose de plus grave. Parmi les chevaux de luxe qui lui ont été envoyés, il a pris le meilleur pour lui et a mis un des chevaux (*sic*) à la place⁴. Le conseil d'administration lui a écrit la lettre dont je vous joins copie, et il n'a pas répondu. Vous trouverez aussi ci-jointe une note sur les besoins du 4^e bataillon d'infanterie légère. Il s'est bien battu ; il faut veiller paternellement sur lui.

Hier, j'ai déterminé l'adhésion de la Société à l'article 9 du fameux arrêté des soixante-et-onze Sociétés populaires réunies à Valence. Dans cet article, on décide la formation d'une légion montagnarde toute composée de clubistes au-dessus de vingt-cinq ans. Cette détermi-

¹ Marc-Antoine de la Bonninière de Beaumont. Né à Beaumont (Indre-et-Loire). Page du roi en 1778 ; capitaine, 1784 ; colonel du 9^e régiment de dragons, ci-devant Lorraine, le 7 août 1792 ; promu général de brigade par les représentants Poulthier et Belfroy, le 15 germinal an III = 4 avril 1795. (*États de services de tous les officiers. Dragons.* — Arch. nat., AF. II, 336.)

² Jean-Jacques d'Ornac de Laroque, neveu du général d'Ornac, colonel du 5^e régiment de cavalerie, ci-devant Royal-Pologne.

³ Pierre Delorme, né aux Grandes-Armoises (Ardennes). Cavalier au corps, le 4 mars 1776 ; sous-lieutenant, 25 janv. 1792 ; capitaine, 1^{er} avril 1793. (*États de services de tous les officiers. 5^e régiment de cavalerie.*)

⁴ La phrase doit sans doute être complétée ainsi : un des chevaux de peloton, etc.

nation a cela de précieux qu'elle répond victorieusement aux aristocrates qui ne cessaient de dire que les socialistes prêchaient beaucoup à la tribune, mais jamais d'exemple¹.

Dans la refonte de l'État-major de cette armée, j'ose espérer qu'on réformera, sans préjudice des autres que je pourrai indiquer par la suite : le général d'Ornac, ci-devant noble, déjà suspendu et hors d'état de servir ; Saint-Rémy, ci-devant noble, ami des Lameth, ayant réduit le modérantisme en système, et ayant fait louvoyer Kellermann, sur lequel il a beaucoup trop d'ascendant, dans la grande affaire de Lyon ; L'Estrade, patriote, mais accablé d'âge et d'infirmités.

Il faudra examiner ce qu'il conviendra de faire de Caradec, homme probe à la vérité, habile officier, aimé du soldat pour sa justice, mais qui n'est point à la hauteur de la Révolution. Il m'a dit à moi qu'il se souvenait toujours qu'il était Breton, et que, si Paris voulait donner des lois aux cinq départements composant la ci-devant Bretagne, il irait rejoindre ses compatriotes pour soutenir avec eux la cause de la liberté. Il faut observer qu'il a tenu ce propos dans un temps où la vérité ne perçait guère encore dans les armées, et j'avoue que, sans les dernières trahisons de Houchard² qui ont mis tout ménagement hors

¹ Cette réunion s'était tenue à Valence, les 7 et 8 septembre ; 69 sociétés populaires (c'est le chiffre donné par le procès-verbal officiel ; voy. Arch. nat., AF.II, 184) y étaient représentées. L'art. 9 de l'arrêté visé par Chépy décidait la création d'une légion de montagnards, qui devait se réunir à Avignon, le 25 septembre. Le représentant Boisset avait confirmé et approuvé, le 9 septembre, les décisions de l'assemblée.

² Houchard (Jean-Nicolas), né à Forbach (1740), avait de beaux états de service. Engagé à 15 ans au régiment de Royal-Allemand,

de mesure, je n'aurais point relevé ce discours, parce que Carcaradec a bien servi, cette campagne, au camp de Tournoux.

Santerre, que je vous avais dénoncé tant de fois, vient enfin d'être destitué.

Je veille. Reposez-vous sur moi.

P. CHÉPY.

[*Ibid.*, t. 326, fol. 217-218 v°.]

A la suite (fol. 219), copie de la lettre écrite par le conseil d'administration du dépôt du 5^e régiment de cavalerie au « citoyen commandant » de ce corps (Grenoble, 12 septembre 1793); — (fol. 220), note sur les desiderata du 4^e bataillon d'infanterie légère, signée: « Le chef dudit bataillon: Masseiy¹ ».

cavalerie, il s'était battu en Allemagne et en Corse. Au moment où éclata la Révolution, dont il adopta les principes, il était lieutenant-colonel et chevalier de Saint-Louis. Maréchal de camp, puis lieutenant-général en 1792, il remplaça Custine, l'année suivante, dans le commandement des armées de la Moselle, du Nord et des Ardennes. Le 8 septembre, il gagnait la bataille de Hondshoote et faisait lever le siège de Dunkerque. On ne lui tint pas compte de ce double succès et on lui reprocha d'avoir mis trop de mollesse dans la poursuite de l'ennemi. Aussi fut-il destitué, traduit devant le tribunal révolutionnaire de Paris et condamné à mort le 17 nov. 1793. (Wallon, *Hist. du trib. révol. de Paris*, II, 80-82.)

¹ Jacques-Louis Masseiy, né à Saint-Florent (Corse), le 22 avril 1749. Sous-lieutenant dans Royal-Corse, le 21 mai 1766; commandant, le 8 fév. 1784; lieutenant-colonel commandant le 4^e bataillon d'infanterie légère, le 7 août 1792.

LXXXIX

Grenoble, ce 11 octobre, l'an 2^me de la République.

*P. Chépy, agent politique près l'armée des Alpes,
au Ministre des Affaires Étrangères.*

Je vous dois un compte exact de toutes les mesures qui ont été prises ici pour empêcher que les muscadins et les émigrés échappés de Lyon ne se répandent dans le département.

Le général, dont l'activité et le zèle ont éclaté en cette circonstance, a envoyé des ordres aux dépôts cantonnés à la Tour-du-Pin et au Pont-de-Beauvoisin de battre continuellement le pays par de fortes patrouilles, et d'arrêter tous ceux qui n'auraient point de passeport en règle. Il a fait partir en diligence une compagnie de nouvelle réquisition pour Pommiers, qui couvre la route des Échelles. Il a fait renforcer le poste de la Chartreuse. Enfin, il a mis sur pied un détachement de cent chasseurs des Hautes-Alpes et de cent gardes nationaux de la ville, vingt-cinq cavaliers et douze houzards. Cette petite troupe se tient prête, et le général a envoyé des courriers extraordinaires à toutes les communes pour qu'elles se missent en permanence, fouillassent les bois, etc. Si dans les départements voisins on a fait ce qu'on a fait ici, pas un muscadin, pas un émigré n'échappera.

La nouvelle de la prise de Lyon nous est arrivée hier à cinq heures ; elle a causé la joie la plus vive, qui n'a été

empoisonnée que par la nouvelle du rappel de Dubois-Crancé. Cet incorruptible député a sauvé le Midi, et avec tous les patriotes de ces contrées, je regarde son éloignement comme une calamité publique ¹.

(En marge). *Nota.* — Le fait que je vous avais écrit hier au sujet d'une invasion des émigrés, n'est point exact. Je m'empresse de le rectifier. Kellermann a été instruit que des émigrés voulaient pénétrer par le Chablais. Il a envoyé un bataillon à Bonneville et un autre à Carouge. Voilà où en sont les choses.

L'armée d'Italie fait demander au magasin de Grenoble dix mille habits. Les besoins de celle des Alpes n'ont pas permis de les lui fournir. Comme la température et les circonstances feront continuer pendant l'hiver la guerre sur ce point de la République, il faut s'attacher à y réunir des moyens abondants.

Lyon une fois soumis, toute notre attention doit se porter sur la Vendée et sur Toulon. Étant plus près de ce dernier point, je vous en parlerai particulièrement. Il y a dans ce moment autour des murs de cette cité traitresse 55,000 hommes environ. Il faut renvoyer chez eux tous ceux qui ont plus de bonne volonté que de moyens réels pour servir. Les moyens de subsistance étant fort bornés en Provence, il ne faut garder que ce qui se consomme utilement pour la chose publique.

Il ne faut pas perdre un instant pour faire descendre le Rhône jusqu'à Avignon à la grosse artillerie et aux

¹ C'est dans la séance du 15 vendémiaire = 6 octobre, que la Convention décréta le rappel des représentants Dubois-Crancé et Gauthier. Je ne puis entrer ici dans le détail des intrigues qui provoquèrent cette mesure.

600 canonniers qui étaient devant Lyon. Il faut les faire promptement suivre par le 9^e régiment de dragons et le 5^e régiment de cavalerie, Carteaux manquant tout à fait des troupes de cette arme.

Il faut employer au siège les moins mauvais ingénieurs possible, car tout dépend de là. Si d'Arçon n'est pas absolument perdu pour la République, il faut l'envoyer soutenir là la réputation qu'il a acquise à Gibraltar¹. Enfin, il faut ordonner au général de ne rien négliger pour brûler l'escadre anglaise. C'est sur Albion que la haine nationale doit principalement se diriger, et vous savez que, ses vaisseaux étant sa seule ressource et ses seules citadelles, ce serait lui porter un coup mortel et irréparable que [de] détruire la flotte de ce scélérat [de] Hood, qui est venu trahireusement marchander un de nos principaux ports et notre commerce de la Méditerranée.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY.

P.-S. — Le plus important est d'avoir, dans les divers corps d'armée, pour ce siège, quelques bons sans-culottes surveillants, car je crois qu'au moins dans la division de l'armée d'Italie et dans l'état-major de l'artillerie, il y aura de la part des grosses épaulettes bien des efforts pour retarder cette opération.

¹ Jean-Claude-Éléonore Lemiceaud d'Arçon. Ingénieur militaire, né à Pontarlier en 1733, mort à Paris le 1^{er} juillet 1800 ; l'un des principaux collaborateurs de Carnot. Il s'était acquis une grande réputation par la construction des batteries flottantes, qui, en 1782 (13 septembre), avaient été employées, fort inutilement d'ailleurs, au bombardement de Gibraltar. Ses états de service sont donnés par Iung, *Dubois-Crancé*, II, 176, n 1.

P.-S. — Je viens d'être nommé président de la Société populaire. Je crois que c'est un nouveau motif de confiance.

[*Ibid.*, t. 326, fol. 222-223 v°.]

XC

Grenoble, le 13 octobre, l'an 2^{me} de la République.

*P. Chépy, agent politique employé à l'armée des Alpes,
au Ministre des Affaires Étrangères.*

J'ai reçu aujourd'hui une lettre venant de Turin ; elle est ancienne, parce que la municipalité de Bourgoin l'a retenue longtemps. Quoique les détails qu'elle contient ne me paraissent pas parfaitement exacts, cependant je vous l'envoie en original, parce qu'au milieu de ce fatras vous pourrez peut-être recueillir quelques renseignements utiles, et, d'ailleurs, pour vous prouver que je ne néglige rien pour me procurer des rapports sur l'extérieur, malgré la paucité (*sic*) de mes moyens. Quand Delhorme sera de retour, j'aurai plus de facilités. J'ai écrit souvent à Hellflinger, mais il paraît que les voies ordinaires sont parfois interceptées.

Quoique le maximum ne soit pas encore établi, j'ai vu avec satisfaction que le blé aujourd'hui, au marché, était déjà bien diminué. J'espère que le zèle des commissaires dont j'ai déjà parlé fera le reste.

Depuis que je préside la Société populaire, j'ai donné à sa marche plus de promptitude et de régularité. Le peuple afflue aux séances ; l'esprit public se corrobore, l'aristo-

cratie et l'hypocrite modérantisme, pire encore, tremblent.

Voici la note sommaire des objets dont nous nous sommes occupés.

Adresse à la Convention pour demander la conservation de Dubois-Crancé et de Gauthier. Les autorités constituées et les sections ont émis le même vœu. Le patriote Billaud-de-Varennes a été trompé, et bientôt la vérité percera.

Établissement à l'extérieur de la salle d'une boîte où les citoyens pourront mettre tout ce qu'ils croiront utile à la chose publique, avec ou sans signature. C'est un bon acheminement pour l'exécution de la loi sur les gens suspects.

Discussion intéressante sur ce qu'on doit faire des déserteurs.

Adhésion solennelle aux nouvelles mesures de sûreté et de salut public, décrétées sur le rapport d'Amar.

Déclaration qui voue la mémoire de Précý¹ et Virieu²

¹ Louis-François Perrin, comte de Précý, né à Anzy-le-Château (Saône-et-Loire), le 15 janv. 1742. Enseigne au régiment colonel-général, 21 mai 1757 ; lieutenant, 22 mai 1758 ; capitaine, 29 mars 1775 ; major aux chasseurs des Vosges, 21 août 1784 ; lieutenant-colonel (en second), 4 déc. 1785 ; lieutenant-colonel, commandant le bataillon de chasseurs (des Vosges), 1^{er} mai 1788 ; colonel du 35^e régiment d'infanterie, 21 oct. 1791 ; lieutenant-colonel dans la garde constitutionnelle, 23 nov. 1791 ; licencié, 5 juin 1792 ; lieutenant-général, 13 août 1814 ; commandant en chef la garde nationale de Lyon, 27 août 1814 ; retraité, 5 juin 1815 ; décédé à Marcigny-sur-Loire, 25 août 1820 (Lung, *Dubois-Crancé*, I, 399, n. 1). C'est le 19 juillet 1793 que la *Commission populaire républicaine* de Lyon lui avait déferé et qu'il avait accepté le commandement général de toutes les forces militaires du département de Rhône-et-Loire. (Guillon de Montléon, I, 298-299.)

² François-Henri, comte de Virieu, né à Grenoble en 1754, ancien

à l'exécration des contemporains et des siècles à venir. Demande que leurs maisons soient rasées.

Remerciements à l'armée qui a réduit Lyon, et demande pour elle d'une gratification prise sur les biens des rebelles.

Joignez à cela une foule de discussions particulières tendant toujours au maintien des principes, et vous aurez une idée de l'esprit qui règne ici. Je me plais à y séjourner parce que c'est un point important qui, comme berceau de la première Révolution, a une grande influence sur tout le Midi.

Le citoyen Grange, ex-vicaire épiscopal, grand révolutionnaire, était déjà entré comme capitaine dans les chasseurs des Hautes-Alpes. Le citoyen Berton, excellent révolutionnaire et ex-vicaire comme lui, vient d'obtenir aussi dans ce corps une compagnie. Si le Ministre refait les nominations, je recommande ces deux précieux sans-culottes à son souvenir.

Ce Santerre, que je vous ai dénoncé plus d'une fois, vient enfin d'être arrêté et constitué prisonnier au fort Barraux par ordres des braves représentants Simond et Dumaz¹.

colonel du régiment de Limousin, très connu par le rôle qu'il joua à l'Assemblée constituante. Il se rendit à Lyon après la révolution du 29 mai et y passa tout le temps du siège. Dans la nuit du 8 au 9 octobre, Précy lui donna le commandement de l'arrière-garde de la colonne, qui essaya de se faire jour à travers l'armée républicaine. Assaillie, près de la Duchère, par des forces considérables, la petite troupe de Virieu, qui se composait de 500 hommes seulement, fut entièrement détruite ; son chef, après s'être défendu avec une grande bravoure, périt les armes à la main. (Rochas, *Biographie dauphinoise*. — Krebs et Moris, p. 366.)

¹ Cette détention fut de courte durée, mais le 13 floréal an II = 2 mai 1794, un arrêté du Comité de Salut public enjoignait à Albitte

Salion, régisseur des subsistances, a donné sa démission. Pour purger [cette administration], il faudrait renvoyer l'aristocrate Billion des Gayères. On paraît assez content de la nomination de Bersonnet à la place de commissaire-ordonnateur.

On annonce de brillantes nouvelles du Mont-Blanc ; je n'ose encore les croire.

Comptez sur moi à la vie et à la mort. P. CHÉPY.

Nota. — Ces nouvelles confirmeraient, si elles sont exactes, la prédiction que je vous ai faite, il y a quelque temps, d'une désertion en masse dans l'armée sarde.

On est généralement satisfait ici d'avoir enfin pour général un sans-culotte.

(Fol. 252). 15 octobre 1793. — Adresse imprimée des « citoyens composant la Société populaire de Grenoble aux représentants du peuple à la Convention nationale ». Signé : Chépy, président ; Berton, secrétaire. — Protestation contre les traitements barbares infligés par les Autrichiens à leurs prisonniers, notamment aux soldats de la garnison de Condé, qui auraient été vendus comme esclaves en Hongrie et en Turquie, attelés à la charue, etc.

de faire arrêter et conduire à la Conciergerie « Santerre, général de brigade, maintenant à Grenoble ». (Arch. nat. AF. II, 304.)

XCI

*Circulaire adressée par le Ministre des Affaires
Étrangères aux agents politiques de son département.*

Paris, le 23^e jour du 1^{er} mois, l'an 2 de la République
une et indivisible [23 vendémiaire = 14 octobre].

Les événements qui se pressent les uns sur les autres, Citoyen, la position difficile où se trouve la République, exigent de tous les agents chargés de veiller à ses intérêts une surveillance continuelle. Vous devez l'étendre sur tout ce qui vous environne, et, pour remplir utilement la mission qui vous est confiée, vous devez donner à votre correspondance une activité plus soutenue. Je vous engage donc à me transmettre journellement tous les renseignements qui arrivent à votre connaissance et à m'adresser, sans ménagement, toutes vos observations sur les choses et sur les personnes. Les circonstances sont impérieuses, et je dois vous prévenir que la plus légère interruption de votre correspondance me forcera de vous remplacer sur-le-champ.

DEFORGUES.

[*Ibid.*, t. 326, fol. 243. — Minute.]

XCII

Grenoble, le 5^e jour de la 3^{me} décade du 1^{er} mois de l'an 2^{me}
de la République [25 vendémiaire = 16 octobre 1793].

*P. Chépy, agent politique employé près l'armée des Alpes,
au Ministre des Affaires Étrangères.*

Santerre a été relâché, mais il restera, je crois, destitué pour négligence et impéritie.

Nous sommes à la recherche des muscadins échappés de Lyon. Hier soir, nous en avons fait saisir deux. Nous allons prendre des précautions telles qu'aucun ne nous échappera¹. Nous enverrons aux Sociétés populaires le signalement des Grenoblois qu'on suppose avoir combattu dans cette cité pour la contre-révolution.

Hier, on a joué au théâtre l'*Eugénie* de l'immoral Beaumarchais²; je vais aujourd'hui faire mettre la direction à l'ordre du jour et faire former un comité pour retrancher des anciennes pièces tout ce qui est inconve-

¹ « Douze Lyonnais patriotes, réfugiés à Grenoble, formaient un Comité de surveillance et devaient signaler à l'autorité ceux de leurs concitoyens d'un patriotisme douteux qui se rendaient dans notre ville ». (Albin Gras, *Deux années de l'hist. de Grenoble*, p. 92.)

² Jouée pour la première fois au Théâtre-Français, le 29 janv. 1787.

nant. Il faut par toute la France épurer aussi les répertoires. *Eugénie* me fournit une proposition additionnelle au décret de Barère contre le commerce anglais, c'est d'interdire la représentation de toutes les pièces dont le sujet serait anglais : c'est essentiel.

Ne conviendrait-il point en même temps d'accorder des avantages commerciaux aux Anglo-américains, pour montrer à l'Europe quelle différence le peuple français met entre des esclaves et des hommes libres? Ne conviendrait-il point aussi d'étendre le décret à toutes les marchandises fabriquées chez les puissances avec lesquelles nous sommes en guerre?

On a demandé un mode de représailles pour l'assassinat de Beauvais. Voici celui que je proposerais. Je désirerais qu'au milieu de la place de la Révolution on fit *pendre* le beau-frère de Georges et que l'instrument fût brisé immédiatement après l'exécution pour prouver que les Français n'ont été poussés à cet acte inusité de rigueur que par la furie du despotisme délirant.

On parle de nouveaux troubles dans la Lozère. J'espère que le général L'Estrade qui va y commander les étouffera promptement.

Je vous dénonce un grand abus. Il existe ici entre les soldats et les commissaires de l'habillement un intermédiaire nommé Poulain. Sa place entrave l'administration; c'est un être parasite; on s'en plaint beaucoup. Qui le croirait? il n'a qu'un brevet signé de Capet.

J'ai appris qu'on destinait à Alexandre l'ambassade extraordinaire de Philadelphie. Je le dirai avec franchise : sans doute ce n'est pas un ennemi de la Révolution, mais il n'est point sans-culotte. Il blâmait l'expédition de Lyon, et d'ailleurs il n'a point dans le caractère cette franche

bonhomie et ce liant qui assurent le succès chez les bons Anglo-américains. Quant à Foulet, ce n'est qu'un cri contre lui.

Noubliez pas de faire relever l'armée du Mont-Blanc. On transporte à Chambéry le fort des hôpitaux.

La Société continue toujours à marcher vigoureusement ; chaque jour accroit son zèle et améliore l'esprit public. J'ai expliqué la dernière loi sur les Anglais, et j'ai eu la douceur de fortifier dans le cœur de ces bons patriotes le respect et l'amour pour la Convention nationale.

Un autre coup mortel et décisif à porter à l'Angleterre, c'est d'envoyer une flotte aux Indes orientales pour aider Tippoo à recommencer la guerre. Vous êtes trop versé dans la matière pour que je me permette d'en dire davantage.

Grenoble, par sa position, a beaucoup d'influence sur le Midi. La Société n'a pas de quoi fournir à ses dépenses. Avec une dizaine de mille livres on en ferait le foyer du sans-culottisme méridional. Je me chargerais avec cette avance de lui faire opérer des prodiges. Examinez mûrement et consultez le Comité de Salut public. Détruisez la Vendée, anéantissez Toulon, secondez en tout les Sociétés populaires et la Révolution est consommée.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY.

[*Ibid.*, t. 326, fol. 266-267 v^o.]

XCIII

Grenoble, le 5^e jour de la 3^e décade du 1^{er} mois, l'an 2^{me} de la République [25 vendémiaire = 16 octobre.]

*P. Chépy, agent politique employé près l'armée des Alpes,
au Ministre des Affaires Étrangères.*

Je viens d'adresser directement au Comité de Salut public un mémoire sur divers objets civils et militaires. Cet envoi rendra cette dépêche plus courte. J'ai reçu du Valais des nouvelles qui m'apprennent en substance : 1^o qu'il paraît que les chefs Valaisans n'ont point participé au passage des Piémontais sur le territoire de cet État, mais que leur surveillance a été beaucoup trop froide; 2^o que les démarches que nous avons faites près du Corps helvétique ont produit un bon effet; 3^o que le gouvernement du Valais a adressé au roi Sarde une demande en réparation de la violation du territoire; 4^o que le Gouvernement mettra sa frontière dans un état à repousser toute violation de cette nature; 5^o que le Corps helvétique met un grand intérêt à ce qu'on nous donne une explication prompte et décisive sur ce point; 6^o que quelques articles de journaux ont eu le mauvais effet de refroidir le canton de Berne qui commençait à se rapprocher beaucoup de nous et qui le manifestait assez hautement.

De ces renseignements, qui sont bien fondés et bien justes, il résulte : 1^o qu'il convient de rassurer le Gouvernement valaisan sur toutes les inquiétudes que nous lui

avons inspirées depuis longtemps; 2° qu'il faut faire commander sur cette frontière un officier patriote et prudent qui sache entretenir le bon voisinage; 3° qu'en négociant cet hiver avec franchise et vigueur, il n'est pas impossible de déterminer les Suisses à se déclarer la campagne prochaine, et à s'unir à nous avec la Suède, le Danemark, l'Amérique, Gênes et la Porte, pour résister à cette infâme ligue qui veut faire disparaître tous les petits États et toutes les Républiques de la terre pour arrondir de despotiques monarchies.

On a envoyé ici des arsenaux de l'intérieur, des boulets non calibrés. On demande la permission de les vendre; en attendant on va les faire enterrer. On a découvert que les lenteurs du siège de Lyon ne peuvent être attribuées qu'à la perfidie des directeurs d'artillerie à Auxonne ou de ceux qui leur ont donné des ordres, qui ont fait passer par Clermont et Valence les munitions de guerre qu'ils envoyaient à Lyon.

Nota. — Cette affaire est suivie par la Société; on donnera au Comité de Salut public tous les détails. Les entrepreneurs des charrois de l'artillerie sont aussi convaincus d'avoir attaché trois chevaux à un caisson, et d'en avoir attaché à ce dernier six autres sans chevaux. Cette sordide économie de bêtes de trait a causé la fracture des caissons qui sont arrivés tout fracassés et hors d'état de service.

Les places fortes de cette frontière sont absolument dépourvues depuis le siège de Lyon. Il y a, dans les trois départements seulement 300 milliers de poudre, tandis que dans la seule ville de Briançon il en faudrait 900 milliers pour un siège de trois mois.

On va établir ici deux manufactures d'armes blanches. Celles d'armes à feu seront en activité au 15 novembre ou au 1^{er} décembre au plus tard.

Pour faciliter la loi du maximum, le Département a mis un embargo provisoire sur toutes les marchandises et a ordonné aux marchands en gros de justifier de leurs achats et ventes avec le nom des acheteurs, et aux détaillistes de tenir registre de vente. Les fixations se sont faites hier et avant-hier aux termes de la loi. Les accapareurs et aristocrates boutiquiers ne rient pas. Je crains bien que le département du Mont-Blanc ne suive pas cet exemple et ne fasse du tort à ses voisins.

Les biens des émigrés se vendent toujours à merveille ; n'en a pas qui veut.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY.

[*Ibid.*, t. 326, fol. 268-269.]

XCIV

Le Ministre des Affaires Étrangères au citoyen Chépy.

Paris, le 26^e jour du 1^{er} mois de l'an second de la République
une et indivisible [26 vendémiaire = 17 octobre.]

La Nation vous a confié, Citoyen, un poste que vous ne pouvez manquer de regarder comme extrêmement important. Mais une position aussi favorable deviendrait inutile à la République, si vous n'aviez pas un centre où vous puissiez faire aboutir le résultat de vos opérations.

Je vous invite donc, au nom de la Patrie, de me trans-

mettre *journellement*, autant que vous le pourrez, tous les renseignements que vous croiriez utiles au salut public. Je vous adresse à cet effet un tableau indicatif de quelques objets essentiels. Vous y en ajouterez sans doute beaucoup d'autres, que le temps et l'expérience vous feront paraître également nécessaires à transmettre.

Je n'ai pas besoin de vous dire que je pourvoirai aux dépenses et aux indemnités que ce travail nécessitera. Je vous engage seulement à m'en faire passer l'aperçu, et tous les mois je ferai arrêter et acquitter ces dépenses. Je sens bien qu'il est quelques frais qu'on ne peut pas fixer, tels que ceux de l'observation de l'armée ennemie et de l'envoi des courriers dans les circonstances pressantes; aussi je ne vous demande qu'un aperçu.

[*Ibid.*, t. 326, fol. 290. Minute.]

XCV

Grenoble, ce 7^e jour de la 3^e décade du 1^{er} mois de l'an 2^{me}
de la République [27 vendémiaire = 18 octobre.]

*P. Chépy, agent politique employé près l'armée des Alpes,
et président de la Société populaire de Grenoble, au
Ministre des Affaires Étrangères.*

La Société des Montagnards de Sisteron vient de dénoncer à celle de Grenoble tout le corps des officiers du bataillon des chasseurs des Hautes-Alpes, excepté le brave commandant, et notamment le capitaine Caire, le

lieutenant Faure et le quartier-maître. Comme ils sont accusés d'avoir ouvertement soutenu le fédéralisme sectionnaire contre une municipalité sans-culotte, ils ont été mis aux arrêts forcés. Copie de la dénonciation a été envoyée au Ministre de la Guerre, au Comité de Salut public, etc. J'espère qu'on suivra cette affaire. On reproche au commandant d'avoir promu au grade de *sous-officiers* beaucoup de déserteurs; c'est un tort, et je crois qu'il faut le réparer.

Je vous dois une remarque intéressante. Tous les déserteurs français qui sont revenus de Piémont dans leur patrie servent en général bien. On peut même dire que sans eux le 5^e bataillon du Mont-Blanc, dont ils forment la compagnie de grenadiers presque entière, serait débandé.

Le détachement grenoblois qui avait marché contre Lyon est revenu aujourd'hui dans ses foyers. Les municipaux et les sans-culottes ont été à sa rencontre; cette fête a été civique et fraternelle.

On parle de laisser à Lyon le 9^e régiment de dragons. C'est une mauvaise opération : 1^o parce que ce régiment était à Lyon sous le règne de l'aristocratie; 2^o parce que nous avons besoin de cavalerie pour couvrir le siège de Toulon. Cette seconde raison est applicable au 5^e régiment de cavalerie qu'on veut placer à Bourg ou ici.

On voudrait aussi mettre dans la ville, l'hiver, un bataillon de ligne ou un ancien bataillon de volontaires en garnison. Les troupes de réquisition y conviennent mieux, à cause des besoins de l'armée Carteaux.

Un administrateur du district, Poignent, vient d'être convaincu d'avoir entravé à Voreppe la loi du maximum. La Société le poursuit avec la dernière vigueur. Sur

ma motion, elle a arrêté que tout citoyen, convaincu d'avoir désapprouvé et combattu la loi du maximum, sera exclu de son sein, s'il est membre, et déclaré inhabile à le devenir, s'il ne l'est pas. Je vous prie de faire insérer dans les papiers publics cette délibération.

Nous avons arrêté une souscription pour placer le buste de Marat à la place aux Herbes : elle sera bientôt remplie. On va aussi transporter la Société dans un local plus commode. Le Département a arrêté qu'un de ses membres assisterait chaque jour aux délibérations. C'est un exemple bon à suivre.

Chevillon, commissaire du Conseil, est de retour ici ; je me concerterai avec lui¹.

Je travaille avec un zèle infatigable à électriser ce pays

¹ L'activité de Chépy avait évidemment fait une vive impression sur Chevillon. On s'en aperçoit en lisant la lettre, assez embarrassée d'ailleurs, que presque à la même date (19 octobre) il adressait à Vincent, secrétaire général de la guerre, créature de Bouchotte et montagnard prononcé : « Je suis enfin de retour de l'armée des Alpes, Citoyen, et le premier instant est pour te donner de nos nouvelles. Prière est à Marseille, il a crut devoir faire ce voyage. Le citoyen Chépy m'a paru bien affecté de la réception que tu a faite à son père ; il m'a demandé si je te connoissoit. Je lui ay répondu que oui et que j'étoit on ne peut plus étonné de ce qu'il m'apprenoit, en lui assurant que tu étoit incapable de manquer à personne, et surtout au père d'un homme qui travail aussi bien que lui pour la chose publique, et cela est vrai. A notre passage à Grenoble, la Société populaire alloit très doucement ; aujourd'huy qu'il la préside elle marche avec une rapidité étonnante, le maximum est exécuté dans tout son contenu. Le pain ne vaut que 3 sous 3 deniers la livre, les souliers 6 livres au lieu de 30 livres, la viande 8 sous au lieu de 20, le vin 5 sous au lieu de 45 sous. Ainsi des autres denrées en proportion. Aujourd'huy je fait descendre les cloches et disparaître tous les signes de féodalités. — Maintenant, je te prie de me marquer ce que tu pense sur le compte de Chépy. Si il est coupable, apprend-le moi ; si il est ino-

qui est d'un calme désespérant. J'y réussis et l'œuvre sera complète, si l'on m'en donne le temps et les moyens.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY.

Nota. — Si cette dépêche n'est pas plus pleine, c'est que j'ai envoyé directement une lettre au Comité de Salut public sur divers objets importants.

Nota. La manufacture d'armes de la Grande-Chartreuse est déjà en activité.

[*Ibid.*, t. 326, fol. 293-294 v^o.]

XCVI

Paris, 28^e jour du 1^{er} mois de l'an II
[28 vendémiaire = 19 octobre].

Extrait des instructions adressées par « le Ministre des Affaires Étrangères au citoyen Sibuet, accusateur militaire » à Grenoble¹.

Le citoyen Chépy reste à Grenoble, et je vous invite à vous entendre ensemble sur les moyens d'opérer, de

cent, même invitation. Ce qu'il y a de vrai, c'est que sans lui la ville de Grenoble ne seroit pas à la hauteur où elle est. »

Chevrillon s'adressait mal pour faire l'éloge de Chépy. La réponse de Vincent, libellée entre les lignes de la lettre qu'on vient de lire, est courte, mais rude : « Chépy est feuillant. Il a toujours été reconnu pour tel. En Belgique, Gateau et d'autres républicains l'ont entendu défendre Capet et Dumourier. Les Chépy ont été les agents de le Brun. Défie-toi de leur feuillantisme, et, si tu cesses de bien aller, je te mettrai sur leur liste. » (Arch. de la Guerre. — Armée des Alpes.)

¹ Georges Sibuet, homme de loi, originaire du département de

concert, le bien que j'attends de vous et de lui. Par ce moyen, vous ne serez pas distrait des devoirs de votre mission ostensible, et néanmoins votre correspondance me procurera tous les avantages que je m'en suis promis.

[*Ibid.*, t. 326, fol. 344.]

XCVII

Grenoble, ce 29^e jour du 1^{er} mois de l'an 2^{me} de la République
[29 vendémiaire = 20 octobre].

*P. Chépy, agent politique employé près l'armée des Alpes,
au Ministre des Affaires Étrangères.*

J'ai reçu hier vos dépêches des 21 et 23^e jour du 1^{er} mois. L'une m'ordonne de ne rien négliger pour accélérer la réduction de Toulon ; en relisant ma correspondance, vous vous convaincrez que j'ai prévenu vos intentions. L'autre, qui m'eût beaucoup affligé, si elle n'eût été circulaire, m'ordonne de donner à la correspondance une activité plus soutenue et me menace de remplacement en cas de l'interruption la plus légère. Je crois que ce n'est pas par rapport à moi que cette mesure a été prise. Je crois avoir rempli mes devoirs avec toute l'exactitude possible. Au surplus, je vais redoubler de zèle et d'efforts pour mériter votre confiance.

Kellermann vient d'être mis en état d'arrestation ; il n'y

l'Ain. Défenseur officieux près les tribunaux criminels et le tribunal de Cassation ; commissaire national dans la Belgique, sollicitait, le 26 avril 1793, la place « de grand accusateur près l'armée des Alpes ». (Arch. Guerre. — Armée des Alpes.)

a pas de mal (*sic*) que sa conduite soit sévèrement examinée. Peut-être, malgré ses dernières victoires, se trouvera-t-il traître comme les autres.

Saint-Rémy est destitué; c'était un feuillant cuirassé de pédantisme. Tout le monde en est content. D'Ornac, Doyen et Badelaune ont eu le même sort. Il n'y a que le dernier qu'on regrette. Il paraissait franc et chaud patriote.

On peut reprocher à Kellermann de n'avoir point correspondu avec Doppet, de s'être formé des troupes combattant dans le Mont-Blanc une armée isolée, de s'être créé un état-major particulier, enfin d'avoir éludé par tous les moyens possibles le décret de destitution.

On dit Coustard aussi destitué. Jusqu'ici je ne connais encore que *sa noblesse*, qui puisse justifier cette mesure. Valette, fait dernièrement général de brigade, et que le ministre Bouchotte envoie commander à Briançon, est un excellent officier qui, au camp de Carouge, a tenu parfaitement son bataillon de grenadiers., qui à Lyon s'est conduit d'une manière signalée, mais que je ne crois point à la hauteur du sans-culottisme. On l'accuse de n'avoir eu, pendant son séjour à Carouge, que des liaisons aristocratiques.

J'apprends par une voie très sûre que la prise de Lyon a fort intimidé les Suisses.

Barnave, que le représentant du peuple Gauthier avait fait conduire à Barraux et qu'on en a ôté lors de l'invasion piémontaise, est aujourd'hui à Tullins. Le département de l'Isère voudrait bien en être débarrassé; rappelez-le au souvenir du Comité de Salut public; qu'on le traduise devant les tribunaux¹.

¹ Décrété d'arrestation après le 10 août, Barnave fut d'abord

L'administrateur Poignent est dans les prisons¹. On y a transféré aussi, sur notre demande, les trois officiers du bataillon de chasseurs, dénoncés par la Société de Siste-ron. Hâtez-vous de refondre le corps des officiers et de chasser les déserteurs, si vous voulez conserver le bataillon.

Ici, il y a un calme désespérant. On y a de l'amour pour la Révolution, de la bonne volonté, mais point de chaleur, mais point de grands mouvements. Je les électrise chaque jour, j'use pour cela mes moyens physiques et moraux. J'espère recueillir les fruits de tant de peines.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY.

[*Ibid.*, t. 326, fol. 340-341 v^o.]

XCVIII

Le Ministre des Affaires Étrangères au citoyen Chépy.

Paris, le 30^e jour du 1^{er} mois de l'an 2 de la République française [30 vendémiaire == 21 octobre].

Les n^{os} 63, 64, 65 et 66 de vos dépêches², Citoyen, me

conduit dans les prisons de Grenoble ; après une détention de dix mois, on le transféra au fort Barraux, puis à Saint-Marcellin (Voy. l'arrêté de Gauthier, en date du 19 août, dans Arch. nat., AF. II, 111) ; enfin, le 3 nov. 1793, arriva l'ordre de sa translation à Paris. Condamné à mort par le tribunal révolutionnaire, le 28 novembre, il fut exécuté le lendemain. (Rochas, *Biogr. dauph.*)

¹ Jean-Eustache Poignent, enfermé à Sainte-Marie, ne fut mis en liberté que le 19 messidor an II. (Arch. nat., AF. II, 111.)

² Dépêches des 7, 9, 10 et 11 octobre, reçues à Paris, les deux premières les 11 et 14 octobre, les deux dernières le même jour, le 15.

sont parvenus dans leur temps. J'en ai fait faire au fur et à mesure les extraits qui m'ont paru utiles au Comité de Salut public et aux Ministres, et je les leur ai aussitôt adressés.

Lyon étant enfin réduite (*sic*) va vous permettre de diriger votre active surveillance sur un autre point non moins important; c'est sur Toulon, cette odieuse conquête de l'odieux Pitt, que doit se fixer toute l'attention publique. Déjà des forces imposantes l'environnent, et, lorsque les troupes victorieuses de Lyon les auront secondées, il y a tout lieu d'espérer que les vœux de la République seront bientôt satisfaits à cet égard, et que nos frères d'armes se signaleront devant Toulon, comme ils ont fait devant Marseille et Lyon.

S'ils avaient besoin d'encouragement, dites-leur, et à qui pourra vous entendre, que de grands avantages récemment acquis sur les rebelles de la Vendée, dans le Nord, près de Maubeuge, et aux Pyrénées, nous sont de sûrs garants de nouveaux succès sur la Méditerranée. Mais non; des guerriers républicains s'électrisent, même par l'adversité. Dites-leur plutôt que sur le Rhin les postes de Wissembourg et Lauterbourg viennent de nous être pris, par le seul moyen que nos lâches ennemis ont toujours employé... la trahison. Mais des mesures vigoureuses ont été prises sur-le-champ par le Comité de Salut public, pour repousser loin de ces lignes importantes les hordes d'esclaves qui les occupent en ce moment.

J'attends de votre sévère surveillance tous les renseignements que vous serez à même de me procurer sur Toulon, sans perdre de vue les autres objets dont vous vous êtes toujours occupé.

[*Ibid.*, t. 325, fol. 274-275.]

XCIX

Grenoble, le 1^{er} jour du 2^{me} mois de l'an 2^{me} de la République
[1^{er} brumaire = 22 octobre].

P. Chépy, agent politique employé près l'armée des Alpes.

La loi du maximum est enfin exécutée ici par les autorités constituées¹, mais l'aristocratie mercantile l'élude et prend mille moyens pour l'anéantir. Les boulangers ne cuisent pas, les habitants des campagnes n'apportent point de blé, les marchands enfouissent leurs marchandises chez eux, ou les font recéler par des voisins officieux, ou les exportent. Il est clair qu'on fonde sur cette loi l'espérance de beaucoup de troubles. La Convention, qui doit dans ce moment ne frapper que de grands coups, a, je pense, à décréter que tout marchand qui, pour soustraire ses marchandises à la délivrance du maximum, les enfouira, et que toute personne qui, à la faveur d'achats supposés, les recélera, seront punis de mort.

Nous sommes ici dans la disette la plus effrayante de souliers. Avant-hier, il n'y en avait que six paires en magasin, et il y avait des demandes pressantes, environ pour

¹ Des arrêtés municipaux, des 15 et 19 octobre, fixèrent le prix des grains et des principales marchandises soumises aux tarifs. (A. Gras, *Deux années de l'hist. de Grenoble*, pp. 93-100.)

5,000. Le Département, pressé par la Société populaire, a pris les mesures les plus urgentes, mais le service, dans cette partie, ne sera jamais assuré que quand la Convention aura déclaré :

1° que tout cordonnier de profession est exempt de réquisition pour la défense des frontières ;

2° qu'il est en réquisition forcée pour les travaux de son métier ;

3° que tous les ouvriers cordonniers qui sont dans les diverses armes seront retirés de leurs corps pour être attachés aux ateliers de confection ;

4° qu'il sera accordé une prime pour attirer des ouvriers étrangers ;

5° que tout déserteur ouvrier ne pourra être admis qu'à travailler aux ateliers ;

6° que toutes les marchandises de cuir et buffleterie sont, dans toute l'étendue de la République, mises à la disposition du Ministre de la Guerre ;

7° qu'il sera accordé des avantages commerciaux à tous les navires neutres qui importeront de ces sortes de marchandises.

Je vous prie de prendre en prompt et sérieuse considération ces propositions. La vue de mes frères d'armes sans chaussure me déchire le cœur ; vous ne pouvez imaginer à quel point la misère est portée en ce genre.

L'avoine et le fourrage manquent aussi. La paille est hachée courte et d'une qualité très défectueuse.

Un bataillon de Neustrie est passé par ici pour se rendre à Toulon. Ce brave corps est bien fatigué et aurait bien envie de se reposer quelques jours.

Vous ne pouvez concevoir à quel point l'instruction des campagnes est négligée. Elles sont à la merci de quelques

hommes de loi et de quelques prêtres hypocrites ; rien n'est moins avancé. A Alleverd, on a abattu l'arbre de la liberté, parce qu'il était surmonté d'une fleur de lys. On en a coupé un autre sur la montagne, mais les habitants, aristocrates comme bien d'autres, le laissent dormir dans la boue et ne veulent point l'élever dans les airs. Je vous dénonce la municipalité de cet endroit.

Il existe une foule de communes ainsi égarées, malveillantes ou tièdes. Je ne puis pas m'y transporter, parce que ma présence continue est absolument nécessaire à Grenoble, pour y maintenir l'esprit public. Mais, pour y suppléer, j'ai fait arrêter à la Société qu'elle enverrait des apôtres ambulants dans les campagnes. Deux ont déjà fait à Voreppe une petite mission civique qui a produit le meilleur effet. Comme président, j'ai mis pour cet objet en réquisition les vieillards patriotes, aux termes de la loi du 23 août.

La Société vient d'épurer, par une discussion franche et publique, les divers comités de surveillance nouvellement nommés. Il se trouve un tiers de mauvais membres ; mais les sections, et surtout celles surnommées Pitt et Cobourg, paraissent résolues à les maintenir. J'espère cependant faire prendre aux choses la tournure la plus favorable.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY.

[*Ibid.*, t. 332, fol. 8-9 v°.]

C

Grenoble, ce 2^{me} jour de la 1^{re} décade du 2^{me} mois de l'an 2
de la République française [23 octobre.]

*P. Chépy, agent politique employé près l'armée des Alpes,
au Ministre des Affaires Étrangères.*

Je vous fais passer ci-incluse une dépêche pour le Comité de Salut public, que je vous prie de lui envoyer par les voies les plus promptes et les plus sûres. Elle mérite, je crois, quelque attention et j'attache beaucoup d'importance à ce qu'elle ne reste point ensevelie dans la poussière des bureaux du Comité.

Un bataillon de grenadiers, qui a vaincu en Maurienne, est passé aujourd'hui ici pour se rendre à Grasse; ce bataillon, comme celui de Neustrie¹, était dans un état déplorable. Il n'avait point d'habits, mais surtout point de *souliers*.

Je vous envoie ci-inclus quelques exemplaires d'une adresse délibérée par la Société populaire. Vous jugerez de l'esprit qui l'anime.

Le maximum s'établit avec des difficultés incroyables. Les deux derniers marchés ont été absolument dégarnis; tous les magasins sont vides ou paraissent tels. Aujourd'hui, les habitants des campagnes n'ont apporté aucune denrée. Dans cette effrayante position, la Société a mûre-

¹ Le régiment de Neustrie était devenu le 10^e régiment d'infanterie.

ment délibéré. On a trouvé les causes de la disette dans la conduite du département du Mont-Blanc, qui, non content de ne point avoir établi le maximum, laisse avec le papier-assignat les écus et même la monnaie piémontaise en concurrence ; dans les exportations faites par les cupides monopoleurs de l'Isère dans le département du Mont-Blanc, tant pour sa consommation que pour faire passer à Genève et en Suisse, par le lac ; dans les manœuvres des ennemis intérieurs.

Pour remédier à tant de maux, la Société a arrêté de demander aux représentants du peuple :

1° qu'il fût placé, tout le long de la frontière de l'Isère regardant le Mont-Blanc, un cordon pour empêcher toute exportation jusqu'à l'établissement du maximum ;

2° qu'après même l'établissement du maximum, on fixât d'une manière précise la quotité des exportations, pour que les denrées ne fussent pas livrées à Genève et à la Suisse ;

3° que les municipalités frontières, les chefs de corps et les commandants de détachements fussent déclarés responsables de toutes exportations frauduleuses ;

4° que les marchés, sis dans les municipalités frontières, fussent reculés dans l'intérieur du département ;

5° que la monnaie piémontaise fût interdite dans le Mont-Blanc. On y donne cent cinquante livres en assignats pour un franc d'or ; il faut penser cependant à mettre à l'ordre ce pays qui absorbe tout sans rien rendre et qui est le vampire des départements voisins.

Quant à l'approvisionnement de Grenoble, la Société a envoyé au Directoire du département une députation qui lui a déclaré que la Société populaire remettait l'approvisionnement de Grenoble sous la responsabilité collective

et individuelle des administrateurs, et que, pour les empêcher d'alléguer l'insuffisance de leurs moyens, elle était prête à marcher en masse comme noyau d'armée révolutionnaire, pour réprimer l'agiotage et assurer le succès des mesures de l'autorité publique.

Le District est ici fort mauvais. Il a été dénoncé hier ; je vous donnerai des détails positifs.

Les commissaires du pouvoir exécutif près cette armée, Prière et Chevrillon, ont reçu une expédition du décret qui rappelle ces fonctionnaires, une expédition de celui qui permet aux ministres d'avoir près des armées et des départements des agents¹ ; ils ont reçu en même temps une commission en forme d'agents. Moi, qui ai fait mon devoir avec tout le zèle possible, moi, qui ai été utile et crois être encore nécessaire, je n'ai qu'un passeport comme chargé de mission et des instructions signées *Lebrun*, ce qui n'est pas fort recommandable. Je vous prie, Citoyen ministre, si vous êtes content de mes services, et j'ose m'en flatter, de me faire expédier une commission semblable, et de l'accompagner, s'il est possible, d'instructions particulières. Au cas que vous jugiez à propos

¹ Le 23 août, la Convention avait décrété, sur le rapport de Malmarmé, le rappel de tous les commissaires et agents envoyés par le Conseil exécutif dans les départements et dans les armées ; mais en même temps elle donnait au Comité de Salut public le droit d'en envoyer partout où il le jugerait utile. Toutefois, comme on ne pouvait pas renfermer absolument l'action du Conseil exécutif dans Paris, on lui rendit, quinze à vingt jours après, le droit d'envoyer des agents aux armées et dans l'intérieur, mais « sous la surveillance immédiate du Comité de Salut public », auquel il devait être « rendu compte tous les huit jours du nombre de ces agents et de l'objet de leur mission » [11 septembre]. (Wallon, *Les représentants du peuple en mission*, etc., t. I. Paris, 1889, in-8°, pp 22-23.)

de me l'accorder, vous voudrez bien y joindre un nouveau passeport, et décider si je dois le faire viser par les représentants du peuple.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY.

P.-S. — Je vous observe que cette commission, en consolidant mon existence dans le département de l'Isère, me mettra à même de faire plus de bien.

[*Ibid.*, t. 332, fol. 28-29 v°.]

CI

Grenoble, ce 4^{me} jour de la 1^{re} décade du 2^{me} mois de l'an 2
de la République [4 brumaire = 25 octobre.]

*P. Chépy, agent politique employé près l'armée des Alpes,
au Ministre des Affaires Étrangères.*

Cette ville était encore souillée par une infinité d'emblèmes royaux et féodaux. On va en anéantir jusqu'au dernier vestige. Toutes les maisons pour recevoir les voyageurs et qui, par le souvenir du vieux régime, s'appelaient encore *hôtels*, vont prendre le nom plus sans-culotte d'*auberges*. Tout ce qui rappelle l'existence du peuple anglais va disparaître. Les cloches se fondront dans le creuset national, et, au lieu d'ennuyer les vivants pour honorer les morts, elles serviront à la destruction de la tyrannie. Dans six jours, toutes celles qui ne sont point exceptées par le décret seront descendues et morcelées.

Les grilles des chapelles, promenades, jardins, se métamorphosent en fusils et en piques.

L'évêque du département¹ avait été dénoncé : il est venu se justifier au club, de manière à réveiller le fanatisme en prouvant qu'il était fédéraliste et ennemi de la révolution du 31 mai. Les esprits étaient flottants. Un reste de vénération pour l'épiscopat et des réponses mielleuses allaient lui assurer un triomphe funeste à la liberté. Je me suis levé, je me suis précipité sur lui comme la foudre. Je l'ai broyé par la force de mon discours, et j'ai obtenu qu'il lui serait interdit de faire une visite pastorale qu'il projetait pour le lendemain. Il est sous la main de la loi. Attendons les représentants.

Je vous envoie ci-joint un fragment de chanson incendiaire que des malveillants ont jeté dans le quartier du bataillon de chasseurs. Les soldats indignés l'ont remis au capitaine Berton, excellent patriote², qui s'est empressé de me le remettre.

Quelques sections, celles nos 3, 6, 2 et 4³, avaient passé feuellantinement à l'ordre du jour sur les notes marginales apposées aux noms de quelques membres de leurs comi-

¹ Henri Reymond, ancien curé de la paroisse de Saint-Georges de Vienne, élu évêque de Grenoble. le 17 nov. 1792, par l'assemblée électorale tenue à Saint-Marcellin, à la place de Joseph Pouchot, décédé. Arrêté comme suspect, sur l'ordre du Comité des Vingt-et-un, à la suite de l'incident relaté par Chépy, il ne sortit de prison que le 22 oct. 1794. — Il reprit ses fonctions épiscopales en 1797, et fut, après la conclusion du Concordat, transféré sur le siège de Dijon. (Rochas, *Biogr. dauph.*)

² Ancien vicaire épiscopal.

³ Grenoble était partagé en trois arrondissements et sept sections. On trouvera dans Albin Gras (*Deux années de l'hist. de Grenoble*, pp. 140-150) la délimitation de ces différentes circonscriptions.

tés de surveillance. J'ai parlé avec tant de force sur la puissance de l'opinion, j'ai fait prendre à la Société une attitude si fière et si rude, que toutes les sections ont cédé, excepté celle n° 4¹, qui depuis la Révolution s'est montrée incurable. J'espère cependant la vaincre cette fois-ci; le sans-culottisme est un torrent qui doit tout entraîner.

Toujours mêmes difficultés pour l'exécution de la loi du maximum, toujours même âpreté de courage pour les surmonter.

Le représentant du peuple Petit-Jean² est arrivé ici pour la levée extraordinaire de chevaux, récemment décrétée. Je me suis concerté avec lui et je lui ai donné tous les renseignements que je pouvais avoir.

Le général Badelaune n'est point destitué, comme je vous l'avais annoncé. Je dis *tant mieux* autant qu'on peut le dire d'un homme *dans une révolution*.

Le jeune Sarret, qui dans le Faucigny a improvisé une armée et des succès, vient d'être nommé à la place de Carcaradec, pour commander le camp de Tournoux. Il est bon de récompenser promptement les grands services et de renvoyer dans leurs foyers tous ceux qui n'ont pas pour garants de leur conduite leurs principes politiques.

¹ Dite primitivement : *Section de la place Saint-André* et plus tard *Section de Mably*.

² Claude-Lazare Petit-Jean, né à Bourbon-l'Archambault (Allier), le 22 mars 1748, mort dans la même localité le 8 mars 1794. — Notaire à Bourbon avant la Révolution; membre du Directoire de l'Allier (1794); député de ce département à la Convention, où il prend place à la Montagne, et vote, lors du procès de Louis XVI, « la mort dans les 24 heures ». En mission dans la Creuse (mars 1793), pour la levée des 300,000 hommes, et dans l'Isère. (*Dict. des parlem. français.*)

J'ai une proposition à vous faire que je crois fort utile. Veuillez la transmettre au Ministre de la Guerre et au Comité de Salut public. Les subsistances militaires, vu le nombre considérable des défenseurs de la patrie, ne peuvent être ménagées avec trop de soin. Les voituriers de l'armée reçoivent en nature deux rations de pain. Je propose de leur en conserver une en nature et de leur donner l'autre en argent.

Toujours même confusion dans la ville de Lyon, toujours même longueur dans la justice populaire, toujours même malveillance et même virus aristocratique dans les esprits. Il y a encore beaucoup d'hommes inconnus et suspects. On ferait un bon coup de filet en descendant dans les auberges à l'heure des tables d'hôtes. Hâtez-vous d'envoyer une colonie de Jacobins, hâtez-vous de régénérer cette population corrompue.

(En marge de l'alinéa). J'ai écrit sur cet objet au Comité de Salut public et je n'en parle ici que par continuation.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY.

[*Ibid.*, t. 322, fol. 73-74 v^o.]

CII

Grenoble, ce 6^{me} jour de la 1^{re} décade du 2^{me} mois de l'an 2^{me}
de la République [6 brumaire = 27 octobre].

*P. Chépy, agent politique employé près l'armée des Alpes,
au Ministre des Affaires Étrangères.*

L'esprit public se corrobore chaque jour. Hier on a

démoli une croix qui s'élevait sur la place dite de la Constitution ¹. Tous les signes extérieurs du culte auront bientôt le même sort.

Vous savez que les sections avaient nommé sept comités de surveillance. Quoique épurés par le club, ils alarmaient les sans-culottes, qui prévoyaient qu'il n'y aurait point d'unité d'action et de vues. Le représentant du peuple Petit-Jean ² a fait un arrêté, par lequel il ordonne qu'il n'y aura à Grenoble qu'un seul comité composé de vingt-un membres. Cette mesure est excellente et assure le triomphe du sans-culottisme. Aujourd'hui, tous les citoyens s'assemblent aux ci-devant Dominicains. Les vingt-un membres seront pris sur la totalité des individus nommés par les sections et non notés par la Société patriotique. La quatrième section, qui a bravé l'opinion publique, sera, je crois, privée de l'honneur de concourir à la formation de ce Comité. Les aristocrates sont glacés d'effroi, et les modérés n'osent ouvrir la bouche que dans l'endroit le plus reculé de leurs foyers.

Le département de l'Isère, le 26 août, c'est-à-dire deux jours avant qu'on connût à Grenoble la loi du 23, avait

¹ Place Saint-André.

² Dans sa correspondance avec le Comité de Salut public, Petit-Jean mentionne, d'une façon assez sommaire, cette réorganisation du *Comité de surveillance* : « Le 3^e arrêté, écrit-il le 27 octobre, est relatif au Comité de surveillance qui n'étoit point encor en activité dans la ville de Grenoble, ce qui fait qu'il n'y a presque pas de gens suspects en arrestation, quoique le pays fourmille de malveillans et d'aristocrates, qui se sont répandus dans les campagnes et en fanatisent l'opinion tout à leur aise. J'ai assisté aujourd'hui à l'exécution de mon arrêté, et le Comité de surveillance est enfin formé au gré des meilleurs patriotes et la loi du 17 septembre dernier va enfin recevoir son exécution. » (Arch. nat., AF. II, 111.)

mis en réquisition trois mille deux cents hommes. Les représentants du peuple, pendant le siège de Lyon, avaient fixé définitivement la levée à trois mille six cents. Le Département, au lieu de faire lever toute la jeunesse depuis dix-huit jusqu'à vingt-cinq ans, s'est contenté d'envoyer des ordres dans les districts pour fournir les quatre cents hommes complémentaires. Le représentant du peuple Petit-Jean, sentant que cette infraction à la loi priverait la République de quinze mille défenseurs et ferait crier les départements voisins, a ordonné l'exécution intégrale et textuelle de la loi.

On s'occupe de lever les hommes pour le renforcement de la cavalerie.

Je dois vous instruire que les frères Richaud, entrepreneurs pour les transports des subsistances militaires, ont offert à la patrie un cavalier monté, équipé et armé. Quand la Société, qui vient tout récemment d'ouvrir deux souscriptions, aura repris un peu haleine, j'espère lui faire imiter un si bel exemple.

Les subsistances manquent absolument dans ce département. L'Ardèche et le Mont-Blanc absorbent tout. Du côté du Pont-de-Beauvoisin, les blattiers¹ mettent leurs grains sur les radeaux et l'envoient trouver, en Savoie, la monnaie piémontaise, en dépit de toutes les précautions. Les cultivateurs se montrent très hostiles contre les villes et la loi du maximum. Rien ne se fera sans un corps d'armée révolutionnaire. Aussi venons-nous de le demander aux représentants du peuple.

(En marge). J'écris aujourd'hui au Comité de Salut public plus en détail sur cet objet.

¹ Marchands de grains.

J'ai fourni au représentant du peuple Petit-Jean un moyen de se procurer trois cents bons chevaux.

J'ai eu une conférence avec Doyen, général, et Prisye, adjudant-général ¹, fort intéressante ². Ils ont assuré qu'il y avait eu de la trahison dans le Mont-Blanc, et de la part de l'administration des subsistances, et de la part de l'état-major de l'artillerie. Voici des faits qu'ils m'ont cités. Les boulets allaient expirer à peu de distance ; les obus, dont la portée est de 1,600 toises, n'allaient qu'à 300. On doit attribuer cela à la mauvaise qualité de la poudre. A qui s'en prendre ?

Les officiers supérieurs de génie et d'artillerie sont ici détestables, comme partout ailleurs. Du Teil, l'aîné ³, et

¹ Gilbert-Marie Prisye, né à Nevers, le 8 mai 1757 ; sous-lieutenant au 52^e régiment d'infanterie, le 13 fév. 1773 ; lieutenant-colonel au corps, le 14 janv. 1793 ; adjudant-général chef de bataillon, le 8 fév. 1793 ; adjudant-général chef de brigade à l'armée des Alpes, le 10 août 1793. Lors de l'invasion piémontaise, il reçut le commandement des troupes du poste de la Valloire et se comporta avec beaucoup de distinction. Le 9 oct. 1793, Kellermann et les représentants du peuple, Simond et Dumaz, l'avaient proposé pour le grade de général de brigade, qu'il n'obtint pas. Inspecteur aux revues, 6 frimaire an XII. Retraité, 19 décembre 1815 ; mort, 11 janv. 1822.

² En marge : « Il faudroit tirer de ces officiers des renseignements précis. »

³ Le baron Jean-Pierre du Teil. Lieutenant d'artillerie en 1735 ; capitaine, 1748 ; lieutenant-colonel, 1768 ; colonel, 1776 ; brigadier, 1780 ; maréchal-de-camp, 1784 ; lieutenant-général et inspecteur d'artillerie, 1791. — Il avait dans son commandement les places de la direction de Grenoble, l'école de Valence et la manufacture d'armes de Saint-Étienne. Depuis longtemps suspect au parti révolutionnaire, il fut arrêté en 1793 et condamné à mort par la Commission militaire de Lyon, le 22 fév. 1794. (Wallon, *Hist. du tribunal révolut. de Paris*, V, 66. — *État militaire du corps royal de l'artillerie de France*, pour 1787 et 1788.)

Lagrée¹ passent pour très mauvais. Du Teil, le jeune, est regardé comme patriote². Lyon et les lenteurs du siège doivent fixer vos idées sur les chefs de ces corps. Prenez-bien garde à Ville-Affranchie. Les habitants sont vaincus, mais non convertis. Point de rapport du décret³, colonie de sans-culottes et justice populaire frappant à coups pressés. Ou je me trompe fort, ou il s'ourdit encore dans cette cité de nouvelles trames.

J'ai vu dernièrement dans les journaux que les commis de votre département avaient consenti à une retenue sur leurs honoraires pour les frais de la guerre. Je vous supplie de m'associer à leur dévouement et à leur patriotique munificence. J'offre une déduction proportionnelle sur

¹ Doudart de Lagrée, colonel d'artillerie, sous-chef de la direction de Grenoble. Lieutenant, 1756; capitaine, 1766; chef de brigade, 1782. Il figurait sur la liste des personnes notoirement suspectes, dressée pour l'arrondissement de Grenoble. On y avait porté également un « de Lagrée, père, ex-procureur-général en la Chambre des Comptes », et un « de Lagrée, fils, prêtre [demeurant] auprès de son père », probablement le neveu du colonel. (P. Thibaud, *Étude sur l'hist. de Grenoble et du département de l'Isère pendant la Terreur*, pp. 179-180.)

² Le chevalier Jean du Teil, frère du baron du Teil. Né en 1738; lieutenant d'artillerie, 1748; capitaine, 1763; major, 1776; lieutenant-colonel, 1758; colonel, 1790; maréchal-de-camp, 1791; général de division en 1793, il reçoit le commandement de l'artillerie du siège de Toulon. Il le quitte pour aller remplir les mêmes fonctions à l'armée des Alpes. Employé en 1794 contre les Vendéens. Obligé de s'éloigner du service comme noble, il n'y rentre que sous le Consulat. Mort à Ancy-sur-Moselle, le 25 avril 1820.

³ Le monstrueux décret qui condamnait la ville de Lyon à l'extermination. Il avait été adopté par la Convention, le 21 vendémiaire = 12 octobre, mais on l'avait antidaté du 18 vendémiaire = 9 octobre, c'est-à-dire du jour même de la prise de la ville. (Wallon, *Les représentants en mission*, t. III, pp. 103-105.)

mon traitement. Je vous prie de me mander si je suis assez heureux pour que ce don civique soit accepté.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY.

P.-S. — Au cas que mon offre soit reçue, je vous prie de la faire porter sur tout ce qui peut m'être dû par la caisse de votre département.

[*Ibid.*, t. 332, fol. 95-96 v°].

CIII

Grenoble, ce 8^{me} jour de la 1^{re} décade du 2^{me} mois de l'an 2^{me} de la République [8 brumaire = 29 octobre].

P. Chépy, agent politique employé près l'armée des Alpes, au Ministre des Affaires Étrangères.

Mes efforts sont couronnés des plus brillants succès. L'enthousiasme est dans tous les cœurs. Hier et avant-hier les dons patriotiques ont afflué. Ces deux premières séances ont produit plus de 10,000 livres.

Hier, plein de joie de la destruction totale des rebelles de la Vendée¹, je me suis présenté comme pétitionnaire

¹ Battus successivement à Châtillon. Cholet et Beaupréau, privés, par la mort de Bonchamp et d'Elbée, de leurs deux meilleurs chefs, les Vendéens avaient pris la funeste détermination de passer sur la rive droite de la Loire. Voy. *Moniteur*, XVII, 196 et 207, n^{os} des 24 et 25 octobre. Quoique très affaiblis, ils étaient loin d'être détruits, car, avant d'être exterminés aux deux batailles du Mans et de Savenay (10, 22 décembre), ils purent encore remporter sur Kléber la victoire de Laval (26 octobre).

à la barre de la municipalité. J'ai demandé que les succès de la République fussent proclamés solennellement sur la place publique et qu'on improvisât une fête républicaine. J'ai tout obtenu. Demain se fera cette cérémonie. J'ai demandé en outre que, mettant à profit la joie universelle, on ouvrit, sur l'autel même de la Patrie, un registre pour recevoir les offrandes des citoyens, destinées à l'anéantissement de la puissance anglaise¹. Je me promets les plus heureux résultats de cette mesure. Tous les cœurs ici sont dans l'ivresse. Quant à moi, je suis pénétré de la satisfaction la plus vive, et des siècles de douleur ne me feraient point oublier les sensations de bonheur que m'a fait éprouver la défaite totale des brigands de l'Ouest.

Cette souscription patriotique, que j'ai proposée, s'étendra dans tout le département, et, si vous la propagez, dans la République entière, et peut-être aurai-je la douceur d'avoir enrichi le trésor national et individualisé la guerre contre Albion, ce qui est décisif dans les circonstances où nous sommes. Le cri que j'ai mis ici à la mode est : *Vive la République ! Périssent les Anglais !* Puisse-t-il être répété dans toute la France !

Je reçois de tous les districts du département des invitations pressantes de m'y transporter pour y ranimer l'esprit public. J'attends une commission en forme pour y déférer.

¹ Petit-Jean écrivait, à la date du 27 octobre : « La Société populaire est dans les meilleurs principes. Le citoyen Chépy, agent politique du pouvoir exécutif, les anime et les excite à se prononcer. Dans la séance de ce soir, ils ont arrêté l'ouverture d'une souscription volontaire pour la guerre contre les Anglais. » (Arch. nat., AF. II, 111.)

Je n'oublie aucun moyen pour aviver la Société populaire ; le chant est un des principaux moyens que j'emploie. Chaque jour, je leur donne quelques hymnes patriotiques. Cela fait le meilleur effet.

Nous attendons avec grande impatience le retour des commissaires que nous avons envoyés vers les représentants du peuple, pour leur demander une armée révolutionnaire. Nous en avons un besoin incalculable. L'embarras des subsistances augmente chaque jour ; on ne peut plus avoir de pain, les boulangers renversent leurs fours ou ne cuisent pas ; les marchands cachent leurs denrées ou veulent les porter au dehors du département ; des malveillants les recèlent ; le cultivateur égaré dit tout haut que le maximum ne tiendra point et qu'il vendra son blé 40 fr. dans trois mois. Il n'y eut jamais de position plus pénible ; mais que la guillotine, le tribunal ambulant et la force révolutionnaire marchent, et tout ira au mieux.

Parmi les dons patriotiques, j'ai remarqué celui qu'a fait l'évêque Reymond, dénoncé et fanatique reconnu. Il a déposé sa croix pectorale, en or, en disant qu'il en ferait faire une plus modeste et d'un métal moins précieux.

Nous avons arrêté hier une adresse à la Convention, pour lui demander de faire fondre dans le creuset national tous les vases d'or et d'argent et autres ornements employés par le culte catholique, sauf à en fournir de matière plus simple et plus analogue à l'esprit évangélique. Un bon citoyen, ayant entendu cette proposition, a apporté sur mon bureau trois calices et deux burettes en cristal de roche. Je les ai remis à la municipalité pour qu'elle les donne à l'église dite paroissiale, et en retirer en échange de quoi grossir notre don patriotique.

Les aristocrates, ici comme ailleurs, commencent à délier les cordons de leurs bourses pour racheter leurs iniquités politiques. Un d'eux, nommé Millot-Périer, a donné à la commune 24,000 livres, moitié pour le complément de la cavalerie, moitié pour les veuves et orphelins des Grenoblois défenseurs de la patrie.

P. CHÉPY.

P.-S. — Je vous remercie d'avoir fait partir Barnave pour Paris. Dans ma première dépêche je vous parlerai de Toulon.

[*Ibid.*, t. 332, fol. 138-139 v°.]

CIV

Grenoble, ce 12^{me} jour du 2^{me} mois de l'an 2^{me} de la République [12 brumaire = 2 novembre].

*P. Chépy, agent politique employé près l'armée des Alpes,
au Ministre des Affaires Étrangères.*

La proclamation des succès de la République dans la Vendée s'est faite avec une pompe solennelle, sur la place publique, malgré le mauvais temps. La joie a été sentie. Les dons patriotiques continuent toujours à affluer. Ils montent déjà à plus de 40,000 livres.

Les représentants du peuple, Simond, Dumaz et Albitte, sont arrivés ici avec le général Doppet. Ils ont été parfaitement contents de la hauteur à laquelle j'ai mis Gre-

noble. Les deux premiers m'ont avoué que le spectacle de la Société, que j'ai recréée, avait fait sur eux la plus vive impression. J'ai concerté avec les deux derniers toutes les mesures relatives à Toulon. Celle d'appeler d'Arçon au siège leur a paru bonne.

La loi sur les gens suspects commence à s'exécuter ; plusieurs sont déjà frappés de mandats d'arrêt.

Le général Doppet a harangué la garnison en *style* de sans-culotte.

On va épurer les officiers du bataillon des chasseurs des Hautes-Alpes. Trois cents hommes de ce corps marchent à Toulon, ainsi que les braves canonniers de Paris et une grande portion de l'artillerie de ligne. Pour la remplacer, je vais presser le département de former la compagnie de canonniers que lui demande la loi.

Dix mille hommes marcheront de l'armée des Alpes. Les troupes de la Maurienne et de la Tarentaise vont être renouvelées. On enverra dans la Lozère la garnison de Valenciennes, qui a refusé de marcher à Toulon à cause du serment prêté aux alliés.

Nous avons toujours de l'embarras pour le maximum. Cependant les obstacles s'aplaniront avec de la patience et du courage.

Proposez de ma part au Comité de Salut public les mesures suivantes, relatives à Ville-Affranchie.

1^o Y transporter une colonie d'ouvriers sans-culottes de Paris, pour régénérer la population, alimenter les fabriques déclarées nationales, et communiquer par le contact le mal de nos faubourgs.

2^o Briser la servitude des métiers, déclarer que tout fabricant sera tenu de donner à ses ouvriers deux heures par jour pour vaquer aux exercices révolutionnaires.

3^o Organiser à Lyon un enseignement révolutionnaire salarié par le trésor public.

4^o Y faire un congrès de Sociétés populaires et y laisser, moyennant une indemnité, un noyau de missionnaires politiques.

5^o Condamner à une déportation perpétuelle tous ceux qui, à Lyon, ont empoisonné l'opinion publique, et qui, cependant, n'ont point été pris les armes à la main.

J'attends toujours une commission quelconque de votre part ou au moins un passeport qui puisse autoriser ici mon séjour. Le représentant du peuple Petit-Jean a écrit à vous et au Comité de Salut public sur mon compte. Interrogez Dubois-Crancé, interrogez Gauthier, interrogez Simond et Dumaz, quand ils seront de retour. J'offre, en outre, de vous représenter une attestation la plus authentique de la Société populaire. Interrogez tous les habitants de Grenoble; tous se lèveront en ma faveur, tous iront me rendre témoignage à la barre ¹.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY.

[*Ibid.*, t. 332, fol. 206-207 v^o.]

¹ Les révolutionnaires seulement. Voy. plus loin les démarches qui furent faites par la Société populaire pour que Chépy restât à Grenoble.

CV

Grenoble, ce 14^{me} jour du 2^{me} mois de l'an 2^{me} de la République [14 brumaire = 4 novembre].

P. Chépy au Ministre des Affaires Étrangères.

Je ne néglige rien pour m'informer de tout ce qui peut intéresser la chose publique à Ville-Affranchie. Je viens de découvrir que les aristocrates comptent sur la garnison de Valenciennes, et surtout sur les *officiers*, et qu'ils se font une fête de la conserver dans leurs murs. J'espère qu'ils seront déjoués par les mesures qu'on adoptera. Une quantité immense d'ouvriers de cette cité rebelle refluent dans nos contrées. Il faudrait chercher à les occuper.

Le représentant du peuple Albitte est reparti avec Doppet. Simond et Dumaz ont repris la route de Paris. L'organisation de l'armée révolutionnaire est arrêtée. Deux registres d'inscriptions sont ouverts, l'un à la Société populaire, l'autre à la municipalité. Il y aura, après l'inscription, scrutin épuratoire. Les officiers seront nommés par les volontaires. Je crois que dans huit jours cette armée sera en mouvement. Les monopoleurs commencent à trembler, et les malveillants, qui comptaient beaucoup sur le maximum pour exciter des troubles, seront encore trompés dans leurs homicides espérances.

Nous allons aussi envoyer à Ville-Affranchie des commissaires pris dans notre Société.

Le don patriotique que j'ai provoqué se monte actuellement à 50,000 livres. L'ardeur ni l'enthousiasme ne sont point ralentis. Nous faisons imprimer ici force chansons patriotiques. Cela fait bien.

J'ai vu ici un Suisse qui arrive des États héréditaires. Il a vu nos malheureux prisonniers conduits en Bohême par des sbires trévirois¹; on leur donnait en très petite quantité un pain dont des chiens n'auraient point voulu. Ils étaient sans souliers, sans vêtements. Les satellites du despote archevêque les chargeaient de coups pour les faire descendre des bateaux. Ils en ont tué plusieurs, trop exténués de fatigues pour pouvoir se traîner sur la rive du fleuve. Quand donc viendra le jour des représailles ? Ce même Helvétien m'a assuré que dans tous les pays qu'il a parcourus on est extrêmement las de la guerre, que l'épuisement et la misère sont quintuples de ce que nous souffrons en France.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY.

[*Ibid.*, t. 332, fol 226-227 v^o.]

CVI

Grenoble, sextidi, 2^{me} décade de brumaire, l'an 2^{me}
de la République [16 brumaire = 6 novembre.]

*P. Chépy, agent politique, au Ministre des Affaires
Étrangères.*

Vous venez de me fixer à Grenoble. Je vous remercie

¹ De l'archevêque de Trèves.

de cette nouvelle marque de confiance et je jure que je vais redoubler d'efforts pour la mériter¹. Les instructions que j'ai reçues² et que je voudrais qu'on m'en-voyât signées, avec un passeport *autorisant séjour*³, me permettent de m'adjoindre un sans-culotte avec 3,600 livres de traitement⁴. Je vous prie de m'en envoyer un de Paris, plus encore comme *surveillant* que comme *auxiliaire*. C'est ainsi que je veux dissiper quelques préventions, que des patriotes ont encore sur mon compte.

La fête en l'honneur de Beauvais sera célébrée au prochain décadi. Je me suis chargé de l'oraison funèbre.

¹ Je n'ai pas retrouvé la lettre du Ministre notifiant à Chépy la décision prise à son égard. Il est probable qu'elle accompagnait les instructions dont il sera question dans la note suivante. En tout cas, on trouve dans une lettre écrite par le Ministre des Affaires Étrangères à l'accusateur militaire Sibuet la preuve qu'il avait été statué sur le sort de Chépy et qu'on s'était décidé à le maintenir à Grenoble. (Voy. plus haut, n° xcvi.)

² Ces instructions avaient été ou furent envoyées à tous les agents du ministère. On en trouvera le texte au t. 322 du fonds *France*, fol. 33-36 v°. Elles sont intitulées : « Instructions pour les agents envoyés par le Ministre des Affaires Étrangères ». Elles sont complétées par un « tableau à joindre aux instructions des agents secrets », sorte de questionnaire partagé en six colonnes où devaient être classés des renseignements de tout genre. Voy. l'inventaire des papiers trouvés chez Chépy au moment de son arrestation. « 5° Une instruction pour les agents envoyés par le Ministre des Affaires Étrangères, sur deux feuilles à mi-marge, dont sept pages garnies, un tableau joint à ladite instruction ». (Arch. de l'Isère, L. 75.)

³ Le passeport lui fut expédié, à la date du 19 frimaire (9 décembre).

⁴ Art. 5 des instructions : « Trois cents livres par mois feront le sort d'un brave patriote, et cet établissement imprimera aux opérations de tous nos agents un caractère de célérité bien essentiel, etc. »

La Société a procédé aujourd'hui à l'épuration des citoyens inscrits pour l'armée révolutionnaire ; elle sera bien composée. La Société envoie encore dans les campagnes voisines des commissaires, pour y diriger une semblable inscription et épuration.

La Société a aussi arrêté que l'enfance, espérance de la patrie, aurait un emplacement marqué dans le local nouveau qu'elle va occuper, que l'on ouvrirait dans son sein un registre où se feraient coucher les vieillards et autres patriotes, qui voudraient instruire les enfants dans la science de la Révolution ; qu'après une épuration, la salle de la Société serait mise, jusqu'à l'heure des séances, à la disposition de ces professeurs de civisme, que ceux-ci seraient tenus de tenir un livre où viendraient s'inscrire les jeunes auditeurs, ce qui a le double avantage, et de mettre en évidence l'aristocratie des parents qui n'enverraient pas leurs enfants à ces prônes civiques, et de servir comme de mémorial et de dépôt pour les principes politiques de la génération naissante. Je me suis fait inscrire le premier, et je me propose de tenir quelques conférences familiares sur l'évangile des droits de l'homme. Je vous invite à faire connaître cet arrêté par la voie des journaux.

Vous êtes sans doute informé qu'il vient de s'opérer un grand changement dans les dispositions du canton de Berne. On a renvoyé l'aristocrate d'Erlach, bailli de Lausanne, surnommé la providence des émigrés. Un bailli, démocrate *pour un Suisse*, lui succède. On s'est enfin bien persuadé de cette grande vérité, que la coalition en veut aux Républiques, même les plus *aristocratiques*, et que le système favori est l'arrondissement des dévorantes monarchies. D'après les renseignements qui me sont par-

venus, je suis convaincu que la Suisse se déclarerait avant deux mois pour nous, si nous lui garantissons des subsistances, et si nous la mettions [à même] de se passer de la Souabe, etc., etc.

Je viens de m'assurer à Genève d'un excellent correspondant, le citoyen Blanc, membre de l'Assemblée nationale. Les patriotes de cette petite République paraissent assez satisfaits de *Soulavie*. On dit qu'il se donne beaucoup de peine, mais il donne trop accès près de lui à un petit intrigant du Grand-Club, nommé Adam, et à Grenus, qui, depuis quelque temps, paraît avoir beaucoup dévié ou faibli.

Le général Lajolais est parti pour Strasbourg. Ses connaissances locales utiliseront le séjour momentané qu'il y pourra faire. La Commission militaire, substituée provisoirement au tribunal militaire, est en pleine activité.

Je vais maintenant vous parler d'un objet fort important. Vingt-six compagnies, requises le 28 août dans l'Isère, pour la défense du Mont-Blanc, sont maintenant sur les cols des montagnes, sans souliers, sans vêtements, sans effets d'équipement, etc. Il est mort quatre volontaires de dénuement, au Bourg-d'Oisans. Ces compagnies, aux termes de la loi du 23 août, doivent être renvoyées à leurs districts respectifs pour se fondre dans la masse de dix-huit à vingt-cinq ans. Le Département et l'agent supérieur du recrutement ont fait de vains efforts pour l'obtenir. D'un autre côté, ils ont voulu les équiper. Le commissaire-ordonnateur *Alexandre* leur a déclaré qu'il ne donnerait rien que quand ces compagnies seraient formées en bataillon, ce qui est impossible dans l'état actuel.

Le Département espérait puiser dans le magasin de

l'habillement ; mais, secondé de Poulain, garde-magasin, parasite intermédiaire et commissionné par Capet et son digne ministre d'Abancourt¹, le commissaire-ordonnateur a surpris un arrêté à Dumaz et à Simond, qui défend au garde-magasin de rien délivrer sans une ordonnance du commissaire-ordonnateur général. La chose en est au point qu'un commissaire ordinaire ne peut plus donner une paire de souliers à un soldat qui passe, mais seulement 6 livres 15 sous, avec lesquels il ne peut trouver à se chauffer. Le département n'a plus que la ressource de faire confectionner pour lui, mais il y a le grand inconvénient d'élever atelier départementaire contre atelier national, etc. Le département est donc réduit à voir consumer dans la misère une portion de sa florissante jeunesse.

Je vous dénonce cet état de choses qui ne peut tenir. Le Directoire en écrit au Comité de Salut public. C'est par une semblable tactique qu'on dégoûte la première classe. Je vous dénonce encore une infraction à la loi. Celle du [7] septembre ordonne que la première classe sera répartie dans les villes fortes, etc., pour s'y exercer, etc. Et ces vingt-six compagnies sont depuis deux mois à la frontière, sans souliers, sans vêtements, au milieu de la neige. C'est à vous à examiner sur qui doit tomber la responsabilité. Tout ce que je puis vous dire, c'est que beaucoup de ces malheureux jeunes gens, rebutés par tant de souffrances, reviennent chez eux et portent le découragement dans le cœur des autres.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY.

¹ D'Abancourt, ministre de la Guerre du 23 juillet au 10 août 1792.

P.-S. — Je vous préviens que je me dispose à faire un petit voyage de quatre jours à La Côte-Saint-André, tant pour me remettre un peu de mes fatigues que pour ranimer l'esprit public dans cette importante partie du département de l'Isère.

(En marge). *Nota.* — Ci-joint un mémoire bon à renvoyer au Ministre de l'Intérieur.

[*Ibid*, t. 332, fol. 267-268 v^o.]

CVII

Grenoble, septidi, 2^{me} décade de brumaire, l'an 2^{me} de la République [17 brumaire = 7 novembre.]

P. Chépy, agent politique, au Ministre des Affaires Étrangères.

Le jugement des Vingt-et-un¹ a causé ici la joie la plus vive. La Société a adhéré, par une adresse, à ce grand acte de justice publique. Les cloches sont enfin en morceaux. Les rues vont être débaptisées, et leurs noms rappelleront des souvenirs révolutionnaires.

On vient de découvrir chez un habitant de la ville une vingtaine de malles remplies de linge et d'ornements précieux d'église, appartenant aux ci-devant Chartreux. On a indiqué encore au Comité de surveillance quelques

¹ De Brissot et de ses complices, au nombre de 20 (21 accusés en tout), condamnés à mort par le tribunal révolutionnaire de Paris, le 9 brumaire = 30 octobre, et exécutés le lendemain. (*Moniteur*, XVII, 308.)

autres cachettes. Il marche avec vigueur. Il y a déjà plus de vingt-cinq mandats d'arrêt décernés contre des hommes suspects. J'espère que dans un mois il n'y en aura pas un qui ne soit convenablement logé.

Les patriotes sont enchantés de ce que Collot, Fouché¹ et Montaut² viennent à Ville-Affranchie. On aime à croire qu'avec de tels hommes les mesures ne faibliront point.

J'ai fait arrêter hier par la Société un nouveau scrutin épuratoire. Nous avons déjà à peu près reçu cent citoyens pour l'armée révolutionnaire. Les représentants du peuple ont pris une excellente mesure, que j'avais proposée depuis longtemps, c'est de dépayser les forces révolutionnaires et de les faire agir dans les départements voisins. C'est l'armée de la Drôme qui opérera dans l'Isère. Celle de l'Isère travaillera dans le Mont-Blanc.

Je vous envoie ci-joint une note sur la mauvaise qualité de la remonte du 5^{me} régiment de cavalerie.

Il est encore arrivé ici hier une nouvelle compagnie de canonniers. Je m'indigne de voir qu'on laisse dans l'inaction ceux de Paris, qui s'impatientent fort de ne pas se battre contre les Anglais. Voudrait-on ajourner nos succès devant Toulon ?

¹ Collot-d'Herbois et Fouché avaient été choisis par la Convention pour presser l'exécution du décret du 21 vendémiaire (12 octobre). Collot arriva à Lyon le 14 brumaire = 4 novembre; Fouché ne le rejoignit que le 20 brumaire.

² Louis de Maribon de Montaut, né au château de Montaut (Gers, commune de Mont-Réal). Ancien mousquetaire; administrateur du district de Condom (1791) et lieutenant-colonel de la garde nationale du Gers. Député du Gers à la Législative et réélu à la Convention, où il vote avec les révolutionnaires les plus avancés; prend part aux insurrections de germinal et de prairial an III (1^{er} et 18 avril 1795); amnistié en 1796. Réfugié en Suisse de 1816 à 1830; mort au château de Montaut en juillet 1842. — Je ne vois pas que Montaut ait jamais été en mission à Lyon.

Je vous ai parlé hier de l'instruction révolutionnaire pour la jeunesse, et des moyens que la Société avait pris pour y pourvoir. Eh bien, comme j'ai ici plus d'influence que je n'en désirerais, pour mettre la chose en train, j'ouvrirai aujourd'hui même la première conférence, et je continuerai chaque jour. Des vieillards patriotes me secondent, et ça ira !

La compagnie de canonniers, décrétée en juin, va être formée sur la levée de la première classe, faute de volontaires inscriptions.

Aux termes de la loi du 23 août, qui ordonne l'établissement d'ateliers d'armes sur la place publique, les corps constitués ont requis des enclumes et soufflets. Plusieurs particuliers ont résisté à ces réquisitions : ils seront dénoncés au Comité de Salut public.

Le marché d'hier a été assez bien fourni; nous vaincrons tous les obstacles avec notre patience. Je prêche le maximum aux habitants des campagnes, sur le marché; je suis imité et tout ira bien. Les dons vont toujours parfaitement bien.

Hâtez-vous de faire finir la guerre entre Alexandre et Poulain, commissionné par Capet, et les commissaires de l'habillement, car le service en souffre beaucoup.

La liberté vous garde.

P. CHÉPY.

P.-S. — Vous trouverez ci-jointe l'adresse énonciative des vigoureuses mesures que j'ai fait adopter relativement aux satellites du Gouvernement anglais.

[*Ibid.*, t. 332, fol. 274-275.]

Fol. 276-277 vo. — Adresse imprimée de « la Société populaire de Grenoble à toutes les Sociétés populaires de

la République » (6 brumaire an II). C'est un factum violent et déclamatoire contre les Anglais, accusés de tous les crimes, et notamment d'être les assassins de Beauvais. Signé : Chépy, président; Breton, Fantin, secrétaires.

CVIII

Grenoble, ce 20^{me} jour de brumaire, l'an 2^{me} de la République [10 novembre.]

*P. Chépy, agent politique, au Ministre des Affaires
Étrangères.*

Les canonniers de Paris ont enfin reçu l'ordre de partir pour Toulon. Ils tressaillaient de joie. Ils sont venus faire leurs adieux à la Société et j'ai donné à leur orateur le baiser de la fraternité. La scène a été touchante.

Infatigablement occupé de la propagation des principes, je me suis présenté à la barre de la municipalité, comme pétitionnaire. Je lui ai notifié le rassemblement fait par moi et des vieillards patriotes et des enfants de la commune; je lui en ai exposé l'objet, je l'ai invitée à passer au scrutin épuratoire les instituteurs et à envoyer aux conférences journalières un de ses membres avec les marques distinctives qu'accorde la loi aux magistrats du peuple. La municipalité a acquiescé à toutes mes demandes. Cette institution que j'ai créée produit déjà le meilleur effet.

La municipalité va faire une proclamation pour engager

tous les citoyens à nous confier leurs enfants. L'affluence est déjà très grande et cela ira toujours croissant. Toute cette jeunesse, rassemblée sous les auspices des vieillards et écoutant avidement ceux qui lui parlent de la patrie, offre un tableau tout spartiate. J'ose croire que, par cet établissement, je me suis acquis un nouveau droit à la confiance.

Le 6^e bataillon du Bec-d'Ambez¹ est passé ici, il y a trois jours. On remarquait dans tous ces braves guerriers cet air de vie et de santé que n'ont point les vils satellites des despotes, et cette allégresse que ressentent des sans-culottes, quand il s'agit de faire danser la carmagnole aux complices de Pitt. Cependant, j'ai vu avec une profonde douleur que quelques-uns de ces généreux défenseurs de la patrie marchaient sans souliers, et seulement avec des bas de laine. A cet aspect, il a éclaté beaucoup d'indignation.

Le don patriotique passe déjà 52,000 livres. La Société a disposé de toutes les offrandes en nature en faveur des vingt-six compagnies dont je t'ai déjà parlé. Je ne dois pas te cacher que, pour grossir notre présent civique, le théâtre a donné une représentation et des artistes un concert. Quoi qu'il en soit, je ne dois pas te dissimuler non plus que l'énergie civique s'affaisse sensiblement. Le patriotisme est une fièvre qui ne prend aux Grenoblois que par accès. Tous les orateurs indigènes vont au siège de Toulon. Je reste seul pour le maintien de l'esprit public. Je jure de m'épuiser, de me consumer pour l'entretenir et le fixer à la hauteur des circonstances, mais, comme j'ai la conscience que, si je quittais un seul jour,

¹ C'était le nouveau nom du département de la *Gironde*.

tout s'écroulerait, je renonce au petit voyage dont je t'avais parlé.

Aujourd'hui se célèbre la fête en l'honneur de Beauvais¹; tu aura des détails.

Je t'enverrai aussi une note exacte des travaux du Comité de surveillance.

Les biens des émigrés se vendent avec un incroyable succès. Un bien acheté, il y a deux ans, par un émigré, 6,000 livres en assignats, a été vendu 25,000 livres. Le reste est en proportion. On peut dire que les biens des émigrés se vendent encore une fois mieux que ceux du clergé. Cela vient de la sage distribution en petits lots.

La liberté te garde.

P. CHÉPY.

P.-S. — J'attends de Paris le sans-culotte que je t'ai demandé comme auxiliaire et surtout comme surveillant.

Tu trouveras ci-joint la note de ce que je te demande conformément aux lettres que j'ai reçues. Je te prie de me faire parvenir dorénavant *tes lettres, à l'adresse suivante : Rue Neuve, maison de la veuve Dupuy.*

[*Ibid.*, t. 332, fol. 31-32.]

¹ Beauvais de Préaux (Charles-Nicolas), né à Orléans le 1^{er} août 1745, mort à Montpellier le 27 mars 1794. Médecin; député de Paris à la Législative et à la Convention; envoyé en mission à l'armée d'Italie (1793), il se trouvait à Toulon au moment où cette ville fut livrée aux Anglais. Jeté dans un cachot, il y resta jusqu'à la fin du siège. On crut, au moins pendant quelque temps, qu'il avait été mis à mort par les Anglais; une lettre de Marseille, du 27 sept., communiquée à la Convention nationale, donnait formellement cette nouvelle. (*Moniteur*, XVIII, 87. Séance du 18 vendémiaire.) Elle était fausse, mais la captivité avait ruiné la santé de Beauvais, et, quelque mois après la chute de Toulon, il s'éteignait à Montpellier sans avoir pu reprendre ses fonctions de commissaire à l'armée d'Italie.

Fol. 30. — État des demandes faites par Chépy, agent politique à Grenoble, en conformité des lettres qui lui ont été adressées.

Par avance, deux mois de mon traitement. 1.000 livres.

Par avance, pour le traitement de mon
auxiliaire sans-culottes 600 »

Pour frais extraordinaires et de bureau,
pour impressions, courses, voyages,
sauf à justifier, ... 1.200 »

Total.... 2.800 livres.

P. CHÉPY, agent politique.

CIX

Grenoble, le 2^e jour de la 3^e décade de brumaire, l'an 2^{me}
de la République [22 brumaire = 12 novembre.]

*P. Chépy, agent politique, au Ministre des Affaires
Étrangères.*

La fête de Beauvais, dont tu trouveras ci-joint le programme, a été vraiment majestueuse, vraiment digne d'un peuple libre, vraiment animée d'un enthousiasme républicain.

Le tombeau du martyr de la liberté était entouré d'enfants et de vieillards armés; il était ombragé de flammes et de drapeaux. La garnison, la garde nationale, les autorités constituées, les députés de la Société populaire, le

Comité de surveillance, occupaient l'enceinte. Un peuple immense inondait les portiques et les parties extérieures de l'édifice. Des chœurs graves et lugubres portaient la douleur dans toutes les âmes, des hymnes patriotiques entremêlés y réveillaient les passions fortes et généreuses ; le canon grondant pendant toute la cérémonie avertissait les spectateurs que les combats et la victoire étaient à l'ordre du jour. J'ai improvisé une oraison funèbre qui a produit un grand effet ; bien des fibres mâles ont vibré, bien des patriotes indolents ont rougi de leur nihilisme. Cette nouvelle secousse a réveillé l'esprit public qui commençait, comme je te l'ai dit, à s'assoupir, et qu'il est infiniment difficile de maintenir à la hauteur.

Mais écoute le récit de cette scène admirable. J'avais imaginé, pour produire de vives impressions, de faire placer au-dessous de la tribune une cloche qui, à un signal convenu, sonnerait le tocsin. Après avoir évoqué les mânes de Beauvais, le Pelletier, Marat, Chalier, après les avoir conjurés de voltiger sur les têtes de nos guerriers ou de se placer sur la proue des vaisseaux qui doivent nous porter aux rives d'Albion, je m'écriai : « *Mais déjà j'entends le signal de la vengeance !* » Aussitôt, le tocsin a sonné, le canon a tonné sur les remparts, les tambours ont battu la générale, le refrain chéri : *Aux armes, citoyens !* s'est fait entendre, les armes se sont entrechoquées. Non, jamais on n'aura l'idée d'une pareille scène sans y avoir assisté. Je sais qu'elle a produit chez les aristocrates un sentiment profond d'effroi et chez les patriotes cette irritation révolutionnaire, si menaçante pour les ennemis du peuple, quand elle est un peu durable.

Le 5^e bataillon du Bec-d'Ambez est passé ici il y a trois jours, pour se rendre à Toulon. Il était assez bien vêtu et équipé; au surplus on y retrouvait le même coloris de santé et de vigueur que chez le 6^e.

Le détachement du bataillon des chasseurs montagnards attend les ordres et ne les reçoit pas. Je crains que le changement du général ne retarde les opérations.

Je t'envoie ci-joint un état du mouvement de l'artillerie de cette armée pour le siège de Toulon. Le directeur, en me le remettant, a eu, je crois, pour but de couvrir sa responsabilité, parce qu'il prétend qu'on dégarnit trop notre partie.

Je viens d'apprendre que l'infâme Roland est en Suisse¹. Je vais écrire pour voir s'il n'y aurait point quelque mesure à prendre.

Je travaille à force, à l'exemple du brave Dumont², à faire partir pour Paris tous les saints, madones d'argent, vases sacrés et autres ornements précieux destinés au culte dit *romain*. J'ai proposé un mode de remplace-

¹ Roland n'était pas réfugié en Suisse, mais à Rouen, où il se donna la mort le 15 novembre de cette même année, par conséquent avant que la lettre de Chépy fût parvenue à son adresse.

² Dumont (André), né à Oisemont (Somme) le 24 mai 1764, mort à Abbeville le 19 oct. 1836. Avocat; administrateur du département de la Somme (1790), du district d'Amiens (1791); député à la Convention où il vota avec la Montagne. En mission dans la Somme (sept. 1793), il s'y fit remarquer par son fanatisme antireligieux. Après le 9 thermidor, il se rangea du côté des vainqueurs. Membre du Conseil des Cinq-Cents; sous-préfet d'Abbeville, du 14 germinal an VIII à la chute de l'Empire; préfet du Pas-de-Calais pendant les Cent-Jours. Obligé de quitter la France comme régicide en 1816, il y rentra en 1830 (*Dictionn. des parlém. franç.*). Voy. la lettre grossièrement irréligieuse écrite à la Convention, le 1^{er} oct. 1793, et où il expose ce qu'il a fait à Abbeville. (*Moniteur*, XIX, 48.)

ment : je crois que cela prendra. Cependant, je ne dois pas te dissimuler que la commune de Paris, en arrêtant l'échange de ces objets contre des assignats, a donné un exemple contagieux, dont la cupidité communale pourrait abuser. J'espère y remédier en faisant sentir la différence des besoins.

Dours¹ vient de dénoncer à toutes les Sociétés populaires de ces contrées la garnison de Valenciennes, comme refusant de marcher à Toulon². Je t'instruirai des suites de cet appel au patriotisme.

Notre instruction révolutionnaire va toujours son train. Je fais chanter à cette jeunesse, à la fin de chaque conférence, l'hymne des Marseillais, et je les fais embrasser en signe de fraternité. Si le gouvernement veut, comme

¹ Joseph-François Dours, originaire de Bollène, dans le ci-devant Comtat. Il avait servi en France, je ne sais à quel titre, mais en dernier lieu dans les gendarmes de la garde royale. En tout cas, il avait un brevet d'officier, ce qui le faisait qualifier noble, quoiqu'il fût le fils d'un fermier. Dans les années qui précédèrent la Révolution, il se montra assez remuant pour se faire exiler du Comtat. Carteaux le rencontra à Bollène, au cours de son expédition contre les fédéralistes marseillais, et se l'attacha en qualité d'aide-de-camp, quoiqu'il fût déjà âgé et retiré du service. Il fut fait général de division le 19 vendémiaire an II et commanda par intérim l'armée des Alpes (première quinzaine de brumaire), en l'absence de Doppet. (A. G. — Lettre d'Albitte au Ministre de la Guerre, du 28 juillet 1793. — Lettre de Dours au Ministre, 17 mars 1794.)

² La garnison de Valenciennes avait évidemment plus que le général Dours, le sentiment de l'honneur militaire, car elle avait fait le serment de ne plus porter les armes contre la coalition. Dours abusa donc de son autorité en la contraignant, sous peine de flétrissure, de marcher contre Toulon. Voy. une lettre écrite de Lyon, le 9 brumaire. Il semble en résulter qu'à la date à laquelle écrivait Chépy toute difficulté était aplanie. (A. G. — Armée de Lyon.)

je n'en doute pas, favoriser cette institution, qu'il satisfasse sans délai aux deux demandes suivantes.

1° M'envoyer exactement l'ouvrage du Comité d'instruction publique, dit : *Les vertus des citoyens français*.

2° M'envoyer des exemplaires de la Constitution, pour distribuer gratuitement à cette jeunesse sans-culotte qui veut l'apprendre par cœur.

Envoie-moi le bon sans-culotte auxiliaire et surveillant que je t'ai demandé; envoie-moi mes instructions signées, une commission ou au moins un *passport autorisant séjour* et repose-toi sur moi.

Je jure que tu n'auras jamais à te repentir de m'avoir donné ta confiance.

La liberté te garde.

P. CHÉPY.

[*Ibid.*, t. 325, fol. 75-77.]

On trouve à la suite : (fol. 77-78 v°) l'« État de ce que vont fournir à l'armée devant Toulon les places de la direction de Grenoble » ; — (fol. 79-80 v°) un « Arrêté (imprimé) de la Commission pour la fête funèbre en l'honneur de Beauvais ». Cette fête aura lieu le 2° décadi de brumaire [20 brumaire = 10 novembre], à trois heures du soir, dans le local des ci-devant Jacobins. De nombreuses députations y assisteront. Je crois utile de reproduire ici un article de ce programme, pour montrer à quel point tous les détails de la mise en scène avaient été réglés à l'avance.

« Art. XII. — A la fin de la cérémonie, une cloche, disposée à cet effet, sonnera le tocsin. A ce signal, le refrain (*sic*) sacré : *Aux armes ! Citoyens*, sera entonné, le canon grondera, les armes seront agitées, et tous les assistants,

la main tendue vers le sarcophage, prêteront serment d'exterminer les assassins de Beauvais. »

Parmi les membres de la Commission figure naturellement *P. Chépy, président de la Société populaire.*

CX

Grenoble, quartidi de la 3^{me} décade de brumaire l'an 2^{me} de la République [24 brumaire = 14 novembre].

P. Chépy, agent politique employé à l'armée des Alpes, au Ministre des Affaires Étrangères.

Je t'envoie ci-inclus un mémoire d'économie militaire que je recommande à ta considération la plus sérieuse.

Tu trouveras y jointe une note des travaux du Comité de surveillance; je t'en promets la continuation. Je me suis transporté hier à ce Comité; je lui ai dénoncé l'événement pour le caractère duquel il restait une sorte de vénération. Le soir même il a été logé avec les suspects; c'est un bon coup porté au fanatisme. J'ai dénoncé encore au même Comité quelques Crassus matadors de l'aristocratie et du fédéralisme, notamment *Savoye-Rollin, ex-avocat général*, et *Périer dit Milord (sic)*¹. Je lui ai dit qu'il ne mettait pas assez la terreur à l'ordre du jour, qu'il fallait

¹ Appelé dans une lettre précédente *Millot Périer*. C'est Claude Périer (1742-1801), l'acquéreur du château de Vizille, le père de Casimir Périer. Voy. sa notice dans Rochas, *Biogr. dauph.* Ses deux filles épousèrent, l'une Savoye-Rollin, l'autre C. Teisseire.

Savoye-Rollin (Jacques-Fortunat), né à Grenoble, le 18 déc. 1754;

frapper les grosses têtes, enfin je lui ai donné quelques conseils qu'il a accueillis très sansculottiquement (*sic*).

Le soir j'ai fait lire à la Société l'abdication de l'évêque de Paris et de ses vicaires épiscopaux, etc¹. Un membre de la Société, prêtre de son métier, nommé Bourjeat, a osé dire que les abdicateurs étaient de mauvais prêtres et des charlatans. Les applaudissements des fanatiques et des superstitieux commençaient à se faire entendre. Je me suis élancé à la tribune, j'ai ramené les assistants égarés et j'ai fait chasser l'homme noir avec ignominie. Immédiatement, à cette scène en a succédé une autre plus touchante. Les citoyens Berton, ci-devant vicaire épiscopal et aujourd'hui capitaine, et Gardon, aussi vicaire épiscopal², ont remis leurs lettres de prêtrise. J'espère qu'ils auront des imitateurs.

J'ai fait arrêter par la Société que les receveurs du don patriotique, *qui va toujours bien*, ouvriraient une colonne pour ces chiffons sacerdotaux, et que, malgré leur peu de

avocat général au Parlement de Grenoble (1780-1789) ; administrateur du département de l'Isère ; membre du Tribunat ; substitut du procureur-général près de la Haute-Cour (1804) ; préfet de l'Eure (1805-1806), de la Seine-Inférieure (1806-1812) ; des Deux-Nèthes (1812-1813) ; député de l'Isère de 1815 à sa mort (31 juillet 1823). Voy. Rochas, *Biogr. Dauph.*

¹ Le 17 brumaire (7 novembre), l'évêque de Paris, Gobel, ses grands vicaires, plusieurs autres évêques constitutionnels, et Julien de Toulouse, ministre protestant, tous conventionnels, avaient renoncé à leurs fonctions et déclaré qu'il ne devait plus y avoir « d'autre culte public que celui de la liberté et de la sainte égalité ». (Aulard, *Le Culte de la raison*, p. 45.)

² Gardon (Antoine), prieur-curé du Petit-Mort, puis vicaire épiscopal en 1793 ; membre du Comité des *Vingt-et-un*, en 1793, et du Comité des *Douze*, en 1794. Désarmé comme terroriste, le 11 août 1795 ; employé plus tard dans l'Administration des vivres. (Albin Gras, *op. cit.*, p. 173.)

valeur intrinsèque, ils y seraient reçus pour comptant.

Le bataillon des grènadiers de Paris, faisant partie de la garnison de Valenciennes, est arrivé ici. Je ne sais si nous le conserverons dans nos murs. La jeunesse qui compose ce corps est bouillante, indisciplinée, mais révolutionnaire. Je te déclare que je m'en servirai, *avec prudence pourtant*, pour mettre au pas les indolents Grenoblois.

Les subsistances militaires manquent absolument. Il n'y a point d'avoine ; il n'y pas de fourrage et de paille pour quatre jours.

Le Département, *faible dans sa marche*, ne fait point remplir les magasins de la République et je ne sais comment on pourra faire. Les subsistances de la commune ne sont pas plus assurées. Les campagnes se sont déclarées en état de guerre contre les villes. L'aristocratie machine. Quand finira cet affreux état de choses ?

On a volé à la nation une grande quantité de fromages emmagasinés pour le service des places assiégées. On est sur la trace : le garde-magasin et ses agents pourraient bien être les véritables voleurs. Tous ces employés-là sont infectés des vices de la valetaille du vieux régime.

Il y a trois jours, on a apporté à la Société une culotte du magasin général, dont on a dénoncé la doublure. La Société a nommé des experts ; le Comité des Vingt-et-un en a nommé de son côté, qui ont visité l'atelier dit de Sainte-Marie¹. Ils ont remarqué :

1° que l'ouvrage a été mal confectionné, parce qu'il était remis en des mains ignorantes ;

¹ Sainte-Marie-d'en-Bas. L'autre couvent de la Visitation (Sainte-Marie-d'en-Haut) avait été converti en prison.

2° qu'il était tellement mal fait que la plupart des culottes avaient une cuisse trois pouces plus longue que l'autre ;

3° que les vérificateurs aux remises étaient des gens absolument inhabiles : l'un est un *ex-frère capucin* ;

4° que beaucoup de doublures et d'étoffes étaient d'une qualité très mauvaise.

La déclaration ci-jointe d'un expert te fera connaître un autre inconvénient grave. Je ne doute point que le patriotisme des commissaires Nadal et Mutrécy n'améliorent (*sic*) cet état de choses, mais il était de mon devoir de t'en instruire.

J'attends toujours avec impatience le surveillant auxiliaire que je t'ai demandé, les instructions signées et la commission ou passeport autorisant séjour que je t'ai demandés.

J'ai reçu hier une lettre du Comité de Salut public qui veut bien applaudir à mon zèle et à mon civisme. Cette flatteuse récompense de mes travaux m'encouragera sans m'enorgueillir, ni m'endormir.

Adieu. La liberté te garde.

P. CHÉPY.

P.-S. — Je suis à la trace de quelques agents infidèles. Je t'en rendrai bon compte.

[*Ibid.*, t. 325, fol. 134-135 v°.]

A la suite on trouve :

fol. 136-136 v°, un « Journal des opérations du Comité central de surveillance du chef-lieu du département, à Grenoble, département de l'Isère ». C'est le document annoncé par Chépy dans sa lettre du 24 brumaire. —

fol. 137-141, un mémoire présenté par « Walbrecq, contrôleur des dépenses de l'armée des Alpes, aux commissaires de la Trésorerie nationale ». Il est apostillé dans les termes suivants : « Je recommande ce mémoire à la plus sérieuse considération de tous les gouvernants qui veulent sincèrement le bien de la République ; il est l'ouvrage du patriotisme et me paraît renfermer des vues d'économie très estimables. A Grenoble, ce 24 brumaire, l'an 2^{me} de la République. — Chépy, *agent politique employé près l'armée des Alpes* ».

CXI

Grenoble, sextidi de la 3^e décade de brumaire, l'an 2^{me} de la République [26 brumaire = 16 novembre.]

P. Chépy, agent politique, au Ministre des Affaires Étrangères. Salut.

Épouvanté de la pénurie des subsistances, fatigué des délais de l'organisation de l'armée révolutionnaire, j'ai cherché à en improviser une. J'ai jeté les yeux sur les grenadiers de Paris, d'autant plus propres à ce service qu'ils ne peuvent combattre contre les tyrans coalisés, et que d'ailleurs leur patriotisme a un goût de territoire. J'ai proposé que le Département disposât de ces braves gens : le Département a saisi avec empressement cette ouverture. Il a requis ces braves sans-culottes ; demain quatre détachements de cent hommes chacun partent pour les quatre districts.

Il y a grand besoin de ce remède violent. J'ai donné des instructions locales à l'inappréciable Dumoulin, commandant de ces généreux guerriers ; ça ira !

Le fanatique Reymond est enfin incarcéré d'hier, car je vous avais annoncé prématurément son arrestation. L'aristocratie et le modérantisme se sont agités. Le venin a gagné jusqu'au Comité de surveillance lui-même. J'ai vu le moment où le patriotisme allait échouer ; mais par un coup de vigueur, j'ai déconcerté toutes ces perfides trames.

La moitié des membres du Comité s'opposait à l'arrestation ; l'autre moitié, pleine d'énergie, insistait sur sa nécessité ; les débats furent violents, mais ce qui décida la victoire, ce fut un moyen que je suggérai au bon parti. Je leur conseillai de parler *d'appel à leurs commettants*. Alors toute résistance cessa, excepté de la part du président nommé Rivier¹ qui dit *que la religion était perdue, et qu'il en fallait une pour le bas peuple*. Non content de ces coupables propos, il refusa de signer la délibération, brisa la sonnette et sortit avec emportement. Ses collègues ont dressé un procès-verbal, l'ont communiqué à la Société populaire. J'ai demandé sa radiation et l'ai obtenue. C'est un grand point.

Je frappe le monstre du fanatisme à coups pressés. La rage de ses sectateurs est au comble. On parle de poignards. J'ai déjà reçu quelques avis de me tenir sur mes gardes. Je me ris de tout. Je suis roide comme le fer.

¹ Joseph Rivier, membre et président du Comité de surveillance de Grenoble. Fils d'un ancien employé dans les fermes du Roi. Né à Grenoble, le 17 déc. 1726 ; mort dans cette ville le 1^{er} frimaire an XII. (Pilot, *Recherches hist. sur le séjour de Chepy à Grenoble*, p. 266, note.)

J'en serai quitte pour porter des pistolets. D'ailleurs, que peut-on ambitionner de plus que de mourir pour une si belle cause ?

Il y a trois jours, je me suis présenté à la municipalité comme pétitionnaire. Je lui ai demandé :

1° que l'exercice des cultes fût renfermé dans l'enceinte des temples ;

2° que tout signe extérieur fût détruit sans délai ;

3° que la municipalité indiquât pour tous les citoyens un lieu de sépulture commune ;

4° que les enterrements se fissent sous les auspices d'un officier de police, avec les marques distinctives de la loi, mais sans aucune pompe religieuse ;

5° que tout habitant ne pût fermer sa boutique les jours des ci-devant dimanches, et qu'il lui fût libre de la fermer ou de l'ouvrir les trois décadis du mois.

Tout a été reçu avec applaudissements, et hier un vieil accapareur a été enterré dans la nouvelle forme.

Avant-hier j'ai reproché, en pleine Société, aux citoyennes leur inertie. Je leur ai parlé avec vigueur. Comme elles ne sont pas Lacédémoniennes, elles se sont courroucées ; mais je m'en ris. J'espère cependant que cela produira un bon effet.

Nous avons encore eu la remise de quelques lettres de prêtrise, brevets, lettres d'approbation, etc. Quant à moi, j'ai écrit à Paris à mon père, pour qu'il remit à ma section mes lettres de bachelier, licencié, et mes patentes d'avocat.

Vive Collot ! Il mène les choses d'un bon train à Ville-Affranchie¹.

¹ Ceci pouvait malheureusement se justifier de bien des manières, mais il est possible que Chépy ait eu plus particulièrement en vue

J'ai découvert de nouveaux coupables et des sommes à recouvrer sur des rebelles. J'ai fait passer à Dorfeuille tous les documents¹.

Je prépare encore quelques bottes au fanatisme et à l'aristocratie. Je compte qu'elles porteront en plein.

Le général Rivaz est arrivé ici; on voulait l'y fixer comme général divisionnaire. Il a refusé ce grade, parce qu'il ne croit pas pouvoir l'occuper profitablement pour la République². Il m'a développé là-dessus des principes de probité révolutionnaire qui me l'ont fait beaucoup apprécier. D'ailleurs, c'est un des adversaires les plus anciens et les plus prononcés de la ligue brissotine. En haine de ses inclinations montagnardes, le département

la création de la *Commission de surveillance républicaine*, instituée par Collot d'Herbois, Fouché et Delaporte, le 20 brumaire (10 novembre).

¹ Dorfeuille, ancien comédien comme Collot d'Herbois, présidait la *Commission de justice populaire*, instituée le 12 octobre, transformée en tribunal révolutionnaire le 21 novembre, et qui tint sa dernière séance le 1^{er} décembre. La *Commission révolutionnaire*, créée par arrêté du 7 frimaire (27 novembre), procédait, en effet, d'une manière bien plus expéditive et rendait toute autre juridiction inutile. Il est bon cependant de faire observer que la *Commission de justice populaire*, dans l'espace d'un mois (2 novembre-1^{er} décembre), avait siégé vingt-cinq fois et jugé cent cinquante-deux accusés, sur lesquels cent treize avaient été condamnés à mort.

² Rivaz était général de brigade du 21 juin 1793. Dours, qui l'envoyait à Grenoble, le notait ainsi qu'il suit: « Rivaz est un bon officier général. Je suis sûr de son civisme, mais je trouve que son talent tient un peu de l'ancien régime. Il est indécis sur tout, il tâtonne sans cesse. C'est absolument l'homme aux difficultés. J'ai cru devoir le placer sur un second plan. Je l'envoie à Grenoble, point central, d'où il correspondra avec les généraux de l'avant-garde. Je n'ay pas voulu lui confier le poste de Carrouge, quoique certain de ses principes; je sais qu'il est Suisse et ce motif m'a retenu. » (A. G. — Armée des Alpes, 17 brumaire.)

du Mont-Blanc a voulu lui donner quelque désagrément, mais il en est sorti avec honneur.

Pense à moi et compte sur moi.

P. CHÉPY.

P.-S. — Je t'invite à suspendre ton jugement sur l'administration de l'habillement et de l'équipement. On procède à un examen qui fera jaillir la lumière. Dans tous les cas, on ne peut s'en prendre à la volonté des deux commissaires Nadal et Mutrécy, qui sont tous deux très dévoués à la chose publique.

[*Ibid.*, t. 325, fol. 183-184 v°.]

CXII

Grenoble, septidi de la 3^e décade de brumaire, l'an 2^{me} de la République [27 brumaire = 17 novembre.]

*P. Chépy, agent politique, au Ministre des Affaires
Étrangères.*

J'ai à t'annoncer de nouveaux efforts, et par conséquent de nouveaux succès contre le fanatisme. Je me suis présenté à la barre de la municipalité comme pétitionnaire et j'y ai demandé :

1^o que les cercueils fussent les mêmes pour tous les citoyens ;

2^o que les voiles mortuaires servant aux inhumations fussent pareillement les mêmes pour tous et ne représentassent que l'image d'un être endormi ¹ ;

¹ Tout ce que Chépy propose, au sujet des inhumations, soit dans

3^e que le commerce des chapelets et *agnus*, etc., fût défendu au moins dans son exercice public.

J'ai tout obtenu. Je m'en vais voir si les esprits sont assez mûrs pour célébrer la fête de la raison et de la vérité.

La réquisition des chemises a produit ici un bon effet ; j'ai donné l'exemple et j'ai eu de nombreux imitateurs.

Les détachements révolutionnaires du bataillon des grenadiers de Paris sont partis hier ; il était bien temps, car les magasins de l'armée sont vides, et la commune n'a ni blé, ni farine, ni pain. La chose est au point que je suis obligé de vivre d'emprunt et de demander du pain de munition aux personnes attachées à l'armée. Cependant, les subsistances ne manquent pas dans le département ; mais l'agiotage, le monopole et l'aristocratie sont là, et l'abondance ne renaîtra que quand des têtes auront roulé sur la poussière.

Je suis bien aise, en passant, de te dire que tout le mal vient de l'ignorance des campagnes et de l'aristocratie des petites municipalités. Dans l'Isère, les curés sont les meneurs du patriotisme, les fermiers d'émigrés sont les exécuteurs du maximum ; les lois parviennent fort tard ou ne parviennent pas ; les intrigants, les richards dominent. Presque point de sociétés populaires. Voilà l'état de situation. Dans la montagne, le fanatisme règne. On ne sait rien de ce qui se passe, pas même la mort de Beauvais et le guillotinement d'Antoinette.

cette lettre, soit dans la précédente, est tiré d'un arrêté pris par Fouché, à Nevers, le 10 oct. 1793. Voy. Aulard, *Le culte de la raison et le culte de l'Être suprême* (1793-1794), etc. Paris, Alcan, 1892, in-12, pp. 27-29.

Le Directoire du département est *faible, très faible*. Le District de Grenoble est *très mauvais*. Des représentants du peuple peuvent seuls améliorer cet état de choses. Il faudrait travailler l'Isère *révolutionnairement*. J'ai bien la puissance de la parole, mais nulle autorité réelle.

On est ici indigné contre la Commission militaire. Elle est présidée par un aristocrate, La Cattonne, chef du 4^{me} bataillon d'artillerie (*sic*)¹; il est fortement dénoncé à la Société, je te ferai passer la dénonciation. Elle (la Commission militaire) vient d'acquitter Larcher, accusé de trahison dans le Mont-Blanc, et, ce qui est bien plus révoltant, elle a lavé l'*infâme Rossi*, compatriote et suppôt de Paoli, complice de Montesquiou, etc. Cependant, elle a ordonné que ce général resterait en arrestation jusqu'à une décision ultérieure de la Convention². La Société va demander au Comité de Salut public le renvoi de ce traître au Tribunal révolutionnaire Appuie fortement cette pétition. L'intérêt de la patrie l'exige. La Société a reçu beaucoup de nouveaux renseignements sur la conduite de ce scélérat. Le Comité de surveillance les a recueillis. Ils vont être envoyés.

J'ai eu une conversation sérieuse avec le général Rivaz. Il se plaint, *et avec raison*, de ce qu'en haine de son patriotisme, il n'a cessé d'être persécuté et d'être déplacé continuellement, ce que l'état de sa santé et de sa fortune

¹ Jean-François-Innocent-Silvestre de la Cattonne. Né à Embrun le 28 déc. 1745. Élève au corps royal d'artillerie le 17 sept. 1763; sous-lieutenant le 27 oct. 1764; lieut.-colonel, ou chef de bataillon, commandant le dépôt du 4^e rég^t d'artillerie à Grenoble, le 10 juin 1792. Le régiment comptait six officiers du rang de lieut.-colonel.

² Jugement rendu le 26 brumaire an II. Voy. Arch. nat., Tribunal révolut. de Paris, W. 316. Dossier *Rossi*.

lui rend très fâcheux. Aujourd'hui même, on l'envoie à Entrevaux¹. Il est trop révolutionnaire pour être ainsi relégué. Des renseignements que j'ai tirés de lui et de quelques autres patriotes, il paraît résulter :

1° que le siège de Lyon est une vaste iniquité ;

2° que Du Muy, Kellermann, Coustard, et surtout Saint-Rémy, sont accusables de trahison ;

3° qu'on eût pu prendre Lyon trois semaines plus tôt, avec une consommation de poudre dix fois moindre ;

4° que les chefs de l'artillerie et du génie ont agi traîtreusement ;

5° que le général Rivaz a manqué vingt fois être sacrifié par ses collègues, et que le général Nicolas (autre patriote) *l'a été effectivement*².

J'ai pressé Rivaz d'envoyer ses mémoires. Il faut approfondir cette grande affaire, et que la tête des coupables tombe. Ces nouvelles instructions me conduiront à examiner de plus près la conduite du général *Lajolais*, qui, à la vérité, a marché passablement jusqu'ici, mais qui a été premier aide-de-camp de Kellermann, et qui, d'ailleurs, a eu le secret, quoique plus ancien de grade, de se tenir toujours à l'écart. Son successeur provisoire, le citoyen Vaufreland, adjudant-général, a les formes très musca-

¹ Entrevaux, Basses-Alpes, arr. de Castellane, ch.-l. de canton. Rivaz passait par conséquent à l'armée d'Italie. — A. G. Armée des Alpes. « Ordre (du 26 brumaire) au général de brigade Rivaz de partir pour Entrevaux, où il prendra le commandement des troupes placées jusque-là sous les ordres de Serrurier. » Rivaz trouva le moyen de se soustraire à l'exécution de cet ordre, car il continue à figurer jusqu'en l'an III sur les états nominatifs des généraux et adjudants-généraux de l'armée des Alpes.

² Nicolas est ce général qui s'était fait prendre par les Lyonnais.

dines¹. Il parle assez bien de liberté, mais ses principes apparents sont contredits par ses habitudes. Voilà ce que je puis dire jusqu'ici.

L'adjudant-général Palasson est un bon officier, et, autant qu'on peut répondre d'un homme en révolution, un bon sans-culotte.

On a fait partir avant-hier en diligence douze voitures de farine pour Chambéry. Le service des troupes était sur le point de manquer. Le mal vient de ce que l'administration des subsistances militaires est entre les mains d'aristocrates, nommés par Beurnonville. Je les ai dénoncés ; ils forment une clique qui se tient. Il faudrait purger en un seul temps l'étable d'Augias.

La liberté te garde.

P. CHÉPY.

P.-S. — Il sort à l'instant de chez moi un grenadier du 5^{me} bataillon du Mont-Blanc, nommé Caumont, qui charge beaucoup le général L'Étanduère.

[*Ibid.*, t. 325, fol. 185-186 v°.]

État des sommes demandées au Ministre des Affaires étrangères par P. Chépy, agent attaché à son département, en conformité des diverses bases qui lui ont été indiquées.

¹ Vaufreland, adjudant-général chef de brigade, du 14 juillet 1793 ; général de brigade le 25 prairial an III (13 juin 1795) ; employé en l'an VIII à l'armée d'Italie.

Pour le traitement du mois de brumaire.	500 livres.
Pour frais de bureaux et fonds de réserve, soit pour impressions, soit pour courses, soit pour objet imprévu, sauf à justifier de l'emploi	600 »
Total.....	1.100 livres.

Je reconnais avoir reçu ladite somme du Ministre des Affaires Étrangères. Dont quittance à Grenoble, le septidi de la 3^{me} décade de brumaire, l'an 2^{me} de la République.

— P. CHÉPY.

J'observe que je ne demande point ici le mois d'octobre, qui m'est dû à raison de 800 livres, parce que j'ai écrit à mon fondé de pouvoir de le toucher au bureau des fonds.

J'observe encore qu'ayant touché mes appointements des six premiers mois, suivant le vieux style, il y a sur le mois de brumaire, neuf jours à retrancher. Si j'ai demandé le montant de l'indemnité pour le mois [de] brumaire tout entier, c'est qu'il faut nécessairement que je me conforme au nouveau calendrier.

[*Ibid.*, fol. 187-187 v^o.]

CXIII

Grenoble, 30 brumaire, l'an 2^{me} de la République [20 novembre].

P. Chépy, agent politique, au Ministre des Affaires Étrangères.

J'ai reçu ta lettre ; je m'y conformerai. Tu m'as bien jugé en disant que j'étais incapable de tomber dans les erreurs de l'amour-propre.

Les gendarmes de la résidence de Grenoble sont venus se plaindre à moi de ce qu'on leur laissait des commissions souillées du sceau et du nom de Capet. Ils demandent instamment à les échanger. Parles-en au Ministre de la Guerre.

Depuis que j'ai prêché ici hautement le culte de la raison et de la vérité, le nombre de mes ennemis s'est considérablement accru. Non contents de menaces d'assassinat, d'injures anonymes et des plus basses machinations, ils ont profité de ce que je n'ai point présenté à la municipalité le *passport autorisant séjour*, que je n'ai point encore reçu et dont j'ai grand besoin. Ils l'ont engagée à me demander mes pouvoirs. Je me rends aujourd'hui à sa barre où je confondrai la malveillance, mais je te conjure de m'envoyer sans délai un *passport autorisant séjour*, qui puisse me faire jouir d'une tranquillité inaltérable, sans laquelle je ne puis travailler. J'ai à consommer la Révolution.

Je te le répète, Grenoble est un point important. C'est un foyer d'aristocratie, de fanatisme et d'aristocratie (*sic*). On y prépare des troubles religieux par l'effrayante pénurie des subsistances. Seul, depuis quatre mois, j'ai tout contenu ; seul, si tu veux me couvrir de l'égide des formes, je réponds encore de tout. J'espère, d'ailleurs, que bientôt des représentants du peuple viendront me seconder.

Je t'annonce qu'hier on a fait un auto-da-fé des titres de la ci-devant Chambre des comptes¹.

¹ Quelques semaines auparavant (26 octobre), on avait brûlé également avec tout l'appareil d'un auto-da-fé, « soixante-cinq pièces de tapisseries fleur de lisées (*sic*) qui garnissoient les salles du ci-devant parlement » et « un nombre encore plus considérable de portraits des Rois dauphins, princes, papes, évêques et seigneurs

Compte sur mon courage et sur ma probité révolutionnaire.

La liberté te garde.

P. CHÉPY.

[*Ibid.*, t. 325, fol. 278-278 v^o.]

On trouve à la suite (fol. 279) la « copie d'une lettre anonyme écrite à la Société populaire de Grenoble ».

Citoyen président,

La Société s'étonne de voir blanchir l'infâme et traître Rossi. Qu'elle jette les yeux sur ses juges, et elle verra que ce sont la plupart des ennemis de la loi, particulièrement La Cattonne, chef de bataillon du 4^e régiment d'artillerie, indigne de commander de braves sans-culottes, qu'il a voulu perdre dans le temps qu'on sacrifia l'infâme Voisins, commandant à Valence. Coupable de tous les crimes¹, ce même La Cattonne fut à Paris pour intriguer le licenciement du régiment, pour n'avoir pas fait feu sur le peuple et épousé la cause du traître Voisins. Il n'a pu réussir dans son entreprise, et a resté deux ans absent, et un scélérat Ministre l'a placé au commandement dudit régiment. Pour vous assurer des preuves [de ce] que

décorés d'écussons, etc. » On trouve, dans la correspondance de Petit-Jean, le procès-verbal officiel de ce que, dans le jargon du temps, on appelait une « brûlure ». (Arch. nat., AF. II, 111.)

¹ Jacques-Rose, vicomte de Voisins, lieutenant d'artillerie en 1743 ; capitaine, 1755 ; major, 1768 ; lieutenant-colonel, 1769 ; colonel, 1778 (ou 1779) ; brigadier, 1784 ; maréchal-de-camp, 1788. Assassiné en mai 1790 par la populace de Valence (il commandait l'école d'artillerie de cette ville), qui avait pris fait et cause pour un homme puni.

j'avance et recueillir des faits plus circonstanciés, je demande que l'on écrive à Valence pour savoir la conduite qu'a tenue La Cattonne lors de la mort de Voisins. Alors vous jugerez que La Cattonne est notoirement suspect. Le poste qu'il occupe est trop important pour être confié à un homme qui n'a jamais marché dans le sentier de la Révolution; frappons les traîtres, les modérés et les suspects, et celui que nous vous dénonçons a tous ces vices.

Pour copie conforme : P. CHÉPY. (Ces derniers mots sont seuls de sa main.)

CXIV

Grenoble, tridi 1^{re} décade de frimaire, l'an 2^{me} de la République. [3 frimaire = 23 novembre.]

*P. Chépy, agent politique, au Ministre des Affaires
Étrangères.*

Je t'envoie ci-inclus un procès-verbal qui pourra t'éclairer sur les subsistances de l'armée des Alpes. Je ne ferai aucune réflexion; tu jugeras. Je t'envoie aussi deux notes auxquelles je te prie de donner prompt réponse et considération sérieuse. Tu trouveras ci-joint un mémoire dont je te prie de faire le renvoi au Ministre de l'Intérieur.

Le général Carteaux est arrivé ici avec le quartier-général. Son entrée a été un peu trop *fastueuse*. Hussards en avant, hussards en arrière, aides-de-camp, adjudants-généraux voltigeant sur les ailes; je ne trouve pas là la

majestueuse simplicité du sans-culottisme. Je dois dire qu'on croit généralement qu'il n'était pour rien dans cette pompe triomphale, et que l'adulation des chefs de la garnison a tout fait.

Il arrive tous les jours dans nos murs une brillante et robuste jeunesse. Nos ennemis seraient frappés d'étonnement et d'épouvante, s'ils pouvaient voir ce spectacle imposant. Je te ferai parvenir avant peu sur cet objet des notions précises.

Le Comité de surveillance va un peu lentement. Je ne sais pas si on ne sera point contraint à la mesure du renouvellement.

L'établissement de l'arsenal à Grenoble a causé beaucoup de joie, et a achevé de gagner les cœurs de la classe indigente et laborieuse. J'ai envoyé directement au Comité de Salut public des notes importantes sur la traitresse aristocratie des chefs de l'artillerie.

Tu sais que le Département, vu l'avantage incalculable des localités, avait demandé au Comité de Salut public l'établissement de manufactures d'armes nationales à la Grande-Chartreuse et autres endroits. Le Comité a répondu qu'il prétendait s'en reposer sur l'industrie des particuliers, sauf à accorder des encouragements. Aussitôt je me suis élancé à la tribune de la Société populaire, et du haut du *rostrum* j'ai mis en réquisition les moyens et la volonté des Crassus de la commune, en leur déclarant franchement que c'était l'unique moyen de se faire pardonner leur opulence. Cette énergique invitation a produit un grand effet. Il y a déjà pour environ cinquante mille écus de souscriptions.

Il s'est passé dans le sein de la Société une scène touchante dont je te dois compte. Le commissaire des

guerres Bourgeois (qui est un excellent sans-culotte, et que l'on tracasse un peu à cause de son patriotisme) nous a présenté six jeunes mousses républicains, nés à Grenoble, et échappés à la rage et à la barbarie des perfides Anglais. Il nous a dit que ces jeunes enfants s'étaient sauvés à la nage, que cinq étaient orphelins, que le sixième n'avait qu'une mère pauvre et chargée de famille ; il a imploré en faveur de ces petits malheureux la bienfaisance de la Société. Aussitôt on a arrêté une collecte, dont le premier produit a passé 300 livres. Ensuite on leur a nommé parmi les membres un père adoptif, le citoyen Alary, et une mère adoptive, la citoyenne Barral, épouse du maire.

Je voudrais que tu fisses publier cet acte de philanthropie par la voie des journaux.

La liberté te garde.

P. CHÉPY.

[*Ibid.*, t. 331, fol. 73-74 v^o.]

On trouve à la suite (fol. 76-77 v^o) deux « projets relatifs aux subsistances, que présente le citoyen Passet, d'Orange, voyageur des citoyens Vian père, Rey et Fabre, de Grenoble » [Grenoble, 2 frimaire an II]; — (fol. 78-82) le « procès-verbal du conseil de guerre tenu à Ville-Affranchie [le 8 brumaire an II], relativement aux subsistances de l'armée des Alpes ».

CXV

Grenoble, sextidi 1^{re} décade de frimaire, l'an 2^{me} de la République. [6 frimaire = 26 novembre.]

*P. Chépy, agent politique, au Ministre des Affaires
Étrangères.*

Depuis quelque temps je m'apercevais que le Comité de surveillance de la commune marchait lentement, se laissait entraver par de misérables chicanes et par de vaines formes, que quelques membres violaient le secret de ses délibérations et se laissaient fléchir par de larmoyantes sollicitudes, en un mot que la fermeté et la terreur n'étaient point à l'ordre du jour. J'ai pris le parti de monter à la tribune de la Société. J'ai tonné contre le Comité, j'ai accusé sa paresse, sa torpeur et la faiblesse de ses organes révolutionnaires. J'ai prouvé qu'il n'était point au niveau des circonstances, au moment où la conspiration des nouveaux Brissotins venait de se découvrir.

Je me suis transporté ensuite au Comité. J'ai eu des explications rudes et franches avec lui. Il en est résulté l'incarcération du président convaincu de connivence avec l'aristocratie. Le Comité, après cet acte de vigueur, a promis de prendre une imposante attitude. Je le sur-

veillerai, et, s'il ne tient pas parole, je saurai amener son entier renouvellement.

J'ai déterminé encore la Société : 1° à envoyer un commissaire à Strasbourg ; 2° à écrire une lettre aux Sociétés voisines de la Suisse, pour les inviter à bien se pénétrer de l'esprit du dernier décret, et à bien faire observer la neutralité et les règles du bon voisinage.

Je n'ai point encore vu Carteaux ; je voudrais auparavant avoir mon passeport et, d'ailleurs, en faire un peu le tour. Ce que je puis te dire en général, c'est que je persiste dans mon premier aperçu. Pour un sans-culotte, cet homme n'est point assez simple. S'il va à pied, il est toujours entouré d'un peuple d'épauletiers. S'il va à cheval (comme hier matin par exemple), il a, outre ce troupeau galonné, force hussards et cavaliers, en avant et en arrière. La promenade fastueuse d'hier a fort indisposé les bons Grenoblois. Les officiers de l'État-major ont des épaulettes et des broderies brillantes, des chevaux fringants, des habits de drap très fin. Il semble que le luxe, qui a quitté toutes les autres castes, se soit réfugié dans celle des officiers.

Carteaux a mis à l'ordre aujourd'hui l'exécution de la loi qui éloigne les femmes des camps et cantonnements. On dit hautement qu'il devrait commencer par donner l'exemple¹.

J'ai vu le général Dours. Il a un grand vernis de sans-

¹ Ceci ne vise pas, comme on pourrait le supposer, les mœurs de Carteaux, car il était marié et sa femme l'avait suivi ; c'était elle qu'il aurait fallu éloigner, pour se conformer au texte de la loi. Voy. la lettre de Chépy, du 11 frimaire, et la correspondance de Carteaux avec le Ministre de la Guerre. (A. G. Armée des Alpes, frimaire an II.)

culottisme et de la simplicité : il m'a paru bon, mais je l'examinerai de près, car l'expérience m'a appris qu'en révolution on ne devait jamais juger légèrement les hommes. Son aide-de-camp a développé, à la Société, des principes austères.

Le chef de l'État-major, le général Pouget, est *un peu jeune*. Je l'ai connu à Carouge quand il commandait le bataillon de l'Aude et le camp. J'ai aperçu en lui de l'amour pour la discipline, de la fermeté et de l'intelligence, mais alors (c'était en juin) son opinion politique était faiblement prononcée. Bientôt je vous donnerai des détails précis sur le reste. On annonce des troubles au Puy-en-Velay. Il est parti des canons pour Ville-Affranchie, qui ont sans doute cette destination. On annonce aussi des troubles à Valence. Dours est parti hier pour s'y rendre.

Avant-hier, il est arrivé des canonniers de Paris (section du Luxembourg), faisant partie de la garnison de Valenciennes. Je leur ai fait une bonne exhortation, en qualité de compatriote.

Aujourd'hui le détachement des chasseurs montagnards part pour Toulon. *Il est bien temps*. Il faut savoir qu'on a retenu à Ville-Affranchie, pendant douze jours, des troupes inutiles, qu'il fallait faire marcher sans délai sur cette ville rebelle et exécration. Ceux qui l'ont fait sont des traîtres à punir.

Dis au Ministre de la Guerre, qui a fait demander à la Société des renseignements sur l'officier d'artillerie Lagrée, qu'il peut s'adresser au Comité de Salut public, et qu'il en trouvera d'importants envoyés par moi, non seulement sur cet officier, mais encore sur beaucoup de ses confrères.

Le fanatisme s'agite toujours. J'ai tellement irrité sa furie, que je ne puis rentrer le soir, qu'escorté par les patriotes.

Je te dois maintenant une explication loyale et naïve. Mon amour pour les lumières et la bouillante ardeur de ma jeunesse m'ont entraîné dans quelques légères erreurs révolutionnaires, qui appartenaient à mon esprit et non à mon cœur. Un patriote de Paris, que je ne connais pas, a écrit à la Société populaire de Grenoble, pour les lui rappeler et fixer sur moi sa surveillance. J'ai parlé franchement, j'ai avoué franchement mes fautes. J'en ai révélé quelques-unes que le patriote, mal instruit, passait sous silence. J'ai fait l'histoire de ma vie révolutionnaire et l'énumération de tous mes services. La Société a écrit à ce patriote une lettre très honorable pour moi et très satisfaisante pour lui. L'aristocratie a ri un moment, mais son triomphe a été de courte durée. Cet événement m'engage à redoubler d'efforts pour mériter de plus en plus ta confiance.

J'attends toujours mon passeport et mon sans-culotte auxiliaire.

P. CHÉPY.

[*Ibid.*, t. 331, fol. 178-179 v^o.]

CXVI

Grenoble, octidi 1^{re} décade de frimaire, l'an 2^{me} de la République. [8 frimaire = 28 nov.]

*P. Chépy, agent politique, au Ministre des Affaires
Étrangères.*

J'ai eu hier une première conférence avec Carteaux. Je

l'ai trouvé travaillant fort. Je me suis aperçu que ses aides-de-camp ne le tutoyaient pas. Je l'ai tutoyé moi, et il n'a pas paru le trouver mauvais. D'abord, je lui ai déclaré que j'avais une mission qui me donnait un point de contact avec lui. Ensuite, je lui ai fait part de la nécessité qu'il y avait de seconder promptement les vues sages du Comité de Salut public et de la Convention, par rapport à la Suisse. Je lui ai remontré l'urgence des ordres à donner à ce sujet sur la frontière. Il est bien entré dans mon sens et m'a promis d'agir sans délai. Je ne le quitterai pas de l'œil, ni ses confrères dorés. Quant à lui, j'espère qu'il marchera droit, mais ici, comme ailleurs, les entours ne me paraissent pas très bons.

L'avoine manque absolument depuis avant-hier. Il y a aussi pénurie des autres objets de subsistance.

Le général Dours s'est rendu à Valence, non pour cause de troubles, mais je crois pour organiser les troupes de réquisition qui affluent. Il a passé par ici un superbe bataillon de jeunes gens du district de Roanne. Aujourd'hui arrive un détachement de hussards du 1^{er} régiment.

Le district de Vienne voulait former plus d'un bataillon. Carteaux l'a rappelé au respect pour la loi.

Les grenadiers de Paris font assez bien le service d'armée révolutionnaire. L'on bat les grains et l'abondance commence à renaître. Le département de l'Isère produit à peine pour sa consommation. Jusqu'à la confection des recensements, l'administration avait arrêté de ne point laisser sortir de grains. La commission temporaire de Ville-Affranchie, pressée sans doute par d'impérieuses circonstances, en a fait enlever d'autorité. Cet acte, dicté sans doute par la nécessité, fait beaucoup crier ici. Je travaillerai à calmer les esprits.

Le tribunal et le jury criminel du département viennent de s'élever à la hauteur des circonstances. Ils ont acquitté des *brûleurs de châteaux*.

Le Comité de surveillance, depuis l'incarcération de son président et depuis ma vigoureuse démarche, a pris une attitude imposante qui se soutient. L'avant-dernière nuit, il a fait arrêter 26 personnes suspectes. Cette expédition a mis un peu la terreur à l'ordre du jour. Je ferai en sorte que le thermomètre ne baisse plus.

La Société a obtenu des représentants du peuple un ordre pour la translation de Rossi. Enfin donc justice sera faite !

La Société vient d'ouvrir un registre d'inscription pour les citoyens et citoyennes qui ne veulent d'autre culte que celui de la raison et de la vérité. Il y a déjà un certain nombre de signatures.

La Société a fait aussi un auto-da-fé de quelques livres superstitieux qui lui ont été remis, mais, il faut l'avouer, c'est maigre en comparaison de la philosophie parisienne. J'ai obtenu qu'on inviterait tous les sans-culottes, qui en auraient de cette espèce, à les remettre, et qu'on accepterait (sans rien préjuger) l'offre d'un aristocrate (Giroud, le libraire), qui se proposait de livrer aux flammes un fonds de boutique assorti en ce genre, valant environ 20,000 livres.

Quoi qu'il en soit, je ne puis te dissimuler que l'état des

¹ Elle devait être complète, en effet, car, traduit devant le tribunal révolutionnaire de Paris, le malheureux Rossi fut condamné à mort le 8 pluviôse an II (27 janv. 1794). Au reproche de pusillanimité qu'on ne craignit pas de lui adresser, il répondit en faisant remarquer qu'il comptait 52 ans de service, 8 campagnes, qu'il s'était trouvé à deux batailles et à neuf sièges. (Arch. nat., W. 316. Wallon, *Hist. du tribunal révolut.*, II, 376-377.)

opinions religieuses n'est pas très bon, même dans la ville. Les prêtres constitutionnels travaillent, s'agitent. Les ouailles des insermentés se rallient aux nouveaux pasteurs, parce qu'elles voient la superstition attaquée. Moi, apôtre du culte de la raison et de la vérité, je suis sous le couteau. Dans les campagnes et dans la montagne c'est cent fois pire. Je pense donc qu'il faut agir avec fermeté et prudence. C'est ce que je m'attache à faire.

Quant à cela seulement, j'enraye le char de la Révolution. Je ne pense pas qu'il puisse aller au pas de charge, qui, si justement, est tant à l'ordre du jour pour tout le reste. Cependant, j'ose t'assurer d'avance que dans trois mois les prêtres seront entièrement à bas. Les abjurations ne se multiplient pas. Quant à l'inauguration du temple de la raison et de la vérité, elle ne peut se faire que sous les auspices des représentants et dans quinzaine.

Depuis quatre mois je suis tout seul. J'ai beaucoup fait, mais je ne peux pas tout faire. Tu trouveras ci-jointe l'invitation faite par la Société aux citoyens riches de contribuer à l'établissement des manufactures d'armes.

Compte sur moi à la vie et à la mort.

La liberté te garde.

P. CHÉPY.

P.-S. — On a fait ici, comme à Paris, une presse de prostituées.

Les biens des émigrés du département viennent d'être estimés à *cent millions*. Je suis convaincu qu'ils seront vendus au moins cent cinquante. Qu'on joigne à cela le rapport de Cambon sur nos finances et que l'Europe tremble¹.

[*Ibid.*, t. 331, fol. 204-205 v^o.]

¹ *Moniteur*, XVII, 486-487 (Séance du 1^{er} frimaire). Ce rapport

A la suite (fol. 206) est l'invitation de « la Société populaire de Grenoble aux citoyens de cette ville », annoncée dans la lettre précédente. — Imprimé. Sans date. Signé : Couturier, président¹ ; Téron, secrétaire. — Adhésion du Conseil général du département, en date du 4 frimaire an II. Signé : Planta, président ; B. Royer, secrétaire général provisoire².

CXVII

Grenoble, nonidi 1^{re} décade de brumaire (lis. frimaire), l'an 2^{me} de la République française [9 frimaire = 29 novembre].

*P. Chépy, agent politique, au Ministre des Affaires
Étrangères.*

Hier, j'ai eu une seconde conférence avec le général Carteaux ; il a paru y mettre beaucoup de franchise. Il m'a dit qu'il allait visiter tous les points de la frontière, qu'il verrait *Genève*, et qu'il préparerait tout avec vigueur pour des succès à la campagne prochaine. Il m'a assuré qu'il n'avait, *pour aller droit sur Turin*, que quatre postes à enlever ; que la chose était très faisable.

contient l'exposé des motifs du *Décret sur les domaines aliénés*, adopté le même jour. (*Ibid.*, pp. 487-488.)

¹ Couturier (Jacques-Nicolas-Joseph), officier municipal de Grenoble et accusateur public près le tribunal criminel de l'Isère. Mort à Grenoble le 3 janvier 1803. (A. Gras, *op. cit.*, p. 169.)

² Balthazard Royer, mort à Grenoble le 22 février 1803, secrétaire général de la préfecture de l'Isère. (A. Gras, *ibid.*)

Il m'a avoué, en même temps, qu'il lui fallait avoir Genève, qu'il voulait s'en ménager l'entrée, qu'il voulait y faire travailler avec de bonnes insinuations et de l'argent. Il m'a exposé que, ne connaissant personne dans cette armée, il me choisissait pour remplir cet objet important. Je lui ai répondu par écrit :

1° que j'étais placé à Grenoble à poste fixe ; que, sentinelle du Gouvernement, je ne pouvais quitter ce poste sans être relevé ;

2° que mon existence à Grenoble tenait à un plan de surveillance générale qu'il ne fallait pas désorganiser ;

3° que je ne pouvais me prêter à l'exécution d'aucun plan, à moins qu'il ne fût approuvé par mes commettants et qu'ils ne me délégassent formellement pour en suivre l'effet ;

4° que la chose publique ne souffrirait point de mon refus, que le département avait et aurait des agents sur le point où il voulait travailler ; que, d'ailleurs, dans l'arrondissement de l'armée qu'il commandait, il se trouvait une quarantaine de Jacobins de Paris, parmi lesquels il pourrait facilement faire un choix.

J'espère que tu approuveras ma réponse et ma conduite. Quoi qu'il en soit, je te déclare que je suis prêt à faire tout ce que me commandera le salut de ma patrie.

La liberté te garde.

P. CHÉPY.

[*Ibid.*, t. 325, fol. 250-250 v°.]

CXVIII

Grenoble, primidi 2^{me} décade de frimaire, l'an 2^{me} de la République [11 frimaire = 1^{er} décembre].

*P. Chépy, agent politique, au Ministre des Affaires
Étrangères.*

Carteaux, que j'observe de près, vient de former un excellent établissement. C'est une école pour les officiers. Les généraux, adjudants-généraux et lui-même y président. Il serait à souhaiter que cette méthode fût adoptée généralement¹. Je n'ai rien d'ultérieur à te dire sur son compte, si ce n'est que sa femme paraît vouloir prendre une part active aux affaires. Elle est dans la chambre du travail, écrit, surveille les écrivains, et manie avec complaisance les papiers. Elle se mêle aussi de recevoir les officiers, de répondre pour son époux. Elle disait l'autre jour : *Nous transporterons peut-être notre quartier général ailleurs.*

¹ Carteaux n'avait pas eu une idée de génie ; il n'innovait même pas, comme Chépy semble le croire. Il suffira, pour s'en convaincre, de lire le texte de l'ordre auquel il est ici fait allusion. « Ordre (du 7 frimaire) à tous les officiers des bataillons composant la garnison de Grenoble de se rendre demain, 8 frimaire, dans la salle des ci-devant Jacobins, et à dix heures du matin, *pour y apprendre la théorie*. Ils sont prévenus que le général en chef de l'armée s'y trouvera pour la première leçon. » (A. G.). Voy. un ordre analogue, du 6 frimaire, pour « les commandants des bataillons de réquisition et autres officiers commandants de compagnies détachées ».

Cela est un peu minutieux, mais je me ressouviens de mes instructions qui m'ordonnent d'entrer dans les plus petits détails.

Je n'ai pu encore acquérir des connaissances précises sur les autres membres de l'État-major.

Foulet et Poulain, que j'ai dénoncés tant de fois, sont enfin arrêtés.

J'ai conféré avec Carteaux sur la nécessité : 1° de destituer Fox, adjudant-général, intrigant, charlatan, homme peu sûr¹; 2° d'examiner sévèrement la conduite de Boyer, adjudant-général, accusé par une foule de militaires de *couardise*²; 3° d'accorder sa retraite à Bragard, commandant temporaire de Grenoble³, homme usé, faible et courbé sous les souvenirs du vieux régime. J'espère que tout se fera à l'avantage de la chose publique.

L'éducation révolutionnaire que j'ai créée, qui avait languì pendant quelque temps, va bien. La jeunesse afflue. Tous les instituteurs y amènent leurs élèves, par ordre de la municipalité. Nous recueillons déjà les plus doux fruits de nos efforts. Tu n'as pas d'idée de ce que promet cette génération naissante.

Je presse le plus que je puis la *conversion* des saints et des madones et le départ des vases d'or et d'argent pour le creuset national. Ça ira !

Le Comité de surveillance soutient passablement sa

¹ Fox était adjoint aux adjudants-généraux en septembre 1792 ; il avait dû passer adjudant-général en juin 1793.

² Voy. ci-dessus, lettre du 13 juillet. Non compris dans l'organisation de l'an III, mais, remis plus tard en activité, Boyer se distingua à la bataille de Rivoli, ce qui rend assez inexplicable le reproche de couardise que Chépy lui adresse à deux reprises. (Arch. nat., AF. II, 330.)

³ Bragard, chef de brigade commandant la place de Grenoble.

marche. Il va s'occuper des curés de campagne qui fanatisent à force.

On a fait une nouvelle découverte d'effets appartenant aux Chartreux et qui valent environ 20,000 livres.

Les riches s'exécutent *un peu* pour les manufactures d'armes.

L'armée révolutionnaire fait merveille. On a trouvé dans une seule petite commune : 400 sétiers de blé, 1,200 œufs et 600 livres de beurre. Tout a pris lestement le chemin de Grenoble.

J'ai maintenant à te rendre compte d'une grande victoire que j'ai remportée sur le fanatisme. Avant-hier, j'ai improvisé contre ce monstre un long et énergique discours qui a fait l'impression la plus vive. J'ai fait ensuite la motion que, chaque décadi, le peuple se réunît pour chanter des hymnes civiques, et entendre un discours moral. La proposition en a été adoptée. Je me suis offert pour prononcer le lendemain (jour de décadi) le premier prône de la raison et de la vérité. Hier, j'ai accompli ma promesse dans la salle de la Société.

La garnison, l'État-major, les autorités constituées, tout assistait à la cérémonie. L'affluence des citoyens était immense. J'ai tonné, j'ai déchiré le voile avec courage. J'ai produit un grand effet et je me flatte d'avoir porté un coup mortel au catholicisme, si évidemment incompatible avec la liberté. Le général a paru désirer qu'on se rendît sur la place publique au pied de l'arbre de la liberté. Tout le cortège s'y est transporté. J'ai fait là un second discours, encore plus vigoureux que le premier. On a crié : *A bas le fanatisme ! A bas les prêtres !* Une circonstance heureuse, c'est qu'il y avait beaucoup de cultivateurs attirés par le marché.

Le général a eu une idée bien ingénieuse. Il a dit à la troupe : *Comme tous les hommes sont prêtres de la divinité, je veux que vous communiez sous les deux espèces. En conséquence, j'ordonne qu'on vous donne à chacun un demi-pain et une bouteille de vin.* Ce sacerdoce d'un nouveau genre a été fort du goût de nos braves frères d'armes.

Le soir, à la Société, j'ai lu encore ce qui nous venait de Paris contre le papisme, et surtout le fameux réquisitoire de l'inébranlable Chaumette. Enfin, je suis sur les dents, ma poitrine est épuisée, et je crains sérieusement de faire une maladie, mais l'amour de ma patrie et de mon devoir l'emportera sur cette crainte.

On a fait la motion de fermer les temples et d'abattre les clochers. Je ne sais si cela sera mis de suite à exécution. Le décadi a été fort bien observé.

Compte toujours sur mon zèle ardent et sur mon imperturbable courage.

Adieu.

P. CHÉPY.

Nota. — Il est parti soixante voitures des frères Richaud pour aller chercher à Briançon un gros convoi d'artillerie pour Toulon.

La jeunesse de réquisition arrive à force.

La fête d'hier a failli être troublée. On a fait quelques salves d'artillerie, et des canons, *on ne sait comment*, se sont trouvés chargés à boulets. Heureusement, ils n'ont blessé personne. On va faire des recherches exactes.

[*Ibid.*, t. 331, fol. 284-285 v°.]

CXIX

Grenoble, tridi, 2^{me} décade de frimaire, l'an 2^{me} de la République [13 frimaire = 3 décembre].

*P. Chépy, agent politique, au Ministre des Affaires
Étrangères.*

Je m'empresse de t'annoncer que le chef de bataillon d'artillerie La Cattonne, président de la commission populaire (*sic* : lis. : militaire), qui a acquitté *Rossi, dénoncé* par moi au Comité de Salut public, enfin accusé par beaucoup de citoyens, s'est brûlé hier la cervelle, au moment où des commissaires de la municipalité venaient pour vérifier ses papiers¹. J'espère qu'on y découvrira quelque trame nouvelle, et peut-être des preuves de la malveillance coalisée des chefs de l'artillerie, sur laquelle j'ai déjà appelé l'attention du Comité de Salut public.

Lagrée est aussi arrêté. Il y a longtemps que les soupçons planaient sur sa tête.

Je ne t'en écris pas davantage pour aujourd'hui. Je vais courir, entendre, voir, observer, surveiller.

La liberté te garde.

P. CHÉPY.

[*Ibid.*, t. 331, fol. 324.]

¹ L'ordre d'arrêter la Cattonne et de mettre les scellés sur ses papiers avait été donné par Carteaux, le 12 frimaire. (A. G.)

CXX

Grenoble, quintidi, 2^me décade de frimaire, l'an 2^me de la République [15 frimaire = 5 décembre].

*P. Chépy, agent politique, au Ministre des Affaires
Étrangères.*

Je te dois quelques détails ultérieurs sur La Cattonne et sur Lagrée. L'un et l'autre ont été arrêtés par ordre de *Carteaux* ; le premier, comme président de la *commission prévaricatrice*, qui avait acquitté Rossi ; le deuxième, comme ayant entravé une grande opération par ses lenteurs¹. La mesure d'arrestation a été étendue à tous les membres de la commission militaire. Exemple utile pour ceux qui ne semblent se revêtir, pendant quelques instants, du saint caractère de juge que pour couronner les plus affreux forfaits.

Je ne sais point encore ce qui est résulté de la fouille des papiers de La Cattonne. Quand j'aurai des notions précises, je te les ferai parvenir.

Les ouvriers de l'arsenal, trompés par un commis et abreuvés sans doute par la partie intéressée, sont venus

¹ Ordre du 13 frimaire : « Ordre à l'adjudant-général Sandos de se transporter entre trois et quatre heures du matin, en vertu des ordres du général en chef, accompagné du chef d'escadron de la gendarmerie et d'un officier municipal chez le citoyen Lagrée, ci-devant commandant de l'artillerie, pour faire apposer les scellés sur les papiers et même sur les appartements dudit Lagrée. » Il a dû y avoir un autre ordre pour l'arrestation du prévenu. (A. G.)

à la Société populaire, réclamer Lagrée, *leur bon chef*, avec autant d'acharnement que d'insolence. La Société, pour toute réponse, a chargé son Comité d'observation des lois de s'enquérir du patriotisme des pétitionnaires et de rechercher l'auteur et rédacteur de la pétition pour le faire incarcérer.

Je te préviens, en outre, qu'il a été décacheté à la poste une lettre, qui rend suspects le secrétaire de l'arsenal et le général Du Teil, l'aîné, que je t'ai déjà dénoncé plusieurs fois.

Deux artificiers viennent de partir en poste pour Toulon.

Il est arrivé ici un bataillon de réquisition nouvelle des environs de Villefranche; il est impossible de voir une plus florissante jeunesse.

L'envoi de 2,000 livres à la Société populaire, de la part du Conseil exécutif, a produit le meilleur effet. Je l'ai fait valoir comme il le fallait. Les aristocrates sont consternés de la protection immédiate qu'accorde le Gouvernement à ces institutions salutaires.

Notre député pour Strasbourg est parti. Ceux pour Ville-Affranchie vont se mettre en route.

Voici les renseignements *certain*s que j'ai recueillis sur cette exécration. Les représentants vont très bien. L'armée révolutionnaire va très bien, la commission temporaire va très bien, les commissions de justice populaire vont très bien, mais le peuple va très mal. Au milieu de tant de justes angoisses, les scélérats lyonnais disent tout haut qu'ils regrettent le temps du siège, et que jamais ils ne se seraient rendus s'ils eussent eu des vivres¹. L'incurable royalisme, l'égoïsme homicide, la

¹ Il est certain que les hécatombes prononcées par la Commis-

rage est dans tous les cœurs. Ah ! cette population est maudite. Il faut, ou passer la charrue sur la ville, ou y envoyer une colonie de sans-culottes de Paris et des départements voisins. Ces coquins se flattent d'une amnistie. Ils cherchent à apitoyer les soldats de la patrie, ils ont cherché à corrompre la garnison de Valenciennes, et on assure qu'ils ont passablement réussi auprès des officiers. La Société populaire est ardente, mais peu éclairée. Nul ordre dans ses séances, nulle régularité dans ses délibérations. Il faudrait deux ou trois hommes forts pour débrouiller ce chaos.

Il y a à Bourgoin un détachement de quatre membres de la commission temporaire¹ ; quelques personnes assurent qu'ils sont assez mal entourés. Cependant, ils marchent avec la vigueur qui caractérise les Jacobins de Paris. On ne leur désirerait qu'une attitude un peu plus imposante. Elle est nécessaire dans le département de l'Isère, où l'homme sans talents et sans tenue ne réussit point.

La liberté te garde.

P. CHÉPY.

P.-S. — J'attends les 600 livres que je t'ai demandées pour faire imprimer quelques petits écrits sur le vice des religions actuelles. J'attends aussi des constitutions et des ouvrages *élémentaires*, pour mes jeunes élèves.

[*Ibid.*, t. 328, fol. 12-13.]

sion révolutionnaire, les « mitrillades » des Brotteaux (elles avaient commencé la veille, 14 frimaire) justifiaient ce langage.

¹ Vauquoy, Sadet, Thérêt et Paillet. Voy., pour cet épisode de l'histoire de la révolution à Bourgoin, Fochier, *Souvenirs hist. sur Bourgoin*, pp. 237 et suiv.

On doit mentionner ici, à raison de sa date, et bien qu'il soit placé au fol. 280, un « Rapport des commissaires nommés par la Société républicaine de Grenoble, sur l'ordre à établir dans les fêtes civiques qui se célébreront à chaque décadi ». (Imprimé, in-8°, 3 pages). Ce document est suivi d'un « Extrait (également imprimé) du procès-verbal de la séance du 15 frimaire de la Société républicaine de Grenoble ». Il y est dit que la Société « a adopté dans son entier » le rapport précité et « en a ordonné l'impression ».

CXXI

Grenoble, septidi de la 2^{me} décade de frimaire, l'an 2^{me} de la République [17 frimaire = 7 décembre].

*P. Chépy, agent politique, au Ministre des Affaires
Étrangères.*

On n'a rien trouvé dans les papiers de La Cattonne. Le scélérat avait eu soin de tout soustraire chez lui, et, s'il s'est tué, c'est qu'il n'attendait point de ses complices la même précaution.

On a trouvé dans les papiers du général Du Teil plusieurs lettres du chef de brigands *Précy*. Le Comité de surveillance va en envoyer des copies certifiées au Comité de Salut public. C'est ainsi que le chef de notre artillerie correspondait avec le chef des rebelles, c'est ainsi que le siège de Lyon (comme je l'ai dit déjà) n'a été qu'une longue trahison. On travaille au dépouillement des papiers de Lagrée.

Carteaux va partir pour faire sa tournée. C'est le général Pellapra qui commandera ici. C'est un vieux soldat ; je ne connais point ses principes. Je sais seulement que, commandant dernièrement à Marseille, il a montré de la fermeté¹.

Le général Lajolais est envoyé à Carouge². Les Prussiens viennent de couper son frère en morceaux, à Wissembourg, et ont dévasté ses propriétés. La soif de la vengeance peut faire espérer de sa part une bonne conduite.

Le général Point, *sans-culotte déterminé*³, commande

¹ Pellapra (Jean-Louis), né le 11 janvier 1739, à Montélimar, où son père était avocat et où il fit ses études. Soldat au régiment de Champagne, le 28 avril 1754, il prit part, de 1757 à 1761, aux campagnes d'Allemagne (Hanovre). Passé au régiment de Bourgogne, le 28 avril 1767, il fut envoyé en Corse où il reçut une blessure qui lui valut le grade de sous-lieutenant (5 mars 1769). Lorsqu'éclata la Révolution, il était, depuis le 20 août 1780, capitaine en second d'une compagnie de grenadiers. Il fit campagne sous Montesquiou en 1792, et contre les rebelles du Midi en 1793. L'année 1793 fut extrêmement favorable à son avancement, car, en moins de quatre mois, il s'éleva du grade de chef de bataillon à celui de général de division (11 juin — 7 octobre). En l'an III, il commandait la 2^e division de l'armée des Alpes. Il fut probablement retraits vers cette époque. La date de sa mort est inconnue. (Arch. nat., AF. II, 353. — Rochas, *Biogr. dauph.*)

² C'est Dours qui lui avait donné cette destination, bien qu'il le tint pour très suspect, en raison de ses relations avec Kellermann. Il se réservait de le faire surveiller par le général de division Badelaune, placé à Chambéry, bon patriote, mais n'ayant pas la finesse voulue pour remplir les fonctions réservées à Lajolais.

³ François-Hilarion Point, né à Montélimar, le 15 avril 1759, s'engage à 18 ans dans Royal-Champagne, cavalerie, où il parvient au grade d'adjudant sous-officier, 19 janv. 1789. Il se retire alors du service, mais y rentre le 6 nov. 1791 comme capitaine dans le 1^{er} bataillon de l'Isère. Chef en second du 2^e bataillon du Mont-Blanc en 1793, chef de brigade, et général de brigade le 16 vendém.

à Entrevaux où les choses vont bien, puisque nous sommes enfoncés de six lieues sur le territoire ennemi.

Je ne sais quelle destination on donnera à Rivaz¹, à Cézar², à Dours.

On trouve les entours de Carteaux un peu jeunes. Fox est suspendu. Priez, directeur des étapes, est arrêté, traduit à Commune-Affranchie. Deux de ses préposés, que je crois plus coupables que lui, sont aussi arrêtés. Il s'agit de retards apportés à l'expédition d'un convoi d'artillerie pour Toulon.

Les fanatiques ont voulu ici abuser des discours profonds de Robespierre contre la philosophie³, mais ils n'y réussiront point. Je suis là pour commenter.

Deux ou trois communes du département viennent de fermer leurs églises. Quelques curés ont remis leurs lettres de prêtrise. Ceux des vicaires épiscopaux, qui ne s'étaient point exécutés, ont fait hier leur abdication, qui ne nous inspire pas plus de confiance que de raison. L'église cathédrale se trouvant vide, j'ai profité de l'occasion pour improviser un temple à la raison et à la vérité. La municipalité a mis cet édifice à notre disposition, malgré quelques clameurs. Nous y célébrerons les fêtes

an II. Prend part au siège de Toulon et fait campagne à l'armée des Pyrénées. Disgracié en 1795, il se retire à Grenoble. Rappelé à l'activité, il sert de nouveau en Italie, sous Bonaparte et sous Championnet, dans le royaume de Naples. Tué le 4 nivôse an VII, près d'Aquila. (*Statist. gén. du départ. de l'Isère*, IV, 324, n. 1.)

¹ Rivaz avait donc obtenu de ne pas aller à Entrevaux.

² Cézar, général de brigade, du 16 vendém. an II.

³ Discours prononcé par Maximilien Robespierre le 1^{er} frimaire = 21 novembre, au club des Jacobins. Il s'y érigait en défenseur de la liberté religieuse, compromise par les hommes qui venaient d'abolir toute espèce de culte, et déclamait contre l'athéisme auquel il reprochait d'être aristocratique.

civiques, les décadis ; ça ira , sans fanatisme philosophique, sans dragonnades, sans vexations.

Petit-Jean est arrivé. J'espère lui indiquer beaucoup de bien à faire.

Hier, il s'agissait, à la Société, de demander aux représentants du peuple le complètement de l'administration du département. Comme je sais que, malgré la purgation de Dubois-Crancé, il y était resté des fédéralistes, j'ai proposé de discuter si un renouvellement intégral ne serait pas préférable. J'espère que tout se terminera heureusement pour la chose publique.

Je te prie de ne point trouver mauvais le léger ralentissement que pourrait, pendant quinze jours, éprouver ma correspondance. Il ne pourrait être attribué qu'à une maladie cutanée assez grave, que m'ont procurée les fatigues de l'apostolat révolutionnaire.

Compte sur mon courage et sur mon zèle tant qu'il me restera un souffle de vie.

P. CHÉPY.

P.-S. — Je te prie de te rappeler mes diverses demandes.

(En marge) Ci-joint une lettre anonyme écrite contre moi, qui te prouvera que je marche droit dans la voie révolutionnaire et que je suis digne de ta confiance, puisque la horde fanatique et aristocratique vomit contre moi de semblables horreurs.

[*Ibid.*, t. 328, fol. 88-89.]

Copie fidèle d'une lettre anonyme écrite aux citoyens administrateurs des trois corps constitués réunis à Grenoble.

Citoyens,

N'est-il pas vrai que vous et nous avons accepté la constitution, précédée de la déclaration des droits de l'homme, du 24 juin dernier 1793, et que nous avons tous, à l'unanimité, juré de l'observer? Je lis, avec la plus grande satisfaction de mon cœur, que l'Assemblée constitutionnelle déclare : 1^o la proclamer (la déclaration) en présence de l'Être suprême¹ ; 2^o le libre exercice des cultes ne peuvent (*sic*) être interdit² ; 3^o le droit de manifester ses opinions³ ; 4^o tout acte exercé contre un homme, sans les formes que la loi détermine, est arbitraire et tyrannique⁴ ; 5^o ceux qui feraient exécuter des actes arbitraires sont coupables et doivent être punis⁵ ; 6^o nul ne peut être privé de la moindre portion de sa propriété⁶ ; 7^o que tout individu qui usurperait la souveraineté soit à l'instant mis à mort⁷ ; 8^o les délits des mandataires du peuple et de ses agents ne doivent jamais

¹ *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Préambule.*

² *Même déclaration. Art. VII.* Il est à remarquer que, dans le texte visé, le verbe est au pluriel, parce qu'il y a plusieurs sujets.

³ *Même article.*

⁴ *Art. XI.*

⁵ *Art. XII.*

⁶ *Art. XIX.*

⁷ *Art. XXVII.*

rester impunis ; nul n'a le droit de se prétendre plus inviolable que les autres citoyens¹.

Par quelle fatalité, ou plutôt par quelle faiblesse, souffrez-vous parmi vous, dans la ville, à la Société populaire et ailleurs, un séditieux, qui, au lieu de promulguer et faire connaître au peuple ses salutaires lois, s'y oppose en y substituant à son gré de toutes contraires, pour séduire le peuple en lui prêchant l'athéisme, le pillage et le massacre, dont s'ensuivra la guerre civile, joignant déjà aux fureurs d'un nouveau Catilina la dictature du farouche Sylla, ayant déjà rassemblé sous ses étendards les libertins, les pillards et une foule d'étrangers, qui exécutent, au moindre signe de ce despoté, tous ses actes arbitraires ? Ses forfaits sont bien connus et publics. Toutefois, si vous ne voulez pas prendre sur vous de faire arrêter sur l'heure et punir le tyran, appelez le peuple en assemblée populaire à Saint-Louis, et, là, demandez-lui s'il a entendu, oui ou non, tenir les propos suivants au convulsif Chépy, savoir :

S'il a dit que Moïse, Jésus-Christ, le dieu des chrétiens, étaient des êtres imaginaires, et qu'il n'y avait que des imbéciles qui crussent à ces fables, qu'il n'y avait point de Dieu et que nous n'avions point d'âme ;

S'il a dit que la religion catholique n'était qu'un fanatisme, et si, sous ce nom, il ne l'a pas mise à l'ordre du jour permanent, pour la combattre dans ses motions journalières, lui et ses complices (quoique le libre exercice des cultes soit autorisé par la loi) ; s'il n'a pas dit qu'il fallait détruire toutes les croix et tous les prêtres, et abolir la religion catholique et y substituer celle de la philosophie (mot vide de sens) ;

¹ Art. XXXI.

S'il n'a pas, de son autorité privée et contre le droit des gens, chassé de la Société des citoyens qui ont osé être d'un sentiment différent ; s'il n'a pas dit qu'il fallait égaliser, niveler les fortunes, et ne laisser exister aucun riche ;

S'il n'a pas dit qu'il fallait abattre les châteaux et maisons des riches, pour faire des chaumières aux sans-culottes ; ce sont des prétextes ; où est donc le droit de propriété ?

S'il n'a pas dit qu'à Grenoble on n'est pas patriote, et la preuve qu'il en donne, c'est, dit-il, que la guillotine est immobile, tandis qu'elle devrait être en permanence journalière ;

S'il n'a pas accusé plusieurs fois les autorités constituées de ne pas marcher dans le sens de la Révolution, les taxant d'aristocratie et d'inertie.

Voilà, citoyens, les textes de ses harangues incendiaires, d'autant plus dangereuses qu'elles sont débitées avec emphase, en termes qu'il trouve avec volonté et d'une voix tonnante. Or, si les hurlements d'un Thorio (?) sont applaudis de quelques ignorants, quels succès ne doivent pas avoir ceux de ce séditieux à talents ; or, ses harangues ne tendent qu'à inculquer l'athéisme et l'intolérance du catholicisme, la tyrannie des opinions, le pillage des propriétés, les meurtres, dont nécessairement s'ensuivrait la guerre civile, pour résister à cette nouvelle contrerévolution, car il est bon que vous sachiez que ce nouveau Catilina échappé (des pernicioeux principes l'ont fait enfermer), chassé de son pays comme perturbateur public, n'a jamais été patriote, et, caché dans vos murs, si le fédéralisme eût eu le dessus, il en aurait été le coryphée. Il a eu le dessous, et il s'est tu. Il prend une autre tournure pour

arriver à ses vues ambitieuses. Je laisse à votre sagacité à prévoir les maux incalculables que cet imposteur peut causer, non seulement dans ce département en particulier, mais dans la République en général, et me contenterai de vous sommer à vous éveiller de votre sommeil léthargique à ce sujet, de vous sauver et sauver vos administrés, par le châtiment prompt et sévère du plus coupable des hommes. C'est votre devoir, et alors vous aurez bien mérité de la patrie.

Le républicain Q. SCÆVOLA, jeune.

Grenoble, le 10 frimaire, l'an 2^{me} de la République française une et indivisible.

Certifié conforme à l'original, par nous, membres du Comité d'observation des lois.

TÉRON, président. BERTRAND.

[*Ibid.*, fol. 90-91.]

CXXII

Grenoble, décadi 20 frimaire, l'an 2^{me} de la République
[10 décembre].

*P. Chépy, agent politique, au Ministre des Affaires
Étrangères.*

L'emprunt volontaire va passablement; il passe déjà 60,000 livres. L'impôt se recouvre avec activité; les biens des émigrés se vendent merveilleusement. Les riches capitalistes que j'avais mis en réquisition, du

haut de la tribune, se sont assemblés. Ils vont former une Société, très avantageuse pour la République. Non seulement ils s'engagent à faire toutes les avances pour la manufacture de fusils, mais même ils abandonnent tout bénéfice.

Il va arriver à Commune-Affranchie deux jacobins auxiliaires¹. Petit-Jean et moi nous consommerons avec ce secours la Révolution, qui est encore loin de marcher au pas de charge. J'ai donné au représentant du peuple une marche sûre et vigoureuse, fondée sur des notions locales. Ça ira, j'en jure par la liberté. On va d'abord s'occuper de l'épurement du Comité de surveillance, trop facile à s'attédir, puis du renouvellement du District, attendu que dans le Gouvernement révolutionnaire, ces administrations sont tout. Un membre du District actuel, Giroud, est arrêté².

Je fais la chasse aux muscadins lyonnais. J'ai mis le représentant sur les traces de deux.

Le général Dours va commander à Chambéry, le général Petit-Guillaume à Annecy. Ce dernier paraît enragé contre les aristocrates. Son aide de camp, ex-garde française, paraît aussi très prononcé.

¹ J'ignore de qui il s'agit. Ces Jacobins auxiliaires ne peuvent être les deux agents envoyés à Lyon par le Ministre des Affaires Étrangères, au commencement de brumaire (passeports du 8 brumaire), et arrivés à destination au plus tard le 23 du même mois. Ceux-ci se nommaient Chartres et Caillard. Leur correspondance est assez insignifiante.

² Giroud (Pierre), né à Saint-Marcellin en 1756; notable du corps municipal de Grenoble, 1790; membre du Directoire du district, 1791-1793; receveur général du département de l'Isère sous le Consulat et l'Empire; maire de Grenoble en 1815; mort dans cette ville le 21 février 1841. (A. Gras, *op. cit.*, p. 175.)

Une compagnie d'artillerie est partie hier pour Toulon. L'opinion religieuse s'améliore beaucoup ; des communes de campagne ferment leurs églises. Quant à nous, nous inaugurons aujourd'hui le temple de la raison et de la vérité. L'argenterie dite sacrée ne tardera pas à prendre le chemin de la Monnaie et à rejoindre celle du district de Vienne, que Petit-Jean a régénéré. Hier, on a inhumé plébéïennement un matador du paradis, Saint-Victor, auquel les bonnes âmes avaient une parfaite confiance. Les bonnes femmes s'attendaient à un miracle de la part du saint, déniché de sa châsse. Elles ne peuvent revenir de ce que leur attente n'a point été remplie. Il est bon d'observer que cette prétendue relique n'était point autre chose que le squelette assez frais d'un enfant, avec deux jambes gauches.

Il y a eu, il y a trois jours, du train à la Société, sur une motion faite par un membre, que les militaires n'entras-sent point armés. L'État-major s'est récrié *outré-mesure*. Carteaux est entré dans une colère mille fois plus grande que le père Duchesne, il est sorti avec fureur, en faisant un *appel* aux militaires, dont un certain nombre l'ont suivi. Puis, pour se venger, il a fait consigner à sa porte les *bourgeois*. Cette tracasserie n'a point eu de suites fâcheuses. Il y avait des torts respectifs, mais l'anecdote est bonne à savoir.

Compte sur mon zèle et sur mon courage.

P. CHÉPY.

P.-S. — Une compagnie de canonnières est partie hier pour se rendre au siège de Toulon.

[*Ibid.*, t. 328, fol. 148-149 vo.]

CXXIII

Grenoble, tridi, 3^{me} décade de brumaire [lisez : frimaire],
l'an 2^{me} de la République [23 frimaire = 13 déc].

*P. Chépy, agent politique, au Ministre des Affaires
Étrangères.*

La destination de Lajolais est changée ; il va sous les murs de Toulon. Je crois qu'il ne sera pas mal placé. Vaubois commandera à Moutiers ; Richoud¹ à Saint-Jean-de-Maurienne ; Badelaune, sous Dours, à Chambéry ; Nicolas, qui s'est laissé prendre par les muscadins lyonnais, part aussi pour Toulon. Valette commandera à Briançon ; Sarret² et Gouvion (excellent officier), à la vallée de Barcelonnette ; Rivaz et Point, à Entrevaux ; Villemalet³ à Mende.

Je t'instruirai des changements qui pourront survenir dans ces dispositions ; je t'observe seulement que, par

¹ Général de brigade.

² Henri Sarret. Il n'était encore que capitaine et aide-de-camp de Kellermann, lorsque les Piémontais, violant la neutralité du Valais, pénétrèrent dans le Faucigny. Aidé du brave Verdelin, capitaine au 79^e régiment d'infanterie, il sut suppléer à l'insuffisance du général Santerre. A la suite de cette campagne, où il s'était conduit d'une façon brillante, les représentants du peuple demandèrent pour lui, comme pour Verdelin, le grade d'adjudant-général chef de brigade. Il l'obtint, et ne tarda pas à être nommé général de brigade. Il fut tué le 17 germinal an II = 6 avril 1794, dans une attaque dirigée contre le Petit Mont-Cenis. (A. G. — Armée des Alpes.)

³ Général de division. Employé, en l'an III, à l'armée d'Italie.

rapport à l'effectif de l'armée, l'État-major est trop nombreux, et qu'on devrait bien envoyer dans l'intérieur quelques-uns de ces oisifs adjudants-généraux, bien brodés, pour instruire la nouvelle réquisition.

Il vient d'être expédié un ordre de faire rentrer dans l'intérieur, c'est-à-dire dans les départements de Saône-et-Loire et de la Côte-d'Or, tous les prisonniers de guerre ou déserteurs engagés et non engagés. Je remarque :

1° qu'il faut éloigner ces dépôts des départements de l'Ouest infestés par les brigands, et couper la communication ;

2° qu'il faut tenir dans les départements, où de semblables dépôts existent, une force imposante disponible ;

3° qu'il faut employer les déserteurs et les prisonniers à des travaux publics, mais sous une sévère discipline et sous une austère surveillance.

Le représentant du peuple Petit-Jean a fait mettre en état d'arrestation le citoyen Doumé, résidant ici, frère du commandant de Toulon, et ayant à Toulon deux fils, lors de la trahison. Cette mesure a paru nécessaire, quoique Doumé passât pour un bon patriote.

Le représentant du peuple Petit-Jean m'estime, m'aime. Nous marchons parfaitement d'accord. J'espère que nous ferons de la bonne besogne.

L'inauguration du temple de la raison et de la vérité s'est faite le 2^m^e décadi de frimaire. L'accusateur public Couturier a fait un beau discours. Il y avait 3,000 auditeurs. La cérémonie a été auguste, simple et patriotique. C'en est fait : le fanatisme sera terrassé sans convulsions, comme le veut sagement le Comité de Salut public. Je vais travailler à embellir et moraliser ces fêtes civiques. Convaincu que la Révolution ne doit plus marcher qu'au

pas de charge, j'ai proposé à Petit-Jean de renouveler tous les fonctionnaires. Il a nommé une Commission d'indication dont je suis président. Déjà, sur nos propositions, il a chassé du Comité de surveillance des Vingt-et-un dix membres faibles, modérés, qu'il a remplacés par de vigoureux sans-culottes. Notre travail sur la régénération du District et du Département est prêt, tout sera consommé dans l'espace d'une décade.

A quatre lieues de Grenoble, vit modestement Montgolfier, auteur des aérostats¹; il a du génie et du patriotisme. J'ai écrit au Comité de Salut public qu'il fallait mettre en réquisition ses talents, ainsi que ceux de d'Arçon² pour le siège de l'infâme Toulon. Il offre de s'élever dans un aérostat au-dessus de cette exécration, et d'y jeter deux énormes bombes chargées d'artifices et pesant 30 milliers. Cela mérite examen.

Le général O'Hara est amené à Valence³; je voudrais qu'on lui fit éprouver le même traitement qu'essuye Beauvais, qu'on fait mourir longuement à la citadelle Lamalgue, et qui est couché sur une mauvaise paille. Surtout, qu'on réprime un peu dans notre armée de siège l'*anglomanie*; elle y règne.

J'ai eu une conversation à fond avec le commissaire général Alexandre. Elle n'a rien ajouté à l'idée que j'avais de sa probité et de sa sévérité comptables, mais elle a

¹ La découverte des aérostats à air échauffé ou *montgolfières* est due aux deux frères Montgolfier, Joseph et Étienne. Il est probable que Chépy veut parler de l'aîné Joseph, qui dirigeait une papeterie à Voiron.

² L'ingénieur militaire d'Arçon, dont il a déjà été parlé.

³ Le général O'Hara fait prisonnier dans une sortie, le 30 novembre 1793, était à cette date le commandant en chef des troupes anglaises qui occupaient Toulon.

dissipé quelques soupçons que j'avais conçus sur la pureté de ses principes révolutionnaires.

Je dois t'instruire d'un fait important. Les canonniers et, en général, les militaires de la garnison de Valenciennes pensent et disent qu'on les réserve pour le siège de Genève. C'est à toi à tirer toutes les inductions que tu jugeras convenables. Tout à Genève commence à marcher à la montagnarde. Si le résident Soulavie voulait se déterminer à correspondre avec moi, cela pourrait faire beaucoup de bien ; mais il a vraisemblablement peur de compromettre sa supériorité hiérarchique. Les assignats perdent 35 pour 100 à Genève, mais on assure qu'ils seront au pair dans quatre ou cinq décades.

La liberté te garde.

P. CHÉPY.

P.-S. — Accuse-moi au moins la réception de mes lettres par ordre de numéro.

[*Ibid.*, t. 325, fol. 281-282 v°.]

CXXIV

Grenoble, septidi, 3^{me} décade de frimaire, l'an 2^{me} de la République [27 frimaire = 17 décembre].

*P. Chépy, agent politique, au Ministre des Affaires
Étrangères.*

Carteaux est parti pour une tournée dans le Mont-Blanc. Lajolais va à Bourg, et non plus à Toulon. Nicolas se rend sous les murs de cette exécration cité avec l'adjudant-général Noël.

Le général César (qui paraît brave homme) commande ici sous les ordres de Pellapra, qui paraît un peu bouché.

L'adjudant-général Palasson, patriote solide et excellent officier, suit l'instruction de la nouvelle levée. Elle ne pouvait être remise en de meilleures mains.

L'adjudant-général Lécuyer, attaché au service de la place et qui s'est fait connaître au siège de Lyon, est dans les bons principes et tout entier à son métier.

Le général Badelaune et l'adjudant-général Boyer sont arrêtés. J'avais déjà accusé ce dernier de *couardise*. Appelé à l'honneur de marcher contre Toulon, il s'en est défendu par tous les moyens possibles, n'a pas rougi de demander à Carteaux le changement de sa destination, et a dit à plusieurs personnes qu'il donnerait bien 50 pièces d'or pour ne point aller à ce siège.

Un adjudant-général vient d'être assassiné à Chambéry par les Piémontais déserteurs. Ces coquins-là ont beau mettre le pied sur le sol de la liberté, ils conservent toujours un goût de territoire.

On parle de quelques troubles du côté de Bourgoin. Ils sont suscités par des prêtres¹.

La pénurie de viande commence ici à devenir effrayante. Le maximum et la loi sur l'accaparement, malgré mes foudroyantes réclamations, s'exécutent mal. Nous allons nous concerter là dessus avec le représentant du peuple, qui est bien déterminé à changer cet état de choses.

Notre travail sur le renouvellement des autorités publiques ne sera exécuté que quand on se sera pénétré de l'esprit de l'excellent décret sur le gouvernement révolu-

¹ Mais provoqués surtout par les agissements de Vauquoy et de sa bande.

tionnaire. Je l'ai fait lire hier à la Société, où il a été couvert d'applaudissements. Pour nous y confirmer, j'ai fait arrêter le rappel du député que nous avons envoyé à Strasbourg et le renvoi au Comité d'observation des lois, des questions suivantes :

1^o Si les députés envoyés par nous à Commune-Affranchie n'étaient pas aussi dans le cas du rappel, quoique simples apôtres de liberté.

2^o S'il ne convenait pas de faire rentrer dans la masse de l'armée le bataillon de grenadiers de Paris, employé provisoirement comme armée révolutionnaire.

Quant à moi, je ne négligerai rien pour que nous jouissions du Gouvernement vigoureux que nous a créé le Comité de Salut public.

La raison et la vérité affermissent ici chaque jour leur empire. Il n'y a plus qu'une paroisse ouverte. Aussi le desservant a grande foule et raffine sur les momeries du métier pour la retenir. Plusieurs églises de la vallée sont fermées. Les hommes se plient volontiers, mais en général les femmes sont intraitables ; elles s'arment de piques, fourches, bâtons, etc. Quant à la *montagne*, il serait dangereux de vouloir y implanter actuellement le philosophisme. Point de violence, point de fanatisme, même dans la prédication de la saine doctrine ; de la fermeté, du zèle civique, et ça ira.

Beaucoup de prêtres de ces contrées, fiers d'une métamorphose provoquée par l'impérieuse nécessité des circonstances, venaient en foule se recommander à la Société pour des grades militaires et autres places. J'ai fait passer sèchement à l'ordre du jour, car *timeo Danaos et dona ferentes*.

La liberté te garde.

P. CHÉPY.

P.-S. — Envoie-moi le catéchisme du citoyen français sur la loi naturelle, par Volney¹. Cet ouvrage est excellent; je veux le distribuer dans les campagnes; des livres élémentaires et encore des livres élémentaires!

[*Ibid.*, t. 330, fol. 15-16.]

CXXV

Grenoble, primidi de nivôse, l'an 2^m de la République
[1^{er} nivôse = 21 décembre].

*P. Chépy, agent politique, au Ministre des Affaires
Étrangères.*

C'est le général Badelaune qui a été frappé à Chambéry, d'un coup de couteau à la cuisse. Il y a de grandes plaintes contre ce général. Il n'est pas précisément accusé de trahison, mais bien d'une inconcevable négligence et impéritie. Quant à son adjudant-général Boyer, ce n'est qu'un cri contre lui. Toutes les troupes, qui étaient sous ses ordres, le proclament lâche d'une voix unanime.

Le général Dugommier² a fait demander de nouveaux renforts. On lui envoie quatre bataillons : celui du 79^e, celui de la Drôme, le 4^e bataillon de grenadiers et un dont je ne sais pas le nom.

¹ *La loi naturelle ou catéchisme du citoyen français*, Paris, 1793, in-16.

² Commandant en chef de l'armée d'Italie depuis le 17 novembre, en remplacement de Doppet. Il allait être nommé (fin décembre) au commandement de l'armée des Pyrénées-Orientales.

Il est arrivé ici trois compagnies d'artillerie, l'une de Valenciennes, l'autre de l'Allier, l'autre, légère et volante, commandée par le patriote d'Anthouard ¹. Cette dernière s'est rendue coupable de quelques excès à Moirans, mais les coupables ont été arrêtés et seront punis.

Le décadi a été hier célébré avec succès.

Le Comité de surveillance marche. L'opinion religieuse va bien.

Tous les temples catholiques sont fermés par la *défection des ministres*. Le curé de Saint-Laurent, qui résistait seul, a été incarcéré pour prédication séditieuse.

La liberté te garde.

P. CHÉPY.

[*Ibid.*, t. 330, fol. 121-121 v^o.]

CXXVI

Grenoble, tridi, 1^{re} décade de nivôse, l'an 2^{me} de la République française [3 nivôse = 23 décembre].

P. Chépy, agent du département politique, au Ministre des Affaires Étrangères.

Les scellés ont été hier apposés à neuf heures du soir chez Carteaux. L'opération s'est faite avec précision, célérité et exactitude.

¹ Il y avait, en 1793, deux frères d'Anthouard, tous deux capitaines d'artillerie. Il s'agit probablement ici du cadet, Charles-Nicolas, né le 7 avril 1773, à Verdun; élève, 1^{er} septembre 1790; lieutenant, 30 juillet 1790; capitaine, 18 mai 1792; il était passé au commandement de la 14^e compagnie à cheval.

La prise de Toulon nous a tous plongés dans l'ivresse de la joie¹. Hier, on s'embrassait en pleurant. Quand on annonça, à la Comédie, cette heureuse nouvelle, l'allégresse fut convulsive. Le soir, on a improvisé une illumination et une fête civique pour *Petit-Jean*, comme représentant la sainte Montagne. Aujourd'hui grande fête; j'y cours et je quitte la plume pour m'abandonner tout entier à l'enthousiasme civique.

La liberté te garde. Périssent les Anglais ! P. CHÉPY.

P.-S. — Je te joins ici un nouvel exemplaire de mon adresse sur Toulon ; les mesures sont à l'ordre du jour.

[*Ibid.*, t. 330, fol. 127.]

« Adresse des citoyens composant la Société populaire de Grenoble à la Convention nationale. » C'est le *factum* imprimé qui a déjà été signalé plus haut. Voy. n° LXXVII.

[*Ibid.*, t. 330, fol. 128-130 v°.]

CXXVII

Grenoble, le 4 nivôse, l'an 2^{me} de la République
française une et indivisible [24 décembre].

*Le citoyen Petit-Jean, représentant du peuple près l'armée
des Alpes, au citoyen Deforgues, ministre des Affaires
Étrangères.*

Privés du plaisir de nous voir quelques fois par la dis-

¹ Toulon fut repris par les Français le 29 frimaire = 19 décembre.

tance qui nous sépare, dédommageons-nous au moins en nous écrivant quelquefois, surtout lorsque l'intérêt de la République entrera pour quelque chose dans nos entretiens.

Le citoyen Chépy, ton agent dans la commune de Grenoble, et dont je t'ai déjà parlé dans une précédente lettre, est aujourd'hui l'objet de ma lettre. Ce brave et zélé républicain, qui se renferme absolument dans les bornes de la commission qui lui est confiée, ne mérite pas d'être compris au nombre de ceux qui ont excité de justes plaintes, et je me plais à croire que, dans l'état que tu as dû fournir au Comité de Salut public, tu l'auras distingué par les qualités qui le caractérisent.

Je dois ajouter, à ce que tu pourrais avoir dit de favorable pour lui, ce que je vois chaque jour.

Il fait dans cette commune le plus grand bien, et son ardent patriotisme s'étend même sur tout le département de l'Isère. Il a établi une instruction dans les principes républicains pour les jeunes gens, une autre pour les grandes personnes. Ces établissements sont suivis et produisent tout ce qu'on en peut désirer. Il est, à la Société populaire et dans toutes les assemblées de décades, l'orateur de la vérité. Je l'entendis hier, à une fête publique célébrée par les sans-culottes de cette commune en réjouissance de la prise de Toulon, avec un grand plaisir. Son énergie, le patriotisme de son discours enflammèrent tous ceux qui assistaient en grand nombre à la fête. Je termine par te dire que cette commune et le département entier perdraient un apôtre zélé, si on le retirait d'ici, et que les vrais patriotes seraient attristés s'ils ne l'avaient plus avec eux. Je t'engage, au nom du salut de la patrie, à le laisser au poste qu'il occupe avec courage,

sagesse et prudence, et à lui continuer la confiance dont il est digne.

Salut, union et confiance.

PETIT-JEAN.

[*Ibid.*, t. 330, fol. 197-197 v^o.]

CXXVIII

Grenoble, 6 nivôse, l'an 2^{me} de la République [26 décembre].

*P. Chépy, agent politique, au Ministre des Affaires
Étrangères.*

L'arrestation de Carteaux n'a surpris, ni fâché personne ; il n'était point aimé, et on le disait hautement gâté par l'enthousiasme provençal. Amans, son aide de camp, a été aussi arrêté ; il est réputé pour un *insigne intrigant*¹. On a trouvé dans sa malle une *hausse-col aux armes d'Angleterre*. Ce fait est assez singulier².

Pellapra a été reconnu pour général en chef provi-

¹ Paul-Serge Amans (de Saint-Amans). Né à Narbonne, le 5 oct. 1763. Chasseur au 6^e régiment de chasseurs à cheval, 20 juill. 1782 ; retiré avec congé absolu. Sert dans la garde nationale de l'Aude depuis le commencement de la Révolution jusqu'au 25 janv. 1792 ; à cette date, sous-lieutenant au 5^e régiment de cavalerie ; lieutenant, 1^{er} avril 1793. A l'armée de Montesquiou, il avait joué un rôle peu honorable, dénonçant le général en chef et les officiers de son état-major, se faisant l'espion du général Hesse, etc. (A. G. Armée de Savoie). Il devait être au moins capitaine au moment de son arrestation.

² Il s'explique le plus facilement du monde, s'agissant d'un officier qui avait pris part au siège de Toulon.

soire ; on ne lui croit point assez de talents et de tenue pour remplir un poste aussi délicat, et il confirme cette opinion, généralement répandue, par son propre aveu. Je pense que l'intérêt public exige de le rendre promptement aux fonctions ordinaires de son grade. Ce qui doit rassurer un peu sur l'exercice de l'intérim, c'est l'expérience de Lécuyer, son adjudant-général, bon garçon, patriote, s'occupant sans intrigues de faire son métier, et un peu gênant pour ses confrères à cause de sa franchise et de sa bonhomie. Il est triste qu'un sujet aussi précieux n'ait point encore reçu du Ministre de la Guerre la confirmation de la nomination provisoire de Crancé et Gauthier, nomination qu'il a justifiée sous les murs de Commune-Affranchie.

Pouget, chef actuel de l'État-major, a une tête trop faible pour conduire l'armée. Son remplacement est décidé ; on balance entre Rivaz et Lajolais. Ce dernier a contre lui une dénonciation terrible sur des actes de vie privée¹. Je t'instruirai de ce que cela deviendra. Rivaz, dans tous les cas, restera ici.

Les trois bataillons qu'on envoyait en renfort au siège de Toulon ont été contremandés. Un d'entre eux, le bataillon du 79^{me} régiment, a été arrêté ici pour y prendre garnison.

Le bataillon des grenadiers de Paris a été envoyé dans la Maurienne. Le bataillon superbe de Villefranche, nouvelle réquisition, est parti pour Montmélian. Le dépôt du 6^{me} bataillon des Côtes maritimes va rejoindre son corps aux Pyrénées orientales. N'oubliez pas que sur ce point

¹ Probablement l'accusation de vol dont il est question dans *Les derniers jours du Consulat*, de Cl. Fauriel, édit. Lalanne, p. 150, n. 1.

il y a un pressant besoin de renforts. Doppet avait fait demander 1,500 hommes de cavalerie ; on n'a pu les lui donner. J'espère qu'on les prendra du côté de l'armée de Toulon. Il y a cependant un dépôt de 300 hussards du 1^{er} régiment, dont on pourrait disposer.

L'esprit public va supérieurement, surtout depuis la prise de Toulon. Il y a dans les districts voisins une fermentation religieuse. Le représentant du peuple va y mettre ordre avec une sage proclamation.

Toujours même résistance au maximum, toujours même disette de denrées de première nécessité.

La loi révolutionnaire s'exécute ; le Conseil général du département s'est dissous. Les options ordonnées par la loi se font, et les autorités publiques vont passer au creuset épuratoire.

Hier, jour de Noël (très vieux style). La physionomie de Grenoble n'était pas par trop catholique. Cependant, les citoyens des campagnes ne sont point venus au marché. Je t'envoie ci-inclus un certificat dont j'ai annoncé l'existence au Comité de Salut public. Je te prie, après l'avoir lu attentivement, de le faire passer à ce même Comité, comme preuve justificative de ton choix, et comme base de la confiance que j'ai le droit d'attendre du gouvernement, que je *sers bien*.

J'ai fait passer directement à ce Comité des renseignements sur la dernière invasion du Mont-Blanc. Je te les aurais envoyés par duplicata, si j'eusse eu le sans-culotte auxiliaire que tu m'avais promis.

A demain d'autres détails sur des objets importants.

P. CHÉPY.

*Certificat délivré à Chépy par la Société populaire
de Grenoble (4 nivôse, an II.)*

La Société populaire de Grenoble certifie que le citoyen Chépy, agent de la République, de résidence dans cette commune depuis environ six mois, n'a donné lieu par sa conduite publique et privée à aucune plainte fondée de la part des citoyens, ni des autorités constituées ; qu'il n'a fait usage de ses pouvoirs et de ses talents que pour exciter dans les uns le zèle et les vertus républicaines, pour faire marcher les autres dans la route tracée par les lois révolutionnaires, et donner à tous la leçon et l'exemple du patriotisme le plus pur et le plus ardent, en développant une supériorité de moyens et de talents, qui ont réchauffé dans tous les cœurs l'amour de la liberté, répandu une terreur salutaire dans l'âme de tous ses ennemis, accéléré le développement de l'esprit public, et qui lui assurent pour jamais la reconnaissance des citoyens de Grenoble.

Fait et arrêté dans la Société populaire de Grenoble, le quatre nivôse de l'an second de la République française, une et indivisible.

Signé : Bertrand, président ; François, instituteur, secrétaire ; Bernard, secrétaire ; Balmet, secrétaire ; P. Legrand, J. Ferrier, Capdevielle, P. Chosson, Blancsubé, G. Gros, membres du Comité de l'observation des lois ; Polican.

Vu et approuvé par le Conseil général de la commune de Grenoble, le Comité de surveillance de ladite ville, le Conseil du district de Grenoble et le Conseil du département de l'Isère, le 5 nivôse, an II.

CXXIX

Grenoble, septidi, 1^{re} décade de nivôse, l'an 2^{me}
de la République [7 nivôse = 27 décembre].

*P. Chépy, agent politique, au Ministre des Affaires
Étrangères.*

L'agent supérieur pour l'encadrement, *Liautey*, est arrivé ici. Il paraît intelligent et patriote. De concert avec lui, le représentant du peuple Petit-Jean a arrêté que la réquisition du Mont-Blanc serait renvoyée dans ses foyers, sauf à la faire passer dans une autre armée, car les Savoyards ne sont bons que quand ils sont dépaysés. Tu peux juger du caractère de ces gens-là par le trait suivant. Douze cents jeunes gens se sont mis en marche pour Grenoble ; sept cents ont déserté en chemin.

Comme le rassemblement de la nouvelle levée surchargerait, pour le logement, les habitants de cette commune, le représentant du peuple Petit-Jean vient d'arrêter que, dans un délai prescrit, le Directeur du génie réparerait les bâtiments nationaux, sous peine de destitution, et que douze cents fournitures complètes seraient faites par les aristocrates, les riches égoïstes et les fédéralistes du département.

Hier et aujourd'hui, les fanatiques, faute d'église paroissiale, s'étant réunis en très grand nombre dans la chapelle du Collège pour y entendre la messe du Préfet, le

représentant du peuple a mis adroitement cet édifice national à la disposition du commissaire des guerres, Bourgeois, pour y loger les eaux-de-vie, vins et vinaigres servant à la consommation de l'armée.

Hier, il est arrivé à l'agent national du district une lettre de l'adjoint du Ministre de la Guerre, Jourdeuil, portant ordre aux commissaires du pouvoir exécutif, qui pourraient se trouver dans l'arrondissement, de cesser leurs fonctions, aux termes de la loi du 23 août, et de se rendre à Paris. L'agent national du district¹, au nom de son administration, qui est aristocrate, qu'on va régénérer, et que ma présence importune, m'a écrit pour me communiquer cet ordre. J'ai répondu :

1^o que je n'étais point commissaire du Conseil exécutif;

2^o que je ne dépendais point du département de la Guerre ;

3^o que la loi du 23 août ne pouvait frapper sur une mission donnée en brumaire, sous l'approbation du Comité de Salut public.

L'agent national a paru se pénétrer de mes raisons, et est convenu que je n'avais aucun rapport avec les dispositions du Ministre de la Guerre.

J'en ai conféré avec Petit-Jean, qui m'a fort approuvé.

Je t'envoie le compte de ma fortune avant et depuis la Révolution. Ce compte, clair et simple, consolidera la confiance que j'ai le droit et le besoin d'obtenir de toi. J'en fais passer le duplicata au Comité de Salut public.

La liberté te garde.

P. CHÉPY.

[*Ibid.*, t. 330, fol. 254-255.]

¹ Jean-François Hilaire.

Compte rendu par P. Chépy, agent de la République à Grenoble, au Comité de Salut public de la Convention nationale et au Ministre des Affaires Étrangères, de l'état de sa fortune, avant et depuis la Révolution.

Avant la Révolution

Rien.

Je vivais chez mon père,
qui a pour apanage une probité sévère et une vertueuse médiocrité.

Depuis la Révolution . . .

En capital : 2,500 livres.

Cette somme est le fruit de mes épargnes sur le traitement que j'ai reçu de la République, comme secrétaire de légation de Liège, en Portugal, comme agent et commissaire national dans la Belgique.

Nota. — J'existe maintenant avec un traitement de 6,000 livres que m'accorde la République.

Certifié véritable sous la responsabilité de ma tête.
— P. CHÉPY.

[*Ibid.*, fol. 256.]

CXXX

Grenoble, 1^{er} décadi de nivôse, l'an 2^{me} de la République
[10 nivôse = 30 décembre].

*P. Chépy, agent politique, au Ministre des Affaires
Étrangères.*

Liautey, agent supérieur pour le recrutement¹, vient de désigner plusieurs agents secondaires pour le complètement des corps par l'encadrement de la réquisition et pour l'apurement des comptes. Je crois que cette besogne importante ira grand train².

Je suis fort content de la nomination d'un général en chef, car Pellapra n'a pas les forces nécessaires pour un si grand fardeau.

Ce Carteaux est bien étourdi et bien présomptueux. Il espère tellement une réintégration honorable, qu'il a écrit au chef de l'État-major d'avoir soin de ses chevaux et de ne pas négliger les placements de troupes qu'il lui avait ordonnés.

Nous avons reçu ici hier, par courrier extraordinaire, le décret sur Toulon. Il a été généralement applaudi.

¹ Liautey était sous le Consulat commissaire-ordonnateur à la 6^e Division militaire. (*État militaire de la République française*, an X.)

² Elle était destinée à préparer le grand travail de l'embrigadement ou amalgame.

Aujourd'hui, en exécution de la loi nouvelle, fête civique. On attend ici, avec impatience, les représentants du peuple Gaston et Fabre. Nous n'aurons pas trop ici de trois montagnards. Il faut régénérer le département du Mont-Blanc, *qui est vraiment perdu et où la représentation nationale* est dépréciée. Il faut épurer les autorités constituées. Ici ce travail est fait d'hier. L'installation des nouveaux fonctionnaires a eu lieu. Les citoyens, quoique privés pour cette fois du droit d'élire, sont satisfaits.

La Société tenait ses séances chaque jour et s'usait. J'ai fait arrêter qu'il n'y aurait plus que cinq séances par décades, et que les cinq autres seraient employées à des conférences révolutionnaires, où l'on lirait les lois et où l'on expliquerait la Constitution et la Déclaration des droits. Je me suis encore chargé de cette partie de l'instruction. Aussi je suis sur les dents.

Je vais te communiquer un acte de sévérité républicaine que nous venons de faire. Un nommé Bonnureaux, membre de la Société, fut choisi pour expertiser des tentes. Il en expertisa 1,000 et demanda 500 livres de salaire. Notre Comité d'observation des lois lui prouva, en pleine Société, qu'en supposant qu'il n'en eût expertisé que 100 par jour, c'était encore par jour 50 livres, et que c'était un gain illicite pour un républicain. En conséquence, nous l'avons rayé de notre tableau. Tu peux juger par ce fait de l'esprit qui nous anime.

La liberté te garde.

P. CHÉPY.

[*Ibid.*, t. 330, fol. 305-305 v°.]

CXXXI

[Grenoble, 11 nivôse an 2 (31 décembre).]

P. Chépy, au Ministre des Affaires Étrangères.

Il est bien douloureux pour moi de me trouver distrait de ton département, auquel je suis attaché depuis trois ans¹. Je te prie de m'y rattacher par une mission à l'étranger ou par une place dans une légation quelconque. Je crois que personne n'a plus de titres. Si, par malheur, tu ne pouvais rien faire de ce genre, je te prie alors

¹ Chépy venait évidemment de recevoir la « circulaire de rappel », adressée par le Ministre des Affaires Étrangères à tous ses agents, à la date du 1^{er} nivôse. On en trouve le texte dans le tome 322, fol. 23, du fonds *France*, où la minute est par erreur datée du 4 nivôse :

« *Le Ministre des Affaires Étrangères aux Citoyens...*

« Citoyens,

« Le Conseil exécutif, toujours soumis aux décisions de la Convention nationale, a pris de nouvelles mesures qui rendent désormais votre présence inutile à En conséquence, l'exercice de vos fonctions cesse dès ce moment et, au reçu de la présente, vous vous disposerez à revenir à Paris le plus promptement possible. La Révolution compte encore ici de nombreux ennemis cachés, et je ne doute pas qu'à votre retour, vous ne soyez encore utiles au maintien de la bonne cause ; si les services que vous avez rendus peuvent faire augurer favorablement de ceux que vous pouvez rendre encore, votre intelligence et votre patriotisme seront mis à profit et je contribuerai moi-même à vous faire rendre justice. »

de me recommander au Comité de *Salut public* et à ton collègue *Paré*¹. J'ai besoin de travailler pour vivre, et surtout j'ai besoin d'être utile à mon pays.

P. CHÉPY.

P.-S. — Les attestations honorables que je t'ai envoyées doivent m'avoir mérité *toute ta confiance*.

[*Ibid.*, t. 330, fol. 320.]

CXXXII

Paris, le 12 nivôse, l'an 2^{me} de la République [1^{er} janvier 1794].

*Le Ministre des Affaires Étrangères au citoyen Petit-Jean,
représentant du peuple.*

Le témoignage que tu me rends de la conduite du citoyen Chépy est une nouvelle preuve des services qu'il a rendus ; comme ils font présumer qu'il peut en rendre encore, il y a lieu de croire qu'on appréciera ses talents et son patriotisme. Je pense, comme toi, que Chépy peut être utile à Grenoble, et c'est dans cette persuasion que, malgré quelques préventions défavorables, j'avais continué de l'employer dans cette ville ; mais je n'en ai plus le droit. La preuve en est dans la lettre de rappel que je lui ai écrite le 1^{er} nivôse et que tous ses collègues ont également reçue.

¹ Ministre de l'Intérieur.

A son retour je ferai valoir tous ses titres auprès du Comité du Salut public et je contribuerai de tout mon pouvoir à lui faire rendre justice.

[*Ibid.*, t. 333, fol. 4-4 v^o.]

CXXXIII

Grenoble, 16 nivôse, l'an 2^{me} de la République une et indivisible
[5 janvier 1794].

*P. Chépy, citoyen français, au Ministre des Affaires
Étrangères.*

Je me disposais, Citoyen, à obéir à tes ordres, quand le représentant du peuple Petit-Jean a jugé à propos de m'enjoindre, par arrêté, de rester à mon poste jusqu'à ce qu'il en ait été ordonné autrement par le Comité de Salut public. J'attendrai la décision de ce Comité et je m'y soumettrai avec résignation. Quoi qu'il en arrive, je me recommande à ta justice et à ta bienveillance.

La liberté te garde.

P. CHÉPY.

[*Ibid.*, t. 333, fol. 38.]

Je crois utile de donner ici le texte de l'arrêté pris par Petit-Jean, le 12 nivôse, et celui de la lettre qu'il adressa au Comité de Salut public pour expliquer sa décision.

Au nom du peuple français,

Liberté, Égalité,

Le Représentant du peuple près l'armée des Alpes, (*sic*)

Douze membres députés par la Société populaire de Grenoble, à la tête desquels était le président, se sont transportés chez le représentant du peuple, et ont dit que la Société populaire de la commune de Grenoble, instruite que le citoyen Chépy, qui, depuis environ six mois, remplit en cette commune les fonctions d'agent du Ministre des Affaires Étrangères et d'apôtre de la Liberté, vient d'être rappelé par une lettre de ce ministre, en date du 1^{er} de ce mois ;

Considérant la perte que fait la commune de Grenoble, si ce citoyen abandonne ses murs, au moment où, après un long et dur travail, il est parvenu à élever l'opinion publique à la hauteur de la Révolution, et à former, pour l'instruction de la jeunesse et des citoyens, des établissements utiles, qui, chaque jour, prennent de la consistance et s'accroissent ;

Considérant encore que, l'espoir de cette retraite semblant¹ réveiller le courage, abattu par les soins dudit Chépy, des malveillants de cette commune, qui déjà paraissent se réjouir de ce prochain départ, [la Société populaire] s'est levée en masse et voulait se porter auprès du représentant du peuple ; qu'elle aurait ensuite arrêté d'y

¹ Il y a dans le texte : *semble* ; mais la correction que j'ai faite, comme aussi l'addition entre crochets que l'on trouvera plus bas (*la Société populaire*), s'impose, si l'on veut avoir un sens satisfaisant.

envoyer une députation composée de son président et de onze de ses membres, chargés d'exprimer au représentant du peuple ses regrets sur le rappel dudit Chépy, et de lui demander d'en empêcher l'exécution, en vertu de ses pouvoirs, et d'après les connaissances qu'il a lui-même du civisme et du zèle dudit Chépy pour la chose publique ; cette députation suivie de pareilles demandes de la part des administrations, du district, du Comité de surveillance et des patriotes les mieux prononcés de cette commune.

Le représentant, qui a, par lui-même, des connaissances certaines de la sagesse, des talents, du civisme et du courage républicain dudit Chépy, considérant combien il importe qu'il continue, non seulement dans cette commune, mais encore dans tout le département de l'Isère, d'y élever l'opinion publique à la hauteur de la Révolution, et d'y répandre les vrais principes de la liberté, égalité et de républicanisme ;

Considérant également que la lettre ministérielle qu'il s'est fait présenter n'est pas une loi de la Convention nationale, mais seulement une précaution de la part du Ministre des Affaires Étrangères ;

Considérant, en outre, la nécessité qu'il y a d'entretenir, dans les grandes communes, des agents d'une probité reconnue, soit pour la surveillance et l'exécution des lois, soit pour propager l'opinion publique ;

Arrête que le citoyen Chépy demeure provisoirement à son poste et continuera sa surveillance et ses soins pour la chose publique, sous telle indemnité qu'il appartiendra, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné par le Comité de Salut public de la Convention nationale, auquel sera adressée copie du présent arrêté, avec invitation

d'accorder audit Chépy une commission ou de lui en faire donner une par le Ministre de l'Intérieur.

Fait en commission, à Grenoble, le 12 nivôse, l'an II de la République française une et indivisible. Signé : Petit-Jean. Par le représentant, Signé : Débanne. Pour copie conforme à l'original. Le représentant du peuple près l'armée des Alpes : Petit-Jean.

[Arch. nat., AF II, 186.]

Grenoble, le 13 nivôse, l'an 2 de la République française
une et indivisible¹.

*Le représentant du peuple près l'armée des Alpes aux
citoyens membres composant le Comité de Salut public
près la Convention nationale.*

Le citoyen Chépy, agent politique du Ministre des Affaires Étrangères, et dont je vous ai parlé dans une de mes précédentes [lettres], ayant reçu la révocation de ses pouvoirs et son rappel de la part du Ministre, la Société populaire, les autorités constituées et enfin tous les patriotes de cette commune, en ont témoigné les plus vifs regrets, et pendant un jour entier j'ai été assailli de députations pour suspendre ce départ qui, en affligeant les patriotes, réjouissait les malveillants et relevait leur espoir, surtout des fanatiques. Connaissant moi-même la sagesse, le zèle, le patriotisme et le courage républicain de ce citoyen², j'ai pris l'arrêté dont je vous envoie copie, par

¹ Lettre reçue le 20 nivôse.

² Un mois plus tard, Chépy était devenu un client compromettant, et Petit-Jean ne s'exprimait plus à son égard qu'avec beaucoup

lequel je [le] retiens provisoirement à son poste, et jusqu'à ce que vous en ayez autrement ordonné ou que vous lui fassiez passer une commission de votre part ou de celle du Ministre des Affaires Étrangères. Salut, union et fraternité. Votre collègue : Petit-Jean¹.

[*Ibid.*, AF II, 186.]

CXXXIV

Paris, le 22 ventôse, l'an 2^{me} de la République une, indivisible et impérissable [12 mars 1794].

P. Chépy au Ministre des Affaires Étrangères.

Accusé et traduit au tribunal révolutionnaire, j'ai indispensablement besoin de la copie exacte de ma correspondance avec le ministre Lebrun, soit dans ma mission dans la Belgique, soit dans ma mission dans l'Isère. Cette

de réserve et de froideur. Voici ce qu'il écrivait de Burges-les-Bains [Bourbon-l'Archambault] (Allier) au Comité de Salut public, le 15 pluviôse an II (3 fév. 1794) : « Je ne sais pas grand'chose à vous dire sur le nommé Chépy. Tout ce que je vous ai écrit à son égard a été l'effort des demandes et sollicitations de la Société populaire et des autorités constituées de Grenoble, qui ont même envoyé à la Convention nationale des commissaires chargés de le justifier. Il s'est fort bien comporté pendant tout le temps que je l'ai vu. Sa conduite antérieure m'était inconnue. Il y a plus d'un mois qu'il a été enlevé par ordre du Comité de Sûreté générale, et il y a longtemps qu'il doit être à Paris. » (Arch. nat., AF. II, 252.)

¹ Chépy n'est pas le seul agent qui ait mis peu d'empressement à obéir aux ordres du Ministre ou essayé de se faire maintenir à son poste par les représentants du peuple. Voy. fonds France, t. 333, fol. 52, 104, 165, 188.

correspondance est ma propriété ; les ressources m'ont manqué pour en garder minute, et on ne peut me refuser de m'en aider, quand elle est nécessaire pour prouver mon patriotisme et mon innocence. En conséquence, je te prie de permettre *qu'à mes frais*, j'en fasse tirer copie. Je n'attends que cela pour mettre en état mon affaire.

Je recommande à ta bienveillance un jeune patriote, qui subit en ce moment une épreuve terrible, mais qui sera rendu un jour à son pays, à la chose publique, et qui peut-être est capable de rendre, dans ton département, d'importants services.

Salut et fraternité. Mort au Gouvernement anglais !

P. CHÉPY.

[Aff. Étrang., *France*, t. 333, fol. 243-243 v^o.]



TABLE GÉNÉRALE

DE LA CORRESPONDANCE DE CHÉPY

- ARANCOURT** (Charles-Xav.-Jos. de Franqueville d'), ministre de la guerre sous Louis XVI, 319 et n. 1.
Abjuration des prêtres assermentés, 356.
Abraham, secrétaire de la Société populaire de Grenoble, 235.
Accaparement, 256; — (loi sur l'), 381.
Accapareurs, 162, 176, 285.
Accusateur militaire de Grenoble, 185, 209.
Acte constitutionnel (l') = Constitution de 1793, 138, 149, 155, 167.
ADAM, membre du Grand Club de Genève, 318.
Adjoint au ministre de la Guerre, (l'), 217, 392. Voy. Jourdeuil.
Adjudants généraux, 92, 135, 347, 359, 378, 381.
Administrateurs de l'habillement et de l'équipement, 247.
Administrateurs du département de l'Isère, 299; — du district de Grenoble, 392.
Affaires étrangères (département des), 114.
Agde (Hérault), 255.
Agents des ministres près les armées, 299.
Agent national du district de Grenoble, 392. Voy. Hilaire.
Agiotage, 299.
Aide-de-camp (l') du général Dours, 352.
Aides-de-camp (les) du général Carteaux, 354.
Aiguebelle (Savoie), 206, 210, 212, 223.
Ain (département de l'), 144, 146, 152, 206, 244.
Aix (Bouches-du-Rhône), 158, 175, 265; — (canonniers d'), 145, 166; — (habitants d'), 167.
ALARY, commissaire du pouvoir exécutif à Grenoble, pour le recrutement, 228, 349.
ALBARADE (d') = Dalbarade, ministre de la Marine, 176 et n. 1.
Albion, 96, 221, 274, 309, 327.
ALBITTE, député à la Convention nationale, 20 et n. 2, 129, 311, 314.
ALEXANDRE, commissaire ordonnateur en chef à l'armée des Alpes, 125 et n. 3, 142, 200, 281, 318, 322, 379.
Allée-Blanche (Piémont), 79 et n. 3, 80.

- Allemagne**, 96, 148.
Allevard (Isère), 212, 222, 244, 296.
Allier (compagnie d'artillerie du département de l'), 384.
Allobroge (prisonnier), massacré par les fédéralistes marseillais, 155; — (légion), 158.
Allobroges (les = Légion des), 75, 88, 132, 144; — (chasseurs), 23, 146; — (légion des), 31, 52 et n. 1, 61, 73, 99.
Alpes (les), 69, 88, 216.
Alpes (Basses-), 140.
Alpes (Hautes-), 140, 234.
Alpes (légion des), 88, 128.
AMAN, commissaire des guerres à l'armée des Alpes, 69, 70 et n. 1, 92, 201.
AMANS, aide-de-camp du général Carteaux, 387 et n. 1.
AMAR, député à la Convention nationale, 276.
AMÉDÉE (Victor — III), roi de Sardaigne, 202.
Amérique, 133, 284.
Anglais (commerce), 281; — (gouvernement), 322, 403; — (peuple), 300; — (les), 48, 95, 206, 217, 220, 221, 282, 309, 321, 323, 349, 385.
Angleterre, 71, 83, 282.
Anglo-Américains, 281, 282.
Annecy, 96, 186, 188, 265, 375; — (club d'), 54.
ANTOINETTE (Marie-), 340.
ANTHOUD (d'), capitaine d'artillerie, 384 et n. 1.
Aoste (Piémont), 76, 77, 78, 79, 81, 82; — (cité d'), 78, 79, 80, 82, 86, 129, 167; — (duc d'), 206; — (duché d'), 50, 51, 77; — (vallée d'), 17, 56.
Arche (vallée d'). Voy. Larche.
Archevêque (le despote) = l'archevêque de Trèves, 315.
ARÇON (d'), ingénieur militaire, 274 et n. 1, 312, 379.
Ardèche (département de l'), 132, 305.
Aristocrate (libraire), de Grenoble = Giroud, 355.
Aristocrates, 38, 41, 58, 75, 146, 150, 210, 218, 247, 262, 270, 304, 311, 327, 365, 375, 391; — (bouliquiers), 285.
Aristocratie, 162, 176, 188, 189, 193, 227, 251, 253, 261, 267, 275, 276, 287, 317, 331, 333, 336, 338, 345, 348, 350, 353, 373; — des municipalités de l'Isère, 340; — lyonnaise, 172; — mercantile, 294.
Armée (L') = Armée des Alpes, 15, 121, 145, 158, 172, 188, 199, 234, 241, 264, 340, 392; — catholique de la Vendée, 122; — de Carteaux, 158, 165, 167, 198, 287; — de Lyon, 217, 277; — de l'Ouest, 95, 264; — de la Maurienne et de la Tarentaise, 184; — d'Espagne, 95; — de Toulon, 389; — devant Toulon, 330; — de la République = de Lyon, 172; — de Nice, 167, 176; — des Alpes, 13, 27, 40, 53, 56, 62, 65, 69, 82, 95, 102, 103, 114, 137, 138, 147, 156, 168, 189, 197, 207, 219, 246, 264, 273, 312, 335, 347, 349, 379; — des Ardennes, 195; — des Pyrénées, 61, 73, 75, 145, 207, 244; — d'Italie, 53, 55, 56 et n. 1, 95, 155, 179, 207, 217, 273, 274; — du Brisgau et du Haut-Rhin, 141; — du Nord, 199; — du Rhin, 53, 196; — du Var, 32; — Sarde, 238, 278.
Armée révolutionnaire de l'Isère, 299, 305, 310, 314, 317, 321, 335, 354, 361, 382; — (officiers de l'), 314; — (volontaires de l'), 314.
ARNEVILLE (d'), second secrétaire de la légation de France à Genève, 46 et n. 1.
Artillerie, 78, 110, 111, 112, 117, 129, 135, 137, 146, 155, 172, 185, 187, 226, 227, 236, 241, 251, 252, 263, 273, 274, 284, 306, 328, 341, 346, 369, 376, 384; — (chefs de l'), 342, 348, 367; — de ligne, 312.
Artilleurs, 264; — paristens, 240.
Assemblée (l') = la Convention nationale, 122, 170; — conventionnelle, 162; — constitutionnelle, 371.
Assignats, 50, 59, 92, 93, 152, 186, 187, 223, 298, 320, 380.

- ASTIER**, chef d'un bataillon de Rhône-et-Loire, 23.
- Aude** (bataillon des volontaires de l'), 44, 99, 236, 352 ; — (département de l'), 236.
- Autriche**, 101, 182 ; — (Maison d'), 18, 47, 177.
- Autrichien** échappé de Lyon, 241.
- Autrichiens**, 51, 66, 76, 77, 78, 81, 82, 84, 94, 130, 142, 278 ; — (déserteurs), 220, 256.
- Auxonne** (Côte-d'Or), 183.
- Aveyron** (département de l'), 179.
- Avignon** (Vaucluse), 116, n. 1, 124, 144, 146, 151, 158, 217.
- Avignonnais**, 116.
- BADELAUNE** (le général), 168 et n. 2, 185, 291, 302, 377, 381, 383.
- Bâle** (canton de), 47.
- BALMET**, secrétaire de la Société populaire de Grenoble, 390.
- Barcelonnette** (Basses-Alpes), 187, 206 ; — (vallée de), 129, 377.
- Bard** (fort de), 77 et n. 1, 81.
- BARÈRE**, député à la Convention nationale, 105, 281.
- BARNAVE**, 291 et n. 1, 311.
- BARRAL** (Joseph-Marie de — de Montferrat), maire de Grenoble, 219 ; — (la citoyenne), 349.
- BARRAS**, député à la Convention nationale, 150 et n. 1.
- Barraux** (Isère), 179, 185, 187, 206, 212, 291 ; — (fort de), 179, 216, 277.
- BARTHÉLEMY**, ambassadeur de la République française en Suisse, 28 et n. 1, 40, 52, 66, 72, 87, 97, 137, 177, 255.
- BASIRE**, député à la Convention nationale, 21, 22, n. 1, 211 et n. 1.
- BASQUE** (le), « royalisé », 94.
- Bataillon d'infanterie légère** (le 4^e), 52 ; — franc, 241, 264.
- Bataillons de nouvelle levée**, 121.
- Bauges** (montagnes des), 31, 210.
- Bavière** (partage projeté de la), 47, 96.
- Bayonne** (Basses-Pyrénées), 93.
- Beaucaire** (Gard), 144, 149.
- BEAUMARCHAIS**, 280.
- BEAUMONT** (Le colonel de), commandant le 9^{me} régiment de dragons, 267, 269 et n. 1.
- Beaurepaire** (Isère), 242.
- BEAUVAIS**, député à la Convention nationale, 281, 316, 323, 325 et n. 1, 326, 327, 330, 331, 340, 379.
- Bec d'Ambez** (5^e bataillon du), 328 ; — (6^e bataillon du), 324, 328.
- Belgique**, 71, 86, 88, 108, 230, 393, 402.
- Bellecour** (Place de —, à Lyon), 151.
- BERCHÉNY** = Régiment de —, 216 ; — (détachement de), 254 ; — (hussards de), 194, 199 ; — (régiment de), 192, 195, 199, 209.
- Berlin** (Cour de), 101.
- BERNARD**, secrétaire de la Société populaire de Grenoble, 390.
- Berne** (canton de), 39, 47, 65, 283, 317 ; — (Etat de), 14, 96 ; — (Sénat de), 37 ; — (ville de), 137.
- Bernois** (les), 96.
- Bernoises** (les Excellences), 20, 38.
- BERSONNET**, commissaire des guerres à l'armée des Alpes, 200, 278.
- BERTON** (Louis), ex-vicaire épiscopal de l'Isère, secrétaire de la Société populaire de Grenoble, 277, 278, 301, 332. Voy. Breton.
- BERTRAND**, maire de Lyon, 21, n. 1, 143 et n. 2.
- BERTRAND**, membre de la Société populaire de Grenoble, 374 ; — président de la même Société, 390.
- BERWICK** (Le maréchal de), 59.
- BEURNONVILLE**, ex-ministre de la Guerre, 343.
- BILLAUD DE VARENNE**, député à la Convention nationale, 276.
- BILLION DES GAYÈRES**, régisseur des subsistances de l'armée des Alpes, 247, 278.
- BIROTEAU**, député à la Convention nationale, 127 et n. 2, 155.
- BLANC**, commandant des Guides-

- hussards de l'armée des Alpes, 59 et n. 1, 256 et n. 1.
- BLANC**, membre de l'Assemblée nationale de Genève, 318.
- BLANGSUBÉ**, membre du Comité de l'observation des lois de la Société populaire de Grenoble, 390.
- Bohême**, 315.
- Bonneville** (Haute-Savoie), 273.
- BONNUREUX**, membre de la Société populaire de Grenoble, 395.
- Hordeaux**, 217, 236.
- Bordelais** (bataillons), 142.
- Bosniaques**, 220.
- Bouches-du-Rhône** (département des), 167.
- BOUCHOTTE**, ministre de la Guerre, 49 et n. 2, 291.
- Boulonnais** (régiment de), 44, 45, 69 et n. 1.
- Bourg** (Ain), 157, 161, 287, 380.
- Bourg-d'Oisans** (Isère), 318.
- BOURG** (le général du), 91 et n. 3. Voy. Dubourg.
- BOURGEOIS**, commissaire des guerres à l'armée des Alpes, 167 et n. 3, 200, 349, 392.
- Bourgogne** (régiment de), 23.
- Bourgois** (Isère), 161, 275, 366, 381.
- BOURJEAT**, prêtre assermenté de Grenoble, 332.
- BOYER**, adjudant-général chef de brigade à l'armée des Alpes, 135 et n. 1, 360 et n. 2, 381, 383.
- BRAGARD**, chef de brigade, commandant temporaire de Grenoble, 360 et n. 3.
- Bramans** (Savoie), 178 et n. 2, 179.
- Brest** (Finistère), 208, 217, 221.
- Bretagne** (ci-devant), 270.
- BRETON**, secrétaire de la Société populaire de Grenoble, 323.
- Briançon** (Hautes-Alpes), 56, 103, 145, 187, 213, 216, 234, 236, 239, 240, 251, 284, 291, 362.
- Brisgau** autrichien, 65 et n. 1, 66, 128, 141.
- BRISSET**, député à la Convention nationale, 320, n. 1.
- Brissotine** (Ligue), 338.
- Brissotins**, 187, 350.
- Brissotisme**, 22, 264.
- Brotteaux** (les), près Lyon, 151, 253, 263; — (quartier des), 93.
- BRUN** (le). Voy. Lebrun.
- BRUNET** (le Général), 149 et n. 2, 158, 166, 255; — (armée de), 166.
- Brunette** (La), forteresse italienne, 54 et n. 1, 56.
- BUZOT**, député à la Convention nationale, 142.
- Cagliari** (Sardaigne), 125 et n. 2.
- CAIRE**, capitaine des Chasseurs des Hautes-Alpes, 286.
- Calvados** (hussards du), 192: — (rois du), 122.
- CAMBON**, ministre des Finances, 366.
- Canoniers**, 193, 195, 274, 312, 321, 322, 376, 380: — d'Aix, 166; — de ligne, 151; — de Paris, 263, 312, 321, 323, 352.
- Cantal** (département du), 142; — (recrues du), 212.
- CAPET** = Louis XVI, 281, 319, 322, 345.
- CAPDEVIELLE**, membre du Comité de l'observation des lois de la Société populaire de Grenoble, 390.
- CARCARADEC** (le Général), 36 et n. 1, 43, 45 et n. 1, 64, 69, 74, 83, 91, 98, 99, 100, 107, 136, 153, 168, 204, 205, 214, 270, 271, 302.
- Carignan** (le Prince de), 129 et n. 3, 130.
- Carouge** (Savoie; actuellement Suisse), 15, 34, 36, 43 et n. 1, 54, 57, 65, 83, 91, 92, 99, 100, 103, 115, 179, 210, 234, 252, 261, 273, 291, 352, 368; — (camp de), 44, 72, 75, 99, 291, 352.
- CARRIER**, journaliste, 21 et n. 2, 25 et n. 2.
- CARTEAUX** (le général), 117 et n. 1, 129, 132, 133, 140 et n. 1, 146, 149, 155, 167, 175, 176, 193, 233 et n. 1, 274, 347, 351, 353, 354, 357, 359, 360, 364, 368, 369, 376, 380, 381, 384, 387, 394.
- Castellan** (le superstitieux), 93.
- CATHERINE II**, impératrice de Russie, 96.
- Catholicisme** (le), 361, 373.

- Catholique (culte), 310 ; — (religion), 372.
- CATTONNE (de la). chef de bataillon au 4^e régiment d'artillerie, 341 et n. 1, 346, 347, 363 et n. 1, 364, 367.
- CATUS, commissaire des guerres à l'armée des Alpes, 200.
- CAUMONT, grenadier du 5^e bataillon du Mont-Blanc, 343.
- Cavalerie, 59, 76, 78, 95, 112, 147, 159, 185, 192, 219, 257, 266, 287, 305, 311, 389 ; — lyonnaise, 253 ; — (officiers de), 267.
- Cenis (le Mont), 216, 239.
- Cette (Hérault), 255.
- CÉZAR (le général), 369 et n. 2, 381.
- Chablais (le), 273 ; — (Duc de), 130 et n. 2.
- CHALIER, président du Tribunal civil de Lyon, 24, 25, n. 1, 143 et n. 1, 147, 149, 327.
- Chambéry (Savoie), 24, 28, 40, 42, 46, 50, 51, 70, 182, 185, 186, 189, 199, 201, 210, 212, 220, 264, 265, 282, 343, 375, 377, 381, 383.
- Chambre des Comptes (Ci-devant — de Grenoble), 345.
- Champ-de-Mars de Paris, 160.
- Chancellerie helvétique, 66.
- CHARLES-QUINT (Projets de), 47.
- CHARRIER, chef des insurgés de la Lozère, 179.
- Charrois militaires, 247.
- Chartreuse (la Grande-), 212, 222, 244, 272, 289, 348.
- Chartreux (les ci-devant), 320, 361.
- CHASAL (Du), 23.
- CHASSET, député à la Convention nationale, 127, n. 3.
- Chasseurs à cheval, 199, 256, 261 ; — Corses, 52 ; — des Alpes, 253 ; — des Hautes-Alpes, 220, 255, 253, 256, 272, 277, 286, 292, 301, 312 ; — Montagnards, 328, 352 ; — des Vosges, 195.
- CHATEAUNEUF, chargé des affaires de la République française à Genève, 13, n. 1.
- CHAUMETTE (Pierre - Gaspard), procureur de la commune de Paris, 362.
- CHÉNIER, garde-magasin à l'armée des Alpes, 23.
- CHÉPY (Pierre), 219, 235, 246, 249, 278, 289, 323, 326, 331, 334, 335, 343, 386, 390, 393, 397, 399, 400, 401.
- Cherbourg (côte de), 48.
- CHEVALIER, commissaire des guerres à l'armée des Alpes, 200 et n. 3.
- CHEVRILLON, commissaire du Pouvoir exécutif, 190 et n. 1, 2, 213, 288 et n. 1, 299.
- Chirurgiens militaires, 201.
- CHOSSON (P.), membre du Comité de l'observation des lois de la Société populaire de Grenoble, 390.
- Chypre (Roi de — et de Jérusalem) = Roi de Sardaigne, 75.
- CLAVERIE, commissaire des guerres à l'armée des Alpes, 200 et n. 2.
- CLAVIÈRE, ex-ministre des Contributions publiques, 35 et n. 2, 43, n. 1, 249.
- CLÉMENT, officier municipal de Grenoble, 219.
- Clergé (Biens du), 325.
- Club de Genève, 100 ; — de Grenoble, 162, 247, 265, 266, 301, 304 ; — de Turin, 84.
- Cluses (Haute-Savoie), 186 et n. 1, 244.
- Coblentz (la Nouvelle) = Lyon, 120, 124, 128, 144.
- COBOURG (le Prince de), 101 ; — Section de Grenoble, dite de —, 296.
- COLCHEN, chef de division au ministère des Affaires étrangères, 49 et n. 4, 63, 71.
- Collège (Chapelle du), à Grenoble, 391.
- COLLOT-D'HERBOIS, député à la Convention nationale, 321, 337.
- Comité de Salut public, 17, n. 1, 33, 43, 55, 60, 61, 67, 71, 72, 73, 74, 87, 88, 89, 104, 106, 107, 108, 113, 115, 123, 129, 131, 153, 154, 156, 160, 164, 170, 173, 174, 182, 185, 189, 193, 197, 198, 207, 214, 218, 219, 222, 225, 227, 228, 231, 245, 249, 251, 252, 257, 261, 282, 283, 284, 287, 289, 291, 293, 297, 303,

- 305, 312, 313, 319, 322, 334, 341, 348, 352, 354, 363, 367, 378, 379, 382, 386, 389, 392, 393, 397, 398, 400, 401.
- Comité de sûreté de Genève, 96.
- Comité de surveillance de Grenoble = Comité des Vingt-et-un, 304, 320, 325, 327, 331, 333, 334, 336, 341, 348, 350, 355, 367, 370, 375, 379, 384, 390, 400.
- Comité d'instruction publique de la Convention nationale, 330.
- Comité d'observation des lois de la Société populaire de Grenoble, 374, 382, 390, 395.
- Comités de surveillance, 257 ; — de Grenoble, antérieurs au Comité unique des Vingt-et-un, 296, 302, 304.
- Comités réunis de la Convention nationale, 64.
- Commissaires de la Convention nationale, 15, 20, 24, 27, 30, 34, 43, 45, 50, 52, 56, 57, 60, 61, 62, 68, 71, 73, 83, 84, 87, 88, 102, 105, 106, 109, 110, 113, 115, 117, 119, 120, 121, 128, 133.
- Commissaires de la ville de Lyon, 145.
- Commissaires des guerres, 60, 125, 217, 267, 392 ; — du Conseil exécutif, 392 ; — du Pouvoir exécutif, 156, 174, 190, 193, 203, 299 ; — nationaux du Pouvoir exécutif, 198, 392 ; — près des armées, 258.
- Commission de justice populaire, de Lyon, 365 ; — d'observation des lois de la Société populaire de Grenoble, 365 ; — militaire de Grenoble, 318, 341, 363, 364 ; — temporaire de Ville-Affranchie, 354, 365, 366.
- Commune (la) = de Grenoble, 333, 340, 390, 399, 400, 401.
- Commune-Affranchie. = Lyon, 369, 375, 382, 388.
- Commune de Grenoble, 311, 348, 350, 386, 401.
- COMPAGNON, officier municipal de Grenoble, 219.
- COMTE, espion employé par Dumouriez, 16.
- Condé (Nord), 57 ; — (garnison de), 179.
- Coni (Piémont), 82, 86, 130, 238.
- Conseil du district de Grenoble, 390.
- Conseil exécutif de la République française, 15, 17, n. 1, 43, 49, 55, 61, 64, 87, 99, 108, 115, 118, 122, 141, 156, 160, 163, 174, 184, 192, 193, 199, 203, 215, 251, 365.
- Conseil général du département de l'Isère, 357, 389, 390 : — de la commune de Grenoble, 390.
- Constance (Allemagne), 96.
- Constitution de 1793, 140, 141, 330, 371, 395.
- Convention nationale, 18, n. 1, 21, 49, 93, 96, 111, 127, 147, 152, 155, 166, 173, 189, 215, 234, 235, 276, 282, 294, 295, 310, 341, 354, 385, 400.
- Coppet (Suisse), 148.
- Corps helvétique, 17 et n. 1, 38, 47, 52, 66, 72, 85, 111, 138, 260, 283.
- Corps légionnaires, 141.
- Corse, 206.
- Corses (chasseurs), 52.
- Cosaques (transformation des paysans français en), 208.
- Côte-d'Or (département de la), 378.
- Côte-Saint-André (La), Isère, 320.
- Cotentin (presqu'île du), 48.
- Côtes-Maritimes (6^e des), 388.
- Courmayeur (Piémont), 78, 80, 86.
- COUSTARD-DE-S^t-Lô (le général), 179 et n. 2, 205, 214, 240, 291, 342.
- COUTURIER, président de la Société populaire de Grenoble, 357 et n. 1 ; — accusateur public à Grenoble, 378.
- CRANCÉ (Dubois de), 241, 388. Voy. Dubois-de-Crancé.
- Cravattes = Croates, 130.
- Croates, 220.
- Croix-Rousse (le faubourg de la —, à Lyon), 170, 176.
- Cuïres (Rhône), 241, n. 1.
- Culte de la raison et de la vérité, 345, 355, 356 ; — dit Romain, 328.
- Cultes (exercice des), 337 ; — (libre exercice des), 371, 372.
- Curés (les), 340, 369 ; — de campagne, 361.

- DAGOBERT-FONTENILLE** (Luc-Siméon-Auguste), général de division, commandant l'armée des Pyrénées-Orientales, 255.
- DANEMARK**, 96, 284.
- DANTON**, 105, 228.
- DASSIER**, patriote genevois, 229, 248, 252, 253, 261.
- Dauphiné*, 92.
- DÉBANNE**, secrétaire du représentant du peuple Petit-Jean, 401.
- Décadi** (le), 361, 367, 384.
- Décadis** (les), 337, 370.
- Déclaration des droits de l'homme** (Constitution de 1793), 395.
- DEFORGUES**, ministre des Affaires étrangères, 104, n. 1, 385.
- DELARUE** (Le général), 48 et n. 1.
- DELHORME**, secrétaire de la légation de France à Genève, 13 et n. 1, 14, 17, n. 1, 28, 32, 40, 41, 42, 45, 46 et n. 1, 50, 51, 57, 61, 64, 71, 72, 89, 97, 102, 242, 248, 275.
- DELISLE**, président de la Société populaire de Grenoble, 235.
- DELORME**, officier au 5^e régiment de cavalerie, 269 et n. 3.
- Démont* = *Demonte* (Piémont), 130 et n. 4.
- DENNIER**, commissaire-ordonnateur à l'armée des Alpes, 172 et n. 1, 200.
- DEPAGET**, curé de Beaurepaire (Isère), 242.
- Département** (le) = Département de l'Isère, 145, 242, 248, 257, 272, 309, 310, 356, 374 ; = Administration du, 172, 178, 222, 223, 244, 266, 285, 288, 295, 305, 312, 318, 319, 333, 348, 379 ; — (l'administration du), 370 ; — (président du), 242.
- Département de l'Isère**, 212, 300, 320, 354, 386, 400.
- Département de la Guerre**, 392.
- Département des Affaires étrangères**, 308, 358, 396, 403 ; — (commis du), 307.
- Députés détenus prisonniers après le 31 mai**, 142.
- Déserteurs**, 220, 229, 276, 287, 292, 378 ; — français, 287 ; — ouvriers, 258.
- Diète de Frauenfeld**, 138 ; — helvétique, 111, 137, 148.
- Digne** (Basses-Alpes), 187.
- Dimanches** (les), 337.
- Directeur du Génie**, à Grenoble, 391.
- Direction de l'artillerie**, à Grenoble, 330.
- Directoire du département de l'Isère**, 152, 298, 319, 341.
- District de Grenoble**, 287 ; = Administration du, 299, 341, 375, 379, 400 ; — de Lyon, 26.
- Districts de l'Isère**, 305, 309.
- Dôle* (Jura), 192.
- Dominicains** (ci-devant) de Grenoble, 304.
- Dons patriotiques**, 308, 310, 311, 315, 322, 324, 332.
- DOPPET** (le général), 31 et n. 1, 132 et n. 1, 144, 233, 252, 291, 311, 312, 389.
- DORFEUILLE**, membre de la Commission révolutionnaire de Lyon, 338 et n. 1.
- Doubs* (département du), 259, 267.
- DOUMÉ**, frère du commandant de Toulon, arrêté par ordre du représentant Petit-Jean, 378.
- DOURS** (le général), 329 et n. 1, 351, 352, 354, 369, 375, 377.
- DOYEN** (le général Le), 134 et n. 1, 184 et n. 1, 223, 240 et n. 2, 252 n. 1, 254, 291, 306.
- Dragons**, 185, 238.
- Drôme* (département de la), 175, 180.
- DUBOIS-DE-CRANCÉ**, député à la Convention nationale, 20 et n. 1, 99, 139, 255, 273, 276, 313, 370.
- DUBOURG** (le général), 136, 168. Voy. du Bourg.
- DUBUISSON**, patriote suisse, 156, 244.
- DUGOMMIER** (Le général), 383.
- DUMAS**, officier municipal de Grenoble, 219.
- DUMAZ**, député à la Convention nationale, 205, 277, 311, 313, 314, 319.
- DUMONT**, député à la Convention nationale, 328 et n. 2.
- DUMOULIN**, commandant des gre-

- nadiers parisiens de la garnison de Valencienues, 336.
- DUMOURIEZ, 16, 28, 48, 105, 108, 148, 156, 161, 196.
- Dunkerque* (Nord), 251 et n. 1.
- DRPORT, secrétaire de l'administration du département de l'Isère, 266 et n. 1.
- DUPUY (maison de la veuve), à Grenoble, où logea Chépy, 325.
- Durance*, 145.
- Echelles* (Les). Savoie, 272; — (Les) du Levant, 150, 206.
- Egalité (Philippe), 47 et n. 1.
- Eglise cathédrale de Grenoble, 369; — paroissiale de Grenoble, 310.
- Eglises fermées, 369, 376, 382.
- Embrun* (Hautes-Alpes), 33, 42, 46, 57, 145, 251.
- Emigrés, 17, 37, 39, 85, 101, 147, 251, 259, 267, 268, 272, 273, 317, 340; — (biens des), 223, 232, 285, 325, 356, 374.
- Empereur (l') d'Allemagne, 56, 96; — (généraux de l'), 66.
- Emprunt volontaire, souscription patriotique ouverte à Grenoble par Chépy, 374.
- Enfants de Grenoble, auxquels Chépy donnait une instruction patriotique, 317, 322, 323.
- Englués (les), sobriquet donné aux modérés de Genève, 38 et n. 1, 75.
- Enterrements (règlements sur les), 337.
- Entremont* (Piémont), 82 et n. 1.
- Entrevaux* (Basses-Alpes), 369, 377.
- ERLACH (d'), bailli de Lausanne, 317.
- ERNEST (régiment suisse d'), 34, n. 1.
- Escout*, 160.
- Espagne* (frontière d'), 102; — (Roi d'), 48, 71, 212.
- Espagnole* (flotte), 101.
- Espagnols* (les), 61, 62, 75, 95, 132 et n. 5, 152, 162, 220.
- Estrade (le général de L'), 90 et n. 2, 99, 136, 142, 240 et n. 1, 243, 270, 281.
- États héréditaires de l'Empereur, 315.
- État-major (chef del'), 352; (l') = de l'armée des Alpes, 15, 119, 128, 139, 149; — de l'armée des Alpes, 142, 270, 351, 360, 361, 376, 378, 388, 394; — de l'artillerie, 135, 306; — de la garnison de Mavence, 165.
- Etats-majors (les), 226, 257.
- Eugénie, pièce de Beaumarchais jouée à Grenoble, 280, 281.
- Europe*, 96, 281, 356.
- Evêque du département de l'Isère, 301 et n. 1, 331; — de Paris, 332 et n. 1.
- Eybens* (Isère), 209.
- EYRIÈS, capitaine de vaisseau, commandant de la marine à Cherbourg, 48 et n. 2.
- FABRE (Cl^{de}-Dominique-Côme), député de l'Hérault à la Convention nationale, 395.
- FABRE, négociant à Grenoble, 349.
- Famars* (Nord), 41, 42, n. 1.
- Fanatiques (les), 239, 259, 332, 369, 391, 402.
- Fanatisme (le) religieux, 242, 301, 331, 336, 338, 339, 340, 355, 353, 361, 372, 378, 382; — (le) philosophique, 370.
- FANTIN, secrétaire de la Société populaire de Grenoble, 323.
- Faucigny* (Savoie), 189, 210, 239, 244, 254, 302.
- FAURE, lieutenant de chasseurs des Hautes-Alpes, 287.
- Fédéralisme, 93, 105, 109, 110, 116, 142, 145, 163, 170, 193, 198, 227, 251, 287, 331, 373.
- Fédéralistes, 140, 166, 301, 370; — du Gard, 132, 391; — du Midi, 266; — Muscadins, 158.
- FÉLIX (Etienne), fédéraliste marseillais, 146.
- Ferney* (Ain), 54.
- FERRIER (J.), membre du Comité de l'observation des lois de la Société populaire de Grenoble, 390.
- FERRIÈRE (le général La), 91 et n. 2.
- Feuillantisme, 211.

- Finistère** (département du), 208.
FLERS (le général de), 61 et n. 1, 75, 152.
Flotte (la) française, 217.
FOUCHE, député à la Convention nationale, 321.
FOULET, commissaire des guerres à l'armée des Alpes, 200, 282, 360.
Foussan = *Fossano* (Piémont), 130.
FOX, adjudant-général à l'armée des Alpes, 360 et n. 1, 369.
France, 13, 37, 38, 39, 41, 42, n. 2, 47, 81, 102, 185, 220, 224, 226, 261, 319, 315.
Français (peuple), 258, 281 ; — (Les), 70, 77, 78, 80, 82, 84, 88, 101, 237, 252, 260, 261, 281.
Française (Nation), 85.
FRANÇOIS, instituteur, secrétaire de la Société populaire de Grenoble, 390.
Frauenfeld (Diète de), 138.
Fréjus (Evêque de), 130 et n. 5.
FRÉRON, député à la Convention nationale, 150 et n. 1.
Fribourg (Canton suisse de), 47.
GAILLARD, révolutionnaire lyonnais, 143 et n. 2.
Galibier (Col du), 194 et n. 2.
Gap (Hautes-Alpes), 42, 46, 126, 145, 187, 236.
Gard (Bataillon fédéraliste du), 116 ; — (département du), 146, 150, 236 ; — (Fédéralistes du), 132.
Garde nationale de Grenoble, 326 ; — de Vizille, 251.
Gardes nationales, 157, 180.
Gardes nationaux de Grenoble, 272.
GARDON, ex-vicaire épiscopal de Grenoble, 332 et n. 3.
Garnison (la), de Grenoble, 348, 361.
Garonne (Bataillons fédéralistes de la Haute-), 116.
GASTON (Raymond), député de l'Ariège à la Convention nationale, 395.
GAUTHIER, député à la Convention nationale, 20, n. 1, 58 et n. 4, 182, 245, 276, 291, 313, 388.
Gendarmerie nationale, 171, 208.
Gendarmes de la résidence de Grenoble, 345.
Général (le) = **Carteaux**, 361, 362 ; = **Lajolais**, 272.
Général en chef (Le), 255, 256.
Généraux français, 124, 139, 225, 247, 258, 359 ; — piémontais, 237.
Gênes (Italie), 92, 95, 101, 131, 203, 284.
Genève (Suisse), 13, 17, n. 1, 24, 27, 34, 35, 39, 43, 47, 48, 50, 60, 63, 71, 85, 87, 88, 92, 96, 97, 101, 102, 107, 112, 119, 122, 126, 128, 156, 157, 186, 203, 211, 215, 248, 253, 260, 298, 318, 357, 358, 380 ; — (Club des Marseillais à), 229, 252 ; — (Gouvernement de), 63, 68, 75, 85, 204 ; — (République de), 13, 57, 249, 318 ; — (Résidence de), 97 ; — (Sénat de), 43, n. 1.
Genevois (Gouvernement), 70, 88, — (les), 33, 34, 37, 38, 41, 57, 60, 100, 249, 261.
Génie (Chefs du), 342 ; — (Officiers du), 263, 306.
Génois (Territoire), 95.
GEORGES [III], roi d'Angleterre, 281.
Gex (Pays de), 35, 54, 249, 259.
Gibraltar, 274.
GILOT (le général), 196 et n. 1.
GIREY DU PRÉ, 22 et n. 4.
Gironde (5^e bataillon de la), 184, 195.
GIROUD, libraire de Grenoble, 355.
GIROUD (Pierre), membre du Directoire du district de Grenoble, 375 et n. 2.
GIROUD, officier municipal de Grenoble, 219.
GORSAS (Antoine-Joseph), député de Seine-et-Oise à la Convention nationale, 142.
Gouvernement français, 261, 365, 389 ; — révolutionnaire, 375, 381.
GOUVION (le général), 168 et n. 1, 377.
Grand-Club de Genève, 260, 318.
Grand-Duc de Toscane, 94.
GRANGE, ex-vicaire épiscopal de l'Isère, 248 et n. 1, 277.

GRANIER, secrétaire de la Société populaire de Grenoble, 235.

Grasse (Var; actuellement Alpes-Maritimes), 297.

Grenadiers de Paris (bataillon des), 333, 335, 340, 354, 382, 388.

Grenoble (Isère), 28, 46, 50, 75, 102, 103, 111, 114, 115, 118, 123, 126, 131, 142, 152, 185, 189, 195, 199, 204, 205, 212, 218, 224, 231, 244, 245, 251, 282, 289, 296, 304, 311, 312, 315, 326, 335, 345, 349, 358, 361, 373, 379, 389, 391, 393, 397; — (approvisionnement de), 298; — (citovens de), 169; — (contingent de gardes nationaux de), requis pour le siège de Lyon), 157, 164; — (établissement d'un arsenal à), 348; — (esprit public à), 106; — (habitants de), 313; — (magasin d'habillement de), 273; — (réquisitions de), 265. Voy. Société populaire, Comité de surveillance, Commune, Municipalité, etc.

Grenoblois, 280, 311, 324, 333, 351; — (détachement), 287.

GRENU, patriote genevois, 14 et n. 1, 34, 36, 42 et n. 2, 54, 100, 156, 318.

Grisons (Districts des), 47.

GROS (G.), membre du Comité de l'observation des lois de la Société populaire de Grenoble, 390.

Guides-Hussards, 59.

Guillotière (La), faubourg de Lyon, 22.

Haut-Rhin, 128.

HELFFLINGER, chargé des affaires de la République française dans le Valais, 17 et n. 1, 18, 40, 46, 50, 51, 65, 69, 71, 74, 83, 89, 90, 102, 105, 107, 114, 119, 137, 248, 262, 275.

Helvétie, 48.

Helvétiens (Paysans), 48.

Helvétique (Territoire), 259.

HÉRAULT (département de l'), 26, 146.

HÉRAULT DE SÉCHELLES (Marie-

Jean), député à la Convention nationale, 253.

HERBEZ (d' — Latour), député à la Convention nationale, 205 et n. 2.

HESSE (le général, prince de), 91 et n. 1.

HILAIRE, agent national du district de Grenoble, 392, n. 1.

Holstein (Le), 202.

Hongrie (La), 278.

Hongrois, 220.

HOOD (l'amiral), 274.

Hôpital (l'); Savoie, 194 et n. 2, 212.

Hôpitaux militaires, 199, 212, 247, 282.

Houzards, 272.

Hussards, 188, 192 et n. 1, 209, 212, 216, 347, 351, 354, 389; — Guides, 31.

Inde (l'), 221.

Indes (les) orientales, 282.

Infanterie (4^{me} bataillon d') légère, 269, 271; — (officiers d') 173, 185.

Instituteurs de Grenoble, 360.

Irlande, 221.

Isère, rivière, 193.

Isère (Administration de l'), 110; — (3^e bataillon de l'), 241; (l') = département de l'. 128, 234, 298, 318, 321, 340, 341, 402; — (département de l'), 185, 212, 251, 265, 291, 304, 366.

Isle (L'). Vaucluse, 158 et n. 3.

Italie, 55, 56, 94.

Jacobins, 303, 375; — (ci-devant, de Grenoble), 330; — de Paris, 358, 366.

JANOT, président du Comité provisoire de sûreté de Genève, 260 et n. 1.

JEAN-JACQUES [Rousseau], 37.

Jeunesse (Instruction révolutionnaire donnée à la) de Grenoble, 200.

JOURDEUIL, adjoint au ministre de la Guerre, 392.

Juges militaires, 248.

Jura (département du), 126, 149, 152, 259, 267.

- KELLERMANN (le général), 14, 43, n. 1, 46, 50, 56 et n. 1, 57, 61, 62, 71, 73, 75, 89, 99, 107, 111, 115, 118, 121, 124, 133, 134, 136, 151, 155, 157, 164, 167, 168, 179, 182, 185, 196, 204, 205, 209, 212, 214, 220, 230, 232 et n. 1, 234, 245, 246, 248, 254, 268, 270, 290, 291, 342.
- KELLERMANN, fils du précédent, 246 et n. 1.
- KERSAINT (projet de), 183 et n. 1.
- LABARRE (maison de), à Grenoble, 218.
- LACROIX, député à la Convention nationale, 105.
- LAGRÉE (de), colonel d'artillerie à Grenoble, 307 et n. 1, 352, 364 et n. 1, 365, 367.
- LAJOLAIS (le général), 134 et n. 3, 209, 212, 229, 244, 265, 318, 342, 368, 377, 380, 388.
- Lamalgue* (le fort), à Toulon, 379.
- LAMARLIÈRE (le général), 42 et n. 1.
- Lambesc* (Bouches-du-Rhône), 213.
- LAMETH (les), 270.
- LAMOURETTE, évêque constitutionnel de Rhône-et-Loire, 26 et n. 1.
- LANCHÈRE, directeur général et entrepreneur des charrois de l'artillerie pour les armées du Rhin, des Alpes et d'Italie, 53.
- Landau* (Bas-Rhin), 196.
- Landes* (bataillon des), 184.
- Languedoc*, 132.
- Lanslebourg* (Savoie), 178 et n. 2.
- LARAN, commissaire des guerres à l'armée des Alpes, 200 et n. 4.
- Larche* (vallée de), 110 et n. 4, 152.
- LARCHER, officier de l'armée des Alpes, 341.
- LAROQUE (Jean-Alexandre-Durand de), général de brigade à l'armée des Alpes, 91 et n. 4.
- LAROQUE ou LA ROQUE (Jean-Jacques d'Ornac de), colonel du 5^e régiment de cavalerie, 267, 269 et n. 2.
- LAROQUE ou LA ROQUE (Nicolas-Roch de), colonel du 79^e régiment d'infanterie, 53, n. 1, 99.
- Lausanne* (Suisse), 148.
- Lauterbourg* (Bas-Rhin), 293.
- LAVALLETTE (le général de), 160 et n. 1.
- LEBRUN ou LE BRUN, ministre des Affaires étrangères, 18, n. 2, 19, n. 1, 20, 21, 23, 67, 243, 299, 402.
- LÉCUYER, adjudant-général à l'armée des Alpes, 263 et n. 2, 381, 388.
- LEGENDRE député à la Convention nationale, 21, 22, n. 1.
- Legion allobroge, 31, 52 et n. 1, 61, 73; — de Kellermann, 62; — de la Montagne, 199, 269; — des Alpes, 65, 75, 128, 195; — du Nord, 141 et n. 2.
- LEGRAND (P.), membre du Comité de l'observation des lois de la Société populaire de Grenoble, 390.
- LEMARQUANT, commissaire des guerres à l'armée des Alpes, 201 et n. 2.
- LETANDUÈRE ou L'ETANDUÈRE (le général de), 121 et n. 1, 133, 343.
- LEVASSEUR, adjudant-général à l'armée des Alpes, 209 et n. 2.
- Levée de la première classe, 248; — des 300,000 hommes, 226; — (nouvelle), 381.
- LIAUTEY, agent supérieur pour l'encadrement des troupes de l'armée des Alpes, 391, 394 et n. 1.
- Liège*, 393.
- LOCHE (de), major du régiment de Savoie, 81.
- Loi du 23 août 1793, 207, 213, 296, 304, 322, 392.
- Lombardie*, 32, 56, 94.
- Londres*, 48.
- Longwy* (Moselle), 25 et n. 4.
- Lorient* (Morbihan), 217, 221.
- Loudun* (Vienne), 25 et n. 3.
- Lozère* (département de la), 58 et n. 2, 179, 281, 312.
- Luxembourg* (section du), à Paris, 352.
- Lyon*, 23, 24, 25, 27, 58, 101, 106, 110 et n. 3, 113, 116, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 127, 128, 129,

- 133, 140, 143, 147, 149, 150, 152, 157, 161, 162, 164, 170, 172, 179, 193, 205, 206, 213, 214, 215, 223, 227, 236, 237, 273, 274, 277, 287, 291, 293, 303, 307, 313; — (affaire de), 188, 207, 220, 234, 270; — (bombardement de), 176; — (commerce de), 103; — (émigrés échappés de), 272; — (événements de), 148, 175; — (expédition de), 169; — (muscadins de), 280; — (opérations [militaires] contre), 182, 189; — (réduction de), 235; — (siège de), 200, 226, 284, 305, 307, 342, 367, 381.
- Lyonnais**, 133, 144, 149, 151, 155, 207, 241, 243, 244, 248, 256, 259, 265, 266, 268, 365.
- MACAREL**, 23 et n. 1.
- Mâcon** (Saône-et-Loire), 147, 196.
- Madeleine** (col de la), 251.
- Maison commune de Grenoble**, 266.
- Maisons nationales (prisons)** pour les suspects, 244, 266.
- Manufactures d'armes**, 244.
- MARAT**, 288, 327.
- MARET**, 98 et n. 1, 177.
- Marine française**, 150, 156, 206, 210.
- MARSEAU**, notable du corps municipal de Grenoble, 219.
- Marseillais** (club des), à Genève, 38 et n. 2, 229, 252 et n. 2, 261; — (fédéralistes), 113, 123, 124, 129, 132, 144, 146, 155, 158, 162, 166, 175; — (hymne des), 329; — (parti), à Genève, 252.
- Marseillaise** (colonne), 116, 140, 146, 149.
- Marseille**, 79, 92, 145, 155, 158, 166, 167, 190, 198, 213, 215, 225, 293, 368.
- Martigny** (Valais), 81 et n. 1.
- Martigue** (Bouches-du-Rhône), 255.
- MASSEIV**, chef du 4^e bataillon d'infanterie légère, 271 et n. 1.
- MASSOL**, chef du 1^{er} bataillon de l'Ardèche, 142 et n. 1, 264.
- Maubeuge** (Nord), 293.
- Maurienne**, 41, 59, 98, 147, 179, 181, 184, 194, 210, 223, 231, 238, 252, 254, 297, 312, 388.
- MAURIN**, préposé par le Conseil exécutif à l'achat et à la confection des objets d'habillement, d'équipement et de campement, 172 et n. 2, 246.
- Maximum** (le), 275, 297, 298, 312, 314, 322, 340, 381, 389; — (décret sur le), 145, 262; — (loi du), 266, 285, 287, 288, 294, 302, 305.
- Mayence**, 38, 142, 159, 165, 189.
- MAYER**, chef du bataillon franc, 264 et n. 1.
- Mecklembourg**, 202.
- Méditerranée**, 95, 136, 150, 162, 183, 193, 206, 221, 274, 293.
- Mende** (Lozère), 377.
- MENDOUZE**, chef du bureau des fonds au ministère des Affaires étrangères, 115.
- Metz**, 239.
- Meuse**, fleuve, 160.
- MICHAL**, officier municipal de Grenoble, 219.
- Midi de la France**, 147, 217, 234, 236, 255, 266, 269, 273, 282; — (coalition du), 106, 110, 115.
- Milan**, 55, 56.
- Milanaïs**, 32, 94.
- MILLOT-PÉRIER**, 311.
- Ministère de la Guerre**, 49, 61; — des Affaires étrangères, 67.
- Ministre de la Guerre**, 60, 64, 106, 107, 114, 115, 123, 131, 172, 197, 212, 231, 245, 246, 253, 255, 257, 264, 277, 287, 295, 303, 345, 352, 388; — de l'Intérieur, 115, 123, 228, 320, 347, 401; — des affaires étrangères, 16, 252, 343, 344, 393, 399, 400, 401, 402; — des contributions publiques, 231.
- Ministres** (les), 220, 293, 299.
- Modérantisme**, 276, 336.
- Modérés**, 218, 265, 304, 347.
- Moirans** (Isère), 384.
- Monarchies** (les), 317.
- MONK**, 48.
- Monnaie** (la) de Paris, 376; — piémontaise, 298, 305.
- Monopoleurs**, 314.
- Montagne** (la Sainte), 385.
- MONTAUT**, député à la Convention nationale, 321 et n. 2.

- Mont-Blanc** (bataillons du), 61, 73, 99, 183; — (4^e bataillon du), 171, 195, 215, 244; — (5^e bataillon du), 179, 265, 287, 343; — (département du), 14 et n. 2, 15, 16, 42 et n. 2, 46, 51, 53, 59, 61, 68, 70, 82, 119, 133, 177, 181, 182, 186, 192, 193, 195, 204, 205, 206, 210, 211, 214, 217, 220, 223, 224, 226, 229, 234, 236, 244, 248, 278, 282, 285, 291, 298, 305, 306, 318, 321, 338, 341, 380, 388, 389, 391, 395.
- Montbrison** (Loire), 26, 170.
- Mont-Cenis** (le), 82, 87, 100.
- Mont-Dauphin** (Hautes-Alpes), 78.
- Montélimar** (Drôme), 149.
- MONTESQUIOU** (le général), 43, n. 1, 45, n. 1, 74, 178, 341.
- MONTFERRAT** (duc de), 88 et n. 3, 130.
- MONTGOLFIER**, 379 et n. 1.
- Mont-Lion** = Mont-Dauphin (Hautes-Alpes), 103 et n. 1.
- Montmélian** (Savoie), 182, 205, 212.
- Montpellier** (Muscadins de), 236.
- Mont-Valezan**, 78 et n. 1, 79.
- Morand** (Allée), à Lyon, 170.
- MORAS**, ex-médecin militaire à l'armée des Alpes, 264.
- Morges** (Suisse), 148.
- Moselle** (Troupes de la), 113.
- Moutiers** (Savoie), 377.
- Municipalité d'Allevard**, 296; — de Grenoble, 113 et n. 1, 176, 216, 218, 309, 310, 314, 323, 337, 339, 345, 360, 363, 369; — de Lyon, 21, 26.
- Municipalités campagnardes**, 170; — de l'Isère, 242.
- Municipaux aristocrates**, 242; — (officiers) de Grenoble, 212, 218, 266.
- Muscadins**, 120, 247, 255, 262, 265, 272; — échappés de Lyon, 280; — lyonnais, 176, 377.
- MUTRECY**, préposé par le Conseil exécutif à l'achat et à la confection des objets d'habillement, d'équipement et de campement, 172 et n. 2, 246, 334, 339.
- MUY** (le général du), 29 et n. 1, 34 et n. 1, 46, 49, 51, 52, 56, 70, 71, 90, 98, 99, 136, 137, 151, 168, 205, 342.
- NADAL**, préposé par le Conseil exécutif à l'achat et à la confection des objets d'habillement, d'équipement et de campement, 334, 339.
- NADAUD**, commissaire des guerres à l'armée des Alpes, 201 et n. 1.
- Naples** (Roi de), 48, 94.
- Nation** (la), 285.
- NECKER**, 148.
- Neustrie** (bataillon du régiment ci-devant de), 295, 297.
- Nice**, 33, 49, 57, 65, 71, 77, 81; — (comté de), 16, 83, 206, 237.
- NICOLAS** (le général), 133 et n. 1, 342 et n. 2, 377, 380.
- NIOCHE**, député à la Convention nationale, 20, n. 1, 58 et n. 3, 126, 142.
- NOAILLES** (dragons de), 61.
- Nobles**, 37, 84, 257; — (ci-devant), 269.
- NOEL**, adjudant-général à l'armée des Alpes, 209 et n. 1.
- Noël** (Fête de), 380, 389.
- Nord** de la France, 69, 175, 293.
- Normandie**, 49.
- Nouvelle réquisition** (la), 228.
- NUCÉ** (le général), 93 et n. 1.
- NYER**, greffier de la municipalité de Grenoble, 219.
- Nyon** (Suisse), 96, 101, 148.
- Officiers**, 119, 187, 196, 197, 212, 226, 229, 234, 237, 244, 261, 263, 351, 359; — d'artillerie, 306; — de cavalerie, 267; — de la garnison de Valenciennes, 244; — de santé militaires, 257; — de volontaires, 237; — d'infanterie, 173, 185; — du génie, 263, 306; — généraux, 217, 229, 233; — piémontais, 238.
- O'HARA** (le général anglais), 379.
- Oneille** = *Oneglia* (Piémont), 95.
- ORAISON** (le général d'), 30 et n. 1, 91.
- Orange** (Vaucluse), 140, 349.
- ORNAC** (le général d'), 28 et n. 1, 33 et n. 1, 35, n. 1, 42, 53, 60,

- 62, 74, 75, 90, 99, 102, 103, 107, 110 et n. 1, 2, 111, 114, 115, 122, 123, 189, 254, 267, 270, 291.
- Ouchy* (Suisse), 96.
- Ouest* de la France, 85, 96, 147; — (brigands de l'), 309; — (départements de l'), 378; — (hydre de l'), 142.
- OYRÉ (le général d'), 165 et n. 1.
- PACHE (Jean-Nicolas), maire de Paris, 105.
- Paira-Tailland* (Piémont), 80 et n. 1.
- PALASSON, adjudant-général à l'armée des Alpes, 121, 122, n. 1, 234, 343, 381.
- PAOLI (Pascal), chef de l'insurrection corse, 341.
- Pape* (château de la), près Lyon, 170, 192.
- Papier-assigat, 298.
- Papisme, 362.
- PARÉ (Jules-François), ministre de l'Intérieur, 397.
- PARÉIN, 22 et n. 3.
- Paris*, 22, 42, 50, 103, 105, 118, 133, 142, 179, 214, 244, 248, 249, 270, 311, 312, 314, 316, 325, 328, 346, 353, 356, 362, 366, 392; — (commune de), 329.
- Parisiens* (artilleurs), 251.
- Parne* (État de), 94, 202.
- PASCALIS, commissaire des guerres à l'armée des Alpes, 200.
- Patriotes lyonnais réfugiés à Grenoble, 161.
- PELETIER DE SAINT-FARGEAU (Louis-Michel le), député de l'Yonne à la Convention nationale, 327.
- PELLAPRA (le général), 368 et n. 1, 381, 387, 394.
- PELLERIN, notable du corps municipal de Grenoble, 219.
- PÉRIER (Milot), 311; — dit Milord, 331 et n. 1.
- Péronne* (Somme), 183.
- Perpignan* (Pyrénées-Orientales), 133, 147, 162, 236.
- PETIT-GUILLAUME (le général), 134 et n. 2, 241, n. 1, 375.
- PETIT-JEAN, député à la Convention nationale, 302 et n. 2, 304 et n. 2, 305, 306, 313, 370, 375, 376, 378, 379, 385, 387, 391, 392, 397, 398, 401, 402.
- Peuple français (le), 103.
- Pharmacie de l'armée, 201.
- Philadelphie*, 281.
- PHILIPPE (Don), 62 et n. 1.
- PHILIPPON, capitaine au bataillon franc, 241, 244.
- Piémont*, 16, 32, 50, 55, 56, 58, 60, 63, 74, 76, 81, 82, 84, 86, 95, 100, 101, 113, 130, 203, 237, 238, 287.
- Piémontais*, 25, 30, 31, 51, 59, 62, 63, 65, 66, 77, 80, 84, 94, 106, 110, 130, 150, 153, 158, 162, 177, 179, 180, 184, 186, 189, 193, 194, 195, 199, 205, 206, 210, 212, 216, 223, 226, 229, 233, 234, 236, 237, 238, 239, 248, 254, 255, 266, 283; — (adjudant-major), 142; — (déserteurs), 51, 119, 220, 381; — (seigneurs), 202.
- Piémontaise* (armée), 131, 206; — (invasion), 291.
- Piémontaises* (troupes), 16, 17.
- Pierre-Châtel* (fort de), 206.
- PITT, 293, 294; — (section de), à Grenoble, 296.
- Place aux Herbes, à Grenoble, 288; — de la Constitution, 304.
- PLANTA (Falquet), président de l'Administration du département de l'Isère, 242 et n. 1, 357.
- Plymouth*, 208.
- POIGNENT, administrateur du district de Grenoble, 287, 292 et n. 1.
- POINT (le général), 368 et n. 3, 377.
- POLICAN, membre de la Société populaire de Grenoble, 380.
- Pologne* (partage de la), 47, 96.
- Polonais*, 220.
- POMMIER, commissaire des guerres émigré, 70.
- Pommiers* (Isère), 282.
- Pont Morand* (le), à Lyon, 121, 124, 226.
- Pont-de-Beauvoisin* (Isère), 272, 305.
- Pont-Saint-Esprit* (Gard), 132, 140, 146, 147.
- Pont-Sainte-Maxence* (Oise), 183.

- Port-Libre* = Port-Louis (Morbihan), 217.
- Porte* (la) ottomane, 96, 206, 284.
- Portsmouth*, 208.
- POUGET* (le général), 99, 100, n. 1, 352, 388.
- POULAIN*, garde du magasin militaire de Grenoble, 281, 319, 322, 360.
- POULTIER*, député à la Convention nationale, 149 et n. 4.
- Pouvoir exécutif* (agents du), 15.
- PRÉCY*, 259, n. 1, 276 et n. 1, 367.
- Prêtres*, 15, 17, 37, 84, 179, 296, 332, 361, 362, 372, 381, 382; — constitutionnels, 356; — insermentés, 130, 356; — réfractaires, 147.
- Prêtrise* (Lettres de), 332, 337, 369.
- PRIÈRE*, commissaire du Pouvoir exécutif, 190 et n. 1, 2, 213, 299.
- PRIEZ*, directeur des étapes à l'armée des Alpes, 369.
- Prisons militaires*, 199, 247, 256.
- PRISYE*, adjudant-général à l'armée des Alpes, 306 et n. 1.
- Provence*, 163, 206, 221, 224, 227, 273.
- Prusse*, 101, 182; — (Roi de), 101.
- Prussiens*, 165, 368.
- Puy* (le), Haute-Loire, 352.
- Puy-de-Dôme* (département du), 229.
- Pyrénées*, 62, 75, 88, 94, 99, 132, 145, 179, 190, 193, 198, 293; — Orientales, 141, 388.
- Quartier-Maitre* (le), des chasseurs des Hautes-Alpes, 287.
- Raous* (col de), 130.
- Recrues* du Cantal, 212.
- Recrutement* (l'agent supérieur du), 318.
- Régiment* (4^e) d'artillerie, 346; — de Belgiojoso, 84; — de Berchény, 192, 195, 199, 209; — de Caprara, 84; — (5^e) de cavalerie, 52, 54, 199, 207, 209, 219, 228, 229, 267, 271, 274, 287, 321; — de Chablais, 254; — (9^e) de dragons, 26 et n. 3, 151, 155, 158, 199, 267, 274, 287; — (1^{re}) de hussards, 354, 389 (Voy. Berchény); — de Rockmondet (suisse), 167 et n. 2; — de Savoie, 81; — de Sonnenberg (suisse), 253; — des gardes du roi de Piémont, 79; — (23^e) d'infanterie, 195; — (79^e) d'infanterie, 53, 69 et n. 1, 72, 100, 195, 383, 388; — genevois, 79; — royal-liégeois, 93.
- Représentants du peuple*, 302, 305, 310, 311, 321, 341, 345, 356, 365, 370, 381, 389, 392, 399, 400.
- Représentation nationale*, 395.
- République* (la), 22, 25, 93, 106, 113, 118, 133, 134, 139, 142, 147, 151, 161, 164, 173, 191, 202, 203, 205, 207, 209, 210, 216, 217, 224, 233, 239, 247, 259, 267, 269, 273, 279, 285, 293, 295, 305, 309, 311, 333, 335, 374, 386, 393; — française (la), 18, n. 1, 34, 63, 72, 73, 74, 91, 94, 98, 105, 137, 138.
- Républiques* (les), 284, 317.
- Réquisition* (troupes de) du Mont-Blanc, 391; — (jeunesse de), 362; — nouvelle, 365, 378; — (troupes de), 170, 223, 258, 287, 354.
- Révolution* (la), 135, 151, 227, 232, 233, 247, 265, 270, 281, 282, 292, 302, 317, 345, 347, 356, 373, 375, 378, 392, 393, 399, 400; — du 31 mai 1793, 121, 258, 301; — française (la), 17, 21, 37, 85, 109, 225; — (place de la), à Paris, 277; — (première), 277.
- REV*, négociant de Grenoble, 349.
- REYBAZ*, ministre de la République de Genève à Paris, 249 et n. 1.
- REYMOND*, évêque constitutionnel de l'Isère, 301, n. 1, 310, 336.
- Rhône* (Piémont), 80 et n. 3.
- Rhin* (le), 52, 69, 142, 147, 159, 160.
- Rhône* (le), 121, 132, 158, 217, 227, 241, 273.
- Rhône-et-Loire* (département de), 23; — (administration du département de), 26; — (directoire du département de), 21.

- RICARDOS**, général espagnol, 236 et n. 1.
- RICHAUD** (les frères), entrepreneurs pour les transports militaires, 305.
- RICHOUD** (le général), 377.
- RIVAZ** (le général), 135 et n. 2, 168, 263, 338 et n. 2, 341, 342 et n. 1, 369, 377, 388.
- RIVIER**, président du Comité de surveillance de Grenoble, 336 et n. 1.
- RIVIÈRE**, hôtelier de Grenoble, 111, 153, 218.
- Roanne** (Loire), 26; — (district de), 354.
- ROBESPIERRE** (Maximilien), 173, 369.
- ROCHEZ** (le sapeur), 22 et n. 2.
- Rochefort** (Charente-Inférieure), 221.
- ROCKMONDET** (régiment suisse de), 167 et n. 2.
- Roi de Piémont** (le), 238.
- ROLAND DE LA PLATIERE** (Jean-Marie), 328 et n. 1.
- Romans** (Drôme), 142, 261.
- ROSSI** (Antonio), général de division, 62 et n. 2, 90, 99, 112 et n. 1, 118, 133.
- ROSSI** (Camillo), général de brigade, frère du précédent, 62 et n. 2, 112, n. 1, 133, 341, 346, 355 et n. 1, 363, 364.
- ROSSI** (Hyacintho), colonel à l'armée des Alpes, neveu des précédents, 62 et n. 2.
- ROSSIGNOL** (Jean-Antoine), général commandant l'armée des Côtes de la Rochelle, 169 et n. 1.
- Roussillon**, 236.
- ROVÈRE** (Joseph-Stanislas-François-Xavier-Alexis), marquis de Fonvielle, député des Bouches-du-Rhône à la Convention nationale, 21, 22, n. 1, 149 et n. 4.
- Royalisme** (le), 365.
- Royalistes**, 15.
- ROYER** (Balthazard), secrétaire général du département de l'Isère, 357 et n. 2.
- RÜHL** (Philippe), député du Bas-Rhin à la Convention nationale, 156 et n. 1.
- SAINT-ANDRÉ** (de), général piémontais, 130.
- Saint-André** (Savoie), 178 et n. 2.
- Saint-Antoine** (faubourg), à Paris, 22.
- Saint-Bernard** (Grand), 55.
- Saint-Bernard** (Mont), 17, 97, 216.
- Saint-Bernard** (Petit), 77, 78, 79, 80, 86, 167.
- SAINT-CHARLES**, espion employé par Dumouriez, 16, 35 et n. 3, 92, 156, 194.
- Saint-Clair** (quartier), à Lyon, 189.
- Saint-Étienne** (Loire), 26, 129 et n. 1, 170, 222.
- Saint-Georges** (canal), 221.
- SAINT-HOUDER** (?), 234.
- Saint-Jean-de-Maurienne** (Savoie), 195, 201, 238, 377.
- Saint-Laurent** (Isère), 170, 384.
- Saint-Marceau** (faubourg), à Paris, 200.
- Saint-Marcellin** (Isère), 225.
- Saint-Maurice** (Valais), 17, n. 1, 46, n. 1.
- SAINT-RÉMY** (le général de), 29 et n. 2, 53, 99, 121, 134, 168, 263, 270, 291, 342.
- Saint-Rémy** (Bouch.-du-Rhône), 166.
- SAINT-VICTOR**, 376.
- Sainte-Marie** (atelier de), à Grenoble, 333 et n. 1.
- SALICON** ou **SALION**, régisseur des subsistances militaires à Grenoble, 247, 278.
- Salle** (la), Piémont, 79 et n. 2.
- SANDOS** (Thomas), chef de la légion des Alpes, adjudant général chef de brigade à l'armée des Alpes, 44 et n. 1.
- Sans-culottisme**, 25, 135, 142, 158, 187, 264, 291, 304, 348, 352; — méridional, 282.
- SANTERRE**, colonel du 35^e régiment d'infanterie, puis général de brigade, 230 et n. 1, 244, 255, 271, 277 et n. 1, 280.
- Saône** (la), 124.
- Saône-et-Loire** (département de), 378.
- Saorgio** (Piémont), 158 et n. 2.
- Saours** (Piémont), 130.

- Sardaigne* (roi de), 48, 71, 79, 83, 84, 95; — (tyran de la), 74.
Sarde (armée), 56, 238; — (despote), 31, 39, 74; — (roi), 94, 202, 283; — (tyran), 65, 95.
Sardes (hordes), 216; — (tyran des), 40.
 SARRET (le général), 302, 377 et n. 2.
Saumur (Maine-et-Loire), 85.
Savoie, 16, 18, 35, 42, n. 2, 50, 51, 62, 63, 65, 81, 83, 87, 95, 186, 202, 237, 305.
Savoisiens, 62, 216.
Savoyards, 81, 185, 186, 195, 254, 391.
 SAVOYE-ROLLIN, ex-avocat général au Parlement de Grenoble, 331 et n. 1.
 SCÆVOLA (QUINTUS) jeune, pseudonyme de l'auteur de la dénonciation contre Chépy, 374.
 Section (4^e) de Grenoble, 304.
 Sections de Grenoble, 138, 176, 296, 301, 302, 304; — de Lyon, 124.
 SÉMONVILLE, 98 et n. 1, 177.
 SÉRIZIAT (le général), 120 et n. 1, 124, 151 et n. 1.
 SERVAN (le général), 94 et n. 1.
Serviens = Serbes, 220.
 SIBUET, accusateur militaire à Grenoble, 289 et n. 1.
 SIMOND, député à la Convention nationale, 111 et n. 1, 205, 253, 277, 311, 313, 314, 319.
Simplon, 18.
Sisteron (société des Montagnards de), 286, 292.
 Société des Montagnards de Sisteron, 286, 292.
 Société patriotique de Grenoble, 304. Voy. Société populaire.
 Société populaire de Grenoble, 122, 124, 163, 171, 207, 211, 213, 224, 227, 231, 234, 235, 255, 269, 275, 278, 282, 284, 286, 287, 288, 295, 296, 297, 298, 302, 305, 310, 312, 313, 314, 317, 320, 321, 322, 323, 324, 326, 332, 333, 336, 337, 341, 346, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 355, 356, 357, 361, 362, 365, 366, 370, 372, 373, 376, 382, 385, 386, 390, 395, 399, 401.
 Société républicaine de Grenoble = société populaire, 367.
 Sociétés populaires, 228, 257, 280, 282, 322, 323, 329; — voisines de la Suisse, 351.
Soleure (canton de), 47.
Sorgues (Vaucluse), 149 et n. 4.
Souabe, 318.
 SOULAVIE, résident de France à Genève, 17, n. 1, 46, n. 1, 242 et n. 2, 248, 261, 318, 380.
Strasbourg, 318, 351, 365, 382.
 STRASOLDO, général autrichien, 32 et n. 1, 129.
Suède, 96, 212, 282.
Suisse (la), 18, 38, 39, 45, 47, 48, 50, 65, 71, 72, 87, 126, 148, 156, 191, 202, 203, 210, 215, 244, 251, 252, 259, 260, 267, 268, 284, 298, 318, 328, 364.
Suisses (les), 14, 34, 42, 66, 75, 79, 81, 97, 111, 187, 193, 284, 291.
Suse (Piémont), 77, 82, 86; — (régiment de), 78; — (vallée de), 129.
 Suspects, 267, 331, 347; — (décret sur les gens), 262; — de Grenoble, 176, 244, 266; — (hommes), 321; — (loi sur les gens), 257, 276, 312.
 Suspectes (personnes), 355.
Tain (Drôme), 132.
Tarentaise, 59, 147, 181, 184, 193, 212, 223, 231, 239, 252, 254, 312.
 TEIL (le général du), l'ainé, 306 et n. 3, 365, 367.
 TEIL (le général du), cadet, 307 et n. 2.
 TEISSEIRE (Camille), 118, 119, n. 1, 219, 244.
 Temple de la Raison et de la Vérité, 356, 369, 376, 378.
 Temples (les) = Églises, 362; — catholiques, 384.
Termignon (Savoie), 178 et n. 2.
 TÉRON, secrétaire de la Société populaire de Grenoble, 357, 374.
Terreaux (les), à Lyon, 25.
 Théâtre de Grenoble, 250, 281, 324.
 Théâtres (les), 250.
Thônes (Haute-Savoie), 35 et n. 1.
Thonon (Haute-Savoie), 252.

- THORIO** (?), 373.
Thuile (la), Piémont, 78 et n. 4, 79, 80.
Tignes (Piémont), 80 et n. 2.
TIPPOO-SAHIB, 220, 282.
Toulon (Var), 45, 52, 75, 141, 149, 150, 155, 158, 189, 190, 198, 206, 208, 210, 213, 225, 236, 264, 268, 273, 282, 293, 295, 311, 312, 321, 323, 329, 352, 362, 365, 369, 377, 380, 381; — (affaire de), 224; — (commandant de), 378; — (décret sur), 394; — (événements de), 235; — (flotte de), 136; — (garnison de), 166; — (habitants de), 220; — (livraison de), 237; — (prise de), 385, 386, 389; — (reddition de) aux Anglais, 215; — (réduction de), 290; — (révolution de), 193; — (siège de), 235, 240, 251, 287, 328, 376, 379, 387, n. 2, 388; — (tradition de), 156; — (trahison de), 220.
Toulonnais, 216.
Toulouse (district de), 236.
TOUR (le baron de la), général autrichien, 237.
Tour-du-Pin (la), Isère, 228, 256, 272.
Tournon (Ardèche), 132.
Tournoux (camp de), 187, 271, 302.
Trésorerie nationale (commis-saires de la), 335.
Trévirois (Sbires), 315.
Trévoux (Ain), 124.
Tribunal criminel de l'Isère, 355; — de Lyon, 26; — révolution-naire de Paris, 144, 151, 341, 402.
Tribunaux militaires, 171, 213, 247.
Troupes de réquisition, 170, 223, 258, 287, 354.
Tullins (Isère), 291.
Turcs, 220.
Turin, 82, 84, 86, 130, 357; — (cour de), 16, 83, 95, 275; — (despote de), 33.
Turquie, 278.
Valais (le), 17 et n. 1, 18, 20, 37, 55, 60, 63, 65, 66, 69, 72, 74, 76, 81, 83, 86, 87, 97, 102, 119, 126, 157, 187, 203, 204, 210, 215, 248, 248, 252, 255, 260, 283.
Valaisan (Gouvernement), 283.
Valaisanes (troupes), 137.
Valaisans, 17 et n. 1, 51, 65, 71, 180, 251, 283.
Valdotain (territoire), 82.
Valdotains (les), 78.
Valence (Drôme), 113 et n. 2, 125, 129, 145, 251, 265, 346, 347, 352, 354, 379.
VALETTE (le général), 69, n. 1, 100, n. 2, 291, 377.
Valenciennes (Nord), 49, 57, 147, 159, 160, 170, 189, 384; — (gar-nison de), 312, 314, 329 et n. 2, 333, 352, 366, 380.
Valloire, 239.
Valmy (Marne), 165.
Valteline (la), 47.
VANDESTEENE, 217 et n. 1.
Var (le), 61, 149, 167; — (armée du), 32.
VAUBOIS (le général), 263 et n. 1, 377.
Vauchuse (département de), 236.
Vaud (pays de), 37, 47, 248, 251.
Vaudois (les) piémontais, 60.
VAUFRELAND, adjudant-général à l'armée des Alpes, 342, 343, n. 1.
Vendée, 38 et n. 3, 49, 57, 93, 101, 102, 107, 110, 113, 129, 147, 160, 162, 165, 183, 187, 190, 215, 217, 221, 239, 259, 273, 282, 293, 308, 311.
Verdun (Meuse), 25 et n. 4.
Vevey (Suisse), 38 et n. 4.
VIAN, négociant de Grenoble, 319.
Vicaires épiscopaux de l'évêque de Grenoble, 369; — de l'évê-que de Paris, 332.
Vieillards réquisitionnés par Chépy pour l'instruction de la jeunesse, 317, 322, 323, 324, 326.
Vienne, Autriche (cabinet de), 47; — (cour de), 95.
Vienne (Isère), 209, 219; — (dis-strict de), 354, 376.
Villard (Savoie), 178 et n. 2.
VILLARS (le maréchal de), 179.
Ville-Affranchie = Lyon, 307, 312, 314, 321, 337, 349, 352, 354, 365.

- Villefranche* (Rhône), 26, 365, 388.
VILLEMALET (le général), 377.
Villeneuve (Piémont), 80 et n. 4.
Villeneuve-lès-Avignon, 149 et n. 3.
VILLENEUVE-TOURETTE, commandant des fédéralistes marseillais, 116, n. 1.
Vingt-et-un (les) députés girondins mis à mort, 320.
VINS (de), général autrichien, 101 et n. 1, 130.
VIRIEU (de), 276 et n. 2.
Vizille (Isère), 251.
VOISINS (de), général d'artillerie, 346, 347.
VOLAND, substitut de l'accusateur militaire à Grenoble, 213.
Volontaires, 192, 287.
VOLNEY, 383.
Voreppe (Isère), 265, 287, 296.
Vosges (chasseurs des), 195.
WALBRECQ, contrôleur des dépenses de l'armée des Alpes, 335.
WEISS, colonel suisse, 119 et n. 2.
WESTERMANN (le général), 141 et n. 1, 2.
WIMPFEN (Félix de), 118 et n. 2.
Wissembourg (Bas-Rhin), 293, 368.
WURMSER (le général), 101 et n. 2.
YSABEAU, le jeune, 24, 50.
YORK (le duc d'), 220, 221.
Zurich (canton de), 39, 47 et n. 1.



ADDITIONS, CORRECTIONS ET ERRATA

- P. 10, n. 1, l. 1, au lieu de : *n° CIV*, lire : *n° CVIII*.
P. 38, l. 1 et n. 4, au lieu de : *Vevay*, lire : *Vevey*.
P. 79, n. 1, au lieu de : *Voy. p. 70, n. 1*, lire : *Voy. p. 78, n. 1*.
P. 91, l. 11 et n. 2. Ferrière, ou plutôt la Ferrière, affecté à l'armée des Alpes, par une lettre de service, en date du 15 mai, avait été détaché de cette armée le 4 juin, pour aller exercer un commandement dans la Lozère. Voy. une lettre de lui à Kellermann, écrite de Mende, le 28 juin 1793. (Arch. du Rhône. Fonds révolutionnaire.)
P. 118, l. 16, au lieu de : *Teissère*, lire : *Teisseire*.
P. 119, n. 1, même correction.
P. 121, l. 4, au lieu de : *Létanduère*, lire : *L'Étanduère*.
P. 142, l. 3, au lieu de *Gorssas*, lire : *Gorsas*.
P. 147, l. 7, *Lyon est en révolte*, ajouter : *ouverte*.
P. 179, l. 12-13, au lieu de : *les séditeux Charrier*, lire : *les séditeux Charriers*.
P. 181, l. 6-7, au lieu de : *Moustier*, lire : *Moutier*.
P. 217, l. 23-24, au lieu de : *Vendesteen*, lire : *Vandesteen*.
P. 223, l. 15, au lieu de : *dysenterie*, lire : *dysenterie*.
P. 253, l. 10, au lieu de : *Sonnenberg*, lire : *Sonnemberg*.
P. 291, l. 1, au lieu de : *pas de mal (sic) que*, lire : *pas de mal que (sic)*.
P. 327, l. 19, au lieu de : *le Pelletier*, lire : *le Peletier*.
-



LA TOUR-DU-PIN

DE 1789 A 1793



DISCOURS DE RÉCEPTION A L'ACADÉMIE DELPHINALE

PAR

M. L'ABBÉ MARTIN



MESSIEURS,



NOTRE aimable secrétaire perpétuel, qui a bonne mémoire, se rappelle sans doute mon étonnement au jour où il me fit part de mon élection à l'Académie delphinale. Je n'avais en effet rien publié, du moins qui méritât d'être signé ; je n'avais d'autre titre qu'une grande bonne volonté qui, depuis, pour comble de malheur, a été entravée par les circonstances, et je me demande, en ce moment, avec une certaine inquiétude, par quelles ingénieuses périphrases notre sympa-

thique président va vous persuader que vos suffrages ne se sont pas égarés.

Et pourtant, Messieurs, avec une audace que je ne qualifie pas, j'oserai vous féliciter de votre choix. On raconte que Louis XIV, rencontrant un jour le célèbre Jean Bart, lui dit : « Je viens de te nommer capitaine de vaisseau. — Sire, vous avez bien fait », répondit simplement le héros. Moi aussi, Messieurs, après vous avoir remerciés de la sympathie qui m'a valu vos suffrages, je vous dirai : vous avez bien fait. Vous avez bien fait à cause de l'habit que je porte ; vous avez bien fait à cause de la mission que je remplis : vous avez voulu honorer en ma personne le sacerdoce et l'enseignement, double vocation à laquelle j'ai donné ma vie.

Merci donc une fois encore de m'avoir admis dans vos rangs où je suis heureux de saluer, avec respect et reconnaissance, plusieurs de mes anciens maîtres du Rondeau ou de la Faculté. Puissé-je être fidèle à vos intéressantes séances et leur apporter la légère contribution de mes faibles travaux.

Le docteur Joseph La Bonnardière, auquel j'ai l'honneur de succéder, était né à Crémieu en 1829. Il eut pour premiers maîtres le docteur Pierre La Bonnardière, son père, et son grand-père le docteur Joseph La Bonnardière, tous deux médecins distingués, dont le souvenir est resté vivant dans le vieux bourg du Dauphiné.

Il fit de bonnes études au collège des Chartreux à Lyon, où il se fit remarquer par son intelligence, son entrain et ses aimables qualités qui lui valurent des amitiés fidèles.

Il vint commencer à Grenoble son cours de droit, mais il délaissait bien souvent les Pandectes pour l'histoire

naturelle, et il dut, à la fin, se rendre à la vocation qui le poussait vers les études médicales, rentrant ainsi dans les traditions de sa famille.

Il alla alors suivre les cours de médecine à Montpellier et y fut reçu docteur avec une thèse qui fut remarquée, et qui portait pour titre : *Introduction à la thalassothérapie*.

Après un court séjour dans les villes d'eau des Pyrénées et à Arcachon, l'amour du pays le ramena à Crémieu qu'il quitta bientôt pour venir s'installer à Grenoble.

Vous l'avez connu ici, Messieurs, aussi bien et mieux que moi, ce bon docteur alerte, dévoué, causeur aimable et d'une conversation si instructive. Le docteur La Bonnardière était, en effet, une intelligence d'élite, un esprit vif et fin, enrichi de connaissances variées.

Par dessus tout, il resta toute sa vie un chrétien d'une foi ardente et profonde, d'un cœur grand et généreux, dévoué aux malheureux et aux pauvres. Dans le corps humain, il n'avait pas vu que la chair et la matière ; au-delà du scalpel, il apercevait l'âme et, au-delà de l'âme, il saluait et adorait le divin Créateur.

Il mourut, après une carrière bien remplie mais trop courte, en 1889. Du reste, il n'est pas mort tout entier. Avec son nom, son souvenir et ses ouvrages¹, il a laissé de dignes fils qui le continueront : déjà l'aîné, après de brillants succès à l'Externat Notre-Dame, vient d'être reçu interne aux hôpitaux de Lyon.

Votre Académie, Messieurs, s'était empressée d'ouvrir ses portes au docteur La Bonnardière : son discours de

¹ *Ermenonville en 1809. — Coup d'œil sur les quatre Vallées. — Documents inédits sur l'Université de Grenoble ; plusieurs articles dans diverses Revues.*

réception fut une monographie de l'église cathédrale de Grenoble. Si toutes ses vues ne sont pas justes, elles sont du moins empreintes d'une grande sincérité et d'une curieuse originalité : elles prouvent des recherches consciencieuses et des connaissances archéologiques considérables.

L'archéologie avait, du reste, toujours attiré le docteur La Bonnardière ; il avait recueilli sur Crémieu de nombreuses notes qu'il n'a jamais eu le loisir de rédiger et qui sont restées manuscrites. Combien il eût été heureux de saluer notre collègue, M. Delachenal, qui vient de le suppléer dans cette laborieuse tâche.

Ce travail, que mon prédécesseur avait médité sur son pays natal, je l'ai entrepris sur le mien. Comme Crémieu, La Tour-du-Pin porte un vieux nom bien connu ; moins heureuse que Crémieu, elle n'a pas encore trouvé son historien. Sans viser à ce titre un peu prétentieux, j'ai rassemblé quelques notes sur cette modeste ville, et je serais heureux si je pouvais vous intéresser quelques instants en vous communiquant le résumé de ses archives durant la période révolutionnaire.

A la veille de la Révolution, La Tour-du-Pin, comme toutes les petites villes de nos provinces, s'administrait par ses deux consuls que l'élection changeait ou prolongeait chaque année. Toutes les questions importantes se traitaient en assemblée communale réunie dans la maison consulaire. La Tour-du-Pin était le chef-lieu du mandement qui comprenait onze autres lieux ou paroisses, savoir : Saint-Clair, Saint-Jean-de-Soudain, Roche-et-Toirin, La Chapelle, Montceaux, Montcarra, Mornas et Vaux, Saint-Didier, Sainte-Blandine, Montagnieu et Cessieu¹.

¹ Cette terre appartenait à la couronne, qui la mit en vente en

Les sieurs Olivier et Laurent-Vincent Lhoste étaient alors consuls : le premier, depuis quatre ans ; le second, depuis deux ans. François Lhoste était châtelain, M^{me} V^{ve} comtesse de Vallin était seigneur engagiste¹.

Les dernières délibérations se rapportent aux octrois : celui du vin, en 1787, est affermé 1,060 francs à Joseph Blanc qui met surenchère après Michallon, Couilloud, Louis Blanc et Pierre Fréchet².

En juin 1788, un sieur Michel Berger se présente comme régent des écoles, qu'on lui confie aux honoraires de 120 francs. Il ne devra pas augmenter la rétribution des élèves de lecture, d'écriture, d'arithmétique et de latin, et il enseignera gratis à quatre des plus pauvres

1638, sous la condition de rachat perpétuel. Ses administrateurs ne purent profiter de la préférence qui leur était promise : « le manque de fonds, ou plutôt la négligence, s'y opposèrent, » et le 8 septembre 1638 l'adjudication en fut passée aux sieurs de Musy, de Boffin et de Vallin, pour le prix total de 68,250 livres.

Ces trois engagistes se divisèrent ensuite les paroisses : le sieur de Musy eut pour sa part, ainsi qu'il résulte des reconnaissances de 1680, celles de la ville ou bourg de la Tour-du-Pin, Cessieu, Saint-Clair, la Chapelle, Saint-Jean, Roche-et-Toirin, Montceaux et Montcarra. — Le sieur de Boffin eut celles de Montagnieu, Sainte-Blandine et Saint-Didier, et le sieur de Vallin eut celles de Mornas et Vaux. — Les douze paroisses n'en continuèrent du reste pas moins à former une seule communauté et un même mandement dont la Tour-du-Pin fut toujours le chef-lieu (d'après la Requête des consuls au Parlement en 1765. — Archives du château de Cuirieu, transportées à Bouvesse).

¹ Gabrielle de Musy était fille unique de Gabrielle de Vallin et de Georges de Musy. Elle épousa son cousin Pierre-Alexandre de Vallin, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, capitaine de cavalerie, seigneur d'Hières, Rousset, Brottet et autres places. Elle était déjà veuve en 1765.

² L'octroi du vin était le principal et le plus ancien revenu de la ville. Il fait partie des « libertés » accordées à la ville par le Dauphin Jean en 1290.

habitants, pour la rétribution de 30 francs que lui paiera le syndic de l'hôpital¹.

Les habitants de La Tour-du-Pin ne paraissaient donc pas se douter des terribles commotions qui allaient ébranler le sol de la France.

Mais au début de cette Révolution, plus sociale encore que politique, qui donc eût pu se douter de la marche qu'elle allait suivre, et qui eût pu soupçonner les excès auxquels elle devait aboutir ? Qui eût prévu ces réalités sanglantes après de si beaux songes ? Ceux qui s'étaient vantés de construire un magnifique édifice n'accumulèrent que des ruines ; ceux qui avaient rêvé la paix et les félicités de la philanthropie, allaient être témoins des plus sanglants désastres ; en promettant l'avènement de la liberté, on ne préparait que la plus épouvantable des tyrannies.

Gardons-nous cependant de nier que la Révolution n'ait été le point de départ de grandes améliorations sociales, de réformes utiles et désirables. Aucun homme de bonne foi ne conteste qu'elle n'ait doté la France de garanties précieuses. Pourquoi fallut-il payer ces avantages au prix de telles épreuves ? c'est que la Révolution, détournée de son courant par des hommes néfastes, devint violente, injuste, irréligieuse ; c'est que, surtout, la France avait besoin d'expiation, et nos épouvantables déchirements civils, suivis de vingt années de guerres

¹ Par testament reçu M^e Veyret, notaire à la Tour-du-Pin, le 23 août 1715, César Chapuis lègue à l'hôpital de la Tour-du-Pin la somme de 1,000 livres à lui due par le sieur Claude Chapuis, son neveu et héritier, à la charge par les directeurs de l'hôpital de payer annuellement et à perpétuité 30 francs au maître d'école établi à la Tour-du-Pin pour apprendre à lire et à écrire à quatre pauvres de la paroisse de La Tour. (Papiers de la famille Lhoste.)

étrangères, allaient enfin racheter, dans des flots de sang, les immoralités, les défaillances et les blasphèmes du xviii^e siècle. |

Un malaise régnait dans la société ; il n'y avait plus accord entre les ordres de la nation : le clergé, riche en dotations, mais déchu dans sa foi, ses mœurs et son prestige, était divisé en politique et inexpérimenté dans les affaires publiques. La noblesse, voluptueuse, railleuse, souvent impie, avait presque toujours, dans son imprévoyance, fait opposition aux sages réformes proposées par la royauté ; ruinés par leurs dépenses à la cour ou à l'armée, les seigneurs ne venaient sur leurs terres que pour presser la rentrée des dîmes et des impôts, vieux droits féodaux détestés comme les débris d'un régime suranné, redevances séculaires que le peuple trouvait lourdes, parce qu'il avait perdu le souvenir des anciens contrats qui les légitimaient.

A La Tour-du-Pin, la communauté a engagé un long procès contre Madame de Vallin à propos de droits qu'elle voulait créer ou faire revivre ; à Sainte-Blandine et Montagnieu, c'est une querelle contre Madame de Saint-Chamond-Murinais pour le droit d'avenage, et des symptômes de révolte auraient dû avertir des esprits plus clairvoyants ; dès 1763, lors des discussions interminables entre la communauté de La Tour et Madame de Vallin, à propos de l'élection du maire, Paillet fils disait publiquement que « son père travaillait à arranger les affaires de La Tour, que bientôt les habitants ne paieraient ni lods, ni rentes, qu'ils auraient la liberté de chasser et de pêcher ; que la communauté serait affranchie de toute seigneurie et serait seigneur elle-même, qu'on ferait bouquer là Madame de Vallin, qu'on la rendrait bien

petite dame et qu'on ne verrait plus tant rouler de carrosses. » Paroles bien remarquables, si l'on songe qu'elles devaient, trente ans plus tard, se réaliser.

Aussi comprend-on que ce fut une grande émotion dans le pays quand, au mois d'août 1788, on annonça la prochaine réunion des États-Généraux, mot magique qui n'avait pas été prononcé par nos rois depuis 1614. La noblesse devait nommer directement ses députés; le clergé inférieur nommait seulement des délégués qui, réunis aux membres du haut clergé, devaient procéder à l'élection du premier ordre de l'État; le Tiers-État, par un troisième procédé, nommait des délégués, lesquels devaient choisir, parmi eux, les membres appelés à la députation.

Le 24 août, l'assemblée communale nomme d'abord, pour aller à Vienne, concourir à la nomination de 22 députés de l'élection de Vienne; à l'assemblée générale de la province, à Romans, Laurent-Vincent Lhoste, bourgeois et consul de la ville, qui fut ensuite député à Romans, où Mornas et Vaux députa directement Picot La Beaume, avocat; en même temps pour élire les représentants aux États-Généraux on délégua, à Bourgoin d'abord, Laurent Coche, puis François Perroncel.

Le 8 février 1789, on nomme comme collecteur des impôts le sieur Arnaud Blanc, et on refuse d'accepter la démission des deux consuls, « considérant qu'il n'est point dans l'intérêt de la communauté qu'ils cessent leurs fonctions ». On remplace seulement M. Prunelle, médecin, qui n'habite plus le pays, par Gaspard Rulat, comme un des recteurs de l'hôpital.

Cependant les États-Généraux se sont assemblés en mai. Nous voyons un roi juste, mais faible, résigné et

indécis, mal secondé par la noblesse imprévoyante et un clergé peu uni et inexpérimenté, et en face le Tiers-État qui se donne pour le redresseur des abus, le champion des intérêts du peuple, et auquel la popularité, l'habileté de ses chefs et leur audace, donnèrent une facile victoire sur une société malade et décrépète.

Voilà la Révolution commencée et l'agitation va régner pour longtemps dans le pays. Le 19 juillet, les nouvelles de Paris commencent à se répandre : c'était un dimanche. « Ils ont pris la Bastille, à Paris, » disaient les uns. — Pourquoi les consuls nous cachent-ils la délibération de Grenoble dont ils ont reçu copie ? » A l'issue des vêpres, un grand nombre d'habitants s'assemblent dans l'église « pour délibérer sur l'état présent des choses ».

Sur les réclamations réitérées, les consuls font lire la délibération qu'avaient rédigée le 15 juillet les citoyens de tous les ordres de la ville de Grenoble. C'était une adresse envoyée par les habitants de Grenoble au sujet de la résolution que venait de prendre le Tiers-État de se constituer en Assemblée nationale. Ici nous copions le procès-verbal : « L'assemblée, pénétrée des mêmes sentiments de patriotisme que les citoyens de la capitale de la province, a unanimement délibéré et arrêté qu'elle acquiesce formellement à ladite délibération du 15 de ce mois, avec tout son contenu, sans aucune réserve. Et, à l'instant, tous les délibérants ont fait serment, en présence du Juge redoutable, d'as rois, de maintenir de tout leur pouvoir l'autorité royale dans toute son intégrité, de réprimer de tout leur possible les attentats de ceux qui auraient la hardiesse de vouloir la partager, et de rester inébranlablement attachés aux principes de l'Assemblée nationale. »

Cette délibération est revêtue d'environ 80 signatures, entre autres celles de M. François-Catherin Chapuis, curé de La Tour-du-Pin, et Jacques Chapuis, curé de Montceaux.

Cependant, de la capitale le désordre se répand bientôt dans la province. On apprenait successivement les meurtres impunis des de Launay, Flesselles, Foulon, Berthier, et les bandits se crurent désormais tout permis.

Le lundi 27 juillet, vers les quatre heures du soir, les habitants de La Tour-du-Pin entendent sonner le tocsin auquel répondent tous les clochers des paroisses voisines. De toutes parts on n'entend que pleurs et cris alarmants ; on dit qu'il arrive, du côté de la Savoie ou du Bugey, 10 à 20,000 hommes qui mettent tout à feu et à sang. Les femmes et les enfants effrayés s'enfuient, tandis qu'une foule d'hommes armés de fusils, de faux ou de fourches arrivent au secours de la ville menacée, et que M. le Curé, le Consul et le chevalier de Murinais demandent du renfort à Bourgoin où avait couru déjà le sieur Arnoux, notaire et agent de Madame de Vallin. Bourgoin n'envoya aucun secours : cette ville eut assez à faire de se défendre contre les bandes qui l'envahirent à son tour.

D'où venaient ces bruits perfides et mystérieux qui coururent au même moment, à la même heure, dans toute notre région, ou plutôt dans la France entière ? on ne le saura apparemment jamais : un pouvoir occulte conduisait déjà notre malheureuse patrie.

Quoi qu'il en soit, ce fut un prétexte pour armer les paysans, pour former des rassemblements tumultueux ; puis des meneurs inconnus, des « Messieurs étrangers » que signalent tous les rapports, tournèrent contre les châteaux l'ardeur que des hommes de bonne foi ap-

portaient contre les ennemis ou contre les brigands¹.

Les châteaux de Cuirieu, de Vallin, de Pin, de Montcarra, de Toirin, reçurent la visite de ces bandes désordonnées, qui pillèrent les caves et le mobilier, brûlant les papiers et terriers, heureux quand elles ne joignaient pas l'incendie au pillage.

L'autorité s'était émue ; les consuls, qui avaient payé de leur personne à Cuirieu pour calmer les pillards, apprenant que deux cents hommes d'artillerie arrivaient de Valence à Virieu pour arrêter les désordres, s'empres-sent de réunir l'assemblée², et on décide d'envoyer quatre citoyens prier le commandant de détacher à La Tour-du-Pin un piquet de trente hommes pour veiller à la sûreté publique. Le détachement arriva avec le marquis de Frémond à sa tête et deux pièces de canon.

¹ Le procédé est partout le même : « à Angoulême, le 28 juillet, vers les trois heures de l'après-midi, le tocsin sonne, la générale bat, on crie aux armes : il faut mettre la ville en défense contre 15,000 bandits qui approchent. A neuf heures du soir, il y a 20,000 hommes sous les armes. Le lendemain, contre les bandits toujours absents, les campagnes arrivent : à neuf heures, nous avions 40,000 hommes que nous remercîâmes. » (Cité par M. Taine, *Révolution*, I, p. 78.)

M. Taine ajoute : Dans les provinces de l'Ouest, du Centre et du Midi, ces explosions sont isolées ; mais, du côté de l'Est, depuis l'extrême Nord jusqu'à la Provence, la conflagration est universelle. Alsace, Franche-Comté, Bourgogne, Mâconnais, Beaujolais, Auvergne, Viennois, Dauphiné, tout le territoire ressemble à une longue mine continue qui saute à la fois. (*Révolution*, I, p. 98.)

² La délibération signale la présence de M. Champel, membre de la Commission intermédiaire des États du Dauphiné, et de M. Picot-Labeaume, avocat à la Cour. — La Commission intermédiaire avait été instituée par les États provinciaux de Romans, pour veiller aux affaires politiques de la province dans l'intervalle d'une session à l'autre.

On était encore à peine rassuré, d'autant plus que dix-huit « brigands » arrêtés en fin juillet par les gardes des fermiers-généraux et conduits à Bourgoin par la milice bourgeoise, avaient été de suite élargis. Ces hommes, de retour chez eux, menaçaient les habitants de leur vengeance. Une nouvelle assemblée, tenue le 18 août, décide de prier le commandant de la province d'envoyer un nouveau détachement et des armes pour la milice bourgeoise.

Enfin, pour achever de rassurer la population, l'assemblée créa vingt-cinq officiers de garde commandant six hommes, pour faire sentinelle de six heures du soir à six heures du matin. Les deux consuls seront les chefs de cette milice bourgeoise et tous « font le serment le plus solennel de défendre la liberté, la propriété et tous les citoyens de ce bourg et ses dépendances, au péril de leur vie ».

Le calme paraît enfin un peu rétabli, et le 11 octobre on publie le ban des vendanges.

En novembre, on nomme un consul pour chaque communauté; à La Tour-du-Pin, les mêmes, Ollivier et Lhoste, sont réélus¹, et l'on décide que François Lhoste et Victor Gallet parcourront les communautés pour lever la contribution patriotique.

¹ A Mornas-Vaux (Saint-Victor-de-Cessieu) : Michel Marmonnier.

A Saint-Clair : Jean Gallien.

A Montcarra : François Martin Dagand.

A Montceaux : François Charbinat.

A Roche-Toirin : Pierre Liobard.

A Saint-Jean-de-Soudain : Jean Guerit.

A Montagnieu : Pierre Veyret.

A Saint-Didier : François Brochier.

Nulle mention de Cessieu, La Chapelle et Sainte-Blandine.

Tout l'ancien système de justice et de tribunaux avait été aboli avant qu'on eût songé à la manière de le remplacer. Pour y pourvoir, on nomma, pour recevoir les plaintes et faire les informations, Gaspard Rulat et Joseph Chalon, de La Tour-du-Pin, avec deux délégués qu'enverra chacune des communautés; ils prêteront serment devant le châtelain et les deux consuls.

Du reste, dans l'assemblée générale du 6 décembre, les délégués des paroisses décidèrent que, pour mieux unir leurs forces, les douze communautés ne formeraient désormais qu'une municipalité, de même qu'elles ne formaient naguère qu'un mandement. Chacune d'elles fournira des députés pour le conseil municipal et des hommes pour un corps de troupes qui veillera à la défense commune.

C'était un dimanche, le soir, à l'issue des vêpres, les consuls, entourés des notables et de la garde nationale, se rendent, drapeau rouge en tête, à l'église paroissiale. Le curé Chapuis fait lecture de la loi martiale que l'Assemblée nationale venait de voter; il l'explique, puis procède à la bénédiction du drapeau. Le cortège s'arrête, en descendant, sur la place principale, où le secrétaire donne aux habitants lecture de la même loi.

Les lois se succèdent d'ailleurs rapidement, et déjà l'Assemblée nationale se laissant diriger par les hommes violents et audacieux, glissait sur la pente irrégulière: la déclaration des droits de l'homme est publiée, les vœux monastiques sont attaqués et, dès le 2 novembre, la proposition, qui déclarait les biens du clergé biens nationaux, avait été convertie en décret.

1790

Le 11 janvier, l'assemblée de La Tour-du-Pin, dont fait partie le curé Chapuis, rédige une adresse d'adhésion aux décrets des « dignes représentants de la nation ». Les signataires se déclarent « prêts à verser leur sang, s'il en est qui soient assez téméraires pour troubler l'harmonie qui règne entre l'auguste Assemblée nationale et le monarque si digne de l'amour de ses sujets ».

Il faut dire que ces protestations étaient quelque peu intéressées ; car l'Assemblée s'occupait alors de donner à la France de nouvelles divisions administratives, et le bruit se répandait qu'il y avait un projet de département dont le chef-lieu devait être Vienne, avec six districts : Le Pont-de-Beauvoisin, Bourgoin, Crémieux, La Côte-Saint-André, etc. La Tour-du-Pin n'y figurait point.

Les notables assemblés expriment « la profonde douleur dont cette nouvelle les a pénétrés ; ils croiraient manquer à eux-mêmes et à leurs concitoyens, s'ils laissaient ignorer à l'auguste Assemblée que La Tour-du-Pin doit avoir un district de préférence au Pont-de-Beauvoisin et même à Bourgoin », ce qu'ils s'efforcent de prouver longuement. Mais, par bonheur, ce projet d'un « département de la Gère » fut abandonné.

Le décret du 14 décembre avait réorganisé les nouvelles municipalités. Celle de La Tour-du-Pin devait se composer d'un *maire*, d'un *procureur de la commune*, sans voix délibérative, chargé de défendre les intérêts et de poursuivre les affaires de la communauté et de faire

les réquisitions ; quatre *officiers municipaux*, chargés d'assister le maire et formant avec lui un conseil permanent ; dix-huit *notables* formant, avec les membres du corps municipal, un conseil général, qui ne devait être convoqué que pour les affaires importantes et pour le règlement du budget.

C'est dans le mois de janvier 1790 qu'on procéda aux élections de la nouvelle municipalité qui, d'après le décret du 14 décembre, devait remplacer l'administration consulaire. Aux termes de ce décret, étaient électeurs ceux qui payaient des impositions équivalant au prix de trois journées de travail, et éligibles ceux dont la cote correspondait à dix journées. La journée d'homme est fixée à La Tour-du-Pin à 20 sols¹.

L'art de l'élection, depuis si perfectionné, était alors dans l'enfance ; les candidats ne songent pas à *indemniser* des électeurs encore novices ; aussi pour élire les quatre officiers municipaux fallut-il deux journées, les voix se dispersant sur plus de quarante noms.

M. le curé Chapuis préside l'assemblée ; la majorité se réunit enfin sur François Perroncel, négociant ; François Prunelle, médecin ; François-Catherin Chapuis, curé, et Pierre Chapuis, cultivateur, qui seront les quatre officiers

¹ On n'avait pas imaginé encore le suffrage universel. Comme le disait l'illustre Barnave : « La fonction d'électeur n'est pas un droit ; il faut avoir les lumières, l'intérêt à la chose publique et l'indépendance de fortune ; car le gouvernement représentatif n'a qu'un seul piège à redouter : c'est la corruption, c'est le recrutement des mandataires de la nation, non parmi les plus honnêtes, mais parmi les hommes qui mettent l'intrigue à la place de la probité. »

C'est lui encore qui écrivait : « Il ne suffit pas de vouloir être libre, il faut encore savoir l'être. » (Tome I^{er} de ses Œuvres. — Mémoires et discours.)

municipaux. Ce dernier s'étant désisté fut remplacé par Laurent Coche, négociant.

François Lhoste, notaire, reste maire ; Clément-Victor Gallet, notaire aussi, reste secrétaire, et Laurent-Vincent Lhoste prendra le titre de procureur de la commune.

Avec eux sont élus moins laborieusement dix-huit notables¹. Tous font serment — car c'est alors que commença à sévir cette épidémie de serments successifs, qui dura pendant toute la période révolutionnaire — tous font serment « de maintenir de tout leur pouvoir la Constitution du royaume, d'être fidèles à la nation, à la loi et au roi, et de remplir avec zèle et courage les fonctions civiles et politiques qui leur seront confiées ».

Le curé Chapuis avec Perroncel et le maire formeront le bureau, qui se réunira chaque samedi ; les autres formeront le conseil, qui se réunira seulement le dernier samedi de chaque mois.

Cependant le département de l'Isère venait d'être formé, et un des quatre chefs-lieux de canton était La Tour-du-Pin. Cet avantage n'avait pas été obtenu sans opposition du côté de Bourgoin, qui avait envoyé plusieurs délégués à Paris pour soutenir ses prétentions. Le 9 février, on y rédigeait une délibération où l'on s'attachait à faire valoir les *droits* de Bourgoin à devenir chef-lieu du district « plutôt que Vienne et surtout La Tour-du-Pin ».

¹ Voici quelques noms : Mathieu Gentil, marchand ; Pierre Sambin, Arnaud Blanc, cultivateurs, de la Tour-du-Pin. — Jacques Veyret, Joseph Clavel, cultivateurs ; Ennemond Savoyat, maréchal, de Sainte-Blandine. — Antoine Bejuy, Georges Vinay, Jean Gallien, cultivateurs, de Saint-Clair. — Guillaume Berger, Jean Liobard, Antoine Rey, de Montcarra. — André Doublier, François Cotin, François Melin, etc.

Malgré tous ces efforts, le décret du 26 février désignait cette dernière ville en faveur de laquelle sa position centrale et le vœu des populations avaient fait pencher la balance. Sans se décourager, la ville rivale concentra tous ses efforts pour obtenir, du moins, le tribunal de justice ; ses instances furent couronnées de succès. La Tour-du-Pin, frustrée dans sa légitime confiance, envoya inutilement mémoires et députations, rien ne fit contre la puissante influence qui avait favorisé Bourgoin. L'Assemblée nationale, du reste, fatiguée, avait interdit par décret toute réclamation, et La Tour-du-Pin n'eut plus qu'à rappeler de Paris M. Perroncel de Beauvenir, qui y était allé plaider sa cause.

Une des objections présentées contre le choix de l'Assemblée était le manque de logements à La Tour-du-Pin. Or, l'Assemblée nationale, poussée par la secte anti-chrétienne, venait précisément (13 février) de voter l'abolition des vœux monastiques et la suppression des Ordres religieux. On jeta donc un coup d'œil d'envie sur le vaste clos et bâtiment des RR. PP. Récollets. Ce couvent avait été fondé en 1620 et dédié sous le patronage de saint Jérôme ; il occupait un vaste clos carré de 3,600 toises delphinales ; il n'était plus composé que de trois pères et un frère. L'un de ses prêtres résidait depuis plus de vingt ans à Montagnieu, où il tenait l'école ; un autre, faisait fonctions de vicaire à La Tour-du-Pin « à la satisfaction publique ». Le P. Gardien était donc, pour ainsi dire, seul avec le frère.

Ce sont les raisons que le bureau de la municipalité fait valoir dans sa demande où « il supplie Nosseigneurs¹

¹ Ce n'est que le 21 juin qu'un décret abolit la noblesse, les titres

de l'Assemblée nationale de faire retirer les Récollets — et alors cette ville va doubler ses logements dans ce clos, où elle peut, avec les grands bâtiments qui existent, former les salles publiques de la justice, de conseil et chambre de greffe, et autant pour le district et municipalité. On peut y faire les prisons voûtées, les appartements des écoles des deux sexes ; les logements des chefs s'y trouveront aussi ».

Dans la même supplique, le bureau propose aussi : « considérant que les habitudes des habitants ne sont point chicaneuses, de nommer trois juges de paix pour éviter d'avoir tant d'avocats, dont la multitude fait naître des difficultés ».

On a nommé un commissaire de police, Louis-Joseph Guerrit, et on a élaboré un règlement de police, dont le préambule, suffisamment solennel, mérite d'être cité :

« *Règlement pour l'observance des lois divines et humaines.* — Les premières sont trop respectables et trop importantes aux yeux de tout bon citoyen, pour qu'ils puissent avoir l'idée de se soustraire aux devoirs qu'elles lui imposent ; les secondes, quoique d'un genre inférieur, ne sont pas moins nécessaires à son bonheur particulier ; c'est principalement à assurer l'exécution de ces dernières que nos fonctions sont destinées. Les autres ne nous seront jamais étrangères, mais elles sont confiées à des ministres de la religion trop instruits et trop zélés, pour que nous devions, sans y être invités par eux, mêler notre ministère à celui qu'ils remplissent si dignement. »

Ce règlement, fait pour toutes les paroisses de la mu-

nobiliaires et honorifiques, et interdit de donner le titre de *Nos Seigneurs* ou *Monseigneur* à aucun corps ni à aucun individu.

nicipalité, prescrit que les aubergistes, cabaretiers et cafetiers (ce mot paraît ici pour la première fois dans nos archives) cesseront de servir le soir, au son de la cloche, à huit heures du soir, de la Toussaint à Pâques — à neuf heures, de Pâques à la Toussaint.

Défense de faire jouer ou donner à boire pendant les messe et vêpres, et dans aucun temps aux « jeunes gens de famille » qui ne doivent non plus jamais prendre part aux jeux de hasard, même permis.

Défense aux marchands d'ouvrir leurs boutiques et aux colporteurs d'étaler leurs marchandises les jours de dimanche et fêtes.

Défense de louer logement à un étranger s'il n'est porteur d'un certificat de bonne vie et mœurs.

Les articles suivants sont plus élémentaires :

Défense d'entreposer les fumiers dans les places, rues et chemins.

Défense d'enlever dans les possessions d'autrui aucun plant d'arbre, cep, haie vive, sous peine d'être poursuivi comme voleur.

Nous verrons qu'il fallut bien souvent rappeler l'exécution de ce règlement.

Grenoble préparait la fête de la Fédération des Gardes nationales ; on délègue vingt-cinq hommes dont trois officiers qui, partis le 9 avril, arrivent à Grenoble le 11, et se réunirent aux sept mille gardes nationaux qui prirent part à la cérémonie dans la plaine de Grenoble ; deux messes furent célébrées en même temps et tous prêtèrent le serment solennel.

On préparait peu à peu l'expulsion violente des religieux dans toute la France, mais on voulait garder leurs richesses ; aussi des lettres-patentes du roi ordonnent-

elles de faire l'inventaire de tout ce qui existait dans les maisons religieuses ; les officiers municipaux vont faire chez les Récollets un inventaire détaillé.

Les écoliers mêmes voulaient jouer aux soldats et aux républicains, et les idées nouvelles fermentaient dans leurs jeunes cerveaux ; le 15 mai, la municipalité réunie vit arriver « Messieurs les étudiants du pensionnat de La Tour-du-Pin qui demandent à prêter le serment civique ». On les prend au sérieux, l'un d'entre eux prononce un discours où ils jurent, eux aussi, d'être fidèles à la nation, à la loi et au roi. Nous n'avons malheureusement pas la prose du jeune collégien, bien qu'on lui ait promis de transcrire son discours sur le registre.

En juin, les citoyens actifs des municipalités de La Tour-du-Pin, la Chapelle, Saint-Didier et Montceaux se réunissent dans l'église des Récollets pour élire sept membres qui se réuniront à l'assemblée des électeurs du département, laquelle doit élire les membres de la Commission départementale. L'assemblée fut nombreuse ; la séance, prolongée par la prestation individuelle de l'inévitable serment, dura deux dimanches entiers et aboutit à l'élection de : Fiacre Bergeron, bourgeois de la Tour-du-Pin ; Prunelle, docteur-médecin ; Magnin, notaire ; Coche fils, avocat ; François Lhoste, maire de La Tour-du-Pin ; Guttin, procureur de la commune de Saint-Didier ; Cl. Perrin, maire de la Chapelle.

Quelques jours après, nouvelle assemblée générale des gardes nationales. Il s'agit, cette fois, d'élire des députés pour prendre part à la Fédération de Paris, le 14 juillet prochain ; on choisit MM. Antoine Ollivier, commandant ; François-Victor Gallet et François-Siffirin-Silvain Faulcon, sergent-major, avec tout pouvoir pour prêter « le ser-

ment civique et éternel de maintenir de tout notre pouvoir la Constitution du royaume, d'être fidèles à la nation, à la loi et au roi, jusqu'à la dernière goutte de notre sang. » Les délégations de Crémieu, Bourgoin, Saint-Geoire, Grand-Lemps se réunissent aussi dans l'église des Récollets¹.

En juillet, Charles-Louis, marquis de Boissac, et Antoine-Louis-Victor Daubergeon de Murinais, tous deux anciens officiers, prêtent et signent le serment civique. Cela n'empêchera pas le marquis de Boissac, chevalier de Saint-Louis, brigadier des armées du roi, seigneur de Saint-Didier, Cuirieu et autres places, de porter sa tête sur l'échafaud.

Le premier anniversaire du 14 juillet est l'occasion du renouvellement général du serment civique. On a écrit à tous les curés de la municipalité d'annoncer la fête au prône. C'est L. Coche, le plus ancien officier municipal, qui la préside en l'absence du maire (François Lhoste, maire, et Joseph-François Prunelle sont à l'assemblée de Moirans). On a préparé un autel dans la prairie de Praille.

Le conseil est réuni. Coche, prenant la parole, dit que « ce jour si désiré de l'alliance avec nos frères français est enfin arrivé ; que cette heure de midi est imposante, où tous les citoyens du royaume font serment d'être fidèles à la loi et au roi ». Cependant on arrive de tous côtés : les citoyens de la Chapelle demandent à être introduits pour prêter le serment ; un détachement de la garde nationale attend à la porte ; tout est prêt, mais le

¹ « Les délégués de Crémieu se sont donné pour aumônier le R. P. Morard, augustin de Crémieu, qui voudra bien les accompagner. »

président ne veut pas perdre une de ses phrases écrites dans le style emphatique du temps, et il s'attarde, tout en s'écriant : « Notre mutuelle inclination voudrait devancer le moment ! ... nous considérons tous que ce serment va être l'alliance éternelle avec tous nos frères français, et qu'il va donner de nouvelles forces aux bonnes mœurs : elles sont le principe de l'union, et l'union est le principe de la force contre les ennemis de la Constitution. »

Enfin, on sort ; arrivé à la place, on y trouve le corps de citoyens en armes avec les drapeaux ; on se rend en ordre à l'autel ; les dames et demoiselles citoyennes sont, sur leur demande, admises à la cérémonie. Le commencement de la messe a été annoncé par les canons et tambours, et tous y assistent.

C'était assurément un spectacle imposant.

La messe achevée, M. le Curé prononce un discours sur l'importance du serment civique. M. Coche, plus pratique encore, démontre la nécessité de payer les impôts avec exactitude ; puis toute l'assemblée, levant la main, midi sonnant, M. Coche prononce à haute voix : « Nous jurons tous d'être fidèles à la nation, à la loi et au roi, et de maintenir de tout notre pouvoir la Constitution décrétée par l'Assemblée nationale et acceptée par le roi, de protéger en particulier la sûreté des personnes et des propriétés, la libre circulation des subsistances, la perception des impôts, et de demeurer réunis à tous les Français par les liens indissolubles de la fraternité. » — Tous ont répété : « Je le jure. »

Le lendemain, le conseil décide de donner 12,000 francs de la maison et du clos des Récollets, pour y installer les salles d'assemblée, de greffe, logements et prisons.

Il était difficile, au milieu de l'effervescence générale, de tenir la population dans les limites d'une sage liberté. Nous voyons que, le 30 juillet, le conseil se plaint de ce que le règlement de police, déjà deux fois publié, n'est guère observé ; on le publie et on l'affiche une troisième fois, sans plus d'effet, car au mois d'août, nouvelles plaintes du conseil : « il y a des abus, dommages aux clôtures, vols de fruits. La douceur avec laquelle on a *obtemporisé*, devient de l'impunité. » Le règlement sera encore affiché et exécuté.

Ce sont peut-être ces désordres qui décidèrent le maire, le sieur Coche, à démissionner, alléguant son grand âge et sa surdité. En septembre, on élit à sa place, M. Picot André, de Charvin, docteur-médecin.

Le moment était proche, du reste, où l'on devait renouveler par moitié les officiers municipaux et les notables ; il fallait, en outre, aviser à remplacer le procureur de la commune, Laurent-Vincent Lhoste, qui venait de mourir.

L'assemblée fut annoncée et affichée pour le 14 novembre, et publiée au prône des paroisses intéressées. Hélas ! l'ardeur électorale était déjà bien refroidie, puisque sur 418 électeurs inscrits, 50 seulement répondent à l'appel. C'est encore le curé Chapuis qui est élu président ; après quoi l'assemblée est renvoyée au dimanche suivant.

Mais dans l'intervalle des incidents graves surgirent.

L'accord était loin d'être parfait entre les différents membres de l'administration. Quels griefs provoquèrent la crise municipale ? Les registres n'en disent rien. Quoi qu'il en soit, le 19 novembre le maire Picot convoque le Conseil général et donne sa démission, alléguant qu'il ne peut concilier ses fonctions avec les soins qu'il doit aux malades. A son tour, M. Chapuis, curé, explique que

« l'incompatibilité de son état avec celui d'officier municipal et le peu d'accord qui règne entre la municipalité et le chef de la garde nationale, l'oblige, comme ministre de paix, à donner sa démission, ainsi que de la place de président, où l'ont élu les voix de la dernière assemblée ».

Devant ces mésintelligences, le secrétaire Gallet déclare cesser ses fonctions de secrétaire, et sort en laissant le registre sur le bureau. L'assemblée ne put se réunir le 21.

Jusqu'alors les cinq paroisses rurales de Sainte-Blondine, Saint-Clair, Saint-Jean, Toirin et Montcarra, étaient demeurées unies à La Tour-du-Pin, avec laquelle elles ne formaient qu'une seule municipalité. Ce furent sans doute ces dissensions qui firent demander à Montcarra sa séparation, sous prétexte de l'éloignement. Les quatre autres communes voulurent aussi avoir leur municipalité particulière, et n'envoyèrent aucun délégué à l'assemblée du 28, où se continuèrent enfin les élections commencées le 14.

M. le curé Chapuis préside encore, mais il maintient sa démission qui est enfin acceptée avec celle du maire Picot. La ville ayant 1,148 habitants, la municipalité se composera de six officiers municipaux, y compris le maire, et de douze notables.

Les votes de 65 votants se dispersent sur 35 noms, et enfin sont élus Jacques Coche fils, avocat, comme maire. Les cinq autres officiers municipaux sont : l'abbé Louis Bergeron, Joseph Chalon, Gaspard Rulat, Pierre Picot et Pierre Chapuis restant, qui formeront ce qu'on appelle, pour la première fois, le *Conseil municipal*.

Le lendemain, on élit pour procureur de la commune M. Chevallier et avec Mathieu Gentil, restant, onze nota-

bles qui formeront le *Conseil général* de la commune ¹.

L'abbé Bergeron et le maire formeront le bureau avec M. le Curé, nommé à l'unanimité trésorier. Ce bureau fera les fonctions des recteurs pour percevoir les revenus et les distribuer aux nécessiteux.

La première mesure proposée fut d'offrir le monopole des chaises dans l'église. L'acceptant fournira 200 chaises neuves pour la commodité des fidèles ; il percevra trois deniers par chaise, six deniers quand il y aura sermon, grand'messe ou chants. — Défense d'apporter d'autres chaises. — Ce contrat sera valable jusqu'au 1^{er} janvier 1792, et ensuite les chaises seront laissées à la disposition de la ville.

Vers la fin de cette année (15 décembre), le Directoire du district (qui se composait des sieurs Varnet, Vattel, Charrel et Alrici, procureur syndic) dénonce tout à coup un complot. « Il faut tâcher de découvrir les fils de ces infâmes projets ». — La garde est rétablie ; on installe un dépôt pour les munitions, « le cas est pressant », on achètera de la balle et des poudres. — Naturellement, on ne découvre rien.

Pendant ce temps, les experts essayent vainement de terminer les opérations de l'estime des biens à acquérir ; les terriers ont été détruits, et ils renoncent à leur tâche.

Le canton de La Tour-du-Pin ayant été enfin formé des municipalités de La Tour-du-Pin, Saint-Jean, Roche-Toirin, Montcarra, la Chapelle, Saint-Didier, Montagnieu,

¹ Notables élus : MM. Joseph Guillon, André Sambin, M. le Curé, Joseph Chapuis, Antoine Baud, Jean Barral, Michel Thevenet, Benoît Chalon, Joseph-Pierre Laforge, Jean Franquet, Georges Tardy.

Saint-Clair et Sainte-Blandine, on choisit un juge de paix qui sera Joseph-François-Victor Prunelle, médecin, dont l'élection ne prend pas moins de deux jours.

1791

Le 2 février 1791, la municipalité de La Tour-du-Pin se transporta à Sainte-Blandine pour recevoir solennellement, après la messe paroissiale, le serment de M. François Guédý, curé, qui jure, en présence de ses paroissiens, « de veiller avec soin sur les fidèles de la paroisse, d'être fidèle à la nation, à la loi et au roi, de maintenir de tout son pouvoir la Constitution ».

L'octroi de cette année est affermé 1,260 livres, mais un décret du 7 février va bientôt supprimer cette source de revenus. Le 14 février, le procureur Claude Chevallier lit un rapport qui sent le style de l'époque : « La Tour-du-Pin qui fut le séjour des Dauphins, qui mérita leurs faveurs, qui repoussa avec tant de bravoure les attaques d'Amédée de Savoie, qui a eu dans son sein un tribunal de justice, après avoir tout perdu, se trouve dans le cas d'espérer que du sein même de sa détresse renaitra sa splendeur ». Il propose d'acheter les bâtiments et clos des ci-devant Récollets pour en faire des halles, des logements et un collège pour l'éducation publique. « Cette démarche est digne de votre patriotisme ; elle est en même temps le vœu de nos concitoyens et de nos voisins ; son exécution fera leur félicité et procurera un avantage réel à plus de cent municipalités ; il faut acquérir aussi le four banal, et vos noms seront à jamais recomman-

dables. » — L'acquisition fut décidée deux mois après. — En attendant, on procède à l'expulsion des RR. PP., qui eut lieu le 15 mars suivant.

Sept personnes de la suite de Mesdames de France viennent loger à l'auberge du Palais-Royal, où leur arrivée cause grand émoi. Quelques jours après, on arrête une voiture contenant une grande cassette que deux hommes ne peuvent soulever. Malgré l'assertion du conducteur, on croit qu'elle contient du numéraire et on la dépose chez le trésorier avec une sentinelle. Quelques jours plus tard, Louis de Narbonne la fait réclamer; elle appartenait à sa mère attachée aux princesses émigrées. Le serrurier Deschamps l'a, du reste, ouverte et on n'y a trouvé que des objets à l'usage de ces dames.

C'est le 15 mars qu'est effectuée l'expulsion des RR. PP. Récollets. Avertis le mois précédent que la maison allait être mise en vente, le P. Gardien avait demandé quinze jours pour prendre ses arrangements. Le moment est arrivé pour ces humbles religieux de se séparer. Le frère Michallon déclare ne pouvoir partir à cause de sa caducité. On rassemble tout ce qui a quelque valeur dans la sacristie qui est scellée. Le procès-verbal est signé de Coche, maire, Bergeron, Chalon, Rulat, Picot, Chevalier, procureur¹.

En avril, arrive la nouvelle de la mort de Mirabeau, le fameux tribun; le procureur dit en assemblée « que cette nouvelle répand la consternation dans les individus; que sa mémoire doit engager cette municipalité à rendre les

¹ Voici les noms des religieux qui composaient cette maison en 1790:

Mathieu Decléf, en religion P. André, né le 23 août 1744, profès

devoirs dus aux mânes de cet illustre représentant. » On décide qu'un service solennel sera célébré dans l'église paroissiale, au jour choisi par M. le Curé.

La semaine précédente, on avait chanté un *Te Deum* « pour le rétablissement de la santé du roi et pour la conservation de jours si précieux à la France ».

C'est le 27 avril 1791 que furent définitivement acquis par la commune les bâtiments des religieux Récollets. Bientôt on commença les réparations pour loger d'abord les administrateurs du Directoire.

MM. Bergeron, officier municipal, et Chapuis, curé, sont désignés pour mesurer les clos et bâtiments, et pour fixer l'emplacement de la place publique¹.

Le 14 juillet 1791 ramène le grand anniversaire. Donnons encore un exemple du style de l'époque. Le procureur prend la parole : « Enfin, nous sommes arrivés à ce jour heureux, ce jour tant désiré par les bons citoyens, et

le 3 mars 1761, était gardien du couvent. Il fixa sa retraite à Saint-Didier-de-la-Tour, où nous le retrouverons.

Claude-François Hudelot, en religion P. Fulgence, né dans le diocèse de Besançon, le 17 décembre 1738, profès le 16 février 1759. Il établit sa résidence à Montagneu, où il était connu depuis vingt ans.

Jean-François Michallon, en religion P. Eugène, né à Tence en Velay, le 13 septembre 1741, profès le 26 août 1762.

Ces trois religieux optèrent pour la vie privée, comme l'avait permis le Saint-Père pour les religieux qui ne pouvaient rester en communauté.

Pierre Michallon, en religion frère Grégoire, né le 31 août 1713, profès le 2 juillet 1736, opta aussi pour la vie privée et continua de résider à la Tour-du-Pin où il vécut encore quelques années. (R. P. Apollinaire, *Études franciscaines sur la Révolution*).

¹ Il existe ici une fâcheuse lacune dans nos archives. Les délibérations des mois de mai, juin et commencement de juillet, man-

marqué par le décret de l'auguste Assemblée nationale pour célébrer le premier anniversaire de notre liberté et réitérer le serment qui doit à jamais nous attacher à notre sainte Constitution, la défendre, la soutenir jusqu'à notre entière extinction contre les vils ennemis, que d'anciens préjugés révoltants et injustes, et de méprisables intérêts lui ont fournis. Mais le Rémunérateur éternel nous a imperti des forces corporelles au-delà de notre attente, et des sentiments dignes de notre grandeur : nous n'avons plus rien à craindre d'eux. »

« Empressons-nous de célébrer cette fête ; nos frères, les municipalités à côté de celle-ci s'empressent de se joindre à nous ; joignons-nous à eux, mettons-les dans notre sein et allons de concert à cette respectable cérémonie. »

M. Douillet, aumônier, célèbre la messe dans la prairie de Praille, au bruit du tambour et des canons. Le serment est prononcé par M. Revier, président de MM. les Administrateurs : « Nous jurons d'être fidèles à la nation et à la loi ». Ensuite, on se retire au son des tambours et des violons, et aux salves des canons. La dépense fut de 33 francs.

Léopold Gras est accepté comme maître d'école, aux mêmes conditions qu'auparavant : 120 francs et la jouissance de l'appartement destiné aux écoles dans la maison commune. Il exigera le même taux aussi qu'auparavant des élèves de lecture, d'écriture, d'arithmétique et de

quent. Celle du 7 juillet concernait la constitution de la *Société des Amis de la Patrie*. — Une autre délibération portait sur l'actif et le passif de la commune ; — sur la découverte des titres de créance sur les États du Roy. — Une autre contenait l'état des citoyens du canton.

latin, et instruira aussi gratis quatre pauvres pour lesquels il exigera la fondation annuelle de Chapuis.

L'on n'avait pas encore osé confisquer la belle maison de M^{me} de Vallin ; elle faisait bien des envieux. Voici le texte d'une pétition rédigée avec emphase pour réclamer ce qui avait été récemment accordé :

« Considérant que, sous le règne du despotisme de fatale mémoire, où les grands mangeaient les petits, et s'ils ne les mangeaient pas tout vifs, ils leur faisaient d'autres maux aussi funestes, selon leurs caprices et leurs ambitions. La Tour-du-Pin est certainement le lieu de la France qui en ait senti le plus les preuves de la part de la ci-devant haute et très puissante dame Gabrielle Musi, née Vallin.... »

Tout cela est pour revendiquer la possession des chemins que M^{me} de Vallin avait acquis récemment sans réclamation. Les motifs allégués sont, du reste, des plus plausibles et édifiants. « Il est notoire, continue le texte, que, de temps immémorial, il existait plusieurs chemins qui, de la rue Bourbre, conduisaient en droiture vers l'ancienne halle et l'église paroissiale, et qu'il n'y a tout au plus que quinze ans que cette dame s'empara de tous ces chemins pour les enclore dans ses possessions. Outre le tort fait au commerce du quartier de Bourbre, cette interruption oblige à de grands circuits pour se rendre aux offices de la paroisse et empêche les prompts secours spirituels dus aux malades. Dans ces chemins, elle a fait placer des portes, c'est là une des marques insultantes de la souveraineté qu'elle exerçait dans la cité. »

La municipalité, faisant droit à ces réclamations, nomme MM. Bergeron et Chapuis, curé, pour la prévenir elle ou son agent. M^{me} de Vallin fit répondre par ce dernier

qu'elle avait cru, en acquérant les baraques et jardins, acheter les chemins, sans quoi elle n'aurait pas fait de si grandes dépenses pour s'enclorre. Elle fut sommée de remettre les lieux en leur état. Il y avait là matière à un long procès, mais la loi sur ou plutôt contre les émigrés vint finir cette affaire : « autrement, disait le procureur en décembre 1792 dans son rapport à la nouvelle municipalité, autrement le procès se serait tourné contre la nation. » M^{me} de Vallin était, du reste, la seule émigrée lorsque parut la loi. Son agent déclara, à ce moment, ne pouvoir fournir l'état de ses revenus, les livres ayant été brûlés.

En attendant, l'argent faisait de plus en plus défaut, on ajoute 1,800 livres aux impositions de la présente année, et, pour remplacer le produit de l'octroi (une loi avait supprimé tous les octrois), on vendra la maison commune.

La ville commençait donc à se débattre contre le manque d'argent. On n'en fait pas moins chanter un *Te Deum* à l'église, le 25 septembre ; c'est que le roi a accepté la Constitution. Il est vrai que la cérémonie ne se fit que sur l'ordre du Directoire ; car, à vrai dire, on commençait à se lasser du nouvel ordre de choses. En vain, le procureur tâche-t-il de réchauffer l'ardeur de la municipalité : « on n'aperçoit de toutes parts, s'écrie-t-il mélancoliquement, qu'indifférence pour la chose publique. » Dans la même séance, on propose d'utiliser la partie nord du canal, en pratiquant un chemin qui irait de la grande route à la place de Bourbre.

On avait commencé les travaux pour la transformation du bâtiment des Récollets. Sur les réclamations du quartier, on avait d'abord décidé de garder dans l'église la chapelle de Notre-Dame de Pitié pour y avoir une messe

au moins les dimanches et fêtes. Le procureur propose de conserver plutôt le chœur et de faire de la petite chapelle un logement pour corps de garde : le tableau pourrait se placer dans l'église¹. — Par la même occasion, on décide de demander un deuxième vicaire, qui fut sans doute accordé, car, trois semaines après, nous voyons l'abbé Gabriel Perrin prêter, à l'issue de la messe paroissiale, le serment très explicite d'être fidèle à la nation, à la loi et au roi, de maintenir la Constitution du royaume, notamment la Constitution civile décrétée par l'Assemblée nationale et acceptée par le roi². »

Pendant ce temps, les communes de Saint-Jean, Roche et Montceaux se réunissent de nouveau à la municipalité de La Tour-du-Pin. Il faudra donc refaire les élections. — Il est décidé aussi que l'on numérotera les maisons : chacun mettra à ses frais le numéro qui lui sera présenté.

Le mois de novembre fut fort agité : l'horizon politique s'assombrissait et l'invasion étrangère paraissait imminente. Déjà la municipalité avait donné des ordres réitérés pour le service de la garde nationale, elle avait acheté

¹ Il est question sans doute ici du fameux triptyque, aujourd'hui le joyau de la superbe église neuve, où il se trouve malheureusement relégué dans la sacristie, n'ayant pu trouver dans l'église une place convenable. — Il représente, en effet, Notre-Dame-de-Pitié, puis, sur un des volets, saint Jérôme, auquel était dédié le couvent des Récollets.

² Cela ne lui suffit point pour lui concilier les bonnes grâces de la municipalité ; car, en février suivant, nous la voyons répondre à sa demande de logement que cela ne la regarde pas, qu'elle se trouve dépourvue d'appartements convenables à un vicaire : « Les curés, disent les municipaux, reçoivent leur traitement et leur logement de la nation, depuis la loi d'octobre 1790 ; il doit en être de même des vicaires. En conséquence, M. l'abbé Perrin pourra se pourvoir comme bon lui semblera. »

de la poudre, 300 livres de balles et 26 fusils de calibre qui, avec les 5 fusils et les 38 piques que fournit le Gou-vernement, formaient tout son armement. Pour défendre la frontière menacée, La Tour-du-Pin fit appel au patriotisme de ses enfants. Chaque arrondissement devait fournir un bataillon de volontaires. La ville fut envahie par 6 ou 700 gardes nationaux volontaires, dont la discipline laisse fort à désirer. Il faut prendre un arrêté pour défendre aux cabaretiers de donner à boire à ceux qui sont déjà ivres ; on a peine à faire partir ceux qui ont été reformés. Les 300 lits réquisitionnés un peu partout sont déjà absolument hors d'usage.

Ce fut le 13 novembre qu'eut lieu la formation du bataillon sous la direction de MM. Bizannet et Varnet, commissaires du département. Il se compose de 900 hommes. L'élection des officiers et sous-officiers eut lieu dans la « ci-devant église des Récollets » et la revue en fut passée dans la prairie de Praille. Ce bataillon fut plus tard incorporé dans la 57^e demi-brigade à laquelle sa bravoure valut le surnom de Terrible.

M. Bizannet, plus tard général, en fut nommé commandant. La compagnie fournie par le canton de La Tour-du-Pin élut pour son capitaine M. Duvivier, qui s'était retiré de son couvent au château de Cuirieu depuis 1789¹, pour lieutenant M. Ollivier et pour sous-lieutenant M. Gaget, de Coiranne. M. Bouquin fut nommé quartier-maître du bataillon.

Le 20 novembre, on procède aux nouvelles élections : le premier dimanche est absorbé par la nomination des

¹ M. Duvivier fut chef d'escadron sous l'Empire.

scrutateurs et du président, qui est encore le curé Chapuis. Le dimanche suivant, M. l'abbé Bergeron est élu maire, à la place de Coche qui a refusé ; officiers municipaux : MM. Chalon, Picot, médecin, Joseph Chapuis, Cliet, Antoine Chambattit fils et Georges Tardy. Avec eux sont élus dix-huit notables. Claude Chevalier sera procureur.

En fin décembre, Bergeron donne l'état de tous les habitants domiciliés dans le territoire de cette municipalité. Nous n'avons malheureusement pu en retrouver les traces.

1792

Dès janvier, le budget est préparé et discuté. Nous y voyons encore figurer la dépense de 11 livres pour le cierge pascal de La Tour-du-Pin, de tout temps fourni par la commune, ainsi que 9 livres pour chacun des deux cierges de Saint Jean et de Toirin. On prévoit aussi des réparations à ces trois églises, et 250 livres pour l'horloge. « L'horloge est infiniment ancienne, lisons-nous dans la délibération ; nous n'avons pas l'époque de son établissement ; son dôme tombait, on fut forcé de descendre le timbre et de l'abattre depuis bien des années ; on fit battre l'horloge sur la grosse cloche ; la distance est de toute la longueur de l'église¹. »

Le procureur se plaint de ce que aucun citoyen ne s'est fourni de patente, comme l'exige la loi.

On a décidé l'installation d'une maison de force ou

¹ Le clocher se trouvait en effet au-dessus du chœur.

prison. En attendant, on se servira de deux pièces de l'ancienne maison commune que la municipalité vient de vendre à M. Bergeron, maire.

19 mai. — Les administrateurs, assistés de Chalon et Picot, commencent l'inventaire du mobilier de la maison de la « veuve Vallin¹ ».

Le même jour, le 8^e bataillon d'infanterie légère venait loger à La Tour-du-Pin. Des rixes ne tardèrent pas à s'élever entre l'habitant et le soldat peu discipliné. « Désirant que l'ordre soit mieux observé », le conseil arrête que chacun de ses membres fera la police dans son quartier, à savoir : le maire, depuis la maison du lanternier jusqu'à celle de Joseph Levieux, dit Fréchet ; Chapuis, de chez lui dans tout le quartier de Bourbre, jusqu'à la maison Pignaud ; Cllet, tout le quartier de l'hôpital ; Challon (il signe avec deux l), le quartier du four, depuis la maison du sieur Perroncel de Vignieu jusqu'à celle de Pignaud ; Picot, depuis chez Larose, la rue à droite et à gauche jusqu'à la poste, la maison Prunelle comprise ; Tardy, le quartier de Labbe, depuis la maison Prunelle jusqu'à celle d'Arnaud Blanc.

La garde redoublera aussi de rigueur pour arrêter tous les voyageurs à pied, à cheval et en voiture, et visiter leurs passeports. Quelques jours après, elle arrêtait deux hommes qui conduisaient par la voie de l'Estra une voiture avec une caisse contenant 24,00 francs.

¹ A propos de M^{me} la comtesse de Vallin, née Gabrielle de Musy, nous saisissons sur le vif la gradation ou plutôt la dégradation des idées et du langage dans cette époque troublée : c'est d'abord « Madame la comtesse de Vallin, puis la comtesse de Vallin, puis Madame de Vallin, puis Madame Vallin, la veuve Vallin, et plus tard ce sera tout court « la Vallin » !

La délibération du 6 juin 1792 est consacrée à préparer la célébration de la Fête-Dieu pour le lendemain avec « la splendeur que le culte commande ». Toutes les autorités ainsi que la troupe y prendront part.

De même pour les prières publiques que « M. l'Évêque du département » a prescrites.

Le 7 juillet, a lieu la plantation solennelle de l'arbre de la Liberté, au centre de la nouvelle place ; il est peint aux trois couleurs et surmonté du bonnet phrygien. Les trois canons prêtés à la municipalité ont été réparés et « le patriotisme des citoyens et citoyennes de la garde nationale a été porté au plus haut point ».

La fête du 14 juillet fut plus solennelle encore. Les gardes nationales de tout le district sont représentées. Dès le matin, des fédérés arrivent de tous les côtés ; le cortège militaire s'est formé en ordre sur la grande route, précédé des trois pièces de canon auxquelles on en a ajouté deux de Virieu ; au passage, se joignent à lui le Directoire et la municipalité, etc., et tous se dirigent vers le Champ de Mars, où l'autel de la Patrie a été élevé. La messe commence à midi, accompagnée des airs joués par la musique d'un bataillon du régiment de garde arrivé depuis quinze jours. Les discours se suivent, prononcés par Comte et Doncieux, président et secrétaire du Directoire du district.

Le 21 juillet, on reçoit l'arrêté du Corps législatif déclarant la patrie en danger. On convoque, dès le lendemain, le Conseil général de la commune, qui décide qu'il y aura toujours sept de ses membres en permanence. On fera le recensement des armes dans la ville et dans la campagne et on se tiendra prêt à marcher. Il faut se défendre aussi contre les ennemis de l'intérieur ; ainsi Jacques Ginét,

officier municipal de Saint-Jean-de-Soudain a été volé et poignardé dans la nuit par une troupe de brigands. Tous les jours il y a des vols, des dégâts. Il faut prendre des mesures. On ouvre aussi un registre pour recevoir les engagements volontaires, la taille réglementaire est de cinq pieds.

Pour faciliter les échanges des assignats de 5 livres, on avait décidé l'émission de « billets de confiance » jusqu'à concurrence de 4,000 livres : 12,000 billets à 5 sols rouges au dos et 8,000 à 2 sols 6 deniers jaunes au dos.

Les cultivateurs ne veulent vendre leur blé que contre beaux écus, et pourtant le pain manque au camp de Cessieu. Il manquera même bientôt dans la ville ; le 16 août, il y eut des rixes à la porte des boulangers. On les obligera à se tenir fournis, et la livre de pain blanc sera payée 5 sols 3 deniers. Les gros fermiers qui mènent presque tout leur blé au Pont-de-Beauvoisin seront invités à le vendre ici le mardi, jour de marché.

Cependant, la permanence du Conseil décrétée par l'Assemblée nationale n'est plus observée. Le procureur tâche de réveiller le zèle par quelques phrases bien senties. « Par un relâchement inconcevable, dit-il, les comités permanents du Conseil général de la commune ne tiennent plus de séances, tandis que dans le moment où toutes les tempêtes grondent sur nos têtes, il faudrait toujours être dans la plus grande activité et ne pas demeurer dans l'assoupissement, lorsque la nation entière se tient debout. » Vains efforts, c'est à qui se dérobera à ce devoir.

Dès les jours suivants, les six bureaux qui doivent se succéder fonctionnent incomplets : le 24 août, Tardy est seul à la Permanence ; il couche sur le registre que « le

temps lui dure et qu'il s'en va laissant les choses dans le même état — il est midi, je m'en vais pour dîner ». — Il fallut suspendre la Permanence — (on la reprit au 25 avril 1793).

L'ardeur n'était pas plus grande pour la garde nationale ; le commandant Olivier se plaint de ses hommes. Est-ce insouciance, est-ce insubordination ? Il ne sait, mais le corps-de-garde est toujours vide. « Cette garde est inutile, dit l'un. — Je n'ai pas le temps, répond l'autre ». — On essaya d'abord de condamner les délinquants à une taxe équivalente à deux journées de travail. On songea ensuite à former un second bataillon. Enfin par une mesure plus pratique, on décida de demander des hommes aux deux compagnies de chasseurs de l'Ardèche, alors cantonnées à la Tour-du-Pin.

Cependant une loi votée le 16 août 1792 condamnait à sortir du royaume les prêtres qui refusaient de prêter le serment. La Tour-du-Pin fut sillonnée par ces vénérables proscrits dont quelques-uns faiblissent alors qu'ils se voient sur le point de franchir la frontière qui doit les séparer de la patrie.

C'est ainsi que le 23 septembre, Gilbert Cantal, prêtre insermenté de Moulin, en route pour la Savoie, demande à être admis à prêter le serment civique « à condition de retourner dans sa famille pour y vivre en bon prêtre et en bon citoyen. » La nouvelle de l'occupation de la Savoie par nos troupes influa peut-être sur cette décision. D'autres cependant ne se laissèrent pas effrayer par la perspective d'un nouvel itinéraire : neuf membres du clergé font signer leur passeport pour Morestel au lieu du Pont-de-Beauvoisin, pour se diriger de là sur Genève¹.

¹ C'étaient Denis Benoit, Joseph Thevenin, François Gauthier,

Le clergé de la région fut moins résistant : le 3 octobre, nous voyons prêter le serment par Chapuis, curé, et Gabriel Perrin, son vicaire, François Guérin, curé de Saint-Jean-de-Soudain¹, Georges-Balthazar de Gumin, prêtre, résidant à Toirin, Philippe Querenet, prêtre, et Antoine Bron, curé de Roche-Toirin. Le serment exigé est, du reste, assez anodin : « Je jure d'être fidèle à la nation et de maintenir la liberté et l'égalité ou de mourir en les défendant. » Il n'y est plus question du roi ; l'abolition de la royauté ayant été prononcée le 21 du mois précédent².

Les fonctionnaires prêtent ensuite le même serment, et tous répètent la même cérémonie le dimanche suivant 7 octobre, sur la place, au pied de l'arbre de la Liberté³.

La veille, le curé Chapuis, préposé à la vérification des paquets et lettres venant de l'étranger, donne sa démis-

prêtres, Jean-François de la Villenne, clerc tonsuré, tous quatre de l'Allier. — François Deshoulières, Gilbert Mariat, Guillaume Barbès, du Puy-de-Dôme. — Durand Charbonnel et Joseph Seveyrac, de la Haute-Loire.

¹ François Guérin, né à Briançon, fut exécuté à Lyon, le 29 pluviôse an II ; il avait 50 ans.

² Ce serment, dit de liberté-égalité, était pitoyable dans ses termes, mais ne renfermait pas d'impiété formelle. Plusieurs évêques ne crurent pas devoir le condamner ; les prêtres de Saint-Sulpice crurent pouvoir le prêter ; une lettre du cardinal Zelada recommanda de ne pas inquiéter ceux qui l'avaient prêté.

L'archevêque de Vienne, dont la Tour-du-Pin dépendait, condamna ce serment sans miséricorde et frappa de censures ceux qui le prêteraient ou ne le rétracteraient pas. L'évêque de Valence adopta la même sévérité. De l'avis d'esprits éclairés, ils eurent tort, dépassant à la fois leurs attributions et les lumières d'une saine doctrine. Nul n'a le droit d'être plus sévère que l'Eglise. (Voir R. P. Apollinaire, *Études sur la Révolution*).

³ Sont nommément désignés les curés Chapuis, Guérin et Bron,

sion, parce que son vicaire, qui partageait avec lui le service de la paroisse, venant d'être élu curé de la Chapelle, il devra consacrer tout son temps à la paroisse.

Ce n'est que le 11 novembre que le conseil général se transporte à l'église, où le maire, après la messe, donne lecture du décret de la Convention qui déclare la royauté abolie; même lecture est faite ensuite sur les deux places publiques.

Cependant les conséquences du gaspillage public commençaient à se faire sentir : « Auparavant la communauté de la Tour-du-Pin ne supportait qu'un impôt mobilier de 1,300 livres; celui de 1792 monte à 4,957 livres 11 sous 5 deniers pour la commune, et à 7,382 livres 7 sous 3 deniers pour toute la communauté. » On trouvait la liberté un peu chère; il faut délibérer « pour apaiser les plaintes du peuple à cet égard et tâcher d'obtenir une diminution ».

La contribution foncière de 1791 surpassant 26,800 livres était déjà au-dessus de ses forces. On évalue le revenu net à 80,640 livres. La communauté est donc surchargée du tiers de ce qu'elle devrait supporter.

On se souvient des mandats de confiance qui avaient été émis par la municipalité pour faciliter les transactions. La contrefaçon qui s'exerçait sur les assignats les a aussi atteints. On se décide en décembre à les retirer dans l'espace de deux mois, après lesquels ils n'auront plus

ainsi que de Gumin. — 2 mars suivant, Jacques Chapuis, curé de Montceaux, malade en sa maison de la Tour-du-Pin, prête le serment chez lui entre les mains de deux délégués.

La municipalité embrassait alors quatre communautés : La Tour, Saint-Jean, Toyrin et Montcarra, qui appartenait à la paroisse de Saint-Chef.

cours. Cette décision est affichée le dimanche suivant, à l'issue de la messe paroissiale.

Bientôt on fait de nouveau appel aux électeurs pour renouveler la municipalité et le conseil général de la commune.

Voici les noms des nouveaux élus : François Ballet, *maire* ; Antoine Chambattit, Antoine Garnier, Joseph Guillon, Georges Tardy, François Perroncel, Joseph Pascal, aîné, Joseph Chapuis, Guillaume Berger, *officiers municipaux* ; Philippe Querenet, *procureur de la commune* ; Bron, curé de Toirin, André Jean, François Cornillon, Pierre Allex, Louis Bergeron, André Picot, Cl. Chevallier, Antoine Cliet, François-Catherin Chapuis, curé, Joseph Lanet, André Sambin, Alexis Rodet, Christophe Thevenet, Louis Couillioud, Georges Guerrit, Antoine Ollivier, Guérin, curé de Saint-Jean, Mathieu Gentil, *notables*.

Le procureur Querenet échange son mandat contre celui d'officier municipal avec Joseph Pascal, nommé procureur. Georges Guerrit, notable, refuse aussi et est remplacé par Benoit Chalon.

Telle est la nouvelle municipalité qui va traverser l'époque la plus agitée de la Révolution. L'ancien procureur Chevallier la met au courant de la situation dans un rapport de quarante articles et elle prête serment sous la formule : « Je jure d'être fidèle à la nation et à la loi, et de maintenir la liberté et l'égalité, et de mourir à mon poste en les défendant. »

Pour ne pas abuser de votre attention, j'arrête là, Messieurs, cette lecture qui demande une suite.

Sans doute, je ne vous ai appris rien de bien nouveau ;

sans doute ce n'est point là de la grande histoire ; mais la grande histoire se compose aussi de petits faits, comme la grande patrie se compose d'une multitude de bourgs et de villages ; et puis, je suis heureux d'avoir rempli envers mon pays ce devoir de piété filiale. Les souvenirs se perdent, les traditions s'en vont ; dans notre vie pressée, nous n'avons même plus le loisir d'écouter les longs récits des vieillards qui ont vu les témoins de ces événements. Il est donc bon de rappeler à notre génération oublieuse quel retentissement eurent dans les moindres villes les convulsions de cette époque si troublée. Il faut aimer à lire nos glorieuses annales nationales, mais il est permis aussi à chacun d'étudier de plus près l'histoire de sa petite patrie.





RÉPONSE
AU
DISCOURS DE M. L'ABBÉ MARTIN
PAR
M. PAUL FOURNIER
PRÉSIDENT

MONSIEUR,



OTRE modestie vous alarmait à tort : il ne me sera point difficile de rappeler les titres qui vous ont désigné aux suffrages de nos confrères et qui justifient pleinement leur choix.

Nous n'ignorions pas, en vous élisant, que vous n'avez pas cru devoir vous contenter du degré ordinaire de culture littéraire dont sont pourvus les bons élèves des collèges. A peine aviez-vous achevé vos études cléricales, que vous vous prépariez aux épreuves de la licence ès lettres; bientôt ce diplôme envié vous était conféré par la Faculté de Grenoble. Vous donniez ainsi un exemple salu-

taire : en effet, à l'heure actuelle, le diplôme de licencié ès lettres doit être considéré comme la véritable consécration des études classiques. Je sais bien que ce mot, études classiques, a le privilège aujourd'hui de faire sourire quelques-uns de ceux qui, par crainte de passer pour banaux, s'écartent le plus qu'ils peuvent de la route du sens commun : mais excusez-moi d'être encore assez arriéré pour croire que les études classiques constituent la meilleure partie de notre culture française. Ce n'est pas sans tristesse que j'assiste à la décadence de ces études : pourquoi faut-il que notre patrimoine intellectuel aille se dissipant par l'effet de causes multiples : légèreté présomptueuse de ceux-ci, jalouse ignorance de ceux-là, incurables illusions dont se grise la jeune génération, condescendance trop facile des hommes de la génération précédente ? Pour vous, Monsieur, qui, par une vocation spéciale et par la confiance de vos supérieurs, êtes le maître respecté des enfants et le conseiller écouté des parents, vous êtes tout naturellement appelé à réagir contre les tendances par trop utilitaires de l'éducation contemporaine. Ce devoir, vous l'avez déjà accompli sur un autre terrain¹ ; l'an dernier, en un langage sobre et élevé, vous rappeliez le droit sacré et inaltérable du père, auquel l'enfant est tenu d'obéir ; vous protestiez contre tout système d'éducation fondé entièrement sur la persuasion, c'est-à-dire sur cette opinion que l'homme va tout droit vers le bien, pourvu qu'il y soit conduit par le raisonnement. Votre

¹ *Le Respect dû aux parents*, discours prononcé à la distribution des prix du Petit-Séminaire du Rondeau et de l'Externat Notre-Dame, le 28 juillet 1892, par l'abbé J. Martin, chanoine honoraire, licencié ès-lettres, directeur de l'Externat Notre-Dame. Grenoble, 1892, in-8° de 22 pages.

foi de chrétien et votre expérience des hommes vous gardent de ces désastreuses illusions : vous savez que la formation des cœurs et des volontés ne se fait pas sans efforts ni sans luttes ; vous ne croyez pas à l'éducation qui se fait en jouant. Tel nous vous retrouverons, je n'en doute pas, lorsque vous aurez l'occasion de vous prononcer sur les principes fondamentaux de la culture intellectuelle : vous êtes et vous resterez le champion des méthodes sanctionnées par l'expérience et d'ailleurs fort susceptibles d'être mises en harmonie avec les exigences d'un état social transformé. Cela peut se faire sans que nos bacheliers en soient réduits à considérer un texte latin de moyenne difficulté comme une énigme digne d'un nouvel Œdipe, et à demeurer aussi ébahis devant un chœur de Sophocle ou un fragment de Démosthène que devant un passage des Vedas ou du Zend-Avesta.

Si une forte culture littéraire est utile à tous, elle offre aux membres du clergé des avantages dignes d'être particulièrement appréciés. Je ne parle point des services qu'elle rend aux maîtres plus spécialement voués à la carrière d'enseignement ; il serait superflu d'insister là-dessus. Je veux seulement dire de quel prix est cette culture pour le prêtre vivant au milieu du monde, et appelé, quel que soit son ministère, à se trouver en contact avec le laïque cultivé auquel il est chargé de présenter la doctrine chrétienne. Ses forces ne sont-elles pas décuplées lorsque, rompu aux difficultés de la composition et aux secrets de la langue, il sait ordonner ses idées d'après un plan naturel et les exprimer en une forme à la fois claire et persuasive ? Ses forces ne sont-elles point centuplées lorsqu'il est apte à suivre ou mieux à devancer ses auditeurs dans les provinces variées de la philosophie

et de l'histoire, où les esprits éclairés vont chercher la solution des questions fondamentales de toutes croyances? Il y a longtemps que des membres du clergé ont compris ces vérités; elles inspiraient l'éminent prélat dont l'église de Lyon pleure la perte, quand, aux jours de sa jeunesse, le premier parmi ses confrères, il affrontait les épreuves de la licence ès lettres, ouvrant ainsi le passage à cette phalange dont vous êtes, Monsieur, et où beaucoup d'autres, il faut l'espérer, viendront se ranger à vos côtés.

La génération à laquelle vous appartenez s'est sentie entraînée par une vocation impérieuse : celle de l'histoire. Elle était pour nous pleine de séductions et d'enchantements, et je me demande encore pourquoi les jeunes gens de notre temps semblent lui faire si grise mine. Comme les autres, vous avez sacrifié à cette muse austère : à peine étiez-vous licencié ès lettres, que vous songiez à suivre les cours de l'École des Chartes. Laissez-moi vous dire franchement que vous aviez bien raison. Je ne crois pas me laisser égarer par l'amour filial que je garde à notre vieille École, en lui attribuant un mérite, celui de mettre l'historien en possession d'une précise et sévère méthode. L'erreur est aussi grande de ceux qui méprisent cette méthode, et de ceux qui, à force de regarder la méthode, oublient le but; de ceux qui considèrent l'histoire comme un genre de littérature, et de ceux qui la font tenir tout entière dans les problèmes étroits de la diplomatique ou de la critique des textes. La vraie et saine tradition de l'École n'est pas, à coup sûr, d'improviser l'histoire par intuition, mais elle n'est pas non plus de concentrer l'attention sur le document au point d'oublier l'histoire.

Vous, Monsieur, eussiez été mieux que personne en mesure de profiter des enseignements de l'École des Chartes. Vous aimez le document, et vous avez le culte pieux du passé de votre province. Vous n'avez pu réaliser votre projet : est-ce un bien, est-ce un mal ? Question oiseuse, que l'on peut se poser à chaque détour de la vie, et qu'il est d'ailleurs superflu de chercher à résoudre, parce qu'il vaut toujours mieux regarder, non en arrière, mais en avant.

Cependant, si lourdes qu'aient été vos occupations, vous n'avez pas été infidèle aux études historiques. L'histoire de votre pays natal, la Tour-du-Pin, a captivé votre attention : il faut reconnaître que c'était à bon droit. Vraiment vos compatriotes ont jusqu'ici une grave raison (avec plusieurs autres) de se montrer jaloux de leurs voisins de Bourgoin : la ville rivale possède trois histoires imprimées, et les meilleurs érudits de la région n'ont pas dédaigné de travailler à compléter ses annales. Or la Tour-du-Pin est sans doute une ville très heureuse, car elle n'a point d'histoire. Aucun livre n'a été imprimé qui en montre la formation et les destinées.

Cette œuvre vous était réservée, Monsieur : laissez-moi espérer que vous l'accomplirez jusqu'à son terme.

Je dis jusqu'à son terme, et cependant c'est moins le terme que le commencement qui semble vous effrayer. Fort irrévérencieux pour la figure bardée de fer des vieux barons de la Tour, vous allez d'abord et tout droit vers la Révolution. En cela vous pourriez invoquer d'illustres exemples : vous cédez à une tendance trop répandue pour ne point désarmer la critique. Jamais, en effet, les publications sur la Révolution et ses préludes n'ont été plus abondantes ni plus importantes : partout les archives

de la période révolutionnaire sont mises en ordre, les inventaires et les documents sont publiés ; chaque jour voit éclore, sur les divers points du territoire, des livres nouveaux consacrés à ce sujet, que nos contemporains ne craignent plus d'aborder. Sans y apporter une indifférence absolue, ils tendent de plus en plus à traiter cette histoire d'après les méthodes scientifiques ; fort heureusement ce n'est plus aujourd'hui que le récit des événements de la Révolution pourrait être considéré comme une simple matière à pamphlets au profit ou à l'encontre de tel parti politique né des déchirements de la période révolutionnaire. Si l'histoire de la Révolution n'a point pénétré encore dans les *templa serena*, visiblement elle s'en rapproche ; l'heure est venue où les esprits impartiaux peuvent y chercher librement la vérité.

Vous avez choisi, Monsieur, la forme modeste d'éphémérides, suivant ainsi l'exemple qui vous était donné par le savant auteur du *Journal d'un Bourgeois de Valence*, libéralement publié par notre regretté président, M. Eugène Chaper. Pour le moment, votre travail, fait surtout d'après les renseignements fournis par les archives de la Tour et des communes voisines, s'arrête à la fin de 1792 : permettez-moi de vous dire que nous en attendons impatiemment la suite. Il y a presque dix ans aujourd'hui, le 13 avril 1883, M. Chaper communiquait à l'Académie delphinale quelques fragments d'une histoire demeurée inédite de la Tour-du-Pin, œuvre de M. Romain Bouquet, secrétaire de la mairie de cette commune. Les chapitres lus à l'Académie traitaient, comme les vôtres, des années de la Révolution.

Remarquez, Monsieur, qu'il y a dix ans que l'Académie delphinale s'est, pour la dernière fois, entretenue de

l'histoire de la Tour-du-Pin, et n'en prenez pas prétexte, je vous en supplie, pour ne nous en entretenir de nouveau que dans dix ans. Le très intéressant travail que vous venez de nous lire n'est qu'un premier chapitre ; je suis convaincu de répondre au désir unanime de nos confrères en vous priant de nous en donner sans tarder la suite et la fin. Puis, quand vous aurez achevé l'histoire de la période révolutionnaire à la Tour, vous remonterez le cours des siècles pour y suivre le sort de votre ville natale : vous montrerez la formation et les destinées de cette seigneurie de la Tour, assez redoutable pour que son alliance fût, en plein XIII^e siècle, briguée à diverses reprises par les empereurs, notamment par Frédéric II, alors qu'il prétendait menacer le pape Innocent IV jusqu'au sein du concile de Lyon : assez heureuse pour s'être en quelque façon annexé le Dauphiné par le mariage de la dauphine Anne avec Humbert de la Tour, d'où naquirent les derniers Dauphins du Viennois. Vous exposerez le développement de ces communautés de paysans et de bourgeois qui, à la faveur de chartes de franchises, s'élevèrent peu à peu à une situation prospère et dégagèrent leur existence propre de celle des dynasties féodales qui les avaient abrités et absorbés. Vous raconterez leurs ~~lutes~~ ^{lutes}, par exemple le siège mémorable soutenu en 1333 par vos compatriotes, contre l'ennemi héréditaire du Dauphin, le comte de Savoie, et le siège non moins célèbre de 1562 où l'on vit Antoine de Gumin, seigneur de Romanèche, défendre la Tour-du-Pin attaquée par les troupes protestantes que commandait son gendre, le baron des Adrets.

Vous écrirez ainsi un chapitre inédit de l'histoire si riche en souvenirs de nos provinces du Sud-Est. Vous

aurez fait une œuvre pie, car vous aurez relié la génération présente à ces générations mortes dont elles ont hérité, vous aurez permis aux fils de s'associer aux joies et aux deuils, aux travaux et aux angoisses de leurs ancêtres ; vous aurez enfin contribué pour votre part, dans le domaine si riche de l'histoire provinciale, à la recherche et à la découverte de la vérité.





LES VARIATIONS
DE LA
FRONTIÈRE FRANÇAISE DES ALPES

DISCOURS DE RÉCEPTION A L'ACADÉMIE DELPHINALE

PAR

M. JOSEPH PERREAU

Capitaine de Chasseurs alpins.

MESSIEURS,

LORSQU'UNE compagnie aussi justement honorée que l'Académie delphinale convie un de ses élus à prendre la parole devant elle, le premier devoir de l'élu est d'exprimer sa reconnaissance. Pour moi, ce devoir s'impose avec une obligation particulière. En effet, quels sont les titres qui ont pu attirer sur ma personnalité la bienveillante attention de l'Académie? Quelques essais : — conférences ou brochures, — pour

vulgariser les guerres des Alpes; c'est-à-dire les premiers pas d'un débutant dans le vaste domaine de la composition historique. Et pourtant, Messieurs, vous m'avez appelé à l'honneur de remplacer M. Macé de Lépinay, un maître qui représentait l'érudition la plus profonde et la plus variée.

Né en Bretagne, en 1812, M. Macé de Lépinay n'appartenait pas, par son origine, à la région des Alpes; mais, par son amour de la montagne, il eut bien vite mérité ses lettres de naturalisation. Ancien élève de l'École normale supérieure, agrégé d'histoire, il fut nommé professeur d'histoire à la Faculté des lettres de Grenoble, en 1849. Doyen de la Faculté en 1871, il demanda sa retraite en 1883. Il conserva le titre de doyen honoraire et mourut le 14 janvier 1891.

Épris de la montagne et devançant la mode, — bien inspirée, pour une fois, — M. Macé de Lépinay a inauguré ces excursions qui, aujourd'hui, semblent entrées dans les mœurs de la population grenobloise. Ses compagnons habituels étaient des professeurs du Lycée ou des Facultés de Grenoble : M. Maignien, le père de notre aimable confrère; M. Philibert Soupé; M. Francisque Sarcey, le prince de la critique, suivant la formule consacrée.

Quelle dose d'esprit venait faire oublier la fatigue, assaisonner les déjeuners sur l'herbe : les noms que j'ai cités le disent assez. A côté du plaisir, tout était profit pour une intelligence comme celle de M. Macé, ouverte sur tant d'horizons : archéologie et histoire, botanique et géologie.

Dans ces savantes caravanes, il se glissait aussi des jeunes gens, et avec eux des espiègleries de leur âge.

Dois-je les dénoncer dans cette enceinte? Dois-je déclarer que, parfois, le sac du savant professeur, destiné à rapporter dans son cabinet des minéraux curieux, se remplissait d'informes cailloux?

« O géologie, que de crimes on commet en ton nom ! »

Les observations d'ordres si divers que M. Macé de Lépinay recueillait dans ses excursions, il les a consignées dans les charmantes brochures qui ont pour titres : *les Montagnes de Saint-Nizier*; *le Pic de Belledonne*; *Guide itinéraire de Saint-Rambert à Grenoble*. Les parcourir, c'est se promener à travers les sites si pittoresques du Dauphiné, à travers les souvenirs si attachants de son histoire.

Voici, près de Saint-Rambert, les ruines du château de Mantaille. C'est là qu'au milieu des invasions et des désordres qui accompagnèrent le démembrement de l'empire de Charlemagne, l'assemblée des prélats et des grands de la vallée du Rhône décerna la couronne royale à Boson. L'État créé dans ces circonstances a porté dans l'histoire les noms de royaume de Bourgogne, royaume de Provence, royaume de Vienne, royaume d'Arles. C'est celui dont le président de l'Académie delphinale, M. Paul Fournier, a retracé les vicissitudes avec une si magistrale érudition.

Le royaume de Bourgogne s'est écroulé à son tour. C'est de ses débris que se sont formées les provinces de la région des Alpes : Dauphiné, Provence, Savoie. A côté de Mantaille, berceau du royaume de Bourgogne, M. Macé nous montre la tour d'Albon, berceau du Dauphiné. En effet, les sires d'Albon sont la tige de la dynastie féodale des Dauphins du Viennois, qui a donné son nom au Dauphiné.

A côté des guides itinéraires de M. Macé de Lépinay, il faut citer sa traduction du voyage d'Abraham Golnitz, publié sous ce titre : *le Dauphiné et la Maurienne au XVII^e siècle*. J'arrive enfin à son œuvre capitale :

Histoire de la propriété, du domaine public et des lois agraires chez les Romains.

Le discrédit dont ont longtemps été frappées les lois agraires dans l'opinion publique provient de ce que presque tous les ouvrages sur l'histoire romaine composés depuis la Renaissance ont été inspirés par Tite-Live et par Tacite, historiens de l'aristocratie et de la monarchie impériale. Avec un esprit de justice égal à son érudition, M. Macé de Lépinay venge la mémoire des tribuns, de ces défenseurs du droit populaire, dont Tibérius et Caius Gracchus sont restés les plus célèbres. L'historien français démontre que, dans les temps réguliers de la République romaine, les lois agraires n'avaient pas pour but le partage égal des terres ni la communauté des biens, mais seulement le partage entre la masse des citoyens des terres conquises, devenues domaine de l'État et injustement usurpées par les grands.

Tels sont les résultats que M. Macé de Lépinay constate avec Niebuhr, Savigny, Laboulaye, c'est-à-dire avec les maîtres de la critique historique. L'objet principal qu'il se propose est de populariser ces résultats qui, avant lui, demeuraient renfermés dans le cercle restreint des érudits ou, comme disait Saint-Simon, des maîtres en Israël. Ce but, M. Macé de Lépinay l'a complètement atteint, parce qu'il savait allier à la profondeur des connaissances cette simplicité, cette clarté de style et d'exposition qui ont toujours été la caractéristique et la gloire des lettres françaises.

Je ne saurais faire preuve de semblables qualités dans les considérations que je me propose de développer devant vous. Pourtant, j'ose espérer que le sujet suppléera, par son intérêt propre, à l'insuffisance de l'orateur. S'il faut le préciser par un titre, j'adopterai le suivant :

Coup d'œil géographique et historique sur les variations de la frontière française des Alpes.

Au x^e siècle de notre ère, les territoires compris entre la grande chaîne, le Rhône et la Méditerranée appartenaient au royaume de Bourgogne, dont la création avait été une conséquence du démembrement de l'empire de Charlemagne. Dans son ensemble, cet État s'allongeait, depuis Bâle et Soleure jusqu'à la mer, entre deux autres débris du grand empire : le royaume de France et celui d'Italie.

Du côté de la France, sa frontière suivait le cours de la Saône et celui du Rhône inférieur, en s'écartant pour embrasser le territoire des environs et de la ville de Lyon. Vers l'Italie, le royaume de Bourgogne empiétait sur le versant oriental des Alpes, où quelques-unes des hautes vallées du bassin du Pô lui appartenaient.

En résumé, le royaume de Bourgogne comprenait la moitié occidentale de la Suisse et les territoires où se sont formées les provinces de la Comté de Bourgogne ou Franche-Comté, de la Savoie, du Dauphiné et de la Provence.

Malgré la similitude du nom, le duché de Bourgogne, à l'est de la Saône, relevait, non pas de cette couronne,

mais du royaume de France, tel qu'il avait été constitué par le traité de Verdun en 843.

En 1032, après un siècle et demi d'indépendance, la couronne de Bourgogne fut léguée par le roi Rodolphe III, à titre de possession personnelle, aux empereurs d'Allemagne, déjà impatronisés du royaume d'Italie.

Étrangers et presque constamment éloignés de la région du Rhône et des Alpes, les empereurs n'étaient guère appelés qu'à y exercer une autorité nominale. Déjà, sous les rois de la dynastie rodolphienne, quand les invasions des Sarrasins, des Hongrois et des Normands désolaient ces contrées, la féodalité y avait pris naissance, justifiée, à l'origine, par la protection qu'elle accordait aux populations contre les Barbares. Plus tard, au temps de la suzeraineté lointaine des empereurs, elle acheva le démembrement du royaume de Grenoble.

Ici, comme dans les limites du royaume de France, la féodalité présentait, côte à côte, des seigneurs ecclésiastiques et laïques. Cependant, dès le milieu du XI^e siècle, c'est-à-dire vers l'an 1050, la puissance de l'épiscopat était attaquée par les principaux seigneurs laïques.

Ceux-ci, par une suite incessante d'empiètements sur les domaines des évêques et d'usurpations sur leur juridiction temporelle, travaillèrent sans relâche à les restreindre à l'autorité spirituelle.

En même temps qu'elles s'étendaient aux dépens des églises, les grandes maisons féodales s'efforçaient d'absorber les petites seigneuries. C'est ainsi que, par un lent et patient travail d'agrandissement et d'annexion, s'élevèrent des princes qui se partagèrent la souveraineté effective de la majeure partie des territoires compris entre le Rhône et les Alpes : comtes ou dauphins de

Viennois ; comtes de Provence ; comtes de Savoie.

Par un contraste piquant, dans le temps même où se fondaient et se développaient ces puissances féodales, quelques-unes des vallées les plus retirées des Alpes présentaient le spectacle d'une autonomie et d'une liberté presque absolues. Là s'était conservée et améliorée encore, au profit des communautés ou communes, la tradition des municipes romains et des fédérations gauloises.

Protégés contre les coups de force par les obstacles de leur sol tourmenté, les habitants de ces hautes vallées réussirent à faire avorter toutes les tentatives de féodalité locale. Quant aux seigneurs de premier rang, dauphins et comtes, ils étaient obligés eux-mêmes de composer avec les montagnards. Par des chartes précises et des traités solennels, ils reconnurent leur organisation politique et confirmèrent leurs franchises.

Pour pouvoir jeter un regard d'ensemble sur l'histoire générale des trois grandes provinces de la région des Alpes, il convient d'arrêter l'histoire de chacune d'elles à une série de dates. On peut en adopter deux : l'an 1250, c'est-à-dire le milieu du ^{xiii}^e siècle ; l'an 1500, c'est-à-dire la fin du ^{xv}^e. La première date détermine, dans l'histoire des trois dynasties féodales, une période où elles prospèrent et s'affermissent à l'abri de toute intervention extérieure. Dans la période suivante, au contraire, l'influence des rois de France devient prépondérante au point d'amener l'annexion du Dauphiné et de la Provence.

En 1250, les domaines des Dauphins comprennent les environs de Vienne et de Grenoble et s'étendent, d'autre part, jusqu'à la grande chaîne des Alpes. Ils la dépassent

même avec le Briançonnais. Dans la région des plaines, il y avait enchevêtrement et pénétration entre ces domaines et ceux des comtes de Savoie.

Ces derniers possédaient tout un chapelet d'enclaves et de châteaux qui s'égrenaient depuis le Guiers jusqu'au Rhône moyen, par Voiron, la Côte-Saint-André, Jonage, Saint-Symphorien. Le reste des domaines de la maison de Savoie comprenait les villes de Chambéry et de Turin, la Maurienne, la Tarentaise, la vallée d'Aoste, et, sur la rive gauche du Rhône, le Bugey.

Quant au comté de Provence, il atteignait la crête des Alpes par le bassin du Var et la vallée de Barcelonnette. Il dépassait même la chaîne et englobait, notamment, la vallée de la Stura et Coni dans la plaine du Piémont.

La politique traditionnelle qui a présidé à la grandeur des maisons féodales de Viennois, de Provence et de Savoie est la même qui, pratiquée avec plus d'ampleur encore par les Capétiens, leur a permis de créer l'unité française. Dès le milieu du ^{xii}^e siècle, la conduite des rois de France révèle la pensée qui sera, pendant plus de sept cents ans, le guide de leur persévérante ambition : — atteindre le Rhin et les Alpes, anciennes frontières de la Gaule. Du côté des Alpes, bien des circonstances favorables sollicitaient leur attention.

En dépit des limites étroites que le traité de Verdun avait imposées au royaume de France, le nom même de France avait débordé bien au delà. Par extension, l'usage l'appliquait à tout le bassin du Rhône, justifié par la fréquence et l'intimité des relations commerciales et sociales des populations, par la similitude des dialectes, enfin par un sentiment confus mais réel de communion nationale. Cette antiquité de l'existence morale de la patrie française

est attestée par ces mots de « douce France », qui nous charment dans les épopées du moyen âge, dans la *Chanson de Roland*, par exemple.

A cette circonstance si favorable aux Capétiens, joignez le prestige qu'ils tiraient de la disparition effective du titre royal dans les domaines de l'ancienne dynastie burgonde. Ce prestige s'accrut encore par les talents et les vertus d'une suite de princes remarquables et du plus illustre de tous, de saint Louis.

A l'époque la plus brillante de la civilisation du moyen âge, la cour de France apparaissait aux seigneurs et aux populations de nos régions comme un foyer d'élégance, de chevalerie et de justice. Son dialecte tendait à supplanter les dialectes locaux comme langue de la bonne compagnie.

Les dauphins de Viennois et les comtes de Savoie eurent des hôtels à Paris. Entourés des principaux seigneurs du royaume d'Arles, ils rehaussaient l'éclat de la cour des rois de France, entraient dans leurs conseils et combattaient à leurs côtés sur les champs de bataille des guerres de Flandre et du début de la guerre de Cent Ans. Tous se glorifiaient du titre de bons Français.

Quant à la Provence, l'influence capétienne y devint prépondérante au point que saint Louis épousa une fille du dernier comte de la maison de Barcelonne, Marguerite, et qu'il fit épouser à son frère, Charles d'Anjou, une autre fille, Béatrice, héritière du comté.

Pour les peuples, le roi de France était, avant tout, un justicier et un protecteur. C'est vers lui qu'ils tournaient les yeux dans leurs dissentiments avec leurs seigneurs. Trois pouvoirs se disputaient, à Lyon, la prééminence : l'archevêque, seigneur de la ville ; le chapitre des cha-

noines de la primatiale; enfin la commune, formée par les bourgeois.

En 1271, les bourgeois lyonnais se placèrent directement sous la protection du roi de France Philippe le Hardi. Plus tard, Philippe le Bel établit à Lyon un officier royal sous le nom de gardiateur. Enfin, devant l'hostilité de l'archevêque Pierre de Savoie, une armée royale, appuyée par les bourgeois, occupa la ville et mit fin, sans combat, à la domination temporelle de l'église de Lyon. En 1312, Pierre de Savoie signa avec Philippe le Bel un traité qui consacrait la réunion de Lyon et du Lyonnais à la France. Trente-sept ans plus tard, Lyon vit s'accomplir un acte par lequel cette couronne s'enrichissait d'un fleuron plus précieux encore, le Dauphiné.

Dès l'année 1294, Philippe le Bel avait déterminé le dauphin Humbert I^{er} à lui prêter hommage, moyennant une pension. Les deux derniers princes indépendants du Dauphiné furent deux frères : Guigues VIII et Humbert II. Tous deux étaient fort jeunes quand ils prirent possession du pouvoir. Leur amour du faste et leur vanité amenèrent la ruine des finances. Après quelques années de règne, Humbert II se vit tellement pressé par ses embarras financiers qu'il ne trouva d'autre ressource que de vendre ses États à la France.

Après de longues négociations, Humbert II, avec le consentement de ses grands feudataires, résigna tous ses droits et opéra le transport du Dauphiné entre les mains de Charles, petit-fils du roi Philippe VI, qui est devenu plus tard lui-même roi de France sous le nom de Charles V. Charles jura de respecter les libertés de la province et prit le titre de dauphin de Viennois. La cérémonie eut lieu dans un couvent de Lyon, le 16 juillet 1349.

Aux termes du traité de transport, le Dauphiné devait servir d'apanage aux fils aînés des rois de France. Il en fut ainsi à l'origine ; puis le Dauphiné fut administré par le roi, par l'intermédiaire de gouverneurs. La clause originelle ne fut plus rappelée que par le titre de Dauphin, attribué à l'héritier de la couronne de France.

En 1354, un traité affranchit le Dauphiné et la Savoie, à l'égard l'un de l'autre, des enclaves qui morcelaient leur territoire et mit ainsi fin à une cause perpétuelle de conflits. Le dauphin Charles céda au comte de Savoie le Faucigny et les domaines qu'il possédait sur la rive droite du Rhône. En échange, le comte de Savoie faisait abandon de tous ses droits sur les bailliages situés entre le Guiers, le Rhône et l'Isère.

En Provence, Raymond-Bérenger IV, dernier comte de la maison de Barcelonne, était mort en 1245, laissant son héritage à sa fille Béatrice. Par l'influence de saint Louis, l'héritière épousa le frère du roi de France, Charles d'Anjou.

Despote énergique et ambitieux, Charles d'Anjou ne tarda pas à reculer les limites de sa domination. En Italie, il intervint comme protecteur de la papauté dans ses querelles avec les empereurs allemands de la maison de Souabe, et obtint du pape Urbain IV l'investiture du Royaume des Deux-Siciles au détriment de cette maison. Charles d'Anjou en fit la conquête. Elle fut marquée par l'exécution de Conradin, un de ces griefs que les pédants d'Outre-Rhin exhument encore quelquefois pour justifier la haine héréditaire des Allemands contre les Français.

Charles d'Anjou ménagea encore à sa famille, par des mariages, la couronne de Hongrie.

« Heureux les peuples qui n'ont pas d'histoire », dit

la sagesse des nations. On peut se demander dans quelle mesure la réciprocité est vraie, et si les peuples dont l'histoire est éclatante sont nécessairement malheureux. Quoi qu'il en soit de la solution, la Provence, quand ces comtes furent devenus rois de Naples, traversa des périodes d'effroyables calamités. Les noms de la reine Jeanne, d'André de Hongrie, de Charles de Durazzo, évoquent tout un tissu de compétitions, de crimes, d'invasions et de ravages.

Au milieu de ces désordres, les annexes piémontaises de la Provence se placent sous la protection des princes de Savoie. Le comté de Nice et la vallée de Barcelonnette adoptèrent le même parti. En 1388, les habitants des deux pays se donnèrent au comte de Savoie, Amédée VII, par des traités solennels, en stipulant la confirmation de leurs anciennes franchises.

Au ^{xv}^e siècle, la reine de Naples, Jeanne II, appela à lui succéder par adoption une deuxième branche de la maison d'Anjou qui possédait effectivement l'Anjou avec le Maine. Cette branche acheva de perdre toutes les possessions italiennes. Aussi, le bon roi René n'était-il roi que de nom. C'est en Provence, dans sa capitale d'Aix, qu'il passa la plus grande partie de sa vie. Il légua la Provence à son neveu Charles, comte du Maine. Celui-ci mourut en 1481, après avoir institué pour héritier le roi de France Louis XI. Louis XI occupa l'Anjou, le Maine et la Provence. Cette dernière fut réunie définitivement en 1486.

Tandis que les États féodaux du Dauphiné et de la Provence allaient se fondre dans l'unité française, la dynastie de Savoie, grâce aux talents de ses princes, réussissait non seulement à conserver son indépendance, mais en-

core à accroître notablement l'étendue de ses domaines. A la fin du ^{xv}^e siècle, elle s'était annexé Genève, les pays de Vaud et de Gex et la Bresse. A cette époque également, les comtes de Savoie avaient obtenu des empereurs le titre de ducs.

Dans la plaine du Piémont, les possessions de la maison de Savoie étaient coupées par le marquisat de Saluces. Les marquis de Saluces s'étaient reconnus vassaux des dauphins de Viennois, au ^{xiii}^e siècle, pour échapper à l'ambition de cette maison. Après la réunion du Dauphiné, ils continuèrent leur hommage aux rois de France, au mépris des droits de suzeraineté que les ducs de Savoie se firent attribuer par les empereurs. C'est pour améliorer ses communications avec le Dauphiné et la Provence que le marquis Louis II ouvrit, en 1480, le célèbre tunnel de la Traversette, aux sources du Pô.

A la date de l'an 1590, la réunion du Dauphiné et de la Provence est accomplie. La France a atteint, depuis le confluent du Guiers jusqu'à l'embouchure du Var, la limite qui restera pendant deux siècles sa frontière traditionnelle des Alpes. Cependant, le tracé de cette frontière, si l'on excepte quelques éléments de peu d'importance, ne coïncide, pour ainsi dire, nulle part avec la grande chaîne des Alpes. Là, avec le Briançonnais, la frontière déborde à l'est de la grande chaîne; ici, elle reflue à l'ouest pour laisser au duc de Savoie Barcelonnette et Nice. A quelles lois a-t-elle donc obéi? — Au hasard? — Non, c'est aux lois de l'histoire, et, avant tout, aux lois de la topographie alpine.

Avec ses âpres montagnes, le Dauphiné formait une véritable forteresse naturelle, qui poussait un saillant offensif au milieu des États du duc de Savoie. Le saillant

lui-même formait, dans l'ensemble de la province, comme une pièce distincte par ses caractères topographiques et politiques : c'était le Briançonnais.

Le territoire de l'ancien Briançonnais s'étendait dans la partie que l'on désigne encore quelquefois sous le nom d'Alpes Cottiennes. C'est un éventail de vallées réparties sur les deux versants. Ces vallées sont unies entre elles, à travers la grande chaîne et ses contreforts par des cols nombreux et faciles ; mais, en revanche, chacune d'elles est cloisonnée, comme la plupart des vallées des Alpes, d'ailleurs, par des soulèvements transversaux, par des barrages de rochers où des gorges sauvages permettent à peine au torrent de s'échapper en mugissant. Dans l'ancien vocabulaire de la topographie alpine, les étranglements de cette nature portent le nom significatif de *barricades*.

A l'ouest de la grande chaîne, l'ancien Briançonnais comprenait : d'abord, le bassin de Briançon, où, avec la Durance naissante, convergent la Clairée, la Guisanne et la Cerveyrette ; la Vallouise, qui se creuse devant le flanc oriental du Pelvoux ; le Queyras, ou bassin supérieur du Guil. A l'est, ses limites embrassaient les trois hautes vallées d'Exilles, de Fenestrelle et de Château-Dauphin, qu'arrosent trois tributaires du Pô : la Doire (Dora Riparia), le Cluson (Chisone) et la Varaita ou Varoche.

Pour ces trois vallées, la véritable frontière naturelle se trouvait, non pas sur la chaîne, dans les hauts pâturages où s'évasent les cols et où se rassemblent, incertaines de leur course, les premières eaux des torrents, mais en aval, à quelque étranglement, à quelque barricade. En effet, c'est en ces points que la sauvage nature des Alpes opposait le plus d'obstacles à la circulation.

En premier lieu, aucune route carrossable ne pénétrait dans le massif alpin. Les moyens de transport usuels étaient les animaux de selle et de bât, — les mulets surtout, — et les seuls chemins étaient des chemins muletiers. De plus, on ne connaissait pas, il y a seulement cent ans, ce luxe de travaux d'art par lequel les ingénieurs modernes assurent la commodité et la sécurité des voyageurs : dérochements, tunnels, ponts de pierre, etc.

Dans la région des crêtes, au contraire, le passage des cols n'opposait pas de difficultés sérieuses. Le chemin gravissait l'un des versants par des lacets, — en formant un *tourniquet*, pour employer un autre terme du vocabulaire alpin, — traversait le plateau du col ; puis dessinait un nouveau tourniquet pour descendre le deuxième versant.

La partie française de la vallée de la Doire avait pour ouvrage de défense le château d'Exilles. La frontière était marquée par le célèbre *Pas de Suse*, en amont de la place piémontaise de Suse. C'était un tourniquet par lequel le chemin de la vallée escaladait un contrefort transversal.

Sur le Cluson, la grande position de barrage était marquée par les escarpements de Fenestrelle. Pourtant ce n'est qu'à la fin du *xvii^e* siècle que, sur les instances de Catinat, on construisit un fort près de cette ville. La frontière se trouvait plus bas, entre Fenestrelle et Pêrouse. Elle était marquée par un autre promontoire, le rocher de Bec-Dauphin.

Par la vallée de la Varaita, le Briançonnais confinait au marquisat de Saluces. Il était défendu, de ce côté, par la forteresse delphinale de Château-Dauphin. Ce nom est resté à la petite ville bâtie à l'ombre de ses tours. Quant

au château lui-même, il a été démantelé par les Piémontais dans les guerres de Louis XIV.

Ainsi, la nature semble avoir pris à tâche d'isoler du côté de l'Italie la région qui a formé le Briançonnais. Sur le versant français, les obstacles qu'elle a placés à l'entrée des vallées briançonnaises ne sont guère moins imposants. Telle est la combe du Queyras, ou défilé du Guil en aval du donjon delphinal de Château-Queyras ; tel est encore, sur la Durance, un ressaut que le grand chemin traversait par une fissure appelée le Pertuis Rostan. En revanche, à l'intérieur du Briançonnais, un réseau très serré de chemins muletiers reliait par les cols les différentes vallées entre elles et avec Briançon, la capitale.

En résumé, isolé des régions environnantes par une véritable ceinture de frontières naturelles, uni à l'intérieur dans toutes ses parties, le Briançonnais dut à ces circonstances topographiques de posséder, dès le moyen âge, une organisation politique, une autonomie et des libertés que l'opinion moderne n'est guère habituée à attribuer aux populations rurales sous l'ancien régime.

Par des raisons du même ordre, il serait facile d'expliquer que la vallée de Barcelonnette et le comté de Nice aient pu, pendant si longtemps, rester séparés de la France et annexés aux États de Savoie.

Cependant, je ne m'y arrêterai pas, car je ne veux pas fatiguer votre attention si bienveillante, et j'ai hâte d'arriver à la période la plus moderne et la plus intéressante de mon sujet.

Les relations de dévouement qui, pendant le moyen âge, avaient uni la maison de Savoie à la France, subirent une grave altération à l'occasion des guerres d'Italie. En 1536, François 1^{er}, voulant assurer ses derrières,

occupa la Bresse, la Savoie et le Piémont en dépit des protestations du duc Charles III. En même temps, Genève se soulevait en arborant le drapeau de la Réforme calviniste ; les pays riverains du lac Léman étaient conquis par les républiques de Fribourg et de Berne. Charles III, presque entièrement dépouillé, se retira à Verceil, où il mourut.

Altéré de vengeance, son fils Philibert-Emmanuel avait mis son épée au service de Charles-Quint et de Philippe II. A la tête des Espagnols, il gagna sur Henri II la bataille de Saint-Quentin. En 1559, Henri II signait la paix déshonorante de Cateau-Cambrésis. Il restitua ses États au duc de Savoie, le vainqueur de Saint-Quentin. Par des traités avec Fribourg et Berne, Philibert-Emmanuel recouvra également une partie des territoires occupés par les Suisses ; mais Genève et le pays de Vaud furent perdus pour toujours pour la maison de Savoie.

En Italie, la France conservait le marquisat de Saluces, cédé par le dernier de ses seigneurs en 1562.

La même année, Philibert-Emmanuel proclama le choix définitif qu'il faisait de Turin pour capitale des États de Savoie. Ce choix et cette date marquent l'origine d'une déviation radicale dans la politique de la maison de Savoie à l'égard de la France.

Vers cette époque, des généalogistes complaisants commencent à rattacher les origines de cette maison à l'antique dynastie des rois de Bourgogne. De là, de vastes ambitions chez les princes de Savoie. En temps normal, ces ambitions sommeillent prudemment ; mais elles se réveilleront bien vite si, du côté de la France, un vent d'agitation ou de guerre semble dégager l'horizon. Alors, dans un panorama enchanté, les princes de Savoie décou-

vrent les vallées et les plaines de la Provence, du Dauphiné, de la Bresse, et les collines lyonnaises, fondues dans les vapeurs du dernier plan. Et, rayonnant au zénith, leur apparaît la couronne des rois burgondes. Dans tous les complots de ces princes contre la France, jusqu'aux coalitions de l'époque napoléonienne, on trouve un reflet de ces chimères.

Exploitant les troubles de la fin du règne de Henri III, le duc Charles-Emmanuel I^{er} envahit en pleine paix le marquisat de Saluces et contraignit les garnisons françaises à capituler (1588). Château-Dauphin, partie intégrante du Dauphiné, fut même occupé.

Après la mort de Henri III, au milieu des luttes de Henri IV et de la Ligue, le duc de Savoie occupa aussi la Provence. Il put se croire, un instant, à la veille de réaliser le rêve du royaume de Bourgogne restauré; mais la fortune de Henri IV et l'épée de Lesdiguières en décidèrent autrement. Après dix campagnes, Charles-Emmanuel fut obligé de signer le traité de Lyon (17 janvier 1601). Par ce traité, la France renonçait au marquisat de Saluces, mais recouvrait Château-Dauphin. De plus, le duc de Savoie cédait à Henri IV les provinces de Bresse, Bugey, Valromey et le pays de Gex, complétant ainsi pour sa maison, la perte de Genève et du pays de Vaud.

Malgré l'importance des acquisitions que le traité de Lyon assurait à la France, l'abandon de Saluces souleva des critiques. En effet, la possession du marquisat ouvrait aux armées françaises des routes commodés vers la plaine de la Haute-Italie qui, pendant de longues années encore, devait servir de théâtre aux luttes des maisons de France et d'Autriche.

Sous Louis XIII, Richelieu répara cette perte. Au

milieu des guerres d'équilibre provoquées par la politique de ce grand ministre, la maison de Savoie fut, tour à tour, l'alliée et l'ennemie de la France. Ennemie, elle se vit enlever l'importante place de Pignerol, située à la lisière de la plaine du Piémont, près du point où le Cluson débouche des montagnes. En 1631, le traité de Chérasco céda cette ville à la France avec la vallée de Pérouse, c'est-à-dire avec la rive gauche du Cluson jusqu'au Bec-Dauphin, ancienne limite du Dauphiné. Dans ces conditions, Pignerol était, pour les Français, une porte ouverte sur l'Italie à la barbe du portier des Alpes.

La maison de Savoie ne s'était pas soumise à cette perte sans de cuisants regrets. La politique hautaine et impérieuse de Louis XIV n'était pas faite pour les adoucir. Aussi, quand la Ligue d'Augsbourg vint coaliser toute l'Europe contre la France, l'adhésion du duc de Savoie Victor-Amédée II lui était acquise. Généralissime des forces de la coalition en Italie, Victor-Amédée lutta pendant cinq campagnes en Piémont et dans les Alpes.

Il avait pour adversaire Catinat, qui remporta sur lui les victoires de Staffarde et de la Marsaille. Cependant, grâce aux subsides et aux renforts de la coalition, le duc de Savoie sut se maintenir redoutable. En 1692, même, il envahit le Dauphiné, prit Embrun et brûla Gap. Malgré l'infériorité de ses forces, Catinat sut limiter les progrès de l'envahisseur et, finalement, le déterminer à la retraite.

Cependant, la France, obligée de lutter sur toutes ses frontières, s'épuisait dans cette guerre interminable. Par le traité de Turin (29 août 1696) Louis XIV réussit à détacher le duc de Savoie de la coalition. Sa défection entraîna la conclusion de la paix générale, qui fut signée à Ryswick en 1697.

Cette défection, Louis XIV l'avait achetée en cédant au duc de Savoie Pignerol démantelé et la vallée de Pérouse. Sur le Cluson, la frontière reculait jusqu'au Bec-Dauphin, la borne historique du Briançonnais et du Dauphiné. La France conservait intégralement les trois vallées briançonnaises du versant du Pô. En réalité, le territoire national n'était pas entamé.

Au déclin de son règne, Louis XIV fut moins heureux. Il était alors engagé dans la terrible guerre de la Succession d'Espagne, fameuse par les désastres d'Hochstædt, de Ramilies, de Turin. Victor-Amédée II combattait encore à la tête de nos ennemis. En 1708, il réussit à investir par surprise Exilles et Fenestrelle et fit capituler ces deux places. Dans les campagnes suivantes, les généraux français furent réduits, sur les Alpes, à la défensive. Enfin, en 1713, le traité d'Utrecht mit fin aux hostilités.

Victor-Amédée recevait le titre de roi de Sicile, qu'il dut changer plus tard pour celui de roi de Sardaigne. La France lui cédait les trois vallées d'Exilles, de Fenestrelle et de Château-Dauphin. En revanche, elle gagnait la vallée de Barcelonnette, cette ancienne dépendance du comté de Provence. La vallée fut rattachée à la province du même nom.

Dans toute cette partie des Alpes, le traité d'Utrecht faisait coïncider la frontière avec la ligne de partage des eaux, ou, pour parler le langage du temps, avec la crête des eaux pendantes : application plus spécieuse que réelle de la théorie des frontières naturelles. D'ailleurs, sur le versant français des Alpes, la Savoie et Nice continuèrent à obéir au prince qui régnait à Turin.

« L'ancien Briançonnais était l'une des plus respectables parmi les créations politiques du moyen âge.

« L'agrégation des communautés dont il était formé
 « s'était opérée sans aucune intervention de la violence,
 « sans aucun autre agent que le libre consentement des
 « populations. Plus tard, le Briançonnais s'était, libre-
 « ment aussi, donné à la France avec le reste du Dau-
 « phiné.

« Quand cette œuvre de concorde fut devenue le jouet
 « de la politique et de la force, son déchirement causa,
 « chez les populations séparées de la France, des plaintes
 « dont l'écho a retenti jusqu'à la fin de l'ancien régime.
 « Chaque fois que la guerre ramenait dans les Alpes le
 « bruit des armes, un tressaillement d'espérance parcou-
 « rait les vallées cédées ; mais l'espérance faisait bientôt
 « place à une douloureuse résignation devant l'apathie
 « du pouvoir et l'indifférence de l'opinion française,
 « sourde à tout ce qui n'intéressait pas directement la
 « cour ou Paris. Aujourd'hui, combien de personnes en
 « France, en dehors de l'arrondissement de Briançon,
 « soupçonnent qu'il a existé dans les Alpes une Alsace
 « protestataire, ou, pour employer un mot familier aux
 « publicistes italiens, une France *irredenta* ?

« Pourtant, nombreux encore survivent les témoi-
 « gnages de la domination française dans les vallées
 « d'Exilles, de Fenestrelle et de Château-Dauphin, en
 « dépit des efforts du gouvernement pour les abolir.
 « Comme les noms mêmes des trois vallées, les noms de
 « lieux sont français et, pour la plupart, rebelles à toute
 « traduction étrangère. Les souverains d'outre-monts ont
 « pu imposer à Château-Dauphin et à Bardonnèche les
 « noms officiels de Casteldelfino et de Bardonnechia,
 « comme le gouvernement allemand a travesti Thionville
 « en Diedenhofen et Château-Salins en Salzburg ; en

« revanche, l'ancien nom subsiste seul pour Fenestrelle,
« Exilles, Oulx et pour cent autre lieux. Les façades des
« maisons d'Exilles montrent encore les fleurs de lis de
« France. Les habitants portent des noms français; les
« patois qu'ils parlent sont proches parents de ceux du
« département des Hautes-Alpes. La langue française est
« employée dans la prédication et l'était, récemment
« encore, dans les écoles publiques. »

(PERREAU. — *Catinat*.)

Si l'on ne tient pas compte de quelques rectifications de limites ni des annexions de la période révolutionnaire, la frontière tracée par le traité d'Utrecht dans la région des Alpes a subsisté jusqu'en 1860. A cette date, le traité de Turin, sanctionné par le libre suffrage des populations intéressées, annexait à la France la Savoie et le comté de Nice.

Ainsi, l'empire de Charlemagne et le royaume de Bourgogne se sont écroulés, laissant sur notre sol, comme autant de blocs, le Dauphiné, la Provence, la Savoie. Cimentés de nouveau, ces blocs ont contribué à former le magnifique édifice de l'unité française, qui, — j'en atteste nos bras et nos cœurs, — ne s'écroulera jamais.





RÉPONSE

AU

DISCOURS DE M. JOSEPH PERREAU

PAR

M. PAUL FOURNIER

PRÉSIDENT



MONSIEUR,



ES nombreux sujets d'études que fournissent les Alpes ont toujours excité le vif intérêt de notre compagnie. Qu'un savant ait bien voulu nous en démontrer la structure géologique, qu'un érudit nous en ait raconté l'histoire, qu'un intrépide explorateur nous ait promenés sur leurs glaciers, nous les avons écoutés, les uns et les autres, avec une sympathie qui s'adressait à la fois aux auteurs et aux matières dont ils traitaient. L'intérêt s'est accru quand il s'est agi de questions militaires : là-dessus, nous n'avons pas oublié les

communications et les mémoires dont notre collègue, M. le colonel de Rochas d'Aiglun, enrichit à diverses reprises les pages de notre bulletin, et peut-être me sera-t-il permis de rappeler ici que c'est sous les auspices et aux frais de notre société qu'il a publié l'ouvrage, aujourd'hui classique, de Montanel : la *Topographie des Alpes*. C'est vous dire qu'en appelant notre attention sur l'histoire militaire des Alpes vous allez au-devant de nos désirs. Rien ne pouvait avoir pour nous plus d'attrait qu'une étude de notre frontière, présentée par un de ceux qui, ayant mission de la défendre, sont, par profession autant que par goût, familiers avec tous ses secrets.

Vous aviez, en effet, Monsieur, des titres particuliers pour aborder semblable sujet. De fortes études vous ont conduit jusqu'à l'École de Saint-Cyr, où vous êtes entré le premier de votre promotion. Là, dans un milieu où l'enseignement de l'histoire a toujours été en honneur, vous avez senti se développer votre double vocation de soldat et d'écrivain militaire. Or, il s'est trouvé que ce ne sont point les controverses du présent qui ont sollicité votre plume : c'est au passé de nos armées que vous avez demandé le sujet de vos travaux.

En cela vous cédiez à une tendance qui, fort heureusement, fut celle de beaucoup de vos contemporains : je ne crois pas que jamais période ait été plus féconde en ouvrages d'histoire militaire que celle qui s'est écoulée depuis 1870. La raison en est d'ailleurs fort simple : au lendemain de nos malheurs, il semble que les écrivains de notre jeune armée aient voulu retrouver les titres de leurs ancêtres à l'admiration de l'Europe : sevrés des charmes de la victoire, ils ont pris un plaisir amer à savourer les gloires du passé. Alors ils se sont appelé

que l'armée, pas plus que la nation, ne datait de la période révolutionnaire ou napoléonienne ; alors chacun de nos corps de troupe s'est efforcé, en écrivant son histoire, de remonter aussi haut que possible et de se rattacher aux vieux régiments d'autrefois ; alors les glorieux souvenirs de Denain et de Fontenoy ont cessé de pâlir à côté des souvenirs de Valmy et d'Austerlitz. Nulle nation n'a, plus que la nôtre, souffert de cette manie homicide qui consistait à supprimer quinze siècles d'histoire et de traditions : nulle œuvre n'était plus salubre que celle qui devait lui rendre la jouissance complète de son patrimoine si mesquinement amoindri.

Vous avez été, Monsieur, l'un des collaborateurs de cette œuvre. A deux reprises, vous fûtes chargé de rédiger l'histoire des corps de troupes auxquels vous avez successivement appartenu. Grâce à vous et à ceux qui ont fait comme vous, les jeunes soldats, à ce moment inoubliable où pour la première fois ils rendent les honneurs au drapeau, peuvent désormais apercevoir comme dans un prolongement lointain le régiment à travers l'histoire ; mis à même d'en connaître les hauts faits et d'en comprendre les traditions, ils sentent plus nettement (j'emprunte le mot de Taine), la place qu'ils tiennent dans cette « fondation perpétuelle » qu'on appelle la France. Parfois des écrivains de grand talent convient nos officiers à prendre la part qui leur revient dans la formation des générations nouvelles que chaque année la loi envoie sous les drapeaux ; je ne crois pas que vous puissiez leur donner une leçon plus haute ni plus saine que celle qui consiste à exposer l'histoire du régiment.

En 1887, vous étiez lieutenant au 104^e de ligne. Le régiment avait été créé en 1871, entre la guerre et la

Commune : il avait noblement fait son devoir lors de la répression de l'insurrection parisienne ; mais là se bornait son histoire. Suivant un exemple fort louable, vous avez su lui trouver des aïeux dans les divers corps d'infanterie qui avaient jadis porté son numéro¹ ; c'est ainsi que vous fûtes amené à raconter les prouesses de quatre 104^e régiments ou demi-brigades, dont l'existence avait été d'ailleurs fort éphémère, les trois premiers datant des guerres de la Révolution, le dernier de la campagne de 1814.

La lecture de votre récit est aussi instructive qu'intéressante. Il permet de saisir sur le vif la manière dont se sont formées les armées de la Révolution. Le premier 104^e est fait des débris d'un des plus illustres corps de l'ancienne armée, je veux parler de ce régiment des gardes françaises, créé par Charles IX, et plus vieux que les *vieux* régiments de Picardie ou de Piémont, de Champagne ou de Navarre. Mais, à côté des régiments de l'armée royale qui avaient échangé leurs noms fameux pour de simples numéros, se trouvaient les bataillons de volontaires, qui étaient loin de donner des services équivalents à ceux des vieilles troupes : la Convention ne vit d'issue à cette situation que dans la fusion complète des deux éléments. De là les décrets qui défont pour la refaire ensuite la constitution des corps de troupe ; de là ces « amalgames » dont sortent un second, puis, plus tard, un troisième 104^e ; de là ces demi-brigades comme l'une de celles dont vous écrivez l'histoire, où sont encadrés

¹ *Historique du 104^e régiment de Ligne*, rédigé d'après les documents du ministère de la guerre, par Joseph Perreau, lieutenant au 104^e régiment. Paris, 1887, in-8° de 155 pages.

un bataillon du régiment de La Fère, créé par Mazarin, et deux bataillons de volontaires, l'un de la Nièvre, l'autre de la Corse ; celui-là apportant la solidité, ceux-ci apportant l'enthousiasme, tous ensemble conspirant à former les troupes dont les exploits étonnèrent l'Europe. Nous savions cela par les ouvrages généraux : il n'était pas inutile de montrer l'application du système à un corps déterminé. Je ne puis, on le comprend, indiquer ici tous les points intéressants de votre récit, clair et sobre, vif et animé, toujours appuyé sur des documents authentiques, et complété par des notices biographiques sur chacun des chefs de corps. J'y ai rencontré, chemin faisant, quelques détails qui trouvent leur place dans l'histoire du Dauphiné. Ainsi, vous mentionnez que le premier 104^e fut commandé pendant quelques mois de l'année 1792 par le Dauphinois Servan, le même qui, peu de temps après, était nommé maréchal de camp, et qui, en cette année 1792, fut trois mois ministre de la guerre. Vous rappelez aussi que le 31 mars et le 1^{er} avril 1800, la 104^e demi-brigade perdit trois hommes en traversant le col du Galibier. Les troupes étaient sans doute insuffisamment habituées à vaincre les périls de la montagne, car quelques mois plus tard, le passage du Splügen, opéré en décembre, coûta au même corps cent hommes perdus dans les neiges, tombés dans les précipices, ou gelés dans les marches : il est vrai qu'à votre avis (et vous êtes bon juge), nulle opération plus difficile n'avait été exécutée dans les Alpes depuis Annibal. En tous cas, ces faits démontrent surabondamment la nécessité d'une préparation spéciale pour les troupes de montagne, et si cette préparation est achevée par des marches d'hiver, peut-être pensera-t-on qu'elle n'en sera que meilleure. Cette

observation n'est pas pour décourager les officiers et les soldats que nous avons vus se livrer au plaisir de promenades à 3,000 mètres d'altitude, au cœur même de l'hiver, en dépit des neiges de janvier et de février : l'Académie, qu'il me soit permis de le dire, est fière de compter parmi ses membres l'un de ceux qui ont pris l'initiative de pareilles excursions¹.

Vos études historiques avaient dirigé votre attention sur la guerre de montagne ; bientôt vous vous y donnez vous même tout entier, et vous voilà chasseur alpin. L'été vous appartenez à la montagne ; l'hiver vous pensez encore à elle et vous charmez vos loisirs en écrivant l'histoire du 28^e bataillon². Il est de formation récente, puisqu'il a été créé en 1871. Cependant vous savez encore une fois lui donner des aïeux dont il pourra non sans fierté contempler l'image : ce sont ces bataillons héroïques qui, sous le nom de chasseurs d'Orléans ou de Vincennes, se couvraient de gloire sur les champs de bataille d'Afrique ou de Crimée, d'Italie ou de France. Déjà le 28^e marche sur les traces de ses aînés : il s'est distingué en Algérie et en Tunisie, et depuis lors il fait chaque année son rude service dans les Alpes, « se portant dans la vallée de Barcelonnette à l'époque où la fonte des neiges rouvre les passages, formant ainsi la garnison de la frontière dès qu'elle est accessible, et dans ces temps où les formalités de la déclaration de guerre ne sauraient plus être une sauvegarde pour personne, contribuant

¹ M. Allotte de la Fuye, chef de bataillon du génie.

² *Historique du 28^e Bataillon de Chasseurs à pied* (Bataillon Alpin), par Joseph Perreau, capitaine au 14^e bataillon de chasseurs (alpin), Lyon-Paris, 1890, in-8^e de 71 pages.

pour sa part à donner à la France le sentiment de la sécurité ». Cette noble idée du rôle des troupes alpines vous est familière ; vous l'avez exprimée fort heureusement, non seulement en prose, mais en vers. Ai-je tort, je ne le crois pas, de révéler ici l'existence de ces sonnets¹, que vous inspire parfois la Muse des Alpes, et dont je veux au moins citer celui que vous avez dédié à vos compagnons d'armes ?

LES CHASSEURS ALPINS

1883

Petits, lestes, hardis, portant gaiement le poids
Du sac et du fusil, l'œil brillant d'assurance,
Les chasseurs ont gravi, pour la première fois,
Le pic inexploré, qui dans l'azur s'élance.

Debout sur ces rochers, domaine des chamois,
Ils se montrent entre eux l'Italie et la France,
Près d'eux, les monts glacés : plus de près, plus de bois.
Au loin, partout du bleu, du blanc, — et le silence.

L'officier parle au guide et l'emmène à l'écart,
Puis, sa carte à la main, il plonge son regard
Jusqu'au fond du vallon, où des pâtres sommeillent.

« Le chemin n'est pas beau, mais ils pourraient venir. »
— « C'est bien ; nos généraux sauront les prévenir,
« Tu peux dormir en paix, France, les chasseurs veillent. »

Cette sécurité que nous assurent maintenant les troupes alpines, nos pères n'en jouirent pas toujours. La série

¹ *Sonnets alpins*, 1883-1891 ; brochure lithographiée de 8 pages ; Grenoble, 1891.

d'études historiques que vous avez entreprises et dont le discours que nous venons d'entendre sera comme l'introduction générale, en fournirait pour l'histoire des deux derniers siècles, des preuves multipliées. Sous ce titre, *Catinat et l'invasion du Dauphiné*, vous avez raconté la tentative du duc Victor-Amédée II contre nos frontières en 1692¹. Le lecteur y suit sans peine les événements de guerres, racontés dans la langue nette dont vous êtes coutumier, d'après des documents dont les lettres de Catinat publiées jadis par notre confrère, M. de Rochas d'Aiglun, ne semblent pas avoir été les moins importants. Je me figure qu'on ne saurait mieux faire que d'adopter vos conclusions.

Vous êtes plein d'admiration pour Catinat, et à bon droit vous ne lui ménagez pas l'éloge : il est pour vous le type du général chargé de diriger la guerre de montagnes.

« Le génie de cette guerre, répétez-vous après un grand maître, Napoléon, consiste à occuper des camps ou sur les flancs ou sur les derrières de ceux de l'ennemi qui ne lui laissent que l'alternative ou d'évacuer ses positions sans combattre pour en prendre d'autres en arrière, ou d'en sortir pour vous attaquer. Dans la guerre de montagnes celui qui attaque a du désavantage. »

¹ *Campagnes des Alpes (1692)* ; *Catinat et l'invasion du Dauphiné*, par Joseph Perreau, capitaine au 14^e bataillon de chasseurs à pied (bataillon alpin), membre de l'Académie delphinale, Paris, 1892, in-8° de 82 pages.

² *Documents inédits relatifs à l'histoire et à la topographie militaire des Alpes : la Campagne de 1692 dans le Haut-Dauphiné*, par M. Albert de Rochas, publié dans le *Bulletin de la Société de statistique de l'Isère*, 3^e série, tome V ; Grenoble, 1876, in-8°, pp. 17-193.

Catinat l'avait bien compris : peut-être même y avait-il été aidé par l'attaque malheureuse qu'il avait dirigée en 1690 contre les Vaudois. Il le comprenait d'autant mieux en 1692 qu'il commandait des forces inférieures en nombre à celles de son adversaire. Il dut se résigner aux sacrifices nécessaires ; abandonnant à l'ennemi Embrun, Gap et les régions avoisinantes, il sut y endiguer et y retenir les envahisseurs de telle façon qu'ils furent contraints à la retraite dès l'automne, sans autre résultat que celui d'avoir commis des dévastations matérielles, sans autre conquête que celle des cloches d'Embrun, mais non sans avoir perdu plus de dix mille hommes « tués dans les sièges, enlevés par la maladie ou la désertion ». Catinat, lui, a gardé ses forces et l'année suivante les Piémontais s'en apercevront à la Marsaille.

Il est une autre conclusion, plus spéciale au Dauphiné, qui se dégage de vos travaux : ils mettent bien en relief l'unité territoriale du Briançonnais, et sous ce nom j'entends comme vous non seulement le Briançonnais demeuré français, mais encore les trois vallées transférées de la domination française à celle du Piémont par le traité d'Utrecht. Or, il se trouve que sur ce point l'histoire s'accorde merveilleusement avec la topographie. Là-dessus nous sommes bien renseignés, car par un privilège mérité, cette admirable région est l'objet d'investigations multiples et incessantes. Si l'alpiniste ne se lasse pas d'en parcourir les montagnes et de les faire admirer par les profanes (je n'en veux d'autre preuve que les belles projections qui nous ont été tout à l'heure si obligeamment présentées par M. Henry Duhamel), en même temps le passé du pays est fouillé par d'infatigables et érudits travailleurs ; grâce à leurs études il est possible d'apercevoir

les traits caractéristiques de la constitution de cette contrée, son violent amour pour une large décentralisation, son respect pour ses traditions et ses libertés, et surtout le régime démocratique de ses assemblées populaires, qui, plus heureuses que les États provinciaux, furent convoqués jusqu'en 1790. C'est merveille de voir à quel point ces assemblées, ou, pour parler le langage du pays, ces Escartons, se soutiennent entre elles ; à quel point l'Escarton général a conscience de l'unité du Briançonnais, quels efforts il fait à toutes les époques pour imposer aux communautés, malgré leurs intérêts particuliers « l'obligation d'entretenir exactement les unions qui sont entre elles » et leur défendre « d'agir isolément et de faire des députations particulières¹ ».

N'est-ce point cette même idée qui, en 1797, inspirait encore, non plus les députés des Escartons (ils ne se réunissaient plus depuis sept ans), mais les municipalités de toute la région, unies dans une action collective ? La paix conclue le 15 mai avec la Sardaigne avait rendu à la France les vallées démembrées en 1713, avec les forteresses d'Exiles, de l'Assiette, de Suze et de Château-Dauphin ; dès lors le rétablissement de l'ancien Briançonnais dans son intégrité primitive semblait une œuvre facile : les municipalités la sollicitaient ardemment. Permettez-moi de citer le document conservé aux Archives de l'Isère (que je tiens de l'amicale obligeance de notre secrétaire perpétuel), où elles exposent leurs vœux au gouvernement. Les considérations qu'elles développent me semblent bien le couronnement de l'histoire briançonnaise :

¹ Fauché-Prunelle, *Essai sur les anciennes Institutions briançonnaises* (2 vol. in-8°, Grenoble-Paris. 1857) ; t. II, pp. 330 et 41.

Mémoire des administrations municipales de l'arrondissement de Briançon tendant à démontrer les avantages de la réunion à la France, des vallées cédées au Roi Sarde en 1713 par le traité d'Utrecht.

De tous les départements de la République française celui des Hautes-Alpes est incontestablement le moins étendu, le moins peuplé et le plus pauvre sous tous les rapports. Cependant l'importance de sa position, les places de guerre qu'il renferme et les sacrifices de tout genre qu'ont faits ses habitants pour la défense commune lui donnent des droits particuliers à la bienveillance du Gouvernement.

Les Briançonnais placés sur l'extrême frontière ont principalement concouru à la garantir de toute incursion par un service actif et soutenu, ils ont soutenu plus que tous autres le poids de la guerre, et se félicitent de ses heureux résultats, puisqu'ils peuvent adoucir l'existence rigoureuse à laquelle ils sont à la fois condamnés par l'âpreté du climat, par l'intempérie des saisons qui très souvent les prive des fruits de leurs travaux et de leurs sueurs, par l'ingratitude du sol qui leur interdit toute autre production que le blé, le seigle, l'orge, l'avoine et les pommes de terre ; enfin par le resserrement, ou pour ainsi dire la nullité de leurs moyens d'industrie et de commerce.

Lorsque toutes les parties de la République participent aux avantages qui résultent de l'accroissement de son territoire au Nord et au Midi, lorsque les plus éclatantes victoires et de vastes conquêtes en Italie lui donnent tous les moyens possibles d'établir d'une manière immuable sa puissance et sa sûreté, n'est-il pas de l'intérêt et du devoir des habitants de cette frontière de demander que les vallées de Bardonnèche, d'Oulx, Sézanne, Pragelas et Château-Dauphin, faisant autrefois partie du Briançonnais, et qui ont été cédées au roi Sarde en 1713 par le traité d'Utrecht, soient rendues à leur ancienne patrie ?

Il suffit d'envisager cette réunion sous les rapports civils pour se convaincre de son utilité :

1^o Elle faciliteroit l'établissement d'une grande route pour communiquer en Italie, ce qui favoriseroit les relations commerciales qui existent entre ce pays et les départements méridionaux de la République ;

2^o Cette route, toujours praticable pour les voitures, seroit encore un grand moyen de vivification pour le département des Hautes-Alpes, dont le commerce est languissant et dont l'industrie a besoin d'être encouragée ;

3^o La fertilité de ces vallées, très riches en grains de toute espèce, en huiles, vins, châtaignes, légumes et fruits alimenteroit le Briançonnais, et lui offriroit dans tous les temps des ressources abondantes que la nature lui a refusées, et que la proximité rendroit plus prompts et moins coûteuses ;

4^o Les barrières des douanes rapprochées des anciennes limites seroient d'une garde plus facile, la disposition des montagnes dans cette partie rendant impraticable tout autre passage que celui où la route est établie, leur produit seroit d'ailleurs plus considérable, au lieu qu'elles aggravent aujourd'hui la misère d'un pays malheureux, dont la population s'affoiblit de jour en jour ;

5^o Il importe à la sûreté de l'État, à la conservation des nombreux établissements militaires qui se trouvent sur cette frontière, de donner à ses habitants tous les moyens de prospérité dont elle est susceptible, et ce n'est que par la réunion demandée qu'on peut atteindre ce but ;

6^o Enfin, cette réunion depuis si longtemps désirée accompliroit aussi le vœu fortement prononcé des habitants de ces vallées qui ont conservé les usages, les mœurs et le caractère français.

Tel est l'exposé succinct et vrai des considérations civiles, qui militent en faveur de cette réunion. Les considérations militaires qui la sollicitent également ne sont pas moins puissantes et peuvent être présentées au Gouvernement avec tous les développements désirables par le général LA PEYROUSE, son commissaire, qui a justifié sa confiance et mérité

la reconnaissance de ses concitoyens en rendant à la patrie les plus importants services.

A Briançon, le 22 prairial an 5^me de la République française une et indivisible. *Signés* : Albert, *président* ; B. Garnier, Ollagnier, Dusert, *administrateurs* ; A. Peralola, *secrétaire*.

La voix des représentants du Briançonnais ne fut pas entendue ; ni la Révolution, ni l'Empire ne profitèrent des circonstances politiques pour rendre à cette région son unité, que les événements de 1814 et de 1815 eussent d'ailleurs rompue de nouveau.

Votre attention, Monsieur, s'est maintenant portée sur la campagne de Maillebois, dans les Alpes-Maritimes, en 1745. Déjà, cet hiver, vous en avez montré les traits principaux dans une conférence de garnison, où vous avez signalé particulièrement l'influence des opérations du maréchal sur le plan de campagne de Bonaparte, en 1796. Sans doute, le récit de la guerre de 1745 viendra bientôt prendre place à côté de celui de l'invasion de 1692. — Remarquez d'ailleurs, et, pour ma part, je m'en félicite de tous points, que vous êtes pris dans un engrenage ; cette nouvelle campagne appellera comme complément nécessaire l'histoire des campagnes des Alpes, en 1746 et 1747. Ainsi, chapitre par chapitre, vous serez amené à composer l'histoire de nos guerres avec les princes de Savoie pendant les deux derniers siècles. Or, l'histoire militaire ne s'explique souvent que par l'histoire diplomatique ; ce n'est pas vous, Monsieur, qui négligerez cette source d'informations dont vous avez compris toute l'importance : je n'en veux d'autre preuve que les traits par lesquels vous caractérisez la conduite des princes de Savoie, les portiers des Alpes. Plus vous avancerez dans

vos travaux, plus vous vous convaincrez de l'exactitude de cette désignation, résumé de toute la politique des descendants des chétifs seigneurs qui détenaient la Maurienne au XI^e siècle. Sans doute, ils eurent par moments des aspirations grandioses et de chevaleresques ambitions : mais, en général, leur politique fut plus réaliste. Passer, moyennant pourboire, de la guerre à la neutralité, et de la neutralité à l'amitié, et cela pour « tenir constamment la balance égale entre les maisons de Bourbon et d'Autriche, et ne la faire incliner qu'au gré de son intérêt¹ », ce furent des procédés familiers de cette dynastie. Ils n'étaient point nouveaux au XVII^e siècle : au XIII^e, alors que l'Église et les villes lombardes défendaient leur liberté contre la toute-puissance impériale, les princes de Savoie ne se piquaient pas non plus d'une immuable fidélité à l'un ou l'autre des partis.

Cette conduite s'explique aux yeux de ceux pour qui la pierre de touche de toute politique est le succès, et peut-être ne convient-il pas à qui la juge de se montrer trop sévère, la politique n'ayant jamais passé pour une œuvre de saints. De nos jours, contrairement à leurs traditions, les arrière-neveux des ducs de Savoie semblent avoir pris le parti de s'en tenir à une conduite ferme et rigide : on jurerait qu'ils ont dit un éternel adieu au « jeu délicat d'équilibre » et aux changements opportuns où se sont complus leurs prédécesseurs. La question reste ouverte de savoir s'ils auront à s'en applaudir. En tout cas, si cette politique portait ses fruits naturels, c'est alors que la France tournerait avec confiance ses regards vers ses Alpains. Alors, Monsieur, vous n'écririez plus les guerres du passé;

¹ Duc de Broglie, *Maurice de Saxe et d'Argenson*, t. I, p. 115.

mettant au service de la patrie l'expérience que vous aurez donnée vos études sur la guerre de montagne, vous seriez au premier rang pour prendre part aux combats du présent.

Puissiez-vous, Monsieur, poursuivre longtemps en paix vos nobles travaux ! C'est le vœu de tous ceux qui s'intéressent à l'histoire du pays ; c'est le vœu, en particulier, de notre Académie, qui, mise en goût par la communication que vous venez de lui faire, s'applaudit de vous avoir choisi et compte sur votre assidue collaboration.



GRENOBLE A DIFFÉRENTS AGES

DISCOURS DE RÉCEPTION A L'ACADÉMIE DELPHINALE

PAR

M. LE GÉNÉRAL BARON THOMAS

MESSIEURS ET CHERS COLLÈGUES,

JE suis fier d'appartenir à une société aussi distinguée que l'Académie delphinale, l'élite intellectuelle de la région, et je ne saurais vous remercier trop vivement de l'honneur que vous m'avez fait ; mais il se mêle à ce sentiment de fierté la confusion de me présenter devant vous sans passé littéraire ou scientifique. Aussi je m'explique très bien les raisons de votre choix : en effet, en présence de l'accumulation incessante, par les peuples de l'Europe, de prodigieux

moyens d'attaque ou de défense, l'armée nationale est actuellement presque le seul garant de l'existence de la France : vous avez voulu faire honneur à cette grande force vive de la nation et vous avez appelé au milieu de vous un Grenoblois, parvenu par les circonstances et par son travail à un poste militaire honorable. Le soldat vous remercie : le compatriote vous présente l'expression de sa profonde gratitude et de son vif désir de devenir un membre utile de la Société.

C'est pour moi un pieux devoir et un plaisir à la fois, que de donner un souvenir à la mémoire de l'homme de bien dont vous avez voulu me donner la succession. M. Maxime Villars était un Dauphinois de pure race : né à Bourgoin en 1825, il a suivi, dans le ressort de Grenoble, sa carrière de magistrat, où il s'est toujours fait remarquer par une grande droiture, une sûreté parfaite de jugement, unie à une grande finesse d'esprit. C'était un travailleur intelligent, un chercheur infatigable des détails ignorés, un érudit et un lettré. Aussi son mérite est-il bien connu de vous, car il a eu l'honneur d'être votre président et vous vous rappelez avec quelle autorité il exprimait des pensées aussi élevées que graves et chrétiennes, dans un langage correct et sérieux. Sa vie a toujours été remplie par le travail et l'étude, mais soit par modestie, soit pour d'autres raisons, il a laissé peu de traces de son érudition très réelle.

Nous avons cependant lu de lui avec plaisir une étude fortement pensée et élégamment écrite, qu'il vous a présentée en 1876 lors de son entrée dans notre Compagnie, sur M^{re} Raillon, archevêque d'Aix, natif comme lui de Bourgoin. M. Villars, avec la modestie qui était le fond de son caractère, s'est excusé de ne fournir sur l'éminent

prélat qu'une simple notice biographique ; mais nous constatons, à la lecture de son ouvrage, que l'auteur nous donne une idée complète de la vie, du mérite, des œuvres et des vertus de l'archevêque. C'est là bien plus que l'œuvre d'une notice. En effet, il nous fait assister aux débuts brillants du jeune abbé, qui, nommé curé d'une petite ville, y donne l'exemple d'un savoir profond et des plus belles vertus chrétiennes ; puis forcé de s'expatrier lors de la tourmente révolutionnaire, il cherche dans la culture assidue des lettres et de l'histoire l'oubli des difficultés de la carrière sacerdotale à cette époque : il passe sa vie entière à composer une histoire complète et documentée de la vie de saint Ambroise, illustre évêque de Milan au IV^e siècle, qui avait pris part à toutes les grandes affaires religieuses et politiques de son époque ; mais pendant ce temps, le culte avait été restauré en France, l'humble prêtre était devenu un grand prédicateur et un professeur d'éloquence sacrée. Enfin son mérite l'appellé à l'évêché d'Orléans, dont il administre le diocèse avant d'être préconisé par le pape, ce qui lui attire de vifs reproches de la part de quelques-uns. Vous avez remarqué avec quel tact M. Villars a réservé son jugement dans cette délicate affaire, se soumettant d'avance à celui des hommes compétents ; cependant ce jugement, on le devine, car l'auteur nous montre les vertus de M^{re} Raillon, reconnues universellement et récompensées par l'évêché de Dijon et plus tard par l'archevêché d'Aix, où il mourut honoré du respect de tous. Enfin M. Villars vous a raconté un fait unique dans l'histoire littéraire moderne : ce grand prélat qui avait passé une longue vie de travail et d'études intelligentes à construire un véritable monument littéraire, la vie de saint Ambroise, meurt en laissant à

ses héritiers son œuvre achevée : mais les éditeurs, effrayés par le labeur et la dépense qu'exige la publication d'un pareil travail, réclament une provision d'argent, et les héritiers ne peuvent la fournir ; les prêtres du chapitre d'Aix offrent bien de payer, mais ils ne peuvent parvenir à s'entendre avec les héritiers ; on dépose alors le précieux manuscrit chez un notaire et les pourparlers continuent ; mais le notaire meurt, puis un autre notaire lui succède, puis encore un autre. La caisse qui renferme l'histoire de saint Ambroise est reléguée dans quelque coin ignoré. Bref, ce manuscrit précieux qui renferme des autographes des illustrations de l'Empire et de la Restauration, en même temps que le résultat du travail de toute une existence de savant, se trouve perdu, sans qu'on ait pu le découvrir jusqu'à ce jour. N'est-ce pas là une grande leçon du néant des combinaisons humaines, quoique cette disparition dans la poussière des archives soit encore préférable à l'ensevelissement dans celle de l'oubli, car la découverte de quelque chercheur pourra encore l'en tirer.

Si donc l'opuscule de M. Villars sur l'archevêque d'Aix n'est pas une biographie dans le terme propre du mot, c'est bien une peinture qui fait revivre dans notre mémoire l'illustre prélat qui n'est plus, et qui nous impose l'estime et l'admiration. Celui qui a su ainsi par les qualités de son style, par l'autorité de sa parole, ressusciter M^r Raillon presque oublié de ses contemporains, c'est plus qu'un simple chroniqueur, c'est déjà un historien, et le peu qu'il nous a laissé montre ce qu'il aurait été capable de faire, s'il eût eu plus d'ambition.

Vous vous rappelez aussi, Messieurs, sa notice sur un de nos plus savants compatriotes, M. Émile Gueymard :

là son style est celui d'une simple notice biographique, mais quelques mots partant du cœur font ressortir la plus belle gloire de ces hommes de la génération précédente, des Émile Gueymard, des Vicat, dont les travaux considérables et savants ont été faits uniquement en vue du bien public et de l'avancement de la science ; ils auraient facilement transformé en belles rentes leurs prodigieux labeurs et ce n'est pas trop médire de notre époque, que d'affirmer que beaucoup des hommes d'aujourd'hui auraient regardé comme très légitime la grosse fortune qu'ils auraient acquise ; mais ces hommes éminents et désintéressés n'ont pas pensé ainsi, et nous avons le devoir, nous, leurs descendants, de leur payer en honneur et en gloire les richesses que leur désintéressement modeste nous a procurées.

Enfin vous avez remarqué, Messieurs, la réponse de M. Villars à la remarquable étude de M. Marcel Raymond sur une esthétique, où votre président s'est tenu à la hauteur à laquelle le récipiendaire avait élevé le sujet, soutenant ainsi la lutte de notre distingué collègue contre les affirmations de l'illustre Taine. Je ne me permettrai pas de renouveler devant vous ce savant débat, mais je dois avouer, qu'à mon sens, si l'idée du beau et du vrai est véritablement une dans le domaine théorique, il s'en faut singulièrement dans la pratique que les aspirations des divers peuples arrivent à la même tendance vers l'idéal.

Après un souvenir ému, donné à mon estimé prédécesseur, je m'appuierai sur ce que vous m'avez choisi comme Grenoblois pour vous parler de Grenoble. A l'occasion des quelques paroles que vous me conviez à prononcer devant vous, je ne saurais choisir un sujet

plus sympathique à cette Assemblée, que l'antique cité, où je suis fier d'avoir vu le jour et, à défaut d'un ouvrage sérieux, digne de votre grave Compagnie, je vous demande la permission de décrire, devant vous, comment je comprends quelques vues de Grenoble, prises à de grands intervalles et à certains moments typiques ; ces souvenirs parfaitement connus de vous tous, probablement mieux que de moi-même, peuvent cependant être de nature à vous être agréables.

La nuit des temps nous cache malheureusement les détails de l'histoire de Grenoble dans les âges reculés, mais les données de la science nous permettent d'affirmer que, bien avant les temps historiques, le pays où se trouve Grenoble offrait un aspect bien différent de celui d'aujourd'hui, car son emplacement actuel se trouvait écrasé par une couche de glace d'un kilomètre de profondeur. Combien devait être à la fois majestueux et terrible, le spectacle splendide de l'énorme glacier alpin, dont une des branches recouvrait notre vallée. La chaîne de Belledonne probablement plus élevée qu'aujourd'hui et les sommets des massifs de la Chartreuse émergeaient des vastes plaines de glace qui les entouraient de toutes parts. Cet immense glacier, moins grand cependant que celui qui sous le nom d'Inlandsis, recouvre aujourd'hui le Groenland, s'étendait jusqu'à Lyon et même jusqu'à Bourg, comblant ainsi toutes nos vallées, striant les roches, transportant d'énormes blocs erratiques, creusant le fond des vallées comme une charrue qui enlève des tranches du sol et donnant naissance à des torrents aussi monstrueux, dans leur genre, que les animaux qui peuplaient alors la terre.

Le glacier de l'Isère descendait la vallée actuelle du



hinois (époque glaciaire)

ins à Bourg : 100 kilom. ; épaisseur de la
: 900m ; vers le Rhône : 200 à 300 mètr.

Graisivaudan et celle de Voreppe, où il rencontrait, vers Moirans, la grande mer de glace, longue de 100 kilomètres de Moirans à Bourg, large de 70 kilomètres de Vienne à Saint-Genix ; de là cette masse énorme s'épanouissait dans la plaine de Tullins, mais elle était arrêtée entre Saint-Gervais et Cras par des collines de molasse barrant ce qui est aujourd'hui la vallée de l'Isère. Une autre branche du glacier descendait par la vallée du Grand-Lemps et la Côte-Saint-André et venait s'arrêter vers Beaurepaire ; c'était alors la vallée de l'Isère qui n'existait qu'à l'état d'émissaire du glacier. Enfin la masse principale se dirigeait sur Lyon, où elle rejoignait le glacier du Jura et recouvrait les collines lyonnaises jusqu'à la hauteur de trois à quatre cents mètres de glace.

Quant aux vallées de la haute Isère, elles n'existaient que sous la neige et la coulée de leurs glaces ne pouvait passer qu'en partie à Grenoble, car leur direction les menait aussi sur Chambéry et sur le Rhône. Le cours primitif de la haute Isère franchissait donc le léger seuil qui sépare aujourd'hui son bassin de celui du lac du Bourget, et il aboutissait au Rhône vers Culoz, tandis que la basse Isère sortait des glaces de la vallée de la Côte-Saint-André, emportant les eaux du Graisivaudan et des Alpes dauphinoises, aboutissant dans le Rhône vers Saint-Rambert. Plus tard, un troisième cours de l'Isère se produisit, qui est celui que nous voyons aujourd'hui : en effet, la poussée effroyable du glacier dauphinois finissait par enlever les molasses de Saint-Gervais et creusait à l'émissaire du glacier une voie vers Saint-Marcellin et Romans. La nouvelle vallée de l'Isère se trouvait alors créée et les curieuses terrasses de la rivière

entre ces deux villes nous montrent les lits successifs de l'Isère, et nous font voir clairement aujourd'hui qu'elle n'est qu'un mince filet d'eau en comparaison des masses torrentueuses que produisait le grand glacier alpin. Puis, petit à petit, les glaces remontèrent et l'emplacement de notre patrie se montra un jour libre de glaces, alors que notre vallée devait ressembler à celle de Chamonix, bordée de mers de glace gigantesques, mais cependant accessible à la verdure et à la végétation. Je n'oserais dire que notre cher Grenoble ne reviendra pas à un pareil aspect, car il suffirait pour cela d'un événement fort possible, c'est-à-dire que la température moyenne de notre climat devienne celle des pays du Canada situés à notre latitude, inférieure de six degrés à ce qu'elle est aujourd'hui. Une perturbation marine détournant les masses échauffées du Gulf Stream, ou une immersion des plaines brûlantes du Sahara, suffiraient pour changer notre beau pays en un désert glacé.

Détournons nos yeux de cette image lugubre et ne pensons à Grenoble sous la glace, que pour en admirer, par la pensée, le spectacle grandiose, dont le tableau, s'il pouvait être reproduit, ferait l'admiration de nos nombreux touristes, avides des magnificences glaciaires des grandes Alpes.

Quand le glacier dauphinois fut remonté à peu près à la hauteur des glaces actuelles, nos vallées se peuplèrent, mais aucune tradition, aucun vestige, ne nous permettent d'établir de quelle espèce furent les populations du pays avant les Celtes : nous savons seulement, par l'examen des ossements trouvés dans la caverne de la Buisse chez M. le comte de Galbert, que c'étaient des peuples de petite race, au crâne dolichocéphale et en-

durci par l'habitude de conserver la tête nue. Ils furent remplacés par une race plus forte, renommée par sa bravoure et probablement par sa férocité, venue du nord. C'est alors que Grenoble, sous le nom de Cularo, s'établit dans la remarquable position qu'il occupe, au confluent des vallées savoisiennes et de celles des Hautes-Alpes occidentales : mais comme il se trouvait placé sur la limite de deux peuples rivaux, quoique de même race, les Allobroges et les Voconces, séparés par l'Isère, il ne fut d'abord qu'un réduit fortifié, défendu d'une part par les rochers abrupts du Rachais, de l'autre par les falaises de Rabot : Cularo était tout entier sur la rive droite de l'Isère.

Nous n'avons d'autre détail typique sur les mœurs de ce temps-là, que celui qui date du passage d'Annibal : la vue de ces Africains dont la civilisation phénicienne était très supérieure à celle de nos Gaulois, dut frapper très fortement nos ancêtres et surtout leurs femmes : malgré l'alliance passagère dont l'histoire nous fait pressentir les causes dans les services rendus par le jugement d'Annibal réglant leurs compétitions intestines, des dissentiments et des querelles devaient s'élever souvent entre gens d'éducation si disparate. Or c'est un fait très étrange que les juges de ces affaires individuelles entre Puniques et Gaulois furent pris d'un commun accord et officiellement, parmi les femmes gauloises, constituant ainsi un tribunal arbitral entre leurs compatriotes et les étrangers. Cette curieuse stipulation d'Annibal prouve que, dans la société Allobroge, la condition des femmes n'était pas abaissée comme elle l'est si souvent chez les peuples barbares. Quant aux hommes, c'étaient les rudes guerriers que mena Brennus à la prise de Rome,

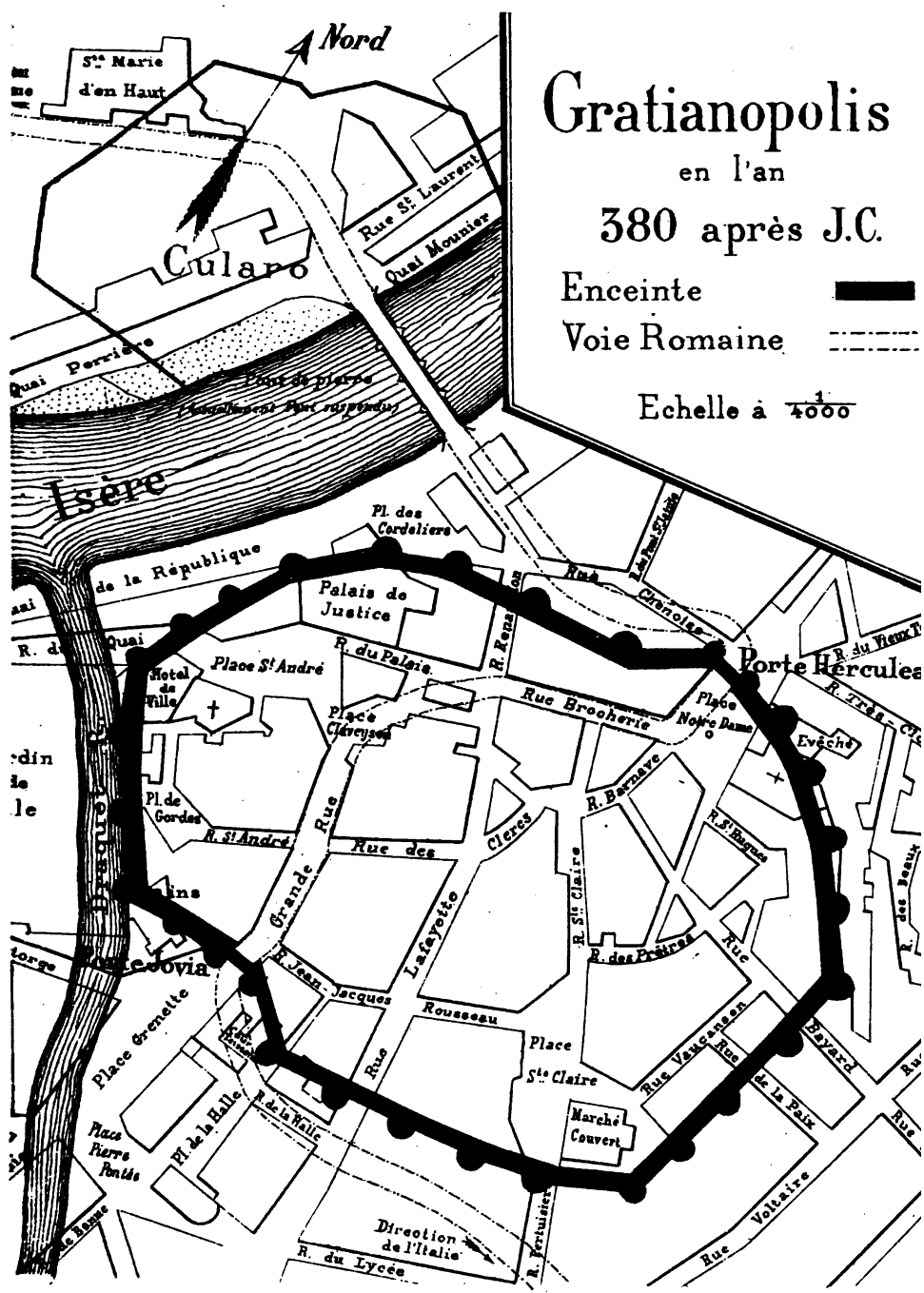
gens sans peur mais non sans reproches, un peu naïfs et aimant à rire, ainsi que tout bon Gaulois, comme ceux qu'on nous représente, tirant la barbe des sénateurs Romains, immobiles sur leurs chaises curules, pour voir si c'étaient bien des hommes vivants.

Quoi qu'il en soit, nous voyons Grenoble, c'est-à-dire Cularo, comme un simple réduit fortifié occupant sur les hauteurs de la rive droite de l'Isère, l'emplacement de Sainte-Marie-d'en-Haut et de Saint-Laurent. C'était un ramassis de huttes arrondies, au toit conique, protégé par une enceinte continue, propre à assurer la sécurité des habitants.

Puis vint la période romaine : les Allobroges, pas plus que les autres Gaulois, malgré leur alliance avec les Arvernes, ne purent garder leur indépendance.

Ils furent même conquis parmi les premiers, car ils étaient plus près des Romains et ils tenaient les passages des Alpes si importants pour l'Italie. On ne peut dire que cette conquête fut un mal, car elle donna aux tribus Allobroges, toujours en guerre entre elles, les bienfaits de l'ordre et de la paix, en même temps que ceux d'une civilisation plus avancée, de telle sorte que Cularo prit un essor qu'il n'aurait pas connu sous le régime gaulois : il s'étendit sur la rive gauche de la rivière, sur le territoire des Voconces et cet annexe devint réellement la ville.

Si nous cherchons à nous représenter Grenoble tel qu'il pouvait être vers l'an 380 après Jésus-Christ, nous trouvons Cularo, le modeste oppidum, devenu plus tard vicus (bourg) dépendant de Vienne, élevé au rang de civitas (cité) sous le nom de Gratianopolis, très probablement grâce à l'empereur Gratien ; siège d'un évêché



Gratianopolis

en l'an
380 après J.C.

Enceinte 
Voie Romaine 

Echelle à $\frac{1}{4000}$

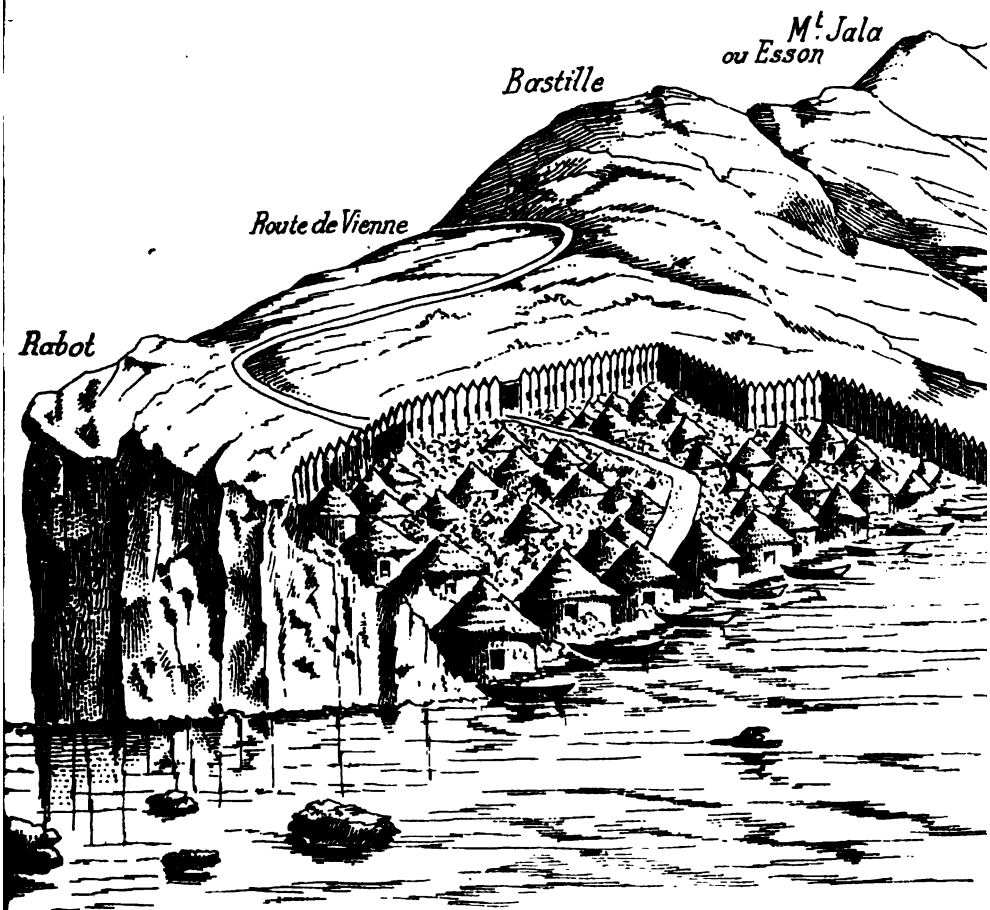
dont saint Domnin fut le premier évêque ; lieu de garnison d'une cohorte d'élite commandée par un tribun ; chef-lieu d'une douane qui percevait le quarantième de la valeur des marchandises qui traversaient les Alpes.

Les cahutes gauloises avaient été remplacées par des maisons en pierre et des monuments publics ornés de statues s'étaient élevés. On en voit de nos jours la preuve dans les vestiges trouvés aux carrières de Sassenage, de Saint-Égrève et surtout de l'Échaillon, dont la pierre se retrouve dans la crypte de Saint-Laurent. De plus l'importance militaire de Grenoble avait été bien comprise des Romains, aussi la nouvelle ville était-elle pourvue de bonnes murailles flanquées d'une trentaine de tours, dont le nombre, amplifié par la renommée, donna à Grenoble le surnom de la ville aux cent tours. Deux portes en permettaient l'entrée : c'était d'abord la porte Jovia, appelée plus tard porte Traine, qui se trouvait dans la grande rue près de l'entrée de la place Grenette, puis la porte Herculea, ou porte Viennoise, plus tard porte de l'Évêché qui se trouvait sur la place Notre-Dame à l'entrée de la rue Chenoise. La porte Traine subsista jusqu'à l'époque de Lesdiguières qui la fit démolir pour agrandir la ville, en englobant le champ du Breuil ; tandis que la porte de l'Évêché ne le fut qu'en 1804, lorsqu'on démolit les anciens bâtiments de l'évêché. On voit donc par là que la ville Romaine était fondée sur des bases durables et que ces bases correspondirent longtemps à l'importance de Grenoble. Il est remarquable que les remparts, dont le tracé est marqué par le croquis ci-joint, ne longeaient pas l'Isère : il paraît qu'on a voulu ainsi forcer les assaillants venus par le pont à présenter le flanc et surtout le flanc droit dépourvu de la protection du bouclier, aux

coups du défenseur. Je vous donne cette raison que j'ai prise dans le bel ouvrage de M. Prudhomme pour ce qu'elle vaut, car il semble que le cours rapide de l'Isère était de ce côté une bien meilleure défense : mais les circonstances sont souvent maltresses et nous trouvons dans la défense du Grenoble actuel un défaut semblable, lorsque nous avons placé nos remparts en arrière de l'Ile-Verte, renonçant ainsi à nous servir du grand fossé protecteur de l'Isère.

Les Romains ont dû apporter leur luxe dans Grenoble, mais nous connaissons peu de détails sur leur existence intérieure dans le pays; nous savons seulement qu'ils appréciaient beaucoup le vin empoissé des Allobroges, surtout celui des côtes du Rhône, qui se vendait fort cher et se conservait très bien, par suite de ce mélange de résine, dont nous nous figurons difficilement la saveur. Aussi les négociants en vins de l'époque dont l'espèce ne s'est pas encore perdue, les mélangeaient-ils, de diverses denrées végétales ou autres, pour leur donner de la couleur ou du goût, et Martial traite ces produits de l'industrie Marseillaise de poisons malfaisants (*toxica sœva*). Les bains étaient alors fort en honneur; ceux d'Uriage étaient très fréquentés et même ceux de la Motte.

L'ancien Cularo sur la rive droite de l'Isère subsistait toujours; ce devait être une sorte de faubourg et aussi de réduit de place forte; il était relié à la ville par un pont de pierre. La route sortant de la porte Viennoise passait à Cularo, escaladait la montée de Chalemont (*scala montis*), franchissait le petit plateau de Rabot et descendait sur Saint-Martin pour gagner la vallée se dirigeant sur Moirans (*Morginum*) et sur Vienne. La



Vue fantaisiste de Cularo

route qui débouchait de la porte Jovia était la grande voie romaine des Alpes ; elle passait, dit la célèbre carte de Peutinger, par Vizille (Viziliœ), Corps (Corvum), Aspres-les-Corps (Castellum de Asperiis), Gap (Vapincum), Embrun (Eburodunum) et Briançon (Brigantio). Mais une autre voie moins suivie, quoique plus courte, gagnait Gavet (Catorissum), Mont-de-Lans (Mellosedo), Villard-d'Arène (Dutorincum), le Monétier (Stabatio), Briançon (Brigantio) et Oulx (Martis Castra). Un embranchement de cette voie partant de Grenoble traversait le col de la Coche, menait en Maurienne par le col du Glandon, ou rejoignait la grande voie par Allemont et l'Oisans.

Les Dieux Gaulois avaient été remplacés par ceux des Romains, et le culte d'Isis était fort en honneur dans les environs, surtout chez les Cattenates, tribu des Voconces, dont le bourg principal était Cattenaticum (Sassenage), ainsi que le prouvent les noms de Parizet, d'Ezy, d'Iseron, d'Iseaux et même d'Isère.

Quant à l'aspect du pays, il était bien plus couvert de bois qu'aujourd'hui ; et il est certain que les déboisements des Hautes-Alpes sont assez récents, car Chorier, qui écrit en 1660, assure que le pays, avant son époque, était bien plus boisé, et nous sommes certains cependant que de grands déboisements ont eu lieu depuis. Il n'est pas douteux que le Briançonnais et l'Oisans étaient couverts de magnifiques forêts de mélèzes, que nous essayons à grand peine de reconstituer. Les bouquetins s'y promenaient en grandes troupes, alors qu'aujourd'hui leurs derniers descendants ont été obligés d'accepter l'hospitalité dans le domaine particulier du roi d'Italie, où on les garde précieusement comme les Aurochs chez l'empereur de Russie ; quant aux ours bruns qui se perpé-

tuent péniblement dans les solitudes du Vercors, ils étaient alors fort nombreux et leur chasse était très en honneur.

Bref la ville des Allobroges était devenue une cité romaine de second ordre, mais elle n'était qu'une succursale de la grande capitale gauloise, Vienne, dont la splendeur était attestée par des monuments artistiques et somptueux, dont on trouve tous les jours des restes. Nos ancêtres vivaient tranquilles sous la puissante domination des Romains, non sans regret de leur indépendance perdue, car le procès de Fonteius nous montre quelles exactions pesaient sur eux. Après avoir sauvé les Romains d'un cataclysme terrible, dont les menaçait la conjuration de Catilina, les Allobroges crurent avoir acquis leur reconnaissance et espérèrent un joug moins écrasant ; mais ils se trompaient et ils furent amenés à recourir encore, mais en vain, à la révolte. Ils durent finir par céder et ils vécurent de la vie romaine jusqu'à l'invasion des Barbares.

Alors ils devinrent le lot des Burgondes, qui, mutilés par des défaites successives, étaient moins féroces que d'autres barbares, mais ils étaient de religion arienne, ce qui les fit recevoir avec quelque froideur par les Allobroges devenus catholiques. Aussi le clergé prépara-t-il les voies à un changement de domination et lorsque les Burgondes, encore une fois battus, durent céder l'Allobrogie à Clotaire, leur départ fut salué par un soulagement général.

Après les Burgondes, l'empire Franc engloba notre pays, mais chacun sait qu'à cette époque, les nations n'avaient guère d'existence propre. Pendant longtemps encore leur possession fut un fief personnel qu'on se par-

tageait à chaque héritage. Grenoble devint tantôt le lot d'un des descendants de Clovis, puis de ceux de Charlemagne, tantôt celui des rois de Bourgogne successeurs de Boson; il fut même passagèrement conquis par les Sarrasins, de l'invasion desquels nous n'avons aucun détail. L'évêque Isarne contribua à les chasser et s'efforça de relever les ruines qu'ils avaient laissées. Il commença la série des évêques, dont le pouvoir alla en grandissant, concurremment avec celui des comtes du Graisivaudan ou d'Albon, lequel pouvoir devait devenir prépondérant dans la suite. La suzeraineté nominale était aux rois de Bourgogne et plus tard à l'empereur d'Allemagne, mais ce dernier était si loin que l'influence du roi de France devait forcément l'emporter.

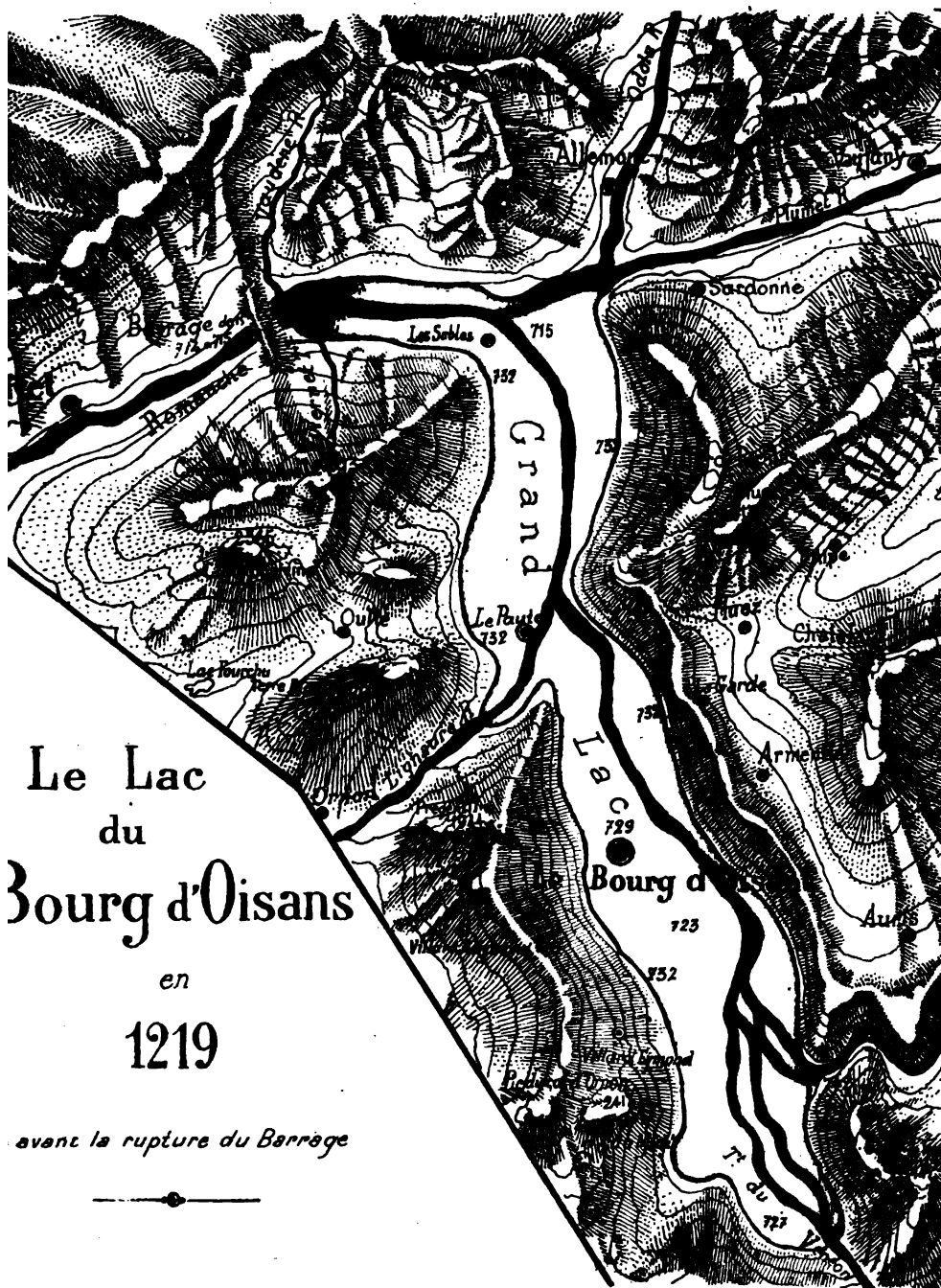
Les comtes d'Albon prirent le titre de Dauphin qui devint plus tard celui des héritiers de la couronne de France. L'origine de ce titre a été élucidée récemment, dans un savant opusculé de notre distingué collègue et secrétaire perpétuel, M. Prudhomme, qui montre nettement que le mot *Delphinus* fut d'abord un prénom, puis un nom patronymique, que les étrangers et, plus tard, les gens du pays, arrivèrent à considérer comme l'appellation de la dignité, et qui le devint par le fait. Le premier Dauphin qui porta ce nom comme un titre fut Humbert I^{er}.

Si nous essayons de nous faire une idée de ce qu'était Grenoble à cette époque, nous n'avons que bien peu de documents. Cependant il est constant que l'enceinte était la même que celle de la ville romaine; on avait remplacé les temples par des églises, et les tours de l'enceinte étaient occupées par des logements d'habitants; les remparts avaient été détruits en certains endroits, mais en

somme les changements n'étaient pas d'importance majeure. L'invasion des Sarrasins n'avait pas laissé de traces, tandis que celle des Lombards avait été repoussée par le général bourguignon Hummolus.

La ville avait peu changé, mais la puissante organisation romaine avait été mal remplacée et ce que nous appelons le service de la voirie n'existait pas ; les égouts que les Romains avaient probablement établis, avaient disparu. Aussi la ville était-elle une suite de cloaques abominables, dont certains bourgs alpins ne nous donnent aujourd'hui qu'une idée atténuée, et l'hygiène s'en trouvait fort mal. C'est ce qui fait que pendant tout le moyen âge, surtout à l'époque des croisades, l'histoire de Grenoble est remplie de descriptions de pestes effroyables, qui duraient plusieurs années de suite, sans qu'on pût arriver à y mettre fin. Les seuls soins d'hygiène qu'on employât alors, consistaient à se débarrasser des malheureux qui présentaient un symptôme de contagion, en les chassant hors des murs de la ville ; ils allaient mourir dans la campagne, fuis de tous, même du clergé auquel il était interdit de leur donner les secours religieux. Les médecins eux-mêmes quittaient la ville, ainsi que les magistrats et les gens riches, et il n'y restait que les pauvres gens, sans direction, sans secours, annihilés par une terreur effroyable. Aussi les épidémies enlevaient-elles la moitié de la population et souvent davantage ; quant à améliorer l'hygiène, on n'y songeait pas : cette science n'était pas née.

Cependant ce fléau n'était pas le seul et il avait pour rival une calamité fort redoutable également, qu'exprime très bien la prédiction légendaire que le Serpent et le Dragon dévoreront Grenoble. Le Serpent, c'est l'Isère



dont le cours sinueux arrive en serpentant sur la ville ; le Dragon, c'est le Drac dont les eaux rapides comme la flèche, arrivent avec un niveau supérieur, coupent les eaux de l'Isère et les font refluer en amont. Jusqu'à nos jours les Grenoblois ont essayé vis-à-vis ces terribles ennemis toutes les défenses conseillées par les ingénieurs du temps. On ne réussira, comme pour les épidémies, que par une hygiène préventive et l'hygiène des montagnes, c'est leur reboisement qu'on poursuit, de nos jours, avec ténacité, quoique bien lentement.

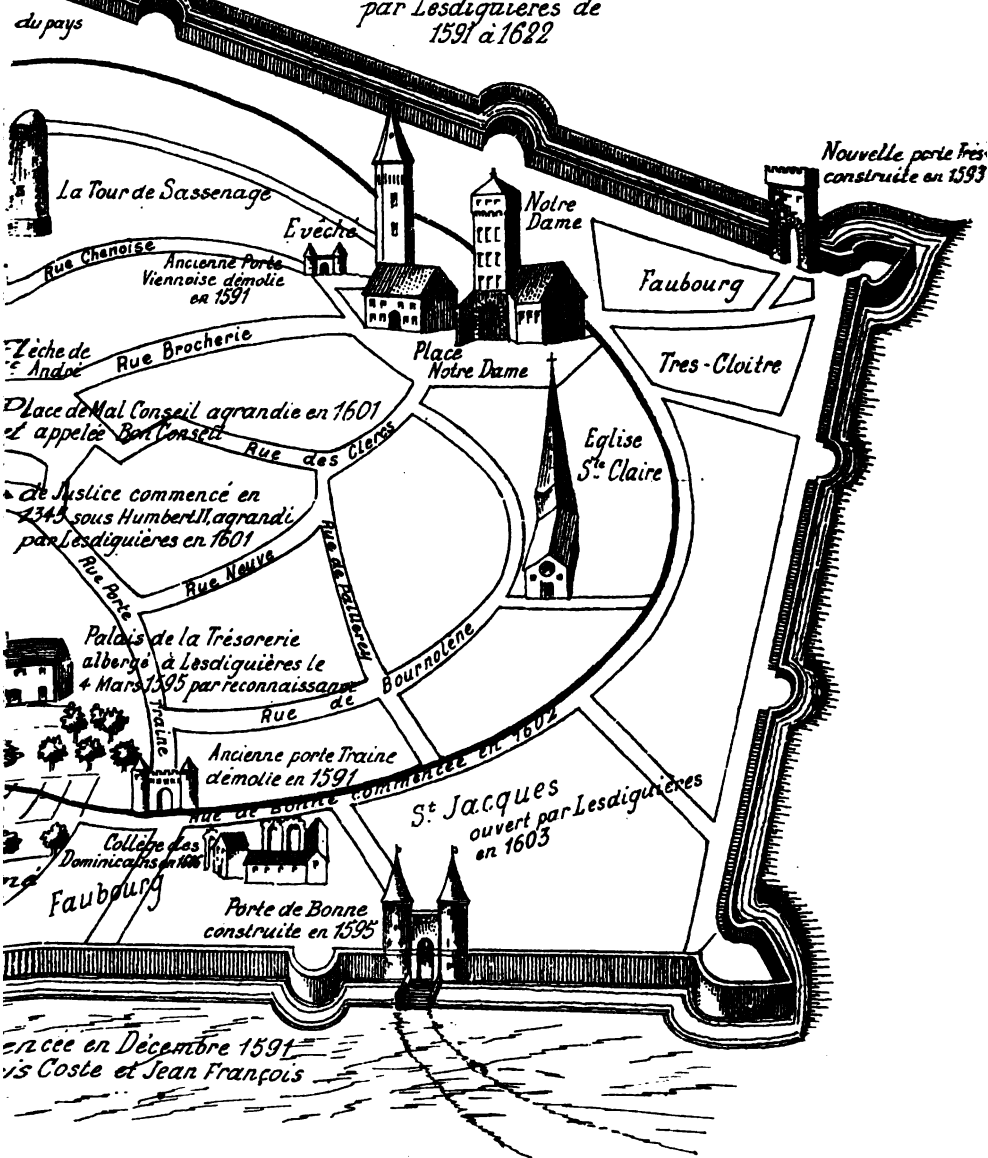
Aussi en 1219 il se produisit une catastrophe terrible, que des gens avisés auraient dû prévoir et qu'on a appelée le déluge de Grenoble. En effet il y avait vingt-huit années, les deux torrents de Voudène et de l'Infernet, ayant donné ensemble, avaient amené dans la vallée de la Romanche d'énormes amas de pierres qui formèrent une digue actuellement très visible, faisant barrage de la Romanche. Les eaux de la rivière ainsi arrêtées s'accumulèrent et formèrent le lac dit de Saint-Laurent qui remplit toute la vallée du Bourg-d'Oisans, à une profondeur de vingt mètres à certains endroits sur une longueur d'une huitaine de kilomètres. On dit dans le pays avoir vu les traces des anneaux auxquels on attachait les bateaux du lac. Or cette digue ayant une faible épaisseur, il devait arriver que le travail des infiltrations, joint à l'énorme poussée d'une pareille masse d'eau, rompit la barrière qui la suspendait. De là l'irruption d'une effroyable trombe qui dut raser complètement Séchilienne et Vizille, tout aussi bien que Saint-Gervais l'a été récemment et qui arriva dans la plaine de Grenoble déjà moins terrible, mais redoutable néanmoins par sa vitesse et par l'élévation de sa masse d'eau.

Le 14 septembre 1219, vers les dix heures du soir, la ville était en fête après une foire qui avait attiré beaucoup d'étrangers et on commençait à se reposer, lorsque le grondement des eaux furieuses signala aux gens terrifiés une inondation subite. Le quartier de Saint-Laurent était alors relié à la ville par un pont de pierre, au milieu duquel était une porte, et de même que dans la nuit, des chaînes étaient tendues dans les rues, pour empêcher les voleurs d'y opérer à leur aise, de même la porte du pont était fermée à clé, et la clé était déposée chez quelque employé, peut-être chez le seigneur. La population affolée qui se précipitait pour gagner les hauteurs de Chalemont ne put traverser l'Isère et les eaux ayant monté à une hauteur extraordinaire (9 mètres au-dessus de notre étiage), des milliers de personnes périrent. La ville fut en grande partie détruite et lorsque la bourrasque d'eau se calma, l'Isère qui avait reflué en amont, reprit brusquement son cours, enleva le pont qui avait résisté à la première attaque ainsi que celui de Romans à vingt lieues plus loin et compléta la ruine du malheureux Grenoble, amenant la perte de précieuses archives sur l'histoire locale.

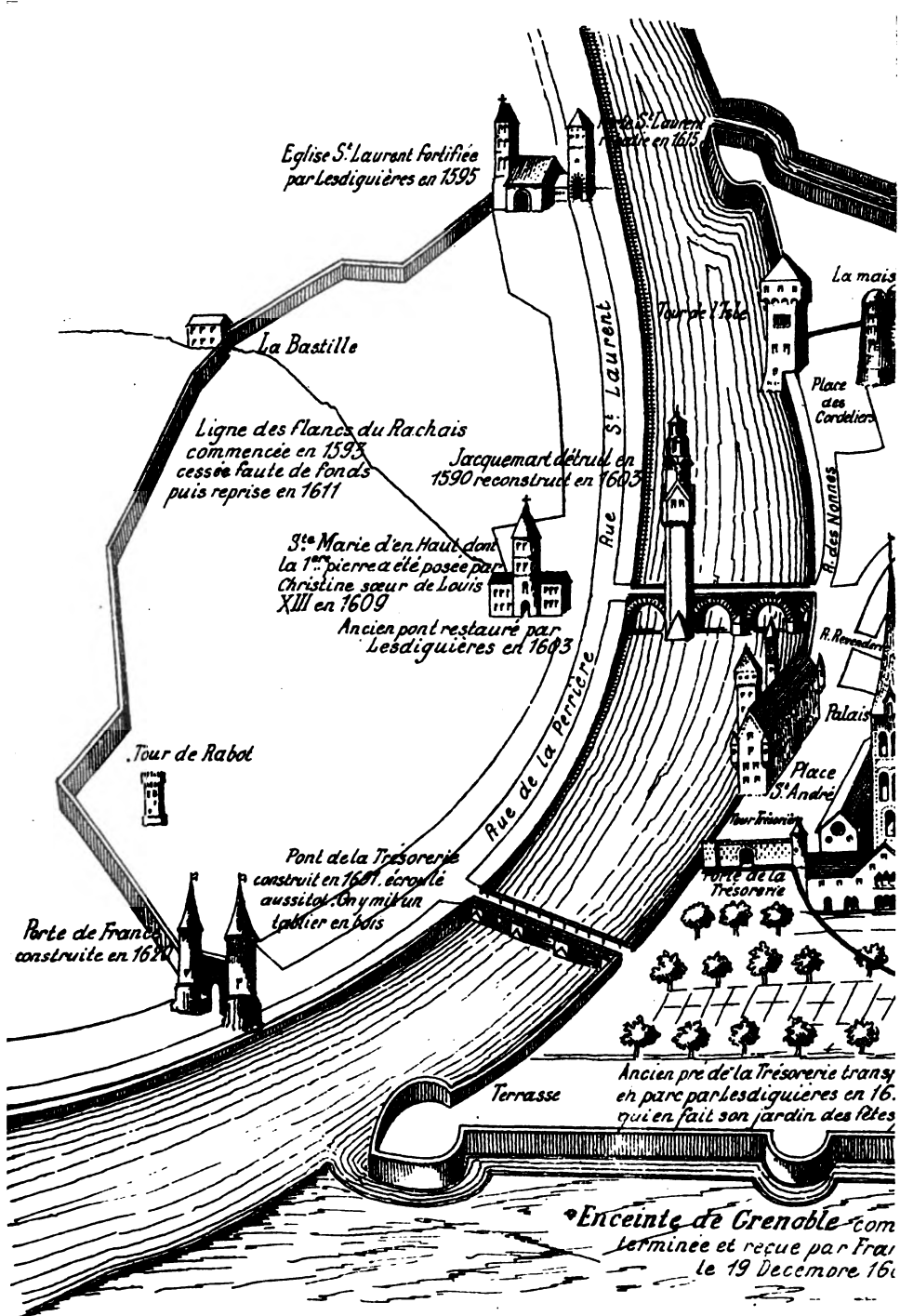
Nos ingénieurs actuels sauront toujours empêcher un pareil événement, ou au moins en atténuer la gravité ; cependant nous en trouvons des exemples récents, dans la rupture du lac adventif de la vallée de Bagnes (Valais) en 1818, et dans l'éboulement du Crêdo dans le Rhône en 1883, au-dessous du fort l'Écluse.

Après un pareil désastre, Grenoble eut quelque peine à se relever, malgré l'aide des Dauphins qui, décidément, avaient pris le dessus sur le pouvoir rival des évêques. Mais les bourgeois de la ville conquièrent peu à peu des

**Le trait rouge indique l'ancienne enceinte de Grenoble
avant les agrandissements exécutés
par Lesdiguières de
1591 à 1622**



Le 1591 à 1626



libertés précieuses, consenties par les évêques, puis par les Dauphins, consacrées enfin par le Dauphin Humbert II, qui avant de céder ses États à la France, le 14 mars 1349, voulut préciser les droits de ses sujets et diminuer autant que possible leurs charges. Ce souverain fantasque, dépensier, mobile à l'excès, bon homme au fond, mais prince médiocre, ne laissa pas grands regrets, et le passage du Dauphiné à la France se fit sans aucune secousse. Cette cession mit fin à la suzeraineté toute nominale, du reste, que l'empereur d'Allemagne tenait des rois de Bourgogne.

Grenoble fut ensuite le théâtre de querelles religieuses et de guerres acharnées entre protestants et catholiques, dans lesquelles le baron des Adrets exerça sa terrible autorité; puis Lesdiguières devenu catholique imposa sa grande influence, au nom du roi, pour le bien du pays, qu'il lança énergiquement dans la voie du progrès, au moins matériel.

Il peut être intéressant de rechercher ce que pouvait être Grenoble à la mort du connétable de Lesdiguières, le 28 septembre 1626. Les bienfaits de la paix et la puissante impulsion de Lesdiguières lui avaient donné un essor remarquable. C'était alors une ville de trente mille habitants, importante pour l'époque; le connétable l'avait fait agrandir, en englobant le faubourg Très-Cloîtres, le faubourg Saint-Jacques et créant les portes de France, de Saint-Laurent et de Bonne; si on ajoute la création de la porte de la Graille qui est postérieure, c'était là presque le Grenoble d'il y a vingt ans. On avait bâti un pont de pierre, le Jardin de Ville et la mairie actuelle, de telle sorte que la ville changea de face; malheureusement les conditions hygiéniques restaient les mêmes, car aucune

issue ne fut donnée aux ordures de la ville et les maladies continuèrent leurs ravages terribles. Quant au Drac, on lui creusa un nouveau lit, mais ce ne fut pas sans difficultés, car les gens de Seyssins, de Fontaine, de Sassenage venaient en secret dans la nuit, détruire les travaux, de peur de voir rejeter chez eux les eaux du torrent. Cependant l'Isère, toute redoutable qu'elle était, donnait passage à une batellerie nombreuse qui servait de moyen de transport, offrant plus de sécurité que les routes du temps ; il n'était pas difficile alors de rassembler une cinquantaine de bateaux au port de la Rochette (en-dessous de Rabot), ce que nous serions fort en peine d'effectuer aujourd'hui.

Mais ces fléaux de maladies et d'inondations étaient encore dépassés par une misère de ces temps, que nous avons peine à comprendre, maintenant que l'armée moralisée est devenue l'élite de la nation, aussi bien sous le rapport du patriotisme que sous celui des mœurs et de la conduite. Les troupes de l'époque ne valaient guère mieux que les malandrins du moyen âge ; leur passage était signalé par les violences les plus odieuses, le pillage le plus éhonté, sans compter que leur manque absolu d'hygiène leur faisait transporter à leur suite les germes morbides de tous genres. De sorte que les passages de troupes étaient un fléau des plus redoutables ; dès qu'il en était annoncé, on faisait tous ses efforts pour les détourner, et on offrait au besoin à leurs chefs des sommes considérables, sortes de rançons des populations épouvantées par leurs désordres. Ce mal devait être bien grand, pour que sous Louis XIV, où il était cependant bien atténué, le roi dut prescrire une ordonnance pour défendre aux troupes logées chez l'habitant d'emporter

les meubles et les objets précieux. Ce détail typique justifie la frayeur des populations, lors des passages de troupes et donne une juste idée de la discipline des armées de l'époque, qu'on payait mal, mais qu'on entraînait par l'espoir du butin et des désordres de toutes natures. Aussi ne recrutait-on les soldats jusqu'à la fin du *xviii^e* siècle, que par l'appât des jouissances, et quoique les officiers valussent mieux que leurs soldats, ils étaient, en général, l'effroi des gens paisibles. Ainsi l'anecdote de Bayard respectant la demeure de la veuve de Brescia et de ses deux filles, et refusant la grosse somme que lui offre la veuve comme remerciement de ce qu'il n'a pas mis à sac la maison et ce qu'elle contient, est une belle exception qui confirme la règle; ce qui n'en n'est que plus honorable pour l'illustre Bayard. Du reste, toutes les vertus sont sœurs et l'histoire nous montre le chevalier sans peur et sans reproche lieutenant général du Dauphiné, résidant à Grenoble malgré une horrible peste et alors que médecins, magistrats et bourgeois fuyaient éperdus, le bon chevalier demeurait calme et donnait l'exemple du dévouement et de la charité.

J'ai insisté sur ce tableau pour montrer que si notre époque n'a pas aboli les maux de la guerre, elle a cependant singulièrement moralisé les armées et diminué les souffrances des non combattants; en même temps elle a remplacé chez les combattants eux-mêmes l'amour du désordre et des jouissances matérielles par la noble passion du dévouement et du sacrifice, qui sont aujourd'hui les bases de l'esprit militaire; de telle sorte que l'armée n'est plus seulement une nécessité redoutable : elle est l'école de la nation et l'objet de son estime, gardienne de la paix et de l'honneur de tous.

Après Lesdiguières, Grenoble n'a plus d'histoire particulière; c'est une ville de France dont l'importance est à la fois stratégique et parlementaire; et c'est sous ce dernier mode que son influence se fait sentir sur la politique du temps, aux approches de la Révolution de 89. Comme ville, elle reste à peu près stationnaire jusqu'à l'époque actuelle, où son essor est considérable. Je n'en ferai ressortir que les points principaux, afin de montrer seulement le chemin parcouru.

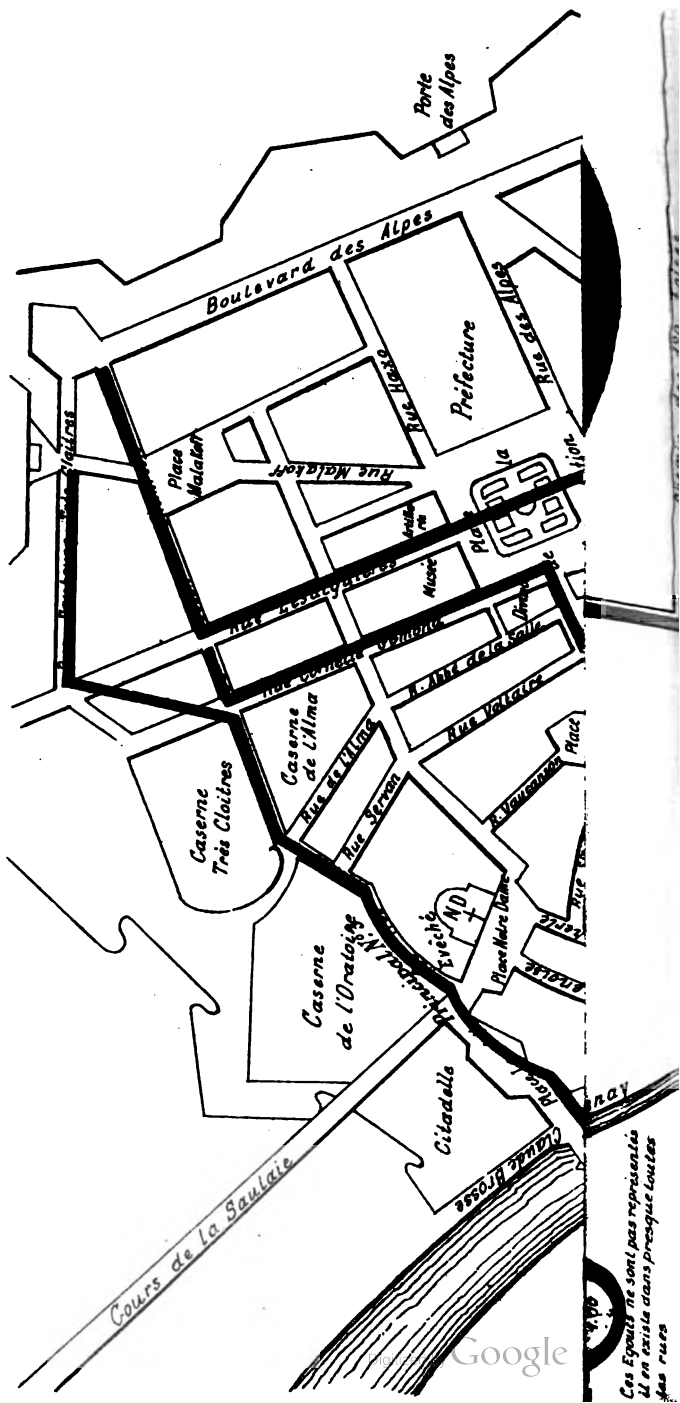
Au point de vue militaire, Grenoble n'est plus une simple place forte, c'est un camp retranché qui sert de base à la défense de toute la région; sa belle ceinture de forts détachés éloigne à longue portée les efforts de l'attaque et épargnera probablement à la ville le désastre d'un bombardement. La ville elle-même qui étouffait dans une enceinte restreinte, a vu son étendue quadruplée, et de belles voies larges et aérées remplacent peu à peu les rues tortueuses et étroites; une abondance extraordinaire d'eau aussi fraîche que limpide est amenée de Rochefort, satisfaisant sans compter à tous les usages présents et à venir, attribuant mille litres par jour à chaque habitant, ce qui équivaut à la libérale ration procurée aux citoyens de l'antique Rome; de superbes monuments ont été élevés, d'autres le seront encore et l'administration de la ville, secondée par un syndicat d'initiative éclairé et actif, prépare les voies à des améliorations progressives, qui feront de Grenoble une ville hospitalière par excellence.

Enfin il convient de faire ressortir un des plus grands bienfaits que puisse recevoir une cité, parce que l'œuvre obscure et souterraine, ne frappant pas les yeux des visiteurs, risque de passer inaperçue et cependant les résul-



Les Égouts de Grenoble en 1893

Les égouts secondaires qui se jettent dans les collecteurs principaux ne sont pas figurés dans le dessin : ils correspondent à chaque rue de la Ville.



Ces Egouts ne sont pas représentés
il en existe dans presque toutes
les rues



tats en sont resplendissants aux regards de l'observateur sérieux, qui compare l'état présent et surtout celui que nous aurons dans quelques années, avec l'épouvantable situation sanitaire d'il y a deux siècles. Cette belle œuvre, c'est le réseau invisible, correspondant aux rues qui les drainent, des égouts de Grenoble, qui porteront vers le confluent du Drac les détritits de la vie humaine avec leurs mauvais germes et leurs odeurs infectes, jusqu'au moment peut-être où on songera à utiliser pour l'engrais de la terre ces matières animales, dont les pernicieuses influences peuvent être facilement transformées en une force puissante pour améliorer l'agriculture de la région suburbaine. Ce système d'égouts a non seulement pour but l'écoulement des détritits de la ville : c'est aussi dans la pensée des ingénieurs, une défense plus ou moins efficace contre les inondations. En effet le croquis ci-joint montre qu'en cas de grande crue, les bouches de la ville, ouvrant sur l'Isère, à travers le mur du quai, étant fermées, pour éviter le reflux de leur écoulement, le réseau épurateur emmènera en outre des eaux de la ville, celles de l'inondation extérieure qui auraient fait irruption soit par le faubourg Berriat, soit par les ouvertures des fortifications protectrices.

Après ce rapide voyage dans les diverses transformations de Grenoble, voyons maintenant, par la pensée, notre cité en l'an 2000, telle que nous la font espérer les tendances actuelles et les travaux commencés.

C'est une superbe ville de cent mille âmes, admirablement bâtie : l'air vif et fortifiant des montagnes n'est mêlé à aucun germe nuisible, et des milliers de personnes accourent dans ce sanatorium, jouir des sites pittores-

ques des Alpes, où le confortable se trouve réuni à tout ce que la nature peut montrer de plus grandiose et de plus attrayant. Les environs sont peuplés de milliers de villas élégantes, disposées pour un séjour de plusieurs mois d'été; de vastes hôtels, des casinos artistiques offrent des distractions variées et honnêtes, dont la musique, les arts et les exercices physiques offrent le principal attrait. La sagesse dauphinoise en a absolument proscrit les maisons de jeu, malgré le désir de ceux qui voulaient profiter de l'appât du fruit défendu.

Les érudits connaissent de nom les affreuses maladies qui désolaient les siècles passés, mais la phtisie, la fièvre typhoïde, la diphtérie ne se montrent plus que dans des contrées éloignées, où les médecins font pèlerinage pour aller les étudier.

Les machines à vapeur ne se voient plus que dans les musées, mais les forces hydrauliques de la nature, si abondantes dans nos Alpes, se sont transformées en lumière ou en forces utiles, distribuées abondamment dans les usines comme chez les particuliers. Aussi, Grenoble est-il devenu une ville de grand commerce, car elle est le centre de toute la région industrielle qui, utilisant les forces de la montagne, a couvert d'usines de tous genres les fonds de nos vallées.

La ville démesurément agrandie se trouve trop petite dans la belle saison pour contenir les milliers de touristes, venus de tous les points du monde. Beaucoup sont forcés d'aller s'installer aux environs, dans les belles forêts de l'Oisans et des Hautes-Alpes, conquises par le travail du dernier siècle. L'administration des forêts est toujours considérée, mais elle n'a plus qu'à administrer et à conseiller, car les particuliers et les communes sont

affolés de plantations d'arbres de toutes sortes ; ils en mettent partout. Aussi les Alpes sont-elles garnies jusqu'aux glaciers d'une superbe végétation.

L'Isère et le Drac sont devenus des fleuves bienfaisants ; leurs eaux retenues par des barrages destinés à utiliser leurs forces sont abondantes et limpides et leur niveau est presque constant en tous temps ; de telle sorte que le danger d'inondation n'existe plus.

Une large publicité est devenue un besoin général et justement en l'an 2,000, où nous jetons sur la ville un regard précurseur, nous lisons un vaste pétitionnement de la population, qui s'indigne du projet d'établir un chalet sur le grand pic de Belledonne ; c'est bien assez, dit-on, du chemin de fer électrique, qui y conduit sans fatigue les malades et les infirmes accourant pour y faire leur cure d'air.

Grenoble est un peu triste l'hiver, parce que beaucoup de ses élégantes habitations ne sont utilisées que dans la belle saison, cependant le quartier de la Tronche, englobé dans la ville, est au moins aussi peuplé pendant la saison hivernale ; beaucoup d'amateurs de soleil y restent, abrités des vents froids par le massif du Rachais et du Saint-Eynard.

Nos forts n'ont pas été détruits, mais ils ont changé de destination ; ils ont été rendus inutiles par une organisation des forces dynamiques du pays qui, mobilisées en cas de danger extérieur, sont réunies à tous les points dangereux de la frontière et leur accumulation produit des défenses tellement redoutables, que le franchissement des passages est absolument impossible ; les Alpes sont devenues une barrière infranchissable, derrière laquelle le pays se sent parfaitement en sûreté. D'autant

plus qu'il est prêt à être défendu par une belle population que l'hygiène et la grande habitude des exercices corporels ont rendue aussi forte et agile que vaillante. Il n'est point de fête publique sans l'exhibition de grands exercices gymniques, où la jeunesse de toutes les classes, sans exception, se trouve mêlée et rivalise de souplesse et de force. Les jeunes filles même y prennent une certaine part, tout en gardant la modestie et la réserve qui conviennent à leur sexe.

Enfin de superbes monuments attestent la splendeur de la ville et un des plus beaux est le palais de l'Académie Delphinale, dont la bibliothèque est une des merveilles de la cité.

Quoi qu'il puisse advenir de ces vues un peu fantaisistes, nous avons tous le sentiment intime du bel avenir de notre pays et c'est par cette pensée toute patriotique et dauphinoise, que je vous demande la permission de terminer mon discours peut-être un peu trop long.





RÉPONSE

AU

DISCOURS DE M. LE GÉNÉRAL BARON THOMAS

PAR

M. PAUL FOURNIER

PRÉSIDENT



MONSIEUR,

Vous n'avez nullement à craindre le reproche d'avoir été trop long. L'Académie vous a écouté avec un vif intérêt, heureuse d'entendre l'histoire de Grenoble résumée par un de ces hommes qui, après s'être élevés jusqu'aux grades supérieurs dans la carrière qu'ils ont choisie, reviennent au pays natal comme pour lui faire sa part dans les honneurs qui leur sont dévolus et dans l'estime publique dont ils sont entourés. De tels hommes sont pour leur province une parure dont elle

a le droit de se montrer fière. Les plus éloquentes leçons de morale et de patriotisme ont sans doute leur prix ; mais

Les exemples vivants sont d'un autre pouvoir.

Vous aviez trouvé la vocation militaire dans les traditions de votre famille : vous n'y fûtes pas infidèle. A dix-huit ans vous entriez à Saint-Cyr. Vous vous y distinguiez bientôt et méritiez les galons de sergent. Vous en sortez, et désormais les étapes de votre carrière sont marquées par chacune de ces campagnes sur lesquelles la France aime à arrêter son souvenir, parce qu'elles lui valurent les derniers rayons dont la victoire éclaira son drapeau. Pour vos débuts, envoyé en Crimée, vous prenez part à la lutte gigantesque qui se termine à Malakoff ; c'est là que vous gagnez vos galons de lieutenant. On se bat encore en Afrique : en quittant la Crimée, vous allez y passer plusieurs années. Vous y êtes en bonne place pour donner et recevoir des coups ; car, un héros de roman, le fameux général Yusuf, vous a attaché à sa personne ; pendant trois ans vous le suivez en qualité d'officier d'ordonnance. La guerre se déchaîne en Lombardie : pour quelques mois vous quittez l'Algérie et vous faites la campagne de Magenta et de Solferino ; puis vous revenez sur cette terre d'Afrique, qui vous est d'autant plus chère que vous lui avez donné les années de votre jeunesse. Vous êtes alors capitaine et décoré. Dix ans après, en 1870, vous deviendrez officier supérieur.

Alors s'ouvre la période de nos revers. Vous voyez s'anéantir cette vieille armée, héritière des bataillons qui avaient foulé le sol des capitales de l'Europe, à laquelle vous-même teniez par tant de liens et de souvenirs. Au moins, avec la deuxième armée de la Loire, où vous com-

mandez un régiment de marche, vous prenez part aux combats désespérés qui, en sauvant l'honneur du pays, lui préparent des jours meilleurs. Et quand, aux journées de mai 1871, vous entrez à Paris à la tête de votre régiment, vous pouvez vous rendre ce témoignage que vous avez contribué à sauver la France en y rétablissant l'ordre, ne fût-il qu'extérieur et matériel. Vous aviez alors trente-neuf ans et vous étiez lieutenant-colonel.

Depuis lors, vous poursuivez régulièrement votre carrière. Nommé colonel en 1879, vous commandez, à Lyon, le 16^e de ligne. Général de brigade en 1887, vous êtes envoyé sur la frontière de l'Est, à Épinal, où vous êtes adjoint au gouverneur de la place. En 1888, c'est un poste d'une autre frontière qui vous est confié : vous êtes désigné pour le commandement, que vous exercez aujourd'hui, de la 53^e brigade alpine, composée de troupes chargées de la protection des Alpes dauphinoises ; vous avez donc la joie d'être appelé en première ligne à la défense de ces montagnes qui forment la ceinture de votre pays natal. Si proche qu'à certains moments la lutte ait pu paraître, votre tâche n'a été jusqu'ici que de la préparer : n'y épargnant point vos peines, vous avez exploré avec amour cette région de vos Alpes, songeant à la patrie qui, au jour peut-être prochain où l'ennemi menacera nos vallées, doit recueillir le fruit de ces rudes travaux. Cependant, tout en exerçant l'autorité du commandement militaire, vous rendiez cette autorité aimable et douce par une bienveillance qui ne se dément point ; vous n'êtes pas seulement obéi, vous êtes aimé. Et quand hier le chef de l'État reconnaissait vos éminents services en vous conférant le grade de commandeur de la Légion d'honneur, cette distinction était accueillie par des témoignages

d'universelle sympathie, auxquels l'Académie delphinale s'empresse d'unir ses chaleureuses félicitations.

Tels sont les faits qui étaient présents à nos esprits lorsque, par une élection unanime, nous vous avons appelé à prendre la succession du regretté M. Villars. Être l'un des chefs sur lesquels repose la défense de ces contrées, manier les hommes et s'en faire aimer, ne sont-ce pas là des titres qui valent mieux que beaucoup d'autres? Et comme s'ils ne suffisaient pas, vous venez de nous prouver que vous entendez très bien les études relatives à l'histoire, surtout quand elles ont pour objet le passé de votre chère province. Est-ce par une sorte de prédestination que votre vie se partage entre deux demeures historiques : à Grenoble, l'hôtel de Vaulserre, encore enveloppé du souvenir de Pie VII ; à Noyarcy, le manoir de la famille de Chaulnes, qui remplit, au XVII^e et au XXIII^e siècle, des postes élevés de la hiérarchie administrative en ce pays, en même temps qu'elle fournissait à l'église de Grenoble un de ses évêques? .

Mais vous ne regardez pas seulement le passé, vous vous efforcez de deviner l'avenir. Je ne demande pas mieux que de croire à la réalisation de vos brillantes prophéties ; mais laissez-moi vous dire que, sur un point au moins, elles me paraissent singulièrement aventurées. Vous apercevez, dans une centaine d'années, vers l'an 2000, le palais de l'Académie delphinale, dont la bibliothèque, dites-vous, est une des merveilles de la cité. Je vois à cela, Monsieur, que vous ne connaissez pas beaucoup l'Académie delphinale : c'est une assemblée où l'on ne va pas si vite. Il faut à beaucoup de nos confrères plus de dix ans (le temps de la guerre de Troie) pour faire, ou parfois ne pas faire leur discours de réception ; il nous a

fallu cinquante ans et plus pour ne point arriver à organiser notre bibliothèque dans des bâtiments d'emprunt. Et vous croyez qu'en cent ans nous nous donnerons un palais et nous mettrons définitivement en état de tirer parti de nos collections ! Je me figure que vous nous prêtez des qualités impétueuses que nous n'avons pas. On voit bien, Monsieur, que vous êtes militaire !

Au surplus, quoi que l'avenir nous réserve, nos regards se portent volontiers vers le passé. Or, il convenait tout particulièrement à nos goûts que ce fût un militaire qui se chargeât, en quelques pages ornées de très intéressants croquis, de nous présenter les grands aspects de l'histoire de Grenoble. Car, c'est là le trait caractéristique de la période que nous traversons, la vieille capitale du Dauphiné est maintenant une ville militaire.

La Narbonnaise, à laquelle appartenait Grenoble, avait, plus qu'aucune autre province, joui de cette paix romaine qui fut le grand bienfait de l'Empire. L'invasion germanique se fit sentir en Dauphiné comme partout, mais ne parait point y avoir été particulièrement destructive : les Burgondes s'y organisèrent sans trop de peine ; les Lombards ne firent qu'y passer. Comme vous le dites très bien, Monsieur, sous son manteau d'apparence barbare, la ville romaine subsista ; ainsi, les vieux murs romains qu'on n'entretenait plus, les vieilles tours où s'entassait la population, les vieux fossés où fleurissaient des jardins rappelaient encore, à la fin de l'époque carolingienne, la cité que Gratien organisa et dont Domnin fut le premier évêque.

En Dauphiné, comme ailleurs, ce furent sans doute les invasions étrangères du ix^e et du x^e siècle qui modifièrent radicalement cette situation. « Embrassez-les du regard,

a-t-on pu dire très justement : voyez pendant deux siècles la France envahie coup sur coup par les Normands, les Sarrazins, les Hongrois ; observez surtout avec quelle ténacité, avec quel acharnement ces hordes vont, viennent, reviennent, se répandent, et demandez-vous finalement quelle région, si petite qu'elle soit, a échappé à leur action destructive¹. » C'est alors, et alors seulement que, dans la constitution sociale, s'opère la rupture entre l'antiquité et le moyen âge ; c'est dans ce creuset ardent que se prépare l'histoire moderne. Eh bien ! Grenoble en sort pour tomber tout d'abord aux mains, non pas de grands seigneurs à l'humeur de conquérants, mais de princes ecclésiastiques qui ont peine à maintenir leur pouvoir et qui, bon gré mal gré, subissent l'ascendant de leurs voisins féodaux. Le belliqueux évêque Isarn ne devait point trouver d'imitateurs ; la période ecclésiastique ne fut point à Grenoble une période de grands coups d'épée.

Mais une dynastie, celle des comtes d'Albon, avait miné le sol sur lequel était édifiée la principauté ecclésiastique. Dès la fin du ^{xiii}e siècle, la seigneurie de Grenoble est devenue la co-propriété indivise du dauphin et de l'évêque, association inégale où tous les avantages du présent, toutes les espérances de l'avenir sont du côté du Dauphin. Voilà Grenoble chef-lieu d'un État féodal qui, sous ses diverses dynasties, ne cessera de s'accroître ; elle ne se transforme pas pour cela en ville militaire : les remparts romains ne sont ni relevés, ni rajeunis ; quand elle veut s'agrandir, la cité les laisse tomber, comme elle le fit, par exemple, du côté des Cordeliers. C'est qu'en réalité elle n'en

¹ J. Flach. *Origines de l'ancienne France*, t. II, p. 70.

a nul besoin ; si Dauphinois et Savoyards se livraient des batailles continuelles dans la vallée du Grésivaudan ou sur les bords du Guiers, jamais la capitale du Dauphiné ne fut insultée par les envahisseurs. Elle jouissait en paix de l'importance que lui donnait le gouvernement définitivement établi dans ses murs.

Depuis que Humbert II y a fixé le Conseil delphinal, Grenoble est devenue une ville parlementaire : ce caractère, elle le gardera jusqu'à notre époque. Parlement, corps divers de judicature, administrations civiles, forment le cœur de la cité et la marquent de leur empreinte. Tout viendra du personnel judiciaire et tout s'y rattachera : c'est à cause du Parlement et par lui qu'à deux ou trois reprises se font des tentatives pour doter Grenoble d'une Université ; ce sont, pour la plupart, des parlementaires, ces hommes d'initiative qui contribuent à la fondation de la Bibliothèque publique et aussi, nous pouvons bien le dire, de l'Académie delphinale. Aux yeux de l'observateur attentif, la Journée des Tuiles fut surtout un acte de défense de la cité parlementaire contre des réformes qui menaçaient ses privilèges anciens.

Cependant, au cours de cette période, des faits capitaux s'étaient produits : Grenoble était devenue partie intégrante de la monarchie française. La cité, comme la province, a compris son rôle ; on sait quelle part elle a prise aux grandes luttes de la guerre de Cent ans. Mais Grenoble n'est pas seulement une ville française, elle se trouve être une ville frontière ; vos ancêtres s'en aperçurent bien au temps des guerres d'Italie, de Louis XI à François I^{er} ; ils s'en aperçurent encore lorsque le duc de Savoie, à la fin du xvi^e siècle, voulut profiter des troubles

religieux pour rétablir, à son profit, le royaume d'Arles. Sans doute Henri IV et Lesdiguières réussirent à déjouer ces ambitieux projets et à détourner sur l'Italie l'activité de la maison de Savoie ; cependant le connétable avait compris le péril, et voilà votre cité qui s'entoure d'une enceinte bastionnée et reçoit une garnison permanente : alors l'élément militaire est introduit à Grenoble dont il ne sortira plus. Ses progrès suivront d'ailleurs ceux de la puissance de la maison de Savoie. Ils sont à peu près stationnaires au XVIII^e siècle : c'est que les princes de Savoie, ne jugeant pas l'heure venue de réaliser l'unité italienne à leur profit, se bornent à empêcher tout autre potentat de la réaliser au sien. Mais depuis que les descendants d'Emmanuel-Philibert ont ceint la couronne italienne, on a pu penser qu'ils reporteraient volontiers leur ambition de ce côté des Alpes d'où les avait bannis la politique de Henri IV : du même coup, Grenoble est devenue, sur cette frontière, le boulevard de notre nationalité.

Pauvres ou riches, ignorants ou savants, tous ont conscience de ce rôle nouveau de la cité, c'est pourquoi tous entourent de leur sympathique respect les chefs militaires qui veillent à la défense de la patrie. C'est pourquoi l'Académie delphinale est particulièrement heureuse de rendre en ce jour un nouvel hommage à l'armée, qui, au milieu de tant de ruines, garde une part et non la moins précieuse du patrimoine de la France. Il est souvent téméraire de devancer les jugements de l'histoire ; il en est un cependant que notre génération peut attendre avec confiance ; c'est, quoi qu'il advienne, celui que la postérité portera sur le rôle rempli par notre armée depuis les malheurs de la patrie. En d'autres

temps, la nationalité française avait été sauvée par une simple fille des champs comme Jeanne d'Arc, ou par d'incomparables politiques comme Charles V ou Henri IV. Au jour de nos désastres, nous n'avons connu ni Jeanne d'Arc, ni Charles V, ni Henri IV ; mais le principe de salut, ce fut l'armée nationale, parce que au milieu de la division des partis, elle réunit toutes les énergies pour la sauvegarde de notre indépendance, parce qu'en face des aspirations et des ambitions d'une démocratie livrée à elle-même, elle maintint une école de discipline et d'obéissance, parce qu'enfin dans une atmosphère trop souvent imprégnée d'égoïsme et de lâcheté, elle conserva un idéal d'abnégation et de vaillance.

Vous êtes, Monsieur, l'un de ceux qui ont transmis à notre jeune armée les traditions du passé. Vous les aviez recueillies à bonne école ; votre grand-père et votre père, l'un intendant divisionnaire, l'autre intendant général, avaient servi avec honneur pendant toute la première moitié de ce siècle ; votre oncle, général de brigade, blessé à l'Alma, vétéran des campagnes d'Algérie, avait encouragé vos débuts dans ces guerres d'Afrique, qu'on a si justement appelées un lien entre deux époques guerrières. En honorant, en votre personne, trois générations de soldats dauphinois, nous saluons, une fois de plus, ces vertus militaires qui ont fait la gloire de notre pays et qui ne cessent pas d'en être l'espérance.



ERRATUM

—

Page 30, ligne 15, *lire* Pie VI au lieu de Pie VII.

UN PETIT PROPRIÉTAIRE CULTIVATEUR

DES

ENVIRONS DE GRENOBLE

A la fin du XIX^e siècle

DISCOURS DE RÉCEPTION A L'ACADÉMIE DELPHINALE

PRONONCÉ PAR

M. DE BEYLIÉ

L'AVANTAGE d'appartenir à une compagnie telle que la vôtre est de ceux qu'on doit avec juste raison rechercher, quand on est attiré vers la véritablement bonne société, celle où les choses de l'esprit et du cœur sont mises à la place qui leur convient. Je ne puis donc que me montrer infiniment reconnaissant de l'honneur que vous m'avez fait en m'ouvrant votre porte, et n'ai qu'un regret, c'est d'avoir dû, par suite de diverses circonstances, si fort tarder à répondre à votre bienveillant appel. Au nombre des obstacles qui m'ont trop longtemps retenu loin de vous, figure au premier rang, je l'avoue humblement, l'obligation que vous imposez à vos récipiendaires. Des goûts littéraires plutôt que des œuvres,

tels étaient mes seuls titres à la faveur que vous m'avez accordée. C'était assez pour me faire désirer le commerce de votre Académie, ce n'était point suffisant pour me permettre de subir d'une façon digne de vous l'épreuve qui devait définitivement faire de moi votre collègue. Mais le désir de m'acquitter d'un devoir, non moins que celui de prendre enfin parmi vous une place si enviable, l'emporte sur la crainte : je me sou mets à vos conditions, en invoquant toutefois, en faveur de mes débuts au milieu de vous, cette même indulgence avec laquelle vous avez accueilli autrefois ma candidature.

I

Le travail que j'entreprends de vous présenter n'est point de ceux qui font l'objet habituel de vos études dans cette enceinte ; mais il touche à cette question sociale qui s'impose aujourd'hui à l'attention de tous, et j'ai pensé qu'à ce titre, à défaut d'autres, il ne vous serait point indifférent. Je m'empresse d'ajouter qu'il est sans prétention. Ce n'est qu'une simple monographie agricole, la description de l'intérieur, des ressources, des mœurs, non pas du propriétaire, mais d'un propriétaire-cultivateur de notre région, à notre époque. Il m'a suffi, pour la rédiger, de regarder autour de moi et de relater aussi sincèrement que possible un des faits sociaux dont il m'était donné d'être le témoin. J'ai choisi, cela va sans dire, un de ceux qui pouvaient offrir de l'intérêt, et si je viens faire aujourd'hui le portrait d'un paysan, c'est que j'avais sous les yeux un modèle digne d'être décrit. J'ai la bonne

fortune de compter, parmi mes relations à la campagne, un petit propriétaire assez confiant en moi pour se prêter à toutes mes investigations, assez intelligent pour en comprendre la portée, et possédant, chose rare dans sa condition, une comptabilité bien tenue, où je pouvais, à pleines mains, puiser les renseignements de statistique dont j'avais besoin. Il devait tout naturellement me venir à l'esprit de profiter de cet ensemble de circonstances pour observer, noter et méditer. C'est le résultat de ces observations, de ces annotations et de ces méditations que je vous prie d'agréer pour ma part de contribution à vos travaux.

Mon héros se nomme Jacques Deschamps, ou plutôt tel est le pseudonyme sous lequel je le désigne, par un sentiment de discrétion que vous comprendrez. Je suis d'ailleurs autorisé à faire connaître son identité à ceux d'entre vous qui seraient désireux de contrôler l'exactitude de mes assertions.

Jacques Deschamps est un ancien sous-officier du génie, âgé de trente-huit ans, conseiller municipal de sa commune, grand, robuste, intelligent, possédant une instruction primaire assez complète, estimé de ses concitoyens et méritant de l'être. Il est domicilié dans une commune des environs de Grenoble, dans un pays riant, fertile et salubre. Il possède une certaine aisance et sait administrer son bien.

La description placée sous vos yeux ne sera donc pas bien sombre. Je n'ai pas été prendre mon modèle dans les classes inférieures. Je l'ai choisi dans les conditions plutôt au-dessus de la moyenne, celles qui semblaient devoir lui permettre d'atteindre, dans son milieu, le maximum de prospérité. Mon but était d'arriver ainsi

à savoir si le petit propriétaire-cultivateur, le mieux doué, le mieux partagé, se faisait de nos jours une situation suffisante, sinon à ses yeux, du moins aux yeux du sage, au double point de vue de l'intérêt individuel et de l'intérêt général; suivant leur nature, les faits observés devant apporter un argument de plus, soit à ceux qui pensent que la petite culture est convenablement protégée, qu'avec du savoir-faire on y réussit, soit à ceux qui prétendent que là encore il y a justice à rendre, réforme à opérer, et que, malgré des éléments relativement favorables, on ne saurait s'y créer une position satisfaisant complètement l'individu et procurant à la société tous les avantages qu'elle aussi est en droit d'attendre. C'est à l'adoption de cette dernière opinion malheureusement que m'a conduit l'examen auquel je me suis livré.

Mais avant d'aborder le détail de mes observations, je vous prie de me permettre une digression bien à sa place au début de cette étude, parce qu'elle mettra en lumière les faits qui s'y trouvent relatés, par la comparaison avec quelques constatations du même ordre plus anciennes ou même contemporaines. Ne craignez pas que je m'égare dans la nuit des temps, ni que je me livre à une compilation encombrante. Dans le passé, je ne remonterai pas à plus de deux siècles, au règne du grand roi, laissant dans l'ombre toute la période intermédiaire, et ne relevant à cette époque qu'une seule observation, le portrait du paysan de son temps par le grand La Bruyère. Cette peinture nous servira de point de repère pour marquer les progrès accomplis. Dans le présent, je me bornerai à rappeler, en les analysant très sommairement, les études sur le monde agricole de deux écrivains célèbres, de valeur et

de genre bien différents : l'un dont les œuvres tapageuses jouissent de toute la faveur du public ; l'autre, modeste dans le bon sens du mot, d'un génie et d'un cœur supérieurs à sa renommée ; tous deux chefs d'école, tous deux réputés parmi les plus fins observateurs du siècle, chacun dans leur spécialité ; l'un, écrivain réaliste, fondateur du roman dit scientifique, Zola ; l'autre, un économiste, le grand savant, le grand philanthrope, F. Le Play. Le premier, dans un de ses romans les plus répandus, intitulé : *La Terre*, le second, dans de nombreuses monographies constituant les travaux préliminaires de ses œuvres de doctrine, ils ont tous les deux appliqué l'acuité de leur attention d'observateurs éminents à l'étude de la vie agricole et du paysan.

Dieu me garde, en juxtaposant les descriptions qu'ils nous ont laissées, d'avoir la prétention de vous apprendre chose ignorée par vous : mon seul but est de réveiller le souvenir de vos lectures, de manière à faciliter les rapprochements que mon sujet comporte.

Tous, Messieurs, vous avez présente à l'esprit la sublime page où La Bruyère a buriné le portrait du paysan, sous le règne de Louis XIV :

« L'on voit certains animaux farouches, des mâles et des femelles, répandus par la campagne, noirs, livides et tout brûlés du soleil, attachés à la terre qu'ils fouillent et qu'ils remuent avec une opiniâtreté invincible ; ils ont comme une voix articulée, et, quand ils se lèvent sur leurs pieds, ils montrent une face humaine ; et, en effet, ils sont des hommes, ils se retirent, la nuit, dans des tanières où ils vivent de pain noir, d'eau et de racines ; ils épargnent aux autres hommes la peine de semer, de labourer et de recueillir pour vivre, et méritent ainsi

de ne pas manquer de ce pain qu'ils ont semé. »

Ce tableau si sombre et si saisissant a, j'aime à le croire, été singulièrement exagéré pour les besoins de la mise en scène et sous l'empire d'un sentiment de misanthropie. La Bruyère, pour le tracer, semble avoir emprunté la plume d'Alceste. Mais si, comme Alceste, il charge ses couleurs, il généralise le mal, comme Alceste il est sincère. Ce qu'il décrit, il l'a vu. Et si bien l'on peut supposer qu'à la fin de ce grand xvii^e siècle, où la civilisation française s'imposait déjà à l'admiration du monde par tant de côtés, le paysan n'était pas toujours aussi affreusement misérable que La Bruyère nous le dépeint, du moins il devait l'être assez communément, pour qu'un observateur de la valeur de l'illustre auteur des *Caractères* ait pu ressentir l'indignation profonde, l'émotion poignante que sa peinture trahit, et pour qu'il ait cru pouvoir avec justice conclure des faits trop fréquents dont il avait été le témoin, à leur généralité.

Quoi qu'il en soit, le témoignage de La Bruyère, relativement à la situation du paysan, son contemporain, constitue un document social de premier ordre. Les inexactitudes qu'il peut renfermer ne sauraient être telles qu'elles puissent l'empêcher de servir de point de comparaison entre le temps où il était rédigé et le nôtre. Il nous permet de conclure avec certitude aux immenses améliorations sociales réalisées depuis. Le paysan de La Bruyère et le mien sont bien loin de se ressembler. La misère du premier était alors une généralité, comme l'est aujourd'hui l'aisance relative du second. Sans doute, de nos jours encore, il y a des progrès à réaliser; le cultivateur n'a point encore toute la situation que la justice lui réserve; mais du moins notre siècle peut

s'enorgueillir de ne plus présenter aux études de l'observateur, dans la vie rurale, les effrayants tableaux dont frémissait l'âme du grand moraliste.

La différence des situations est telle que le tableau tracé par La Bruyère semble s'appliquer à une de ces périodes lointaines perdues dans la nuit de l'antiquité, à ces époques obscures qui n'ont d'autres historiens que les anthropologues, et l'on pourrait croire qu'il s'agit d'une reconstitution des mœurs de l'homme, aux âges préhistoriques du silex taillé ou de l'ours des cavernes.

Après avoir choisi pour mon modèle un terme de comparaison dans le passé, il convenait d'en rechercher aussi dans le présent. A cette fin, j'ai eu recours tout d'abord à une œuvre que son titre *La Terre*, et la réputation de son auteur, Émile Zola, devaient signaler à mon attention. Ce n'était qu'un roman, il est vrai, mais de ceux qu'on appelle aujourd'hui scientifiques, et il semblait que je dusse, en dehors de la fable de l'intrigue, y trouver tous les renseignements nécessaires. A mon grand étonnement, j'ai éprouvé, de ce côté, la plus complète déception, et je ne puis m'empêcher de saisir cette occasion de le dire hautement et d'exprimer mon sentiment à ce sujet. On ne trouvera pas dans l'œuvre de Zola le type du paysan de nos jours. Le fameux roman « *La Terre* » s'il est exact dans les détails ne l'est pas dans son ensemble. Malgré la prétention qu'a l'auteur de nous faire une peinture magistrale de la vie rurale à notre époque, je m'inscris en faux contre l'image qu'il reproduit.

Son roman peut être appelé scientifique par opposition à *l'Astrée* d'Honoré d'Urfé et aux *Pastorales* de Florian : il ne nous montrera pas des bergers en culotte courte, avec des cocardes de rubans à leur veste, à leur chapeau,

à leur houlette, échangeant entre eux, dans un style maniéré, de tendres propos tout empreints d'une sentimentalité exquise, au sein de paysages qui sont des jardins; il ne nous promènera pas sur les bords du Lignon en compagnie d'Hylas et de Sylvanire, de Céladon et d'Astrée. Non. Quand il nous peindra la vie des champs, ce sera d'un pinceau vigoureux, d'une couleur éblouissante nous donnant toutes les illusions de la réalité.

La méthode d'analyse employée par l'auteur est bonne. A-t-il à décrire des sites? il se transporte sur les lieux. A-t-il à dépeindre des personnages? il cherche dans la réalité des modèles conformes plus ou moins aux types qu'il doit reproduire; il les fréquente, les fait poser et causer, afin de s'approprier leurs tournures de langages, de se pénétrer de leurs gestes et de leurs habitudes, assez pour que ses récits se trouvent comme imprégnés d'une atmosphère de couleur locale.

Mais ces procédés ont moins pour objet la recherche de la vérité que celle de la vraisemblance, la constatation des aspirations et des faits, au point de vue des études sociales, que des motifs de saisissants tableaux. Chez Zola, le romancier prime l'observateur. Aussi, malgré l'exactitude des documents recueillis, arrive-t-il, quand il les groupe et qu'il les utilise, à des conclusions souvent fausses.

Pour en revenir au paysan, il est évident que l'étudier pour en faire un personnage de roman, laisse une latitude que ne comporterait pas un autre objectif.

Dans l'œuvre de Zola il y a de la photographie, c'est le réalisme; il y a aussi de l'art, de l'arrangement, c'est le roman. Et l'art au point de vue où l'auteur s'était placé, les nécessités de l'action dramatique dans son roman

l'ont amené, au milieu de détails très étudiés et très vrais, à nous faire un tableau d'ensemble contraire à la vérité.

Au point de vue matériel, s'il n'est pas complet, il est d'une exactitude rigoureuse. Comme le cultivateur dont je m'occupe, comme celui que Le Play nous décrit, il nous montrera le paysan de nos jours vivant dans une aisance relative qui le différencie du tout au tout du paysan de La Bruyère ; mais sa peinture est absolument fausse au point de vue de la moralité : si bien qu'après avoir lu *La Terre*, on ne connaît point le paysan. Celui que dépeignait La Bruyère était malheureux, il inspirait la pitié, il clamait justice ; celui de Zola est vil quand il n'est pas assassin, il est d'une immoralité repoussante, qui éloigne et ne saurait inspirer d'intérêt qu'à ces philanthropes héroïques qui vont au criminel et au perversi pour réhabiliter et moraliser, comme d'autres vont à la souffrance physique pour soulager et secourir.

Tableaux également tristes, mais d'une inégale sincérité. Le premier malheureusement trop vrai, le second ne l'étant heureusement pas.

On peut reprocher à La Bruyère un peu de misanthropie dans sa manière de voir ; on ne peut mettre en doute ni sa bonne foi, ni sa perspicacité, ni l'absence de tout intérêt pour lui à ne point être sincère. En ce qui concerne Zola, c'est autre chose. Au point de vue de la véracité, il existe entre les deux auteurs toute la distance qui sépare le moraliste du romancier. Eussent-ils un génie égal, ils ne sauraient avoir droit au même crédit. La Bruyère, affirmant la misère du paysan de son temps, mérite créance, dans une large mesure ; Zola, dépeignant le cultivateur de nos jours comme un être dégradé, est tout au moins sujet à caution.

Quant à moi, je déclare sans ambage que son livre est une abominable calomnie de la vie agricole.

En groupant les faits, dans l'intérêt de l'intrigue de son récit, Zola a fait, avec de la réalité, du mensonge. L'action tout entière se déroule dans un petit village dont tous les habitants passent successivement sous nos yeux. Sur le nombre il n'en est pas un seul qui ne soit odieux par ses mœurs dissolues et son absence de sens moral allant parfois jusqu'à le rendre criminel. Et tout dans le récit semble tendre à démontrer que le commerce avec la terre, que la vie du cultivateur doit fatalement conduire aux mœurs décrites. Je vous en fais juge, Messieurs, est-ce exact? est-ce même admissible? n'est-ce pas faire une injure bien gratuite à la terre et aux paysans, nos concitoyens? Son procédé a permis à Zola de tenir en éveil la curiosité de ses lecteurs, de les faire frémir d'indignation contre ses personnages; il aura chez plus d'un également soulevé l'indignation contre l'auteur lui-même, indignation justifiée par les conclusions de l'ouvrage, autant que par le choix des descriptions dans lesquelles l'auteur se complait. Il est difficile, en effet, de trouver un livre plus bourré de peintures immondes, dans lesquelles aucun détail de nature à faire scandale n'est épargné. On dirait que la laideur morale et que les côtés malpropres des scènes de la vie, l'envers de toutes les médailles, soient seuls en état de fournir des modèles au pinceau d'un romancier réaliste. Comme si ce qui est vraiment pur et beau et même grandiose ne se rencontrait pas dans la vie des champs, avec les qualités qui puissent mettre à l'épreuve le talent d'un auteur épris de sincérité. M. Zola oublie trop souvent que pour honorer les lettres françaises, pour être vraiment digne du suf-

frage des honnêtes gens, il faut non seulement savoir décrire avec de riches couleurs ce qu'on voit, mais encore voir ce qui mérite une description. Zola est d'autant plus impardonnable qu'il sait être irréprochable et vraiment beau quand il le veut.

J'ai bien peu qualité pour porter un pareil jugement sur un auteur si fort en vogue ; aussi je m'empresse d'étayer mon opinion de celle d'un juge qui fasse autorité. Et puisqu'en étudiant le paysan, nous avons rencontré sur notre chemin La Bruyère et Zola, je me plais à les opposer l'un à l'autre, en ce qui concerne notre querelle. Quand La Bruyère, dans son chapitre des ouvrages de l'Esprit, prend à parti Marot et Rabelais ; quand il leur reproche d'avoir semé l'ordure dans leurs écrits, alors qu'ils avaient tous deux assez de génie et de naturel pour pouvoir s'en passer, même à l'égard de ceux qui cherchent moins à admirer qu'à rire dans un auteur, il semble avoir fait une critique prophétique de Zola par dessus la tête de Rabelais et de Marot.

Zola n'est, à mes yeux, qu'un auteur de décadence, en ce sens qu'il se complait surtout à décrire ce qui tombe en ruines et se corrompt, la pourriture de son siècle. Aussi les amis des progrès sociaux détourneront-ils les yeux de son œuvre pour les reporter sur des écrits plus profitables à la cause qui les attire. Ils iront à ces publications, moins attrayantes peut-être par la forme, moins en lumière par le succès, mais plus consciencieusement composées, où l'économiste, digne émule du moraliste, insère le résultat de ses observations, dans le but d'indiquer, par des leçons de choses, les écueils à éviter, les voies à suivre ; de ces modestes monographies où l'on ne trouve pas sans cesse, comme dans l'œuvre de Zola,

l'image des mœurs dissolues, mais où l'on verra surtout la préoccupation d'étudier les types d'honneur, de force morale et physique, qui émergent du milieu des ruines et des corruptions, comme le gage de nos espérances, comme le germe de ces forces vives parmi lesquelles s'opéreront les sélections sociales de l'avenir. C'est là du réalisme aussi et du meilleur.

C'est à cette recherche que s'est appliqué Le Play, et vous ne serez point étonnés que, lorsque la série de ses observations l'eut amené à l'étude de la vie agricole, il ait rencontré sur son chemin, comme modèles à décrire, de nombreuses familles comme vous en connaissez beaucoup, comme celle dont j'aurai à vous entretenir, dignes d'être proposées par leurs vertus courageuses, à l'imitation de la classe sociale à laquelle elles appartiennent.

J'ai cité Zola pour montrer ce que Jacques Deschamps, mon modèle, n'était pas ; je cite Le Play pour montrer à quelle catégorie de cultivateurs il se rattache.

Parmi les monographies agricoles les plus intéressantes que Le Play nous ait laissées, figure assurément celle qu'il intitule : « Une famille souche du Lavedan en 1856. » La famille dont il relate, avec le plus grand soin, les habitudes morales et la situation matérielle, est de celles qui méritent le mieux d'attirer l'attention et même les sympathies de ceux qui s'inquiètent de la question agricole. Elle nous montre une race saine d'esprit et de corps, trouvant, dans la pratique fidèle de ses traditions, du bonheur, de l'aisance et des mœurs dignes, et redevable de ses principales qualités aux habitudes que lui a inspirées, imposées l'amour de la terre et le commerce avec la terre. A ce titre, mieux qu'aucune autre, elle peut être opposée aux paysans de Zola. Le rapprochement

est d'autant plus piquant que tandis que Zola prétend nous faire l'historique du paysan sous le second Empire, la famille décrite par Le Play appartient justement à la même période de notre histoire.

Sans vouloir prétendre que tous les paysans ressemblent à ceux que décrit Le Play, on peut, en s'appuyant sur les observations vraiment scientifiques faites par lui, affirmer que la vie terrienne ne produit pas fatalement des brutes comme celles que nous montre le roman *La Terre*.

La famille observée par Le Play habitait aux environs de Cauterets. Elle était connue de vieille date sous le sobriquet de Mélouga, nom du domaine sur lequel elle vivait. Elle offrait notamment cette particularité intéressante pour l'économiste que « le bien de famille s'y conservait intégralement de génération en génération, et réunissait, dans une complète communauté d'existence, tous les membres qui n'avaient pas voulu s'établir au dehors ». Elle constituait ce que Le Play appelle une famille souche, c'est-à-dire une famille se perpétuant sur un même domaine, cédé de père en fils à l'aîné des enfants, garçon ou fille. Le domaine est à la famille souche quelque chose comme la ruche est à l'essaim d'abeilles. La ruche est l'abri tutélaire qui permet aux abeilles de se reproduire et de se multiplier en sécurité. Quand la population qu'elle abrite devient trop dense, des essaims s'en échappent, mais elle les a gardés, élevés, nourris jusqu'à l'âge où ils peuvent se suffire. Ainsi du domaine de la famille souche : c'est une ruche bien constituée et bien placée pour produire des essaims, avec cette différence pourtant que dans les ruches les essaims sont formés par les aînés, tandis qu'ils le sont par les plus jeunes

dans les familles souches, en général respectueuses du droit d'aînesse.

En faisant allusion à ce droit je n'ai nullement l'intention de réveiller les vieilles querelles qu'il a soulevées ; mais il convient d'indiquer que Le Play en est partisan dans une certaine mesure, avec le tempérament de la liberté de tester et de tout un ensemble d'obligations imposées aux cohéritiers. C'est à l'appui de sa thèse qu'il produit l'historique de la famille Melouga dont la prospérité doit être attribuée à ses yeux, en partie, à la pratique constante du droit d'aînesse, conformément aux traditions qu'elle avait pu conserver, malgré le code, malgré le poids énorme de nos institutions et de nos mœurs, à force de bonne entente entre tous les membres qui la composent.

La conservation d'un domaine rural suffisant au sein d'une même famille n'est pas le seul élément de la prospérité relative constatée par Le Play au sein de la famille Melouga ; il faut y joindre, d'après lui, l'observance des lois de la morale et l'heureuse influence des femmes. Cette dernière constatation nous ramène à la comparaison de la ruche. Dans la famille Melouga, comme chez les abeilles, c'est une reine qui gouverne. C'est à la fille aînée que passe le bien et c'est sous son joug, quand l'heure a sonné pour elle de prendre le gouvernement de la maison, que tous les parents, les plus âgés comme les plus jeunes, acceptent de se placer.

Au cours des études auxquelles cette famille a donné lieu, soit de la part de Le Play, soit de la part de ses disciples, car elle a fait l'objet d'observations successives, le rôle joué par la maîtresse de maison donne souvent lieu à des descriptions vraiment touchantes. Il en est

deux parmi ces mères de famille, Dominique Dulmo et Savina Py, qui nous sont montrées dans des scènes d'un caractère et d'une grandeur biblique, vous transportant bien loin de Zola.

Goëthe, dans la 2^e partie de son *Faust*, a introduit des personnages mythiques de son invention et qu'il appelle *les Mères*. Les commentateurs lui font un grand honneur de cette création à vrai dire fort belle. Les Mères dont parle Goëthe sont des déesses mystérieuses trônant avec majesté dans la solitude. Elles sont les archétypes des choses; elles sont les déesses par qui tout vient du néant à l'être au moyen de la pensée créatrice, que ce soit celle de Dieu ou celle de l'homme. Leur empire est caché dans les profondeurs du monde.

Le souvenir de ces Mères, selon l'Évangile de Goëthe, se présentait à mon esprit tandis que je lisais, dans les monographies agricoles de Le Play, le portrait, non point imaginé mais décrit d'après nature, d'autres mères, de simples paysannes; et je ne pouvais m'empêcher de penser que ces vaillantes femmes étaient bien plus grandes dans leur simplicité, plus poétiques dans leur réalité que les Mères des conceptions poético-philosophiques d'un génie, aussi exceptionnel que celui de Goëthe.

Combien je vous préfère, ô Dominique Dulmo! ô Savina Py! femmes de tête et de cœur, reines modestes dans la modeste sphère de la vie des champs, mais belles par vos vertus, grandes par le rôle utile que vous jouez dans la société. Mères de nos paysans quand vous ressemblez à ces modèles, vous êtes des divinités saintes, vous aussi, sous les auspices desquelles s'élaborent sans cesse les forces vives d'une nation.

Je remercie M. Le Play de nous avoir donné, en re-

traçant votre vie, une description faite pour charmer, à côté du plus fortifiant enseignement. Au point de vue social, il nous montre, preuves en mains, que la terre n'est point la grande corruptrice qu'en fait Zola ; au point de vue de la critique littéraire, il nous apprend comment on peut, fût-on par métier, comme l'économiste, tenu à la peinture exacte et minutieuse des choses, être réaliste sans tomber dans l'ordure, et qu'il se trouve dans la vie réelle des tableaux offrant un idéal assez beau pour être opposé avec avantage aux images conçues par les plus grands poètes.

Dans la vie de Jacques Deschamps, nous ne rencontrons pas de scènes pareilles. Du moins, par l'honorabilité de son existence, mon héros se placera-t-il à côté de ceux que Le Play nous a dépeints. Il peut leur être comparé par d'autres considérations encore que nous ferons ressortir en parlant de lui plus en détail, ce qu'il est d'ailleurs grand temps de faire.

Car en devisant ainsi du sujet qui nous occupe, dans la compagnie du grand La Bruyère, de cet abominable Zola et du très estimable Le Play, nous sommes arrivés depuis longtemps devant la demeure de M. Jacques Deschamps, propriétaire-cultivateur, chez lequel je vous mène.

II

Notre promenade nous a conduits à 11 kilomètres de Grenoble, sur un plateau pittoresque situé à 540 mètres d'altitude (je ne saurais préciser davantage sans déroger

à la règle de discrétion que je me suis imposée), et nous voici devant l'habitation que nous cherchons, plus modeste infiniment qu'un grand nombre de celles que nous avons aperçues sur notre route et d'autant plus surprise de l'honneur de notre visite.

J'appelle tout d'abord votre attention sur l'aspect extérieur et la situation de la demeure. Elle est exposée au Midi, entourée des domaines de son propriétaire, desservie par une bonne route vicinale, dont elle est séparée par une cour et par un verger. L'édifice a 17 mètres de façade. Il est composé de trois corps de bâtiments : au centre, la maison d'habitation proprement dite, longue de 8 mètres, haute de 7, ayant 5 mètres de profondeur, élevée d'un étage au-dessus du rez-de-chaussée, et accompagnée de chaque côté d'un appendice servant de dépendances. Le tout dans un état passable; les murs enduits d'un crépissage bien entretenu; les fenêtres protégées par des barreaux en fer au rez-de-chaussée, par de bons volets au premier étage, et munies, chose à noter à la campagne, de tous leurs carreaux de vitres, ce qui dénote de l'ordre et de l'aisance.

Dans la cour se voit une tonnelle, sous laquelle se trouve une table ronde formée d'une dalle en ardoise placée sur deux blocs de pierre. Sorte de dolmen, autour duquel, dans la belle saison, on devise avec les voisins, à l'ombre de la vigne vierge, près d'une abondante fontaine fluant dans un bassin formé d'un tronc d'arbre creusé.

La propriété bâtie possédée par Jacques Deschamps ne se borne pas au bâtiment que je viens de vous montrer. Au levant, un sentier conduit, à travers un premier jardin potager, vers tout un ensemble de constructions.

celles-là en parfait état, récemment élevées, occupant une surface couverte d'environ 295 mètres, comprenant remise, écurie, cave, grange, hangar, précédé d'une basse-cour et d'un deuxième jardin potager, clos de murs.

Autour de ces divers bâtiments s'étend le domaine, d'une surface totale de 9 hectares 57 ares, formé d'un seul tènement, sauf quelques parcelles détachées.

Voilà qui ressemble bien peu au repaire du paysan de La Bruyère. Une visite détaillée des terres et des bâtiments accentuera davantage cette différence. Nous allons y procéder avec l'autorisation des propriétaires que je dois vous présenter au préalable et qui sont :

M. Jacques Deschamps, chef de la famille, âgé de trente-huit ans, ancien sous-officier du génie, conseiller municipal de la commune, exerçant, pour le voisinage, la profession de géomètre et d'agent d'assurances ;

M^{me} Deschamps, son épouse, âgée de trente ans, dont la dot a servi en partie à l'aménagement du domaine en question ;

Son fils, âgé de six ans ;

M^{me} Deschamps mère, âgée de soixante ans, veuve de Deschamps père, qui l'avait épousée en secondes noces, en d'autres termes la belle-mère, au sens de marâtre, du propriétaire actuel, laquelle a également laissé sa dot dans le domaine.

Toutes ces personnes se portent fort bien, vivent en fort bonne intelligence, et, n'en déplaît à Zola, dans des conditions de moralité dignes de l'estime de tous. Le Play retrouverait avec satisfaction, au sein de cette famille, tout un ensemble d'habitudes faites pour lui plaire.

Le chef de famille possède une culture intellectuelle

très suffisante, acquise au régiment, et qui lui permet d'appliquer d'une manière raisonnée, à l'exploitation de son fonds, les méthodes perfectionnées recommandées par la science, quand leur emploi est à sa portée, au point de vue financier. Abonné aux revues spéciales publiées dans la région, membre du syndicat agricole du département de l'Isère, il se tient sans cesse au courant de tout ce qui concerne sa profession et sait en tirer parti. Nous le constaterons à loisir en parcourant sa vigne, son verger, en visitant son étable.

Il se trouve ainsi en situation de donner à son jeune fils, quand le moment sera venu, la meilleure éducation professionnelle. Il est même apte à contribuer à lui enseigner les éléments d'une bonne instruction primaire, et il s'acquitte déjà de ce devoir, de concert avec l'instituteur communal. L'enfant fréquente l'école tenue par un excellent maître, dont il trouve un excellent suppléant en rentrant à la maison. Son père, à ses moments libres, le soir, le dimanche, aime à lui servir de répétiteur, à fortifier et à contrôler l'enseignement reçu. Heureux les instituteurs s'ils rencontraient toujours parmi les pères de famille de semblables collaborateurs !

Bon cultivateur, bon chef de famille, vous ne serez point surpris qu'il s'entende également à l'administration des affaires de la commune. Habitué à tenir sa comptabilité très en ordre, non pas seulement en partie simple, mais en partie double, il sait fort bien s'y reconnaître dans les dispositions d'un budget communal ; formé, dans une certaine mesure, à l'école du régiment, au maniement des hommes par les fonctions du grade qu'il possédait, il sait parler avec autorité et se faire écouter. Comme sous-officier du génie, à une époque où le service

militaire était de cinq ans, il a même acquis une expérience peu ordinaire à la campagne, en matière de construction d'édifices, de routes et de ponts. A ce titre encore, il constitue pour la commune un conseiller utile. J'ignore s'il sera jamais maire, mais, assurément, il a bien l'étoffe voulue pour le devenir à son heure.

J'ai insisté sur la valeur intellectuelle et morale de notre hôte, parce qu'elle constitue une des prémisses des conclusions auxquelles j'arrive, et non la moins importante; car, concluant à l'insuffisance du produit de son travail, il fallait démontrer que quelles que soient les ressources matérielles à sa disposition, il avait aussi toutes les qualités d'intelligence et de moralité nécessaires pour en tirer le meilleur profit.

Et maintenant revenons, si vous le voulez bien, à notre visite domiciliaire, en pénétrant dans la maison d'habitation, située au centre du premier édifice dont nous avons parlé.

Le logement se compose de quatre pièces, deux au rez-de-chaussée et deux au premier étage, éclairées chacune par une fenêtre au Midi, et à peu près d'égales dimensions, c'est-à-dire de 20 mètres carrés de surface et de 3 mètres de hauteur, toutes munies d'un plancher, avec des murs blanchis à la chaux.

La porte d'entrée donne dans la cuisine, d'où l'on accède, d'une part, à la salle commune, placée sur le même palier, d'autre part, et au moyen d'un escalier en bois, aux pièces du premier qui servent de chambres à coucher. Le mobilier est des plus simples, mais enfin il est suffisant.

La cuisine renferme un buffet-dressoir, sur lequel sont exposés quelques plats et assiettes de faïence enluminée,

un évier, une table égouttoir pour le récurage des divers ustensiles de ménage, la cheminée où pend la crémaillère, une petite table et trois chaises.

La salle commune contient un poêle en fonte, chauffé au charbon de pierre, servant à faire la cuisine en hiver, une grande table de 1^m 80 de long sur un mètre de large, deux bancs de chaque côté, un bureau pupitre pour écrire, fermé par un cadenas à secret et dans lequel se trouvent l'argent disponible et les pièces de comptabilité, une armoire à un battant, trois chaises de paille et c'est tout. Au mur sont accrochés le fusil de chasse, un médaillon en plâtre, modelé par un ancien camarade du régiment et représentant les traits du propriétaire, enfin un plan de la propriété colorié et encadré. Ce plan est l'œuvre de Jacques Deschamps, il est très bien dressé et donne une idée très avantageuse des connaissances en géométrie de son auteur.

Sous la salle commune se trouve une cave avec le matériel nécessaire pour emmagasiner la récolte annuelle d'une dizaine d'hectolitres de vin de piquette ou de cidre.

Le mobilier des chambres à coucher comprend trois lits, le lit conjugal, celui de la belle-mère et celui de l'enfant, plus deux commodes servant en même temps de tables à toilette. Les lits ont tous une paillasse de feuilles de maïs, un matelas de laine, un oreiller et un édredon de plumes.

Le hangar placé au couchant du bâtiment affecté au logement, abrite le bois de chauffage, il a pour pendant au levant, une construction basse où se trouve le four à cuire le pain.

La valeur de l'ensemble des édifices de ce premier groupe peut être fixée à 3,000 francs.

Quant au mobilier et aux récoltes qu'ils renferment ils peuvent être évalués, le mobilier à 1,400 francs environ, les récoltes (vin et bois) à 539 francs.

L'immeuble qui vient de faire l'objet de nos investigations n'est point de construction récente, il est dans un état médiocre. Les créateurs du domaine actuel l'ont trouvé tel qu'il est et se sont bornés à quelques arrangements sans importance pour l'utiliser en attendant mieux, car dans leurs projets, s'ils arrivent à réunir les fonds nécessaires, ils ont l'intention de construire leur habitation près de leurs granges et écuries dont ils sont actuellement séparés par une centaine de mètres, ce qui rend pendant l'hiver leur travail assez pénible et surtout possède le grave inconvénient, au point de vue de la sécurité, de placer leur bétail et une partie de leurs récoltes hors de leur surveillance pendant la nuit.

En nous rendant vers les constructions du deuxième groupe, inventorions quatre ruches d'une valeur totale de 100 francs, placées sur notre chemin. Elles rapportent par an 2 ou 3 kil. de miel, à 5 francs le kilo.

Les constructions vers lesquelles je vous conduis maintenant sont celles que le propriétaire a fait élever sur ses propres plans. Elles constituent les bâtiments d'exploitation.

La partie principale se compose d'un édifice rectangulaire de 16 mètres sur 15 (240 mètres carrés) ayant 8 mètres de hauteur au faite, traversé dans sa portion la moins profonde par un passage de 4 mètres de largeur servant accidentellement de remise. D'un côté de ce passage se trouve un emplacement de 150 mètres carrés pouvant être utilisé depuis le sol jusqu'à la toiture pour l'emmagasinage des fourrages et de la paille, de l'autre

côté l'écurie et la cave qui sont voûtées et au-dessus desquelles on peut encore emplacer des récoltes.

Cette grange loge annuellement, en moyenne, 400 quintaux métriques, comprenant paille de céréales et d'avoine, foin et refoin, maïs, trèfle et luzerne pour fourrages, destinés soit à la vente soit à la consommation du bétail.

Le matériel qui s'y trouve remisé d'autre part vaut environ 200 francs.

L'écurie et la cave se font suite dans un alignement parallèle à celui de la grange. L'écurie a ses murs extérieurs exposés au midi et au couchant, avec son entrée au midi. Elle a 8 mètres de longueur, 6 mètres de largeur et 4 mètres de hauteur à la clef de voûte, ce qui constitue les meilleures conditions pour l'usage auquel elle est destinée. Elle peut contenir quatre bêtes à cornes adultes. Elle renferme actuellement deux vaches et une génisse représentant une valeur de 600 francs et rapportant 155 francs de fromage ou de beurre. Le râtelier est placé du côté de la grange, avec des ouvertures pratiquées dans la paroi séparative de façon que l'on puisse commodément donner la nourriture au bétail, de l'intérieur de la grange.

La largeur de l'écurie laisse derrière les animaux un emplacement libre assez grand pour permettre d'enlever le fumier au moyen d'un tombereau, sans dérangement pour les bêtes. Le long du mur opposé au râtelier se trouve un trottoir étroit en ciment, sur lequel on peut circuler d'un bout à l'autre de l'écurie sans se salir et au pied duquel se trouve une rigole ramassant les purins et les conduisant à la fosse à fumier placée dans la cour contiguë. Outre les vaches et la génisse, l'écurie contient encore deux cochons qui, si tout va bien, vaudront un

jour 100 francs pièce et sont destinés l'un à la provision annuelle du ménage, l'autre à la vente.

La cave est construite dans l'axe de l'écurie, et de même hauteur qu'elle. Sa surface mesure 7 mètres de longueur sur 6 de largeur, son entrée est au nord. Pour le moment, la petite cave placée sous la maison d'habitation suffisant à recevoir la récolte de vin, elle sert surtout de cellier, de fruitier, de magasin aux grains et aux pommes de terre. En fait de matériel elle renferme un cuvier pour 15 hectolitres, une dizaine de bennes pour vendanges et de grands coffres pour les grains, le tout d'une valeur de 150 francs. La récolte qu'on y emmagasine se décompose ainsi :

4.000	kilog.	de pommes de terre.
1.500	—	de betteraves.
500	—	d'avoine.
100	—	de noix.
200	doubles décalitres	de froment.
8	—	de seigle.
10	—	d'orge.
20	—	de châtaignes.
500	choux.	
3.000	pommes.	
1.200	poires.	

Dans le prolongement de la grange au midi se trouve un hangar de 11 mètres de longueur et de 5 mètres de largeur qui abrite un pressoir, une voiture, un établi et le stock des outils agricoles.

Le matériel remisé en cet endroit peut valoir 550 francs.

L'ensemble de ce groupe de bâtiments entièrement neufs représente une valeur de 7.000 francs.

La basse-cour, close d'un côté par une portion des bâtiments ci-dessus décrits, de l'autre par un mur peu élevé, donne asile à une vingtaine de poules et une douzaine de lapins, logés dans deux petites constructions appropriées. Les lapins sont spécialement réservés à la cuisine pour faire face aux imprévus, tandis que les poules ne servent à cet usage que très exceptionnellement. Poules et lapins représentent une valeur de 60 francs environ. La basse-cour fournit annuellement au ménage approximativement pour 16 francs de viande et pour 40 francs d'œufs.

Le domaine dont nous connaissons déjà la contenance entoure l'habitation et les granges. Il forme, comme nous l'avons dit, sauf de rares parcelles, un seul tènement, et se subdivise de la manière suivante au point de vue des différentes cultures :

Bois taillis et châtaigneraie.	165 ares.
Vignes.....	10 —
Treillages.....	38 —
Pré verger.....	144 —
Prairies.....	410 —
Terre à blé.....	150 —
Cultures diverses.....	40 —
Total.....	9 hect. 57 ares.

Par les récoltes emmagasinées nous connaissons les principales productions de ce domaine et leur valeur. Il convient cependant de mentionner encore à son actif quelques petites récoltes de consommation ou de vente immédiate, telles que celle de 130 kil. de prunes vendues 40 francs sans compter celles converties en eau-de-vie,

40 kil. de cerises et pêches vendues 10 francs et de divers légumes valant 24 francs.

Les terres sont de bonne qualité. Situées dans la partie exposée au midi d'un col très ouvert, formant plateau, elles sont peu rampantes et faciles à cultiver. Une faible portion seulement se trouve en coteau dans un terrain légèrement rocailleux mais favorable à la vigne. La portion principale est composée d'une terre profonde de pente favorable. Assez inclinée pour que les eaux en excès s'écoulent, elle est bien disposée pour utiliser celles qu'elle reçoit du coteau au pied duquel elle se trouve, ce qui permet de l'entretenir dans un état de fraîcheur convenable. Grâce à cet heureux ensemble l'arrosage peut même être pratiqué sur toute la partie occupée par le pré verger. Dans de pareilles conditions le domaine se prêtait plus particulièrement à l'établissement de vergers et de prairies, aussi le propriétaire en a-t-il employé de la sorte 5 hect. $\frac{1}{2}$ sur 9 hect. $\frac{1}{2}$. Le sol de la commune est, du reste, en général aménagé de cette façon. Les fourrages et les fruits sont sa principale production et ils sont réputés pour leur bonne qualité.

M. Jacques Deschamps tient certainement en valeur avec un égal soin toutes les portions de son domaine, mais ses prédilections sont avec évidence pour sa vigne et pour son verger. La vigne est non seulement bien taillée, bêchée, fumée, mais encore avec régularité et récidive s'il le faut, chaulée, soufrée, sulfatée, sulfurée. Aussi ne connaît-elle aucune des maladies qui font la désolation des vignerons. Et cependant tous ces soins sont trop souvent déjoués par les inclémences du ciel et n'aboutissent qu'à procurer une récolte d'une qualité bien médiocre. Le vin de la localité est loin de pouvoir

mériter la réputation de ses fourrages et de ses fruits, ce qui se comprend vu l'altitude peu favorable à la parfaite maturité du raisin. Il n'en est pas moins très estimé par les gens du pays assez philosophes pour préférer le vin qu'ils récoltent à celui qu'ils seraient obligés d'acheter.

Le verger est un des mieux tenus que je connaisse, les arbres sont soigneusement taillés, élagués et échenillés, arrosés s'il le faut, les troncs sont passés à la chaux au printemps pour détruire les pucerons, les branches sont étayées quand l'abondance des fruits les rend trop lourdes. Il mérite cette sollicitude. Le fruit du pays, la pomme surtout, jouit d'une bonne réputation et se vend facilement sur la place de Grenoble, surtout quand on sait le conserver avec l'habileté des ménagères de l'endroit pour ne le porter au marché qu'au moment de la rareté.

La famille suffit à l'exploitation de la propriété, avec le concours de trente journées de manœuvre au printemps, de trente journées en automne et avec l'aide d'un domestique pris pour quatre mois pendant la belle saison. Ce dernier reçoit de 150 à 160 francs pour la durée de son engagement, en plus de sa nourriture et du logement qui lui sont fournis gratuitement. Les manœuvres touchent un salaire équivalent. Le travail mercenaire se trouvera notablement réduit lorsque le fils de la maison atteindra l'âge d'homme. Ceci dit pour démontrer que l'exploitation de la propriété Deschamps n'offre rien d'anormal, que la main d'œuvre étrangère y est peu importante et qu'une famille de cultivateurs pourrait aisément y satisfaire.

Le domaine que nous venons de parcourir représente une valeur de 36,000 fr. au prix courant dans le pays. Il est de création récente et a été fondé par les apports réci-

proques des père et mère du détenteur actuel auxquels sont venus s'ajouter quelques achats de ce dernier. Sur l'ensemble, six hectares quatre-vingt-dix-neuf ares proviennent du père; un hectare quarante-six de sa première femme; un hectare douze du titulaire actuel. Les apports de la deuxième femme du père et ceux de la femme du propriétaire ont été employés dans la construction des bâtiments et dans l'achat de la dernière parcelle acquise. Aucune hypothèque, autre que l'hypothèque légale ne grève ses immeubles. Les reprises de la belle-mère s'élèvent à 5,000 francs, la dot de la femme à 4,000 francs soit 9,000 fr. en tout, qui ne seront vraisemblablement jamais repris et qui ne constituent qu'un cinquième de la valeur totale de la propriété, car terres, bâtiments, matériel, bétail tout compris atteint le chiffre relativement respectable de 50,100 francs.

Deschamps est donc maître de son bien autant que peut l'être le fils d'une mère ayant des reprises à exercer et l'époux d'une femme mariée sous le régime dotal. Son domaine n'est point un domaine de famille souche, mais il tend à le devenir. Comme les paysans étudiés par Le Play, comme la généralité des propriétaires-cultivateurs, Jacques Deschamps a la passion de la terre, sorte de passion de collectionneur qui pousse à acquérir et non moins à conserver. Quel est le collectionneur qui, après avoir pris peine à constituer sa collection, ne s'efforce avec un égal souci d'empêcher qu'après lui elle ne soit annihilée, c'est-à-dire dispersée au vent des enchères, et ne cherche à lui maintenir la durée, en la léguant sous conditions à ses héritiers? Ainsi le paysan en ce qui concerne sa collection de parcelles de terre. Malheureusement le code est peu favorable à la réalisation de son

vœu (l'action fatalement dissolvante du partage entre cohéritiers s'y oppose), et plus malheureusement encore, le paysan ne voulant point se déclarer vaincu, et ne trouvant point d'autre moyen pratique d'en arriver à ses fins, se réfugie dans l'application de la théorie de Malthus. Il n'a jamais lu Malthus, il ne le connaît même point de nom, mais c'est tout comme. Ne pouvant laisser son bien en entier à l'héritier de son choix, il s'arrange de façon à n'avoir qu'un seul héritier. De telle sorte que le législateur qui avait pour but de protéger les enfants dans les familles nombreuses les uns contre les autres et même contre leurs parents en est arrivé, très certainement contre son vœu, à supprimer les enfants, c'est-à-dire les familles nombreuses, non pas dans les classes opulentes où le partage a des effets moins exterminateurs, non pas dans les classes nécessiteuses, insouciantes du lendemain, mais dans ces classes intermédiaires où le capital est en formation et qui sont si intéressantes par leur tempérance, leur travail et l'énergie dont elles font preuve. Il y aurait beaucoup à dire sur ce sujet, mais je n'insiste pas davantage voulant simplement indiquer un état de choses auquel j'attribue, dans une certaine mesure, le fait de la présense d'un seul enfant au foyer de la famille Deschamps.

La famille décrite par Le Play a réussi à triompher du code, jusque vers 1860, par une entente exceptionnelle entre ses membres, c'est-à-dire par un moyen sur lequel on ne peut trop compter et qui probablement lui fait défaut aujourd'hui. Deschamps a préféré prendre une voie plus sûre en même temps et plus suivie : à son tour et d'instinct il a mis en pratique les doctrines stérilisantes que préconise le célèbre économiste anglais

dans son *Essai sur les principes de la population*. C'est par ce procédé qu'il arrivera à constituer une famille souche, se perpétuant sur le même domaine, mais hélas improductive d'essaims. C'est là mon seul grief contre lui ou plutôt contre l'état de choses qui s'impose à lui.

J'ai successivement montré mon cultivateur sous divers aspects ; j'ai fait ressortir ses qualités intellectuelles, son instruction, ses habitudes laborieuses, l'importance relative et la facilité d'exploitation de son capital rural ; il me reste pour achever ma démonstration à le montrer ami de l'épargne et sobre. Dans ce but, après vous avoir fait circuler en long et en large sur son domaine, je vous prie de vouloir bien jeter un coup d'œil sur ses livres de comptabilité. Cela vous reposera.

C'est depuis 1886, époque à laquelle il s'est marié, que J. Deschamps a la pleine direction de son domaine ; mais il ne tient de livres avec méthode que depuis 1888. Sa comptabilité sans être des plus minutieuses est cependant tenue d'une façon assez complète pour lui permettre de bien se rendre compte de sa situation et pour renfermer les indications intéressantes pour l'observateur. La seule pensée d'en tenir une quelconque prouve le désir de l'ordre et de l'économie ; la façon dont elle est tenue démontre un esprit méthodique et persévérant. Elle se compose d'un livre journal, d'un livre de caisse et d'un grand-livre. Le livre journal et le livre de caisse sont tenus au courant jour par jour, et pendant l'hiver, saison des loisirs pour le cultivateur, Deschamps en opère le relevé et la répartition aux divers chapitres de son grand-livre. Pour faire mieux il faudrait avoir plus de temps libre que n'en ont les travailleurs à la campagne ; nombre de négociants en ville font beaucoup moins, nos syndics

de faillites en savent quelque chose. Au grand-livre que vous avez sous les yeux figurent notamment les chapitres suivants : marchandises générales, frais généraux, ménage, matériel, immeubles, profits et pertes, tenus par Doit et Avoir comme le ferait un comptable de profession ; puis, à la fin de chaque année, l'inventaire récapitulant l'ensemble des opérations et en donnant le résultat final. Il y a là des documents, comme vous le voyez, qui, par eux-mêmes, peuvent suffire à faire connaître la condition d'un cultivateur des environs de Grenoble à la fin de notre siècle. Ils sont la véritable raison d'être de la publication de cette étude. Je n'en donne point ici lecture, elle serait déplacée et trop longue, mais vous les trouverez classés dans vos archives auxquelles j'en confie une copie, voulant ainsi faciliter les investigations des économistes qui ne dédaignent pas de s'appuyer sur des observations du genre de celle-ci pour étayer l'édifice de leurs travaux de synthèse. Le Play, après avoir donné le budget des recettes et le budget des dépenses de la famille qu'il étudie, joint à l'appui de nombreux comptes qu'il a dû dresser sur les indications verbales de ses modèles, car moins heureux que moi il n'avait point eu affaire à des teneurs de livres.

Ici les écritures de Jacques Deschamps ont presque toujours suffi à me fournir les indications dont j'avais besoin, et je puis avec raison lui faire honneur d'une comptabilité qui renferme des détails consciencieusement enregistrés et déjà classés de façon à mettre en évidence les principales données dont un cultivateur a besoin pour connaître les déféctuosités de son administration et y porter remède si cela est possible.

Les points faibles sont en général les dettes contrac-

tées en vue de l'établissement du domaine et les habitudes d'intempérance. La première de ces causes d'échec n'existe pas, nous l'avons vu, pour le domaine Deschamps, la seconde pas davantage. Quelques chiffres seulement extraits des comptes du propriétaire suffiront à le démontrer. Le chapitre *alimentation* et l'article *café*, aux frais généraux, auront vite fait de nous renseigner à ce sujet.

Et d'abord, pour commencer par les dépenses les plus dangereuses, celles du café, nous trouverons qu'elles ne dépassent pas 61 fr. par an pour le mari et la femme, ce qui n'a rien d'excessif, quand on songe que le mari est conseiller municipal, ce qui l'oblige à certains frais de représentation et d'élection, et que la femme est obligée de se rendre assez souvent en ville de grand matin pour la vente des produits du verger et de la basse-cour, ce qu'elle ne pourrait faire, en hiver notamment, sans prendre quelque chose de chaud en route : elle doit en effet demeurer absente de son domicile jusqu'à midi, soit qu'elle aille à pied, car alors elle a 22 kilomètres à faire, aller et retour, soit qu'elle prenne une voiture publique passant à 3 kilomètres de chez elle, et dont le départ a lieu à cinq heures du matin et le retour à onze heures et demie seulement. Du reste, M. Deschamps n'abuse guère, pas plus que sa famille, de ce moyen de locomotion. Le budget n'accuse, de ce chef, qu'une dépense totale de 50 fr. pour le ménage. Or, le mari se rend à Grenoble environ deux fois par mois, la femme six fois, soit en tout quatre-vingt-seize voyages, qui, au prix du tarif, représenteraient une somme de 96 fr., à raison de 1 fr. par voyage aller et retour. On peut déduire de là que la plupart du temps M. Deschamps et sa femme, quand ils

vont à Grenoble, préfèrent, par économie, aller à pied ou prendre la voiture à quelques kilomètres de chez eux pour payer un prix réduit. S'ils ne ménagent ni leurs pas ni leurs peines, ils ménagent en revanche très consciencieusement leur bourse.

Nous venons de les voir, évitant les dépenses inutiles, hors de chez eux, nous allons les voir en agir de même dans leur intérieur.

Leur alimentation est des plus frugale. Ce ménage composé de trois adultes et d'un enfant, à la table desquels vient s'asseoir pendant six mois un domestique ou un journalier, peut être considéré, pour faire une moyenne, comme l'équivalent d'une famille comptant quatre adultes. Il consomme, d'après les livres, dans le courant de l'année, 15 kil. de viande de boucherie, 90 kil. de salé provenant d'un cochon élevé dans l'étable, quelques poules et lapins empruntés à la basse-cour, pouvant fournir un poids utile de 8 kil. de viande, en résumé 113 kil. de viande. Ce qui fait 77 grammes seulement par tête et par jour, alors que la ration du soldat est de 300 grammes. Le pain fait à la maison, les légumes du potager, les fromages préparés par M^{me} Deschamps, les œufs, forment la base de la nourriture. Voilà pour le solide.

La boisson est à l'unisson. La consommation n'en dépasse pas 9 hectolitres, dont 3 seulement de vrai vin, les 6 autres de piquette et de cidre, ce qui donne par tête et par jour environ 65 centilitres d'un breuvage assurément peu capiteux et cependant parcimonieusement mesuré.

En feuilletant les livres je cherche vainement le point où le coulage se révèle.

L'article *vêtement* n'accuse lui non plus aucun abus. J'y vois que la dépense par tête, pour le linge, la chaussure,

l'habillement proprement dit et la coiffure ne dépasse point 100 fr. Ce qui ne dénote point une bien grande recherche de toilette.

A vrai dire, les dimanches et fêtes nos hôtes pourront se mettre convenablement, comme le sont les ouvriers aisés de nos villes, mais les jours de travail je vous assure que leur mise n'a rien qui vise à plaire. Vous ne les reconnaitriez pas sous les effets usés, détruits, rapiécés qu'ils portent et auxquels ils ne s'inquiètent de demander que la protection dont ils ont besoin pendant leurs rudes travaux.

Donc, Messieurs, habitudes d'épargne et de sobriété voilà deux qualités importantes qu'il faut encore mettre à l'actif de la famille Deschamps et de son chef.

III

Maintenant vous la connaissez aussi bien que moi cette famille. Vous savez ce qu'elle vaut, vous savez ce qu'elle possède. Il ne me reste plus, avant de conclure, qu'à vous montrer dans un rapide tableau récapitulatif le résultat de son exploitation, les produits combinés de son travail et de son capital.

Je vous fais grâce des détails pour en arriver de suite aux totaux dont l'éloquence sera d'autant plus saisissante. Je renvoie pour le décompte minutieux aux documents annexés.

Le domaine possédé par la famille Deschamps a coûté 50.100 francs.

Les terres	36.000 fr.
Les bâtiments appropriés.	10.000
Le matériel et le mobilier indispensables	4.100
	50.100 fr.

Le capital relativement important est mis en œuvre par le labeur incessant d'une famille composée de trois adultes seulement, qui ne demande à la main d'œuvre étrangère que le concours de cent quatre-vingts journées, qui vit sobrement, simplement, avec des habitudes de travail peu communes, exploitant sous la direction d'un chef expérimenté, un sol généreux.

Eh bien, malgré cet ensemble de circonstances exceptionnellement favorables, savez-vous ce qu'a produit en 1892 à cette famille modèle le sol qu'elle cultive et qui est sa propriété? Exactement un revenu brut de 2.115 francs, moins du 5 %, le 4,20 % de son capital. Les résultats des années antérieures sont approximativement les mêmes. Encore convient-il de remarquer que le rendement du domaine n'est pas seul à produire ces ressources; Jacques Deschamps y comprend une centaine de francs que lui procure l'exercice, à ses moments perdus, de la profession de géomètre et d'agent d'assurances.

Et savez-vous ce que coûte, à peu de chose près, chaque année, ce qu'a coûté pour la même année l'exploitation de la propriété en question, sans tenir compte de la valeur du travail fourni par la famille Deschamps? la somme de 1.726 fr. 35 qui, déduite du revenu brut, ne laisse libre qu'un bénéfice net de 388 fr. 65 pour faire face aux nombreuses éventualités à prévoir : la grêle,

les épizooties, les maladies, l'entretien du matériel et des immeubles.

C'est bien peu de choses, surtout si l'on considère que, si le capital exploité par elle avait à rémunérer le travail de la famille Deschamps par un salaire normal, chaque exercice se solderait en perte, et le capital lui-même devrait être écorné. Oui si les membres de la famille Deschamps devaient se payer à eux-mêmes le salaire qu'ils sont obligés de donner à leurs auxiliaires le rendement de leur propriété et de leur travail serait insuffisant.

Ce résultat inattendu, qui me fut révélé dans un de mes premiers entretiens avec M. Deschamps, a fait naître en moi l'idée de cette étude.

Jusqu'à ce jour j'avais bien appris à mes dépens que, si la terre peut constituer un placement sûr, elle est rarement productive pour celui qui la donne en ferme ; mais je me berçais de l'illusion qu'elle était généreuse pour le propriétaire qui mettait lui-même la main à la charrue.

Devant l'affirmation contraire, j'ai pensé tout d'abord à quelque vice imputable à l'administration du cultivateur dont je recevais les confidences.

J'ai cherché, avec le désir secret de le trouver en faute ; je n'y suis point parvenu. Les pièces de mon enquête sont là pour justifier Jacques Deschamps. C'est donc ailleurs qu'il faut porter ses investigations, c'est à la crise économique que nous traversons qu'il faut s'en prendre. La cause de l'anomalie signalée est complexe comme le remède destiné à la faire cesser et je sortirais certainement du rôle modeste que je me suis tracé, et qui me convient, si je voulais indiquer avec plus de précision d'où vient le mal et comment il peut disparaître. Semblable tâche suf-

frait à elle seule à un travail de longue haleine. Je laisse à d'autres dont l'esprit est mieux armé pour la conduire à bonne fin, le soin de la poursuivre.

Le poids écrasant de l'impôt foncier qu'il faudrait alléger, les droits de douane peut-être insuffisamment protecteurs à relever, des intermédiaires onéreux à supprimer par la voie des syndicats; des méthodes plus perfectionnées de culture à répandre; des procédés plus pratiques d'assurances à trouver contre les multiples fléaux menaçant l'agriculture; les charges du service militaire à diminuer; un mouvement colonisateur à fomentier sur certains points; des avantages à accorder aux familles nombreuses sur d'autres; une certaine inaliénabilité à instituer en faveur des petits domaines, outils et moyens d'existence du travailleur agricole, comme cela se pratique aux États-Unis, tels sont entre autres quelques-uns des nombreux problèmes qui se posent en présence de la situation.

Il ne m'appartient pas de les résoudre mais il faudra pourtant qu'ils soient résolus et promptement, si l'on veut conjurer le péril social, le péril national que recèle un pareil état de choses et qui menace le pays des pires calamités.

Je sais bien que le cultivateur dont nous venons d'analyser le budget n'est point un pauvre homme sur le sort duquel il y ait lieu de beaucoup s'attendrir. Après tout c'est un indigent possesseur de 50,000 francs au soleil. Cependant il est victime d'une injustice.

Alors que le capital placé dans l'industrie et le commerce, quand il est mis en valeur par un homme intelligent et laborieux, rapporte communément le 5 % et souvent davantage, comme bénéfice net, à celui qui ne

l'exploite pas, il est inadmissible que le capital placé dans l'agriculture, qu'une bonne terre travaillée par un propriétaire qui la cultive lui-même et qui possède les qualités professionnelles voulues ne rapporte que le 4,20 % en produit brut, impuissante à payer même tout le travail qui lui est consacré.

Les vastes domaines où les procédés de la culture scientifique sont appliqués en grand peuvent échapper à cette loi ; les petits, ceux même d'une valeur déjà respectable de 50,000 francs, ne sauraient le faire, en l'état, nous venons de le voir.

Si bien qu'on se demande comment il se fait que le petit propriétaire cultivateur consente à persister dans ses efforts relativement stériles. Il aurait placé en rentes sur l'État le capital immobilisé sur sa terre, qu'il pourrait vivre de ses revenus sans rien faire, et avec plus d'aisance, dans ce même village où vous le voyez s'épuiser à la peine, réalisant ainsi, bien contre son gré par exemple, la théorie de cette école qui enseigne que le capital doit être improductif d'intérêts et se borner à produire le salaire de ceux qui le mettent en œuvre. Encore même à ce point de vue notre cultivateur pourrait-il se plaindre de n'avoir pas la part qui lui revient.

Pour moi si j'insiste ainsi sur le sort peu équitable fait au petit cultivateur, assurément c'est par esprit de justice, par sympathie pour mon ami Jacques Deschamps, mais c'est encore et surtout dans l'intérêt supérieur de la patrie et de la société.

La petite propriété rurale est à mes yeux une des bases fondamentales de l'ordre social, plus encore que la petite propriété industrielle ou commerciale, parce qu'elle est plus propre à se généraliser. Elle étend sur la surface du

pays tout un vaste réseau de familles, saines, robustes et laborieuses, sources vives des forces physiques et morales dont une nation a besoin pour se perpétuer; quand elle est suffisamment protégée, elle multiplie, dans la masse de la population, des groupes sociaux satisfaits d'eux-mêmes et des autres parce qu'ils sont à l'abri du besoin et qui constituent ainsi des éléments pacificateurs précieux; elle donne naissance à des milieux où les traditions nationales se conservent plus sûrement, où les lois de la sagesse des nations, œuvre séculaire du bon sens et de l'expérience populaires, sont mieux écoutées et honorées. Enfin elle forme une part importante de la fortune publique en France où elle absorbe une notable portion du territoire.

Elle mérite à ces divers titres un intérêt spécial, une protection particulière. Au lieu de cela, pendant trop longtemps, elle a été l'objet d'un délaissement dont les suites pourraient être irréparables. Il semble aujourd'hui que l'opinion publique se réveille à son endroit. Il était temps.

Qu'advierait-il en effet si les progrès du mal n'étaient rapidement enrayés. De nos jours le petit propriétaire tient encore à sa profession à laquelle il demeure attaché sous l'empire d'une triple passion : celle de la terre, aimée pour elle-même, un peu terre à terre mais respectable, et deux autres qui sont dignes de toutes les sympathies et auxquelles il obéit en se rendant plus ou moins compte du sentiment qui le fait agir : l'amour de la liberté et l'amour de la patrie, le plaisir d'être son maître et l'honneur de détenir une parcelle du sol de la France.

Mais ce sont là des arguments de sentimentalité seulement, si puissants soient-ils, et il est à craindre qu'il ne

viennent à céder à l'action presque irrésistible des questions d'intérêt.

Déjà des symptômes de découragement se manifestent. Sous le toit de nos petits propriétaires ruraux, sous le toit de celui que nous venons de visiter, n'est-ce rien que cette stérilité systématique du foyer domestique, où les berceaux se font rares ? La mise en pratique d'une loi fatale de prévoyance met déjà l'économiste en présence du fait flagrant du dépeuplement des campagnes, non-seulement par l'émigration vers les villes mais par la diminution du nombre des naissances, qui montre le pays atteint dans ses œuvres vives.

Demain le découragement peut devenir plus complet encore. Après avoir introduit la stérilité dans les familles, il éteindra le foyer. Le petit propriétaire, lassé de son ingrat labeur, suivant un courant de plus en plus accusé, délaissera la campagne pour la ville où il achèvera de consumer sa race dans la fièvre ou dans l'anémie. Quand cette heure de crise sociale aura sonné, quand les petits domaines prix de tant d'épargne et de travail cumulés, seront mis en vente et jetés sur le marché, de quelle dépréciation ne seront-il point frappés, en raison de leur maigre produit et de l'abondance de l'offre ? Ce sera pour la fortune publique une banqueroute devant laquelle tous les sinistres financiers contemporains ne seront rien.

De semblables éventualités ne peuvent laisser indifférent celui qui les entrevoit. Après tant d'autres je pousse le cri d'alarme.

En vue de l'utilité publique, on a fait d'immenses sacrifices pour reboiser les montagnes et retenir sur leurs pentes aujourd'hui arides les terres et les sources fécondes

qui leur rendront la riche frondaison des forêts; il faut de même, par des considérations d'intérêt général, savoir faire les sacrifices voulus pour empêcher la ruine de nos campagnes; il faut défendre par des institutions et des mesures protectrices ces petits domaines, groupés autour du clocher du village, afin de leur assurer une fécondité suffisante. La forte race de nos paysans propriétaires s'y attachera de plus en plus et ne tardera pas à s'y épanouir, comme aux plus beaux jours, pour l'honneur et la richesse de la France, en générations d'utiles et vaillants citoyens.

Cette œuvre de salut national s'impose. Et c'est dans la pensée de lui attirer le concours de quelques amis influents, de quelques conseillers éclairés de plus que j'ai entrepris de vous soumettre ce modeste travail, comptant, pour vous gagner à la cause de nos paysans, s'il en était besoin, beaucoup moins sur ma propre éloquence que sur celle des chiffres et des faits.

Je termine, et comme mot de la fin j'emprunte sa formule à l'un de nos écrivains contemporains les plus goûtés. Prosper Mérimée aimait à prendre congé de ses lecteurs, sur cette phrase : « excusez les fautes de l'auteur ». Je vous adresse la même prière, mais avec combien plus de fondement. Sous la plume de Mérimée sa requête n'était qu'une coquetterie raffinée d'auteur impeccable, sous la mienne elle n'est que trop justifiée. Je puis du moins invoquer un motif à l'appui de l'indulgence que je sollicite de vous : en me soumettant aux obligations imposées à vos récipiendaires, en m'efforçant d'apporter ma part de renseignements à l'étude d'une question à l'ordre du jour, j'ai fait preuve de bonne volonté et il a été dit : « Paix aux hommes de bonne volonté ».





RÉPONSE
AU
DISCOURS DE M. DE BEYLIÉ

PAR
M. PAUL FOURNIER

PRÉSIDENT

MONSIEUR,



A critique, qui ne respecte rien — pas même les Académies de province — a souvent mal-traité les exigences de notre règlement, assez arriéré pour imposer aux membres nouvellement élus l'obligation de prononcer leur « discours de réception ». Prétention ridicule, disent les uns; insupportable pédantisme, répondent les autres; et tous de déplorer notre amour exagéré pour des exercices dignes tout au plus de l'approbation de Philaminte et de Bélise, s'il leur était, par malheur, arrivé de s'égarer en province. La meilleure

réponse à faire à nos censeurs eût été de les inviter à venir vous entendre ce soir : ils n'eussent pu manquer de reconnaître, malgré toutes leurs préventions, que le travail auquel, non sans quelque pompe, nous donnons le nom de discours de réception, n'est point un pur exercice de rhétorique, et, qu'une fois de plus, nous devons à la fidèle observation de nos traditions, une étude à la fois intéressante et consciencieuse, où se combinent dans une heureuse proportion les idées générales et les faits concrets, dont se dégage une conclusion, à la vérité peu rassurante, mais fort nettement présentée. Laissez-moi vous remercier, Monsieur, de nous avoir ainsi payé votre bienvenue.

A dire vrai, vous nous deviez bien quelque indemnité; car il y a longtemps que nous vous attendions. Par votre goût marqué pour les choses de l'esprit, par votre dévouement au bien public, par l'estime et la sympathie qui vous entourent, vous étiez désigné pour prendre place dans notre compagnie; vous y eussiez retrouvé l'homme éminent, trop tôt frappé par la mort, auquel vous unissaient les liens les plus étroits. Depuis longtemps nous nous ennuyions de ne point vous voir remplir le siège qui vous était destiné. Or, voici que vous l'occupez et que, du même coup, vous nous avez montré tout ce que nous pouvons attendre de votre collaboration: notre satisfaction est vive de saluer en vous un confrère dont le début nous fait oublier une attente de neuf ans. Puisse votre exemple trouver de nombreux imitateurs! Je n'ai pas besoin de dire que je m'adresse ici à ces retardataires endurcis que nous refusons encore à classer parmi les impénitents.

Votre modestie ne se froissera pas, Monsieur, si je

rappelle brièvement les motifs sur lesquels se fondent notre joie et nos espérances.

Dès vos jeunes années, vous avez joui d'un privilège insigne : Alsacien en même temps que Dauphinois, vous avez été de bonne heure mis en contact, non seulement avec les maîtres français, mais encore avec une littérature étrangère. Je ne sais s'il est un avantage plus précieux pour un jeune homme que celui de grandir sur la limite de deux mondes et d'être en état de puiser à pleines mains dans les trésors de deux civilisations. Ainsi tombent les préjugés mesquins, ainsi s'élargissent les idées en même temps que les horizons, ainsi l'expérience s'accumule en même temps que le jugement s'affermi. Ne m'en veuillez pas, Monsieur, de profiter de votre exemple pour prêcher l'étude des langues et des littératures étrangères. Il semble que nos programmes officiels, au moins depuis 1870, n'aient rien négligé pour en propager la connaissance. Évidemment d'importants résultats ont été obtenus; je crains bien qu'ils ne soient inférieurs à notre attente. Ils sont rares, très rares, je puis vous l'affirmer par expérience, les jeunes gens qui, échappés des mains des examinateurs du baccalauréat, pensent à s'entretenir dans la connaissance de l'allemand ou de l'anglais qu'ils sont censés avoir appris. Là-dessus, dans nos Facultés, les objurgations des maîtres sont impuissantes : j'en sais qui renouvellent à chaque occasion leurs exhortations pressantes, tout en ayant la conscience que leurs conseils ont tout juste la valeur de ceux de Cassandre, sans qu'il soit possible de dire si l'effort demandé aux jeunes gens leur semble par trop pénible ou par trop superflu.

Vous, Monsieur, vous avez su éviter ce danger. Votre regard ne s'est point détaché du mouvement intellectuel

d'Outre-Rhin, et en le considérant attentivement, vous avez appris à mieux aimer la France. C'est que vous avez su comprendre cette vérité, qui domine l'histoire de l'Europe : la France fut, au moins à deux reprises, le foyer de la civilisation occidentale, au XII^e et au XVII^e siècle. Le moyen âge est français, français aussi sont les temps modernes, jusqu'à l'aurore de notre siècle. Il y a vingt ans, vous en donniez la preuve à vos confrères de la conférence des avocats stagiaires, auxquels vous lisiez une intéressante étude sur « l'Histoire de l'influence de la langue française en Allemagne¹ ». Au lendemain de nos désastres, vous vouliez rendre courage à vous-même et aux autres en recherchant les titres de notre antique prédominance dans le monde intellectuel : vous en montriez les preuves évidentes ; vous alliez jusqu'à faire le compte des mots français qui se sont introduits dans la langue allemande, sans prévoir que d'augustes personnages s'efforceraient plus tard d'en abrégier la liste, afin de hâter la défaite définitive de l'ennemi héréditaire.

Cependant la pure littérature n'était qu'une halte pour vous. Vous êtes de cette génération qui, déçue par de trompeuses apparences, fut soudain éclairée par la terrible lumière de nos défaites. Des malheurs du pays vous avez gardé une indestructible impression : je me hâte de dire que ce ne fut point une impression de découragement. Vous avez compris qu'un devoir s'imposait à tous, celui de relever la France, et qu'il incombait à chacun de travailler à cette œuvre, là où la Providence l'avait placé. Ce but très simple et très grand, vous avez l'honneur de ne l'avoir point perdu de vue.

¹ Lecture faite à la séance de rentrée de la Conférence des avocats, le 19 décembre 1873. Grenoble, 1874, in-8° de 44 pages.

Vous occuper des choses militaires n'était que vous conformer à une tradition de famille. Pendant la guerre, alors que deux des vôtres tombaient, l'un frappé à mort, l'autre blessé gravement, vous même faisiez votre devoir en compagnie des Mobiles de l'Isère. En même temps que vous combattiez, vous regardiez autour de vous, et vous saviez marquer avec une parfaite justesse le rôle de ces troupes improvisées qu'on déprécia trop souvent après leur avoir demandé ce qu'on eût à peine demandé aux vieilles bandes de Louis XIV ou de Napoléon. Je n'en veux d'autre preuve que ces strophes de votre complainte du petit Moblot, si touchante dans sa fine simplicité ¹ :

Or, il s'est si bien débattu
Pour défendre sa France
Que lorsqu'on croyait tout perdu,
On reprit espérance.

.....
Non, non, ne riez pas de lui
C'est injuste et c'est lâche !
Songez qu'il était tout petit,
Que rude était sa tâche.

Que les plus vaillants avaient dû
Succomber dans la lutte,
Et que c'est beaucoup qu'il ait pu
Retarder notre chute.

¹ *Complainte du petit Moblot* (composée en 1892), par Jules Cholet (J. de Beylié); imprimée à Grenoble, en 1893, à l'occasion du banquet des anciens Mobiles de l'Isère (12 février 1893). M. de Beylié a prononcé de nombreux discours dans des cérémonies patriotiques : on les retrouvera à leur date dans les journaux périodiques du Dauphiné. Il convient d'y joindre le discours prononcé à Laval, le 16 octobre 1892, au nom des Mobiles de l'Isère; on le trouvera dans la brochure in-4° de 19 pages, publiée à Laval, en 1893, par la Société du Souvenir Français, sous ce titre : *Inauguration du monument de Saint-Melaine à Laval*.

Au risque d'être taxé de présomption, je me figure que l'histoire ratifiera ce jugement.

Depuis la réorganisation de notre armée, vous avez servi comme officier dans les rangs de la réserve et de l'armée territoriale. Là, vous n'avez point borné votre mission à la tâche strictement demandée par les règlements : vous avez su l'envisager de plus haut. Par un temps d'individualisme à outrance, vous avez compris l'importance de la grande fraternité militaire, celle du régiment : vous avez donné votre concours à toutes les œuvres qui multiplient les occasions où se réchauffe cette fraternité. J'ai à peine besoin de rappeler votre rôle dans la Société de Tir, où les anciens soldats se retrouvent pour compléter ensemble leur éducation militaire. Nous n'avons pas oublié non plus cette mémorable réunion que vous organisiez naguère pour réveiller dans le cœur des anciens Mobiles, vos camarades, les bons et grands souvenirs, les souvenirs des travaux et des peines endurés en commun pour la patrie, par eux et par vous, alors que vous aviez vingt ans. Certes on ne dira pas de vous que vous cherchez ce qui divise. Et si votre action s'étend sur les vivants, votre sollicitude ne néglige pas les morts. Par la Société du Souvenir Français, dont vous êtes le représentant, vous travaillez à conserver la mémoire de ces milliers de braves gens, tombés pour la patrie, dont l'histoire ne recueillera point les noms : ainsi vous refaites à votre manière l'œuvre que notre grand peintre dauphinois a consacrée : « Aux héros morts sans gloire. »

Tel vous vous êtes montré dans la vie militaire, tel vous vous retrouvez dans la vie civile. Lorsque s'est brisée la carrière choisie par vous, loin de vous isoler dans un mécontentement stérile, il semble que vous ayez

pris la résolution de vous refaire une carrière où chacun de vos pas serait marqué par des services volontairement rendus. Pendant des années vous n'avez épargné ni votre temps, ni vos peines, au Tribunal de commerce et dans les sociétés artistiques, toutes les fois qu'il s'agit d'une entreprise utile à votre chère cité.

Vous êtes de ceux qui ne refusent pas le travail; qu'il s'agisse de concilier deux plaideurs dont un procès va aigrir le caractère et vider la bourse, ou encore de former le goût des jeunes gens, employés et ouvriers, qui se pressent dans les sociétés musicales, utiles rivales du cabaret, vous vous mettez à la besogne sans hésiter, avec cette belle confiance qui fait la moitié du succès. Nul plus que vous n'est étranger au pessimisme dont s'est honorée la génération qui nous a suivis, sans doute parce qu'il lui a si bien réussi. Pardonnez-moi d'insister sur ce côté d'une activité qui me paraît singulièrement féconde. Vous et les hommes de cœur qui se sont conduits comme vous, vous avez bien fait de vous appliquer à unir vos concitoyens plutôt qu'à fomentier entre eux des haines. C'est à l'esprit étroit du sectaire qu'il appartient d'entretenir les divisions dont il vit; pour vous, vous avez bien fait de vous consacrer à élargir le terrain où les honnêtes gens peuvent se rencontrer et s'unir. En travaillant à cette cause il s'est trouvé que vous avez obtenu l'approbation générale, qui n'est d'ailleurs qu'une des manifestations de la paix accordée aux hommes de bonne volonté : c'est une récompense que vous méritiez bien.

La préoccupation d'être utile ne domine pas seulement les actes de votre vie : elle inspire la direction de vos études et le choix de vos travaux. Décidément vous êtes attiré par les questions d'économie sociale : je n'en veux

d'autre preuve que les deux monographies qui sont les derniers écrits sortis de votre plume : celle du propriétaire cultivateur des environs de Grenoble dont nous venons d'entendre la lecture et celle de l'Association des ouvriers teinturiers en peaux, que vous lisiez l'année dernière à la société de Statistique¹. Vous prépariez ainsi, en suivant la méthode de Le Play, des éléments pour la solution de deux questions d'une importance capitale pour l'avenir de notre société. Quelle est exactement la situation du paysan propriétaire ? Est-il possible d'attendre quelque résultat utile des sociétés coopératives de production ? En d'autres termes, que valent pour la solution de la question sociale, les applications actuelles de deux théories de valeur fort inégale : la terre au paysan, l'usine à l'ouvrier ?

Sur le rôle des associations coopératives, la conclusion de votre mémoire est nettement encourageante. Sans doute, l'Association des ouvriers teinturiers en peaux, dont tous les Grenoblois se rappellent l'établissement sur le cours Saint-André, a définitivement échoué après une lutte opiniâtre de vingt ans. Mais cet échec est dû à une cause sur laquelle vous jetez une abondante lumière. Par ses statuts, l'Association Grenobloise s'était imposé l'obligation de choisir le directeur parmi les ouvriers sociétaires. On devine sans peine que le directeur, ouvrier élu par ses pairs, ne put avoir sur eux une autorité suffisante : d'ailleurs, si par hasard il commettait des fautes, sa responsabilité pécuniaire était illusoire, comme sa solvabilité.

C'est ainsi que l'Association périt faute de direction

¹ Association des ouvriers teinturiers en peaux de Grenoble : *Extrait du Bulletin de la Société de Statistique de l'Isère*, 4^{me} série, t. I.

sérieuse. Privés de chef, les sociétaires délaissèrent l'usine les uns après les autres; les ateliers ne tardèrent pas à se vider, et le combat finit faute de combattants. Et cependant les sociétaires, dites-vous, étaient pour la plupart très rangés, très laborieux et très dévoués aux intérêts sociaux : le défaut de direction a rendu inutiles toutes ces bonnes qualités. Nouvelle application du mot de saint François de Sales : mieux valent cent moutons commandés par un lion que cent lions commandés par un mouton. Seulement, si les cent moutons sont chargés de nommer leur chef, il y a gros à parier qu'ils ne désigneront pas le lion. C'est évidemment la plus grosse difficulté de toutes les associations ouvrières : elle ne saurait être surmontée qu'à force d'abnégation et d'esprit de discipline, et comme ces qualités ne sont pas courantes, je suis tenté de me déclarer un peu moins optimiste que vous. Il faut d'ailleurs reconnaître avec vous qu'au moins dans l'industrie dont vous vous êtes occupé, le succès d'ouvriers coopérateurs qui sauraient se donner un bon gouvernement pourrait être considéré comme à peu près certain.

La coopération ouvrière, c'est peut-être l'avenir, en tout cas fort lointain : le paysan propriétaire, c'est le présent de notre société. C'en est aussi le passé, car la petite propriété rurale est l'œuvre par excellence du paysan français. Type bien caractéristique, à dire vrai, que celui de ce paysan dont le portrait, à mon avis, se laisse assez mal saisir par les littérateurs de profession, depuis La Bruyère jusqu'à Zola, même quand ils prétendent faire de la littérature documentée. Sans doute Jacques Bonhomme traverse parfois des périodes affreuses de misère, et alors le tableau poussé au noir de La

Bruyère n'est qu'une reproduction exacte de la vérité. Mais donnez-lui quelques années de paix, de bon gouvernement et de saisons favorables, et bientôt, grâce à la merveilleuse élasticité de la race, vous le verrez relevé et transformé. Ce sera, par exemple, le paysan prospère de la première moitié du xiv^e siècle, alors que les campagnes n'avaient pas encore été foulées par la guerre de Cent Ans. Ce sera le paysan aisé des temps antérieurs aux guerres de religion. C'est alors que par son économie tenace et sa dureté pour lui-même, il met de côté, sou par sou, le petit trésor qui lui permettra d'acheter la parcelle de terre depuis si longtemps convoitée, et après celle-là une autre : pendant que la noblesse se ruine, Jacques Bonhomme devient maître du sol : il en possède presque le tiers à la veille de la Révolution. Ce n'est pas d'ailleurs que depuis cette époque la petite propriété rurale ait fait beaucoup de conquêtes : tous les économistes reconnaissent que, depuis lors, c'est la moyenne propriété qui a augmenté et non la petite. Quoi qu'il en soit, ces paysans propriétaires sont la réserve des forces du pays, comme ils sont, vous le disiez fort bien, Monsieur, la base la plus solide de notre société ; les étrangers le savent, et c'est pourquoi tous s'accordent, en dehors de nos frontières, à nous envier la classe de nos paysans propriétaires. Pour sauver l'Irlande, c'est encore le meilleur remède qu'on ait trouvé, et je me demande s'il ne vaudrait pas mieux que le *Home Rule* qui pourrait bien ne faire qu'assurer le triomphe des politiciens de profession. C'est pourquoi, Monsieur, je vous avoue que je me sens très vivement attristé par les conclusions qui résultent de votre lecture si attachante. Votre héros ne manque ni d'instruction, ni d'intelligence, il est laborieux et économe,

il n'a point de dettes, aucune charge onéreuse ne pèse sur lui. Et cependant son exploitation ne lui donne pas 5 %, c'est-à-dire que ses journées de travail ne lui rapportent pas le prix qu'elles rapporteraient à un ouvrier à gages, et que n'étaient l'indépendance que lui assure la propriété foncière et la supériorité morale qu'elle lui procure, il aurait intérêt à liquider son exploitation pour chercher un autre gagne-pain.

C'est vraiment une question troublante que celle de savoir si la position de Jacques Deschamps est celle de tous ses pareils. S'il en était ainsi, la petite propriété ne serait pas loin de sa ruine, et le temps approcherait où capitalistes et spéculateurs pourraient reconstituer les grands domaines. Il serait bien important pour nous d'être fixés sur ce point : nul mieux que vous, Monsieur, ne pourrait nous rassurer ou nous confirmer dans nos inquiétudes. Donnez encore quelques coups de sonde, c'est-à-dire communiquez-nous, sur des congénères de votre héros, quelques monographies qui étendront le champ de vos observations. Que nous en soyons à la fois intéressés et instruits, c'est ce que l'expérience de ce jour démontre surabondamment.

Quelles qu'en soient les conclusions, vos études sont marquées par un trait frappant : c'est une sympathie profonde pour tous ceux qui souffrent et qui peinent. C'est vous qui avez composé une chanson de route pour faire oublier aux Alpinistes l'ardeur du soleil et l'âpreté des rochers : ainsi vous agissez dans le grand voyage de la vie ; vous songez à consoler et à reconforter vos compagnons. A côté d'eux vous marchez, et aussi vous chantez :

Là, tout là-bas, là tout là-haut
Un souffle pur enivre
Et de tout importun fardeau
Notre âme se délivre.

.....
C'est tout là-bas, dans le lointain,
Vers ces cimes splendides,
C'est tout là-haut, c'est tout là-bas
Que nous portons nos pas¹.

¹ *Chanson de route du Club Alpin*, paroles de M. Jules Cholet (J. de Beylié), musique de M. Joanni Nove, illustrations d'Émile Guigues, éditée par la Librairie Artistique, à Grenoble. Il n'est pas inutile de signaler ici une autre poésie du même auteur (encore signée Jules Cholet), intitulée : *Soleil de Mai*, dans le *Sylphe, organe des littérateurs du Dauphiné*. Voiron, 1891, pp. 45 et 46.





JETONS DU DAUPHINÉ

(DERNIER ARTICLE)

PAR

M. J. ROMAN

Membre associé.

JETONS MUNICIPAUX.



NE seule ville du Dauphiné a fait frapper des jetons, c'est celle de Vienne. La date de ces jetons se circonscrit dans l'espace de cinquante ans environ, de 1575 à 1625. Ils sont, du reste, peu nombreux et assez rares, et étaient probablement destinés à l'usage des trésoriers et des contrôleurs des finances municipales de Vienne. Le plus ancien est le suivant :



1. V. VRBS SENATORIA ET CIVITAS SANCTA. Écusson déchiqueté et chargé d'un arbre.

᠙. Revers identique.

Cuivre. — Musée de Grenoble.

Les armoiries de Vienne étaient primitivement d'*argent à un orme de sinople* ; au *xvii^e* siècle, c'est-à-dire postérieurement à l'émission du jeton décrit ci-dessus, on y a ajouté un calice d'or surmonté d'une hostie d'*argent*, placés au milieu des branches de l'orme, et une bande-rolle transversale avec la devise : *Vienna civitas sancta*.

On trouve la même devise, légèrement allongée et modifiée de la manière suivante, sur certains sceaux de Vienne : *Vienna civitas sancta, martyrum sanguine dedicata*.



2. Dans le champ grand V entre deux rinceaux et surmonté d'un troisième rinceau.

Ⓜ. + VIENNA (trèfle) SANCTA (annelet) SIVITAS (sic).

Dans le champ IHS surmonté d'une barre abrégative et placé au-dessus d'un rinceau.

Cuivre. — Autrefois collection de Bye. — Publié dans la *Revue de numismatique belge*, 1881, p. 77.

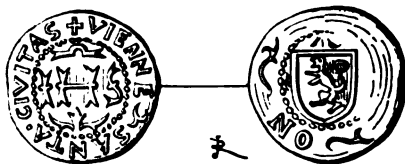
Cette pièce date du commencement du XVII^e siècle.



3. Dans le champ grand V entre deux rinceaux, surmonté d'un troisième rinceau; tout autour la légende IENA. CIVITA : SANCTA.

Ⓜ. XPS : REG : XPS : IMPER. Dans le champ IHS surmonté d'une barre abrégative et placé au-dessus d'un rinceau.

Cuivre. — Autrefois collection de Bye. — Publié dans la *Revue de numismatique belge*, 1881, p. 78.



4. + VIENNE (rinceau) SANTA. CIVITAS. Dans le champ IHS surmonté d'une barre abrégative et placé sur un rinceau.

À... (*rinceau*) ON (*rinceau*). Écu à un lion.

Cuivre. — Musée de Lyon. — Publié dans la *Revue de numismatique belge*, 1881, p. 79.

Le revers de cette dernière pièce porte l'écu du Chapitre de Saint-Maurice de Vienne; les lettres ON qui seules subsistent de la légende pourraient bien avoir fait partie du mot *canONicorum*, *insignia canonicorum*, ou quelque chose d'approchant.

Les trois derniers jetons décrits sont du plus détestable travail; leur seul intérêt est leur rareté.

SOCIÉTÉ SAVANTE.

Des lettres patentes du mois de novembre 1780 approuvèrent la création de l'Académie delphinale qui s'était constituée peu de mois auparavant. Le Roi lui donna les armoiries suivantes : *d'azur à un livre ouvert d'argent, au chef cousu de gueules chargé d'une fleur de lis d'or entre une rose et un dauphin*. Cette société savante a l'honneur rare, unique peut-être, parmi les sociétés de province de posséder un jeton qui date de quatre-vingt-dix-huit ans. Supprimée, ainsi que toutes les corporations et autres sociétés libres, littéraires, de bienfaisance, etc., par la Convention, comme suspecte de fédéralisme, elle fut reconstituée en l'an iv sous le nom de *Lycée* ou *Lycée des Arts*, et la pièce suivante, probablement un jeton de présence, fut frappée au moment de sa résurrection.



5. PATRIÆ ET MUSIS. Autel rond sur lequel est une flamme ; à gauche un laurier, à droite un palmier ; au bas à droite on voit un objet qui paraît être un monument celtique et une urne de laquelle jaillit un fleuve, sans doute l'Isère : à l'exergue : AD ISARAM.

᠙. LYCÉE-DE-GRENOBLE-AN IV en quatre lignes dans une couronne de chêne.

Argent et Cuivre. — Coll. de M. Chaper.

Cette pièce est d'un fort joli travail ; elle est beaucoup plus rare en cuivre qu'en argent. Le coin original en acier est conservé dans les vitrines de la bibliothèque de Grenoble.

PERSONNAGES DAUPHINOIS.

Cette description de l'ensemble des jetons du Dauphiné ne serait pas complète si je n'y joignais ceux de quelques personnages marquants, originaires du Dauphiné, qui ont fait leur chemin dans le monde et ont possédé des charges ailleurs que dans notre province.

ÉTIENNE DE VESC.



6. (*couronnelle*) ESTIENNE : DE : VEST : CHEVALIER. Écu de Vesc, *palé d'argent et d'azur de six pièces, au chef d'or*

R. (*couronnelle*) PRESIDENT (*quatrefeuille*) DES (*quatrefeuille*) COMPTES : (*quatrefeuille*) : Champ semé de neuf fleurs de lis.

AR. — Cabinet de France.

Étienne de Vesc est un Dauphinois douteux, peut-être était-il Languedocien ; on ne sait pas exactement où il est né. Quand il fut arrivé au comble de la fortune, il se fit reconnaître sans difficulté en qualité de parent par les de Vesc dauphinois. Était-il bâtard ? A-t-il simplement profité d'une similitude de nom ? C'était, quoi qu'il en soit, un homme d'une rare valeur. Né vers 1447, en 1470 il était échanson et premier valet de chambre du roi, en 1480 prévôt de Meaux ; il fut nommé le 29 mai 1489 président de la Chambre des Comptes de Paris, sénéchal de Carcassonne en 1490, sénéchal de Beaucaire en 1491. Il usa de l'influence qu'il avait sur le roi Charles VIII

pour le pousser à une expédition en Italie ; il fut créé en 1493 capitaine de Gaëte et duc de Nola et mourut à Naples sept ans plus tard, le 6 octobre 1501, sans laisser de postérité d'Anne Courtois qu'il avait épousée en 1475. Comme on peut en juger, la carrière d'Étienne de Vesc fut brillante.

Notre jeton, qui date vraisemblablement de 1489, est extrêmement remarquable au point de vue de l'art, et d'une rare finesse de travail. Je n'en connais qu'un seul exemplaire et le crois inédit. Il n'a pas été publié par M. de Boislisle dans sa remarquable étude sur Étienne de Vesc.

HUMBERT DE BEAUVOIR.



7. + HIMBERTVS : DE : BEAUVVOIR (*quintefeuille*). Écu écartelé d'or et de gueules, entouré d'un cordon à gros grains.

᠙. + SANCTE : GEORGI : ORA PRO NOBIS. Saint Georges nu sur un cheval galopant à gauche et donnant un coup de lance à un dragon ailé, étendu sous les pieds du cheval.

Cuivre. — Musée de Lyon. — Publié dans la *Revue de numismatique belge*, 1880, n° 3.

Humbert de Beauvoir, fils d'Aymar de Beauvoir, sei-

gneur de Beauvoir de Marc et de la Palud, qui vivait en 1411, entra dans l'ordre de Malte, fut commandeur de Saint-Georges de Lyon et restaura cette maison de 1492 à 1498. C'est entre ces deux dates extrêmes que doit se placer l'émission de cette curieuse pièce dont je ne connais qu'un seul exemplaire.

ORONCE ÉMÉ.



8. + REG. BNEFI. ORON. EME. PSES CAME. PED. ET. SAB. Écu d'azur à l'agneau d'argent surmonté d'une salamandre dans les flammes tournée à droite et retournant la tête ; au-dessus est une couronne. En légende intérieure : MANSVETVS (*fleuron*) SICVT.

R. (*fleuron*) F couronné. P. GAL. R. SAB. DV. PED. PR. REG 1541 (*fleuron*). Écu de France couronné et entouré du collier de Saint-Michel.

AR. — Cabinet de France.

La légende de l'avvers doit s'interpréter : *Regis beneficio Orontius Émé preses camere Pedemontis et Sabaudie*. Et la légende intérieure combinée avec l'agneau de l'écu : *Mansuetus sicut agnum*.

La légende du revers doit se lire : *Franciscus primus Gallie rex, Subaudie dux, Pedemontis provenciam reges*

ou *princeps regnat*. Il faut remarquer que cette légende est identique, sauf la date antérieure de trois ans, à celle du jeton de Guiffrey-Boutières que j'ai publié dans un précédent article. D'autres jetons frappés comme ceux d'Émé ou de Boutières en Piémont ont un revers absolument semblable.

Oronce Émé était fils d'Oronce Émé, gouverneur d'Asti et vibailli de Briançon à la fin du ^{xv}^e siècle. Il fut d'abord conseiller au Sénat de Piémont, puis président de la Chambre des Comptes de la même principauté. Il ne paraît pas avoir laissé de postérité.

La famille Émé, originaire de Molines en Queyras où ses membres exerçaient depuis le ^{xiv}^e siècle la profession de notaire, puis fixée à Embrun dans le cours du ^{xv}^e, a rempli des charges importantes dans la magistrature et dans l'armée; elle porte maintenant le titre du marquisat de Marcieu.

Je ne connais qu'un seul exemplaire du jeton d'Oronce Émé.

ÉTIENNE DE RIVOIRE.



9. D. STEPHANVS RIVOIRE CVSTOS LVGDVNI. Écu déchiqueté aux armes de Rivoire, c'est-à-dire *d'argent à deux fascés de gueules, à une bande d'azur chargée de trois fleurs de lis brochant sur le tout*.

À. SANCTVS (*rameau*) STEPHANVS. Saint Étienne nimbé et debout, tenant une palme de la main droite et de la gauche relevant sa dalmatique dans laquelle sont trois pierres. Au-dessous la date 1547.

Cuivre. — Musée de Lyon. — Publié dans la *Revue de numismatique belge*, 1880, n° 3.

Étienne de Rivoire était fils d'Ymbaud de Rivoire, seigneur de Romanieu, et de Jeanne du Chevalard. Il fut élu chanoine-comte de Lyon en 1530, et en 1546 il fut nommé par le Chapitre grand custode de Saint-Jean.

CATHERINE DE CLERMONT.



10. (*quatrefeuille*) C · CATERINE · DE · CLERMONT. 1564. Nuée rayonnante et entourée d'étoiles; au-dessus sur une banderole : INTER ASTRA.

À. (*quatrefeuille*) CE NOM A CREDIT ETERNEL. Dix jeunes filles debout tenant toutes avec leurs mains étendues une couronne de lauriers au-dessus d'un monogramme composé de deux C enlacés.

Cuivre. — Musée de Lyon.

La légende du revers n'est autre que l'anagramme du nom de Catherine de Clermont.

J'ai cherché avec persistance quelle était cette Catherine de Clermont; la seule personne à laquelle ce jeton puisse convenir aussi bien dans les Clermont du Dauphiné que dans les Clermont d'Amboise, est Catherine de Clermont, fille d'Antoine de Clermont, seigneur de Tallard et de Tonnerre, et d'Anne de Poitiers-Saint-Vallier. D'abord religieuse à Montfleury près de Grenoble, puis abbesse de Montmartre, elle mourut en 1589. Si ce jeton lui appartient, il a, sans doute, été frappé avant son entrée dans les ordres.

Le joli revers de cette pièce a été gravé par Étienne de Laune¹ et a été utilisé, avec quelques modifications, dans des médailles d'Antoine de Navarre, d'Henri III et de Charles IX. Les poinçons originaux existent encore au Musée de la Monnaie, à Paris.

Je ne connais qu'un seul exemplaire du jeton de Catherine de Clermont.

ISAAC DE LAFFEMAS.



11. ISACIVS DE LAFFEMAS 1655. Son buste tourné

¹ Mazerolle. Les grands Médailleurs de France. *Gazette des Beaux-Arts*, octobre 1892.

à droite, coiffé d'une calotte, revêtu d'une robe de magistrat.

À. FIDELIS · ES · AC · IVS · AMAS. Écu *d'or à un arbre de sinople*, timbré d'un heaume de face, cimé de trois plumes, entouré de lambrequins.

AR. — Cabinet de France. — CVI. — Coll. Chaper.

Il existe des exemplaires de ce jeton où la tête de Laffemas est reproduite des deux côtés.

Isaac de Laffemas appartient à une famille essentiellement dauphinoise. Son père Barthélemy de Laffemas, écrivain agronomique célèbre, fut le propagateur dans le midi de la France de la culture du mûrier. De sa femme Marguerite Lebret, il eut notre Isaac, qui fut seigneur d'Humont, secrétaire du roi, maître des requêtes, conseiller au parlement de Bordeaux, intendant en Champagne et dans le pays Messin et enfin lieutenant civil de la vicomté de Paris. Il épousa Jeanne-Marie Haudebens en 1608, puis Charlotte Becquet. On l'appelait l'âme damnée du cardinal de Richelieu, dont il exécuta toujours sans hésitation les ordres les plus tyranniques.

PIERRE GUÉRIN DE TENCIN.

Il n'existe aucun jeton de ce prélat et homme d'État dauphinois comme archevêque d'Embrun ; on en connaît au contraire plusieurs frappés pendant qu'il était archevêque de Lyon. En voici deux :

12. P. CARD. DE TENCIN. Son buste tourné à droite,

coiffé d'une calotte, portant un rabat et un camail sur lequel est passé le cordon de l'ordre. Sous le bras : DUVIV.

℞. ARCHIEP LVGD. UNUS E REGNI ADMINISTRIS. Écu ovale de Tencin d'or à un arbre de sinople, au chef de gueules chargé d'une étoile d'or cotoyée de deux bésants de même. Il est posé sur une croix à huit pointes, entouré du cordon de l'ordre, timbré de la couronne ducale, cimé d'une croix épiscopale à double croisette. Sur le tout le chapeau de cardinal à cinq pendants.

AR. — Cabinet de France et coll. Chaper.

Le cardinal de Tencin ayant été créé ministre d'État en 1742, c'est après cette époque que ce jeton a été gravé par le célèbre Duvivier.



13. *Anépigraphe*. Écu ovale aux mêmes armes, dans un cartouche, timbré de la couronne ducale, posé sur une croix à huit pointes, cimé d'une croix épiscopale à double croisette ; au-dessous de l'écu pend la croix de l'ordre. Sur le tout, le chapeau de cardinal à cinq glands.

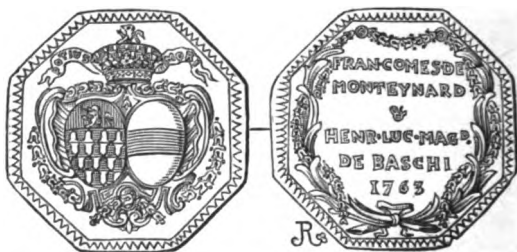
℞. *Anépigraphe*. Écu aux armes de la ville de Lyon, dans un cartouche orné, supporté par le Rhône et la Saône, personnifiés par un homme et une femme.

AR. — Cabinet de France. — Cuivre. — Coll. Chaper.

Cette pièce a été frappée postérieurement à 1740, date de la nomination de Tencin à l'archevêché de Lyon.

Ce personnage trop connu, né à Grenoble, le 22 août 1680, d'Antoine Guérin de Tencin, conseiller au parlement, et de Louise de Buffevent, mourut le 2 mars 1758.

FRANÇOIS DE MONTEYNARD.



14. *Anépigraphe*. Écussons ovales juxtaposés, *de vair au chef de gueules chargé d'un lion issant d'or* (Montaynard), et *d'argent à la fasce de sable* (Baschy), dans un cartouche orné, timbré d'une couronne princière fermée aux couleurs de l'écu, cimée d'un lion et ornée d'une banderole sur laquelle ont lit : POTIVS MORI.

FRAN · COMES · DE - MONTEYNARD - & - HENR · LUC · MAGD · - DE BASCHI - 1763 en six lignes dans une couronne de palmes entremêlées de guirlandes. Jeton hexagone.

AR. — Coll. Chaper.

François, comte de Montaynard, naquit le 28 août 1735 ;

il fut colonel, maréchal de camp, puis gouverneur de Bourgogne et de Chalon-sur-Saône, épousa Henriette-Louise de Baschi, le 15 juin 1763, et mourut pendant l'émigration à Lugano, le 9 mai 1798.

SUPPLÉMENT.

Depuis la publication que j'ai faite de l'ensemble des jetons du Dauphiné dans le *Bulletin de l'Académie delphinale*, divers jetons nouveaux ont été trouvés. Tous appartiennent à des magistrats des finances. En voici la description qui complètera dans la mesure du possible la publication précédente.

EYNARD FLÉHARD.



15. (*Petit dauphin*) M : EINARD : FLEHARD : AVDI-TEVR : Écu écartelé de France et de Dauphiné, dans une bordure engrelée.

R. + : DES : CONPTES : X : DV : DAVLPHINE. Écu de la famille de Beaune (*de gueules au chevron d'argent accompagné de trois bésants d'or*), dans un entourage engrelé.

AR. — Cabinet de France. — Publié dans la *Revue de numismatique belge*, 1887, p. 411.

Ce jeton est exactement le même, sauf le nom du personnage, que celui d'Antoine Moine que j'ai publié dans l'article consacré à la description des jetons de la Chambre des Comptes, sous le n° 23. Il offre une particularité fort curieuse, c'est que les armoiries du revers, aussi bien que celles du jeton d'Antoine Moine, ne sont pas celles de ces personnages. Cela pouvait être douteux pour Antoine Moine, dont les armoiries ne sont pas connues, mais cela ne peut faire aucun doute pour Eynard Fléhard. En effet, les armes de la famille Fléhard se retrouvent non seulement dans les armoriaux, mais sur des sceaux et dans les sculptures d'une maison qui lui a appartenu dans la Grande-Rue à Grenoble. Elles étaient *d'or au chevron d'azur chargé en chef d'un soleil d'or et en pointe de deux croissants d'argent*.

Les armoiries gravées sur les jetons d'Eynard Fléhard et d'Antoine Moine sont tout simplement celles de Jacques de Beaune, général des finances en Dauphiné, telles qu'elles paraissent sur son jeton que j'ai décrit dans l'article consacré aux cours de justice et de finance, n° 31. C'est une preuve de l'influence prépondérante qu'au commencement du xvi^e siècle les financiers étrangers avaient déjà prise dans la province du Dauphiné.

Eynard Fléhard, fils d'un marchand de Grenoble, épousa Jeanne Odebert, fille de Pierre Odebert, auditeur des comptes; il fut nommé auditeur des comptes lui-même à la place de son beau-père, le 23 janvier 1497, et résigna son office à son frère Jean Fléhard, le 15 juin 1522. Cette famille Fléhard, partie de rien, arriva en moins d'un siècle à donner des présidents au parlement de Grenoble et un évêque de cette ville.

HENRI BOHIER.



16. + HENRI · BOHIER · GÉNÉRAL · D · FRANCE
(quintefeuille). Écu déchiqueté d'or au lion d'azur, au
chef de gueules, chargé d'un lambel à trois pendants,
timbré et accosté de feuillages.

À. + GECTES · GARDES · VOVS · D · MESCONTER.
Écu écartelé de France et de Dauphiné.

Cuivre. — Musée de Lyon.

Henri Bohier, fils d'Austremoine Bohier et d'Anne Duprat, fut trésorier des finances en Dauphiné et acquit dans cette province les terres d'Esparron, de Serpaise, de Formont et de la Villette (1518). Il fut aussi trésorier de France en Lyonnais et sénéchal de Lyon. Il avait épousé en 1532 Claudine Picot, et quelques années après, ayant été accusé de malversations, ses biens furent confisqués, ses terres du Dauphiné rendues à leurs anciens propriétaires et il quitta la province.

FRANÇOIS DE LA COLOMBIÈRE.



17. *Anépigraphie.* Écusson d'azur à trois colombes d'argent, becquées et membrées de gueules, timbré d'un heaume de profil et accosté de lambrequins. Il est placé dans une couronne de feuilles de laurier rangées symétriquement.

ᠠ. MES-SIRE · FRA-NCOIS · DE-LA COLVMB-IERA · CHLR-SEIGNEVR-DE PERINS, en huit lignes transversales dans le champ.

AR. — Cabinet de France. — Laiton. — Musée de Vienne en Dauphiné. — Publié dans la *Revue de numismatique belge*, 1880, n° 3.

François de la Colombière, seigneur de Peyrins, dont les armoiries se voyaient, il y a peu d'années, à la clef de voûte de la porte d'une maison de la place Grenette de Grenoble maintenant englobée dans l'hôtel Monnet, était fils d'Aymar de la Colombière et de Madeleine Mistral. Il épousa Marie Gautier et fut nommé le 27 juin 1530 général des finances en Dauphiné et en Italie. Il vivait

encore en 1545. Il existe de ce personnage une très belle médaille, sur laquelle il est représenté de profil; au revers sont ses armoiries.

Le jeton de la Colombière est d'un travail italien, et il a été frappé quand celui auquel il était destiné était trésorier des finances en Italie. L'origine italienne de cette pièce est encore rendue certaine par la terminaison du mot la Colombièra au lieu de la Colombière.

JEAN CHASTELLIER.



18. *Anépigraphe.* Écusson d'azur à la tour d'argent surmontée de trois donjons, portillée et maçonnée de sable, timbrée d'un heaume de profil, avec lambrequins, cimée d'un bras cuirassé tenant une hache. Tout autour une banderole sur laquelle on lit : VIRTVS, LABOR ET FATA.

Ŕ. · IE CH-ASTELLI-ER· CÔS. D. R-TR' D. FRA. G - NAL. D. P. ET - SAVOIE - .1558. en sept lignes transversales dans le champ, entourées d'une couronne de fleurs disposées symétriquement.

AR. — Cabinet de France. — Publié dans les *Mémoires de l'Académie de Turin*, 1879.

La légende doit se lire à Jean Chastellier, conseiller

du roi, trésorier de France, général de Piémont et Savoie.

Jean Chastellier, seigneur de Milieu, fils de Charles Chastellier et de Madeleine Rossi, naquit en 1508. Il fut conseiller du roi, général des finances en Piémont et Savoie (1558), en Lyonnais (1566), en Poitou (1568), intendant des finances à l'armée du Duc de Guise et en Dauphiné (1575). Il mourut avant 1585. Il était gendre de François de la Colombière.

Il existe au cabinet des titres de la Bibliothèque nationale plusieurs sceaux de ce personnage; les armoiries ont une disposition analogue à celles de notre jeton, mais la devise offre une variante : VIRTVS, LABOR ET RATVM.

Comme celui de François de la Colombière, le jeton de Jean Chastellier est de fabrication italienne.

NICOLAS RICHARD.



19. :: N. RICHARD S. DE LA GARROLLIERE C. S^{RE} DV R. ET G^L DE F. EN DPHE (*conseiller, secrétaire du roi et général des finances en Dauphiné*). Écusson de.... à un chevron de.... accompagné de trois croisants, timbré d'un heaume de profil avec lambrequins.

À. CRESCVNT SED VNVS SVSTINET. Trois génies ailés; celui du milieu nimbé, debout sur un croissant, sou-

tient les deux autres qui tiennent un croissant à la main.
Au-dessous : SVI · DEI · P · XI. (*psalmus undecimus*) —
1626.

Cuivre. — Coll. Chaper.

Je n'ai trouvé aucun renseignement sur ce personnage, même dans les dossiers du cabinet des titres de la Bibliothèque nationale.

Le revers de son jeton fait allusion à la fois aux armoiries qui y sont figurées, et à trois frères Richard, dont l'un, celui sans doute pour lequel a été frappée la pièce que je décris, était plus éminent en dignité que les autres.





FAMILLES DAUPHINOISES OUBLIÉES



LA FAMILLE DE COMBOURCIER

PAR

M. VICTOR ARNAUD

(DE LA MURE)



PREMIÈRE PARTIE

BRANCHE DES SEIGNEURS DE RATIER ET DU MONÉTIER

CHAPITRE I^{er}.

RUINES DE RATIER, TOUR DU TERRAIL,
DÉTAILS HISTORIQUES.



1, voyageant autour de La Mure, on ne craint pas d'acheter, au prix d'un peu de fatigue, la vue d'un site pittoresque et accidenté, c'est vers les ruines du château de Ratier qu'il faut porter ses pas. Peut-être sera-t-on tenté de voir de près ce qui reste du vieux manoir féodal? Mais au sommet du

cône aigu sur lequel il était perché, on ne trouvera plus que quelques pans de murs croulants, marquant encore la place de deux tours carrées et, entre elles, l'emplacement d'un bâtiment considérable. Leur silhouette se détache vigoureusement du fond sombre que leur font les schistes ardoisés de la montagne voisine. Elle donne à ce site sauvage une empreinte mélancolique et fait songer à tout ce que peuvent entasser de ruines et le temps et les hommes.

Au fond du ravin qui se creuse tous les jours davantage, le petit torrent de la Roisonne promène ses eaux bleues et sème ses ravages. Comme contraste et pour reposer son regard, le touriste rencontre, un peu au delà, les vertes prairies d'Oris, et plus près de lui, presque à ses pieds, les vergers plantés d'arbres à fruit, les terres fertiles des villages de Roison-le-Haut et de Roison-le-Bas, dont les maisons blanchissent çà et là dans la ramure des vieux noyers.

Les habitants de ces deux hameaux furent, à quelques siècles en arrière, les vassaux des Sires de Ratier; mais si, parmi leurs descendants, on cherche aujourd'hui le souvenir de ce que furent autrefois ces nobles gentilshommes, on trouve que tout est oublié, et le bien et le mal qu'ils purent semer autour d'eux.

Plus près de La Mure, à côté du village du Pivol, on remarque, dans la belle saison, la verte prairie qu'on appelle le Pré du Terrail et qu'arrose une source limpide; mais on ne songe pas à voir de près l'espace labouré dont le propriétaire extrayait, il y a peu d'années encore, d'énormes pierres et des matériaux de construction. Les plis du terrain y dessinent vaguement les fossés et l'emplacement d'une tour circulaire.

C'est là qu'était la Tour du Terrail, poste avancé du château de Ratier, dont cette prairie et les meilleures terres d'alentour complétaient le domaine.

La Seigneurie de Ratier comprenait tout le pays que parcourt la Roisonne, depuis sa source, au fond de Lavaldens, vers Valnoire et le plateau de La Morte, jusqu'au point où elle perd son nom en mêlant ses eaux à celles de la Bonne, à quelques pas au-dessus du pont de Ponthaut.

Dans la division de notre ancienne province du Dauphiné, Ratier formait un mandement qui comprenait les paroisses de Lavaldens, de La Valette, d'Oris, de Siévoz et de Nantes¹.

Le château de Ratier et la seigneurie de ce nom appartinrent d'abord aux Allemans de Valbonnais, branche aînée de cette antique et noble famille du Dauphiné, dont la puissance et le nombre ont donné lieu au proverbe dauphinois : *Gare la queue des Allemans!*

Dans son testament du troisième jour des nones de juillet 1292, Eudes Alleman, Seigneur de Valbonnais, Champs et autres lieux, fait le partage, en trois parts, de son hérité et met dans celle qu'il assigne à Guigues Alleman, son fils, son château de Ratier, avec tous ses droits, appartenances et dépendances, et tout ce qu'il possède dans les paroisses de Siévoz, d'Oris, de Lavaldens, de La Valette et de Nantes².

¹ Voir dans l'*Inventaire de la Chambre des Comptes du Dauphiné*, au registre coté *Designatio Castrorum*, l'information du 10 mars 1339.

² Item Guigonem Alamandi, filium meum, mihi hæredem instituo et jure institutionis sibi relinquo castrum meum de Raterio, cum omnibus juribus, pertinentiis, appenditiis et dominicaturis dict.

En 1486, le comte de Dunois possédait les Seigneuries de Ratier, de Valbonnais, d'Entraigues, du Périer et autres lieux circonvoisins¹.

Un demi-siècle plus tard, le château de Ratier et la Seigneurie de ce nom appartenaient à la famille de Combourcier, que notre vieil historien, Chorier, et Guy Allard, en son *Dictionnaire historique du Dauphiné*, qualifient d'ancienne et noble famille du baillage de Graisivaudan.

Dans son *Armorial du Dauphiné*, M. de Rivoire de Labâtie ajoute que la famille de Combourcier est l'une des plus anciennes et des plus puissantes familles de notre province, mais que, cependant, on ne connaît bien sa filiation qu'à partir de l'an 1400.

Pour ne pas sortir des bornes et du titre de ce chapitre, nous renverrons à une autre partie de ce travail la généalogie de la famille de Combourcier, et nous reprenons ces notes au 10 mars 1535.

A cette date, Humbert de Combourcier, Seigneur de Saint-Eusèbe, se trouvait retenu par la maladie en sa maison des Tours. C'est ainsi qu'il qualifie son château de La Mure, aujourd'hui possédé par les religieuses de la Nativité.

Il dictait ses dernières volontés au notaire Taverdon, dans un testament remarquable à plusieurs égards et dont il sera plus amplement question dans un chapitre

castri, cum omnibus et singulis quæ habeo et possideo, vel quasi seu alter pro me, in omnibus parrochiis de Sievol, d'Auris, de Lavaudenz, de la Valeta, salvo grangiagio de quo superius ordinavi et in parrochia de Nanta.

Voir Preuve LXIII, page 65, 2^e vol. de l'*Histoire du Dauphiné*, du président de Valbonnais, édition de MDCCXXII.

¹ *Lettres patentes du roi Charles VIII*, du 18 janvier 1486, en l'*Inventaire de la Cour des Comptes de Dauphiné*.

spécial. Ce noble et puissant seigneur, *nobilis et potens vir*, y fait, entre ses enfants, le partage de biens très étendus, les plus considérables, croyons-nous, que cette famille ait possédés.

Entre autres dispositions, il lègue à Guigues de Combourcier, son second fils, ses châteaux, seigneuries, censes, revenus, droits et appartenances, ès mandements, terres et juridictions de Ratier et du Monétier-d'Ambel.

Mais Humbert et Guigues de Combourcier sont morts, ce dernier laissant de son mariage avec noble dame Louyse Terrail de Bernin¹, trois filles, Guigonne, qui fut mariée à Fauquet de Tholon, Marguerite, mariée à Jean d'Arces, et Anne, qui épousa successivement Jacques de Sautereau et Jean de Laval, et en outre un fils, Balthazard de Combourcier, qui succéda à son père dans les Seigneuries de Ratier et du Monétier.

CHAPITRE II.

BALTHAZARD DE COMBOURCIER.

Balthazard de Combourcier eut le malheur de vivre au moment où les guerres de religion remplissaient le Dauphiné de sang et de ruines.

¹ Le contrat de mariage entre Guigues de Combourcier et Louyse Terrail, de Bernin, nièce du chevalier Bayard, passé le 7 février 1547 devant un notaire de Grenoble, y existe encore dans les archives de la Chambre des notaires, où il a été trouvé par M. Maignien, conservateur à la Bibliothèque de Grenoble, à l'obligeance duquel nous devons ces renseignements.

Il était gouverneur de Gap en 1573.

Cette ville venait de recevoir pour évêque Pierre Pappin de Chaumont, ce singulier prélat qui, comme capitaine, s'était distingué à la bataille de Moncontour, et semblait plus apte à porter la cuirasse et le casque que la crosse et la mitre. La ville, alors pleine de troubles et de divisions, était menacée de tomber aux mains des protestants. Le nouvel évêque entra résolument dans la lutte et trouva que le gouverneur n'était pas assez ardent à l'y aider. Peut-être même pensa-t-il qu'un gouverneur militaire était de trop là où il y avait un évêque de sa valeur. Ses rapports avec Monsieur du Monétier¹ ne tardèrent pas à s'aigrir, et si bien qu'il en résulta un procès qui dura plusieurs années devant le Parlement de Dauphiné, puis devant d'autres juridictions.

Par arrêt du Parlement de Grenoble, l'Évêque de Gap fut condamné à des dommages envers Monsieur du Monétier, et aux dépens, le 28 juillet 1578.

Mais cet arrêt ayant été cassé à Aix, le Parlement de Provence ordonna de nouvelles informations. Cependant les parties consentirent à accepter l'arbitrage de Maugiron² et du conseil du Roi. Ces arbitres condamnèrent l'Évêque de Gap à reconnaître « qu'il n'avait jamais eu l'intention d'offenser Monsieur du Monétier, qu'il le tenait pour homme d'honneur, bon et fidèle serviteur du Roi, aimant sa patrie et sans reproche ». De son côté, Monsieur du Monétier dut reconnaître « qu'il n'avait pas voulu offenser

¹ C'est sous ce nom de Monétier que Balthazard de Combourcier est habituellement désigné dans les récits de nos vieux historiens.

² Laurent de Maugiron, lieutenant général en Dauphiné. Voir *Biographie du Dauphiné*, par M. Adolphe Rochas, 2 vol. in-8°. Charavay, lib.-édit., Paris, 1856.

le prélat, qu'il le respectait et l'honorait, etc. ». Enfin, l'Évêque de Gap fut condamné à payer mille écus en cinq ans, à titre de dommages et intérêts.

Ce fut alors, et pour terminer ce différend d'une façon plus amiable, qu'intervint l'archevêque d'Embrun, Guillaume d'Avanson, oncle ou frère de la dame du Monétier; il s'engagea envers l'Évêque de Gap, à payer pour lui une somme de trois cents écus au Gouverneur de Gap, si celui-ci n'en consentait pas l'abandon¹.

Ce procès n'était pas terminé, lorsqu'en octobre 1580 le duc de Mayenne vint, avec une forte armée et de l'artillerie, mettre le siège devant la petite ville de La Mure, très forte alors et l'un des boulevards du parti protestant. Le siège dura plus d'un mois et la ville fut énergiquement défendue. Balthazard de Combourcier s'y distingua parmi les officiers de l'armée assiégeante, et se fit remarquer à la prise du bastion qui précéda de peu celle de la citadelle.

Il était alors gentilhomme de la Chambre du Roi et chevalier de son ordre.

Il dut avoir quelque plaisir à reprendre possession de sa maison de La Mure, que les huguenots occupaient depuis plusieurs années. Mais il la trouva délabrée et en ruines. Avant de se retirer dans la citadelle, les habitants avaient mis le feu aux maisons de la ville. Il put en surveiller la réparation de son château de Ratier, qui en est peu éloigné².

¹ Pour plus amples détails, V. l'ouvrage de M. Charronnet, archiviste des Hautes-Alpes, intitulé : *Les Guerres de religion et la Société protestante dans les Hautes-Alpes*, in-8°, Gap, typographie de P. Jouglard, 1861, pages 85 et suivantes.

² La maison de M. du Monétier devait être à la place où se trou-

Moins de trois ans plus tard, se trouvant à Grenoble, le 14 mai 1583, Balthazard de Combourcier dictait ses dernières volontés à M^e Eymard, notaire en cette ville. Dans un testament, dont nous aurons à parler plus longuement dans un chapitre subséquent, il ordonnait des réparations à la chapelle fondée en l'église de La Mure, par son aïeul, Humbert de Combourcier, et déclarait vouloir y être enseveli à côté de ses ancêtres.

Par le même testament, il faisait diverses dispositions au profit des enfants nés de son mariage avec dame Louyse de Saint-Marcel d'Avanson, soit trois filles, Isabeau, Philippine et Marie de Combourcier, et deux fils, Louys et Paul de Combourcier¹.

Il s'y occupe beaucoup de son fils Louys, qui lui a déclaré vouloir être d'Église, et institue pour son héritier universel son autre fils, Paul de Combourcier.

Mais l'homme propose et Dieu dispose. Messire Balthazard de Combourcier eut cette douleur, bien poignante pour un père, de voir mourir avant lui ce fils qu'il destinait à continuer sa famille.

vent aujourd'hui la maison et l'enclos de M. Henri Giroud, donnés par lui à l'hospice de la Mure. Au commencement de ce siècle, ce quartier de La Mure était encore appelé Le Monétier.

¹ Philippine de Combourcier fut mariée à Louys de Rosset et Marie de Combourcier fut femme de Jean Girard de Saint-Paul.

CHAPITRE III.

LOUYS DE COMBOURCIER.

En vertu de la substitution insérée audit testament, Louys de Combourcier, qui avait déclaré vouloir entrer dans les ordres sacrés et y suivre les traces de Guillaume de Saint-Marcel d'Avanson, son grand-oncle, archevêque d'Embrun, resta l'héritier universel du Seigneur de Ratier et du Monétier, son père.

Renonçant alors à ses premiers projets, pour suivre, comme ses ancêtres, la noble carrière des armes, ce jeune gentilhomme, doué de qualités brillantes, avait épousé une fille d'illustre maison, Charlotte de La Rochefoucauld, et gagné l'amitié du roi Henri IV; mais à côté de ces belles qualités et d'un courage à toute épreuve qui lui avaient valu l'affection de son Roi, il avait de graves défauts : il était joueur et emporté jusqu'au point de n'être plus maître de lui.

Un jour de l'année 1606, il se trouvait à Paris et, dans le palais du Louvre, au moment même où le Roi négociait sa paix avec un autre gentilhomme, il tua celui-ci en présence du Roi et n'eut d'autre ressource que de prendre la fuite et, perdu de dettes et de réputation, de se jeter dans des aventures qui terminèrent d'une façon tragique une carrière promettant de plus hautes et meilleures destinées.

Dans son *État politique du Dauphiné*, notre vieil historien Chorier, en parle en ces termes :

« De cette famille était Louis de Combourcier, sieur du Terrail, que son entreprise sur la ville de Genève, si bien concertée l'an 1609, et si mal exécutée, a rendu célèbre par sa hardiesse et par son malheur. Comme il aurait eu toute la gloire du bon succès, il a eu tout le blâme du mauvais. En ces occasions, *iniquissima hæc conditio*, pour me servir des paroles et pensées de Tacite, *prospera omnes sibi vindicant, adversa uni imputantur*¹. »

Guy Allard n'en parle pas plus longuement.

Quelle était cette entreprise? Pour le compte de qui fut-elle tentée? Les grands historiens n'en parlent pas, et le peu qu'en disent nos vieux historiens n'était fait que pour inspirer le désir d'en connaître davantage.

Ce problème historique trouva pourtant sa solution en 1868 : M. Gustave Revilliod, de Genève, y fit réimprimer chez Jules G. Fick une rarissime plaquette trouvée par lui dans la bibliothèque de son ami, le docteur Chaponnière.

Elle avait pour titre : *Véritable Discovrs de la decouverte de l'entreprise de Loys de Comboursier, sieur du Terrail, Monstier, Rattier et autres places, vicomte de Ravel, chevalier de l'Ordre, Cornette blanche de Monsieur le Dauphin et baron de Moissac, exécuté à Genève le dix-neuvième apuril mil six cens neuf.*

C'était le récit, écrit dans les six jours qui suivirent la mort de Louis de Combourcier² de son entreprise sur Genève, par un habitant de cette ville, encore sous l'im-

¹ V. page 120 de cet ouvrage, réimprimé à Valence en 1873 par Chenevière et Charvet.

² Il se termine par cette date : à Genève, ce vingt-cinquième apuril mil six cens neuf.

pression des faits qu'il raconte et dont, pour bonne partie, il a dû être le témoin oculaire.

Cette réimpression, dont un exemplaire nous fut procuré par le regretté M. Chaper, nous causa le double plaisir de voir la lumière se faire sur un point resté obscur de notre histoire locale et de posséder la reproduction d'un livre devenu rare.

Ce plaisir, nous aimerions à le faire partager, mais les limites de ce travail sur la famille de Combourcier ne permettent pas de reproduire intégralement ici le récit de l'auteur genevois ; bornons-nous à le résumer et à faire quelques emprunts à la note de M. Revilliod.

Ce fut dans l'armée espagnole des Pays-Bas, auprès du comte de Fuentès qu'il connaissait déjà et avec lequel il était lié, que Louis de Combourcier se réfugia, après le meurtre par lui commis, au palais du Louvre, en présence du Roi.

Il y passa six mois, puis fit, à pied, un pèlerinage à Lorette, accompagné d'un ingénieur, originaire de Bordeaux, nommé La Bastide¹ qu'il avait pris pour conseil et pour aide dans les entreprises qu'il méditait. Ils revinrent par Turin où ils trouvèrent le duc de Savoie, Charles Emmanuel.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que s'est manifesté, chez les princes de la Maison de Savoie, le goût des annexions : le 12 décembre 1602, Charles-Emmanuel avait déjà fait, contre Genève, une tentative dans laquelle il avait échoué et, quoique ayant souscrit à la paix de Saint-Julien, il

¹ Spon, docteur et antiquaire protestant, qui a écrit une histoire de Genève, n'y dit que quelques mots de Labastide, qu'il appelle un *Bourdelois* fort connu en son temps comme grand petardeur de places.

n'avait pas perdu l'espoir de s'emparer, par violence ou par ruse, de la cité calviniste.

C'est vainement que le comte de Fuentès avait essayé de détourner Louis de Combourcier d'entrer dans les complots du Duc de Savoie contre Genève, lui faisant entrevoir qu'il le laisserait s'y engager et l'abandonnerait, si les choses tournaient à mal. Mais rien ne put arrêter l'ardent et audacieux gentilhomme.

Aidé de La Bastide, il avait étudié, soit ensemble, soit séparément, mais toujours avec le plus grand secret, les abords de la ville de Genève, cherché les côtés faibles par lesquels elle pourrait être attaquée et dressé le plan de leur entreprise. Le moment de l'exécution paraissait arrivé. Du Terrail se trouvait à Chambéry, dès les premiers mois de l'année 1609 qui devait lui être si fatale.

Mais déjà le secret, cet élément indispensable de semblables projets, avait été violé. Les Savoyards comptaient tellement sur la réussite, qu'ils avaient fait insérer dans un de leurs almanachs, imprimé à Lyon, une prédiction qui annonçait, pour le mois de mai, la prise de Genève.

Le bruit du complot était parvenu à Genève. Il y avait causé tant d'émotion que déjà et par précaution, le Conseil de la ville s'était procuré toute espèce de renseignements sur Louis de Combourcier dont il avait même réussi à trouver un portrait.

Le malheureux Terrail débutait ainsi dans les pires conditions et les incidents les plus contraires n'allaient pas tarder à se produire.

Un jour qu'il venait de se fatiguer beaucoup à une partie de paume, à Chambéry, il avait demandé qu'on lui apportât du linge chaud dans sa chambre. La Bastide et quelques autres s'y trouvaient. Le jeune valet, porteur

du linge chaud, remarqua qu'à son entrée, ils étaient tous penchés sur une carte et parlaient de places. Curieux, comme beaucoup de ses pareils, il resta aux écoutes, derrière la porte, entendit qu'il s'agissait de la ville de Genève et d'un projet d'attaque contre cette ville. Un de ses frères faisait partie de la garnison. Craignant pour lui, il se hâta de le faire prévenir de ce qui se passait, par un bourgeois de Genève alors de passage à Chambéry, qui crut devoir en outre, et sans plus attendre, faire un rapport aux magistrats de la cité calviniste.

La mèche était ainsi éventée avant de fumer. Du Terrail et son compagnon avaient beau ne s'avancer que par des chemins détournés et éviter les grands centres, ils ne pouvaient manquer d'être remarqués et reconnus. C'est ce qui les attendait à Yverdon, petite ville forte du pays de Berne.

Louis de Combourcier venait de dépasser la ville après en avoir traversé le pont où il avait rencontré le bailly et quelques notables. Il les avait salués, sans qu'on eût pris garde à lui. Mais à peine sorti de la ville, il se retourna et passa un long moment à considérer l'assiette de cette place et ses fortifications. Cela suffit à attirer l'attention du bailly et de ses compagnons ; ils se demandèrent si ce n'était point Du Terrail dont on parlait beaucoup. Un instant après, ils virent s'approcher un diacre d'Yverdon qui revenait depuis peu de Genève où il avait reçu, des magistrats de la ville, des renseignements sur ce gentilhomme et sur son complot dont on faisait alors grand bruit.

Le diacre se trouvait dans son jardin, lorsqu'il vit s'avancer sur la route Terrail et La Bastide. Il se souvint qu'on lui avait dit que Louis de Combourcier était chauve.

Se porter sur son passage, le saluer fut l'affaire d'un instant, et aussitôt le rusé diacre restait tout ébahi en voyant ce gentilhomme lui montrer son chef entièrement dénudé.

Sans perdre un instant, il faisait son rapport au baillly et sans délibérer davantage, celui-ci chargeait deux de ses hommes de suivre et d'épier du Terrail et son compagnon. Un accident de cheval, au passage d'un ruisseau, les avait arrêtés au petit village de Villebeuf où, dès le lendemain, quatre hommes armés, envoyés par le baillly d'Yverdun, les invitaient à revenir auprès de lui. Deux hommes déterminés comme Terrail et La Bastide auraient eu bien facilement raison des hommes d'Yverdun, et l'auteur du *Discours* se demande comment ce hardi gentilhomme ne fit pas alors appel à son grand courage ? Très inquiet, surpris à l'improviste, il hésita et finalement crut meilleur de se rendre à l'invitation du baillly.

Arrivé devant lui et interrogé, il donna un faux nom, dit qu'un procès l'appelait en Lorraine et demanda à être remis en liberté. Mais au lieu de faire droit à sa demande, le baillly, tout en le traitant avec certains égards, le fit garder à la citadelle, et surveiller de jour et de nuit, pendant qu'il donnait avis, en haut lieu, de cette capture.

Le lendemain, du Terrail venait de se mettre à table, lorsque sans avis préalable et sans cérémonie, il vit un nouveau personnage y prendre place en face de lui. Pâleur, se dire fatigué et demander à se retirer dans son lit, fut le parti auquel Louis de Combourcier eut recours. Il venait de comprendre qu'il était découvert. Cet homme qui s'était mis à table devant lui, n'était rien moins qu'un soldat ayant autrefois servi sous lui dans les Pays-Bas, et que Messieurs de Genève envoyaient au baillly d'Yverdun pour faire constater l'identité de du Terrail.

Se voyant ainsi reconnu, le malheureux gentilhomme s'efforça de gagner à prix d'argent le soldat avec qui il avait réussi à se ménager un instant d'entretien. Il lui offrit mille écus s'il voulait passer en Bourgogne et dire dans quel danger il se trouvait (au comte de Chaint qui l'aurait fait savoir au comte de Fuentès). La Bastide y ajoutait cent écus. Mais tout fut refusé, et ne voulant pas le laisser parler davantage au soldat, le bailly ordonna que du Terrail fut gardé plus sévèrement au château de la ville et qu'il fut séparé de son compagnon.

Dès qu'on sut à Genève que c'était bien du Terrail, l'émotion fut grande et Messieurs du petit Conseil se hâtèrent de l'envoyer demander à Messieurs de Berne sur le territoire desquels il avait été arrêté, invoquant pour cela l'amitié qui avait toujours uni les deux États et donnant pour raison que c'était contre Genève que le complot était dirigé.

Très perplexes d'abord, le petit et le grand Conseil de Berne, après quelques délibérations, consentirent à ce que du Terrail et son compagnon fussent envoyés à Genève, mais contre *lettres et sceaux* de réception. La Bastide fut laissé, pour quelques jours, à Yverdon, mais Louis de Combourcier fut, sous la conduite d'un syndic de Genève, conduit à Morges, autre petite ville du territoire de Berne, sur le bord du Léman, à huit lieues de Genève. Laissé à la garde du bailly de cette villette, c'est ainsi que l'appelle l'auteur du récit que nous résumons, il y eût trouvé le moyen de se sauver, si Dieu, dit cet auteur, ne l'eût destitué de son grand courage et esprit.

« Il y eust gens de Monsieur Desdiguieres¹ qui passè-

¹ Lesdiguieres était alors lieutenant général du Dauphiné. Il allait

rent par Morges, intercédant pour luy vers le Baillif, qu'il le gardast jusqu'à nouvel advis de Berne où ils alloient pour ce même fait. Il eust à Morges garde fort faible, liberté de se pourmener par tout le chasteau, moyen de parler à qui il voulust et d'escire à ses amis, ayant là aussi commodité de dresser une requeste à Messieurs de Berne fort artificielle et pathétique, il gagna aussi la faveur du peuple de Morges par ses belles façons, justifications et bienfaits, dont s'il se fust présenté à la recousse seulement vingt hommes bien résolus, il était sauf, et cela estait fort aisé à exécuter, n'ayant le Lac en cest endroit là que trois petites lieues françoises, et à l'opposite de Morges tout estant au Duc. »

Pendant ce temps, Messieurs de Genève faisaient insister auprès du Conseil de Berne pour que du Terrail leur fût livré. Mais, de leur côté, le comte de Fuentès, les parents et amis de du Terrail, et les cantons catholiques travaillaient fort à Berne, pour le sauver. Quelques-uns arrivèrent trop tard, notamment l'envoyé du comte de Fuentès. N'ayant pu obtenir audience de Messieurs du Conseil que pour l'après-midi, il apprenait que, le matin même, du Terrail venait d'être remis aux Envoyés de Genève. Il y fut conduit sur une frégate armée, et pendant le trajet, dit notre auteur, l'un des seigneurs de la ville lui tint propos fort honorables et gracieux. Il lui promettait, au nom de la seigneurie, pardon, liberté et

être nommé maréchal de France le 27 septembre de la même année. Puissant comme il était déjà, on s'étonne que sa démarche auprès du Conseil de Berne en faveur de Louis de Combourcier n'ait pas eu de résultat au profit de ce dernier.

Voir la *Vie de Lesdiguières*, par Videt, ou le Dictionnaire de M. Rochas, au mot *Lesdiguières*, page 50, 2^e vol.

courtois traitement, s'il voulait tout avouer, et même intercession envers le Roy. Mais il desnia toujours tout, quoique fort agité et perplexe. »

C'est le 14 avril, vers minuit, qu'il arriva à Genève et fut logé, sous bonne et forte garde, à l'Hôtel de Ville. A compter de ce jour, les choses devaient marcher rapidement : dès le lendemain, il était conduit devant le Conseil ; pour l'amener à des aveux, on lui renouvela les promesses déjà faites en route, mais regardant comme contraire à son honneur de gentilhomme tout aveu qui aurait pu compromettre le Duc de Savoie, il persista dans ses négations, même après avoir été confronté avec le soldat La Baleine. Cette attitude lui valut un traitement plus rigoureux. Le 17 avril au matin, il était conduit de l'Hôtel de Ville en prison et mis au secret.

Ramené d'Yverdun, La Bastide, à son tour, était mis en présence du valet du jeu de paume de Chambéry qui affirmait l'avoir vu présenter un plan à du Terrail. La Bastide persistant à nier toute remise de plan, ou autre papier, fut mis à la question. Le malheureux ingénieur soutint bravement deux coups d'estrapade, mais au troisième il fit des aveux complets. Aussitôt après, il fut confronté avec du Terrail qui commença à le désavouer, mais La Bastide persistant en ses *confessions*, et du Terrail se voyant prêt à être mis à la question, confessa de même tout le fait, la larme à l'œil, quand il fut en présence du bourreau et des instruments de torture. Si le malheureux de Combourcier versait des larmes de rage, croyant trahir le Duc de Savoie, il avait tort, car l'avis du comte de Fuentès qu'il serait abandonné par lui au moment décisif s'était trop bien vérifié. Son aveu aurait au moins dû lui sauver la vie, mais nous allons voir qu'au

lieu de se montrer clément et magnanime envers un ennemi vaincu presque avant d'avoir commencé son entreprise, Genève préfèra rester froide et cruelle, suivant les principes de son grand Calvin qui faisait exécuter ceux qui se permettaient de différer d'avis avec lui.

Voici, d'après notre auteur Genevois, en quoi consistait le plan ainsi découvert et avoué :

« Terrail et le Duc avoyent faict desseing de quatre ou cinq basteaux plats qui ordinairement meinent grande quantité de boys en la ville et particulièrement au moys de May, qu'on faict la provision, loger à couvert, sous du boys arengé cent cinquante ou deux cens hommes choisis, dans chaque basteau, qui approchoyent, sans soupçon, veu que les basteliers apostez devoiyent estre revestus des habits de nos basteliers. Quant à la visite qui se faisoit par cydevant dans la ville, ils ne s'en soucioyent pas, ayant délibéré de tuer soudainement les visiteurs et sauter en gros hors des basteaux. En un instant, ils devoient amasser leurs troupes en des valées de ces montagnes là, du tout écartées du commerce de ceux de Genève, et à poinct nommé, les charger une nuict dedans ces basteaux, lorsqu'ils verroyent qu'une favorable bise se serait levée, laquelle, en ce temps-là, a accoustumé de durer quelques jours. Du Terrail debuoit estre au premier basteau, le Duc, ou son fils aîné, y debuait aussi estre au dernier, après que le premier effort auroit esté fait, le Duc ou son fils debuoyent aussi avoir d'autres troupes, surtout de Cavalerie preste, lesquelles, souz ombre des nopces de M. de Nemours, qui se debuoyent célébrer à Annissy, en Savoye à huict lieues de Genève, et combien que l'empeschement et retardement desdites nopces leur apportast quelque difficulté, il y avait tant de ren-

contres et opportunité d'ailleurs, qu'ils tenoyent l'entreprise pour infaillible, la facilité estoit en ce que l'embarquement pouvoit estre fait secrettement, le vent favorable portant au quart du temps, ce qui est requis par terre, et que la visite des basteaux se faisoit dedans la ville, après l'arrivée desdits basteaux et pensoyent que cinq cens hommes, ou plus, jettez dedans la ville eussent pu arrêter tout le peuple et se fussent saisis du canon du Port et aussi de la porte de Rive, par laquelle le Duc, ou son fils avec les troupes, par terre, fussent entrez en gros, l'entreprise estoit assignée en une saison en laquelle la ville semble estre plus desgarnie pour les fainaisons et autres œuvres champestres, et à l'heure du disner qu'il semble que chascun se retire. »

« Les craintes que fit naitre à Genève l'entreprise de du Terrail et de la Bastide furent grandes et les inquiétudes du monde réformé, en voyant la citadelle du Calvinisme menacée de si près, ne laissèrent pas que d'être vives; quelle que fût l'horreur qu'inspirât un complot connu et approuvé par Charles-Emmanuel, au mépris des traités et de la foi jurée, les incidents romanesques qui avaient entouré le début, jetèrent une sorte d'intérêt sur ceux qui l'avaient formé. Un moment, les partisans de du Terrail et de la Bastide purent concevoir l'espérance d'avoir sauvé leurs vies, il n'en fut rien et le supplice de ces deux aventuriers parait avoir causé, dans le monde d'alors, une émotion dont les causes étaient diverses et sont faciles à deviner¹. »

« Du Terrail fust condamné à estre décapité en la place

¹ Note de M. Revilliod, à la suite de la réimpression du *Véritable Discours*.

du Molard, ce qui fust exécuté le Mercredy dix-neufième Apuril et ledict la Bastide à estre pendu, ce qui fust exécuté, en la même place, le Vendredy suivant vingt-uniesme dudict moys. L'un et l'autre moururent d'un grand courage et particulièrement du Terrail, sans jamais changer de contenance, ny de couleur et sans aucun geste indigne de sa vie passée. Il monstra avant le supplice beaucoup de piété peu entremeslée de superstition¹, remerciant Dieu de l'avoir conduit à luy, avec loisir de se convertir et l'invoquer pour obtenir pardon de ses fautes, mesprisant au reste la mort, l'ignominie du supplice et le monde. On luy proposa les consolations avec toute la gravité, honneur et commiseration possible et les larmes intérieures qu'il avoit faisoient pleurer les assistans qui oublièrent toute sinistre affection de vengeance. Il fist son testament et légua volontairement vingt escus aux pauvres de Genève. La Bastide regrettoit fort que la torture l'eust faict accuser du Terrail dont il sceut la mort, désirant d'avoir plus tōst esté tiré à quatre chevaux. Terrail a esté enterré au Boulevard de l'Oye². »

Nous terminerons par ces citations le récit de ce tragique épisode. Mais nous ne pouvons nous empêcher de soupçonner l'auteur du discours ci-dessus analysé d'être l'un des magistrats chargés d'assister au supplice de du Terrail et de la Bastide, ou mieux encore l'un des pasteurs chargés de les exhorter à leurs derniers moments.

¹ Pour qui sait lire entre les lignes, il est permis de croire que Louis de Combourcier eût au moment de son supplice cette amertume et cette consolation de se souvenir des principes et des leçons de sa mère au temps de son enfance et des préceptes de son oncle l'archevêque d'Embrun, au temps où il voulait *estre d'église*.

² *Véritable Discours*.

La conscience encore troublée de la rapidité et de la sévérité de la condamnation et de la hâte des exécutions, il y plaide en faveur des juges les circonstances atténuantes par le soin avec lequel il fait ressortir que des avœux spontanés eussent sauvé la vie aux coupables.

« Venu au monde deux siècles après, ne cherchant qu'à jeter des lumières nouvelles sur les événements qui ont marqué l'existence glorieuse de notre pays, dit M. Revilliod, c'est en vain que nous avons interrogé les archives de Genève, celles de Berne et de Turin, nulle part nous n'avons retrouvé aucune trace importante du procès de Louis Combourcier, sieur du Terrail, et de la Bastide, tant que nous avons dû nous demander, si des mains intéressées ne seraient point parvenues, peu de temps après la catastrophe, à soustraire à la postérité tous les documents compromettants? »

C'est Manzoni qui, dans la préface de son beau roman des *Fiancés*, a dit que l'histoire « se peut véritablement définir une guerre illustre contre le temps ».

C'est donc un peu de guerre contre le temps et l'oubli que nous faisons ici et désormais, peut-être, si ce récit tombe sous leurs yeux, promeneurs et touristes aux alentours de la Mure ne passeront pas tout à fait indifférents devant les ruines du manoir de Ratier et le Pré du Terrail, et se souviendront du gentilhomme dauphinois et murois, décapité à Genève en 1609.

De son mariage avec Charlotte de La Rochefoucauld, Louis de Combourcier ne laissa qu'un fils, Jean de Combourcier qui, d'après une généalogie inédite de Guy Allard, dont nous devons une copie à M. Eugène Chaper, eut pour seule héritière une fille unique, Claudine-Marie de Combourcier, née de son mariage avec Diane de Mont-

maurin ; elle fut mariée à Jean d'Estaing, marquis de Saillans.

La Dame de Saillans mourut, elle-même, sans postérité, et en sa personne s'éteignit la branche des de Combourcier, Seigneurs de Ratier et du Monestier.

CHAPITRE IV.

JEAN DE COMBOURCIER.

C'est ce même Jean de Combourcier, alors mestre de de camp d'un régiment de cavalerie et maréchal de camp aux armées du Roi, qui fonda à La Mure, en 1643, le couvent et l'église des Capucins.

Il nous semble intéressant de reproduire ici l'acte de cette fondation, et d'autant plus que ce vieux monument du temps passé, ils sont rares à la Mure, vient d'être détruit récemment.

Peut-être trouvera-t-on quelques longueurs à la rédaction du tabellion de Grenoble, et eût-on préféré une simple analyse de cet acte, mais nous craindrions de lui ôter sa saveur propre et sa couleur locale. D'ailleurs, ainsi reproduit *in extenso*, il nous fournira l'occasion d'y ajouter quelques notes pouvant intéresser nos compatriotes, si jamais ce travail rencontre des lecteurs parmi eux.

FONDATION ET DONATION.

« Au nom de Dieu, à tous présents et à venir, soit notoire que cejourd'hui, compté le sixième du mois de

may, avant midy, l'an de grace mille six cent quarante-trois; pardevant moy, notaire et tabellion royal à Grenoble, sous signé, présents les témoins sous nommés, s'est personnellement établi haut et puissant seigneur messire Jean de Combourcier, seigneur du Terrail et Ratier, vicomte de Ravel, baron de haut et bas Messat, mestre de camp d'un régiment de cavallerie, pour le service de Sa Majesté, maréchal de camp aux armées du Roy,

« Lequel, de son gré, franche et libérale volonté, pour luy et les siens, ayant appris que les Révérends Pères religieux Capucins ont une mission, pour s'établir au bourg de La Mure, en cette province de Dauphiné, lesquels, dans le temps de leur séjour audit lieu, font de grands fruits de la conversion des hérétiques, instruction et affermissement des catholiques, mu de sa pure charité et pour favoriser les heureux progrès de la foy, en ces quartiers, a donné comme, par ces présentes, il donne, cède, quitte et remet et délaisse, purement, simplement et irrévocablement par charité et à l'honneur de Dieu, et à l'effet dudit établissement, aux Révérends religieux Capucins, à la stipulation du Révérend Père Pacifique de Sainte Agnès, vicaire du couvent dudit ordre en cette ville de Grenoble, et du sieur Antoine Vignon, capitaine-châtelain du mandement de La Mure, syndic temporel de la dite Maison, icy présent et acceptant au nom des Pères religieux de la dite Maison, et remerciant le dit seigneur du Terrail, savoir :

« Les mesures de son vieux château¹ avec les passages et

¹ Le voisinage du bastion de La Mure, point principal de l'attaque, lors du siège de 1580, avait été fatal au vieux château des Seigneurs de Ratier. C'est depuis lors qu'il était resté à l'état de ruine.

Comme on l'a vu plus haut, ils en possédaient un autre au quar-

terrains joints, suffisamment pour y faire un jardin, selon qu'il sera désigné par M. de la Repara¹, au nom dudit seigneur du Terrail, auquel il en donna le pouvoir nécessaire, situé, le tout, au bourg de La Mure, confrontant le grand chemin allant dudit Bourg au Pont de Cognet, du levant; le vieux fossé des anciennes murailles qui servaient autrefois audit bourg, du midy; jardin, grange, étable tout joint ensemble de Marthe Pellerin, jardin d'Isaac Mollière, celui de Jean Teuchet, avec la maison, jardin de M^e Pierre Simiand, la grange d'Antoine Farçat, du couchant; jardin, chenevier joints ensemble dudit Farçat, jardin de Jean des Oches, grange de Pierre Pourchier et jardin de Jean Piffard de Bise; avec et sous ses confins plus vrays, entrées, sorties, droits, commodités, appartenances et privilèges, tel qu'en ont jouy, peu et du jouir ledit seigneur du Terrail et ses prédécesseurs;

« Pour dans ledit fonds remis et donné, estre basty et construit un couvent dudit ordre, auquel effet donné, ledit seigneur du Terrail donne pouvoir et permission aux Pères Relligieux de faire prendre du bois en ses forêts du mandement de Rattier, pour le bâtiment dudit couvent, aux endroits et sellon que sera marqué par ledit de la Repara, ou autre qui sera commis par ledit seigneur du Terrail, sans que ses sujets dudit mandement soient obligés de faire aucun charroi dudit bois.

tier du Monétier, ainsi nommé du nom sous lequel était habituellement désigné Balthazard de Combourcier, aïeul de messire Jean de Combourcier, Seigneur du Terrail.

Une troisième maison forte, ou château, située au sommet du promontoire qui termine La Mure au sud-ouest, appartenait à la branche aînée des de Combourcier, Seigneurs de Beaumont. Elle est aujourd'hui occupée par les Dames de la Nativité qui l'ont remise en excellent état.

¹ C'est le nom de son intendant, en Dauphiné.

« La dite donation est faite aux conditions suivantes, mutuelle stipulation intervenante, savoir : que ledit seigneur du Terrail sera tenu et réputé pour vray et absolu fondateur dudit couvent pour luy et ses successeurs, avec tous les honneurs et privilèges attachés aux droits et à la qualité de fondateur et que lesdits Relligieux seront obligés de faire perpétuellement les prières ordinaires et accoutumées aux fondateurs, sous lesquelles conditions s'est ledit seigneur dessaisy et dépouillé dudit fonds et mesures susdonnés et lesdits Pères relligieux en a saisy et investy par vertu des présentes et tradition d'une plume, à la manière accoutumée, avec les clauses de dévestiture et investiture, constitut précaire et autres à ce nécessaires duement intervenues et au cas où il arriverait que les Pères Capucins ne fissent bâtir et construire ledit couvent, aux fonds et mesures sus-donnés entre cy et six ans prochains d'huy, elles retourneront aux pouvoir et jouissance dudit seigneur du Terrail, ou des siens, sans qu'il soit permis aux Relligieux, ou à leurs successeurs, de transférer ou transmettre à d'autres personnes ledit fonds remis et donné, ni le convertir à autre usage.

« Et outre ce, pour donner moyen et faciliter ledit établissement, donne ledit seigneur du Terrail et accorde auxdits Relligieux, gratuitement et sans aucun louage, leur habitation dans sa maison¹ audit Bourg en laquelle sont à présent lesdits Relligieux, ensemble du jardin, durant six ans, commençant à la fin du terme de l'arrentement que tient sieur Antoine Fiatel des biens dudit seigneur du Terrail. Et ainsy l'ont convenu, juré et promis effectuer et accomplir, chacun en droit soy et s'y con-

¹ Celle dont il est question plus haut, dite Le Monétier.

former à peine de tout despans dommages et intérêts, sous les obligations, renonciation et clauses requises.

« Fait et passé à Grenoble, dans la maison de M^e Acthuer, où demeure et est logé ledit Seigneur du Terrail, présents : M^e Jean Dumas, avocat au Parlement de Paris, résidant à Valence en Auvergne, M^e Pierre Fayolle, procureur au Parlement de cette province, et M^e Claude Benoit, procureur héréditaire au bailliage de Graisivaudan, témoins requis, signés avec ledit seigneur du Terrail et lesdits Père et Relligieux et Vignon.

« Ainsy : Terrail, F. Pacifique, capucin et vicaire du couvent des Capucins de Grenoble, Vignon, J. Dumas, Fayolle (Pierre), Benoit.

« Collationné de la part desdits Pères Relligieux, délivré au sieur Vignon, syndic par moy, Jacques Froment, notaire, soussigné. Froment, notaire ¹. »

Lorsqu'il faisait cette donation, le noble et vaillant Seigneur avait-il le pressentiment d'une mort prochaine? C'est ce que nous ne saurions dire. Mais les Capucins n'avaient probablement pas encore achevé la construction de leur couvent et de leur église, à La Mure, lorsqu'ils avaient à célébrer un service solennel pour le repos de l'âme de leur fondateur. Il venait de mourir glorieusement au siège de Mardick, le 16 août 1645, un peu plus de deux ans après sa fondation.

L'établissement des Religieux de Saint-François-d'Assises, à La Mure, y produisit des fruits considérables

¹ Cet acte a déjà été reproduit, mais sans notes, ni commentaire, dans l'ouvrage *La Mure et la Matésine*, d'après les notes de M. Fayolle. Baratier et Dardelet, imprimeurs à Grenoble, 1876.

L'expédition sur laquelle je le transcris ici vient des papiers de M. Fayolle, acquis par M. Chaper. Elle nous a été donnée par lui.

et contribua surtout à ramener à la foi catholique les familles qui s'en étaient écartées du temps des guerres de religion.

Aimés et respectés du peuple, les Capucins étaient également bien vus par la bourgeoisie ; leurs relations arrivaient même jusqu'à une familiarité respectueuse. Plus d'une fois au siècle dernier, les membres des meilleures familles faisaient porter au couvent leur repas du soir tout préparé et du vin de leur cru, pour le partager avec les Pères et y passer ainsi une soirée agréable à causer avec des hommes bien élevés et instruits.

Pendant un siècle et demi que les Capucins restèrent en possession de leur monastère, ils aidèrent puissamment à relever à La Mure le sentiment religieux qui s'y traduisit par des œuvres de la plus grande utilité. Indépendamment des congrégations d'hommes et de femmes existant déjà dans la paroisse, il y eut à La Mure, dès 1704, une association dite l'*Union de charité pour les Pauvres*, et Messire Charles de Combourcier, Seigneur de Beaumont, en était syndic en 1720¹.

La Révolution française mit fin à cet heureux état de choses. Les Capucins durent abandonner leur couvent, leur église vit disperser ses ornements par des mains impies et fut souillée par des fêtes de la Déesse Raison.

Mis en vente comme bien national, le couvent, l'église et l'enclos furent adjugés à la commune de La Mure. Le couvent devint une école secondaire, l'église une école primaire, le jardin fut transformé en place publique.

Mais même en cet état de choses, ces vieux édifices

¹ Voir l'ouvrage : *La Mure et la Matévine*, d'après les notes de M. Fayolle.

plaisaient aux habitants de La Mure, comme souvenirs du temps passé. Comme école, ils avaient eu des succès, nous dirions presque quelque gloire, par comparaison avec l'état présent des palais scolaires qui les ont remplacés.

Le vieux couvent a été démoli et l'église modifiée et transformée.

Pour faire ici encore un peu de cette guerre contre l'oubli dont nous parlions plus haut, traçons, en finissant ce chapitre, un léger crayon de ces monuments disparus :

Leur ensemble comprenait deux corps de bâtiments placés à angle droit.

Le principal corps de bâtiment, celui qui servait au logement des Capucins, solidement bâti sur un rez-de-chaussée entièrement voûté, comprenait deux étages sous un toit d'ardoises, avec d'assez belles portes et de larges fenêtres en pierre de taille, de style Louis XIII.

L'église et ses dépendances s'allongeant du nord au midi et se raccordant au cloître par un angle, quoique arrivées en ces dernières années à un certain état de délabrement, faisaient encore assez bonne figure, sous un toit d'ardoises, surtout quand s'élevait encore au-dessus un petit clocheton, aussi couvert d'ardoises qui leur donnait un cachet spécial. Au siècle dernier, l'église n'avait de voûte en maçonnerie qu'au-dessus du chœur ; la nef était couverte d'un lambris de bois agrémenté de quelques ornements. Les religieux y arrivaient du couvent par un long corridor et une porte de pierre de taille d'un aspect assez monumental qu'on a pu voir jusqu'au jour de la démolition, dans l'angle intérieur des deux corps de bâtiments.

Ainsi placé, le vieux couvent terminait assez heureu-

sement La Mure, au bas de son côté occidental, pendant que dans le haut, du même côté, se faisait remarquer davantage l'ancien château des de Combourcier, Seigneurs de Beaumont.

Il ne reste plus aujourd'hui, de cet édifice, que la vieille porte d'entrée de l'église, conservant encore quelque chose de son antique cachet, et s'ouvrant sur la place des Capucins.

Deux publications récentes de l'Académie Delphinale nous permettent d'ajouter à ce chapitre quelques détails intéressants sur les Capucins de La Mure :

Dans les Lettres du Cardinal Le Camus, Évêque et Prince de Grenoble, de 1671 à 1707, publiées par le Père Ingold, membre de l'Académie Delphinale¹, nous trouvons deux lettres adressées par l'illustre Cardinal au Père Gardien des Capucins de La Mure, en date des 26 janvier 1706 et 20 février 1707.

Par la première, il charge le Père Gardien d'une mission fort délicate, mais avec une prudence et une modération qui ne surprennent pas de la part de l'éminent Prélat. La seconde donne la preuve que le Père Gardien s'est acquitté, à son honneur, de la mission dont il était chargé.

Dans le Bulletin de l'Académie Delphinale, année 1893, nous trouvons dans les *Études franciscaines sur la Révolution dans le département de l'Isère*, par le Père Appollinaire, de Valence, capucin, les renseignements suivants sur les Pères Capucins qui se trouvaient au couvent de La Mure à l'époque de la Révolution française :

1° Laurent Berge, en religion Père Amédée de Ristolas,

¹ Alphonse Picard, éditeur à Paris, 1892.

né le 4 avril 1721, était, en 1790, Gardien des Capucins de La Mure. Le 9 avril 1791, il se présentait au district de Grenoble, pour y déclarer qu'il se rendait dans le district de Briançon, et demander, comme étant septuagénaire depuis cinq jours, la liquidation de sa pension de retraite. Il se retira dans sa famille, à Ristolas, et y administra les sacrements, en secret, pendant la période révolutionnaire ;

2^o François Martinet, en religion Père Valentin, de Fort-Queyras, né le 25 février 1755, se retira à Fort-Queyras et s'y trouvait en l'an IV. En l'an VII, il était à Villevieille ;

3^o Laurent Mathieu, en religion Frère Guillaume, laïque, né le 13 décembre 1723, se retira à la même époque dans le district de Briançon. Il y habitait encore, à Puy-Brutinel, en l'an II.

Devons-nous considérer, comme une épave du couvent des Capucins, le Frère Duffieux, que nous trouvons à La Mure dès le rétablissement du culte catholique en France ? Nous inclinons à le croire, sans avoir de preuve. Ce modeste et pieux instituteur a vécu à La Mure pendant près d'une moitié du dix-neuvième siècle. Les dimanches et jours de fêtes il semblait faire partie du personnel de l'église paroissiale, et ne manquait jamais, à la fin de la principale messe et des vêpres, de faire une quête pour le luminaire, dans un costume qui se rapprochait de celui des ecclésiastiques ; c'était une longue redingote noire, sur laquelle il portait une douillette très rapée, en hiver. Pendant tous les autres jours de la semaine, après avoir assisté à la première messe, il enseignait, matin et soir, à quelques jeunes enfants les éléments de la lecture, de l'écriture et du calcul, et le catéchisme. Il s'appelait

Georges Duffieux et il était originaire de la Haute-Loire. Il est mort pieusement, à La Mure, le 27 juin 1842, après avoir testé au profit de Jean-Baptiste Duffieux, son neveu, propriétaire à Cambriol, Haute-Loire.

CHAPITRE V.

UNE CRITIQUE DE M. AD. ROCHAS.

Dans sa *Biographie du Dauphiné*, Charavay, libraire-éditeur à Paris, 1856, page 446, 2^e vol. au mot Terrail, M. Adolphe Rochas blâme en ces termes quelques membres de la famille de Combourcier, d'avoir ajouté le nom de Terrail à leur nom patronymique et de s'être à tort fait passer pour descendants du chevalier Bayart :

« La famille de Combourcier des environs de La Mure possédait une terre appelée le Terrail dont elle ajoutait selon l'usage le nom au sien ; ses derniers rejetons prenaient le titre de barons du Terrail. En parlant de l'un d'eux, tué devant Mardick, le 16 août 1646, La Chesnaie des Bois, trompé par le titre qu'il portait, a dit dans son *Dictionnaire de la Noblesse* qu'il était le dernier descendant du chevalier Bayart.

« L'erreur causée par ce nom de terre a conduit plus loin : Claudine de Combourcier, dame du Terrail, héritière des biens de sa maison, ayant épousé Jacques d'Estaing, marquis de Saillans, ce dernier, ainsi que ses descendants, ajoutèrent à leur nom celui de du Terrail. Des écrivains, par erreur ou complaisance, publièrent alors

que les d'Estaing descendaient des Terrail de Bernin¹. »

M. Adolphe Rochas est ordinairement bien informé, mais il a ignoré un détail essentiel dont nous allons donner la preuve.

Dans la généalogie inédite de la famille de Combourcier, faisant partie d'un recueil manuscrit de généalogies dauphinoises qui se trouve à la Bibliothèque de Grenoble et dont il existe une copie dans la bibliothèque de M. Eugène Chaper, à l'obligeance duquel nous en devons une reproduction, pour ce qui concerne cette famille, Guy Allard indique *Marie* Terrail comme femme de Guigues de Combourcier, et, comme étant nés de ce mariage, Balthazard de Combourcier qui fut marié à Louise de Saint-Marcel d'Avanson, Guigonne de Combourcier qui devint femme de Fauquel de Tholon, Marguerite qui fut femme de Jean d'Arces et Anne qui fut successivement mariée à Jacques de Sautereau et Jean de Lorcat.

Mais il y a une erreur de prénom dans cette indication et nous avons pu la relever, grâce aux renseignements qui nous ont été fournis très obligeamment par M. Maignien, conservateur à la Bibliothèque de Grenoble : ce fut Louyse Terrail, des Terrail de Bernin, qui fut femme de Guigues de Combourcier. Leur contrat de mariage que M. Maignien a vu dans les archives des notaires de Grenoble est en date du 7 février 1547.

Deux gentilshommes de la famille de Combourcier

¹ Dans diverses pièces de formalités et notamment dans une supplique au Parlement de Grenoble, du 20 août 1772, la dernière des de Combourcier de la branche aînée, dite des Seigneurs de Beaumont, figure sous les noms et titres suivants : Marguerite-Magdeleine de Combourcier du Terrail, dame directe de La Mure. Elle était alors épouse de M. Claude-Antoine-Barthélemy de Souchon de Loubière, garde du corps du Roy, domicilié à Donzère.

seulement ont ajouté le nom de du Terrail à leur nom patronymique.

Ce sont Louys de Combourcier, l'auteur de l'entreprise sur Genève qui est qualifié de sieur du Terrail, Monétier, Ratier et autres lieux dans le récit de sa tentative, cité plus haut ;

Et Jean de Combourcier, son fils, qui, dans l'acte de donation aux Capucins, figure comme seigneur du Terrail et Ratier, vicomte de Ravel, baron de haut et bas Messat, mestre de camp d'un régiment de cavalerie pour le service de sa Majesté et maréchal de camp aux armées du Roi.

Ni l'un ni l'autre n'ont pris le titre de *Baron* du Terrail, ainsi que l'affirme M. Rochas.

Quoi qu'il en soit, si ces nobles seigneurs n'avaient pas toutes les qualités du chevalier, leur parent, ils en tenaient bien quelques-unes. Le premier est mort sans peur à Genève et celui qui est tombé à Mardick y est mort sans peur et sans reproche, la face à l'ennemi. S'ils revenaient aujourd'hui en ce bas monde, ils seraient sans doute fort étonnés de se voir critiqués par un avocat devenu homme de lettres et en un temps où tant de gens usurpent la particule sans aucun droit à la noblesse.

Le blâme de M. Ad. Rochas a été reproduit, presque textuellement dans la note dont M. le docteur Revilliod fait suivre la réimpression du véritable discours de 1609, et dans le *Dauphiné*, journal littéraire dirigé avec beaucoup de succès à Grenoble, par M^{me} Louise Drevet, auteur de nouvelles et romans dauphinois fort goûtés.

Espérons que cette erreur historique sera rectifiée au moins dans le *Dauphiné*, dont l'existence est loin d'être à son terme.

LES ANCIENNES ACADÉMIES

PAR

Le R. P. JACQUART

Membre associé.

MESSIEURS,



AISSEZ-MOI tout d'abord, avant de commencer la lecture de ces quelques pages, vous dire en toute simplicité et sincérité de cœur combien je suis touché et reconnaissant de ce que vous avez daigné m'admettre parmi les membres de l'Académie delphinale. C'est un grand honneur que vous m'avez fait ainsi qu'à l'Ordre religieux dont je fais partie : aussi bien, en m'élisant, vous êtes-vous surtout souvenus et des Dominicains qui ont autrefois si brillamment dirigé le collège de votre ville, et du Père Lacordaire que les Grenoblois ont reçu avec tant d'enthousiasme et d'affection, lorsqu'en 1844, il vint prêcher une station dans votre église

cathédrale. Lui aussi en avait gardé un profond souvenir : « C'est un peuple ouvert, bon, généreux, écrivait-il dans une de ses lettres, point hostile à la religion, et en entendant parler avec plaisir. »

Toutefois, je ne vous le cache pas, à la joie que j'éprouve, se mêle aussi de la confusion et de la crainte ; car j'ai peu de titres personnels à cette marque de haute bienveillance et de distinction. Mais, croyez-le bien, je m'efforcerai d'en acquérir, et pour l'honneur de votre Société, et pour celui de mon Ordre.

Vieux professeur dans nos écoles dominicaines, et ancien directeur d'une académie de... jeunes gens, je me suis rappelé que j'avais eu un jour la curiosité de remonter les siècles passés et d'y chercher l'origine et un peu l'histoire des Académies. Eh bien ! Messieurs, ce sont ces notes et ces souvenirs, à qui j'ai donné un corps, que j'ose vous présenter aujourd'hui, en réclamant votre indulgence et votre bonté.

C'est aux Grecs et aux Romains qu'il faut remonter pour trouver l'origine des sociétés littéraires et scientifiques auxquelles on a donné le nom d'*Académies*, d'*Athénées* ou de *Musées* ; et c'est à eux aussi que l'on a emprunté ces désignations.

Le mot *Académie*, vous le savez, vient d'un jardin d'Athènes qui, primitivement, avait appartenu à un certain *Académus*. Il en fit don à sa patrie, à la condition d'y élever un gymnase, c'est-à-dire une école. Platon qui possédait dans le voisinage une résidence avec un petit temple consacré aux Muses, y ouvrit une école de philo-

sophie qui prit le nom d'*Académie* : c'est là que des disciples enthousiastes l'écoutaient, « suspendus à chacune des paroles d'or qui sortaient de ses lèvres ». Plusieurs autres Académies s'élevèrent à Athènes ; mais aucune d'elles ne put balancer la renommée de celle du maître.

Nous verrons que c'est ce mot qui prévalut dans la suite pour désigner la plupart des sociétés, dont la vôtre, Messieurs, est loin d'être sans mérite et sans gloire.

Le *Musée* d'Athènes, toutefois, représente peut-être mieux encore l'idée que nous avons conçue d'une Académie. Ce musée était un temple consacré aux Muses, bâti au pied d'une colline située dans l'ancienne enceinte de la ville, en face de l'Acropole. Là, se réunissaient les savants, les poètes, les philosophes, pour faire entre eux l'échange de leurs idées et de leurs lumières. Là, aux applaudissements de nombreux auditeurs, les poètes venaient déclamer leurs vers, et les orateurs s'exerçaient à l'éloquence. Il en fut de même à Alexandrie où, pour faire fleurir les sciences qu'il aimait, *Ptolémée Soter* fonda, lui aussi, un *Musæum*. C'est ce musæum qui, plus tard, devint si célèbre dans l'histoire sous le nom d'école d'Alexandrie, et où, à l'âge de dix-huit ans, disputa, avec tant de force et de succès, une jeune fille qui devait dans l'Eglise porter le nom si vénéré de sainte Catherine d'Alexandrie. Le prince prit un soin particulier d'y rassembler lui-même tous les hommes distingués de son siècle, en leur confiant la mission de s'appliquer à la recherche des vérités philosophiques et d'étendre le domaine des sciences, des lettres et des arts. Tel est, en effet, Messieurs, le but de ces sociétés ; telle est la tâche qu'elles doivent se prescrire, et que toutes, du reste, ont à l'envi admirablement comprise.

Mais le nom de musée ou de muséum ne se prend plus guère dans ce sens, et s'applique actuellement plutôt à des collections d'objets d'art ou d'antiquités ou de sciences. Qu'il me soit permis, en passant, de rappeler que le musée de Grenoble est un des plus beaux et des plus riches de ce qu'on a l'habitude d'appeler la *province*, et qu'il fait honneur à la Ville et au Dauphiné tout entier.

Le mot *Athénée* n'est pas non plus d'une antiquité tellement reculée qu'on puisse dire de lui et de la chose qu'il signifie, que son origine se perd dans la nuit des temps. Rien de plus connu et en même temps de plus illustre, puisque cette origine vient de l'Olympe même, et que c'est une déesse qui a donné son nom. *Athéné* était en effet chez les Grecs le nom de Minerve, cette déesse de la sagesse, des sciences et des arts : *Minerve* qu'on appelait encore *Pallas*, quand, le casque en tête, la poitrine protégée par l'égide faite de l'écaille du monstrueux serpent dont elle avait délivré la Lybie, et le bras armé d'un bouclier argolique, elle représentait la déesse de la guerre. Évidemment, on donna tout d'abord le nom d'Athénée aux temples et aux lieux consacrés à Minerve ; puis, comme elle présidait aux arts et aux sciences, on étendit cette dénomination aux écoles où on les enseignait, et enfin aux édifices qui servaient aux orateurs et aux poètes de lieu de réunion. Le mot est resté, servant encore maintenant à désigner une société savante ; il devient ainsi, pour ainsi dire, synonyme d'académie.

A Rome, sous le règne d'Auguste, il y eut tout d'abord ce qu'on appelait des *Récitations*, invention due à Asinius Pollion. C'étaient des lectures publiques faites par les auteurs eux-mêmes, de celles de leurs compositions qu'ils n'avaient point encore publiées. Le but avoué de ces

lectures était de recueillir les avis et les critiques de ses amis, et de faire les corrections qu'ils indiqueraient, avant de livrer l'ouvrage à la publicité ; mais le but véritable, du moins pour la plupart, était de chercher des applaudissements et des louanges. Auguste, paraît-il, se prêtait aux *Récitations* avec une extrême patience, qu'on y lût non seulement des poèmes ou des histoires, mais encore des discours et des dialogues.

Disons toutefois, pour être exact, qu'il existait avant Pollion un usage qui, sans doute, lui donna l'idée de son invention ; car il ne faut pas croire que depuis des siècles qu'on cultivait les lettres à Rome, les littérateurs n'avaient pas encore cherché à poursuivre les suffrages de leurs amis dans des assemblées privées : on lisait ou l'on faisait lire dans les festins, ce qui, dit un auteur, n'était pas toujours le moyen d'en augmenter l'agrément.

Or, dans quelques-unes de ses lettres, Pline le Jeune nous donne sur ces lectures des détails et des conseils amusants : « que le lecteur se montre modeste, et que les auditeurs soient indulgents. A quoi bon vous faire un ennemi par des arguties littéraires, de celui à qui vous venez prêter une oreille favorable ? Que l'ouvrage soit plus ou moins remarquable, louez toujours. ¹ » Mais il faut que le lecteur se présente avec une défiance respectueuse, comme l'usage l'impose ; qu'il ait un compliment, une excuse tout prêts, quand l'occasion s'en présente.

Si maintenant un auteur avait un organe ingrat, il chargeait un esclave de lire son manuscrit. S'il déclamait lui-même, il observait de tous ses yeux l'impression qu'il produisait sur son auditoire, et s'arrêtait de temps en

¹ Pline-le-Jeune. Ép. VI-17.

temps, en ayant l'air de craindre de l'avoir fatigué, et en se faisant prier pour continuer. Alors, aux endroits les plus beaux, et plus encore à la fin, éclataient les applaudissements qui se divisaient, selon les règles de l'art, en *catégories*. L'une comprenait le *bien, très bien, admirable* ; l'autre, les battements de mains ; la troisième, les bonds sur les sièges, les trépignements ; dans la quatrième enfin, on agitait sa toge ; et ainsi de suite, de plus fort en plus fort.

Ne pourrait-on pas dire toutefois qu'une Académie existait à Rome pendant le règne d'Auguste ? Nous le croyons dans un sens. Seulement cette Académie, composée de tous les beaux esprits du temps, faisait partie de la cour du prince. Il y avait même une petite Académie à côté de la grande, dans les salons de Mécène ; on pouvait y prendre quelques libertés timides, de celles qui étaient possibles avec un adroit séducteur qui mettait les esprits à leur aise pour mieux les conquérir à César. Après tout, Auguste se faisait beaucoup d'honneur, et ne courait aucun risque, en accueillant avec une bonté pleine d'estime et d'égard le grand poète Virgile qui chantait les origines de Rome ; nul inconvénient non plus pour le maître du monde de donner le nom d'ami à cet Horace, qui se croyait indépendant, et qui en somme ne l'était pas du tout. Auguste régnait de même sur toutes les autres illustrations de l'époque ; sa faveur n'était qu'une amorce à laquelle on se pressait, peut-être avec plaisir. Mais d'Académie proprement dite, et surtout d'Académie comme celle d'Alexandrie, Auguste n'en aurait pas voulu.

Aussi n'étaient-ce là que des commencements, et Rome dut attendre plus d'un siècle pour avoir une véritable

Académie ou Athénée. Entre temps toutefois, nous trouvons qu'un empereur romain, Caligula lui-même, fit construire en l'an 37, à Lyon, un édifice du même genre et de même destination que celui d'Athènes, et lui donna le nom d'*Athénée*. Il en sortit des hommes qui se distinguèrent par leurs talents. Suétone¹ raconte même les combats d'éloquence grecque et latine qui s'y livrèrent à sa création ; et, par ordre de Caligula, le vaincu était condamné à présenter au vainqueur le prix qui lui était réservé et à faire son éloge. Ceux dont les ouvrages étaient dénués de tout mérite étaient obligés de les effacer avec une éponge ou même avec leur langue ; et on ne leur laissait que le choix d'être frappés de verges ou d'être jetés dans les flots rapides du Rhône. De là, ce mot de Juvénal, en parlant de je ne sais plus quels hommes « qu'ils deviennent aussi pâles que celui qui a mis le pied nu sur un serpent, ou que l'orateur qui s'avance pour parler près de l'autel d'Auguste à Lyon². » Convenons que la vanité littéraire devait être bien puissante, pour pousser les concurrents dans un pareil cirque, avec les verges ou la noyade en perspective.

C'est donc seulement en l'an 135 que Rome eut son Académie. L'empereur Adrien fit les choses en grand. Dans le palais qu'il construisit à cet effet, des savants, des poètes, des orateurs furent logés et nourris. On s'y réunissait pour des exercices oratoires et pour l'enseignement des hautes sciences ; et le public venait y entendre les lectures que les écrivains faisaient de leurs ouvrages. Et cependant, chose curieuse ! Adrien avait un

¹ *Vie de Caligula*, ch. 20.

² Juvénal. Sat. I, v. 44.

goût bizarre en fait de littérature; il préférait Caton à Cicéron, Antimaque à Homère, Ennius à Virgile; il alla même jusqu'à méditer, le croiriez-vous? la destruction de l'Iliade et de l'Odyssée!

Tout allait bien quand, deux siècles après, arrivèrent la chute de l'empire romain et l'invasion des barbares en Occident. Jusqu'au règne de Charlemagne, les belles-lettres perdirent leur éclat, sans que, toutefois, on puisse oublier chez nous *Ausone*, *Fortunat*, *Grégoire de Tours*, et quelques autres. La langue grecque alla se réfugier aux confins du Bosphore de Thrace, tandis que, de son côté, la langue de Cicéron, d'Horace et de Virgile venait se corrompre dans les Gaules, et petit à petit se changeait en cette basse latinité d'où devaient plus tard sortir quelques-unes des langues de notre moderne Europe.

Pour retrouver des sociétés littéraires, il faut désormais aller à Constantinople, qui a pris la place de Rome déchue. Là, se trouvaient partout des Athénées; chaque portique devenait un lieu de réunion, où l'on étudiait, où l'on discutait sur la peinture, la poésie, l'éloquence, les mathématiques, la physique et la philosophie. Et, cependant, fait curieux, malgré les efforts d'Anne Comnène qui, abandonnant le trône, s'était consacrée aux lettres, malgré les Académies et les Athénées, la décadence fut des plus rapides.

En Occident, ce fut tout l'opposé. Les monastères semparèrent de la science des lettres et les cultivèrent; aussi reprirent-elles leur essor. Protecteur des lettres et l'un des savants de son temps, bien que jusqu'à l'âge de trente-deux ans il eût été très ignorant, Charlemagne, à l'exemple de l'antiquité, institua une société littéraire qu'il nomma l'*Académie palatine*. Chaque membre de

cette Académie, qu'il présidait lui-même sous le nom de *roi David*, portait un nom grec ou latin. Le fameux Alcuin s'appelait *Albinus Flaccus*, du nom d'Horace, des ouvrages duquel il avait fait une revision. Théodulphe, lui aussi, un des restaurateurs des lettres en France, et que Charlemagne avait fait venir d'Italie, s'appelait *Pindare*; Homère, enfin, était devenu le nom académique d'*Angilbert*, secrétaire du prince. Trois hommes illustres dont il ne faut pas oublier les noms; car, de tout leur pouvoir, ils secondèrent les efforts de Charlemagne et contribuèrent prodigieusement, d'accord avec lui, au rétablissement des lettres et des sciences en France.

Et n'allez pas croire, Messieurs, que d'être membre de l'Académie palatine fût une sinécure : Charlemagne avait pour cela une activité trop infatigable. Au milieu des soins de son immense empire, il trouvait toujours le temps de questionner son maître Alcuin sur toute espèce de choses, et cela avec la simplicité d'un enfant. Les *pourquoi* étaient sans cesse sur ses lèvres. On conte même qu'un jour le prince lui écrivit en grande hâte pour savoir ce qu'était devenue la planète Mars, qu'il ne voyait plus depuis deux jours au firmament. Et il fallut qu'Alcuin lui expliquât longuement les révolutions des planètes. Ce fut toute une affaire. Aussi bien, fatigué des travaux excessifs auxquels il s'était livré, Alcuin demanda-t-il à Charlemagne quelque repos, pour se retirer dans l'abbaye de Saint-Martin de Tours. L'empereur essaya plusieurs fois de le rappeler auprès de lui : « C'est une honte, lui écrivait-il, que vous préférerez les toits enfumés des Tourangeaux » ; mais Alcuin résista et se démit même de toutes ses dignités pour ne plus s'occuper que de son salut.

Ce serait une erreur de croire que la mort de Charlemagne eût immédiatement entraîné la décadence des lettres. Ses successeurs, et en particulier *Louis le Débonnaire* et *Charles le Chauve*, continuèrent son œuvre sous ce point de vue. Le second surtout avait hérité de l'amour de son aïeul pour les lettres. « Il philosophe bien, dit un auteur du temps, et il tient les rênes des philosophes de son empire : son palais est une école des arts libéraux. On contemple avec admiration, dans la cour de la dignité royale, le gymnase de toutes les sciences. » Ce prince releva donc l'*Académie palatine*, en y appelant des savants étrangers; et elle prospéra tellement, « que, suivant le même chroniqueur, la Grèce aurait envié le sort de la France, et que la France n'avait rien à envier à l'antiquité ».

Aussi, malgré les désastres qui signalèrent la chute de la dynastie carlovingienne, on ne peut pas dire que, sous le rapport des travaux intellectuels, il y ait eu une solution de continuité, du ix^e au xi^e siècle. Du reste, l'Église était là pour suivre les traditions; et, en cela, elle avait été aidée par un autre prince : nous voulons parler d'*Alfred le Grand*, roi d'Angleterre, mort en l'an 900. A la fois poète, musicien, guerrier, savant et législateur, Alfred fonda la fameuse Académie d'Oxford, et l'encouragea par cette protection à la fois judicieuse et bienveillante qui donne une si vive impulsion aux travaux d'une société d'hommes qui se sentent appréciés par un grand homme.

A vrai dire, ce fut alors comme un véritable tournoi dans nos provinces de France et dans les pays voisins. Toulouse, Narbonne, Poitiers, etc., eurent leurs athénées ou leurs académies. Les cours d'amour, après tout,

n'étaient pas autre chose. *Lacurne Sainte-Palaie*, dans son Dictionnaire des antiquités françaises, parle, d'après les anciens romans de chevalerie, de plusieurs excellents personnages provençaux qui s'assemblaient tous les jours, faisant une académie auprès de l'abbaye de Thoronnez, et auxquels se joignaient même quelques religieux du monastère.

Les trouvères se réunissaient pour chanter leurs sirventes, leurs tensons et pastourelles ; chaque cour et chaque grande assemblée servait de théâtre à la dispute. Nous avons nommé Toulouse. Or, qui ne connaît la fameuse académie des *Jeux floraux*, dont s'enorgueillit cette capitale du Midi ? Fondée en 1322 par plusieurs poètes qui se réunirent pour former ce qu'on appela le *Collège de la gaie science*, elle avait pour but d'encourager la poésie et de distribuer des prix aux meilleures pièces de vers en l'honneur de Dieu ou de la Vierge Marie. Rien de gracieux comme ces prix, puisqu'ils consistaient en des fleurs d'or ou d'argent, telles que la violette, l'églantine, l'amaranthe et le souci. Vers l'an 1490, une dame de Toulouse, *Clémence Isaure*, célèbre par sa beauté et son esprit, donna un nouvel éclat à cette société, à l'avenir de laquelle elle consacra une partie de sa fortune. En 1695, elle fut érigée en *Académie* et elle existe encore aujourd'hui, après avoir cependant, comme quelques-unes de ses sœurs, été supprimée à l'époque de la Révolution.

La France septentrionale aussi voulut avoir ses concours de poésie, et il s'établit des *Puys* en l'honneur de la Vierge, des *Jeux sous l'Ormel*, et autres réunions littéraires dont les noms variaient, mais dont le but était toujours le même. En 1486, le Puy en l'honneur de l'Im-

maculée Conception de la Vierge s'organise à Rouen, et fonde un concours de poésie pour couronner les chants royaux, ballades, rondeaux, stances qui célébreraient avec le plus d'éclat les mérites de la Vierge.

C'est, sans aucun doute, à ce zèle, à cette passion pour les belles-lettres et les sciences qui se manifestaient alors de toutes parts, qu'a dû céder aussi le Dauphin Humbert II, quand il créa l'Université de Grenoble. Or, bien que ce soit peut-être m'écarter un peu de mon sujet, je ne puis résister au désir de vous en dire un mot ; car il est tout à l'honneur du Prince et de votre ville.

C'était donc en 1339 : Humbert II ayant obtenu du pape Benoît XII la création d'une Université à Grenoble, où l'on enseignait déjà depuis longtemps la jurisprudence romaine, et désirant y attirer un grand nombre de jeunes gens, accorda une foule de privilèges, par un édit daté de Saint-Étienne-de-Saint-Geoirs. En conséquence, il ordonna tout d'abord de détruire toutes les forges qui existaient dans un rayon de trois lieues aux environs de Grenoble, afin de prévenir par là l'enchérissement du bois et de faciliter le chauffage des étudiants. « Car un fourneau, est-il dit, est un abîme de bois qui les détruit et les extermine. » Il déclara en outre que tous ceux qui feraient leurs études dans cette Université seraient sous la sauvegarde du Dauphin pendant leur séjour à Grenoble. L'Université devait se composer de quatre professeurs : deux pour le droit civil, et deux pour le droit canon. Et c'est à cette occasion que, le 2 octobre 1340, le Dauphin étant à Avignon, adressa au recteur et au collège de Grenoble des lettres par lesquelles il nommait Guigues Galbert professeur de Décrétales à l'Université de cette ville.

A l'exemple de la France, l'Italie, l'Espagne, l'Angleterre et l'Allemagne eurent aussi leurs sociétés littéraires. On se rappelle les brillantes Académies de Grenade et de Cordoue, sous le règne des Maures d'Espagne ; académies célèbres par leurs mœurs chevaleresques et leur goût pour la poésie, la musique et les lettres. En Italie, l'émulation, le désir de la gloire, de la renommée firent naître une foule de poètes qui frayèrent la route à Dante et à Pétrarque. Laurent de Médicis créa le fameux Athénée de Florence, afin de grouper « autour de lui les hommes éminents de la république ». C'est à l'*Athénée de Saint-Marc* que se formèrent Michel-Ange et *Benvenuto Cellini*. Le xv^e siècle fut justement appelé le siècle de la Renaissance. Chaque capitale de l'Italie eut son Académie ; et toutes, quel que soit le nom qu'elles aient porté, propagèrent le goût de la belle antiquité et produisirent une émulation générale. « Dans aucun pays peut-être, dit un auteur, les Académies n'ont rendu autant de services. Jamais elles ne s'emparèrent ainsi d'un peuple, pour communiquer une activité nouvelle à toutes les intelligences ; jamais elles ne travaillèrent avec autant d'ardeur à satisfaire le besoin d'instruction qu'elles avaient fait naître par leur exemple, leurs travaux et l'éclat de leurs solennités, véritables fêtes de l'esprit qui passionnaient aussi les cœurs. »

N'oubliez pas, Messieurs, que je parle ici du xv^e siècle. Que serait-ce si c'était des siècles qui ont suivi, et si je vous faisais assister, pour ainsi dire, à la création de ces Académies célèbres dont s'enorgueillissent les nations de l'Europe, et dont en somme, la plus glorieuse, la plus enviée, est encore notre Académie française ? Que serait-ce si je parvenais à vous montrer cet élan passionné qui, à partir

de ce siècle de la Renaissance, a poussé tous les peuples vers les choses de l'esprit, c'est-à-dire vers les lettres, les sciences et les arts ? si je vous faisais toucher du doigt et constater cette fièvre dévorante qui s'est emparée de tous, fièvre qui ne fait que grandir de plus en plus ? Notre siècle n'est pas si matériel qu'on veut bien le dire ; et si, par suite des progrès de la science, l'on y recherche un peu plus les aises de la vie, il faut convenir aussi que les choses de l'esprit y ont une très large part, sont comprises et goûtées d'un plus grand nombre. Ce qui est beau en littérature, en sciences et en arts y trouve toujours un écho qui devient de plus en plus puissant et plus étendu.

Mais je m'arrête ici, mon but aujourd'hui ayant été seulement de vous rappeler quelques indications au sujet des sociétés littéraires *anciennes*. Comme vous le pensez, c'est loin d'être complet : un érudit aurait trouvé plus de faits, et vous eût intéressés davantage. Aussi ne puis-je guère attendre de vous pour ma *récitation* que tout au plus la première catégorie des marques de satisfaction que, d'après Pline le Jeune, j'ai rapportées plus haut. Je ne suis déjà que trop heureux de la bienveillante attention que vous avez bien voulu me prêter, et je vous en remercie de tout cœur : elle est pour moi un précieux encouragement.



MÉLANGES

Le Projet de l'Histoire de Dauphiné de Nicolas Chorier.

Le petit fascicule de Chorier, intitulé : *Le Projet de l'Histoire de Dauphiné*, est devenu fort rare, car il a subi le sort funeste dont les prospectus sont, d'ordinaire, les victimes, quoique, à l'époque de son apparition, ce genre de littérature fût moins envahissant et, par cela même, plus apprécié que de nos jours.

Brunet, dans son *Manuel*, dit au sujet de ce livre :
« Longtemps avant de mettre au jour les deux volumes
« de son Histoire, l'auteur avait publié son *Projet de*
« *l'Histoire de Dauphiné*, Lyon, 1654, in-4°, opuscule
« devenu fort rare. »

On lit dans la *Biographie* de Rochas : « Dès 1654,
« Chorier lança un prospectus pour sonder les disposi-
« tions du public et solliciter en même temps des com-
« muniquatons de documents... *Projet de l'Histoire de*
« *Dauphiné*, Lyon, 1654, in-4°,... le prospectus est
« devenu presque introuvable. Bibliothèque de Grenoble,
« n° 24402. »

Si l'on s'en rapportait à l'opinion des divers bibliographes conforme à celle de ces deux maîtres, on pourrait croire que l'édition de 1654 est l'unique manifestation imprimée de ce petit ouvrage. Cependant, il existe une édition publiée, en 1653, et par conséquent antérieure à celle précitée. J. Ollivier, dans ses *Recherches* sur la vie et les ouvrages de Chorier, a passé à côté d'un exemplaire portant cette date de 1653, mais il s'est borné, sans plus ample informé, à la signaler comme un vulgaire phénomène issu de la faute d'un typographe et du laisser aller d'un correcteur.

« Ce prospectus, dit-il, ne se retrouve presque plus...
« Il s'en est vendu, à Lyon, en 1832, catalogue de
« Mr A. B. (Barre.), n° 1735, un exemplaire aux armes de
« Pierre de Villars, archevêque de Vienne, contenant la
« dédicace écrite de la main de Chorier, et adressée à ce
« prélat. Le catalogue précité donne à cet ouvrage la date
« de 1653, mais c'est probablement une des erreurs de
« date dont il est rempli, quoique l'errata n'en fasse
« point mention. »

Persévérant dans ces errements, Rochas n'a point voulu lire la date de 1653 inscrite, en gros caractères, sur l'exemplaire déposé à la bibliothèque de la ville de Grenoble, dont il cite pourtant le numéro d'ordre, et lui attribue, de son autorité privée, celle de 1654.

Chose étrange ! Chorier lui-même, dans ses *Adversaria*, corrobore l'opinion de ses bibliographes. Il dédaigne, purement et simplement, l'édition de 1653, et réserve, uniquement, à celle de 1654 la faveur de ses souvenirs.
« On était, dit-il, en l'année 1654. *En cette année*, ayant
« arrêté le projet d'écrire l'histoire de tout le Dauphiné,
« je rendis compte, dans un petit livre publié en français,

« de mon projet, de mon entreprise, de l'ordre des livres
« et du sommaire des objets que je devais traiter. . . . »
L'historien dauphinois écrivait ses mémoires, vers 1681 ;
son grand âge, et le temps écoulé depuis l'impression de
son prospectus excusent donc facilement sa méprise. Il
la corrige, du reste, de sa propre main, et fournit, à ce
sujet, des détails curieux et précis dans une lettre adres-
sée à un Dauphinois de marque, M. de Blanc de Blanville,
et conservée, à Lyon, dans le riche cabinet de M. William
Poidebard.

« Monsieur, je vous rends de très humbles graces de
« celles que vous me faites de vous souvenir de moy.
« Ce ne m'est pas un médiocre avantage d'avoir vostre
« faveur et vostre apuy dans le dessein ou l'intérêt de
« nostre commune mère m'a engagé pour sa gloire. Je
« veux dire Monsieur que nostre patrie vous aura une
« obligation infinie aussi bien que moy, si vos soins se
« joignent au miens et contribuent à mon ouvrage. Je
« l'attens Monsieur et avec d'autant plus d'assurance que
« je scay que vous estes parfaitement généreux. Vous
« en avez donné trop de preuves et vous en donnez trop
« tous les jours pour vous figurer que ceste vérité ne
« soit pas un article de la foy de tous les honnestes
« gents et particulièrement de la mienne. Les autres
« tesmoignent les sentimens qu'ils en ont par leurs
« paroles et je tesmoigneray les miens par mes escrits,
« là ou j'employray les mémoires que vous me faites
« espérer. Je le feray d'une façon qui ne vous sera pas
« désagréable et qui me mettra en mesme temps à cou-
« vert de tout blame d'ingratitude. Cependant Monsieur
« depuis que j'ay eu l'honneur de vous voir j'ay escrit à
« Monsieur le Duc de l'Esdiguières après qu'un de mes

« amis luy a présenté un exemplaire de mon projet. Je
 « n'ay point eu encore de response et je crois qu'il im-
 « porte que vous le scachez, afin que si vous le voyez,
 « comme je croy que vous le verrez, vous me soyez vous
 « mesme envers luy une lettre de recommandation plus
 « efficace que toutes les miennes ne scauroient jamais
 « l'estre. Je vous en conjure de tout mon cœur et de me
 « pardonner en mesme temps la liberté que je prens de
 « vous en conjurer. La faveur de Monsieur le Duc m'est
 « si nécessaire et la vostre me l'est si fort pour obtenir
 « celle-là que je ne puis espargner l'une sans négliger
 « l'autre. Je ne vous en diray pas d'avantage pour ceste
 « fois, suffit que peut estre vous reconnoissez assez à
 « quoy je butte, et ce sera m'en expliquer assez de dire
 « seulement que la reconnoissance estant une qualité
 « louable aux particuliers est necessaire au public que
 « l'on sert et que l'on oblige. Au reste je ne me suis
 « trouvé que trois exemplaires du projet, je vous les
 « envoie. Je le feray réimprimer bientost et après je ne
 « manqueray pas de vous en envoyer autant que vous en
 « désirerez: Trop glorieux que je seray qu'ils passent par
 « vos mains pour aquérir des graces qu'ils n'ont pas en
 « sortant des miennes et pour devenir un tesmoignage
 « public que je suis de toutes les forces de mon ame

« Monsieur

« Vostre très humble tres obéissant

« et tres obligé serviteur

« CHORIER.

« A Vienne le 26 janvier 1654. »

Chorier établit clairement dans sa lettre l'existence des
 deux éditions du *Projet de l'Histoire de Dauphiné* ; la

première, parue en 1653, est épuisée en janvier 1654, tandis que la seconde est sur le point d'être imprimée, comme elle le fut, en effet, au cours de l'année 1654. Ces éditions présentant, entre elles, des différences notables, tant pour le fond que pour la forme, il importe d'en fournir une description exacte qui permette désormais de les apprécier sûrement et d'éviter ainsi toute confusion fâcheuse.

Première édition. Le | Projet | de | l'Histoire de Dauphiné. | De Nicolas Chorier | Advocat à Vienne. | Armoiries des Dauphins de France. M.DC.LIII. Sans indications typographiques. In-4°, 16 pp. numérotées, signatures A-D.

[Bibliothèque de la ville de Grenoble. « Pour Monsieur de Ponat, conseiller au parlement de Grenoble, son très humble serviteur, Chorier. » — Bibliothèque du château de Terrebasce. Exemplaire relié en vélin blanc, aux armes de Pierre de Villars, archevêque de Vienne. « Pour Monseigneur l'archevesque de Vienne, son très humble et très obéissant serviteur, Chorier. »]

Deuxième édition. Le | Projet | de l'Histoire | de Dauphiné | de Nicolas Chorier avocat | a Vienne. | A Lyon | chez Guillaume Barbier imprimeur | ordinaire du Roy, en la place Confort. | M.DC.LIV. In-4°, 24 pp.

[Bibliothèque nationale. — Bibliothèque de M. Latune, à Crest.]



TABLE DES MATIÈRES

SUIVANT L'ORDRE DANS LEQUEL ELLES SONT PLACÉES
DANS LE VOLUME.

	Pages.
Bureau de l'Académie en 1894.....	v
Liste des membres titulaires.....	vi
Liste des membres associés.....	viii
Liste des Sociétés correspondantes :	
Sociétés françaises.....	xvi
Sociétés étrangères.....	xxii
Extraits des procès-verbaux de l'Académie pendant l'année 1893.....	xxiii
Liste des ouvrages reçus par l'Académie pendant la même année.....	xxxI
Allocution de M. Paul Fournier en prenant le fauteuil de la présidence.....	1
Correspondance de P. Chépy avec le Ministre des Affaires Étrangères (mai 1793 — janvier 1794), par M. R. Delachenal.....	9
Table générale de la correspondance de Chépy.....	405
La Tour-du Pin de 1789 à 1793. — Discours de récep- tion à l'Académie delphinale, par M. l'abbé Martin.....	425
Réponse de M. Paul Fournier, président, au discours de M. l'abbé Martin.....	467
Les Variations de la frontière des Alpes. — Discours de réception à l'Académie delphinale, par M. Joseph Perreau, capitaine de chasseurs alpins.....	475
Réponse de M. Paul Fournier, président, au discours de M. Joseph Perreau.....	497
Grenoble à différents âges. — Discours de réception à l'Académie delphinale, par M. le général baron Thomas.....	513

	Pages.
Réponse de M. Paul Fournier, président, au discours de M. le général baron Thomas.....	539
Un petit propriétaire cultivateur des environs de Grenoble à la fin du XIX ^e siècle. — Discours de réception à l'Académie delphinale, par M. de Beylié.....	549
Réponse de M. Paul Fournier, président, au discours de M. de Beylié.....	591
Jetons du Dauphiné (dernier article), par M. J. Roman	603
Familles dauphinoises oubliées. — La famille de Combouret, par M. Victor Arnaud, de la Mure.....	625
Les Anciennes Académies, par le R. P. Jacquart.....	659
Mélanges : Le Projet de l'Histoire de Dauphiné de Nicolas Chorier, par M. H. de Terrebasse.....	673



	Page
Discours	53
.....	53
de Gre-	
récep-	54
.....	54
cours	58
.....	58
man	66
Com-	66
.....	66
.....	66
de	67
.....	67

